

N° 3101 – JUIN 2021

www.jeuneafrique.com

jeune afrique

**INTERVIEW
EXCLUSIVE**

KAGAME :

« Le Rwanda
n'est pas une
monarchie »

MAROC

Mostafa Terrab :

« Le futur d'OCP, c'est
le développement vert »

RD CONGO

Le grand tournant

Spécial 36 pages

CÔTE D'IVOIRE

Adama Bictogo,
un homme au cœur
du pouvoir

LES
500
PREMIÈRES
ENTREPRISES
AFRICAINES
22^e ÉDITION

**Béchir
Ben Yahmed**
1928-2021

**UNE HISTOIRE
AFRICAINES**

Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada /A 12,99 \$CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1 000 XPF
Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUPE

M 01936 - 3101 - F: 7,90 € - RD







L'avenir de la planète n'attendra pas demain

C'est pourquoi nous déployons des solutions solaires innovantes pour atteindre le net zéro carbone d'ici 2040. 5400 sites télécoms d'Orange sont équipés de panneaux solaires en Afrique et au Moyen-Orient, qu'ils soient 100 % solaires ou hybrides. Ils permettent d'économiser chaque année 55 millions de litres de fuel.



**Vous rapprocher
de l'essentiel**



L'édito

Marwane Ben Yahmed

🐦 @marwaneBY

Senghor, Hassan II, Ben Ali, Compaoré, Wade, Gbagbo, Ouattara... **BBY et les chefs d'État africains**

Béchir Ben Yahmed nous a quittés ce 3 mai, à l'âge de 93 ans, aux premières lueurs de l'aube. Et au terme d'une vie épique, consacrée à l'Afrique et au journalisme, au cours de laquelle il aura embrassé de si nombreuses vocations : patron de presse engagé et inclassable, éditorialiste au talent hors pair et à la culture immense, analyste toujours sur le qui-vive, panafricaniste résolu, détecteur et formateur de talents, acteur et témoin de l'Histoire, esprit libre mû par une curiosité intellectuelle sans limites, travailleur acharné, indépendant par-dessus tout.

« Il y a quelque chose de plus fort que la mort : c'est la présence des absents dans la mémoire des vivants et la transmission, à ceux qui ne sont pas encore, du nom, de la gloire, de la puissance et de l'allégresse de ceux qui ne sont plus, mais qui vivent à jamais dans l'esprit et dans le cœur de ceux qui se souviennent », écrivait Jean d'Ormesson, cette autre grande figure de la plume et du journalisme. À l'heure où un immense chagrin nous étreint, le torrent d'hommages

qui ont été rendus à « BBY », émanant de personnalités comme d'anonymes, de ceux qui l'ont côtoyé comme des lecteurs de *Jeune Afrique*, ne peuvent que nous réchauffer le cœur. Le soleil s'est couché sur une vie extraordinaire, mais il continue de briller dans le jardin de nos souvenirs. L'enfant de Djerba laisse une empreinte profonde qui aura marqué plusieurs générations d'Africains ou de passionnés de l'Afrique. Il nous incombe, par amour autant que par devoir, de nous montrer dignes de cet héritage.

Homme de presse à la lisière de la politique, ancien ministre, patron d'un journal panafricain qui a porté sur les fonts baptismaux la fabuleuse dynamique des indépendances...



**Les ayant côtoyés,
il a pu se forger
une opinion plus
« humaine » des
uns et des autres.**

Tout concourait au fait que Béchir Ben Yahmed ait été amené à rencontrer, voire à fréquenter de nombreux chefs d'État. Parmi ceux qu'il connaissait le mieux, les Tunisiens Habib Bourguiba et Zine el-Abidine Ben Ali, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor, le Français François Mitterrand et l'Ivoirien Alassane Ouattara, dont il était très proche. Dans une moindre mesure, il a tissé des liens cordiaux, parfois amicaux, avec le Mauritanien Moktar Ould Daddah, les Maliens Alpha Oumar Konaré et Amadou Toumani Touré, le Burkinabè Blaise Compaoré ou le Sénégalais Abdou Diouf. Il en a rencontré, pendant ses soixante ans de carrière, beaucoup d'autres, ce qui lui permit de se forger une opinion plus précise, plus « humaine ». Très observateur, BBY pouvait tirer d'une attitude, d'un comportement – pour d'autres anecdotique – ou d'une manière de s'exprimer de riches enseignements qui nourrissaient, associés à un examen plus journalistique de la gouvernance, sa perception et son analyse de nos dirigeants. Être son fils et son collaborateur

pendant plus de vingt ans fut naturellement un privilège et m'offrit l'occasion de recueillir ses souvenirs, son témoignage et son opinion sur les principaux acteurs politiques et présidents qui ont marqué notre époque. Un travail facilité par le fait que, depuis une dizaine d'années, il s'était attelé à la rédaction de ses Mémoires. Revue de détail, sans doute subjective, des dirigeants les plus « intéressants » qu'il a eu à connaître, et de la manière dont il les percevait.

Léopold Sédar Senghor

L'ancien président sénégalais fait partie du cercle très fermé de ceux que BBY a bien connus. Il incarnait à ses yeux le modèle du chef d'État africain, celui qui respecte les institutions, ne s'enrichit pas, ne verse pas exagérément dans l'arbitraire et le fait du Prince. Un homme d'une très « grande intégrité morale et intellectuelle », et humble de surcroît. À l'écoute de ses interlocuteurs, capable de changer d'avis s'il était convaincu, Senghor a su mettre en place une démocratie moderne quand tant d'autres de ses pairs succombaient aux sirènes de l'autocratie. Preuve de leur proximité, et de la confiance qui régnait entre eux, BBY fut le premier que Senghor informa de son désir de démissionner pour céder la place à son Premier ministre, Abdou Diouf, en août 1980. Avant même Giscard ! Ils se revirent une dernière fois, en octobre 1983, à l'occasion d'un dîner organisé chez lui par mon père pour le 82^e anniversaire du Sénégalais. La mémoire de ce dernier commençait à flancher, il donnait des signes de grande fatigue. Il se retira ensuite dans la dignité, auprès de son épouse, Colette. Et plus personne ne le revit jusqu'à sa mort.

Hassan II

BBY entretenait des rapports ambivalents avec le monarque chérifien, décédé en 1999. Et, partant, des relations tumultueuses. Il reconnaissait au père de Mohammed VI une « immense intelligence mise au service de la monarchie, qu'il a renforcée ». Mais il le trouvait

également trop orgueilleux, souvent méprisant, et ce, dès leur première rencontre, en 1964, à Rome. Il décrivait un roi moderne aux méthodes médiévales et brutales qui fit, en matière d'éducation, des choix diamétralement opposés à ceux d'un Bourguiba, ne se préoccupant guère de ce domaine pourtant primordial. Comble de l'ironie, mon père et Hassan II se ressemblaient physiquement, et il arrivait que des Français confondent BBY avec le roi du Maroc, pensant que ce dernier était de passage à Paris... De Mohammed VI, en revanche, il avait une perception globalement positive, estimant qu'il faisait progresser son pays sur bien des plans, notamment sur celui du développement ou encore sur celui des libertés.

Bourguiba, Ben Ali et Kaïs Saïed

Comment évoquer Béchir Ben Yahmed sans parler de Habib Bourguiba, père de l'indépendance tunisienne, chef de l'État trois décennies durant, dont il fut, à seulement 28 ans, un éphémère ministre de l'Information ? « Bourguiba, à l'instar de Napoléon, ne croyait qu'au pouvoir personnel », estimait BBY. Sans pour autant éprouver la nécessité d'instaurer un régime démesurément autoritaire ou policier, car sa supériorité intellec-

d'hubris et la multiplication des courtisanes ne feront qu'accentuer sa propension à s'éloigner des réalités et à se considérer au-dessus de toute contingence, au point de s'imaginer – et de se faire « élire » – président à vie. Pis : frappé d'une dépression à la fin des années 1960, qui relevait d'un dysfonctionnement du cerveau, après une crise cardiaque en mars 1967, le « Combattant suprême » ne sera plus jamais le même homme. Comme le disait son épouse, Wassila, il était devenu « un candélabre dont la plupart des bougies sont consumées ou éteintes ». Pour mon père, « Bourguiba est mort en 1969. Il était très diminué, ses Premiers ministres Hédi Nouria puis Mohammed Mzali prirent l'ascendant et Wassila s'imposa comme un élément clé du système ». Jusqu'à sa chute, et le fameux « coup d'État médical » de Ben Ali.

Pour BBY, Ben Ali a été « très bon pendant les dix ou douze premières années ». Il le rencontra pour la première fois le 8 novembre 1992, au palais de Carthage. Ben Ali lui parut très à l'aise dans son costume de président, mais aussi simple et amical. Il leva immédiatement l'interdiction qui pesait alors sur *Jeune Afrique* et lui demanda de venir le voir à chaque fois qu'il serait à Tunis. Pendant treize ans, de 1992 à 2005, ils se rencontrèrent quatre ou cinq fois par an, en tête à tête. Mon père lui servait souvent de confident, Ben Ali n'hésitant guère à lui parler de sa vie privée ou de ses préoccupations du moment. Leur dernier entretien eut lieu le 27 février 2005. Une semaine plus tôt, sa seconde femme, Leïla, qui causa en partie sa perte, lui avait enfin donné un garçon. Ben Ali en fut métamorphosé. Et BBY comprit ce jour-là que « son épouse et le clan Trabelsi venaient de mettre définitivement la main sur le président et donc sur la Tunisie tout entière... ». Après sa chute, et l'intérim de Fouad Mebazaa, lui succéderont Moncef Marzouki, qu'il n'appréciait guère, le trouvant un peu trop « dérangé », Béji Caïd Essebsi, qui fut un ami proche, puis Kaïs Saïed. BBY accueillit l'élection de ce dernier favorablement, contrairement à la plupart de ses amis. Sans



Il comprit très vite que Leïla Trabelsi et son clan avaient mis la main sur le président Ben Ali.

tuelle l'imposait à tous de manière naturelle. Quant à son ego hypertrophié ou à son apparente paranoïa, mon père les expliquait par l'affaire Salah Ben Youssef, son ennemi intime, qui mit tout en œuvre, au mitan des années 1950, pour lui ravir le pouvoir. Bourguiba était passé tout près du précipice et ne l'a jamais oublié. L'usure du temps, le syndrome



Avec Alpha Oumar Konaré, dans les locaux de JA, le 6 novembre 2002.

doute parce qu'il espérait que ce dernier pourrait apporter le « sang neuf » dont la Tunisie avait désespérément besoin. Il fit finalement sa connaissance le 22 juin 2020, lors du dîner officiel donné en l'honneur du président tunisien à l'Élysée par Emmanuel Macron. Placé à la droite de Kaïs Saïed, abonné « clandestin » à JA à la fin des années 1980, quand le journal était frappé d'interdiction, BBY a pu s'entretenir longuement avec lui, Saïed répondant sans détour à toutes ses questions. Mon père nous a ensuite décrit un homme d'une grande politesse, ouvert d'esprit et très différent de ses prédécesseurs. Un sexagénaire posé, qui parle sans élever la voix ni gesticuler, poussant son compatriote journaliste et fin analyste politique à le comparer à François Mitterrand et à sa « force tranquille ». Conclusion : Kaïs Saïed est confronté à un immense défi, mais il lui a semblé apte à le relever. Connaissant son exigence, c'est déjà beaucoup...

Blaise Compaoré

Séduit par la personnalité idéaliste de Thomas Sankara et par son sens de l'esthétique politique, BBY fit

progressivement la connaissance de son successeur, Blaise Compaoré. N'ignorant rien des circonstances qui aboutirent à la mort du capitaine-président et à la prise du pouvoir de « Blaise », Béchir Ben Yahmed ne savait guère à quoi s'attendre, même si Siradiou Diallo, journaliste vedette de JA, lui avait expliqué qu'il était « le plus sérieux des deux protagonistes ». BBY décrivait un « homme d'ordre et de méthode », un « très beau cerveau », doté de nerfs d'acier. Toujours affable, rarement disert et peu enclin aux confidences, mais qui « voyait loin » et n'abandonnait jamais. Ceux qui le connaissent bien, dont l'auteur de ces lignes, peuvent confirmer ce portrait très juste.

Abdoulaye Wade

« Gorgui » (« le vieux », en wolof) est un personnage éminemment complexe. Opposant au long cours, authentique démocrate, il s'est pourtant comporté quasiment en monarque quand il s'est installé au palais présidentiel de Dakar. Ses relations avec BBY furent inégales. Wade n'appréciait guère mon père, trop indépendant pour lui, mais le respectait. Ce dernier rompit avec

lui en 2000, quand l'ancien avocat menaça de faire appel à l'armée pour contester l'éventuelle victoire de Diouf. Dans les locaux parisiens de JA, il lui avait dit : « Je vous préviens, je le ferai si Diouf me confisque la victoire, que cela vous plaise ou non. Mais, sachez-le, je vais gagner ! » Ce qu'il fit, un peu à la surprise générale, il est vrai. Mon père ne supportait guère ses appels téléphoniques et l'inévitable logorrhée présidentielle qui les accompagnait.

Alpha Oumar Konaré et ATT

S'il est une erreur de jugement que regretta vivement mon père, c'est bien à propos du Mali, de son prétendu enracinement démocratique et d'Amadou Toumani Touré. Il se reprochait de ne pas avoir décelé la « faiblesse » de ce dernier et même une forme de duplicité. Il avait fait sa connaissance après le coup d'État qui avait renversé Moussa Traoré, le 21 mars 1991. ATT, alors président intérimaire, avait débarqué au journal à l'improviste et confié à BBY : « Je considère que *Jeune Afrique* nous a beaucoup aidés et nous a mis sur la voie de la démocratie. » La modestie du militaire et nouveau patron du pays avait séduit le journaliste. Ils étaient même devenus amis. Quand, en 2002, Alpha Oumar Konaré lui céda le fauteuil présidentiel, BBY

BBY ne supportait guère les coups de fil de « Gorgui » et ses inévitables logorrhées.

fut convié à l'investiture d'ATT. Il accepta, dérogeant à ses principes (il n'assistait jamais à ce type de cérémonies), car c'était là l'occasion, selon lui, de renforcer l'alternance et la démocratie. L'apprenant, Konaré le convia à dîner à l'occasion de son dernier repas à Koulouba, le palais présidentiel. Mon père fut impressionné par la stature d'AOK,

sa simplicité et son sens politique. Les deux hommes noueront des liens d'amitié. BBY appréciait particulièrement échanger avec lui, parfois de longues heures durant. Konaré représentait à ses yeux « la sagesse et l'amour de l'Afrique incarnés en un homme d'expérience ». De son côté, toujours pendant l'investiture de 2002, ATT avait organisé un déjeuner avec les chefs d'État présents. Il invita BBY, mais l'un des présidents (Laurent Gbagbo d'après ses informations) menaça de ne pas venir si tel devait être le cas, estimant que Ben Yahmed n'avait pas sa place à leur table. ATT s'inclina, mais n'osa même pas le dire à mon père, inventant un obscur prétexte pour annuler son invitation. Mauvais point...

Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara

Ce qui intéressait BBY chez Laurent Gbagbo, c'était l'intellectuel, son statut d'universitaire et de professeur d'histoire. De même que son combat pour la démocratie, mené face à Houphouët, au péril de sa liberté. Ou sa probité, à l'époque, du moins. « Il ne s'est jamais laissé acheter », disait-il. Les occasions n'ont pourtant pas manqué, le « Vieux » ayant essayé, à au moins deux reprises, de lui remettre de fortes sommes d'argent liquide. Chaque fois, Gbagbo a refusé. Dernière qualité évoquée, mais celle-là tout le monde la lui reconnaît : la ruse. Pour le reste, c'est peu dire que le président qu'il est devenu ne trouvait guère grâce à ses yeux. « Durant ses dix ans de présidence, la Côte d'Ivoire a beaucoup reculé. Elle n'était ni gouvernée ni administrée. Gbagbo n'a pas œuvré au développement de son pays car cela ne l'intéressait pas », estimait-il. Et de préciser que le leader du FPI « n'est jamais devenu un leader national, se préoccupant de sa seule ethnie, de son pouvoir et de la revanche historique que lui et les siens entendaient prendre sur Houphouët et l'establishment ».

Avec Alassane Ouattara, évidemment, la relation comme la perception sont à l'opposé. Leur amitié, que BBY n'a jamais cachée, bien au contraire, a « toujours été sans

nuage ». Et remonte à soixante ans, quand ils se rencontrèrent avec Abdoulaye Fadiga, premier gouverneur de la BCEAO et patron à l'époque de Ouattara. ADO était certainement le meilleur ami de mon père et celui qui résista le plus longtemps à son « tempérament », jamais dans la mesure, qui le conduisit souvent à couper les ponts, parfois, comme il le reconnaissait lui-même, pour des raisons symboliques, voire secondaires. Il accordait tellement d'importance aux formes que le moindre non-respect de celles-ci pouvait provoquer chez lui une réaction disproportionnée. Ils se connurent jeunes et célibataires, et leur amitié traversa les décennies, les crises politiques en Côte d'Ivoire, et résista au changement de statut d'ADO, devenu chef de l'État. Jamais ce dernier ne reprocha à son ami les prises de

ADO et BBY étaient liés par une amitié « sans nuage » vieille de soixante ans.

position, pas toujours favorables, de *Jeune Afrique*, ni ses rencontres avec Laurent Gbagbo, par exemple. Pas plus que BBY ne nous ait à aucun moment demandé d'infléchir nos articles sur la Côte d'Ivoire. A fortiori à moi, son fils, qui, pourtant, écris régulièrement sur ce pays depuis près de vingt ans et connais une grande partie de son personnel politique. BBY a toujours eu l'élégance de nous laisser faire. « Le pouvoir l'a à peine changé, et même s'il n'a pas retenu tous les conseils que j'ai pu lui prodiguer, je reste dans l'ensemble admiratif de son parcours d'opposant et de chef d'État », nous a-t-il dit récemment. Avant de livrer ce que lui avait confié ADO à propos de son parcours : « Si on ne m'avait pas humilié, poursuivi, dénié la nationalité ivoirienne, jamais je n'aurais été président ni même songé à le devenir ». Drôle de destin, comme seule la Côte d'Ivoire sait en produire... ●

Humour et sagesse

Pour réfléchir ou sourire,
chaque mois, notre
sélection des citations les
plus marquantes, les plus
intelligentes ou les plus drôles.

Quoi qu'elle fasse, la femme doit
le faire deux fois mieux que
l'homme pour qu'on en pense
autant de bien. Heureusement,
ce n'est pas difficile...

Charlotte Whitton

L'ennemi de la
vérité, ce n'est
pas le mensonge,
ce sont les
convictions.

Friedrich Nietzsche

Tant que les lions n'auront
pas leurs propres historiens,
les histoires de chasse continueront
de glorifier le chasseur.

Proverbe africain

On peut aisément pardonner
à l'enfant qui a peur de l'obscurité.
La vraie tragédie de la vie,
c'est lorsque les hommes ont
peur de la lumière.

Platon

La différence
entre littérature et
journalisme, c'est
que le journalisme
est illisible et que
la littérature n'est
pas lue.

Oscar Wilde

Enfer chrétien, du feu.
Enfer païen, du feu.
Enfer mahométan, du feu.
Enfer hindou, des flammes.
À en croire les religions,
Dieu est né rôti-seigneur

Victor Hugo



BGFIBank,
C'est surtout vous.

merci



À vos côtés depuis 50 ans



BGFIBank

Votre partenaire pour l'avenir

SOMMAIRE

- 3 L'édito**
Marwane Ben Yahmed

PREMIER PLAN

- 10 L'homme du mois**
Bah N'Daw peut-il reprendre la main ?
- 14 Dix choses à savoir sur...**
Nadia Fettah Alaoui
- 16 Le match**
Rokhaya Diallo vs Rachel Khan
- 18 Le jour où...**
Tiken Jah Fakoly a été interdit de séjour au Sénégal
- 20 L'actu vue par...**
Carlos Lopes
- 25 L'œil de Glez**
Recherche kWh désespérément
- 26 Le dessous des cartes**
Peur sur les parcs nationaux
- 28 Partis pris**
Deux ou trois choses que je sais de BBY
- 30 Brevets sur les vaccins :**
assez tergiversé !
- 32 Les mots pour ne pas le dire**

HOMMAGE

- 34 Béchir Ben Yahmed**
1928-2021

POLITIQUE

- 56 Rwanda**
Interview de Paul Kagame
- 64 Tchad**
Tout reste à frères
- 70 Côte d'Ivoire**
Adama Bictogo, un homme au cœur du pouvoir
- 75 Tribune**
Caporaliser les juges est une fausse bonne idée
- 76 CPI**
Karim Khan, une trajectoire africaine
- 80 Sénégal**
Antoine Diome, le « sniper » de Macky Sall
- 84 Maroc**
Le retour « surprise » d'Ilyas El Omari
- 88 Tunisie**
Il court, il court le corona
- 92 Algérie**
Vers une Assemblée new-look





OBJECTIF MAURITANIE

- 96 Ghazouani, des chantiers et une épine**

INTERNATIONAL QUÉBEC-AFRIQUE

- 128 De la parole aux actes**

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

- 144 Engrais**
Interview de Mostafa Terrab, PDG d'OCP
- 156 Aérien**
Comment Ethiopian Airlines survole la crise
- 158 Économie**
Cevital contraint de se réformer
- 162 Télécoms**
Airtel reprend goût à l'Afrique
- 164 Mines**
Endeavour dans la cour des grands
- 167 Infrastructures**
Oumar Sow veut transformer la CSE
- 168 Pétrole**
Heirs Holdings se hisse parmi les grands avec l'OML 17
- 170 Bilan**
Marasme pré-Covid
- 172 Top 500**

DOSSIER SANTÉ

- 186 Production de vaccins**
Mieux vaut tard que jamais
- 194 Capital-investissement**
Les fonds privés peinent à concrétiser leurs ambitions

CULTURE

- 196 Littérature**
Interview de Raphaël Confiant
- 202 Cinéma**
Billie Holiday, entre sexe, drogue et persécutions



GRAND FORMAT RD CONGO

- 207 Le grand tournant**

JEUNE AFRIQUE & VOUS

- 271 Le tour de la question**
- 272 Votre journal**
- 273 Ce jour-là...**
- 274 Post-Scriptum**

jeuneafrique

Fondateur: Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social: 57 bis,
rue d'Auteuil - 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général: Amir Ben Yahmed
Vice-présidents: Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur de la publication:
Marwane Ben Yahmed
mby@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique
sont à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes: +33 (0)1 44 30 18 23
Abonnements: Service abonnements
Jeune Afrique, 56, rue du Rocher
75008 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel: abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour
la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale
de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris
Tél.: +33 (0)1 44 30 19 60
Fax: +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel: regie@jeuneafrique.com



Imprimeur: Siep - France
Commission paritaire: 1021c80822
Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285



PHOTOS DE COUVERTURE: ÉDITION GÉNÉRALE: BRUNO LEVY POUR JA; ÉDITION RWANDA: VINCENT FOURNIER POUR JA; ÉDITION RDC: CARLO ALLEGRI/REUTERS TO

Abonnez-vous à
jeuneafrique



Découvrez toutes nos
offres d'abonnement sur
jeuneafrique.com
ou contactez-nous au
+33 (0)1 44 70 14 74

PREMIER PLAN

► L'homme du mois

Bah N'Daw

Peut-il reprendre la main ?

Le chef de la transition malienne n'a plus que quelques mois pour organiser les élections. Sa marge de manœuvre est étroite et les pressions, très fortes.

Qu'il paraît loin le jour où Bah N'Daw troquait son treillis et sa patte d'épaule de colonel-major pour un boubou blanc ! Sa retraite militaire fut écourtée en septembre 2020. Main gauche sur la Constitution, l'autre levée en l'air, le président de la transition prêtait serment devant une salle comble et sous l'œil attentif d'Assimi Goïta, le chef de la junte, qui avait, quelques semaines plus tôt, renversé Ibrahim Boubacar Keïta (IBK). Ce jour-là, rares étaient ceux qui pensaient que cet ex-pilote de l'armée malienne originaire de la région de Ségou, dans le Centre, aurait les coudées franches.

Presque dix mois ont passé. Les Maliens ont encore du mal à cerner ce président dont le mandat s'achèvera en février 2022, mais ils se sont habitués à sa silhouette longiligne et à ses silences d'ancien militaire qui tranchent avec le tumulte bamakois. Présent à Paris pour le sommet sur le financement des économies africaines, en ce mois de mai, il a enchaîné les rendez-vous, rencontrant le Congolais Félix Tshisekedi, l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Burkinabè Roch Marc Christian Kaboré... Sans oublier un dîner avec Emmanuel Macron, un déjeuner avec Tony Blair et une rencontre avec les Maliens de la diaspora, le tout sans jamais

perdre le fil des tractations en cours, à quelque 4000 km de là, pour la formation d'un nouveau gouvernement.

Après avoir demandé la démission de son gouvernement, le 14 mai, Bah N'Daw a choisi de renouveler sa confiance à son Premier ministre, Moctar Ouane. Au grand dam du Mouvement du 5-Juin-Rassemblement des forces patriotes (M5-RFP), qui a battu le pavé pendant des semaines jusqu'à la chute d'IBK, et des leaders du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), officiellement dissous mais toujours très influent, qui n'ont pas apprécié de ne pas avoir été préalablement informés. « Bah N'Daw a imposé Ouane, souffle un ancien ministre d'IBK. Le

jour de la démission du gouvernement, c'était d'ailleurs tendu entre le président de la transition et les militaires. »

En demandant à Moctar Ouane de s'entourer d'une nouvelle équipe, plus inclusive et dans laquelle les militaires seront moins présents, Bah N'Daw, 70 ans, a-t-il trouvé le moyen d'affirmer son autorité ? « Ce remaniement montre qu'il est en train d'opérer des changements dans sa manière de gouverner, affirme le chef d'un parti politique. Il s'émancipe des colonels. »

Dossiers brûlants

Bah N'Daw sait que ses débuts au Palais de Koulouba ont été hésitants, qu'on lui a reproché de trop observer les uns et les autres et que la plupart des dossiers brûlants ont semblé lui échapper. Ainsi des portefeuilles de la Sécurité et de la Défense, qui sont revenus à Assimi Goïta. C'est aussi le cas de l'épineuse réforme territoriale, prévue par l'accord de paix conclu en 2015 et qui figure dans la feuille de route de la transition : elle est pilotée par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga.

Bah N'Daw n'a pas oublié non plus le tollé suscité par la



● ● ●

Le remaniement qu'il a opéré montre qu'il a changé sa manière de gouverner. Et qu'il s'est émancipé des colonels.



MICHELE GATTANI

→ nomination, aux postes de gouverneurs, d'officiers réputés proches des putschistes en novembre dernier : treize des dix-neuf sièges à pourvoir sont allés à des militaires. Dans la capitale malienne, la société civile et les partis politiques ont crié à « la militarisation du pouvoir ». « C'est l'instauration d'un régime militaire déguisé, avait alors tancé Choguel Maïga, figure du M5. Le rôle des militaires n'est pas de diriger à la place des politiques ! »

Sous pression, Bah N'Daw paraît avoir entendu les critiques. « C'est plus un militaire pur



Bah N'Daw sait qu'il a une obligation de résultat et qu'il sera jugé sur l'organisation des scrutins.

jus qu'un politique, admet un ancien ministre. Mais il incarne la sagesse. » Ces dernières semaines, il se serait opposé à la promotion de militaires à des postes d'ambassadeur et de conseiller diplomatique. « Le président de la transition et Zeyni Moulaye [ex-ministre des Affaires étrangères] bloquent les nominations, confirme une source proche du palais. De son côté, l'ex-CNSP essaie de décongestionner l'armée en donnant à des officiers des postes dans l'administration. Il pense que cela va régler ses problèmes. »

Grève des syndicats

Les militaires ne sont pas les seuls à tenter d'influer sur lui. En plus des partis, qui se préparent déjà pour les prochaines échéances électorales (présidentielle et législatives), il y a donc le M5. Non content d'avoir obtenu la démission de ce gouvernement qu'il jugeait non inclusif, il réclame la dissolution du Conseil national de transition (CNT), l'organe législatif de la transition.

Le 6 mai, des représentants du M5 ont rencontré Bah N'Daw et en ont formellement fait la demande. Il y a aussi les syndicats, qui exigent une harmonisation des primes et une revalorisation des grilles salariales – la revendication date de l'époque IBK mais n'a jamais été satisfaite. La grande conférence sociale, qui devait se tenir au cours du premier trimestre, n'a pas non plus eu lieu, et, pour marquer leur mécontentement, les syndicats ont appelé à la grève, à la mi-mai, paralysant pendant cinq jours banques et administrations. « Les autorités ne sont pas exemplaires, estime un observateur de la vie politique malienne. Malgré la crise sociale que nous traversons, elles continuent de mener un train de vie élevé. Comment demander au peuple de faire des sacrifices ? »

Mission délicate

« Ma plus grande satisfaction résidera dans la passation de témoin au futur président de la République, élu proprement et indiscutablement », avait déclaré Bah N'Daw lors de sa prestation de serment. Mais la question de l'organe unique chargé de la préparation des scrutins divise. Les partis politiques y voient un gage d'élections « libres et transparentes » et y sont favorables, mais pas le ministre de l'Administration territoriale. Selon lui, l'organe unique – qui est une vieille revendication des années IBK – ne fait pas partie des missions assignées à la transition. « Les priorités sont ailleurs », insiste-t-il, et notamment dans l'organisation d'élections « à date ».

Bah N'Daw s'attendait-il à ce que la mission se révèle si délicate ? Qu'il l'ait acceptée par devoir ou par conviction, il sait en tout cas qu'il a une obligation de résultat et que c'est sur l'organisation de ces scrutins qu'il sera jugé. « Les demi-victoires ne sont plus possibles, a-t-il lancé lorsque le CNSP est venu le sortir de sa retraite et de la pénombre dans laquelle s'est déroulé l'essentiel de sa carrière de militaire. Il faut que nous gagnions, et durablement. » ●

Fatoumata Diallo



Karim Benzema

Pour la première fois depuis 2015, l'attaquant du Real Madrid est sélectionné en équipe de France pour le Championnat d'Europe des nations.



Abdallah Hamdok

Le Premier ministre soudanais a obtenu une annulation de dette de 5 milliards de dollars pour son pays lors du sommet sur le financement des économies africaines.



Éric Laurent et Catherine Graciet

Les deux journalistes français seront jugés en correctionnelle pour avoir exercé un « chantage » sur le roi du Maroc.



George Weah Junior

Le fils du président libérien a été condamné par la justice française à six mois de prison avec sursis et à verser 20 000 euros de dommages et intérêts pour tapage.

CRÉDITS PHOTO, DE HAUT EN BAS ET DE GAUCHE À DROITE: PHOTOGRAPHIE FRANCE/MAX PPP; ASHRAF SHAZLY/AFP; IBOSIPA; JOHN FOLEY/OPALEEENAGE; PHOTOGRAPHIE PARIS/MAVPPP

CMA CGM CARRYING AFRICA'S AMBITIONS



CMA CGM

Nadia Fettah Alaoui

Première femme à occuper ce poste, la ministre marocaine du Tourisme a pour mission de sauver un secteur aussi stratégique que sinistré.

1 Humilité

Née à Rabat en 1971, elle a grandi dans un foyer où le travail et le savoir sont des valeurs cardinales. Pur produit de l'école publique, elle rejoint pourtant, à partir de la terminale, le lycée français Descartes, pépinière des futures élites.

2 HEC

Diplômée de HEC Paris en 1997, elle décide de rentrer au bercail et démarre sa carrière professionnelle dans le cabinet d'audit Arthur & Andersen, alors l'un des poids lourds du secteur.

3 Battante

Après trois ans d'audit, puis trois autres au sein de la Compagnie africaine d'assurances – qu'elle quitte après sa fusion avec Axa, car elle y voit arriver des « mercenaires pétris de certitude » –, elle rejoint le groupe tunisien de capital-investissement AfricInvest. Elle fait même ses six premiers mois sans contrat de travail. C'est elle qui donne naissance au fonds d'investissement Maroc Invest.

4 Saham

En 2005, alors qu'elle envisage de prendre une année sabbatique, elle est recrutée par le groupe Saham Assurance, fondé par Moulay Hafid Elalamy. Elle y gravit tous les échelons jusqu'à en devenir directrice générale. Sous son impulsion, Saham part à l'assaut du continent. C'est elle qui est derrière l'acquisition de Saham Finances par le sud-africain Sanlam, en 2018.

5 Pionnière

À sa surprise, elle est nommée ministre du Tourisme en octobre 2019. Pour le roi Mohammed VI, qui voulait du « sang neuf », c'est un casting rafraîchissant. Celle qui venait d'être élue CEO de l'année à l'Africa CEO Forum devient la première femme à diriger ce ministère.

6 Héritage

Elle marche dans les pas de son père, Mohammed Fettah, ancien ministre des Mines et de l'Énergie et ex-directeur général de l'OCP, décédé en 2016 et unanimement loué pour ses compétences. Comme lui, elle est saluée pour sa maîtrise des dossiers, au point d'être considérée comme l'une des « meilleures financières du royaume », selon l'un de ses ex-collaborateurs chez Saham.

7 Féministe

« On est vite considérée comme une épouse ou une mère indigne lorsque l'on accorde trop de temps ou d'importance à son métier », selon cette mère de deux enfants. En 2012, elle fonde le Club des femmes administrateurs, une association qui aide les femmes à accéder aux postes décisionnaires.

8 RNI

À l'origine sans couleur politique, elle rejoint le Rassemblement national des indépendants (RNI) peu après sa nomination au ministère du Tourisme. Le parti, dont MHE est l'un des piliers, est dirigé par le ministre de l'Agriculture Aziz Akhannouch.

9 Humour

Vivant à mille à l'heure et enchaînant les nuits blanches, cette *workaholic* a consacré ses deux premiers mois en tant que ministre à faire des visites sur le terrain. Ses anciens collaborateurs évoquent une femme vive d'esprit, dotée d'un sens certain de l'humour. Elle préfère d'ailleurs l'effervescence de Casablanca à la torpeur de Rabat.

10 La carte locale

Alors que les professionnels du secteur s'apprentent à subir une seconde année blanche, elle mise sur le tourisme intérieur pour limiter la casse. Elle devra parallèlement trouver le temps d'être Commissaire générale du Pavillon marocain à l'Exposition universelle de Dubaï (d'octobre 2021 à mars 2022), en remplacement du technocrate déchu Mustapha Bakkoury. ●

Nina Kozłowski, à Casablanca





UN GOÛT PUISSANT
À DOMPTER!

ALCANTARA



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION. 

Soeurs ennemies

Depuis plusieurs semaines, la militante antiraciste et la nouvelle égérie de l'universalisme républicain français s'affrontent par médias interposés. Et se rendent coup pour coup.

Peut-on se battre pour la même cause et afficher des positions si peu conciliables ? Pour les militantes antiracistes Rachel Khan et Rokhaya Diallo, cela n'a rien d'incongru. Depuis plusieurs semaines, sur les plateaux de télévision et à coups de tweets incendiaires, les deux femmes étalent leurs divergences et leur animosité au grand jour. Elles dévoilent deux conceptions et deux manières de s'approprier la lutte contre le racisme en France, Rachel Khan s'affichant déjà comme la nouvelle figure médiatique de l'universalisme républicain, Rokhaya Diallo, intransigeante, s'élevant contre « la culture de la minorité docile ».

Tout a commencé avec la parution du livre de Rachel Khan, *Racée*, le 10 mars, aux éditions de l'Observatoire. Dans cet essai encensé par la presse française,

la comédienne et scénariste fait bien plus qu'égratigner la chroniqueuse et réalisatrice franco-sénégalaise Rokhaya Diallo. Elle l'accuse de participer au repli identitaire de la France et d'encourager la posture victimaire des Noirs.

Ses propos à l'adresse de Rokhaya Diallo sont durs. Elle évoque « une pyromane [qui] simplifie le monde et lave le cerveau d'une jeunesse racée, en attente d'une parole enfin responsable ». Elle fustige « l'entrepreneuse de la victimisation » et « [son] caquetement vindicatif [qui] donne la chair de poule ». Khan poursuit : « L'ambition première, sous prétexte de justice et d'égalité, est le clivage à tout prix, à des fins de clash et d'audience, relayé par Twitter, prospérant sur la discorde. » Petite fille de déportés, née d'un père gambien musulman et d'une mère juive polonaise, Rachel Khan ne veut pas être

perçue comme racisée. Elle se dit en revanche « racée » eu égard à ses origines multiples.

Et il faut croire que son discours plaît. Depuis la sortie de son livre, l'ancienne athlète de haut niveau enchaîne les interviews. Et, à voir les médias si bien disposés à son égard, on en déduirait que l'Hexagone a enfin trouvé l'égérie qui lui manquait.

Passion et détermination

Dotée d'un franc-parler redoutable, jamais déstabilisée par les attaques de ses contradicteurs, Rokhaya Diallo ne le sait que trop bien : elle irrite. Ses interventions déclenchent toujours des passions. Sans doute parce que très peu de femmes noires osent s'exprimer dans l'espace public contre le racisme avec tant de détermination. Au risque d'être classée dans la catégorie peu enviable des « identitaires racistes ». « Ce qu'on

Rokhaya Diallo

– 43 ans –

ATOUTS

Visibilité à l'international. Éditorialiste au *Washington Post* et au *Guardian*. Nombreux soutiens aux États-Unis. Tient tête à l'extrême droite française.

HANDICAPS

Personnalité clivante. Positions tranchées.

JOËL SAGET/AFP



attend d'une personne comme moi, qui a une certaine assise sociale grâce à ses études, c'est qu'elle se réjouisse de son sort et n'exprime que gratitude à l'égard de la République », analyse la chroniqueuse du *Washington Post* et du *Guardian* sur sa page Facebook.

Elle y questionne les rapports de domination, les inégalités et les assignations qui poussent à mettre les gens dans des cases et à les empêcher d'en sortir. Dans ses interventions, elle déplore que la société réduise cela à des questions d'identité. Comment en effet parler de « liberté et d'égalité » quand certains sont accusés de mettre en danger la République parce qu'ils osent dénoncer le potentiel explosif de la discrimination raciale, s'interroge-t-elle.

Le 29 mars, les deux femmes ont accepté de débattre sur la chaîne LCI. L'occasion pour Rokhaya Diallo d'enfoncer le clou : « Se proclamer » racée « est un luxe théorique qui ne résiste pas à l'épreuve de la réalité, lance-t-elle. On n'est pas racisé de naissance. Être racisé, c'est précisément avoir une condition raciale spécifique dans un contexte géographique donné. »

La tension est encore montée d'un cran à la mi-avril après le passage de Rachel Khan sur une autre chaîne de télévision française, CNews. L'animateur Pascal Praud décrivait alors la comédienne comme « intelligente, bienveillante » et disait ne pas comprendre « pourquoi les autres sont malveillants, jaloux et violents ». Interprétation d'un



Ce débat à coups de tweets illustre la difficulté de conduire le combat anti-raciste en France.

internaute dans un tweet : « Vous n'êtes pas comme Rokhaya Diallo ou Feïza Ben Mohamed, et ça j'adore. » Réaction acide de Rokhaya Diallo : « Tant qu'on les caresse dans le sens du poil et qu'on chante les louanges de la France, ils nous adorent », le tout accompagné d'une photo de

la publicité Banania. Un tweet que beaucoup ne lui pardonnent pas. La Ligue internationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) dénonce un propos « immonde » qui prouve que le « prétendu antiracisme [de Diallo] est une escroquerie qui sert à salir ».

« Piquée au vif, jalouse comme une vieille diva, violente comme une enfant dépossédée, Rokhaya Diallo vient, publiquement, de s'autodétruire en basculant aux dépens de #RachelKhan dans le gros racisme colonial qui pue », ajoute le philosophe Raphaël Enthoven. Réplique acerbe de Rokhaya Diallo : « Pour enchainer certains plateaux TV, il vaut mieux s'abstenir de critiquer la France ou de dénoncer le racisme. Ces postures lisses et dociles sont révélatrices d'un paternalisme colonial. Voilà tout. » Ajoutant à la cacophonie, ses partisans, eux, rappellent, extraits de textes à l'appui, qu'il fut un temps où Khan défendait exactement les thèses qu'elle combat aujourd'hui.

Une chose est sûre : ce débat en forme de clash sur Twitter illustre à lui seul la difficulté à conduire le combat antiraciste en France. ●

Clarisse Juompan-Yakam

S



Rachel Khan

– 45 ans –

ATOUTS

Nouvelle venue dans le débat. Peut s'appuyer sur les réseaux de la Licra. Réel capital sympathie.

HANDICAPS

Risque d'instrumentalisation politique. S'est aliéné une partie de ses anciens compagnons de lutte.

NICHOLAS HUNTORETTI / IMAGES

... j'ai été interdit de séjour au Sénégal

Tiken Jah Fakoly

En 2007, le reggaeman sommait Karim Wade de s'expliquer sur l'utilisation de fonds publics et essayait les foudres de son président de père. Un épisode qui contribua à bâtir la notoriété du chanteur hors de sa Côte d'Ivoire natale.

J'étais au Sénégal en 2007. Je jouais à l'Institut français de Dakar dans le cadre d'un festival de rap. Nous étions en pleine polémique sur Karim Wade, le fils du président Abdoulaye Wade. Il avait été convoqué par l'Assemblée nationale pour s'expliquer sur des travaux qu'il avait faits à Dakar pour le sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui devait se tenir l'année suivante, mais il refusait de s'y rendre.

Comme Karim Wade gérât des fonds publics, il me semblait important qu'il rende des comptes. J'ai donc prononcé un petit discours sur scène et j'ai dit qu'il devait s'expliquer devant les députés. Puis j'ai ajouté que, si Abdoulaye Wade ne voulait pas que son fils aille à l'Assemblée nationale, il aurait fallu le laisser dans son berceau, à la maison, et ne pas le mêler à la politique. J'ai enchaîné avec mon titre *Quitte le pouvoir*, et le concert s'est terminé sans encombre.

Ce discours aurait pu rester dans les tranchées de l'Institut français, mais, le lendemain, alors que je me préparais à monter dans l'avion pour quitter Dakar, un policier est venu me chercher après le passage des formalités. Il a pris ma carte

d'embarquement et mon passeport. Il venait pour m'interpeller, mais il a reçu un coup de fil lui disant qu'il fallait finalement me laisser partir. Je suis donc rentré à Abidjan. Le

Abdoulaye Wade. Le président m'a reçu au palais en présence de sa fille Sindiély et de l'un de ses ministres. Sa fille lui a dit que j'avais été interdit de séjour au Sénégal pendant trois ans et que j'étais de retour pour un concert.

La teranga

« Mais pourquoi a-t-il été interdit de séjour ?, a alors demandé Wade. Le Sénégal est le Pays de la teranga, tous les Africains sont chez eux ici ! » Il faisait mine de ne pas être au courant de cette affaire, mais c'était impossible qu'il l'ignore. Je ne le croyais pas et j'ai été surpris par sa réaction. Je lui ai rappelé que cette histoire avait fait beaucoup de bruit sur le plan médiatique et que, paradoxalement, elle avait contribué à me faire connaître au Sénégal. Il y avait eu des émissions en wolof à ce sujet sur toutes les radios et télévisions du pays. Wade a maintenu qu'il n'était pas au courant, mais nous nous sommes quittés en bons termes. Finalement, alors que tout était prêt pour faire de ce concert un moment fort après trois années d'absence, nous avons été contraints d'annuler à la dernière minute... à cause d'une grosse pluie ! ●

Propos recueillis par Benjamin Roger



FRANÇOIS GRIVET POUR JA

soir, au journal télévisé de la RTS, il a été annoncé que j'étais désormais interdit de séjour au Sénégal. Cela a duré trois ans.

L'interdiction a finalement été levée en 2010, et j'ai été invité pour un concert par un promoteur de spectacles. Quand je suis arrivé à Dakar, il avait organisé une rencontre avec

ENSEMBLE. SE DEPLOYER.



Leader mondial de l'industrie aéronautique et spatiale, Airbus conçoit, produit et fournit des solutions innovantes et durables pour un monde plus sûr et plus uni. Aviation commerciale, hélicoptères civils et militaires, défense, sécurité et espace : tous bénéficient de nos produits et services de pointe, de notre expertise et de notre volonté permanente d'innover.

Together. We make it fly.*

*Ensemble. Nous faisons voler.



Carlos Lopes

« On traite le Tchad comme une exception »

Mort d'Idriss Déby Itno, sommet de Paris...

Entretien avec le professeur de gouvernance publique et économiste bissau-guinéen depuis Le Cap.

Jeune Afrique : Le sommet sur le financement des économies africaines présidé par Emmanuel Macron est-il une réussite ?

Carlos Lopes : Il a permis trois gains tangibles. Un : l'ouverture du débat – tabou il y a encore un an – sur l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI comme moyen d'apporter des liquidités à l'Afrique sans qu'elle s'endette. Deux : l'engagement de la France de réallouer au continent ses DTS issus de la prochaine émission globale qui doit être actée en juin. On parle de 25 milliards de dollars, c'est significatif. Trois : après l'annonce française, le Portugal a emboîté le pas à l'Hexagone, laissant espérer un effet d'entraînement.

On parle de 100 milliards de dollars au total. Y croyez-vous ?

Non, même si je le souhaite. Ce chiffre traduit l'état d'esprit volontariste du président Macron mais pas nécessairement la *realpolitik*. La France aura du mal à convaincre un grand nombre de pays d'embarquer dans la réallocation des DTS parce que beaucoup d'États, en particulier la Chine, contestent la répartition actuelle des DTS. Pékin juge son quota insuffisant au regard de son importance dans l'économie mondiale. D'autres pays sont dans la situation inverse, pour des raisons historiques. On voit mal ces acteurs peu à l'aise avec les DTS adhérer à un mécanisme qui les valide de fait.

L'actualité est aussi marquée par la transition tchadienne. Comprenez-vous la décision de l'Union africaine [UA] de ne pas sanctionner le Tchad, après le coup d'État militaire, alors qu'elle l'a fait pour le Mali ?

La règle est claire et ne tolère pas de violations constitutionnelles. On traite donc le Tchad comme une exception. Outre l'évident problème de cohérence qu'elle pose, cette décision montre que la menace terroriste est devenue la priorité numéro un des pays africains, au détriment du reste. On voit déjà – au Mali, dans le nord du Cameroun, au Nigeria – que certains acquis sociaux passent à la trappe. Sur le plan des principes, on ne peut que remettre en question une décision allant contre les préceptes habituels de l'UA. Sauf qu'il faut aussi être réaliste. La politique ne peut se passer de sécurité.

Comment juger de la bonne gouvernance alors ?

À la distinction entre pays démocratiques et non démocratiques, je préfère celle qui oppose les réformateurs aux rentiers. Certains États prétendent démocratiques, gouvernés par des dirigeants se contentant d'exploiter les ressources naturelles ou l'aide au développement, stagnent. D'autres, la Namibie, le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Togo mais aussi le Bénin et le Rwanda, mènent des réformes qui engagent une transformation économique se soldant in fine par des gains démocratiques. ●

Estelle Maussion



JOHN DRAZANI / AHAMAF / CWR

L'inclusion financière : un objectif commun du Maroc et de l'Union européenne



De gauche à droite :

M. Mohamed Benchaâboun,
Ministre de l'Économie,
des Finances et
de la Réforme
de l'Administration
au Maroc et
Mme Claudia Wiedey,
Ambassadrice de
l'Union européenne
au Maroc.

Dans cet entretien croisé, **M. Mohamed Benchaâboun**, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration au Maroc, et **Mme Claudia Wiedey**, Ambassadrice de l'Union européenne au Maroc, évoquent le partenariat noué entre les deux parties autour de l'inclusion financière. Encore plus importante dans ce contexte de pandémie de Covid19, la Stratégie nationale de l'inclusion financière est une priorité pour renforcer la résilience des populations vulnérables et promouvoir l'inclusion économique et sociale de la population au Maroc.

La stratégie nationale d'inclusion financière a été validée depuis avril 2019, pourriez-vous nous donner la vision portée par cette stratégie ?

MOHAMED BENCHAÂBOUN : Tout d'abord, j'aimerais souligner que le développement du secteur financier a toujours été au cœur des stratégies du gouvernement marocain, en particulier, l'élargissement de l'accès aux services financiers aux plus larges tranches de la population. En effet, il est communément admis que l'accès aux services financiers ouvre de nouvelles perspectives de consommation, d'épargne et d'investissement aux ménages, en leur permettant d'adapter

leur consommation et d'investir dans l'éducation et la santé pour améliorer leurs conditions de vie. L'accès au crédit permet, également, aux porteurs de projets et aux entreprises de se développer, en créant des emplois et en réduisant les inégalités.

C'est dans ce sens que le Maroc a inscrit parmi ses priorités la conception et l'opérationnalisation d'une Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF), concertée et intégrée, avec l'ambition d'élargir l'accès aux services financiers et ainsi, contribuer au renforcement de l'inclusion économique des populations cibles en particulier et au développement socio-économique en général.

“

La Stratégie a défini une vision nationale déclinée en orientations et en leviers stratégiques ciblant les jeunes, les femmes, les ruraux et la très petite entreprise

Fruit d'un large processus concertation et de réflexion, la Stratégie a défini une vision nationale déclinée en orientations et en leviers stratégiques ciblant les jeunes, les femmes,



les ruraux et la TPE. Elle repose sur 7 leviers et plus de 130 actions en cours de déploiement, portant, entre autres, sur le renforcement de modèles alternatifs de financement plus accessibles et à moindre coût (mobile paiement, microfinance, assurance inclusive...), l'élargissement des offres bancaires au profit des ruraux et de la TPE avec une meilleure prise en considération de leurs particularités et besoins, la promotion de l'éducation financière... Il est à souligner que plusieurs parties prenantes, des secteurs public et privé, sont associées à ce projet. De même, différents bailleurs de fonds partenaires du Maroc et organismes régionaux ont accompagné l'élaboration de cette stratégie notamment, l'Union européenne (UE) à travers le Programme d'Appui à la Compétitivité et à la Croissance verte.

“

Apporter au maximum de personnes des filets de sécurité tout en facilitant la création de revenus et d'emplois durables

Pourquoi l'UE est-elle partenaire de la SNIF ?

CLAUDIA WIEDEY : L'inclusion financière répond à l'objectif commun de

l'Union européenne et du Maroc : permettre l'inclusion sociale et économique des populations. Le Maroc est un des principaux partenaires de l'UE au sud de la Méditerranée : depuis près de 50 ans l'UE appuie les grandes réformes mises en place par le Royaume. La pandémie a exacerbé la fragilité socio-économique des plus vulnérables. Afin de soutenir les mesures de résilience du Maroc face à la crise, l'UE a mobilisé en 2020 plus de 450 millions d'euros (plus de 5 milliards de dirhams). Ces financements ont contribué à maintenir environ 1,5 million d'emplois et de venir en aide à près 6,7 millions de ménages vulnérables. Nous devons à présent en Europe comme au Maroc, travailler à une relance apte à résorber les écarts socio-économiques qui se sont encore creusés pendant cette crise. Il s'agit d'apporter au maximum de personnes des filets de sécurité tout

en facilitant la création de revenus et d'emplois durables. Il nous faut donc poursuivre la lutte contre l'exclusion financière, véritable obstacle au développement, qui accentue l'exclusion sociale, la ségrégation du genre, la pauvreté des communautés exclues, la migration irrégulière.

Plusieurs études démontrent qu'il existe bel et bien un cercle vertueux entre inclusion financière et développement économique, notamment des très petites et moyennes entreprises. L'inclusion financière est ainsi devenue l'un des piliers de l'agenda international pour le développement.

“

La microfinance occupe une place particulière au sein du système financier marocain et constitue un levier incontournable de notre Stratégie d'inclusion financière

La refonte du cadre réglementaire des acteurs de la microfinance vise à renforcer leur rôle. Quelles sont les ambitions du secteur ?

MOHAMED BENCHAAËBOUN : La microfinance occupe une place particulière au sein du système financier marocain

L'Initiative de l'Union européenne pour l'inclusion financière

visait à faciliter l'accès au financement des entreprises et des start-up des pays du sud de la Méditerranée. Lancée en 2016 par la Commission européenne, elle est mise en œuvre par 4 institutions financières européennes.



1,5 milliards €
dont 150 millions €
de subvention de l'UE

Facilité de capital-risque - BEI
Financement de capital-risque aux PME & prêts aux institutions de microfinance, rétrocedés à des microentreprises.



7 pays
Algérie, Égypte,
Jordanie, Liban, Maroc,
Palestine et Tunisie

Soutien aux petites entreprises - BERD
Services de conseils pour faciliter l'accès au financement.

SEMED TPME inclusion financière - BERD
Lignes de crédit et renforcement des capacités des institutions financières locales.



200 000
micros, petites et
moyennes entreprises

SANAD Micro-financement - KfW
Financement des micro-entreprises via les institutions financières locales et renforcement des capacités.

Fonds MENA de garantie aux PME - AFD
Garantie de fonds pour couvrir les pertes des banques locales prêtant de nouveaux fonds aux TPME.

et constitue un levier incontournable de notre Stratégie d'inclusion financière. Je rappelle que les pouvoirs publics ont constamment accompagné le développement du secteur du microcrédit, compte tenu de sa convergence avec les politiques gouvernementales, visant la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté. Dans ce cadre, l'action s'est focalisée sur quatre principaux axes à savoir l'élargissement du périmètre des associations de microcrédit (AMC) via la réforme de son cadre juridique, l'adoption d'incitations fiscales au profit de ces acteurs, le développement et la diversification de leurs ressources et le renforcement du cadre de supervision. S'agissant de la réforme de la loi N° 18-97 sur le microcrédit, adoptée ce jeudi 6 mai 2020, celle-ci traduit l'ambition des autorités d'élargir les perspectives d'évolution du secteur en donnant la possibilité aux AMC de se transformer en établissement de crédit et en améliorant leur capacité à atteindre une plus large clientèle, par une offre de services financiers plus complète et diversifiée. Cette réforme s'inscrit dans la poursuite d'autres initiatives adoptées récemment par le Gouvernement dont, l'augmentation en 2019 du plafond des prêts octroyés par les AMC à 150 000 Dirhams, ou la mise en place en 2020 du « Fonds de garantie microfinance » visant l'atténuation de l'impact et la crise Covid-19 sur l'activité du secteur.



L'inclusion financière, c'est donner à chacun l'accès à des outils, mais surtout promouvoir leur usage. Cela passera par l'éducation financière

Pourquoi selon l'UE l'éducation financière est-elle déterminante ?

CLAUDIA WIEDEY : Ce que vient de dire monsieur le Ministre est tout à fait clair :

l'inclusion financière, c'est non seulement donner à chacun l'accès à des outils (compte bancaire, épargne, crédit ou assurance), mais surtout promouvoir leur usage. Cela passe par une meilleure connaissance des produits financiers.

C'est pourquoi l'UE a mis en place un plan d'éducation financière renforcée et décliné dès l'école, comme c'est le cas en France où des banquiers volontaires interviennent en classe, en Espagne qui propose un site web public dédié, ou en Allemagne où les caisses d'épargne décentralisées organisent des débats. Ces programmes aident les citoyens à mieux gérer leurs ressources, à connaître les coûts des produits et à adopter un comportement moins risqué, ce qui participe à la stabilité du système financier.

Pour l'UE, il est également important d'associer éducation financière et protection du consommateur, en améliorant la connaissance des nouveaux produits dont le paiement mobile ou le crédit en ligne ou certains plus complexes comme ceux de l'assurance. Enfin, c'est aussi une excellente manière d'amener à plus d'efficacité, de transparence et de concurrence des établissements financiers.

Quel est aujourd'hui le rôle des services financiers digitaux dans les projets structurants lancés par le gouvernement ?

MOHAMED BENCHAÂBOUN : Le diagnostic que nous avons mené a montré l'importance d'attribuer un rôle central aux services financiers digitaux dans la réalisation des objectifs de la stratégie d'inclusion financière. Le digital permet justement de faciliter l'utilisation des services financiers et de couvrir une plus large population. L'expérience de certains pays comparables a également démontré l'importance et le potentiel permis, en termes d'inclusion financière, par les services financiers digitaux.

La pandémie liée au Covid19 a mené à

une prise de conscience plus forte sur l'importance du digital. Pour revenir à votre question, parmi les chantiers phares dont la mise en œuvre s'appuierait sur l'usage des services digitaux, je mentionne à titre d'exemple la réforme de la protection sociale lancée suite aux Hautes directives Royales. Ce chantier, je le rappelle, constitue un tournant décisif dans la voie de la réforme du système de protection sociale au Maroc. Il vise la couverture d'environ 22 millions de citoyens, par différents mécanismes à mettre en œuvre progressivement à l'horizon 2025 (Assurance Maladie Obligatoire, prestations familiales, retraite, indemnités pour perte d'emploi, etc.). À cet égard, l'inclusion financière en général, et les services financiers digitaux en particulier sont perçus comme des catalyseurs à même de soutenir et d'accélérer cette mutation et ce, en offrant des services plus adaptés aux populations cibles tels que les moyens de paiement, d'épargne, de transferts d'argent, ou encore les produits d'assurances.



La numérisation est devenue incontournable pour tout processus de réforme, dont elle est même devenue un catalyseur

Pourquoi miser sur la dématérialisation et la digitalisation de l'administration et de l'économie ?

CLAUDIA WIEDEY : Au sein de l'UE comme au Maroc, la pandémie de Covid19 a accéléré la dématérialisation des processus administratifs et économiques. La numérisation est devenue incontournable à toute réforme, dont elle est même devenue un catalyseur. Les enjeux de compétitivité sont importants : fluidité des

procédures administratives, amélioration de l'accès aux services, gains de productivité dans des secteurs comme l'agriculture ou l'éducation... Au sein de l'UE, unifier le marché numérique européen est une des 6 priorités, car porteuse d'une contribution de 415 milliards d'euros par an à la croissance économique, en stimulant l'emploi et l'innovation. Il nous semble qu'il faudra néanmoins bien encadrer cet élan numérique mondial, ne serait-ce que pour assurer la protection des données personnelles, atténuer les effets sur l'environnement, protéger les consommateurs et veiller à réduire la fracture numérique.

“

La dématérialisation constitue un vecteur essentiel de la transformation de notre économie

Parmi les chantiers de la Stratégie nationale d'inclusion financière, vous avez évoqué le cadre juridique régissant le crowdfunding pour le financement des start-up. Quelles sont les mesures définies pour booster cet outil ?

MOHAMED BENCHABOUN : Comme je l'ai évoqué précédemment, la dématérialisation constitue un vecteur essentiel de la transformation de notre économie. C'est dans ce sens que le crowdfunding, ou le financement collaboratif, constitue un vecteur pour accélérer ce processus, en particulier dans le domaine des Fintech.

Je rappelle que cette technique permet

une mise en relation directe entre les porteurs de projets et les contributeurs. Pour booster le crowdfunding, il fallait en premier lieu, définir un cadre juridique complet et propice pour l'exercice et la supervision de ces activités. Chose qui est désormais faite suite à la publication de la loi n° 15-18. Actuellement, nous poursuivons le travail pour la finalisation de ses textes d'application.

Nous allons continuer ces efforts, lors de la phase de déploiement, notamment, à travers des actions de sensibilisation et d'accompagnement pour construire un écosystème complet autour de ces nouvelles activités.

L'UE est partenaire des mesures du MEFRA en faveur des start-ups ; quelles sont-elles ?

CLAUDIA WIEDEY : Pour les banques, miser sur l'inclusion financière présente un risque élevé avec un rendement faible et il est souvent trop coûteux de servir des populations peu ou pas bancarisées. Or, deux des principales raisons de la sous-bancarisation des populations au Maroc sont leur revenu faible ou irrégulier et le coût d'accès. C'est la même chose pour les start-ups, qui sont

des entreprises à fort potentiel mais hautement risquées pour les investisseurs. En accompagnant le ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration dans ses programmes Match&Invest ou le Fonds Innov Invest, nous contribuons à façonner un écosystème plus complet pour les start-ups, avec un accompagnement technique et financier. Nous appuyons aussi l'émergence de plateformes d'investisseurs expérimentés (business angels). Le programme Compétitivité & croissance verte-PACC du Maroc participe à l'élaboration de services non-financiers tels que la plateforme Intaliqu, développée par la CGEM. Cette plateforme, se veut un véritable pont d'information entre les administrations et les entreprises. D'autres initiatives de ce programme, comme Ecostart, témoignent aussi d'un vivier de start up dans l'économie verte qu'il faudrait continuer d'accompagner. En somme, soutenir les GreenTech, Fintech, Santétech, Agritech, Edutech, etc. s'inscrit dans une vision commune d'une économie innovante, tournée vers des modèles plus respectueux de l'environnement, et j'insiste, au service du citoyen. Cela nécessite d'accompagner les jeunes entreprises et de continuer de faciliter leur accès au financement.

Le programme d'appui à la compétitivité et à la croissance verte (2016-2022/ 105 M€) soutient 4 politiques sectorielles du Maroc.



Plan d'Accélération Industrielle



Stratégie Nationale de Développement Durable



Politique Nationale du Commerce Extérieur



Stratégie Nationale d'Inclusion Financière

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION DU MAROC : www.finances.gov.ma
L'UNION EUROPÉENNE AU MAROC : www.eeas.europa.eu/delegations/morocco_fr
PROGRAMME D'APPUI À LA COMPÉTITIVITÉ ET À LA CROISSANCE VERTE : www.competitivite-pacc.ma



Énergie

Recherche kWh désespérément

Si les Ouest-Africains scrutent les promesses nuageuses de la prochaine saison des pluies, ce n'est pas que pour leurs plantations maraîchères. Qui dit pluie dit remplissage des barrages hydroélectriques. À l'inverse, qui dit saison sèche et chaude dit usage outrancier de la climatisation. Et c'est bien le problème !

Ces derniers mois, beaucoup de pays ont connu une distribution d'électricité chaotique. Certains gouvernements fatalistes admettent le déficit conjoncturel de kilowatt-heures en instaurant un partage solidaire du précieux jus. Le 11 mai dernier, la Compagnie ivoirienne d'électricité en programmait l'interruption soit entre 6 et 12 heures, soit entre 12 et 18 heures. Et les services de relations publiques jugeaient

ce programme « pessimiste » – la coupure pourrait durer moins de six heures, inch'Allah.

Baby-boom

Si Youssou Ndour empruntait aux Beatles, il y a quelques années, la mélodie « Ob-la-di, Ob-la-da » pour en faire le titre satirique « Leap mo Lendem » (« tout est dans l'obscurité », en wolof), la pénurie ne prête guère à danser. Les petits commerces du Congo ou du Burkina Faso se disent asphyxiés par les coupures de courant, en particulier les vendeurs de produits réfrigérés. Le 26 avril, une gigantesque panne d'électricité a même provoqué la mort de quatre patients sous oxygène au grand hôpital de Bangui.

Les responsabilités sont éminemment politiques. Quand ce n'est pas

un président qui interrompt l'interconnexion avec un voisin qui le déçoit, ce sont les responsables des infrastructures qui oublient d'anticiper l'évolution de la démographie. Les statistiques relèveraient même un baby-boom lorsque les couples privés de télévision multiplient les activités procréatrices...

Le développement durable du continent et le confort de ses habitants (qui seront vraisemblablement 2,1 milliards en 2050) rimeront-ils un jour avec électricité abordable et fiable, à partir de sources d'énergies renouvelables ? Le défi de l'électricité propre est cohérent avec les caractéristiques climatiques de l'Afrique. Il est temps de transformer l'astre impudent en source d'énergie massive. ●

Peur sur les parcs nationaux

L'assassinat de trois Occidentaux dans la réserve de Pama, dans l'est du Burkina Faso, le 26 avril dernier, a fait les gros titres de la presse internationale. Cette attaque n'est pourtant que la dernière d'une longue série, et cela fait plusieurs années que les parcs et réserves du continent sont les victimes collatérales des violences perpétrées par les groupes armés. Dans la bande sahélienne comme en Afrique centrale, ces zones sont devenues des espaces de repli où il est facile de se cacher, d'exploiter les ressources naturelles et de gérer les trafics qui en découlent.

En visant spécifiquement les écogardes, les groupes armés cherchent à sécuriser ces « sanctuaires ». Surtout, ils frappent les économies en plein cœur, en faisant fuir les touristes et en fragilisant encore un peu plus des États déjà exsangues.

Sous la protection d'ONG

Face à l'intensification des attaques, plusieurs pays ont fait le choix de déléguer la gestion de leurs parcs – y compris sur le plan sécuritaire – à des ONG. Leaders sur le continent, les Sud-Africains d'African Parks (AP) gèrent 19 parcs au Bénin, au Congo ou encore au Tchad. En échange de la concession des parcs et des revenus qui en découlent, AP s'engage à y faire respecter la loi. L'arme à la main s'il le faut.

Forte de 1100 rangers, l'ONG est présente dans certaines des régions les plus enclavées du continent. Désormais installée dans le parc du W et de la Pendjari, elle s'appuie d'ailleurs à prêter main-forte à Cotonou en créant une cellule de renseignement spécialisée au sein de ses équipes de gardes forestiers pour endiguer la progression des jihadistes. ● **Marie Toulemonde**

Les réserves naturelles en Afrique

Aires protégées

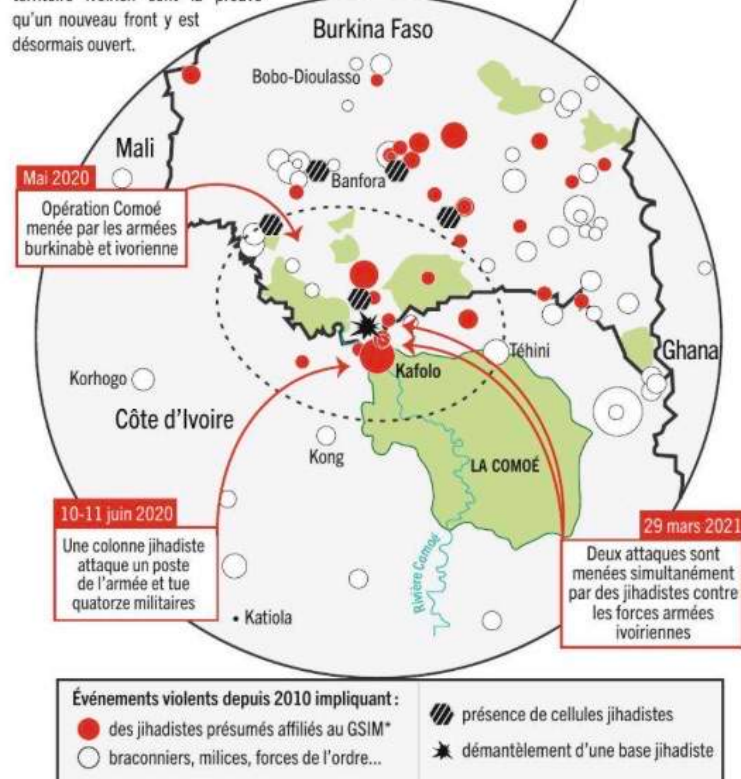
14,2 % de la surface du continent

38 sites naturels classés au patrimoine mondial de l'Unesco

12 sites naturels classés au patrimoine mondial en péril de l'Unesco

La Comoé, nouveau sanctuaire pour les jihadistes ?

Enclavée et longtemps délaissée par l'État ivoirien, la forêt de la Comoé délimite la frontière avec le Burkina Faso et constitue une zone de transit et de repli stratégique pour les jihadistes. Les récentes attaques sur le territoire ivoirien sont la preuve qu'un nouveau front y est désormais ouvert.



Le Bénin sous-traite la gestion de ses parcs

Face à l'avancée des jihadistes et à la multiplication des attaques et des prises d'otages dans la zone, Cotonou a délégué la gestion complète de ses parcs à l'ONG sud-africaine African Parks, qui s'occupe désormais de 19 parcs sur le continent. Pour protéger le dernier refuge des éléphants et des lions de la sous-région et faire revenir les touristes, African Parks a déployé un arsenal sécuritaire exceptionnel et affiche une tolérance zéro face à toute infraction à la loi.

26 avr. 2021

Attaque contre une patrouille anti-braconnage. Deux journalistes et un militant occidentaux sont tués

9 août 2020

L'EIGS tue huit travailleurs humanitaires d'Acted et deux guides nigériens dans le parc animalier

1^{er} mai 2019

Deux français sont enlevés puis libérés cinq mois plus tard. Leur guide béninois est tué

Événements violents depuis 2010 impliquant :

● des jihadistes du GSIM ou de l'EIGS*

● visant des gardes-forestiers ○ milices, forces de l'ordre...

■ Parc national

■ African Parks

■ Réserves, zones de chasse

VIRUNGA

UGANDA

RD CONGO

○ Événements violents depuis 2010
● Nombre de rangers tués

Virunga, l'armée verte en guerre

Convoité pour ses ressources naturelles (bois, pâturages, minerais et pétrole) et situé dans une région où sévissent braconniers et groupes armés, le plus vieux parc du continent est le théâtre de violences régulières. Pour protéger l'habitat naturel des gorilles de montagne, des paramilitaires surnommés « rangers » mènent une guerre sans répit contre les braconniers et le commerce illégal des ressources des Virunga, parfois au péril de leur vie.



Les rangers des Virunga

200 rangers tués depuis la création du parc

7 000 patrouilles par an

689 rangers dont 26 femmes

6 mois de formation intensive (techniques de combat, code civil et criminel, premiers soins)

10 janv. 2021

Six rangers sont tués lors d'une attaque des milices Mai-Mai

SOURCE : Acted (Armed Conflict Location & Event Data Project), PROTECTED AERA, UNESCO, VIRUNGA PARK, * GSIM : Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, EIGS : État islamique au Grand Sahara



François Soudan

Deux ou trois choses que je sais de BBY

Ce n'est pas Béchir Ben Yahmed qui m'a recruté à *Jeune Afrique*, mais un grand journaliste méconnu à l'écriture ciselée, disparu il y a deux ans, alors titulaire du poste que j'occupe encore aujourd'hui : Philippe Gaillard. Je n'ai été reçu par BBY que six mois plus tard, dans son vaste bureau en rez-de-jardin de l'avenue des Ternes. L'entretien de fin de stage fut bref : avec un salaire mensuel de 2500 francs, il m'offrait le droit de plonger dans la piscine en me précisant qu'il ne fallait pas compter sur une bouée de sauvetage en cas de noyade.

Ainsi débutèrent quatre décennies à ses côtés, qui ont fait ma carrière de journaliste, et, au-delà, ce que je suis devenu. J'avais 25 ans, la barbe et les cheveux longs, je militais au PSU de Michel Rocard et j'avais en poche une carte de la CGT, ce qui effrayait certains cadres de l'entreprise mais faisait sourire BBY, pour qui j'étais dans le rêve alors que lui était dans la vie.

À l'époque, on entrait à JA comme on entre en religion :

avec foi, passion et patriotisme. L'hebdomadaire se bouclant le lundi soir, les week-ends n'existaient pas, les jours de récupération encore moins, et nous étions quelques-uns à profiter de nos courtes vacances pour sillonner le monde à nos frais sur d'impro-

Il a été mon mentor en journalisme. Sa grande intelligence du monde m'a formé, instruit, élevé.

posables compagnies aériennes et en rapporter des reportages, juste pour le plaisir de les écrire et de les signer. L'exemple d'un chef sans cesse à la tâche, à la fois journaliste, patron de presse et fondateur, donc triplement légitime, faisait que nous acceptions ses incessantes exigences comme autant d'évidences. Nous lui devions tout, et il avait l'élégance de reconnaître auprès

de certains d'entre nous qu'il nous devait beaucoup.

Contrairement à ce qu'a pu dire à son sujet une demi-cohorte de nains – il s'en trouve toujours, dont le seul talent est de tremper leur plume barbouillée de mélasse dans le fiel de l'aigreur et de la jalousie –, Béchir Ben Yahmed a toujours placé la liberté d'opinion au-dessus des intérêts commerciaux de son groupe. L'auteur de ces lignes peut en témoigner, lui qui, un an après avoir été embauché, avait valu à *Jeune Afrique* un procès en diffamation et la perte d'un gros contrat de publicité. « Décidément, vous me coûte cher », m'avait dit BBY.

Celui que ses détracteurs se plaisent à décrire m'aurait indiqué la porte de sortie, pas lui. Une fois, une seule, Si Béchir m'a demandé de retirer l'un de mes éditoriaux, que je m'apprêtais à publier. C'était à propos de la Tunisie de Ben Ali, quelques mois avant la chute de ce dernier : je m'y montrais très critique, et il ne jugeait pas opportun de formuler ce type de jugement – qu'il partageait pourtant – à ce moment-là. Il y mit les formes et je l'acceptai.

Au-delà de nos différends

J'ai toujours admiré Béchir Ben Yahmed. Une admiration qui ne fut ni béate, ni naïve, ni servile, mais qui se fondait sur la capacité qui était la sienne de comprendre et de prévoir, de se mettre à la place de l'autre, d'introduire toujours le facteur temps, de lutter contre sa propre subjectivité. Longtemps intellectuelle – tant sa culture générale était impressionnante –, cette admiration s'est peu à peu muée en affection et, la pudeur étant l'une de nos caractéristiques communes, je crois, bien qu'il ne s'en soit jamais ouvert, que cette affection était réciproque.

Ce lien n'a pas empêché nos différends : ils ne furent pas rares, jamais fondamentaux. Sur le Cameroun, lors du bras de fer sanglant qui opposa Paul Biya

à son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, sur la guerre entre l'Irak de Saddam Hussein et l'Iran de Khomeyni, sur le degré de viabilité des bantoustans de l'apartheid, sur le génocide des Tutsis du Rwanda, à propos de Yasser Arafat, de Robert Mugabe, de Laurent Gbagbo ou d'Ibrahim Boubacar Keïta, nous fûmes souvent en désaccord sans qu'à aucun moment BBY m'ait empêché, de retour de mission, d'écrire ce qu'il me semblait bon d'écrire.

Allergique au protocole

Nos échanges sur le Maroc ont été animés, parfois passionnés. Ce républicain dans l'âme, dont la conscience politique s'est forgée dans les luttes pour les indépendances tunisienne et algérienne, n'a jamais adhéré aux codes de la monarchie, surtout quand elle s'incarnait en la personne du roi Hassan II, avec qui il entretenait des rapports difficiles.

Ses amitiés se situaient à gauche de l'échiquier politique marocain : Abderrahim Bouabid, Abderrahmane Youssoufi, l'immuable ambassadeur du Maroc

à Paris Youssef Bel Abbès constituant à cet égard une exception. Le baisemain, les heures d'attente et tout ce protocole auquel il reprochait à ses amis Michel Jobert et Jean Daniel de se plier trop aisément, très peu pour lui.

Certes, d'un roi l'autre, de Hassan II à Mohammed VI, son regard a changé. Driss Basri, ce grand vizir que lui et moi ne supportons guère, est parti, et BBY n'avait aucune gêne à reconnaître que le royaume avait changé – en mieux. Mais ce fond de réticence et d'incompréhension vis-à-vis de ce qu'on appelait le Makhzen ne s'est jamais dissipé tout à fait. Ce qui ne rend que plus méritoire la position qu'il s'est imposé de prendre dès 1975 – alors que JA était largement diffusé en Algérie et fréquemment saisi au Maroc – en faveur de la marocanité du Sahara occidental. Quitte à ce que les intérêts commerciaux du Groupe en souffrent, BBY a toujours pensé et écrit que le Maghreb n'avait pas besoin d'un État de plus.

Béchir Ben Yahmed et moi n'avons pas non plus toujours été en phase à propos de la Côte

d'Ivoire. Lors de la crise électorale de 2010-2011, ma sensibilité me rapprochait de Laurent Gbagbo, que je connaissais assez bien, alors que lui soutenait sans s'en cacher Alassane Ouattara, son ami de quarante ans. Mais à aucun moment il n'est intervenu pour tenter d'infléchir ma ligne rédactionnelle, y compris lorsque j'ai publié et commenté les résultats de sondages donnant (à tort) le président sortant vainqueur au second tour.

Lorsque nous en avons parlé quelques mois plus tard, BBY m'a confié qu'Alassane Ouattara, lui non plus, ne lui en avait pas fait reproche, alors qu'il aurait certes pu se plaindre de voir le journal de son ami pronostiquer ainsi sa défaite. Tous deux savaient faire la part des choses, avec cette subtilité et cette finesse qui distinguent certains hommes des autres.

Un Africain capital

C'est peu dire que Béchir Ben Yahmed m'a fait grandir. Sa grande intelligence du monde m'a formé, instruit, élevé, et je ne lui serai jamais assez reconnaissant d'avoir été mon mentor en journalisme, comme Jean Lacouture le fut en écriture.

De l'indépendance du Zimbabwe au gazage des Kurdes de Halabja, que JA révéla au monde, de la première biographie en français de Nelson Mandela aux maquis angolais de Savimbi, de la Marche verte à la chute de Bourguiba, en passant par nos entretiens matinaux, rue d'Auteuil, où il me confiait son admiration pour l'exceptionnelle rationalité d'un Deng Xiaoping ou d'un Lee Kuan Yew, modèles asiatiques hélas induplicables selon lui sur le continent africain, beaucoup des souvenirs marquants de ma carrière doivent leur existence à cet Africain capital. Là où il s'en est allé aux premières heures du lundi 3 mai, c'est un peu de mon ADN qu'il a emporté avec lui. ●





Olivier Marbot

journaliste à Jeune Afrique

Brevets sur les vaccins : assez tergiversé !

Il y avait quelque chose de profondément déprimant à lire et à entendre les réactions à l'appel du président américain à lever les brevets sur les vaccins anti-Covid-19, le 6 mai dernier. Certes, le patron de l'OMS a jugé l'annonce « historique », et l'Union européenne, l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que l'Africa CDC, le bras armé de l'Union africaine pour les affaires sanitaires, ont apporté leur soutien.

Mais derrière cette unanimité de façade, certains cachaient mal leur amertume et expliquaient leurs réticences par un argument de cour d'école qui peut se résumer ainsi : « J'avais eu l'idée avant ! » Il est exact que beaucoup d'autres avaient, dès le printemps 2020, appelé à faire des futurs vaccins un « bien public mondial » et à en garantir la juste répartition. Puis le « nationalisme vaccinal » a vite repris le dessus, et la plupart des pays riches ont réservé au prix fort des centaines de millions de doses. Entre-temps, Joe Biden a succédé à Donald Trump, et la politique américaine a changé... Amertume aussi du côté des grands acteurs de l'industrie pharmaceutique et de leurs nombreux

porte-parole. Les brevets, se répandaient certains, ne sont pas seulement la juste rétribution du travail acharné – et coûteux – des chercheurs. Ils sont aussi « le sang et l'oxygène » de l'industrie. Entre deux appels à laisser les lois du marché s'appliquer sans entraves, quelques-uns glissaient aussi qu'à priver les labos d'une légitime récompense de leur travail on risquait fort de les « démotiver »...

D'autres, plus pragmatiques, rappelaient surtout que, pour

S'abstenir d'adopter une mesure, n'est-ce pas l'exacte définition de la gouvernance à courte vue ?

satisfaisante qu'elle soit sur le plan des principes, la levée des brevets ne permettrait ni d'augmenter ni d'accélérer à court terme la production de vaccins. Il ne suffit pas, expliquaient-ils, de connaître la « formule » : des infrastructures spécialisées sont nécessaires, ainsi que des ingrédients précis

dont certains sont eux-mêmes couverts par le secret des affaires, un savoir-faire, un personnel qualifié... Tout ce dont beaucoup de pays à faible revenu, africains ou non, ne disposent pas.

Tous ces arguments sont recevables... mais réfutables. La levée des brevets est certes insuffisante mais elle est nécessaire afin d'en élargir, à terme, la production. S'abstenir d'adopter une mesure sous prétexte qu'elle ne produira pas d'effets immédiatement mais dans un, deux ou trois ans, n'est-ce pas l'exacte définition de la gouvernance à courte vue ?

Cynisme et contresens

Pleurer sur les grands laboratoires privés de leurs chers bénéfices, c'est oublier les milliards de recettes déjà annoncés par les Pfizer et consorts, mais aussi les fonds publics déversés en urgence – et c'était parfaitement légitime – depuis un an pour les aider à développer, tester, fabriquer et distribuer à toute vitesse des milliards de doses de vaccins. Reste une dernière critique formulée par les défenseurs de la propriété intellectuelle : l'annonce de la levée des brevets serait en fait symbolique, née de motivations purement « morales ».

Au-delà du cynisme, on est surtout dans le contresens. Le Covid-19 est mondial, hautement contagieux, en mutation permanente. Les autorités sanitaires le répètent depuis le printemps 2020 : le monde ne sera tiré d'affaire que lorsque l'ensemble de la planète sera immunisé. Laisser de côté un pays, voire un continent, se croire à l'abri parce que les voisins immédiats sont vaccinés et les frontières fermées, c'est laisser se créer dans d'autres régions du monde des incubateurs d'où le virus, tôt ou tard, surgira à nouveau. Rien de moral là-dedans, seulement une leçon que chacun, après un an de pandémie qui a fait de chaque téléspectateur un épidémiologiste en puissance, devrait logiquement avoir apprise. ●

Au carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'Asie

DJIBOUTI

Le futur est en marche



Un environnement propice à l'innovation

Une économie diversifiée

Un hub régional en transports et logistique

Des infrastructures et services aux standards internationaux

De nouvelles offres touristiques



Un port d'attache pour les investisseurs



Aurélie M'Bida

Journaliste à Jeune Afrique

Les mots pour ne pas le dire

Vous prendrez bien une cuillère de dettes, ma chère ? À moins que vous ne soyez davantage portée sur l'*equity*... Il serait en effet dommage de tout mélanger. Le même dilemme se pose si vous comptez convier à votre table d'éminents représentants d'un « GP » – entendre *general partner* ou société de gestion. À ne surtout pas aborder avec les mêmes égards qu'un parterre de « LPs », les *limited partners*, ceux qui investissent, les bailleurs de fonds... Le calibre n'est pas le même. Ces derniers sont plutôt court-termistes, intéressés par le résultat. Ce dîner m'a-t-il convenablement rassasiée ? En ai-je retiré autant que ce que j'espérais ?

Les « GPs », à l'inverse, s'inscrivent dans la durée. Ils ont fait vœu de s'associer, de former une société pour 99 ans au plus, et d'en assumer dettes et obligations. Au quotidien, et dans la pratique qui nous anime – le capital-investissement –, ils ont pignon sur rue. Helios Investment Partners, Actis, Amethis, Emerging Capital Partners... Des fonds d'investissement ou des sociétés de gestion à qui de nombreux investisseurs – dont

l'investissement n'est pas le métier –, ont confié leur capital en soutien à un projet, une entreprise prometteuse, louable et responsable. Aussi, n'ayons pas peur des mots : pour en tirer un certain profit ! À ce jeu-là, les gestionnaires de fonds brandissent l'argument imparable : un solide butin. Constitué au fil des opérations de prise de participation via divers véhicules d'investissement, et baptisé d'un vocable plutôt abscons : les « actifs sous gestion » ou *assets under management*. Ceux-ci sont censés convaincre le capitaliste lambda de desserrer le cordon de sa bourse. Devant les sommes vertigineuses que d'aucuns accordent, nul doute que le tour fonctionne.

Délicieux champ lexical

Les fonds d'investissement ont quant à eux leurs portefeuilles d'actifs, leurs *track-records* (l'historique de leurs acquisitions), leurs *exits* (les sorties de ces mêmes acquisitions, réalisées avec succès ou avec pertes et fracas)... Sans compter la déclinaison « capital-risque », les fameux « VC » ! Pour eux, le champ lexical se révèle tout aussi délicieux : préférence de liquidation, clauses

de *drag along*, clauses de *leavers*... Pour attirer les capitaux privés, et s'en servir avec discernement, un entrepreneur doit non seulement avoir la bonne idée, mais aussi s'armer d'un lexique spécialisé bien outillé. Et s'en imprégner copieusement.

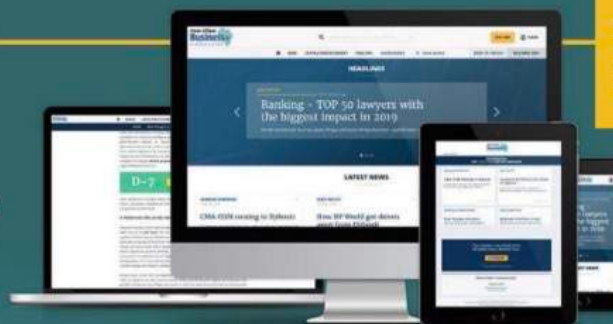
Mais alors que penser réellement du vocabulaire de la finance « non régulée » ? Miroir aux alouettes ou pensée complexe ? Sans doute un peu des deux. D'autant que ces termes et expressions ont fini par s'imposer aux financiers de tous bords, après une quarantaine d'années de pratique dans le monde et près de vingt en Afrique. « Ce n'est pas si compliqué ! Toutes les industries ont leur jargon, même s'il est vrai que l'on pourrait simplifier les choses », protestait une capital-investisseuse chevronnée



Reconnaissons au vocabulaire du *private equity* un certain mérite : sa poésie.

rencontrée lors de la dernière conférence annuelle de l'African Private Equity and Venture Capital Association. Ce à quoi Voltaire aurait répondu : « Chaque science, chaque étude a son jargon inintelligible, qui semble n'être inventé que pour en défendre les approches. » En tout état de cause, reconnaissons au vocabulaire du *private equity* un certain mérite : sa poésie. Ainsi qu'un sentiment de jubilation quand on l'emploie. À bon ou mauvais escient, qu'importe. Tant qu'il produit de l'effet sur son auditoire. Financiers comme néophytes. Rien de personnel, cela dit. Promis, au prochain exercice, ce sont les banquiers qui passeront sur le gril. ●

Jeune Afrique
Business+



DISPONIBLE
ÉGALEMENT
EN ANGLAIS

Prenez un temps d'avance sur les marchés

- Fusions-acquisitions,
- Levées de fonds,
- Passations de marchés,
- Nominations,
- Contentieux...

jeuneafriquebusinessplus.com

**Restez le premier
informé sur les
évolutions de votre
marché, et prenez
les bonnes décisions
d'investissement.**

Testez
gratuitement
pendant
1 mois

Par email :
abonnements@
jeuneafriquebusinessplus.com
Par téléphone :
+33 1 44 30 19 03



VINCENT FOURNIER/JA

Dans son bureau, à *Jeune Afrique*, à Paris, en 2007.

RÉTROSPECTIVE

Un Africain dans le siècle

Quand BBY naît, en 1928, son avenir semble tout tracé : il sera épicier, comme son père, dans une Tunisie soumise à la France. Mais, comme souvent, rien ne s'est passé comme prévu... Retour sur une vie qui ressemble à un roman.

DOMINIQUE MATAILLET ET OLIVIER MARBOT



Juillet 1954. De g. à dr., Mohamed Masmoudi, responsable du Néo-Destour en France, Béchir Ben Yahmed et Habib Bourguiba junior, dans les jardins du château de La Ferté-Amilly (à 120 km de Paris), où Habib Bourguiba (de dos) était en résidence surveillée.

Dans ses Mémoires, à paraître mais sur lesquels, en perfectionniste et perpétuel insatisfait qu'il était, Béchir Ben Yahmed travaillait depuis plus de dix ans, il avait consenti à se livrer un peu. À coucher sur papier la façon dont il se voyait. Exercice rare et sans doute difficile pour lui. Il s'y

décrivait en journaliste, chef d'entreprise, homme de gauche. N'ignorant pas que certains le disaient têtue, il corrigeait : « Persévérant. » Autoritaire ? « C'est une légende », assurait-il avant d'expliquer qu'il avait été, dans sa jeunesse, d'une « timidité malade » et que ce trait de caractère expliquait peut-être un abord parfois abrupt.

Issu d'une génération de jeunes militants indépendantistes, il avait suivi une voie différente de celle de la plupart de ses camarades et disait n'en éprouver aucun regret, tout au contraire. « De tous mes congénères, ces futurs hauts cadres du tiers-monde naissant, aucun n'a suivi l'itinéraire que j'ai emprunté, écrivait-il.

que le jeune et prometteur ministre tourne le dos à la politique, il répliquait : « Il s'est passé que je ne l'ai pas voulu. Parce qu'il y a un prix à payer, que je refuse de payer. Je ne veux pas faire ce que font les hommes politiques pour avoir des voix : mendier, faire des sacrifices, des compromis qui sont des compromissions. J'en suis incapable. »

Un monde de femmes

Béchir Ben Yahmed – « BBY » – fut donc, pendant plus de six décennies, d'abord un journaliste et un patron de presse. « Un grand patron de presse », insistait Hervé Bourges, l'ancien dirigeant de l'audiovisuel français, dans son *Dictionnaire amoureux de l'Afrique*. « Il fut le premier en Afrique à exercer ce noble métier. Le confident, l'interlocuteur quotidien, le partenaire [des dirigeants du continent] dans cette construction de l'expression africaine nouvelle. Bien sûr, ils ont parfois interdit son journal, l'ont autorisé à nouveau, ils se sont brouillés avec lui, l'ont aimé ou détesté. Ils l'ont toujours estimé. » *Jeune Afrique*, concluait Hervé Bourges, « en est venu à représenter une forme de conscience collective d'un continent entier, que la presse internationale avait du mal à comprendre. Rôle exigeant, impossible à tenir. Et pourtant, le défi a été non seulement relevé, mais atteint. »

L'histoire de celui dont le nom allait devenir indissociable du titre *Jeune Afrique* commence à Djerba, dans le sud de la Tunisie. Béchir Ben Yahmed y naît le 2 avril 1928. Ses parents, Amor et Slima, ont eu une douzaine d'enfants. Cinq seulement survivront, quatre garçons et une fille. L'aîné, Sadok, est né en 1915. Il est suivi d'Othman et de Brahim, puis, en 1923, de Temna. Béchir est donc le benjamin.

Comme c'est souvent le cas dans cette île sans grandes ressources, son père est parti en Tunisie continentale pour exercer le métier de commerçant, qui est comme une seconde nature pour les Djerbiens. À force de travail et grâce à son sens des affaires, Amor est devenu un commerçant aisé. Néanmoins très économe, il laisse sa famille vivre dans une grande frugalité.

Ceux qui ont en tête *La Saison des hommes*, le film de la regrettée Moufida Tlatli, peuvent imaginer ce qu'était le quotidien des familles dont le chef

ne revenait qu'une fois l'an dans l'île. À Mahboubine, son village, Béchir a ainsi vécu dans un monde de femmes, auprès de sa mère, de ses tantes et de ses belles-sœurs. Si Sadok, dont BBY parlait comme de son « deuxième père », se montre présent et attentif, c'est avec sa sœur, de cinq ans son aînée, qu'il avait les liens les plus étroits. Ils perdureront jusqu'à la mort de Temna, en 2017. D'autant que Béchir fut amené à s'occuper d'elle, veuve de bonne heure, ainsi que de ses enfants.

Sous la colonisation, les garçons allaient à l'école pour obtenir le certificat d'études primaires et échapper ainsi à la conscription. Vers 15 ans, ils se mariaient et devenaient épiciers. Le jeune Béchir a été tenté de suivre cette voie. Sous le gamin perçait déjà le futur entrepreneur. Mais son père et ses frères le contraignent à poursuivre ses études. À peine âgé de 11 ans, car il a de l'avance dans son cursus, il quitte Djerba pour Tunis afin de passer le concours d'entrée du célèbre collège Sadiki. En intégrant l'école, en 1939, il fait partie de la centaine d'élèves

À Tunis, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, entre Français et Tunisiens, la ségrégation était totale. Un apartheid qui ne disait pas son nom.

éduqués chaque année en français et en arabe, prêts à accéder par la suite à l'université ou aux grandes écoles.

Dans ses Mémoires, BBY raconte ce qu'était la vie quotidienne dans la capitale à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Entre Français et Tunisiens, la ségrégation était totale. Un apartheid qui ne disait pas son nom. Au lendemain de la guerre, quand soufflera le vent de la décolonisation, il s'en souviendra. C'est pourtant l'époque où le Néo-Destour, le parti indépendantiste dont Habib Bourguiba est l'un des fondateurs, sort de la confidentialité. Béchir ne tarde pas à fréquenter le siège du parti, installé dans le cabinet d'avocats de Bourguiba. Ni lui ni ses amis du collège n'imaginent alors →



LE TELLIER/PARIS-MATCH

La plupart ont été ministres, fonctionnaires internationaux, Premier ministre, parfois même chefs d'État. »

Jeune Afrique, disait-il, avait été l'œuvre de sa vie. Lorsque certains, qui l'avaient connu membre du premier gouvernement de Bourguiba, continuaient, des décennies plus tard, à se demander « ce qu'il s'était passé » pour



Béchir Ben Yahmed, ministre de l'Information du premier gouvernement de la Tunisie indépendante, salue Lamine Bey, au palais de Carthage, le 15 avril 1956. Au centre, « Conversations franco-tunisiennes », à Matignon, en juin 1956. Bourguiba est assis au milieu, BBY est tout à gauche.

→ renverser l'ordre établi. BBY, qui n'a rien d'un exalté, se contente d'un travail de militant de base, rédigeant des tracts, classant des fiches. Il n'empêche. Devenu un familier de Mongi Slim, le directeur du parti, croisant parfois Salah Ben Youssef, le secrétaire général, il est déjà proche du sommet...

Son rêve : être chirurgien

À Sadiki, on suit la guerre de loin. Certains pensent que Hitler va libérer le pays du colonialisme. Comme Bourguiba, le jeune Ben Yahmed estime que les Allemands perdront la guerre, et qu'il n'est pas de l'intérêt des Tunisiens de s'aligner sur le III^e Reich. À la fin de 1942, le conflit s'étend au Maghreb. Lors de l'opération Torch, les Alliés débarquent à Alger, Oran et Casablanca. Les Allemands ayant envahi la Tunisie, les élèves de Sadiki sont renvoyés chez leurs parents. Pour les Tunisiens, la guerre s'arrête en mai 1943 avec la défaite de l'Afrikakorps. Béchir et ses camarades reprennent le chemin de l'école.

Avec le retour au pays de Bourguiba, le mouvement indépendantiste retrouve de la vigueur. Lorsque Béchir quitte Sadiki, en 1947, à 19 ans, il est, comme il le dit lui-même,

« nationaliste, bourguibiste avant la lettre et anticolonialiste ». C'est dans cet état d'esprit qu'il part pour Paris afin d'« apprendre » des colonisateurs. Ce choix n'est pas vraiment le sien. Son père et son frère aîné, Sadok, ont décidé pour lui : « Béchir va intégrer HEC et sera dans le commerce, comme tout bon Djerbien, ou – pourquoi pas – banquier. » La suite montrera qu'ils avaient à la fois tort et raison. Même si, à l'époque, le jeune homme se rêvait plutôt chirurgien, il savait que faire des études supérieures en France était une chance extraordinaire pour un Tunisien de son âge.

À Paris, il n'est pas trop dépaysé, puisqu'il retrouve nombre de compatriotes qui lui font découvrir la ville. Après avoir logé dans un hôtel bon

marché, au Quartier latin, il s'installe près de son école préparatoire, située rue Legendre. Le cursus ne l'intéresse guère. Il passe ses journées au cinéma. La chance lui sourit : lors du concours d'entrée à HEC, le sujet de culture générale, qui a le coefficient le plus élevé, porte sur... le cinéma.

Quant à ses relations avec les Français, elles sont réduites à peu de chose. Les Maghrébins vivent entre eux et se retrouvent au 115, boulevard Saint-Michel, siège de l'Association des étudiants musulmans nord-africains. BBY y rencontre Mehdi Ben Barka, Abderrahim Bouabid, M'Hamed Yazid et bien d'autres futurs grands acteurs de la décolonisation. La France, elle, refuse de donner droit aux revendications des peuples colonisés. Aux Tunisiens qui réclament le retour à l'autonomie interne telle qu'elle était garantie par le traité du Bardo, elle répond par une répression accrue.

Le 6 décembre 1952, le destin de Béchir Ben Yahmed bascule. Son diplôme de HEC en poche, il a été recruté par la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, la Sudameris, et envoyé à Vicenza, près de Venise, pour apprendre le métier de la finance. Ce soir-là, en ouvrant

**De leur première
rencontre, en 1954,
à leur dernier contact,
en 1973, Bourguiba
ne cessera de le
traiter comme un fils.**

HOMMAGE



Richard Nixon, alors vice-président des États-Unis, en visite à Tunis, le 25 juillet 1957. À gauche, le président Bourguiba. À droite, les ministres Mongi Slim et Béchar Ben Yahmed (lunettes sombres).

Le Monde, dont il est un lecteur assidu, il apprend que, la veille, le leader syndicaliste Ferhat Hached a été assassiné par des membres de la Main rouge, préfiguration tunisienne de l'OAS algérienne. BBY envoie aussitôt sa lettre de démission à la Sudaméris. « Avais-je le droit de me soustraire à la lutte de mon pays pour son indépendance ? » note-t-il dans ses Mémoires.

Le lendemain, il monte dans le premier train pour Paris. Là, il prend contact avec Mohamed Masmoudi, représentant du bureau politique du Néo-Destour en France, et propose son aide. Offre de services d'autant mieux acceptée qu'elle est bénévole. Masmoudi le charge des relations avec Bourguiba, que les Français ont placé à l'isolement total à La Galite, un archipel au nord de la Tunisie.

L'année 1953 sera celle de son apprentissage politique. En contact épistolaire régulier avec Bourguiba, le jeune homme est à bonne école. Il informe le chef du Néo-Destour des activités de son parti en France et reçoit ses directives. Un jour, Masmoudi le charge de rassembler les lettres de Bourguiba afin d'en faire un livre. L'ouvrage sort au début de 1954 chez Julliard. BBY, qui a ainsi mis un

pied dans l'édition, s'initie aussi au journalisme : depuis Paris, il envoie des articles au *Petit Matin*, l'un des trois quotidiens français de Tunisie. À sa grande surprise, ils sont publiés, en première page, signés du pseudonyme qu'il s'est choisi : Arthur Jeff.

Encre verte

La bataille de Diên Biên Phu, en mai 1954, marque un nouveau tournant. Pour la première fois, une puissance coloniale est militairement défaite par une armée de « guenillards ». Aussi important qu'il soit, cet événement ne change pas la stratégie de Bourguiba, qui, entre-temps, a été transféré sur l'île de Groix, en Bretagne. Pour lui, la guerre reste un moyen de pression secondaire, qui ne doit pas prendre le pas sur l'action politique.

BBY fait enfin sa connaissance en juin 1954. De cette première rencontre jusqu'à leur dernier contact, en 1973 – et en dépit des vicissitudes de la vie politique –, Bourguiba ne cessera de le traiter comme un fils. Mieux même que son fils biologique, Habib Junior, dont le dilettantisme l'horripile. Le « Combattant suprême » apprécie le sérieux, la perspicacité, le goût du travail bien fait de Béchar Ben Yahmed.

Celui-ci, jusqu'à la fin de sa vie, n'écrira plus qu'à l'encre verte, couleur dont Bourguiba avait fait sa marque...

Les relations entre la France et la Tunisie prennent un tour nouveau avec l'arrivée de Pierre Mendès France à la tête du gouvernement français. Dès juin 1954, le président du Conseil charge Masmoudi et Ben Yahmed de transmettre à Bourguiba une proposition originale : le Néo-Destour accepterait-il de participer à un gouvernement où il serait minoritaire ? Bourguiba donne son accord, ouvrant ainsi la voie à la formation, sous la direction de Tahar Ben Ammar, du premier gouvernement totalement tunisien depuis 1881. Peu après, Bourguiba est transféré à Amilly, à 120 km au sud de Paris. BBY se voit confier une nouvelle mission : s'occuper du chef du Néo-Destour et l'accompagner de cette bourgade jusqu'à Paris. Certes, le fait qu'il ait une voiture, privilège rare à l'époque – une Peugeot 203 offerte par son frère Brahim –, a compté. Mais, surtout, il a su gagner la confiance et l'affection de Bourguiba.

Les préparatifs des négociations sur l'autonomie interne s'accroissent, Masmoudi demande à Ben Yahmed, alors en dernière année de Sciences-Po,

d'être à la fois son directeur de cabinet et le porte-parole de la délégation tunisienne. Les discussions sur l'autonomie interne s'éternisent. BBY finit par démissionner de ses fonctions pour rentrer à Tunis, en mars 1955. Il a un projet en tête : la création d'un journal. Pour lui, la Tunisie a besoin d'un média qui mobilise la population en faveur des options politiques du Néo-Destour. Ce sera *L'Action*, qui, contrairement à ce que beaucoup pensent, n'est ni le journal de Bourguiba ni celui de son parti, mais totalement celui de Béchir Ben Yahmed.

Louant des bureaux rue Al-Jazira, dans le centre de Tunis, il s'attelle à la préparation du premier numéro. Le sujet de une, il l'a déjà en tête : un grand événement se profile, en cette année 1955. La conférence de Bandung, qui s'ouvrira le 18 avril en Indonésie, doit marquer l'entrée en scène des pays de ce que l'on appellera le tiers-monde. Mais, le 30, tombe la nouvelle de la signature à Paris des accords sur l'autonomie interne de la Tunisie. Tant pis pour Nehru, qui devait figurer en couverture : il est remplacé au dernier moment par Bourguiba.

Ministre malgré lui

À la demande de ce dernier, Ben Yahmed revient en France pour faire avec lui la traversée à bord du *Ville d'Alger*, d'où le dirigeant nationaliste débarquera triomphalement, à La Goulette, le 1^{er} juin 1955. En moins d'un an, la Tunisie passe de l'autonomie interne à l'indépendance, proclamée le 20 mars 1956. Béchir Ben Yahmed est à l'imprimerie, où il « boucle » un numéro de *L'Action*, quand « Si Lahbib » [Bourguiba] l'appelle à la Kasbah, le siège du gouvernement. Là, il lui annonce qu'il le nomme ministre de l'Information. BBY a beau essayer de décliner, il se retrouve, à 28 ans, membre du premier gouvernement de la Tunisie indépendante.

Ses réticences ne l'empêchent pas de prendre sa tâche très au sérieux. « Je n'ai jamais autant travaillé que pendant ces dix-huit mois », confiera-t-il. Parmi ses réalisations, la création d'un service du cinéma, le lancement des premières actualités cinématographiques, l'ouverture d'une école de journalisme. Assez vite, toutefois, il se sent mal à l'aise dans ce rôle. Les ministres ne

sont pas associés aux décisions importantes, le protocole lui pèse. En outre, il est en butte à l'hostilité d'autres ministres, qui n'apprécient guère sa proximité avec Bourguiba. C'est toutefois une affaire d'ordre personnel qui l'amène à démissionner, en septembre 1957. Dans un discours, le chef de l'État a fait une allusion indirecte, mais fort désobligeante, à ses frères, qui, ayant acheté dans le centre de la Tunisie des zones forestières pour les transformer en terres agricoles, sont accusés de contribuer à la déforesta-

En 1960, peu après la révolution castriste, il rencontre un certain Ernesto Che Guevara, gouverneur de la Banque centrale de Cuba.

tion du pays. Bourguiba essaie de le faire revenir sur sa décision. En vain. Les deux hommes resteront cependant en bons termes, Ben Yahmed continuant même à écrire des discours pour le président tunisien jusqu'au début des années 1970.

Ayant recouvré sa liberté, BBY peut dès lors se consacrer pleinement à

L'Action. En mars 1958, outré par l'inculpation et l'arrestation, sous un prétexte fallacieux, de Tahar Ben Ammar, l'homme qui avait signé le protocole de l'indépendance de la Tunisie, il écrit un article intitulé « Mauvaise querelle ». Furieux, Bourguiba exige que tous les actionnaires se retirent de *L'Action*. La mort dans l'âme, BBY se résout à saborder le journal.

Les deux années suivantes, il s'emploie, sans enthousiasme mais avec succès, à faire des affaires, aidé en cela par un climat de « tunisification » de l'économie, qui permet à certains de s'enrichir très vite. Parmi ses réalisations : la construction de l'Africa, un hôtel de luxe en plein centre de Tunis. Avec des Néerlandais, il crée une société de BTP, qui remporte des marchés importants, comme la piste de l'aéroport d'El-Aouina. Il participe aussi à la création de la STB (Société tunisienne de banque), la première banque nationale. Plus intéressante à ses yeux sera son incursion sur le marché du sucre. Ayant remporté un appel d'offres, il est amené, en avril 1960, à se rendre à La Havane peu après la révolution qui a porté Castro au pouvoir. Là, c'est avec un certain Ernesto Che Guevara, gouverneur de la Banque centrale de Cuba, qu'il négocie la fourniture de 40 000 tonnes de sucre.

Le virus du journalisme ne l'a pourtant pas quitté. Le 17 octobre 1960, il



Avec Hô Chi Minh, à Hanoï, en avril 1967.



BBY (à dr.) avec le président mauritanien Moktar Ould Daddah et son épouse, près de Nouakchott, en novembre 1977.

ARCHIVES JEUNE AFRIQUE

lance avec des amis, dont Mohamed Ben Smaïl (qui était déjà son rédacteur en chef) *Afrique Action*, un journal complètement indépendant du gouvernement tunisien et qui couvre une zone géographique bien plus étendue. Le journal se veut tourné vers la lutte des peuples africains pour l'indépendance. La guerre de libération qui se déroule en Algérie y tient une large place. À l'occasion de voyages au Ghana, où il rencontre Kwame Nkrumah, et au Congo, où il se lie avec Patrice Lumumba, BBY découvre l'Afrique subsaharienne. Le panafricanisme sera l'un des fils conducteurs du nouvel hebdomadaire.

Comme il saura le faire tout au long de sa carrière, BBY s'entoure de collaborateurs de talent. Robert Namia à la maquette, François Poli en tant que *rewriter* sont de ceux-là. Frantz Fanon, Kateb Yacine et bien d'autres plumes livrent des textes. Sa maison de célibataire, à Gammarth, est devenue le QG de tous les militants révolutionnaires, notamment algériens, et des journalistes étrangers. Voulant être présent hors de Tunis, il ouvre un bureau à Paris, Faubourg-Saint-Honoré, que dirigeront Jean Daniel, puis Robert

Barrat et Paul-Marie de La Gorce.

Le 7 octobre 1961, Ben Yahmed écrit un éditorial sur « le pouvoir personnel » (*lire pp. 48-49*) qui provoque la colère de Bourguiba. Le magazine n'est pas interdit, mais le Combattant suprême fait savoir qu'il s'estime propriétaire du titre « L'Action ». L'hebdomadaire doit changer de nom en urgence. Perplexe, BBY opte, sans conviction, pour « Jeune Afrique ». Un nom qui deviendra célèbre et se confondra avec le sien.

De Rome à Paris

En 1962, la guerre d'Algérie touche à sa fin. BBY estime que Tunis va perdre de son intérêt stratégique. Comme il parle l'italien, il choisit de transférer JA à Rome. Mais, très vite, lui et sa petite équipe se sentent isolés. Ils ne sont reliés à l'Afrique et au monde que par les bureaux de Tunis et de Paris.

En 1964, après que le ministre français de l'Intérieur, Alain Peyrefitte, a fait lever les interdictions qui pesaient sur *Jeune Afrique*, BBY transfère la rédaction à Paris. Une étape décisive sera l'achat de locaux avenue des Ternes, en 1965. JA y restera un quart de siècle et y vivra ses heures de gloire. À l'équipe composée de Georges

Henein, Guy Sitbon, Ibrahima Signaté, ainsi que d'Affif Ben Yedder pour la gestion, se joint Jean-Louis Gouraud, en 1968. Venu de Rome, Aldo De Silva seconde Jean Lévy, un très bon directeur artistique, qui rénove la maquette.

Bientôt pourvu d'une couverture en couleur, l'hebdomadaire s'impose comme la première publication francophone tournée vers les questions africaines. Il n'en oublie pas pour autant les sujets extérieurs au continent, comme la guerre du Vietnam et le conflit israélo-arabe. BBY a l'art de repérer les journalistes talentueux et s'attache à former ses collaborateurs. Pendant un demi-siècle, *Jeune Afrique*, sous sa férule, sera une pépinière d'où sortiront des journalistes qui, pour la plupart, feront les beaux jours d'autres magazines, parisiens notamment.

BBY n'est pourtant pas un patron facile, et la valse des rédacteurs en chef fait glousser la profession. Parmi les figures qui ont jalonné l'histoire de JA, l'Antillais d'origine camerounaise Paul Bernetel, le Béninois Justin Vieyra, le Malgache Sennen Andriamirado, le Guinéen Siradiou Diallo, le Marocain Hamid Barrada, le Libanais Amin Maalouf (prix Goncourt 1993) et

Philippe Gaillard, qui fut un proche du président Senghor. Tous ont contribué au succès du journal, même si aucun n'a douté un instant qu'il travaillait sous le contrôle vigilant de BBY.

On ne saurait passer sous silence le rôle de Danielle, son épouse et son principal collaborateur, rencontrée à Tunis en 1968. Elle avait 29 ans, et son mari, l'économiste Mohsen Limam, qui travaillait au cabinet du ministre tunisien des Finances, avait trouvé la mort dans un accident d'avion, la laissant avec un fils, Zyad, âgé de 3 ans. Ils se marièrent un an plus tard, et, de leur union, naquirent Amir et Marwane.

L'hebdomadaire poursuit son évolution, marquée par de nombreux succès mais aussi par de graves crises. En 1971, une grève est à deux doigts d'entraîner sa perte. Entre saisies, censures et interdictions, sa diffusion est fréquemment entravée par des pouvoirs africains rétifs à toute critique. En interne, sur certains pays, comme la Côte d'Ivoire d'Houphouët ou le Burkina de Sankara, des points de vue différents s'expriment. Sur quelques sujets, tels que le Sahara occidental ou les guerres du Golfe, le patron intervient, et avec énergie, pour imposer une ligne qu'il croit juste.

Dévaluation du franc CFA

De 1976 à 1994, JA vit sa période la plus faste. Entreprise conquérante, elle emploie près de 150 personnes. BBY multiplie les créations : *Afrique Magazine*, *Jeune Afrique Économie*, *Telex confidentiel*, les Éditions du Jaguar (guides touristiques)... Parmi les couacs, la cession, en 1990, de *Jeune Afrique Économie* à Blaise Pascal Talla, commercial de JA. L'erreur de Ben Yahmed, car il en faisait comme tout le monde, aura été de vendre ce magazine sans exiger un changement de titre. Le différend se soldera par une longue bataille judiciaire.

Pour ne rien arranger, BBY a commis une autre imprudence en achetant une agence de voyages, dont les résultats sont catastrophiques. *Jeune Afrique* est déjà en grande difficulté quand survient, en 1994, la dévaluation du franc CFA. Du jour au lendemain, le journal perd la moitié de ses revenus. « J'avais pressenti que le CFA allait être dévalué, mais je n'ai pas pris suffisamment de précautions, admit Ben

Yahmed. J'ai continué de m'endetter. J'ai tout vendu. Nous ne pouvions même plus payer loyer et salaires. Les ventes de JA étaient passées de 150 000 exemplaires à moins de 40 000. »

Le tribunal de commerce multiplie les procédures d'alerte, censées inciter BBY à accepter un redressement judiciaire. Voire une cession. Les offres de rachat, d'ailleurs, ne manquent pas : Elf, Havas, Vincent Bolloré... BBY les repousse toutes. Il ne cache pas, en revanche, les aides que lui apportèrent, sous des formes diverses, des chefs d'État tels que le Sénégalais Abdou Diouf, le Tunisien Zine el-Abidine Ben Ali, le Gabonais Omar Bongo Ondimba ou le Mauritanien Maaouya Ould Taya, sans oublier François Mitterrand. Tous n'étaient pas des amis, tant s'en faut. Au terme d'un combat de sept années, JA finit par retrouver un quasi-équilibre non sans avoir licencié les trois quarts du personnel.

À partir de 2000-2001, le groupe repart sur des bases assainies. Les bonnes nouvelles s'enchaînent, comme la réouverture du marché algérien après un quart de siècle d'interdiction. De cette période difficile, Béchir Ben Yahmed a acquis certaines convictions. L'une des plus fortes est qu'une poignée de personnes décidées suffit à inverser le cours de l'Histoire. Une idée qui explique sans doute sa propension à se référer à quelques modèles dont il fit encadrer et accrocher des cita-

« Sankara et Lumumba ont été des étoiles filantes, ils n'étaient pas faits pour être chefs d'État. »

tions dans les salles de réunion de *Jeune Afrique*. « Je n'ai hélas jamais eu l'honneur de serrer la main de Charles de Gaulle ni celle de Nelson Mandela, regretta-t-il. J'aurais également aimé connaître Lee Kuan Yew, fondateur de cet État-miracle qu'est Singapour, et Deng Xiaoping, acteur majeur de la renaissance de la Chine. »

S'il a manqué ces personnages, il en a côtoyé beaucoup d'autres. Nasser,

Hô Chi Minh (à Hanoï), Mobutu (à Kinshasa)... Au fil des ans, son domicile de la rue de Varenne est devenu un salon prisé, où, avec Danielle, il reçoit aussi bien les dirigeants et intellectuels français que Léopold Sédar Senghor ou Mohamed Mzali, le Premier ministre tunisien. Le chef palestinien Issam Sartaoui y négocie en secret avec de hauts responsables israéliens. Le fondateur du Congrès juif mondial Nahum Goldmann, le Marocain Abderrahim Bouabid, l'Algérien Chérif Belkacem, l'historien Charles-André Julien ou Jean Daniel, son ami intime et fondateur du *Nouvel Observateur*, viennent souvent déjeuner ou dîner.

Panthéon personnel

D'autres personnalités figurent dans son panthéon personnel : Thomas Sankara, Ferhat Hached, Patrice Lumumba, Che Guevara. Des révolutionnaires par qui il s'avouait « séduit » : « Je n'aurais certainement pas agi comme eux, mais ils faisaient des choses que je ne sais pas faire, des choses assez belles, analysait-il avec une pointe d'émotion. C'était presque de l'esthétique politique, c'était trop beau pour la politique, qui repose sur le réalisme et le rapport de forces. Sankara ou Lumumba ont été des étoiles filantes, ils n'étaient pas faits pour être chefs d'État. »

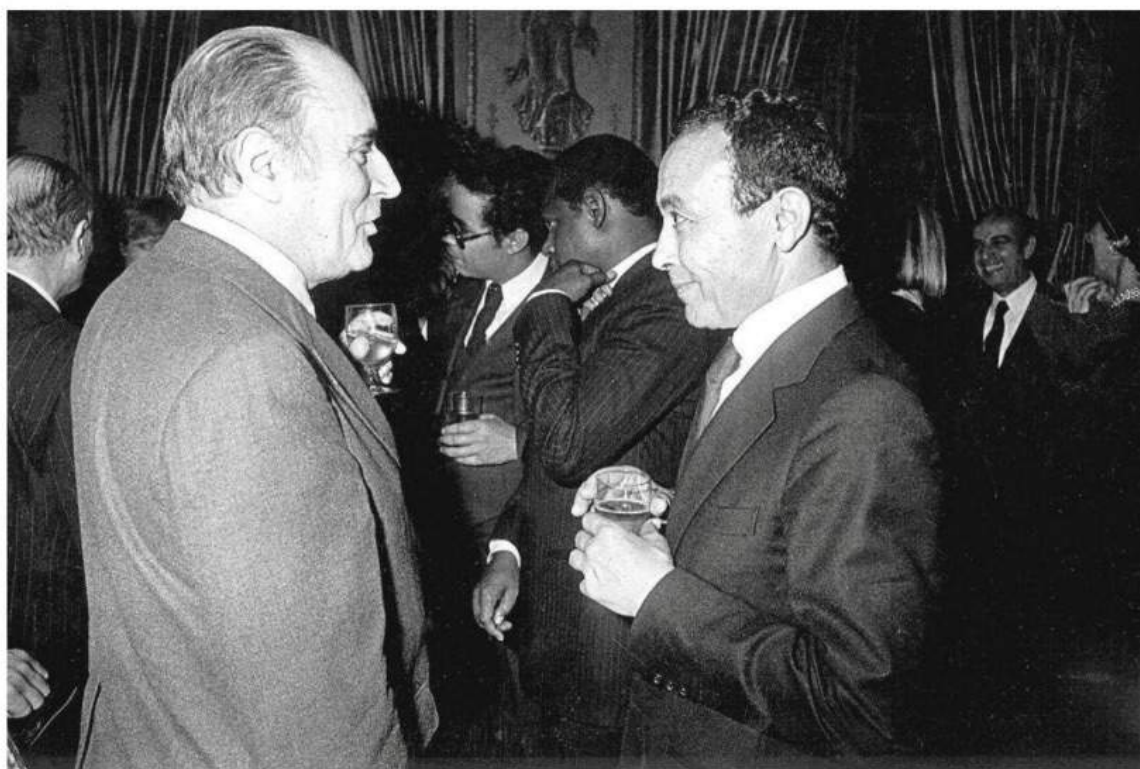
Des chefs d'État, bien sûr, il en a fréquenté beaucoup. Les Tunisiens Bourguiba et Ben Ali, logiquement, figurent au nombre des plus proches même si ni l'une ni l'autre de ces relations ne fut un long fleuve tranquille. Mais l'ami le plus cher et le plus fidèle est l'Ivoirien Alassane Ouattara. BBY se souvenait parfaitement de sa première rencontre avec celui qui était alors un haut cadre de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Le journaliste, qui se considérait comme « son frère aîné », aimait souligner les points communs qui l'unissaient à son ami, marié comme lui « à une Blanche » et chez qui il assurait avoir décelé au premier regard « la stature d'un chef d'État ». Il prenait plaisir à évoquer cette « amitié sans nuage » que rien, pas même l'accession au pouvoir d'ADO, n'a jamais troublé : « Il est l'un des rares hommes politiques africains à être un démocrate et à se comporter comme tel. Il ne m'a jamais →

HOMMAGE



ARCHIVES JEUNE AFRIQUE

BBY (de dos) et ses collaborateurs Sennen Andriamirado, Siradiou Diallo, Abdelaziz Dahmani et Amin Maalouf (de g. à dr.) face à Léopold Sédar Senghor, en janvier 1979.



ARCHIVES JEUNE AFRIQUE

Chez lui, avec le président français François Mitterrand, en novembre 1981.

→ fait la moindre observation sur *Jeune Afrique*, même quand il n'était pas d'accord.»

Une réserve que n'ont pas affichée tous les dirigeants africains qui croisèrent la route de BBY. Avec Houphouët, Abdou Diouf, Ben Ali, Omar Bongo Ondimba ou Abdoulaye Wade, les rapports ne furent pas toujours faciles. Avec Bokassa, Hissène Habré, Idriss Déby Itno ou Kadhafi – dont BBY qualifiait les grands discours panafricains de « fumisterie » –, ils furent inexistantes. Il croisa aussi les présidents français : Giscard, froid et distant, le laissa de marbre tandis que Jacques Chirac ne lui inspirait, c'est un euphémisme, aucune affection. Déçu par François Hollande, il portait un regard intéressé et curieux sur un Emmanuel Macron si jeune et si éloigné de ses références qu'il avait parfois du mal à le cerner.

Restait François Mitterrand, dont BBY niait qu'il fut un véritable ami mais avec lequel il entretenait une relation suivie au long de ses deux mandats. Le premier président socialiste de la V^e République avait tenté de gagner le soutien de JA en 1981. « Il avait littéralement jeté ses filets sur moi, pour me charmer. J'allais le voir à l'Élysée sans cravate, après avoir rangé ma bicyclette dans la cour », se souvenait Béchir Ben Yahmed.

Michel Rocard, autre figure du socialisme français, fut en revanche un véritable ami, même si le lien finit par se rompre. Le fondateur de *Jeune Afrique* l'admettait sans mal : il fonctionnait par coups de cœur et ruptures successifs, capable de rompre « pour des raisons symboliques ou secondaires ». Ce fut le cas avec Mohamed Masmoudi, avec l'avocat Jacques Vergès, avec le journaliste Guy Sitbon ou avec l'homme d'affaires Vincent Bolloré. « On me dit susceptible, mais

En 1981, Mitterrand tente de gagner le soutien de JA. « Il avait littéralement jeté ses filets sur moi, pour me charmer », s'amusait BBY.



Avec ses plus proches amis, Dominique et Alassane Ouattara, et Jean Daniel, fondateur du *Nouvel Observateur*, lors d'une soirée de *La Revue*, à Paris, le 6 mai 2010.

il m'est arrivé d'être trahi », se justifiait-il quand on l'interrogeait sur la dureté avec laquelle il pouvait évoquer des êtres qui, un temps, avaient partagé son intimité. Il assurait d'ailleurs que la valeur d'une personne – il disait plutôt « d'un homme » – se révélait à la façon dont celle-ci quittait une entreprise, un ami ou un amour.

Graphologie

Son recours immodéré à la graphologie étonnait aussi ceux qui le côtoyaient. Il faisait analyser les notes manuscrites des chefs d'État ou des candidats qui postulaient à JA. Et lorsqu'on s'étonnait qu'un esprit apparemment si cartésien pût se fier à une telle pratique, il admettait en riant : « En fait, je ne crois aux analyses graphologiques que quand elles sont mauvaises. » Il assurait d'ailleurs que celle de Laurent Gbagbo, réalisée en 2006, avait été accablante, révélant « un ego surdimensionné et une personnalité de type paranoïaque ».

Cette façon très personnelle et revendiquée de provoquer ses interlocuteurs afin de les jauger n'avait naturellement pas valu que des amis à Béchir Ben Yahmed. Tout au long de son histoire, JA fut même la cible de plusieurs attentats, dont quatre – en 1961, 1978, 1979 et 1986 – d'une certaine gravité. Les premiers étaient l'œuvre de l'extrême droite française,

les derniers furent très certainement téléguidés par la Libye du colonel Kadhafi, qui n'appréciait pas les réticences que l'hebdomadaire affichait à son égard.

Pas le moins du monde intimidé, BBY continuait à suivre le chemin qu'il s'était fixé en 1960 : faire « un journal pour un continent », s'affranchir de la barrière qu'avait longtemps constitué le Sahara pour parler à l'Afrique tout entière et porter sa voix, sans se cantonner au rôle de média tunisien, maghrébin ou arabe. Il estimait y être parvenu et ne cachait pas qu'il s'agissait de sa principale fierté.

Pour bâtir ces projets, BBY s'appuyait sur quelques certitudes fortes qui, parfois, déroutaient. La cause palestinienne, en particulier, lui tenait à cœur mais ne l'amenait pas à afficher d'hostilité envers Israël, à rebours d'une bonne partie de l'opinion arabe. « J'ai vu comment vivaient les Juifs de Djerba, expliquait-il. J'ai vu ce qui leur était arrivé pendant la Seconde Guerre mondiale, de cela découlait la nécessité pour eux de trouver un endroit où ils se sentent chez eux. Et puis, beaucoup de Juifs nous ont aidés dans notre lutte pour l'indépendance... ». Autant d'expériences qui l'amenaient à se définir comme « philosémite », tout en s'indignant de la politique ségrégationniste pratiquée par les coalitions de droite au pouvoir à Tel Aviv.

Son rapport aux grandes puissances occidentales et sa fascination pour les pays « émergents » conditionnaient aussi sa lecture du monde et étonnaient parfois. « Quand les Chinois ont fait exploser leur bombe atomique, en 1964, j'ai écrit un éditorial d'approbation, racontait-il. Pour la première fois, une puissance non blanche arrivait presque toute seule au nucléaire militaire par sa technologie. Tous mes amis français, dont le socialiste Alain Savary, m'ont dit : "Comment, vous, Béchir, pouvez-vous écrire cela ?" Et pourtant, c'est ce que je ressentais et ce que ressentait tous les peuples du tiers-monde. Que la Chine soit communiste ou non, ce n'était plus le problème. Elle faisait notre fierté. Et ça, c'est impossible à faire comprendre à un Européen. » De cela aussi, il était capable de plaisanter : « Que voulez-vous, j'ai des complexes d'ancien colonisé, c'est mon histoire... »

Son histoire toujours, son histoire surtout, celle de la Tunisie, sur laquelle il garda jusqu'au bout un regard attentif, tendre et volontiers critique. Dix ans après la révolution qui avait provoqué la chute de Ben Ali, il ne pouvait que constater à quel point le pays était enlisé, peinant à faire émerger les personnalités capables de lui donner un nouvel élan. Le président Kaïs Saïed, qu'il avait rencontré pour la première fois lors d'un dîner officiel organisé en juin 2020 à l'Élysée, lui avait fait bonne impression. Il suivait ses premiers pas au pouvoir avec intérêt.

Vie éternelle

« Je suis et je me sens Tunisien », répétait-il, même s'il s'était résolu, après plusieurs décennies, à demander aussi la nationalité française afin de limiter les tracasseries administratives. « Je n'ai jamais voté en France et je n'y voterai jamais, s'empressait-il de préciser. Quand on me dit : "Monsieur, vous êtes d'origine...", je réponds : "Non, je suis Tunisien, pas d'origine". »

À 80 ans passés, alors que JA atteignait le demi-siècle, il avait passé la main à un trio composé de ses fils, Amir et Marwane, et de François Soudan, le directeur de la rédaction. Continuant à livrer ses éditoriaux, les fameux « Ce que je crois », il s'était peu à peu éloigné du journal pour se lancer, en 2003, dans ce qu'il présentait comme son ultime projet : *La Revue*.



Béchir et Danielle Ben Yahmed avec le président Senghor, à Paris, le 9 octobre 1988.

JEAN-MICHEL TURPIN POUR JA

Dix ans plus tard, ce bimestriel n'a pas atteint les grandes ambitions que son fondateur lui avait fixées mais il approche de son centième numéro. Fidèle à une ligne éditoriale résumée en quelques phrases comme « le centre du monde est partout » ou « le monde tel que vous ne l'avez jamais lu », le magazine balaie l'actualité internationale avec, de l'aveu même de BBY, une tendance à privilégier des sujets reflétant ses propres centres d'intérêt. La politique américaine. La montée des grands pays émergents. Les énergies alternatives et la voiture électrique. L'histoire du XX^e siècle. L'islam politique. L'Iran et les monarchies du Golfe. La Tunisie, naturellement...

JA, pendant ce temps, vivait sa vie sans lui, et si le magazine n'était plus celui qu'il avait fondé en 1960, il disait ne pas en concevoir de regret. « Mes fils ont désormais tous les pouvoirs, disait-il. Naïtra de leur réflexion un

autre *Jeune Afrique*. » Tout juste se permettait-il de leur livrer un ultime conseil, adapté de la célèbre Prière de la sérénité : « Avoir la volonté de changer tout ce que l'on peut changer, la sagesse d'accepter ce que l'on ne peut pas changer, l'intelligence de faire la distinction entre ce que l'on peut changer et ce que l'on doit accepter. »

Mystique, BBY ? « Je suis de culture musulmane. Je connais le Coran. Je sais qui est le Prophète. Je sais ce qu'est l'islam, j'ai été élevé dans cette religion. J'ai été croyant et pratiquant. Je ne le suis plus. Aujourd'hui, je me qualifierais d'agnostique », expliquait-il. Et s'il disait s'être détourné de la prière, n'avoir aucunement l'intention de partir en pèlerinage à La Mecque et croire de moins en moins en la vie éternelle, il confessait : « Je n'ai pas pour autant complètement perdu confiance. Je ne suis pas absolument sûr qu'il n'y ait rien "après". » ●



ARCHIVES JEUNE AFRIQUE

RÉCIT Comment je suis devenu journaliste

Dans cet extrait du recueil *Ce que je crois. Les années d'espoir : 1960-1979*, le patron de *Jeune Afrique* raconte la manière dont, jeune militant nationaliste, il est entré dans le monde de la presse. Ses modèles : Hubert Beuve-Méry et Albert Camus.

Si vous me posez la question : comment et pourquoi suis-je devenu journaliste et éditorialiste, je vous répondrai que je ne le sais pas moi-même très bien. Cela m'a pris vingt-quatre heures et sans que j'y réfléchisse vraiment, alors que je finissais mes études à l'école des Hautes études commerciales (HEC) et à Sciences-Po. Je l'ai d'abord fait tout en militant pour l'indépendance

de mon pays, la Tunisie, et non moins clandestinement.

Sans rien dire à personne, et sans prévoir la suite, j'ai commencé à envoyer, de Paris, à un quotidien de Tunis, *Le Petit Matin*, un câble quotidien de mille mots environ intitulé pompeusement « Écoutes tunisiennes », de notre correspondant particulier à Paris... Je signalais d'un pseudonyme, Arthur Jeff. Le directeur du journal, Simon Zana, homme

réputé pour sa pingrerie, reçut le premier envoi sans en connaître la provenance. Il n'avait rien à payer, même pas le coût du télégramme (heureusement très faible à l'époque) que l'apprenti journaliste sortait de sa poche d'étudiant. Il le publia en première page, en bas à droite, et « Les Écoutes tunisiennes » parurent dès lors quotidiennement pendant des mois. Et moi, à Paris, je faisais des kilomètres pour aller acheter ce journal dans un

HOMMAGE



Avec Hubert Beuve-Méry, le fondateur du journal *Le Monde*. Au siège de JA, alors situé avenue des Ternes, à Paris, dans les années 1970.

kiosque de Montmartre où *Le Petit Matin* était en vente, avec un jour de décalage, afin de lire ma prose imprimée.

La Tunisie et les Tunisiens étaient alors en pleine lutte pour l'indépendance, à quelques mois d'obtenir, dans une première étape, l'autonomie interne. Le « correspondant particulier » du *Petit Matin*, Arthur Jeff, y contribua à sa manière.

« Créer à partir de rien »

Toute la classe politique, y compris les autorités françaises et... Bourguiba, exilé et isolé dans une île de la Méditerranée (La Galite), s'interrogeait sur le journaliste, dont l'identité demeurait pendant des semaines ignorée de tous (le directeur du quotidien, qui n'en savait pas plus que les autres, faisait l'important et le mystérieux...).

Vinrent l'autonomie interne de la Tunisie, les négociations, puis, dans la foulée, l'indépendance. Lancé dans le journalisme sans l'avoir



Sa carte de presse, délivrée en 1954, et dont il ne se séparait jamais.

vraiment voulu, et dans la politique du fait des circonstances, je décidai – inconscience de la jeunesse ! – que je serais, sans apprentissage aucun ni échelon intermédiaire, directeur de journal. Je démissionnai du poste ronflant (et bien payé) de directeur de cabinet et de porte-parole de la délégation qui négociait à Paris l'autonomie interne de la Tunisie, rentrai au pays et me lançai à corps perdu, en plein mois de ramadan, dans l'aventure qui consiste à créer un hebdomadaire à partir de rien. Le premier numéro parut le 25 avril 1955 sans maquettiste ni correcteur, car ni le rédacteur en chef, Mohamed Ben Smaïl, ni moi ne savions qu'il en fallait. Le même jour s'ouvrit la conférence de Bandung, en Indonésie, et, à Paris, intervint la signature de l'autonomie interne de mon pays. Pouvait-on rêver meilleure coïncidence ?

Le directeur d'un journal n'est-il pas, fort naturellement, le signataire de l'éditorial ? Je me mis donc à rédiger des éditos en imitant Claude Bourdet, Hubert Beuve-Méry et... Albert Camus. Moins d'une année plus tard, les événements s'étaient accélérés : la Tunisie passait de l'autonomie à l'indépendance. Le 11 avril 1956, Habib Bourguiba, dont j'avais été en 1954 à Paris, où il était alors assigné à résidence, le secrétaire et, dans ma propre voiture, le chauffeur, devint chef du gouvernement (contre mon avis : je lui recommandais de rester, comme Mao Zedong, au-dessus de l'exécutif). Le lendemain, toujours contre mon avis (car je voulais rester journaliste et militant), il me nomma ministre bien que je n'eusse que 27 ans : logique, puisque j'étais le

seul directeur de journal du pays ou presque.

Je choisis de cumuler les deux fonctions : directeur d'un journal indépendant et membre du gouvernement. Le clash né de la contradiction entre les deux fonctions arriverait près de deux ans plus tard et je choisirais alors le journalisme. Définitivement, sans que la politique, elle, pendant plus de vingt ans, renonce complètement à moi... J'ai donc été directeur de journal très jeune, non pas par mes mérites, mais du fait des circonstances. Je suis devenu ministre très jeune par la conjonction du hasard et de la nécessité.

Visite paternelle

Une semaine après ma nomination comme membre du gouvernement, mon père me rendit visite au ministère sans s'annoncer : ce fut la première et la dernière fois. Il s'assit en face de moi – qui étais mal à l'aise de le voir dans cet univers qui n'était pas le sien –, parla quelques minutes de tout et de rien, puis, me regardant dans les yeux, dit : « Un conseil, mon fils : ne reste pas longtemps dans cette fonction, même et surtout si tu lui trouves des côtés flatteurs. Un ministre n'est qu'un politicien ou un très haut fonctionnaire... Vivre de l'État n'est pas ce qu'on peut faire de mieux. »

Puis il se leva et partit, me laissant si interloqué que je ne pensai même pas à le raccompagner. Je précise que, comme la plupart des hommes de cette génération, il savait à peine lire et écrire. Je ne suis pas sûr que, lorsque dix-huit mois plus tard j'ai donné ma démission, le souvenir de cette phrase n'ait pas compté dans ma décision. ●

ARCHIVES

« Monarques sans le titre »

En signant, en octobre 1961, dans son hebdomadaire *Afrique Action*, cet éditorial intitulé « Le pouvoir personnel », qui visait la dérive autoritaire de Bourguiba, Béchir Ben Yahmed s'attira les foudres du président tunisien. Un texte qui, aujourd'hui encore, pourrait s'appliquer à nombre de dirigeants africains.

On prête à Farouk, alors roi d'Égypte, ce mot devenu célèbre : « Bientôt il n'y aura plus que cinq rois : les quatre rois du jeu de cartes et... le souverain anglais. »

Que Farouk l'ait faite dans un moment de lucidité, ou qu'elle soit due à un humoriste égyptien, l'observation n'est vraie qu'en apparence. Certes, depuis la guerre surtout, les monarchies tombent une à une par paquets comme des feuilles d'automne. Les peuples, visiblement, n'acceptent plus, au XX^e siècle, d'être gouvernés – ou représentés – par un homme que rien n'impose que la naissance. On s'insurge contre « le droit divin » et les hommes « qui ne se sont donné que la peine de naître ». Mais, dans la plupart des cas, on ne se libère pas du sentiment monarchique. Dans le cœur de chaque républicain, il y a un monarchiste qui sommeille, c'est bien connu. On refuse un roi imposé par la naissance, mais on brûle du désir de choisir un maître ou d'avoir l'impression de le choisir.

Les hommes et les foules ont une sorte de besoin irrationnel et permanent de s'en remettre et de se donner à quelqu'un. Et, dans une nation, ce quelqu'un se trouve toujours là pour les prendre. On assiste donc, au XX^e siècle, non pas à l'abolition de la monarchie mais à sa transformation en un pouvoir qui ne s'en distingue guère que par deux traits : il n'est pas donné par la naissance, il se prend (et, par conséquent, doit se garder) ; il ne se transmet pas et, par

conséquent, pose en permanence le problème de sa succession. C'est le pouvoir personnel, détenu par des hommes qui sont des présidents de Républiques mais qui sont, en fait, des monarques, sans le titre.

Toutes les forces rivales sont alors disloquées, subjuguées ou éliminées : le pouvoir judiciaire, une assemblée délibérante, des syndicats ou partis politiques, la presse continuent d'exister, mais leur liberté d'action n'existe plus. Leur prestige et leur autorité déclinent jusqu'au néant.

« —————
**Ce régime bâtard
est condamné à évoluer,
à se transformer.
La pente savonneuse
de la dictature est là pour
le conduire à sa perte.** »

Ils ne constituent plus que des instruments d'appoint du pouvoir, qui s'adresse au peuple sans intermédiaire. Tout converge vers le détenteur du pouvoir qui, seul, existe, décide, s'exprime en même temps qu'il exprime le pays et l'incarne.

Dans l'orbite du pouvoir on bénéficie d'une certaine considération, on joue un rôle. En dehors, on n'a aucune présence. La police n'est pas toute puissance, mais omniprésente. La détention sans jugement existe, mais elle est surtout utilisée comme

un moyen d'intimidation. Tout le monde peut être arrêté, mais les prisons ne sont pas pleines. C'est dire que le pouvoir personnel n'est pas la dictature, qui, le plus souvent, n'est que l'hégémonie totalitaire d'une catégorie de la population sur toutes les autres et qui, de ce fait, secrète sa propre destruction. Non ! Le pouvoir personnel, même s'il tend vers la dictature lorsqu'il perd l'adhésion populaire, procède du consentement de la majorité et se fonde sur l'union nationale. [...]

Parce qu'il est efficace quand l'homme qui le détient, par sa vigilance, son art de l'équilibre, son intuition permanente de la volonté populaire, sait maintenir le compromis ; parce que la démocratie a trop souvent mené des pays à l'impuissance, à l'instabilité et au chaos ; parce qu'il est plus supportable que la dictature contre laquelle il constitue quelquefois un rempart, le pouvoir personnel est aujourd'hui le type de pouvoir le plus répandu et qui représente, sur une courte période, d'apparentes réussites.

Servilité

Sur une courte période, mais après ? L'Histoire offre trop d'exemples de pouvoir personnel mué, au premier signe de lassitude, au premier choc, en dictature catastrophique pour ceux qui la subissent et pour celui qui la pratique, pour que nous, Africains, ne réfléchissions pas au devenir des pouvoirs que nous avons acceptés. Parce que le pouvoir personnel est tenu par un homme, il est frappé du



ARCHIVES JEUNE AFRIQUE

Tunis, juillet 1957. Habib Bourguiba (à g.) et ses ministres Ahmed Mestiri (à dr.) et BBY (lunettes noires). Ce dernier démissionnera en septembre 1957.

sceau de la fragilité et de la précarité. Parce qu'il développe l'orgueil et le mépris chez celui qui le détient, la docilité et la servilité chez les autres, il est en lui-même une menace pour la santé morale d'un pays. Parce qu'il ne suscite pas l'information juste, la réflexion et la discussion, il peut aisément se désorienter au sens propre du terme. Enfin et par-dessus tout, parce que sa succession n'est ni réglée ni préparée, il voue le pays qui y a été habitué à ce désarroi qui

n'a pas épargné l'Union soviétique elle-même au lendemain de la mort de Staline.

Homme exceptionnel

Les structures d'un pays ou sa situation particulière peuvent appeler ou faciliter l'installation du pouvoir personnel que, seule, la présence d'un homme exceptionnel rend possible. Il n'en demeure pas moins que c'est un régime bâtard qui ne peut « s'installer ». Il est condamné à évoluer, à

se transformer : la pente savonneuse de la dictature est là qui l'attire pour le conduire à sa perte. À l'autre bout, la côte ardue, difficile, qui, contre sa nature, peut mener le pouvoir personnel à créer ou à laisser se créer, progressivement, les structures et les institutions démocratiques qui prendront sa relève. Cette transformation, on ne peut l'entreprendre pacifiquement s'il ne l'accepte, mais on ne peut concevoir qu'il en prenne l'initiative si on ne le lui demande. [...] ●

Houphouët, le Bon Dieu et ses saints

Peu avant son décès, BBY mettait un point final à ses Mémoires, à paraître en 2021. En voici un extrait, en exclusivité.

Il aura occupé la scène africaine de l'époque coloniale jusqu'à la fin de sa présidence [en 1993], et sera resté au pouvoir trente-trois ans.

Au temps de sa splendeur, de 1960 à 1978, Houphouët ignore d'abord puis combatit *Jeune Afrique*. Nos relations ne s'étaient pas engagées sous les meilleurs auspices. Il était viscéralement anti-arabe, anti-musulman et anticomuniste (dès que l'on était un tant soit peu de gauche, on passait pour communiste à ses yeux). Il me considérait donc comme un crypto-communiste, arabe, musulman et un peu blanc : autant dire que je n'avais aucune chance de devenir l'un de ses proches. De la même manière, il détestait Sankara, en qui il voyait un gosse mal élevé, pris en main par les communistes et les Arabes.

Même avec le recul, je ne peux admirer Houphouët sans réserve. D'abord, je n'approuvais pas sa gestion. Alors que nous pensions que l'économie gagnait à être diversifiée, lui misait tout sur l'agriculture et ne chercha à aucun moment à industrialiser la production de chocolat. Ensuite, il avait un étrange rapport

aux Français. Il pensait profondément que les Noirs, lui excepté, ne valaient rien, et que, si l'on voulait développer son pays, il fallait faire venir des Blancs. « Ils sont cinquante mille, ce n'est pas assez. Il en faut plus », me soutenait-il de sa voix nasillard.

J'éprouvais un malaise à l'entendre raisonner ainsi, à le voir s'installer dans cette vision. Il éduquait la population, mais n'africanisait pas son pays. Avait-il un problème avec Air Afrique ? Il appelait Michel Rocard, le Premier ministre français : « Envoyez-moi quelqu'un. » Ce fut, en l'occurrence, Yves Roland-Billecart, un inspecteur des finances, qui mena cette compagnie au désastre parce qu'il ne connaissait presque rien aux règles du transport aérien.

Certes, il n'y eut guère d'assassinat politique sous Houphouët. Sans doute avait-il peur de commettre un péché capital. Il n'empêche, il fit arrêter et, parfois, torturer nombre de ses concitoyens. Quand le complot dont on accusait Diabaté et ses compagnons se révéla imaginaire, Houphouët les libéra, les réintégra à leur poste, mais ne s'excusa même pas*.



* En 1963-1964, des dizaines d'hommes politiques et d'intellectuels, accusés de conspiration contre l'État, furent arrêtés et emprisonnés. Parmi eux, Lamine Diabaté (1927-2007), qui sera ministre de l'Économie et directeur de la BCEAO.

Il était d'un cynisme inouï. Un jour, il exigea de moi que je persuade Siradiou Diallo, mon rédacteur en chef, de rentrer en Guinée. C'était l'envoyer à une mort certaine! « Je ne peux pas faire ça et vous non plus, lui objectai-je. – Si, si vous pouvez, vous êtes son patron. » Sékou Touré le lui avait demandé, et il avait quelque chose à obtenir en contrepartie.

Les relations entre ces deux chefs d'État n'étaient pourtant pas un chemin pavé de roses. Un jour, Houphouët s'était entretenu avec Sékou Touré, à la frontière entre leurs pays. Ils étaient en désaccord et s'étaient séparés fâchés. En partant, le premier avait lancé au second : « C'est heureux que je puisse rentrer chez moi! »

...

En 1978, le directeur de la communication d'Houphouët, Roger Perriard, m'invita à Abidjan pour me présenter au président ivoirien. « Je sais quelles sont vos réticences réciproques, mais j'aimerais que vous vous connaissiez mieux », me dit-il. Houphouët nous avait traînés en justice, interdits... Il était allé jusqu'à demander à tous les pays d'Afrique de l'Ouest d'en faire de même, prêtant son avion à son ministre Laurent Dona Fologo pour qu'il aille convaincre ses pairs.

Poussé par la curiosité, je finis toutefois par céder et me rendis à Abidjan avec ma femme, non sans avoir averti Perriard que je n'accepterais ni cadeaux ni argent de la part du président. Réputé corrupteur, il avait pour habitude de distribuer à ses hôtes des lingots d'argent ou d'or.

Danielle et moi fûmes très bien reçus pendant trois jours, au cours desquels Houphouët me consacra des dizaines d'heures, se racontant, se livrant, déployant des trésors de séduction. Une fois, il me retint jusqu'à trois heures du matin. Il parlait, parlait, m'expliquait toute sa stratégie. Il avait manifestement besoin de s'épancher auprès de quelqu'un dont il avait l'impression d'être compris.

Au fil de nos discussions, je découvrais en Houphouët un homme qui avait une doctrine, une pensée. Bonne ou mauvaise, elle était là, structurée. Il avait des certitudes absolues et n'en démordait pas. « Les Blancs nous méprisent, mais, tout en le sachant, j'ai les meilleures relations du monde avec eux », disait-il, et cela dictait son attitude vis-à-vis du régime de l'apartheid. « Vous ne me comprenez pas. Les dirigeants sud-africains sont très puissants, on ne peut pas les combattre et gagner. Nous, les Noirs, on ne sait pas faire la guerre. Je veux essayer le dialogue avec eux, pour en obtenir quelque chose. » C'était sa manière de faire, similaire à celle de certains Palestiniens avec les Israéliens.

« Moi, je n'ai pas besoin d'argent. Je suis né riche. J'ai mille tonnes d'or », m'avait-il aussi asséné lors de

nos causeries. Ce qui ne l'avait nullement empêché d'instaurer à son profit une taxe sur toutes les exportations de la Caisse de stabilisation. Il possédait de grands domaines, transférait de l'argent de l'État vers sa cassette personnelle, s'enrichissait. Il finit tout de même par donner l'un de ses biens parisiens, l'hôtel de Masseran, à l'État ivoirien, au cours de sa dernière année au pouvoir.

De manière tout aussi péremptoire, il me lança un jour : « Habib Bourguiba? Il est né à peu près à la même date que moi, au début du XX^e siècle. Mais il mourra avant moi, c'est le médecin qui vous le dit. – Comment en êtes-vous aussi certain? – Il a été pauvre et mal nourri dans son enfance, alors que moi, dans mon enfance, j'étais riche et bien nourri. »

Bourguiba est mort ans sept après le président ivoirien. Le médecin Houphouët avait tout simplement oublié l'hérédité : les Bourguiba meurent centenaires.

...

En 1983, il fit une petite erreur de communication. Dans une interview qu'il avait accordée à Siradiou Diallo pour *Jeune Afrique*, il avait critiqué les Blancs et les Occidentaux, livrant le fond de sa pensée. Il était malade, et nous étions de nouveau en froid. J'avais écrit un article sur l'apartheid qui ne lui avait pas plu.

« Le président Houphouët vous appelle », m'annonce-t-on un matin à *Jeune Afrique*.

« Il ne m'a jamais téléphoné, ce n'est pas son genre. Vous êtes sûr? » dis-je, incrédule, à mon interlocuteur.

« Oui, il est lui-même en ligne. »

Je prends le combiné. Cette voix nasale, reconnaissable entre mille! « Je m'adresse au Bon Dieu, car mieux vaut s'adresser à lui qu'à ses saints. J'ai donné une interview à Siradiou, je le reconnais, c'est bien la mienne, j'ai le texte sous les yeux. Mais je voudrais que vous usiez de votre influence pour que cette interview ne passe pas. Je vous le demande comme un service. »

« Je ne le peux qu'avec l'accord de Siradiou. Il est là, je vais lui poser la question. »

Siradiou accepta de la retirer. Il en avait donné le texte à l'un de ses amis, qui s'était empressé de le communiquer à Houphouët.

...

En 1987, alors que *Jeune Afrique* était interdit en Côte d'Ivoire, Jacques Foccart intervint en notre faveur auprès d'Houphouët. Il me rapporta que ce dernier était entré dans une colère homérique, et qu'il n'avait jamais eu un accrochage aussi violent avec lui. « De quoi vous mêlez-vous? Vous ne comprenez rien! Ce sont des affaires entre Africains! » avait hurlé Houphouët.

« —
**“Les Blancs nous
 méprisent, mais, tout
 en le sachant, j'ai les
 meilleures relations
 du monde avec eux”,
 me disait-il.** »

Deux ans plus tard, Houphouët appela Alassane Ouattara, alors gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). « J'envisage de faire lever l'interdiction de *Jeune Afrique*, mais je ne sais pas si c'est une bonne idée. Béchir est-il votre ami ? »

Alassane eut le courage de répondre oui.

« Vois ce Ben Yahmed, et fais-moi un compte rendu. Je voudrais savoir pourquoi il est contre moi. »

C'était ce qu'il s'imaginait. Mobutu, lui aussi, m'avait envoyé son directeur de cabinet, Barthélémy Bisengimana, avec cette question : « Pourquoi êtes-vous contre moi ? » Toute critique journalistique était interprétée ainsi...

Ouattara dîna avec Siradiou Diallo et moi, puis appela Houphouët à 23 heures : « Il n'est pas contre vous. – Ah bon, tu es sûr ? – Absolument. *Jeune Afrique* a des désaccords avec certains aspects de votre politique, comme votre position sur l'apartheid, sur l'islam ou sur le communisme. Mais, en même temps, beaucoup de considération pour votre personne et, à quelques réserves près, votre politique économique. » C'était la plus stricte vérité. Le lendemain, l'interdiction était levée.

...

Houphouët voulut être chef jusqu'au bout. Même en sachant qu'il avait un cancer et qu'il allait en

mourir, il ne mit d'ordre ni dans ses affaires personnelles, ni dans celles de l'État. Son argent disparut complètement. Pillé à droite et à gauche. Évapouré. Il laissa néanmoins une succession légale à Henri Konan Bédié, à propos de qui il avait confié à notre ami commun Serge Guetta : « Bédié, c'est comme moi », ce qui pouvait accréditer la thèse selon laquelle ce dernier était son fils naturel. Quoi qu'il en soit, il n'était pas capable d'imaginer qu'après lui le pouvoir

échappe aux Baoulés. En ce sens, Houphouët n'était pas un homme d'État.

Sentant venir sa fin, il rentra de Suisse, où il se soignait depuis des mois, tenant – c'est tout naturel – à mourir dans son pays. Il s'éteignit le 7 décembre 1993 à l'aube. Georges Ouégnin, son directeur du protocole, avait assisté à son agonie. À peine Houphouët avait-il rendu son dernier soupir qu'il avait averti Foccart, dont il était les yeux et les oreilles en Côte d'Ivoire.

Sachant que je suis un lève-tôt et que l'information m'intéressait, ce dernier m'appela à six heures du matin pour me l'annoncer.

J'apprendrais plus tard que, se voyant mourir, Houphouët avait dit à son Premier ministre, Alassane Ouattara : « Je vous en conjure, pas deux présidents en même temps ! » Il ne voulait pas qu'on l'enterme avant l'heure et que le processus de succession soit mis en place avant sa mort. ●

« —————
**Houphouët voulut être
 un chef jusqu'au bout.
 Même en se sachant
 atteint d'un cancer, il
 ne mit pas d'ordre dans
 les affaires de l'État.**
 ————— »

« Je n'ai jamais senti en moi aucune forme de racisme »

« J'ai eu la chance, tout au moins me semble-t-il, de naître de parents musulmans mais non fanatiques, pratiquement dépourvus d'instruction et qui, de ce fait, tenaient à ce que leurs enfants fissent des études. Ils en avaient heureusement (tout juste) les moyens.

Mon peuple était, de nom, un protectorat français, en fait une colonie de peuplement. J'ai donc connu, tout jeune, l'oppression, l'injustice et l'humiliation ; j'ai même vécu quelque

chose qui ressemblait à l'apartheid. Cela vous ouvre les yeux et vous apprend à comprendre ce qu'il se passe autour de vous, cela vous vaccine. Mais ma plus grande chance, je crois, fut d'avoir été élevé dans le respect de l'autre et de n'avoir jamais senti en moi ni l'antisémitisme ni aucune forme de racisme. Je n'ai donc pas eu à m'en libérer.

J'ai toujours eu une assez grande facilité à me mettre à la place de qui est en face de moi, partenaire ou adversaire, et

j'ai cultivé systématiquement ce trait, me posant souvent la question : à sa place, que ferais-je ? Penserais-je, agirais-je différemment de lui (ou d'elle) ? Et s'il (ou elle) avait raison ?

Sur ce socle, si pour vous l'Humanité est à la fois assez diverse, à des stades d'évolution différents, mais une, si vous n'avez aucun intérêt particulier à défendre, ni aucune chapelle à protéger, si vous vous employez, votre vie durant, à préserver votre indépendance matérielle

et d'esprit, si vous bannissez la peur, si vous luttez en permanence contre les préjugés ou la mode intellectuelle, qui en est une variante, si vous allez jusqu'à reconnaître vos torts et vos erreurs ainsi que ceux des vôtres, vous vous mettez dans une situation où vous ne vous trompez que si l'un des facteurs d'une situation vous a échappé ou bien si vous l'avez surévalué ou sous-estimé. » ●

Extrait du recueil
*Ce que je crois. Les années
 d'espoir : 1960-1979.*

HOMMAGE



BRUNO LEVI POUR JA

À Jeune Afrique, le 19 octobre 2010.

TASIAST

عامل منجمي مسؤول في موريتانيا

OPÉRATEUR MINIER RESPONSABLE EN MAURITANIE
A RESPONSIBLE MINING OPERATOR IN MAURITANIA



Avec le Projet d'Expansion de Tasiast, nous améliorons la valeur de notre entreprise

Le Projet 24 k, c'est :



150 millions de dollars d'investissement

Un faible coût en capital lié à l'optimisation des installations existantes



Une capacité de traitement de 24,000 tonnes de minerai d'or par jour

Une production estimée à 563,000 onces d'or par an dès 2023



Une capitalisation sur les acquis de l'expérience de la Phase Une du Projet d'Expansion



Une durée de vie prolongée de la mine

KINROSS

Tasiast

KINROSS Tasiast

ENTRETIEN

ANDREAS MITTLER

Président du conseil d'administration
de Tasiast Mauritanie Limited S.A



IL A ÉTÉ SOULIGNÉ RÉCEMMENT QUE KINROSS A INVESTI PLUS DE 2,8 MILLIARDS DE DOLLARS US POUR FAIRE DE TASIAST UNE MINE DE CLASSE MONDIALE. À QUOI CORRESPONDENT CES CHIFFRES ?

Il s'agit du cumul des investissements réalisés depuis 2010.

Dès l'acquisition de Tasiast, nous avons augmenté les capacités de production. À l'usine de traitement, nous avons notamment installé un des plus gros broyeurs en Afrique et les équipements annexes : un système informatique de contrôle très performant, un champ de pompage d'eau saumâtre, des installations d'osmose inverse pour désaliniser cette eau, des centrales électriques pour alimenter ce site très isolé.

À la mine, nous avons acheté de très gros camions miniers, capables de transporter 230 tonnes chacun, et les excavatrices lourdes capables de les charger. L'acquisition de ces engins était indispensable pour pouvoir atteindre le minerai situé en profondeur.

Ces activités ont représenté des millions d'heures de travail pour les employés mauritaniens, et s'accompagnent bien sûr du versement d'impôts et de taxes. En dix ans, nous avons ainsi payé près de 950 millions de dollars en taxes, impôts et redevances à l'État.

QUELS SONT LES REVENUS TIRÉS AUJOURD'HUI DE LA MINE DE TASIAST ?

Le chiffre d'affaires a été de 718 millions de dollars en 2020. C'est une belle performance dans le contexte de la pandémie de Covid-19, portée par un prix de l'or particulièrement élevé. Nos investissements ont donc porté leurs fruits et ces revenus ont permis de commencer à rembourser les frais engagés pour développer le site.

CONCERNANT L'EXPANSION DE TASIAST, OÙ EN ÊTES-VOUS DU PROJET 24 K ? QUELS SERONT SES APPORTS ?

Quand **Kinross** a acheté **Tasiast**, l'usine traitait moins de 8.000 tonnes de minerai par jour. Le gisement exige cependant de plus grandes capacités de production pour traiter le minerai

de plus basse teneur de manière économique. Nous en sommes aujourd'hui à 16.000 t/j.

Le Projet 24 k, en cours de construction pour 150 millions de dollars, qui cherche à optimiser les installations existantes, doit porter cette production à 24.000 t/j.

Pour ce qui est des retombées locales, au-delà des fournisseurs directement impliqués, c'est surtout que ce projet permet de prolonger la durée de vie de la mine.

Nous ajoutons 3 années d'exploitation à Tasiast avec toutes les retombées de cette activité sur l'économie mauritanienne.

TROIS ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS VIENNENT D'ÊTRE NOMMÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES FILIALES DE KINROSS EN MAURITANIE. QUELLE EST LEUR CONTRIBUTION ?

Ces administrateurs, tous mauritaniens, choisis sur la base de leurs qualités et compétences ne sont pas des employés de Kinross ni des représentants du Gouvernement. Nous sommes très heureux de pouvoir les accueillir, afin qu'ils puissent apporter leur regard et conseils sur le fonctionnement et les perspectives des filiales de **Kinross** en Mauritanie.

L'ORPAILLAGE EST UN SUJET RÉCURRENT DANS LE SECTEUR MINIER EN AFRIQUE, COMME EN MAURITANIE. CETTE ACTIVITÉ IMPACTE ELLE AUSSI LA MINE DE TASIAST ?

L'orpaillage est un vrai défi et un sujet sensible touchant un grand nombre de pays.

Il permet certes de fournir un revenu à des populations déshéritées, travaillant dans des conditions très difficiles et dangereuses, mais son impact sanitaire et environnemental est souvent terrible et il peut être à l'origine d'une économie parallèle, voire de trafics dont l'État profite peu.

Par ailleurs les orpailleurs ne récupèrent qu'une partie de l'or en surface et leur passage rend difficile, voire impossible, l'exploitation du reste des gisements par les mineurs industriels.

Politique

À l'hôtel Peninsula,
à Paris, le 18 mai.

INTERVIEW

PAUL KAGAME

« Le Rwanda n'est pas une monarchie »

Famille, « Mapping Report », France, droits de l'homme, Centrafrique, Burundi, Ouganda... Le chef de l'État rwandais livre ses vérités.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS SOUDAN ET ROMAIN GRAS

Tchad Tout reste à frères
Côte d'Ivoire Adama Bictogo, un homme au cœur du pouvoir
Tribune Caporaliser les juges est une fausse bonne idée
CPI Karim Khan, une trajectoire africaine

Sénégal Antoine Diome, le « sniper » de Macky Sall
Maroc Le retour « surprise » d'Ilyas El Omari
Tunisie Il court, il court le corona
Algérie Vers une Assemblée new-look



VINCENT FOURNIER POUR JA

« **C**ette fois, je descends dans un hôtel parisien sans risque de voir la police frapper à ma porte ! » C'est avec le sourire et le rappel d'une anecdote trentenaire que Paul Kagame accueille JA dans un salon du Peninsula, en marge du sommet sur les économies africaines, dont il est l'un des hôtes de marque. De passage en France un jour de septembre 1991, après avoir été reçu au Quai d'Orsay, celui qui était alors le chef d'un front de rébellion en lutte contre le pouvoir en place à Kigali était brusquement interpellé à l'aube dans sa chambre d'hôtel, mis en joue et conduit en un lieu inconnu où il sera interrogé pendant vingt-quatre heures avant d'être relâché. S'il n'a rien oublié de ces moments, ni du rôle plus que trouble joué par l'exécutif français avant, pendant et après le génocide des Tutsi, le président rwandais ne se fait guère prier pour reconnaître que tout ou presque a changé dans les relations entre Paris et Kigali. Avec plus de pragmatisme que de sentiment – ce n'est pas le genre de la maison – et une conscience aiguë que, puisque, en la matière, tout procède des rapports de force, rien n'est irréversible, ce chef d'un État que les aléas tragiques de l'Histoire ont fait beaucoup plus grand que sa taille, s'affiche désormais sans réticence aux côtés de son nouvel ami Emmanuel Macron. Aux yeux duquel il n'est rien de moins qu'un *role model* pour le continent africain.

C'est donc un président de 63 ans rasséréné qui nous reçoit. Libertés publiques et individuelles, démocratie, affaire Rusesabagina, relations avec les voisins, intervention en Centrafrique : ce ne sont pourtant pas les sujets de polémique qui manquent et qui tous se concentrent autour d'une personnalité qui semble les aimer, tant il est vrai que, avec lui, c'est *love him or hate him* – on l'adore ou on le déteste.

Paul Kagame répond à sa manière, tranchante ou allusive, c'est selon. Mais il répond toujours.

NDLR : cet entretien a été recueilli le 18 mai à Paris et complété au téléphone depuis Kigali.

Jeune Afrique : Les rapports Muse et Duclert concluent tous les deux à une responsabilité « lourde » de la France mais écartent l'accusation de complicité. La vérité a-t-elle enfin été dite, et toutes les responsabilités ont-elles été établies dans ce dossier ?

Paul Kagame : Ces deux rapports étaient très importants pour les relations entre nos deux pays. Mais il y a différents aspects.

Tout d'abord, je ne sais pas ce que la formule « toutes les responsabilités établies » signifie pour vous. On ne peut pas tout balayer d'un coup. Chaque responsabilité a une importance cruciale. Ensuite, les deux rapports n'arrivent pas à la même conclusion. Le nôtre n'écarte pas la notion de complicité, il soulève juste des questions qui, si elles sont approfondies, aboutiraient à cette conclusion.

« **EMMANUEL MACRON A TRACÉ UN CHEMIN TRÈS CLAIR POUR FAIRE AVANCER LA RELATION AVEC LE RWANDA. IL FALLAIT DU COURAGE. IL A EU CE COURAGE.** »

Personnellement, je m'en tiens à ce qui a été établi de manière très claire dans ces deux rapports, à savoir la notion de lourde responsabilité. Qu'il y ait eu complicité ou non, nous laissons cela à l'interprétation de chacun.

Je pense que, malgré de légères divergences dans leurs conclusions, ces rapports posent des bases solides pour bâtir une meilleure relation entre nos deux pays. Aujourd'hui, nous avons fait 85 % à 90 % du travail pour normaliser les choses, et je ne pense pas qu'il faille perdre du temps sur les 10 % ou 15 % restants. Nous allons construire à partir de ce

que nous avons accompli et passer à autre chose.

Lors de votre visite à Paris, vous avez reçu une délégation de militaires français ainsi qu'un diplomate impliqués dans les affaires rwandaises entre 1990 et 1994. Qui a pris cette initiative et qu'en attendiez-vous ?

C'est venu spontanément lors de nos échanges avec nos homologues français, ainsi qu'avec Vincent Duclert, le président de la commission française. Cette proposition de rencontre m'a ensuite été soumise, et je n'avais pas de raison de la refuser. C'était une occasion de démontrer que nous pouvons mettre ce passé derrière nous. Si nous pouvons profiter de cette occasion pour tirer des leçons de ce passé commun, alors tant mieux.

Par ailleurs, les personnalités concernées par ce rendez-vous ne figuraient pas, selon moi, parmi les officiers controversés qui étaient en fonction pendant le génocide. Ils se sont retrouvés coincés au milieu de tout ça. Ça ne me posait donc pas de problème d'échanger quelques moments avec eux, de partager nos expériences. Je leur ai raconté la mienne, ils m'ont raconté la leur. Ça nous permet d'avancer.

Cela signifie que pour vous la responsabilité de la France pendant le génocide est plus politique que militaire ?

C'est délicat de séparer le politique du militaire. C'est le cas dans n'importe quel pays, d'ailleurs. Le militaire agit la plupart du temps sur ordre du politique. Mais ils peuvent aussi agir aussi selon leur propre compréhension de la mission qu'ils sont censés accomplir ou des intérêts qu'ils croient servir. La frontière entre les deux est très fine.

En tant que commandant de l'APR, puis comme président du Rwanda, vous avez eu à côtoyer cinq présidents français. Vos relations avec ces homologues ont connu des hauts et des bas. Le mandat d'Emmanuel Macron marque-t-il un tournant définitif ?

Paul Kagame avec les généraux français de Stabenrath (à g.) et Varret, anciens de l'opération Turquoise au Rwanda, le 18 mai, à Paris.



PAUL KAGAME/FICKR

C'est un tournant crucial. Pour être tout à fait honnête, nous avions eu des échanges constructifs avec Nicolas Sarkozy. Je me souviens que, lorsqu'il était à la moitié de son mandat, nous nous étions rencontrés à New York. C'était la première fois que nous échangeons. Nous nous étions regardés dans les yeux et nous avions parlé de la difficile relation entre nos deux pays, de cette histoire très compliquée. Il était ensuite venu à Kigali, en février 2010, et nous avons visité le Mémorial du génocide ensemble. C'était une petite éclaircie dans la relation entre la France et le Rwanda, dans laquelle il a joué un rôle important. Malheureusement, ce début de rapprochement n'a jamais été mené à son terme. Lorsqu'il a été élu, Emmanuel Macron a tracé un chemin très clair pour faire avancer la relation entre le Rwanda et la France. C'est ce qui a rendu possible l'établissement de la commission Duclert, dont les conclusions ont rencontré les nôtres. C'est aussi ce qui ouvre la voie à la poursuite du rapprochement.

Il faut du courage pour entamer ce genre de processus. Les gens courageux ne sont pas seulement ceux qui sont sur le champ de bataille. Ce sont aussi ceux qui prennent des décisions

qui vont à l'encontre de ce que d'autres attendent d'eux, des décisions qui les exposent. Emmanuel Macron a eu ce courage.

Malgré ce rapprochement, seulement trois personnes ont été jugées en France pour des faits liés au génocide, et la justice française refuse toujours d'extrader les autres mis en accusation. S'agit-il d'un manque de volonté politique ?

Avec le temps, j'ai appris que ces choses-là nécessitent forcément d'avoir de la volonté politique. Vous avez beau avoir tous les outils à votre disposition, ça demande de prendre des risques. Si les gens sont prêts à les prendre, par conviction, je pense que beaucoup de choses pourront être réalisées.

On fait avec ce que l'on a pour le moment. Je pense que l'aspect politique de notre relation, sur lequel nous pouvons agir, avance bien. Ce qui relève du domaine judiciaire, et qui se confond très souvent avec le politique, reste pour le moment dans une zone grise. Quand nous aurons tourné la page du rapprochement politique, qui demeure la plus importante, peut-être que nous nous

pencherons sur ce problème-là. Nous avançons étape par étape, et j'ai bon espoir que nous arriverons in fine à régler le reste des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Beaucoup de grands médias, de nombreuses ONG et, plus récemment, le conseil des droits de l'homme de l'ONU dénoncent l'absence de libertés au Rwanda, qu'il s'agisse des libertés politiques ou de la liberté d'expression, ainsi que les détentions arbitraires... Que répondez-vous à ces accusations et comment expliquez-vous leur récurrence ?

Que voulez-vous que je réponde ? C'est comme un disque rayé qui ne cesse de se répéter. Le Rwanda y est habitué depuis vingt-sept ans. Parfois, je me dis que ce qui l'explique est soit que ces personnes sont trop paresseuses pour voir la réalité des choses sur le terrain, soit qu'il s'agit là de l'effet d'une certaine forme de culpabilité. Car ce qui s'est passé au Rwanda pendant le génocide n'implique pas que les Rwandais. Un nombre important d'acteurs, et notamment des pays riches et puissants, ont joué un rôle pendant cette période, mais ils refusent d'en être

tenus pour responsables. Il est donc nécessaire pour eux de renverser les responsabilités en accusant les autorités rwandaises d'être la source des problèmes du Rwanda. C'est une forme de racisme et de mépris qui a commencé pendant le génocide, quand une partie de la population était systématique assassinée.

À l'époque, l'ONU voyait juste cela comme de pauvres Africains qui s'entretuaient. Les Hutu tuaient les Tutsi et vice-versa. Ils n'appelaient même pas cela un génocide. La responsabilité d'acteurs extérieurs, qui avaient choisi leur camp, pour certains le camp de ceux qui avaient organisé ces massacres, était déjà ignorée à l'époque. Selon leur lecture de la situation, nous n'étions plus des Rwandais mais des envahisseurs anglophones venus d'Ouganda qui voulaient prendre le pouvoir dans leur pré carré francophone.

Tout cela a façonné la lecture de la situation que l'on voit aujourd'hui au sein de ces ONG aux États-Unis, au Canada ou en Europe. Ils agissent en fonction des intérêts de leur pays. Aujourd'hui, on considère comme acquis que les pays développés ne

font de mal à personne. Ils veulent juste sauver les pays africains.

Mais comment expliquer ces réactions qui vous visent vous personnellement, souvent de manière passionnée ?

C'est vrai, on nous attaque quotidiennement, que ce soit moi ou le Front patriotique rwandais. Pourtant, vous avez des gens qui sont en France, en Grande-Bretagne, en Belgique, dont certains sont des meurtriers qui ont tué en 1994, pendant le génocide. Dans la plupart des cas, nous avons des difficultés à les amener devant la justice. Qu'ils soient jugés innocents ou coupables est l'affaire de la justice, mais ces pays-là ne les jugent même pas, ils les protègent. Certains aimeraient sans doute même voir ces personnes revenir au pouvoir au Rwanda pour gérer le pays. C'est cynique, mais nous vivons avec.

La journaliste britannique Michela Wrong a publié au début de l'année *Do Not Disturb*, un livre qui a eu un certain écho médiatique et qui critique très sévèrement la trajectoire de votre

parti, le FPR, et celle de votre régime. L'avez-vous lu ?

Je n'ai pas besoin de lire ces bêtises. Mais je souhaite que les gens le lisent et se fassent leur propre opinion. Le but de ce livre n'est que de détruire ce que nous avons construit. Mais la vérité devient de plus en plus difficile à déformer. Ils ont beau nous attaquer de tous les côtés, ils voient quand même un pays qui émerge de la destruction. Ce sont des faits indéniables.

Le cas de l'opposant Paul Rusesabagina, qui a été arrêté en août 2020 et qui est jugé en ce moment à Kigali, a beaucoup fait réagir la communauté internationale. Que répondre à ceux qui disent qu'il a été kidnappé ?

Il y a deux aspects bien distincts dans cette affaire. Le premier, c'est le processus qui a mené Rusesabagina à Kigali. Le second, c'est de savoir si Rusesabagina est coupable ou non. Il faut arrêter de mélanger les deux.

S'il était établi qu'il a été arrêté de manière illégale, alors il serait possible d'argumenter sur ce point, d'en faire une procédure à part et d'en



PAUL KAGAME FLICKR

Avec le président de la RD Congo, Félix Tshisekedi, à la 74^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2019.

débattre. Mais si, d'un autre côté, quelqu'un vous dit que ce même Rusesabagina appartient depuis plusieurs années à un groupe terroriste qui attaque le Rwanda, que c'est étayé par des preuves qui sont présentées en ce moment même devant une cour de justice, ça ne peut pas être ignoré. Il existe même des déclarations où il se vante d'être le leader de l'un de ces groupes qui agissent en RD Congo ou au Burundi. Si les États-Unis ou la Belgique, où il vivait depuis plusieurs

Après cinq années de tension, la normalisation semble en bonne voie avec le Burundi. Qu'est-ce qui a permis cette nouvelle approche ?

Peut-être que le changement de gouvernement a joué. Ou peut-être que le temps a aussi poussé les dirigeants burundais à se poser les bonnes questions. Pourquoi poursuivre dans cette voie ? Pourquoi continuer à alimenter ces tensions alors qu'une relation apaisée nous

Nous savons que ces putschistes présumés sont là parce que certains d'entre eux sont passés par le Rwanda avant de se rendre en Europe. Cela inclut des hauts gradés de l'armée, des députés, des ministres... Ces gens qui n'avaient nulle part où aller sont aujourd'hui traités comme des réfugiés.

Nous avons dit aux Burundais et à l'ONU : si vous voulez ces personnes, nous vous les donnerons. Si vous voulez venir les chercher vous-mêmes pour les ramener, nous vous les remettons aussi. Mais cela deviendra votre problème. En ce qui nous concerne, nous ne pouvons pas livrer unilatéralement des gens qui sont venus trouver refuge chez nous. Ce que nous pouvons en revanche garantir, c'est que, aussi longtemps qu'elles seront là, aucune de ces personnes ne pourra s'organiser à partir de notre territoire pour attaquer le Burundi. Maintenant, si quelqu'un veut nous les reprendre pour les remettre au Burundi, alors il en assumera les conséquences. Nous l'avons dit aux Burundais. Que veulent-ils de plus ?

À l'inverse, malgré un début de médiation prometteur, la situation ne s'améliore pas avec l'Ouganda. Avez-vous perdu confiance en Yoweri Museveni ?

Cette histoire ne se résume pas à une question de confiance entre Museveni et moi. Ça dure depuis longtemps, peut-être depuis plus de vingt ans. Je ne suis jamais très à l'aise quand il s'agit d'évoquer ce sujet, mais je le résume ainsi : pour nous, il n'est pas acceptable d'être le subordonné de qui que ce soit. Nous n'acceptons pas d'être contrôlés ni utilisés. Nous sommes un petit pays, mais nous sommes trop grands pour cela. Le problème entre nous deux est là. Si vous arrivez à lire entre les lignes, vous pouvez comprendre ce que je veux dire. Dans cette relation, il ne peut pas y avoir un « grand frère » qui dit à l'autre « fais ci ou fais ça ». Nous avons un pays à gérer. Si un voisin veut s'en prendre à notre souveraineté, nous déstabiliser avec des groupes armés, nous ne pouvons pas l'accepter.



LA RD CONGO ET NOUS AVONS CONNU DES TRAGÉDIES. NOUS NE LES SURMONTERONS QU'EN TRAVAILLANT ENSEMBLE. NUL BESOIN POUR CELA DES PSEUDO-EXPERTS DE L'ONU OU D'AILLEURS.



années, avaient voulu engager des poursuites pour ces faits-là, nous leur aurions fourni les mêmes preuves.

Parce qu'il aurait prétendument été arrêté de manière « illégale », il devrait s'en sortir, alors que ce groupe terroriste a tué des gens au Rwanda ? Je préférerais que les deux affaires soient traitées séparément. Que ceux qui le veulent prouvent qu'il a été illégalement arrêté. Si une affaire est ouverte, très bien, nous argumenterons. Mais il faut aussi le juger pour ce dont il est suspecté au Rwanda. S'il est innocent, il sera libéré. S'il est coupable, il en paiera le prix.

Si des gens pensent qu'il a été arrêté parce qu'il est un héros, statut qui lui a été accordé grâce à un film qui au départ devait être un film de fiction, cela démontre leur niveau de paresse.

Mais confirmez-vous la version selon laquelle il a été piégé lors d'un voyage entre les États-Unis et Dubaï par un pasteur burundais qui, en collaboration avec les services rwandais, a rendu possible son arrivée à Kigali ?

Qu'est-ce que j'ai à voir avec un pasteur qui côtoie Rusesabagina, qui lui a menti et l'a convaincu d'aller au Burundi ? Qu'est-ce que ça a à voir avec les faits qui lui sont reprochés ?

serait plus bénéfique qu'un conflit ?

Cela signifie que vous ne considérez plus le Burundi comme une menace potentielle ?

Non, ce n'est pas ce que je veux dire. Quand un voisin est une source de tension pour votre pays, vous essayez de gérer ce problème, mais aussi ce qui se cache derrière. Si quelqu'un soutient l'un de mes ennemis, alors cela signifie que j'ai deux problèmes à gérer. Celui qui traverse la frontière pour m'attaquer et celui qui, dans l'ombre, le soutient.

Les autorités burundaises réclament l'extradition des présumés putschistes qui ont participé à la tentative de coup d'État et qui se seraient réfugiés au Rwanda. Avez-vous l'intention de le faire ?

Les gens ne se focalisent que sur un aspect de nos problèmes. Il y a des gens ici en France, plus encore en Belgique, d'autres en Scandinavie, qui ont fait partie de ce groupe de putschistes au Burundi. Le gouvernement burundais n'a pas demandé à ces pays de les extraditer et n'a certainement pas conditionné son rapprochement avec ces pays à ces demandes.

Votre relation avec Félix Tshisekedi est indéniablement meilleure que celle que vous entreteniez avec Joseph Kabila. Repose-t-elle sur des fondations plus solides ?

Je crois qu'il n'était pas très difficile de mieux faire qu'à l'époque de la précédente administration congolaise. Nous avons tout fait pour améliorer les choses avec Kabila, ça n'a jamais abouti. Avec lui, ça marchait quelques jours ou quelques semaines, puis, au bout d'un mois ou deux, nous avions à nouveau des problèmes. Il en a été ainsi pendant des années. Aujourd'hui, il y a l'espoir de voir la situation s'améliorer sur le terrain. Si on s'écoute mutuellement, surtout en tant que voisins avec une histoire commune comme la nôtre, bonne et mauvaise à la fois, cela permet de mieux nous protéger des deux côtés. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

L'état de siège décrété de l'autre côté de la frontière, dans le Nord-Kivu, suffira-t-il à mettre fin aux groupes armés ?

Cela pourrait ne pas être suffisant et il y aura, je pense, d'autres décisions à prendre. Ce n'est certes pas un problème facile à résoudre, puisque cela dure depuis plus de vingt-cinq ans et que cela concerne plusieurs voisins, dont le Rwanda. Certains sont amis, d'autres sont ennemis. Résoudre cette situation prend du temps, mais c'est un bon point de départ. Les activités terroristes dans cette partie du pays ont augmenté, il fallait faire quelque chose. Ce n'est pas une fin en soi, c'est une étape sur laquelle il faudra bâtir.

Le Prix Nobel de la paix Denis Mukwege mène une campagne en faveur de la création d'un tribunal pénal international sur

les crimes commis au Congo, sur la base du « Mapping Report » de l'ONU. Pourquoi vous opposer à cette démarche ?

Je ne sais pas si vous avez étudié le « Mapping Report ». Ce rapport a vu le jour pour donner de la crédibilité à l'idée du double génocide, une théorie qui transforme les victimes en bourreaux. Un rapport comme celui-ci aurait dû montrer la perpétration de crimes par d'autres parties que le Rwanda. Les gens qui sont derrière tout cela financent Mukwege. Cela fait partie de ce nouveau récit d'ONG, de ce nouveau narratif autour de ces événements. Cela n'enlève rien aux bonnes choses que le docteur Mukwege a faites en soignant ces femmes qui ont été violées.

Vous estimez que le docteur Mukwege est manipulé ?

J'ai dit ce que j'avais à dire. Tirez-en vos propres conclusions.

Dans une récente interview, le président Tshisekedi a déclaré que ce « Mapping Report » avait été rédigé par des experts « objectifs » de l'ONU, et que cela serait de votre part une « attitude positive » que de « collaborer » avec la justice sur ce qui s'est passé en RD Congo pendant ces années. Quelle est votre réaction ?

Le président Tshisekedi a le droit de croire aux experts, et moi de ne pas leur faire confiance. Nous sommes légitimes, chacun pour des raisons différentes, à avoir nos propres opinions, et il ne devrait pas y avoir de querelle sur ce sujet. Le temps fera son effet. Nos deux pays ont connu des tragédies, et nous ne pouvons les surmonter qu'en travaillant ensemble. Cette souffrance a perduré et nous pouvons contribuer à y mettre fin. Mais les experts de l'ONU



PAUL KAGAME FLICKR

ou d'ailleurs ne nous seront pas utiles pour y parvenir.

De nombreuses personnes sont mortes au Rwanda et au Congo, il n'y a aucun doute là-dessus. Mais là où les experts font plus de politique qu'autre chose, c'est lorsqu'il s'agit de dire qui, quoi et comment. J'ai été dans cette situation depuis suffisamment longtemps, et cela a renforcé mon scepticisme à l'égard de ces pseudo-experts. Le fait est que mon pays et la RD Congo ont beaucoup souffert ensemble. Il y a eu trop de morts. Nous ne pouvons pas renoncer à rechercher la paix, la sécurité et même la justice. Mais la justice est justement l'objectif le plus difficile à atteindre. Cela ne se fera pas grâce à des experts. J'ai parlé du Mapping Report tant de fois dans le contexte de nos relations avec la RD Congo ! C'est donc la dernière fois que je m'adresse à des journalistes sur ce sujet, surtout quand certains n'ont pas d'autres objectifs que d'envenimer la situation.

«

EN CE QUI CONCERNE MES ENFANTS, VOUS N'ENTENDREZ PAS CHEZ MOI LES DÉBOURDEMENTS QUE L'ON PEUT CONSTATER DANS D'AUTRES PAYS ET QUI FONT LA UNE DE CERTAINS MÉDIAS.

»



Avec son épouse, Jeannette, et leurs enfants, Ivan, Ange, Ian et Brian (de g. à dr.), le 18 août 2017, à Kigali.

Vous avez des troupes engagées en Centrafrique dans la mission onusienne mais aussi à titre bilatéral. Pourquoi ce double engagement ?

Nous sommes allés en République centrafricaine pour servir dans le cadre de la mission onusienne. Nous avons été approchés par l'ONU dans ce but.

En Centrafrique, il y a des dynamiques compliquées : plusieurs groupes rebelles sont présents, certains se combattent entre eux, certains pays voisins sont impliqués et font partie du problème. De notre point de vue et compte tenu de notre propre expérience pendant le génocide, voir une telle situation se dégrader n'est pas acceptable. Il y a une force sur place qui est censée maintenir la paix, mais elle est pieds et poings liés, comme en 1994 au Rwanda. Par moments, les rebelles sont parfaitement libres de circuler ou de tirer sur les troupes de l'ONU.

Ce qui nous a amenés à nous poser la question : à quoi sert notre engagement sur place si c'est pour fuir dès que les rebelles arrivent ?

Du coup, la partie du contingent rwandais engagée à titre bilatéral combat aux côtés de contractuels russes souvent qualifiés de mercenaires. N'est-ce pas problématique ?

C'est faux, nous n'avons rien à voir avec les Russes. Nous ne travaillons pas ensemble. Mais ils sont là. Ce que je voulais dire, c'est que si les forces rwandaises engagées dans le cadre de notre accord bilatéral n'avaient pas été là, les élections en Centrafrique n'auraient pas eu lieu, c'est une certitude, tout le monde vous le dira. Nous avons envoyé nos troupes pour deux raisons. Premièrement pour protéger nos contingents onusiens, qui avaient les mains liées. Deuxièmement pour protéger l'intégrité du pays et faire en sorte que les élections que le

gouvernement voulait puissent se tenir. C'est pour cela que nous affrontons les rebelles avec nos troupes qui ne sont pas au sein de la Minusca.

Votre fils Ivan a été nommé il y a un an au conseil d'administration du Rwanda Development Board (RDB). Votre fille, Ange, a des activités philanthropiques et occupe, pour certains, un rôle de conseiller officieux. Préparez-vous vos enfants à jouer un rôle politique au Rwanda ?

Non. D'abord, le RDB ne fait pas de politique. C'est une agence qui se charge d'attirer des investissements au Rwanda, et fait le lien entre le gouvernement et le secteur privé. C'est tout. Ensuite, mon fils n'est pas le président du RDB, il est simplement membre de son conseil d'administration. Il vit aux États-Unis, où il a étudié, et ne vient que deux ou trois fois par an, lorsque le bureau du RDB le lui demande.

Ne craignez-vous pas d'être accusé de népotisme ?

Si j'étais dans cette logique, mon fils serait président du RDB ou ministre. On peut donc au minimum m'accorder le bénéfice du doute. Ma fille s'est mariée, elle vit au Rwanda. Elle a jugé plus simple de travailler avec moi plutôt que d'être nommée quelque part où elle serait sans doute traitée différemment en fonction de son statut de fille du président. Là, elle est dans une équipe de neuf personnes qu'elle ne dirige pas, elle s'implique juste dans les domaines qui sont les siens, dans un aspect technique. Elle n'a pas d'autorité sur ce groupe.

C'est une situation qui n'est pas évidente à gérer, j'en conviens. Je ne peux pas trop prendre mes distances avec mes enfants. Si j'implique trop mes enfants, on me reprochera de leur accorder des privilèges. Dans le cas inverse, les tenir éloignés du pays reviendrait à nier leur droit en tant que citoyens rwandais. C'est un dilemme, alors nous recherchons quelque chose entre les deux. Mais vous n'entendrez pas ici les débordements que l'on peut constater dans d'autres pays et qui font la une de certains journaux. Le Rwanda n'est pas une monarchie. ●



TCHAD

TOUT RESTE À FRÈRES

Depuis le décès d'Idriss Déby Itno, deux de ses fils détiennent le pouvoir, l'un dans l'ombre, l'autre en pleine lumière, au risque d'alimenter les craintes d'une succession dynastique.

MATHIEU OLIVIER



MARCO LONGAR/AFIP

Mahamat Idriss Déby (à g.), président du Conseil militaire de transition, le 11 avril, à N'Djamena.

Le silence s'étire. Sous les trois imposants lustres de la salle du Conseil des ministres, Mahamat Idriss Déby sait le moment solennel. Crucial même. Toujours en uniforme, ses quatre étoiles de général fixées sur la poitrine, le président du Conseil militaire de transition (CMT) observe les hommes et les femmes rassemblés de part et d'autre de la longue table encadrée par des drapeaux tricolores tchadiens.

Certains membres du gouvernement de transition nommé le 2 mai ont l'air tendus. D'autres, plus expérimentés, trahissent moins leur anxiété. La minute de recueillement en l'honneur d'Idriss Déby Itno, disparu le 18 avril, se poursuit. Mahamat Idriss Déby, concentré pour l'un de ses premiers grands rendez-vous de chef d'État, a préparé son intervention avec soin.

Au pouvoir depuis le décès de son père, il se sait scruté, observé, analysé. Sous pression à l'international, mis en doute à N'Djamena par une opposition qui a vu sa prise de pouvoir comme un « coup d'État familial », il a écouté ses visiteurs. Les généraux lui ont rappelé les impératifs de sécurité. Les diplomates ont parlé d'engagements internationaux. Les hommes politiques ont prononcé les mots « fidélité », « ouverture » et « dialogue ».

Souvent silencieux, il a enchaîné les rendez-vous avec un mot d'ordre : rassurer. « Non », le Tchad n'a pas l'intention de rappeler son contingent du G5 Sahel. « Bien sûr », un dialogue sera organisé durant la transition. « Oui », des élections démocratiques seront organisées dans dix-huit mois au maximum.

La minute de silence s'achève, et l'ombre d'Idriss Déby Itno s'efface. Suspendu par le deuil, le temps de la politique reprend son cours. Ce 6 mai, l'ordre du jour est mince. Il s'agit d'un Conseil de « présentation » qui ne durera, en tout et pour tout, qu'une petite heure. Albert Pahimi Padacké, le Premier ministre, souligne les enjeux. Son équipe, insiste-t-il, a « un impératif » : le « succès pour un Tchad uni, stable et en paix ».

En bout de table, Mahamat Idriss Déby approuve. Depuis la nomination du chef de gouvernement, les deux hommes s'entretiennent quasi quotidiennement. Ils se connaissent bien, le courant passe. Alors que Pahimi Padacké était à la primature de 2016 à 2018, « Kaka » (son surnom) était déjà l'ombre de son père et le patron de la garde présidentielle. Ce 6 mai, assis à la place qu'occupait le défunt, Mahamat Idriss Déby prend la parole. « Calme » et « posé », selon un ministre, le nouvel homme fort ne traîne pas. Rappelant la nécessité de « cimenter le vivre-ensemble » et d'« assurer la sécurité », il insiste : « Chacun

de nous a l'obligation citoyenne de se mettre rapidement au travail pour préparer la tenue d'élections démocratiques à l'issue des dix-huit mois de transition. » Quelques minutes plus tard, les quarante ministres sont réunis sur le perron du palais. Devant eux sur le tapis rouge, Mahamat Idriss Déby, lunettes noires, se tient droit, en pleine lumière, face aux photographes et à l'Histoire.

Ce même jour, un autre fils d'Idriss Déby Itno est à pied d'œuvre. Lui aussi est un ancien du lycée français Montaigne de N'Djamena, où une bonne partie de la fratrie a étudié. Colonel, il a été formé à l'académie américaine de West Point, d'où il est sorti diplômé en 2014, tandis que son aîné a suivi les cours de l'école interarmées de la capitale tchadienne. Si Mahamat Idriss Déby, 37 ans, est le patron de la transition, son demi-frère, Abdelkerim Idriss Déby, en est la cheville ouvrière. Jeune homme de 30 ans à la carrure solide, fils de Hadjé Halimé (comme Amira, Adam et Hissein Idriss Déby), il est aujourd'hui considéré comme le véritable patron du palais présidentiel.

Influence et carnet d'adresses

Certes, il n'en occupe pas le bâtiment principal, où Kaka a investi le bureau de son père. Il travaille à 300 mètres de là, au sein d'une annexe regroupant le secrétariat général et le cabinet civil dont il est le directeur adjoint. Mais nul ne doute de son influence. Venu du ministère des Affaires étrangères, où il était coordinateur militaire, Abdelkerim était devenu le bras droit d'Idriss Déby Itno, qui lui avait donné une préséance officielle sur son directeur de cabinet, Aziz Mahamat Saleh. Les hommes d'affaires et les diplomates ne s'y trompent guère et s'adressent à lui pour favoriser les intérêts de leurs entreprises. « Abdelkerim a un meilleur carnet d'adresses que son frère, en particulier en France et au Proche-Orient », assure un businessman familial de N'Djamena.

« Abdelkerim connaît très bien le milieu de l'entrepreneuriat. Il est issu d'une génération dorée qui a pu se former à l'étranger, en apprendre les codes et les ramener à N'Djamena, avant d'intégrer la haute administration. Ce sont eux qui ont le vent en poupe, tandis que la génération d'avant, celle d'Amira ou de Zakaria Idriss Déby, est moins en vue », détaille un habitué du palais. « Idriss Déby Itno voulait s'appuyer sur cette génération pour son sixième mandat. C'était sa vision du renouvellement et cela



SI MAHAMAT, 37 ANS, EST LE PATRON DE LA TRANSITION, SON DEMI-FRÈRE, ABDELKERIM, EN EST LA CHEVILLE OUVRIÈRE.



PRÉSIDENCE DU TCHAD

passait par Abdelkerim », croit savoir notre source.

Mahamat Idriss Déby a-t-il fait siennes les ambitions supposées de son père ? « Il cherche surtout la stabilité pour pouvoir s'occuper sereinement de la sécurité et du domaine militaire », tempère un ancien ministre. Les hauts gradés attachés à Idriss Déby Itno, de Bichara Issa Djadallah à Taher Erda (renseignements militaires), ont conservé leur poste et forment une garde rapprochée autour de Kaka. Ce dernier a également opté pour un fidèle au ministère de la Défense en la personne de Daoud Yaya Brahim. Il a aussi choisi de nommer un secrétaire général plus technocrate que politique, en remplaçant Kalzeubé Pahimi Deubet par l'ex-ministre David Houdeingar Ngarimaden, un professeur de droit un temps envisagé à la primature et qui appartient au bureau politique du Mouvement patriotique du salut (MPS, ancien parti au pouvoir).

« Aujourd'hui, les choses sont claires : les gardiens du temple sont Kaka, pour la sécurité et la défense, et Abdelkerim, pour la politique et les affaires », affirme l'un de leurs proches. Entre les deux frères, les rendez-vous sont quotidiens, et les stratégies partagées. « Abdelkerim n'est jamais loin de Kaka dans les couloirs de la présidence », résume un membre du gouvernement. Le 6 mai, alors que l'un se tient en pleine lumière devant le palais rose, le second voyage en direction du

Abdelkerim Idriss Déby est aujourd'hui considéré comme le véritable patron du palais présidentiel.

Rwanda, mais leur objectif est le même : rassurer au sujet de la transition et de l'organisation d'élections.

Dans la soirée du 5 mai, Abdelkerim délivre le message à Paul Kagame. Deux jours plus tard, il répète l'exercice à Oyo, face à Denis Sassou Nguesso, puis à Yaoundé, devant Paul Biya. Tandis que Kaka prépare son premier voyage officiel dans le Niger de Mohamed Bazoum (où il se rendra le 10), la manœuvre diplomatique bat son plein. Pas question de laisser les institutions internationales ou l'Union africaine douter des intentions de N'Djamena et lui appliquer des sanctions. Les ministres, respectivement de l'Économie et des Finances, Issa Doubragne et Tahir Hamid Ngulin (opportunistement maintenus en poste), et l'expérimenté chef de la diplomatie, Mahamat Zene Cherif, ont été priés de mettre leurs réseaux en branle.

La présence à Addis-Abeba de Moussa Faki Mahamat, à la tête de la Commission de l'UA, est loin d'être négligeable, tout comme celle de Mahamat Saleh Annadif, représentant de l'ONU en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Mais la diplomatie de Mahamat et d'Abdelkerim Idriss Déby est loin d'avoir apaisé les inquiétudes. Plusieurs membres du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, notamment certains représentants d'Afrique australe, ont plaidé pour l'application de sanctions – certes sans succès. Surtout, au cœur de N'Djamena, une partie de l'opposition, notamment celle menée par Succès Masra et ses Transformateurs, continue de s'élever contre la prise de pouvoir de Mahamat Idriss Déby.

Manœuvres en coulisses

Si les manifestations ont été réduites au silence par la police, la question se pose toujours : la transition dirigée par Kaka accouchera-t-elle d'une succession familiale ? « Au fond, le décès d'Idriss Déby Itno n'a rien changé, analyse un diplomate établi au Tchad. C'est le calendrier qui s'est accéléré. Certains s'imaginaient que la succession allait se mettre en place avec le nouveau mandat de six ans d'Idriss Déby Itno. Désormais, cela se fera en dix-huit mois. » Le premier round de la future présidentielle s'est-il donc joué dès la nomination du gouvernement de transition, le 2 mai ?

En coulisses, Albert Pahimi Padacké est parvenu à s'imposer à la primature, plaçant plusieurs de ses fidèles au gouvernement. Le MPS, lui, avait parié sur une autre stratégie – perdante pour le moment. Plaidant pour un gouvernement de technocrates, son secrétaire général, Mahamat Zen Bada, n'avait pas envoyé ses cadres les plus politiques et avait proposé la nomination de l'opposant Saleh

Kebzabo comme Premier ministre. Mais Mahamat Idriss Déby n'a pas suivi son conseil, ouvrant même l'incontournable portefeuille de la Justice à un autre poids lourd de l'opposition, Mahamat Ahmat Alhabo.

Dialogue national à venir

« La formation de Kebzabo est moins bien positionnée que celle de Pahimi Padacké, qui est lui-même plus jeune [54 ans contre 74 ans] et se prépare à l'après-Déby Itno depuis 2016 », explique un cadre du MPS. Le parti est-il le premier grand perdant de la transition ? Alors qu'il considérait que la victoire d'Idriss Déby Itno à la présidentielle d'avril lui donnait des droits sur les années à venir, il a perdu du terrain, tandis qu'Albert Pahimi Padacké « va pouvoir se servir de la primature pour asseoir son influence », grimacent ses détracteurs. « Ils ont dépensé et se sont dépensés pour la campagne et ils ont l'impression de ne pas être payés en retour », résume un proche du MPS.

Prochaine étape : un dialogue national dont les dates n'ont pas encore été fixées mais dont l'opposition compte profiter pour se faire entendre. « Albert Pahimi Padacké a pris une longueur d'avance et en maîtrisera l'organisation par l'intermédiaire du gouvernement,

tandis que Succès Masra s'en fera une tribune. Quant au MPS, il est en mauvaise posture, car il représente l'ancien régime et va être forcé de se renouveler, sans doute en s'appuyant sur les mouvements de jeunes qui ont animé la campagne de 2021 », détaille un politologue tchadien. Le décès d'Idriss Déby Itno a rebattu les cartes, favorisant les ambitions des uns et contrecarrant les plans des autres. Mais cet événement a-t-il vraiment changé la donne ?

« L'interrogation principale reste la même : que va faire le clan Déby en 2022 ? Jouer la carte Mahamat si celui-ci prend goût au pouvoir ? Soutenir Abdelkerim et maintenir la famille aux manettes sous le couvert d'un changement de génération ? » s'interroge un diplomate. Le 27 avril, vêtu de son uniforme et coiffé de son béret rouge, Kaka a résumé la situation dans son premier discours à la nation. Se défiant du « désordre », de « l'anarchie » et du « chaos », le général quatre étoiles, capitaine de la transition, a ajouté à l'attention de ses compatriotes : « Notre pays est au carrefour de son histoire. » Reste désormais à choisir un cap, entre les vents contraires des uns, les courants ascendants des autres et les écueils familiaux du passé. ●

Pahimi Padacké La primature, et après ?

Nommé le 26 avril Premier ministre de la transition, Albert Pahimi Padacké avait fait des pieds et des mains pour retrouver ce poste qui avait été le sien de 2016 à 2018, sous Idriss Déby Itno.

Arrivé second à la présidentielle d'avril, il faisait face à l'opposition du Mouvement patriotique du salut (MPS, l'ancien parti au pouvoir), qui a tenté de faire nommer un membre de son bureau politique, David Houdeingar Ngarimaden, puis l'opposant Saleh Kebzabo, considéré par les caciques du parti comme moins dangereux politiquement.

Depuis la nomination du gouvernement, le MPS



Le leader du Rassemblement national des démocrates tchadiens, à N'Djamena.

est d'ailleurs passé à l'offensive en demandant au président Mahamat Idriss Déby de prendre des dispositions afin que le Premier ministre et son équipe ne soient pas autorisés à se présenter aux prochaines échéances électorales, en particulier à la

présidentielle prévue dans moins de dix-huit mois. Le débat devrait d'ailleurs revenir sur la table par l'intermédiaire du MPS mais aussi de l'opposition, à l'occasion du prochain dialogue national, dont les dates sont encore à définir et dont l'organisation est

entre les mains du ministre Acheikh Ibn Oumar.

L'ambitieux Pahimi Padacké, qui prépare depuis des années l'après-Déby Itno, n'entend toutefois pas se laisser enfermer par une telle mesure. Il a placé un homme de confiance au ministère des Infrastructures et compte bien continuer à travailler à l'implantation de son parti en vue de la prochaine élection à la magistrature suprême. Démissionnerait-il de la primature s'il était empêché de se présenter lors de ce scrutin en tant que Premier ministre de la transition ? « Il est trop tôt pour le dire mais il prendrait sans doute ses responsabilités », confie l'un de ses proches. ● M.O.



JEAN-PIERRE BORIS

ÉCO D'ICI, ÉCO D'AILLEURS

SAMEDI À 10H10 ET À 17H10 TU

Les grands dossiers de l'actualité économique française, africaine
et internationale

Première radio internationale en Afrique francophone*

*Abidjan, Bamako, Brazzaville, Dakar, Douala, Kinshasa, Libreville, Ouagadougou, Yaoundé
Source : Kantar TNS - Africascope 2020



CÔTE D'IVOIRE

ADAMA BICTOGO, UN HOMME AU CŒUR DU POUVOIR

Le numéro deux du parti présidentiel est quelqu'un de patient. Il connaît Alassane Ouattara depuis plus d'un quart de siècle, mais il sait qu'il n'a rien à gagner à sortir trop tôt du peloton. Politicien madré, businessman avisé, pourra-t-il un jour viser plus haut ?

BENJAMIN ROGER, ENVOYÉ SPÉCIAL À ABIDJAN

Il est à l'hôtel Ivoire un peu comme chez lui. Il y passe une voire plusieurs fois par semaine. Pour une réunion politique, pour une rencontre officielle, pour un rendez-vous d'affaires. Mais ce qu'il préfère, c'est y jouer au tennis. Avec des piliers du pouvoir comme Fidèle Sarassoro, le directeur de cabinet d'Alassane Ouattara, avec des responsables politiques, tel l'ancien ministre Thierry Tanoh, mais aussi avec des diplomates en poste à Abidjan. Ou comment joindre l'utile à l'agréable tout en travaillant son service.

En cette matinée à la chaleur lourde, Adama Bictogo n'est pas en short et baskets mais en costume croisé. Bien mis, comme d'habitude. Ramadan oblige en cette fin avril, il fait l'impasse sur son café matinal. Aucun souci, précise le directeur exécutif du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, au pouvoir). « J'ai 58 ans, je suis plutôt en forme pour mon âge. Je suis debout tous les matins à 5 heures pour faire un footing de 10 km autour de chez moi », assure-t-il.

Quelques semaines plus tôt, cet homme d'affaires prospère arpente les rues en latérite d'Agboville, la localité du sud du pays qui l'a vu naître. En campagne pour les législatives, « Adams » – comme le surnomment ses

vieux amis – y a été réélu député le 6 mars. Une victoire un temps contestée par sa rivale du Front populaire ivoirien (FPI), Fleur Aké M'Bo, mais finalement confirmée par la commission électorale. « Il a mobilisé beaucoup d'argent et de moyens pour gagner, mais il faut reconnaître qu'il a été élu », souffle un cadre du parti de Laurent Gbagbo. Bictogo, lui, préfère évoquer son attachement « au terroir » et « une belle campagne, bien menée », durant laquelle il a voulu « faire plaisir à la population en lui faisant des dons, comme [il le fait] toute l'année ».

Il devait ensuite, comme le lui avait laissé entendre Alassane Ouattara, succéder à Amadou Soumahoro à la présidence de l'Assemblée nationale. Mais la mort du Premier ministre Hamed Bakayoko, en mars, a changé la donne. Si Soumahoro avait été écarté, la région du Worodougou n'aurait plus compté un seul de ses notables à un poste influent. Le chef de l'État s'est donc résolu à le maintenir au perchoir, malgré une santé chancelante. « Quand le président m'a annoncé son choix, je n'ai ressenti ni déception ni frustration, jure Bictogo. Je souhaite juste être utile à son dispositif. Je me dois d'être discipliné et de montrer l'exemple. » Il s'accommode →



OMAR POUR JA

→ donc d'un poste de premier vice-président aux compétences élargies. Mais la fonction est bien plus qu'un pis-aller : depuis le début de la nouvelle législature, il est considéré comme le vrai patron de l'hémicycle, d'autant que Soumahoro est souvent absent. « Entre eux, les tensions sont déjà perceptibles, glisse un député de l'opposition. Quand Soumahoro n'est pas là, Bictogo tente de prendre des décisions et de faire avancer les travaux de l'Assemblée, mais Soumahoro bloque tout quand il revient. » « Quand je dois assurer son intérim, je l'assume pleinement », commente sobrement Bictogo.

Bon vivant

Ce poste prestigieux de président de l'Assemblée nationale, beaucoup, au sein de la majorité, continuent à penser qu'il aurait dû lui revenir. Depuis sa nomination comme directeur exécutif du RHDP par Ouattara en 2019, ce bon vivant au contact facile a noué des liens avec la plupart des élus du parti. « Il connaît tous les députés, assure un ministre. Il en reçoit beaucoup chez lui et a su créer une proximité avec eux. Cela facilite l'encadrement de leur travail à l'Assemblée. » « Il a un côté rassembleur, ajoute un collaborateur de Ouattara. Il a réussi à faire fusionner les anciens venus du RDR [Rassemblement des républicains, la formation historique de Ouattara] avec les gens issus du PDCI [Parti démocratique de Côte d'Ivoire, d'Henri Konan Bédié]. Aujourd'hui, notre parti est bien implanté partout dans le pays. Il faut reconnaître qu'il a bien bossé ! »

Sa position au sein du RHDP, Adama Bictogo la doit avant tout aux bonnes relations qu'il a nouées avec le chef de l'État,

au début des années 1990. Après des études de commerce à Paris, le jeune Bictogo intègre la Scoa, une chaîne de grande distribution, à Abidjan. Il découvre alors à la télévision le nouveau Premier ministre, un quadra à l'allure dynamique dont le profil « novateur » le séduit, un certain Alassane Ouattara. Enthousiaste, il crée l'association de soutien Génération Alassane Ouattara. Le 14 février 1994, peu après la mort de Félix Houphouët-Boigny et sa démission du gouvernement, Ouattara reçoit Bictogo à Abidjan puis le présente aux membres de son premier cercle : Téné Birahima Ouattara, Amadou Gon Coulibaly, Hamed Bakayoko... « J'ai très vite eu des affinités avec Birahima, qui m'a traité comme un petit frère, se rappelle-t-il. On allait souvent chez eux, dans le Nord. Et, chaque dimanche soir, j'allais prendre mon plat de kabato sauce claire chez leur maman, Adja Nabintou Cissé. » Le député ajoute que c'est « en reconnaissance de l'affection qu'elle [lui] portait » qu'il a appelé l'une de ses filles Nabintou.

En 1994, Adama Bictogo participe au lancement du RDR et se rapproche d'Amadou Gon Coulibaly. Les années suivantes, aux côtés du

À l'Assemblée nationale, le 5 mai 2021.



OMAR POUR JA

**LE PATRON DE SNEDAI
GROUP A TOUJOURS
ÉTÉ D'UNE LOYAUTÉ
SANS FAILLE À L'ÉGARD
D'ALASSANE OUATTARA**

auprès duquel il a su s'imposer et prouver son utilité. « Ils se parlent quasiment tous les jours, glisse un proche du président. Il a toute sa confiance. »

Depuis près d'un quart de siècle qu'ils se connaissent, le patron de Snedai Group a toujours été d'une loyauté sans faille à l'égard de Ouattara. Leur première rencontre remonte

« Lion de Korhogo », il travaille à l'implantation du parti dans le pays. Les deux hommes développent une vraie complicité. « Bictogo était le "bon petit" d'Amadou », se souvient un collaborateur du président. Quand Ouattara choisit de faire de Gon Coulibaly son dauphin pour la présidentielle de 2020, Bictogo lui apporte tout son soutien. Puis survient le 8 juillet 2020. Une semaine après son retour de Paris, où il est resté deux mois pour s'occuper de ses problèmes cardiaques, Amadou Gon Coulibaly s'effondre à la sortie du Conseil des ministres. Il ne se relèvera jamais. « Le choc a été extrêmement violent, confie Bictogo. Je suis immédiatement allé à la clinique. Amadou était mon grand frère, mon ami. Il n'y avait aucun sujet tabou entre nous. » Très vite se pose la question de savoir qui va remplacer le défunt à la présidentielle. Pour le numéro deux du RHDP, un seul choix est possible : Alassane Ouattara. Peu lui importe si le président s'est engagé à quitter le pouvoir, il s'agit d'un cas de force majeure, explique-t-il : « L'écrasante majorité des militants et des cadres du parti voulait que le chef de l'État se présente. En l'absence d'Amadou, il était le seul à pouvoir y aller. »

Fonceur

Jamais avare d'une déclaration à la presse, Bictogo le fonceur assume alors sa position et répète, aux journalistes comme aux cadres du parti, que l'unique option est celle d'une nouvelle candidature d'Alassane Ouattara, quoi qu'en disent les opposants et les observateurs étrangers qui interrogent la légalité d'un troisième mandat. « Pendant cette période de flottement, il n'y en a pas beaucoup qui sont montés au front pour le président comme lui l'a fait », reconnaît un ministre.

En interne, son activisme et son refus de considérer toute autre solution agacent. Même Hamed Bakayoko, un temps cité comme potentiel joker. Quand Bictogo apprend, à la fin de juillet, qu'une vingtaine de députés du RHDP s'apprêtent à appeler publiquement à une candidature de « Hambak », Bictogo s'active en coulisses pour étouffer l'initiative dans l'œuf. « Il a agi pour ramener l'ordre dans les rangs », commente un baron du parti.

« Hamed ne l'a évidemment pas bien pris. Il était fâché et ne comprenait pas que Bictogo se démène ainsi, en disant partout qu'il n'y avait personne derrière le président », renchérit une source gouvernementale. S'il reconnaît qu'il a « pu en heurter certains », l'enfant d'Agboville minimise les différends qui ont pu l'opposer à l'ancien Premier ministre. « Il y a eu des incompréhensions politiques entre nous, mais jamais de tensions, dit-il. Il n'y avait rien

de personnel, nous avions des relations fraternelles fortes. »

Une fois Ouattara officiellement candidat à un troisième mandat, Bictogo jette toutes ses forces dans la campagne. Il mouille le maillet malgré une situation volatile. Homme de terrain, il met le RHDP en ordre de bataille, organise les meetings, défend bec et ongles

**SÉDUCTEUR, IL SAIT AUSSI SE
MONTRER AVENANT ET BON
COMMUNICANT : SES RIVAUX
LUI RECONNAISSENT UN VRAI
SENS DU DIALOGUE.**

le président face aux critiques. Fougueux, il dérape parfois, comme lors de ce meeting à Treichville au cours duquel il lance un désormais célèbre « Tu dois la fermer ! » au dissident Marcel Amon-Tanoh. « Les menaces de certains responsables de l'opposition avaient créé une forme de psychose qu'il fallait combattre, se défend-il. Il fallait rassurer les Ivoiriens et nos partenaires étrangers. Pour nous, il ne faisait aucun doute qu'Alassane Ouattara serait réélu triomphalement. »

Adama Bictogo n'est d'ailleurs pas toujours aussi tranchant. Séducteur, il sait aussi se montrer avenant et bon communicant : quels que soient leurs désaccords, ses rivaux lui reconnaissent souvent une forme d'ouverture et un vrai sens du dialogue. Des qualités qui lui ont permis de naviguer au gré des régimes tout en restant fidèle à Ouattara. Il fut aussi proche du général Robert Gueï que de Désiré Tagro, l'ancien ministre de l'Intérieur de Laurent Gbagbo. « Il est un peu comme l'était Hamed Bakayoko, analyse un opposant de premier plan. Ce n'est pas un technocrate étrié mais un pur politique, pragmatique, avec lequel on peut toujours discuter. Il a bien compris que, si la roue tournait, il valait mieux avoir des amis dans l'autre camp. »

Proximité avec Gbagbo

Il lui arrive régulièrement de déjeuner ou de prendre un café avec des responsables du PDCI ou du FPI. Il assume aussi une certaine proximité avec l'entourage de Laurent Gbagbo, et même avec l'épouse de ce dernier, Nady Bamba. Il a été directement en lien avec l'ancien président lorsque celui-ci a récupéré ses passeports. « Notre pays a besoin de sérénité. Il faut apaiser le débat

politique, insiste-t-il. Chacun doit faire preuve de responsabilité. Il y va de l'avenir de la Côte d'Ivoire, qui est à un tournant important de son histoire. »

Ses détracteurs sont pourtant nombreux. Certains sont même très virulents. « Son nom est souvent cité quand il y a une affaire louche à Abidjan, lâche l'un d'eux. C'est un homme qui ne donne pas l'impression de faire de la politique par conviction mais pour servir ses intérêts. » « Il est souvent dans des coups tordus, ajoute un ancien ministre. Le président le sait, mais Bictogo est l'un des principaux financiers du RHDP. »

Si sa fortune personnelle est difficile à estimer, Bictogo compte à n'en pas douter parmi les Ivoiriens les plus prospères. Costumes de bonne coupe, grosses cylindrées, résidence somptueuse à Cocody et villa à Assinie, où il aime aller se détendre les week-ends... Ces dernières années, il s'est imposé comme l'un des principaux hommes d'affaires du pays. Présent en Côte d'Ivoire et dans la sous-région, Snedai Group est actif dans la technologie, le BTP, les transports, l'énergie...

Est-ce, comme certains l'affirment, en raison de sa proximité avec le pouvoir qu'il décroche tant de gros marchés ? « Il y a beaucoup de fantasmes autour de ses affaires, commente un ministre. Les gens disent qu'il remporte tous les marchés publics, mais c'est faux. D'autres aussi sont sur des créneaux importants, comme Pierre Fakhoury ou Sidi Mohamed Kagnassi, sans parler de Martin Bouygues, de Vincent Bolloré ou même d'autres étrangers ! »

« Droit dans mes bottes »

L'intéressé balaie ces critiques d'un revers de bouton de manchette : « J'agis comme tous les patrons : je mets mon carnet d'adresses au service de mon groupe. Tout est fait dans les règles de l'art, et je suis toujours resté droit dans mes bottes. Je vais chercher des financements auprès des banques en affichant les qualités et le savoir-faire de nos entreprises. On devrait plutôt me féliciter d'avoir monté un groupe de plus de 1000 employés aux compétences multiples et reconnues ! »

Une affaire lui a néanmoins fait du tort : celle du *Probo Koala*, du nom du navire qui a déversé des déchets toxiques à Abidjan en 2006. Après avoir géré une mission de médiation entre les différentes parties, Bictogo est accusé en 2012 d'avoir détourné une partie des 7 millions d'euros d'indemnités destinées aux victimes. Ministre de l'Intégration africaine, il est contraint à la démission pour se défendre. Finalement blanchi par la justice, il garde de cet épisode un goût amer.



Le secrétaire exécutif du RHDP avec les enfants de Hamed Bakayoko, à Abidjan, le 17 mars 2021.

« Tout cela a été monté de toutes pièces pour me nuire parce que j'étais en pleine ascension politique », affirme-t-il.

Ambitions

Après avoir trébuché, il a repris sa marche en avant, jusqu'à se hisser sur les cimes du pouvoir en prenant la direction exécutive du RHDP. Où s'arrêtera-t-il ? Beaucoup lui prêtent des ambitions présidentielles. Officiellement, dans les rangs de la majorité, on se refuse à parler de la succession de Ouattara. Tous ont pourtant la question bien en tête. Adama Bictogo ne peut pas ignorer qu'il a une carte à jouer, lui qui a noué des relations personnelles avec la plupart des présidents de la sous-région, mais il dit ne pas vouloir y penser. « Mon engagement politique affiché et assumé fait peut-être croire à certains que je suis ambitieux, répond-il lorsque la question lui est posée. Mais ma seule ambition est d'accompagner le président Ouattara dans la poursuite de ses objectifs. Une mission m'a été confiée, je la remplis. »

« Il est président de l'Assemblée nationale par intérim, il dirige le parti au pouvoir, il a beaucoup d'argent... S'il n'y pense pas, c'est qu'il est idiot », sourit un opposant. Peut-être a-t-il surtout appris, durant son quart de siècle aux côtés du chef de l'État, qu'il vaut mieux rester loyal plutôt que de sortir trop tôt du peloton. « Les cadres du RHDP n'existent politiquement que parce qu'ils sont avec le président. Tous ceux qui ont tenté d'exister indépendamment de lui ou d'aller contre sa volonté l'ont payé », analyse un ministre. En homme d'affaires avisé, Bictogo sait qu'il vaut mieux parfois être patient et savoir attendre un retour sur investissement. ●



Tribune Georges Dougueli

Journaliste à Jeune Afrique

Caporaliser les juges est une fausse bonne idée

A-t-on eu tort de juger anecdotique une lettre ouverte adressée en mars par Amadou Vamoullé à Laurent Esso ? Elle mériterait qu'on s'y attarde. « Vous m'avez déclaré la guerre ! » a écrit le premier, un ex-directeur général de la télévision nationale en attente de jugement depuis cinq ans à la prison centrale de Yaoundé. « On finira par savoir pourquoi vous ne croyez pas devoir accorder un peu d'attention aux dénonciations de la manière dont votre autoritarisme nuisible conduit la justice au Cameroun », poursuit l'ex-journaliste.

Ministre d'État chargé de la Justice, le destinataire de la missive n'a pas encore répondu. Et rien ne nous assure que ce responsable de l'administration pénitentiaire le fera sous forme épistolaire. Quand le système se délite et que s'installe une zone grise mêlant politique et justice, les affaires judiciaires deviennent des affaires personnelles. Faut-il craindre, si le spectacle de la dégradation de la justice devait se poursuivre à ce train, que des personnes s'estimant victimes d'injustice érigent la vengeance en juste réponse à la barbarie banalisée dans les cours, les tribunaux et les prisons ?

Il faut nommer le mal pour envisager son éradication : la rupture du contrat de confiance

entre les citoyens et leurs institutions. Certes, les tribunaux ne sont pas tous devenus des « lieux de répression des aspirations populaires ou individuelles qui contrariaient le gouvernement », comme le soutient le député français Sébastien Nadot dans sa *Lettre à la France depuis Kondengui*. Mais ne pas reconnaître chez nos chers gouvernants un certain goût pour l'immixtion dans les affaires judiciaires, c'est faire l'autruche.

Le constat est patent au Cameroun. Ces dernières années, le cœur de la vie politique y bat au sein du tribunal militaire, où sont présentés des opposants arrêtés au cours de manifestations sans violences et souvent condamnés à

fonctionner selon une procédure particulière, avec des magistrats choisis par des autorités politiques peut-être un peu pour leurs compétences mais surtout pour leur respect des instructions.

« Pression »

Au Gabon, depuis la création, en 2018, de la Cour criminelle spéciale, des dizaines de personnalités ont comparu ou sont en attente de jugement sur la base de dossiers instruits non pas par la police judiciaire mais par des enquêteurs issus des services spéciaux, dont celui chargé de la contre-ingérence ! Au Bénin, le magistrat Essowé Batamoussi affirme avoir démissionné sous les « pressions » du pouvoir de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme, devant laquelle comparaît Reckya Madougou, ancienne ministre de la Justice investie candidate d'une coalition de partis d'opposition à la dernière élection présidentielle.

Il est urgent de restaurer la confiance des citoyens. Que la jeunesse sénégalaise ait dû descendre dans la rue pour obliger les autorités à stopper la procédure enclenchée contre l'opposant Ousmane Sonko est un avertissement sans frais. Caporaliser les juges, c'est les délégitimer. Utiliser la justice à des fins inavouables peut engendrer des préjudices irréparables. ●

Il faut nommer le mal pour envisager son éradication.

de lourdes peines ayant peu à voir avec les faits. Les juges militaires ont la main aussi lourde que ceux du tribunal criminel spécial qui statue sur le sort des ministres et directeurs généraux mis aux arrêts en vertu d'obscur critères. D'autres pays dirigés par des pouvoirs plus ou moins autoritaires cèdent eux aussi à la facilité des juridictions spéciales, qui

CPI

KARIM KHAN, UNE TRAJECTOIRE AFRICAINE

Le nouveau procureur de la Cour pénale internationale prendra ses fonctions le 16 juin. Bien connu sur le continent, le Britannique y compte des soutiens importants... et quelques détracteurs.

MARIÈME SOUMARÉ

Pendant un an, Karim Khan a parcouru l'Irak, rassemblant preuves et témoignages susceptibles d'être un jour retenus contre des responsables du groupe État islamique (EI). En mars dernier, alors que le pape François se préparait à arpenter les ruines de la ville de Mossoul, dont l'EI avait fait son fief, l'avocat britannique d'origine pakistanaise, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, annonçait même le lancement d'un dialogue interreligieux à travers le pays.

Il n'y participera pourtant pas. Au début de mai, après avoir remis son dernier rapport à António Guterres, Karim Khan a quitté sa résidence ultra-sécurisée de Bagdad. Direction La Haye, où il prêtera serment le 16 juin prochain pour devenir le troisième procureur de la Cour pénale internationale (CPI).

Il a été élu en février dernier, au terme de longs mois de négociations et d'un discret lobbying mené entre La Haye et New York. Un temps écarté du processus de sélection, ce spécialiste du droit pénal international a remporté, au deuxième tour, 72 voix sur 123. Bien loin du consensus dont avaient bénéficié ses prédécesseurs, Luis Moreno Ocampo et Fatou Bensouda. Il aura toutefois pu compter sur l'appui du plus grand groupe régional d'États parties à la CPI : l'Afrique.

La majorité des 33 pays du continent qui ont ratifié le statut de Rome, acte fondateur de la CPI, a en effet soutenu la candidature du Britannique. Et c'est d'ailleurs un ressortissant du tout premier pays à avoir intégré la Cour qui l'a convaincu de se présenter : le Sénégalais Adama Dieng, conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide. C'est aussi lui qui a rédigé la lettre de recommandation adressée à la Cour, qui l'a « coaché » et qui a porté à bout de bras la campagne de son protégé.

Hésitations

Lorsque la candidature de Karim Khan est écartée du processus de sélection, plusieurs pays du continent (dont la Côte d'Ivoire, le Liberia et le Kenya) appellent à élargir la liste des noms présélectionnés. Finalement repêché, Karim Khan manque de peu d'être choisi comme un candidat de consensus par le groupe africain. Seul Maurice, engagé dans un bras de fer avec la Grande-Bretagne au sujet de l'archipel des Chagos, s'oppose à sa candidature.

Karim Khan a pourtant hésité à se présenter. La tâche est immense et il le sait. Décriée, jugée illégitime, et menacée par les grandes puissances, la CPI peine à tenir les promesses de justice et d'égalité sur lesquelles elle a →

S'il a été élu,
c'est en grande
partie grâce à
l'appui des pays
du continent
qui ont ratifié le
statut de Rome.



REUTERS

→ été fondée. La Cour et le bureau du procureur sont en outre confrontés à de sérieux problèmes de gouvernance. Et puis, neuf ans, c'est long, se dit Karim Khan. « Il avait besoin de savoir dans quoi il s'embarquait avant de prendre sa décision », confie l'un de ses proches. Le prestigieux poste peut-il pour autant se refuser ?

D'autant que l'avocat sait qu'il a plusieurs cartes à jouer pour gagner le soutien des États parties. Charismatique, orateur hors pair, il est bien connu dans le « petit » monde du droit pénal international. « C'était la personne avec le meilleur profil, l'homme qu'il fallait pour le poste », se félicite Adama Dieng. Comme beaucoup, le Sénégalais évoque le professionnalisme de son protégé, son « leadership » et sa forte personnalité. « Sa technicité, sa connaissance du système juridique et son expertise en droit pénal international le classent parmi les meilleurs », ajoute un juriste de la CPI.

Humilité

Surtout, le Britannique est connu dans nombre de pays africains. Outre Adama Dieng, il est proche de plusieurs grands noms de la justice pénale internationale. Il en a rencontré certains lorsqu'il était conseiller juridique au sein du bureau du procureur au Tribunal spécial pour le Rwanda (TPIR), comme le Gambien Hassan Jallow ou feu le Camerounais Bernard Muna. Par la suite, en tant qu'avocat de la défense à la CPI et président de l'association des avocats qui siègent à la Cour, il a su nouer des relations solides avec ses pairs, notamment africains. En 2018, il est d'ailleurs devenu ambassadeur mondial de l'Association du barreau africain.

Au sein d'une Cour souvent accusée de rendre une « justice de Blancs », son humilité joue en sa faveur. « C'est un homme qui ne s'embarrasse pas du protocole et qui peut parler à tout le monde, raconte l'avocat camerounais Charles Taku. Les vestiges du colonialisme planent encore au-dessus de nos têtes. Mais nous avons confiance en Karim : c'est l'un des nôtres. » « Il a beau être européen, il a quelque chose de pas tout à fait occidental. Quand il a une relation, il prend le temps de l'entretenir. Et ça, culturellement, c'est très important », renchérit le délégué d'une représentation ouest-africaine à New York.

Fils d'un dermatologue et d'une infirmière qui, dans les années 1980, portaient une fois

par an soigner bénévolement les habitants de zones reculées, au Pakistan, en Inde ou en Gambie, il n'a rien du procureur européen typique. Il est britannique, c'est indéniable : par sa mère, par son enfance passée en Grande-Bretagne, par sa formation au sein du prestigieux King's College de Londres et par son accent. Il est même, depuis 2011, conseiller de son Altesse royale. Quoi de plus *British* ?

Mais Karim Khan Asad Ahmad est aussi pakistanais par son père. Il a même enseigné le droit islamique. « Petit Blanc » à Islamabad, « Paki » dans les rues de Londres, enfant musulman dans une école catholique, il sait ce que « minoritaire » veut dire. Membre de la communauté ahmadi, un courant de l'islam né au Pendjab ciblé par des discriminations et des violences au Pakistan, il sait aussi ce que « persécution » signifie.

Est-ce de là que lui viennent son engagement et sa force de caractère ? Déterminé et ambitieux, il est aussi l'un des candidats qui se sont exprimés le plus fermement sur la nécessité de réformer la CPI. « Nous ne pouvons pas nous voiler la face et risquer de continuer à tenir des promesses creuses », a-t-il lancé aux États membres, le 10 décembre 2020. « Je ne suis pas là pour promettre tel nombre de condamnations ou d'ouverture d'enquêtes », a-t-il poursuivi, appelant à sélectionner les affaires avec plus de rigueur. Il sait que les échecs successifs du bureau de la procureure, à commencer par l'acquiescement de Laurent Gbagbo, ont aussi terni l'image de la Cour.

« Rupture assurée »

« Je ne suis pas sûr que les gens comprennent à quel point les choses vont changer. Avec lui, la rupture est assurée », assure Alain Werner. Ce proche de Karim Khan a travaillé avec lui en tant que conseil des parties civiles dans le procès de « Douch », tortionnaire du régime des Khmers rouges, au Cambodge. L'avocat suisse décrit un homme « puissant », une « machine de guerre » et un bourreau de travail. « Il a hérité d'un des postes les plus compliqués au monde mais il a une envie réelle de laisser une trace positive, ajoute Werner. Pour arriver à ses fins, il n'hésite pas à déplaire. Il n'a pas peur de se faire des ennemis. »

Au cours de ses vingt-huit années de carrière, c'est sûr, Karim Khan ne s'est pas fait que des amis. Deux épisodes distincts illustrent ce fort caractère. Le premier se déroule à La Haye, au premier jour du procès de l'ancien président libérien, Charles Taylor, devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, le 4 juin 2007. L'accusé est absent et Karim Khan, en dépit des injonctions de la juge (qui l'accuse de flirter avec l'outrage à la Cour), refuse de représenter

« PETIT BLANC »
À ISLAMABAD,
« PAKI » DANS LES
RUES DE LONDRES,
MUSULMAN DANS
UNE ÉCOLE
CATHOLIQUE,
IL SAIT CE QUE
« MINORITAIRE »
VEUT DIRE.



REUTERS/ROB KEENS

son client et quitte la salle d'audience. Le procès ne reprendra que six mois plus tard, avec de nouveaux avocats. « La défense manquait cruellement de moyens pour un cas d'une telle ampleur, explique aujourd'hui une source proche du dossier. Pour finir, ce coup d'éclat a permis à Taylor de bénéficier d'une meilleure défense, même s'il a finalement été condamné [à cinquante ans de prison, le 30 mai 2012]. »

« Candidat inadapté »

Le deuxième épisode concerne l'un des procès les plus emblématiques de la CPI : celui du vice-président kényan, William Ruto. Poursuivi pour crimes contre l'humanité, il est défendu par Karim Khan et obtient, en 2016, un non-lieu. Ce dossier sera marqué par des accusations de subornation de témoins. Pour George Kegoro, alors président de la Commission kényane des droits humains, cela ne fait aucun doute, Karim Khan fait « partie du problème ». « Les dirigeants kényans ont diabolisé la société civile et ont utilisé Karim Khan pour diriger leurs attaques », accuse-t-il.

« La position de Karim Khan, qui critiquait violemment ceux qu'il considérait comme des adversaires de son client, pourrait avoir joué un rôle dans la construction d'un climat politique hostile à la Cour », dénonçaient en janvier dernier une vingtaine d'ONG africaines, en tentant de faire barrage à sa candidature. « Le rôle joué par Karim Khan dans ce dossier fait de lui un candidat totalement

En juillet 2006, il défend l'ancien président libérien Charles Taylor devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, à La Haye.

inadapté pour le poste », ajoute George Kegoro. Une autre source proche du dossier va plus loin. « La véritable question qui se pose, c'est celle de la subornation de témoins dont Ruto est soupçonné. Est-ce que Karim Khan, en tant qu'avocat de la défense, a eu accès à certaines informations ? » Dans le milieu des organisations internationales, beaucoup s'interrogent. Certains se demandent également si Karim Khan est capable de défendre des victimes, lui qui a bien souvent été du côté de la défense : celle de Charles Taylor bien sûr, mais aussi celle du Congolais Jean-Pierre Bemba, du Libyen Seïf el-Islam Khadafi et de plusieurs chefs rebelles du Darfour.

Ses proches, eux, rappellent son travail – souvent bénévole et lié à l'Afrique – aux côtés des victimes d'un prêtre xavérien accusé de viols en Sierra Leone et de crimes commis pendant la guerre civile ; ou en faveur des communautés kipsigi et talai au Kenya... Karim Khan a également été l'avocat du Camerounais Félix Agbor-Bala Nkongho, qui risquait la peine capitale devant un tribunal militaire de Yaoundé pour avoir accusé l'armée d'exactions commises en zone anglophone.

Son arrivée à La Haye ne va donc pas manquer d'ébranler une administration souvent décrite comme « sclérosée ». Ici non plus, il risque de ne pas se faire que des amis. Mais ce musulman pratiquant n'en a cure : comme il aime à le dire, « le seul ami dont on puisse avoir besoin, c'est Dieu ». ●



L'homme de 47 ans fuit les médias comme la peste.

SÉNÉGAL

ANTOINE DIOME, LE « SNIPER » DE MACKY SALL

Artisan des condamnations de Karim Wade et de Khalifa Sall, l'ancien procureur est désormais ministre de l'Intérieur. Soldat dévoué, il est prêt à prendre des coups et à les rendre... Portrait d'un homme politique atypique.

MEHDI BA

S'il était une figure de la mythologie grecque, peut-être serait-il Économie, l'une des trois filles de Zeus et Thémis, qui personnifie la loi, la législation et l'ordre. Hier magistrat du Parquet, depuis novembre 2020 ministre de l'Intérieur, Antoine Félix Abdoulaye Diome n'a-t-il pas accepté, dans ses fonctions successives, de prendre la relève, au Sénégal, de cette « déesse mineure » en assumant ses principales tâches : assurer la stabilité intérieure de l'État et le maintien de l'ordre public ?

À 47 ans, l'homme a conservé un visage juvénile et avenant. Mais ne vous y trompez pas : « Il prend des airs souriants et n'attaque jamais frontalement. Il poignarde dans le dos, commente une avocate qui s'est confrontée à lui lors du procès de Karim Wade et de ses coaccusés, entre 2014 et 2015. Ce n'est pas un mauvais juriste, mais il avait tendance à tordre les débats : il était manifestement en service commandé. »

Antoine Diome – « Tony », pour les intimes – fuit les médias comme la peste. « Il est plus à l'aise au prétoire que dans un meeting, résume un célèbre intervieweur sénégalais qui a vu défiler le gratin politique du pays. Nous sommes nombreux à avoir sollicité un entretien, mais il a toujours décliné

courtoisement. » *Jeune Afrique* aussi s'y est cassé les dents, faute de pouvoir se rendre dans les délais à Dakar pour un face-à-face qu'il laissait entrevoir. Pas de discussion à distance possible avec Antoine Diome, même par visioconférence.

Jerricane d'essence

Le 6 mars dernier, c'est devant une caméra de télévision, mais sans journaliste pour l'interroger, qu'il a connu son baptême du feu médiatique, lisant, en prime time, une déclaration où il s'indignait des émeutes qui venaient d'ébranler la capitale sénégalaise et plusieurs grandes villes du pays. Devenu ministre de l'Intérieur quatre mois plus tôt, Antoine Diome n'y est pas allé de main morte dans sa riposte aux sympathisants du député de l'opposition Ousmane Sonko, convoqué par la justice pour une accusation de viol vue par nombre de Sénégalais comme un traquenard politico-judiciaire. « Ces actes de provocation sans précédent et sans commune mesure ont provoqué, avec le soutien de forces occultes identifiées, des manifestations violentes dans plusieurs quartiers de la capitale et dans d'autres localités du pays », déclarait-il, avant d'énumérer ces « actes de nature terroriste » : « Voies de fait, saccages, pillages

et dégradations de bâtiments publics et de biens privés, mais aussi de commerces appartenant à des personnes physiques et morales... »

Antoine Diome, ce soir-là, ne rechigne devant aucun superlatif, allant jusqu'à qualifier la grogne populaire de « conspiration contre l'État » relevant d'une « insurrection organisée ». Pour un politique qui connaît bien le magistrat, cette intervention « maladroite » revenait à employer un jerricane d'essence pour tenter d'éteindre un départ de feu : « À l'audience, la parole d'un procureur est naturellement à charge. Mais là, il s'exprimait en tant que ministre face à une jeunesse qui se révolte. » Selon la même source, Antoine Diome « aurait eu besoin d'un peu plus d'expérience en politique avant de reprendre le poste sensible de ministre de l'Intérieur, car en matière de communication, il n'est manifestement pas préparé à jouer ce rôle ». Depuis cette intervention controversée, la grogne est retombée à Dakar, Thiès ou Ziguinchor. Et le nouveau ministre de l'Intérieur y a trouvé un répit. Mais une question reste posée : comment le procureur Antoine Diome a-t-il obtenu de Macky Sall ce rôle de « premier flic du Sénégal », dont ce dernier sait bien, pour l'avoir lui-même occupé de 2003 à 2004, qu'il est susceptible de conduire jusqu'au sommet de l'État ?

Loyal et discret

Aux dires de plusieurs interlocuteurs, qui ne donnent guère plus de détails, une relation ancienne unirait les deux hommes, basée sur la confiance accordée par le président à ce magistrat aussi loyal que discret. « Quelques mois avant sa nomination, Diome avait accompagné Macky Sall à La Mecque. C'est lui qui reçoit certaines personnalités, tels des opposants ou dignitaires africains en disgrâce. Il suit personnellement certains dossiers confidentiels », témoigne une ancienne connaissance.

Rien ne semblait pourtant prédestiner l'ancien procureur, vierge de tout engagement politique, à troquer sa robe noire pour le costume de ministre de l'Intérieur. Après un master, Antoine Diome intègre l'École nationale de la magistrature, à Paris, où il se spécialise notamment dans la lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et la confiscation des avoirs criminels. À 24 ans, il débute sa carrière comme substitut du procureur près le tribunal régional de Diourbel avant de gravir rapidement

les échelons, de Dakar (où il est avocat général près la Cour d'appel) à Guédiawaye.

Mais c'est en 2012, au lendemain de l'élection de Macky Sall, que la carrière du magistrat s'envole. À peine élu, le chef de l'État se lance dans une « traque aux biens mal acquis » qui se traduit par la résurrection d'une juridiction tombée en désuétude vingt-huit ans plus tôt : la Cour de répression de l'enrichissement illicite (Crei). « Il n'y avait pas foule à l'époque pour présenter sa candidature dans cette cour spéciale qui n'avait existé que durant trois années, se rappelle un proche de Macky Sall. Antoine Diome a manifesté son intérêt et il a été retenu pour le poste de substitut du procureur spécial, Alioune Ndao. » À seulement 38 ans, Antoine Diome devient donc l'un des principaux artisans d'un dossier judiciaire qui tiendra le Sénégal en haleine pendant trois années : l'accusation d'enrichissement illicite portée contre Karim Wade, ancien ministre et fils de l'ex-président Abdoulaye Wade.

Trois mois après le début des audiences, coup de théâtre : à la faveur d'une suspension du procès, le procureur spécial Alioune Ndao est sèchement débarqué et remplacé au pied

levé par Cheikh Tidiane Mara, qui dispose d'une quinzaine de jours pour se familiariser avec un dossier de 47 000 pages portant sur une myriade de sociétés et de comptes bancaires. Antoine Diome, qui en maîtrise parfaitement les arcanes, y gagne en influence, jusqu'au verdict, qui verra la condamnation de Karim Wade à six années de prison et à une amende record de 138 milliards de francs CFA (210 millions d'euros). « C'est un parquetier

incisif, qui ne lâche pas le morceau », estime un ministre de l'époque.

Cette première victoire symbolique pour le procureur adjoint sera toutefois de courte durée. Car en juin 2015, au lendemain du verdict, Antoine Diome est nommé agent judiciaire de l'État. C'est lui qui, désormais, sera chargé de recouvrer les sommes exorbitantes exigées de Karim Wade. Or, selon l'accusation dont il a été le fer de lance, le fils de l'ancien président aurait dissimulé un véritable pactole à l'étranger, où Antoine Diome est chargé d'aller le débusquer. « Ils ont établi leur postulat, puis construit leur dossier d'accusation. Mais leurs demandes de recouvrement n'ont jamais prospéré hors du Sénégal, analyse l'un des avocats de la défense. Le bilan d'Antoine Diome à la Crei se limite donc à la condamnation de Karim Wade et de ses coaccusés, c'est tout ! » Dans ce dossier, rappelle la même

« C'est un parquetier incisif, qui ne lâche pas le morceau », estime un ancien ministre.

source, « l'État du Sénégal sera désavoué à Paris, à Monaco [au pénal comme au civil] ou encore par la Commission des Nations unies pour le droit commercial international [CNUDCI], qui a rendu en 2019 une sentence arbitrale en faveur de Bibou Bourgi », l'un des coaccusés de Karim Wade. « Il n'est pas un mauvais juriste mais, dans ce dossier, il a joué le rôle de bras armé de Macky Sall », poursuit notre avocat, qui estime que pour le pouvoir l'objectif était double : « Faire main basse sur le patrimoine de Bibou Bourgi et se débarrasser d'un adversaire politique : Karim Wade. »

Des désaveux successifs qui viennent s'ajouter à un avis cinglant rendu en avril 2015 par le Groupe de travail sur la détention arbitraire, un organisme dépendant du Comité des droits de l'homme de l'ONU. Estimant « arbitraire » la privation de liberté dont Karim Wade fait alors l'objet, le comité « demande au gouvernement de la République du Sénégal de prendre les mesures nécessaires pour remédier au préjudice subi en prévoyant une réparation intégrale » au bénéfice de l'ancien « ministre du Ciel et de la Terre ».

« Faire le sale boulot »

Ce camouflet ne suffira pas à entraver l'ascension du magistrat – qui a entre-temps contribué, en tant qu'agent judiciaire de l'État, à faire condamner à cinq années de prison Khalifa Sall, l'ancien maire de Dakar, notamment pour « escroquerie aux deniers publics ». « Dans l'affaire Karim Wade, il n'était ni juge ni détenteur de l'exécutif, commente un observateur qui connaît l'intéressé de longue date. Il n'était pas payé pour avoir raison, mais pour accomplir une mission précise en menant les poursuites à leur terme. Certains diront : pour faire le sale boulot... »

Antoine Diome saura-t-il convaincre les Sénégalais que son parachutage à la tête de l'Intérieur était justifié ? « Macky Sall voulait à ce poste quelqu'un qui n'entretient pas de contentieux politique avec les ténors de la majorité, contrairement à son prédécesseur, Aly Ngouille Ndiaye », analyse un proche du chef de l'État, qui ajoute que Diome est vu par son patron comme « un bon soldat, prêt à prendre des coups et à les rendre ».

La promotion dont il a bénéficié a pourtant des allures de cadeau empoisonné puisqu'il incombe à son titulaire de superviser les prochaines élections, dans un contexte où leur transparence est régulièrement mise en doute par l'opposition. Or, de 2022 à 2024, entre des locales maintes fois reportées, des élections législatives et une présidentielle, le calendrier s'annonce chargé. Et les polémiques, nombreuses. ●



Dans la mosquée des Mourides à Dakar, en mai 2020.

Bien introduit à Touba

Malgré ce que son prénom usuel pourrait suggérer, le musulman Antoine Diome entretient des relations anciennes et étroites avec l'influente confrérie mouride.

Le journaliste Souleymane Niang, de la Télé Futurs Médias (TFM), en a été pour ses frais et pour un mea culpa public. Il avait déduit à la va-vite, au lendemain de la nomination d'Antoine Félix Diome au ministère de l'Intérieur, que ce dernier était catholique. « Analysant sa nomination et ignorant que, contrairement à ce que pourrait laisser penser son nom, il n'est pas chrétien, je me suis étonné du fait que, rompant avec une pratique qui commence à s'ancrer, le président de la République ait nommé à ce poste une personnalité non musulmane et réputée capable de représenter le gouvernement aux cérémonies officielles du « magal » et des « gamous » [célébrations religieuses musulmanes], avec tout ce que cela exige de connaissance de l'étiquette des milieux maraboutiques et des éléments de langage appropriés », a-t-il

ensuite admis. « Antoine Félix Abdoulaye Diome est d'ethnie sérère, où l'on peut trouver dans une même famille à la fois des catholiques et des musulmans. Feu le cardinal Thiandoum avait ainsi un frère converti à l'islam et certains de ses neveux étaient des imams », s'amuse un éditorialiste, lui aussi sérère. Or, non seulement Antoine Diome est bien musulman, mais il est de plus très introduit à Touba, la ville sainte du mouridisme, où il est proche des descendants de Serigne Salio Mbacqué (décédé en 2007), lui-même fils du fondateur Cheikh Ahmadou Bamba et cinquième khalife général de la confrérie. Celui-ci avait même été son guide spirituel.

Le ministre de l'Intérieur peut en outre compter sur le soutien de son « oncle » Mbackiou Faye (un cousin du côté de sa mère), qui est le représentant du khalife général des mourides à Dakar, et à ce titre la figure de référence de l'imposante mosquée Massalikoul Djinaane, inaugurée dans la capitale par la confrérie en septembre 2019. ●

M.B.

MAROC

LE RETOUR « SURPRISE » D'ILYAS EL OMARI

Retiré de la vie publique depuis 2019, l'ancien homme fort du PAM a fait une apparition remarquée sur un média... chinois.

À quoi ressemble sa nouvelle vie ? Peut-il renaître de ses cendres ? Éléments de réponse.

NINA KOZLOWSKI

Depuis sa démission de la présidence de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima, en septembre 2019, Ilyas El Omari – longtemps considéré comme l'un des hommes politiques les plus puissants du Maroc – avait complètement disparu des écrans radars, comme évaporé dans la nature. Ce dernier a sans conteste tenté de se faire oublier, et le monde médiatique n'a pas vraiment cherché à prendre de ses nouvelles.

En juillet 2020, *Le360* a tout de même voulu savoir ce que devenait « l'exilé du Rif », « prédestiné à jouer un grand rôle sur la scène politique marocaine ». Une mission impossible, selon le site d'information en ligne, l'intéressé restant injoignable. Seuls quelques membres de son entourage sont sortis du silence pour décrire un homme « reclus », « trahi » et « extrêmement souffrant », qui refuserait « le moindre contact – en dehors de ses proches – ou la moindre prise de parole » et qui aurait surtout « payé son engagement au prix fort ».

Ilyas El Omari semblait donc avoir entamé une traversée du désert. La surprise a donc été grande lorsqu'il est publiquement réapparu face aux caméras de « New China TV » et dans les colonnes de la très officielle agence de presse Xinhua, le 5 avril. Invité au centenaire du Parti communiste chinois, l'ancien secrétaire général du PAM (Parti Authenticité et Modernité) n'a pas tari d'éloges sur le régime de Pékin. Outre ses pirouettes diplomatiques, c'est son look qui a retenu l'attention du public marocain. Exit la calvitie et la moustache, Omari, loin d'être l'ermite décrit par ses amis, a désormais des implants capillaires, une barbe soigneusement taillée et semble avoir rajeuni de dix ans. Certains imaginent déjà une potentielle résurrection politique, pourtant très peu probable, quand d'autres s'interrogent sur la nouvelle vie de cet homme dont le talent pour brouiller les pistes n'est plus à démontrer. →



FADIEL SEMMA/AFP

Lors d'un meeting du PAM, le 4 octobre 2016, à Kenitra.

→ À en croire ses proches, qui refusent tous d'être cités (quand ils acceptent de parler), Ilyas El Omari serait dorénavant « M. Tout-le-Monde » et coulerait des jours heureux et paisibles entre Rabat et Tanger, « rattrapant le temps perdu avec ses proches : son épouse et ses trois enfants ». D'autant qu'il est récemment devenu grand-père, pour la première fois, d'une petite fille. Il aurait même été étonné que les médias marocains s'intéressent à sa sortie en Chine, lui qui tient à rester en dehors de la lumière. Éluant la question de sa vertigineuse chute politique, son entourage assure qu'il voulait prendre sa retraite (politique) et laisser les rênes à une nouvelle génération pour se « consacrer à autre chose », sans préciser quoi.

Autodidacte brut de décoffrage

Pourtant, son apparition remarquée semble coïncider avec trois événements brûlants qui le concernent (même de loin) et auxquels l'opinion publique le lie : le projet de loi sur la légalisation du cannabis thérapeutique (essentiellement cultivé dans le Rif), la disgrâce de Mustapha Bakkoury, qui lui avait succédé au secrétariat général du PAM, et les élections législatives de 2022.

Né en 1967 à Nekor, près d'Al Hoceima, au sein d'une famille très modeste et dans un Rif marginalisé, Omari a arrêté l'école avant le baccalauréat. Cette période de sa vie demeurant un mystère, le conditionnel est de rigueur : il aurait été un militant très actif lors du soulèvement rifain de 1984 et serait entré dans la clandestinité pour éviter d'être arrêté par la police comme nombre de ses camarades – ce qui ne l'aurait pas empêché d'être condamné à de la prison ferme par contumace. Il aurait alors mené une vie de fugitif jusqu'à sa grâce, en 1989, tout en restant très proche des milieux étudiants d'extrême gauche.

Autodidacte réputé pour être brut de décoffrage, il a souvent été méprisé par l'élite économique du pays, de façon plus ou moins insidieuse, même au faite de sa puissance politique. Il a récemment appris à parler couramment anglais et espagnol et aurait même passé un « master » – on ignore dans quelle discipline. Quoi qu'il en soit, Ilyas

Pour ses proches, le royaume a besoin de quelqu'un comme lui, « un vrai démocrate, un homme de gauche » à « l'énergie inépuisable ».

El Omari demeure, selon le journaliste espagnol Ignacio Cembrero, un homme prospère. « Dans les années 1990, c'était un tout petit entrepreneur qui faisait des affaires dans l'immobilier », mais aussi (et surtout) dans le papier et l'imprimerie. Puis, au cours des années 2000, il s'est lancé dans la construction avec son frère Fouad, ex-maire de Tanger. Depuis, Omari possède au moins six sociétés, actives ou inactives, mais aussi bon nombre de prête-noms, notamment dans des investissements hôteliers.

Dernière rumeur en date ? Il serait l'un des propriétaires d'un hôtel situé sur la Costa del Sol espagnole. D'ailleurs, il séjournerait plus souvent en Andalousie, à Malaga, qu'au Maroc. Ses proches démentent formellement. Mais « il passe beaucoup de temps en Espagne », persiste Cembrero. Certains lui prêtent aussi des affaires liées à l'import-export avec des pays d'Amérique latine. Fort d'un solide carnet d'adresses, il touche aussi quelques cachets ici et là lorsqu'il participe à des conférences organisées par différents think tanks.

« Ilyas El Omari est très riche. Le problème, c'est justement l'opacité qui règne sur ses business et l'origine de sa fortune », estime une source qui a requis l'anonymat. Une question qui est allée jusqu'à tarauder Abdelilah Benkirane lorsqu'il était chef du gouvernement. En mai 2016, il avait sommé Omari de s'expliquer sur l'origine de sa fortune. « Il l'a amassée grâce aux dealers de drogue », n'avait-il pas hésité à dénoncer un an plus tôt. « L'argent utilisé par le PAM durant les élections est issu de la poudre que l'on connaît tous », affirmait-il encore. Des accusations difficilement vérifiables, et lancées dans un contexte particulier : à l'époque, l'heure était au populisme, et les deux hommes étaient en plein duel législatif. La victoire du PAM devait contrer l'influence grandissante des islamistes. Mais, en 2011 comme en 2016, son parti politique est arrivé deuxième et s'est retrouvé dans l'opposition, amorçant le déclin de son secrétaire général, Ilyas El Omari.

« Moment opportun »

Mais aujourd'hui, « c'est le moment opportun pour un éventuel retour sur la scène politique », estime Abdessalam Boutayeb, directeur du Festival du film de Nador. Pour ce militant des droits humains comme pour d'autres proches d'Omari, le Maroc a besoin de quelqu'un comme lui, « un vrai démocrate, un homme de gauche ». « Il a accompli des choses qu'un humain ne peut pas faire, avec une énergie inépuisable et beaucoup d'amour.



Au micro de l'agence de presse chinoise Xinhua, le 16 mars, à Rabat.

Il mérite de se reposer, mais, selon sa femme, il a beaucoup de mal à le faire », affirme l'un de ses amis. En apparaissant dans les médias chinois, n'a-t-il pas voulu envoyer un message, montrer qu'il était toujours « en place » ?

Reste que sa dernière coopération avec Pékin n'a pas été couronnée de succès. En 2016, alors qu'il était encore président de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, il se disait à l'origine du projet de la Cité Mohammed VI Tanger Tech, censé être le fruit d'une coopération sino-marocaine. Les promesses étaient mirobolantes : création de 100 000 emplois, implantation de 200 usines et au moins 10 milliards de dollars d'investissement, le tout porté par BMCE Bank, le groupe chinois Haite et la région. Presque cinq ans plus tard, la fameuse cité est toujours un mirage, et, en coulisses, beaucoup assurent que tout a capoté à cause de lui. Haite s'est révélé être un colosse aux pieds d'argile, selon une enquête de « TelQuel », tandis que

Prospère, il possède au moins six sociétés et bon nombre de prénoms, notamment dans des investissements hôteliers.

les milliers de mètres carrés de terrain foncier alloués au projet sont en fait situés dans une zone inondable.

Le mandat d'Omari à la tête de la région a été passé au crible par la Cour des comptes, qui a relevé de nombreux dysfonctionnements et une mauvaise gestion. Et sa démission pour « raisons de santé » ressemble plutôt à une mise à l'écart. La veille de son départ, la réunion de l'Agence régionale d'exécution des projets (Arep) consacrée au budget de 2019, qu'il présidait, avait été boycottée par ses membres, y compris par ceux de son parti. « Ilyas El Omari est fait pour diriger un parti politique, pas pour être président de région », plaide Abdessalam Boutayeb.

Le « Rifain de Rabat »

Mais cet « échec » est un comble pour ce politicien qui a toujours fait du Rif sa chasse gardée. C'est même grâce à cela qu'il a été repéré par le sérail. En 2004, juste après le tremblement de terre d'Al Hoceïma, Ilyas El Omari a pris à bras-le-corps la reconstruction de la ville et des villages alentour. La même année, il s'est également intéressé à l'épineuse question des armes chimiques utilisées par l'Espagne au cours de la guerre du Rif (1921-1926), ou encore à la reconnaissance de l'identité amazighe.

Autant de thèmes qu'il a utilisés pour se faire connaître et gravir les échelons du pouvoir de façon fulgurante. Après le Hirak du Rif (2016-2018), il était attendu au tournant. L'État comptait sur lui et sur le PAM pour maîtriser la situation... En vain. Une partie du mouvement de protestation rifain a même conspué Omari en l'accusant notamment de « s'être enrichi sur le dos du Rif », de n'avoir rien fait pour le développement de sa région, et d'être finalement un « Rifain de Rabat ». Pour ne rien arranger, Saïd Chaou, ex-député PAM et proche parent d'Omari, a fui le Maroc en 2017 car il était impliqué dans une affaire de trafic de drogue, avant de devenir la figure de proue d'un mouvement rifain séparatiste depuis Amsterdam... ●



TUNISIE

IL COURT, IL COURT LE CORONA

La gestion approximative de la pandémie, tant par l'exécutif que par les autorités sanitaires, ainsi que l'indiscipline d'une population à bout de patience ont conduit à une nouvelle flambée virale.

JDDI/WASSIM/SOPA IMAGES VIA ZUMA WIRE/REA



Un hôpital de circonstance d'une capacité de 100 lits a été installé à la Cité sportive d'El-Menzah, à Tunis.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

À contre-courant de la tendance à la « réouverture » qui prévaut un peu partout dans le monde, le gouvernement tunisien a décrété un confinement total du 9 au 16 mai. Une décision justifiée par l'amorce d'une troisième vague de contamination au Covid-19. Un scénario que redoutent les autorités sanitaires, conscientes de n'avoir ni les moyens ni l'énergie d'affronter une nouvelle flambée virale.

À cela s'ajoutent un contexte socio-économique particulièrement tendu et l'exaspération de citoyens las de subir des mesures dont ils ne saisissent pas toujours la portée. Pour eux, la priorité est de gérer leur précarité pour ne pas mourir de faim. « Et si je dois être touché par le virus, ce sera mon destin », explique un vendeur à la sauvette qui persiste à étaler sa marchandise dans les rues du quartier populaire d'Ettadhamen.

Ici, il est protégé par ses semblables, d'autant que les forces sécuritaires se gardent d'intervenir, alors qu'ailleurs dans le Grand Tunis il est interdit de circuler sans autorisation. Mais commerçants, riverains et chalands n'ont plus cure des décisions gouvernementales.

Désobéissance civile

Des institutions locales, comme la centrale patronale de Sousse, ou de grandes enseignes ont décidé de pratiquer la désobéissance civile en ouvrant leurs portes, alors que la barre des 11 500 décès, soit 1 % de la population, a été franchie à la fin du mois saint. À quelques jours de la fin du ramadan, le confinement et la fermeture des commerces non essentiels ont été une catastrophe pour les négoce, qui réalisent le plus gros de leur chiffre pendant cette période.

Depuis quinze mois, le pays est engagé dans une course infernale contre la pandémie. Les périodes de confinement, assorties de mesures drastiques, alternent avec des déconfinements partiels perçus par la population comme une levée de toutes les restrictions et un retour à la vie normale. « Le dispositif initial, très contraignant, a été suivi par un relâchement total, sans possibilité d'imposer

à nouveau des mesures fortes », commente Souheil Alouini, médecin, ancien président de la commission de la santé à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) et consultant à l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Personne n'était préparé au choc de la pandémie, mais les Tunisiens, en mars 2020, ont non seulement accepté le principe du confinement, mais se sont mobilisés spontanément pour aider les soignants et les hôpitaux publics, et ont fait montre de solidarité en cotisant largement au fond 18/18 mis en place par le gouvernement pour faire face à l'urgence du Covid-19. Mais si la précarité du secteur de la santé était connue, on était loin d'imaginer que plusieurs établissements seraient à ce point désarmés, le gouvernement précédent, malgré les déclarations de la ministre de la Santé sortante, Sonia Ben Cheikh, n'ayant pas vraiment élaboré de stratégie face à la pandémie.

Le gouvernement Elyes Fakhfakh, entré en fonction début mars 2020, s'est rapidement trouvé confronté à une pénurie de masques, de tests PCR, de goupillons et de lits de réanimation. Une situation telle que l'exécutif a recentré sur la pandémie l'essentiel de son activité, renonçant à l'application du programme socio-économique initialement prévu. La crainte du pire a conduit à la fermeture des frontières dès le 18 mars, puis à un confinement total le 20 mars, suivant les recommandations de l'OMS. Un dispositif accompagné d'une distribution d'aides pour les plus nécessiteux. Avec cette mise sous cloche du pays, le virus semblait maîtrisé.

Excès de confiance

Mais il a suffi que l'on rétablisse la circulation des biens et des personnes, et que l'on rouvre les frontières pour que le mal, qui couvait, réapparaisse de plus belle dès la fin de la saison estivale. Ceux qui alertent sur le danger imminent sont traités d'oiseaux de mauvais augure. Certains sont persuadés que le pays a terrassé le virus, sans s'interroger sur les raisons de cette prouesse. Une communication défaillante achève de déconnecter le citoyen de la réalité : les mesures de distanciation et les précautions sont bonnes pour les autres, la Tunisie n'a plus rien à craindre. Une erreur d'appréciation qui fera le lit de la deuxième vague.

À la fragilité du pays est venue se greffer une crise politique sans précédent. Les manœuvres partisans et la guerre des ego provoquent la chute du gouvernement Fakhfakh, remplacé, en septembre 2020, après deux mois de tergiversations, par celui de Hichem Mechichi. Entre-temps, le ministre de la Santé, Abdellatif el-Mekki, qui lorgne les commandes de



Démarrée en mars, la campagne de vaccination a été freinée par deux bugs informatiques.

l'exécutif, jette l'éponge. Son remplaçant par intérim, Habib Kchaou, gère comme il peut une situation au sein d'un gouvernement dont la marge de manœuvre est réduite.

En parallèle, les Tunisiens sont sûrs d'avoir vaincu le virus. En septembre 2020, le pays n'a enregistré que 54 décès, et chacun s'attribue le mérite de cette victoire. Laxisme et excès de confiance aidant, la deuxième vague se déclare en décembre 2020 et plombe les perspectives d'une reprise économique. L'opinion découvre à cette occasion que le pays est exsangue et que les ressources se sont taries. Samir Abdelmoumen, urgentiste et membre de la commission scientifique de lutte contre le Covid-19, constate que « les gens n'ont plus confiance dans le commandement. Ils ne veulent plus respecter les mesures de précaution. Pourtant, c'est le même peuple qu'en 2020 ». L'exécutif et les professionnels de santé, qui ont péché par une mauvaise coordination, ont de facto tâtonné et essuyé des revers. « Attribuer aux pays un code couleur a été une erreur, les voyageurs des zones vertes ont propagé la contamination », ajoute le médecin.

Toutes les compétences réunies autour de cette crise sanitaire, que ce soit au ministère de la Santé, au ministère des Technologies de la communication ou au sein de la commission scientifique, semblent incapables d'accompagner la pandémie, aggravée par l'indiscipline des Tunisiens. Certains ont fait



JIDI WASSIMSOFA IMAGES VIA ZUMA WIRE/REA

de la transgression des précautions sanitaires une règle et ignorent les amendes. Dès que la rumeur d'un confinement total commence à circuler, les transports interrégionaux, les commerces de bouche et les bureaux de poste, qui distribuent les mandats aux plus démunis, sont pris d'assaut. Une sorte de sauve-qui-peut qui favorise la propagation virale. « Les dirigeants n'ont rien appris, ils ne semblent même pas vivre dans le même pays. La pandémie a démontré la nécessité de réviser le rôle de l'administration, qui plombe la prise de décision à force de centralisation », déplore l'expert en communication politique Karim Bouzouita.

À l'incompréhension et à l'immobilisme s'ajoute la confusion qui tient à la pratique du deux poids deux mesures et à une absence totale d'exemplarité. Des partis politiques comme Ennahdha et le Parti destourien libre (PDL) ont été autorisés, début mars, à tenir des rassemblements de plusieurs milliers de personnes venues de tout le pays, et leurs dirigeants prenaient la parole sans porter de masque. Huit semaines plus tard, le cap des 10 000 morts était franchi.

La gestion de la pandémie reste dans l'ensemble approximative. La campagne de vaccination, par exemple, patine. Démarrée laborieusement en mars en raison de commandes tardives, elle a été freinée par deux bugs informatiques, dont l'un a effacé pas moins de 60 000 noms de la base de données. « Ils ont agi dans l'urgence, avec peu moyens

et peu d'organisation. Il est temps de faire un réel bilan de l'efficacité de l'application Evax », estime Khaled Abdeljaoued, patron d'une entreprise informatique. Le centre d'appels mis gracieusement à la disposition du ministère de la Santé par un opérateur privé a très vite été saturé, tandis que le ministère des Technologies de la communication, selon des sources du ministère de la Santé, essaie de corriger le tir en tentant de développer d'autres plateformes en gré à gré. Une pratique qui pourrait être dénoncée par la pointilleuse commission des marchés du ministère des Finances.

Manque de discernement

La politique a joué un rôle négatif dans la gestion de cette crise sanitaire : les dissensions au sommet de l'État ont fait que la présidence n'a tenu, depuis avril 2020, aucune réunion du Conseil national de sécurité. Dépassé par les événements, le ministère de la Santé n'a pas mis un frein au phénomène d'automédication, qui a biaisé l'évaluation de la diffusion du virus. « Pour 135 dinars, ceux qui pensaient être atteints du Covid pouvaient obtenir auprès de leur pharmacie et sans prescription un pack de cinq médicaments. Nulle part au monde on n'a fait preuve d'aussi peu de discernement. Ce phénomène est au cœur de toutes les erreurs, il a brouillé les statistiques et surtout fait que les patients ne se sont adressés à des médecins qu'en dernier recours, souvent dans un état nécessitant une hospitalisation », regrette le gériatre Samy Allagui. De

même, personne ne peut quantifier ceux qui sont passés sous les radars par crainte des conséquences d'une quarantaine sur leur famille, par manque de moyens financiers permettant une hospitalisation au vu de la saturation des établissements publics, sans oublier ceux qui pensaient n'avoir qu'une grippe de saison, faute d'une campagne de vulgarisation contre la grippe soutenue.

On évalue à 30 % le pourcentage de la population touchée par le virus, loin des 60 % à partir desquels on peut parler d'immunité collective. Un objectif qui reste tributaire de la conduite de la campagne de vaccination et d'un meilleur contrôle sur la durée. Mais, quand le ministre de la Santé recommande avec empathie de « prendre soin de soi et de ses proches », les Tunisiens entendent un aveu d'impuissance de l'État. ●

**TOLÉRÉ PAR
LE MINISTÈRE
DE LA SANTÉ,
LE PHÉNOMÈNE
D'AUTOMÉDICATION
A BROUILLÉ LES
STATISTIQUES.**



Manifestation
antigouvernementale,
le 26 mars, à Alger.

ALGÉRIE

VERS UNE ASSEMBLÉE NEW-LOOK

Même si des inconnues demeurent, les législatives du 12 juin marqueront plusieurs ruptures majeures qui modifieront en profondeur la composition de l'hémicycle.

FARID ALILAT

AMM/ABC/ANDIA.FR



Après une longue convalescence en Allemagne, où il a été soigné pour cause de Covid-19, le président Abdelmadjid Tebboune ouvre, après celui de la réforme constitutionnelle, le deuxième chantier de son quinquennat avec la tenue d'élections législatives le 12 juin. Mal élu en décembre 2019, ayant subi un camouflet avec le référendum du 1^{er} novembre 2020 pour la nouvelle Constitution, boycotté par 67 % des électeurs, le chef de l'État entame un projet risqué et hasardeux tant le terrain est miné. Pandémie, marasme social, crise économique, contestation populaire avec la poursuite des manifestations du Hirak, rarement une élection se sera déroulée dans un contexte aussi tendu et délétère.

Président de la rupture et du changement, comme il se plaît à se définir, Tebboune ne pouvait se permettre de continuer de gouverner avec une Assemblée héritée du règne de son prédécesseur. Certes, il pouvait encore s'en accommoder, la législature expirant en mai 2023 et la majorité parlementaire lui étant acquise. Mais maintenir une institution décriée, dont les membres sont liés à la fraude et aux forces de l'argent sale aux yeux des Algériens, serait revenu à trahir son engagement d'instaurer une « nouvelle Algérie ». Depuis son arrivée au pouvoir, en décembre 2019, le chef de l'État n'a en effet cessé d'afficher sa volonté de rompre avec l'ancien système, de satisfaire les revendications du Hirak, d'instaurer de nouvelles mœurs politiques, de renouveler et de rajeunir le personnel politique, de combattre la corruption et de donner aux nouvelles générations la possibilité d'accéder à des postes à responsabilité. Dissoudre l'Assemblée est une décision qui a découlé de ces engagements.

Face à cet agenda se dresse la contestation. Celle de la rue et celle d'une partie de la classe politique, qui rejette ces élections. Suspendues à partir de mars 2020 en raison de la pandémie, les manifestations ont repris depuis février. Chaque vendredi, des milliers de personnes défilent dans plusieurs villes du pays pour exiger la fin du système, dénoncer les arrestations et détentions pour délit d'opinion et contester la tenue du scrutin. « Pas d'élections avec les gangs », scandent les marcheurs. Bien que ces manifestations n'aient pas la même ampleur que celles de 2019, elles n'en constituent pas moins un écueil majeur pour le projet électoral du président. À tel point que le gouvernement a mis en place un nouvel arsenal juridique pour contrer les contestataires. Des peines allant jusqu'à vingt ans de prison sont prévues pour les « actes de destruction ou d'enlèvement des urnes », « d'atteinte au déroulement du scrutin et de trouble aux opérations de vote ».

Le pouvoir est confronté à deux autres obstacles tout aussi périlleux pour ce rendez-vous politique. D'abord le désintérêt pour ces législatives. Traditionnellement, les Algériens manifestent très peu d'enthousiasme pour les élections tant ils sont persuadés que les résultats sont truqués, les sièges répartis à l'avance et les élus enclins à servir davantage leurs intérêts personnels que ceux du citoyen. Les remous politiques que connaît le pays depuis le départ de Bouteflika, le marasme social ainsi que les contrecoups de la pandémie n'ont rien arrangé. L'indifférence dans laquelle a été lancée, le 17 mai, la campagne électorale en est la preuve. L'autre écueil est celui de l'abstention. Le référendum constitutionnel de novembre 2020 a été massivement boycotté par les électeurs. Le rendez-vous du 12 juin pourrait connaître le même sort. Un boycott massif constituerait un nouveau camouflet pour l'Assemblée, déjà frappée de discrédit.

Une image à redorer

L'opinion des Algériens à propos de leurs élus est toute faite : ils ne servent pas à grand-chose. Au cours des deux dernières décennies, où elle a été renouvelée à quatre reprises (2002, 2007, 2012, 2017), l'Assemblée n'aura été qu'une chambre d'enregistrement des volontés présidentielles. Pas une seule loi n'a été votée à l'initiative d'un parti politique ou d'un groupe parlementaire, et aucune commission d'enquête parlementaire n'a été menée à son terme. La chambre basse du Parlement a validé toutes les lois et tous les programmes des gouvernements successifs de Bouteflika. Les seules voix discordantes émanaient des partis d'opposition, comme le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Front des forces socialistes (FFS), ou le Parti des travailleurs (PT) (formations qui ont toutes annoncé boycotter les législatives), mais qui comptaient pour quantité négligeable tant le nombre total de sièges qu'on leur octroyait était limité (une soixantaine tout au plus). Sous le régime de Bouteflika, le pouvoir législatif est passé totalement sous la coupe de l'exécutif, faisant fi de la sacro-sainte règle de la séparation des pouvoirs.

L'assujettissement des députés aux divers gouvernements, dont les deux principaux chefs, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, purgent aujourd'hui de lourdes peines de prison, a été fatal pour l'image et la crédibilité de l'Assemblée. Mais il y a d'autres motifs de discrédit : l'absentéisme des élus, leur manque d'intérêt pour les préoccupations et les doléances des citoyens, l'intrusion de l'argent sale ou encore l'achat de sièges. Le coup de



RAMDI BOLDINA/REUTERS

La campagne a démarré dans l'indifférence générale, ce qui fait craindre un fort taux d'abstention.

**Déjà
impopulaires
avant le Hirak et
la chute de l'ancien
régime, les ex-partis
au pouvoir – FLN et
RND – pourraient
être laminés.**



grâce porté à cette institution aura été le putsch organisé en octobre 2017 par les députés de la majorité présidentielle contre Saïd Bouhadja, président de l'Assemblée et ancien maquisard.

Ce dernier avait eu le malheur de déplaire à Saïd Bouteflika en évoquant en privé ses doutes sur un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. À l'issue d'une fronde au cours de laquelle des députés factieux verrouillent l'entrée principale de l'hémicycle à l'aide de cadenas pour empêcher Bouhadja d'accéder à son bureau, le président de l'Assemblée est destitué, non sans avoir résisté pendant quinze jours. Cet épisode aussi humiliant et inédit que retentissant a entamé le peu de crédit qui restait aux élus. Tout le défi de la prochaine Assemblée consiste donc à rompre avec ces pratiques pour redorer un tant soit peu son image.

L'alliance présidentielle formée par le tandem FLN-RND, sur laquelle l'ex-président Bouteflika s'est appuyé entre 2004 et 2019, est morte. Déjà impopulaires avant l'avènement du Hirak, en février 2019, et la chute de l'ancien régime, le FLN et le RND sont aujourd'hui discrédités. Des coquilles vides que le chef de l'État actuel ne compte pas remonetiser. Bien au contraire. Depuis son arrivée au pouvoir, Tebboune, qui est davantage un commis de l'État qu'un politicien, s'est tenu à distance de ces deux partis. Son aversion pour le duo de la défunte alliance bouteflikienne est telle qu'il n'a reçu le secrétaire général du FLN qu'une seule fois dans le cadre des consultations avec les partis politiques. Tebboune a d'ailleurs tout intérêt à ne pas remettre en selle des formations

qui représentent l'héritage du président déchu et incarnent cette *issaba* (« bande mafieuse ») qu'il dit vouloir combattre et éliminer.

Le FLN et le RND, qui trustent la majorité à l'Assemblée depuis 1997, paient leur collusion avec cette *issaba*. Illustrations de la mort politique des deux frères ennemis : l'ancien secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès, est en prison ; son prédécesseur, Amar Saadani, s'est réfugié au Maroc pour fuir la justice algérienne ; le patron du RND pendant presque deux décennies, Ahmed Ouyahia, a été condamné dans plusieurs affaires de corruption. Même la candidature du secrétaire général du FLN, Abou El Fadhl Baâdji, aux législatives du 12 juin a été rejetée au motif qu'il n'a pas régularisé sa situation par rapport au service militaire. Inimaginable dans l'Algérie de Bouteflika. Gouverner avec une majorité FLN et RND reviendrait aujourd'hui à s'offrir un cadeau empoisonné. Et tout porte à croire que ces deux partis pourraient être laminés le 12 juin, ce qui marquerait un tournant dans la vie politique algérienne.

Vague d'indépendants

Trois ruptures majeures sont d'ores et déjà acquises : la réduction du nombre de sièges, qui passent de 462 à 407, la percée des indépendants consécutive au discrédit qui frappe les partis traditionnels – pour la première fois depuis l'avènement du pluralisme, en 1989, le nombre de listes présentées par des candidats indépendants (837) dépasse de loin celui des partis politiques (646), toutes tendances confondues – et l'absence des partis dits de la mouvance démocratique, qui ont décidé de boycotter le scrutin. La prochaine Assemblée sera donc dominée par des élus indépendants, sans ancrage politique et sans expérience. En clair, le pouvoir législatif sera formé d'une mosaïque sans majorité. Ainsi donc, pour la première fois depuis les législatives d'octobre 1997, le RCD, le FFS et le PT seront absents des bancs de l'Assemblée. Certes, leur poids était tout relatif au sein de l'hémicycle.

Mais ils apportaient une caution démocratique et, surtout, constituaient un contrepoids face à l'hégémonie des partis de la mouvance nationaliste et islamiste. Quid alors de ces derniers ? Contrairement aux démocrates, les partis islamistes ont décidé de participer massivement à ce scrutin et comptent constituer un bloc de manière à peser dans les débats. Quelle que soit sa nouvelle composition, l'Assemblée ne devrait cependant pas constituer un obstacle de nature à empêcher le président Tebboune de faire passer ses réformes et d'appliquer son programme. La nouvelle Constitution offre en effet au chef de l'État des pouvoirs exorbitants qui lui permettent de diriger les affaires du pays sans majorité ou avec une Assemblée mal élue. ●

OBJECTIF MAURITANIE



Mohamed Ould
Ghazouani à
l'aéroport
de Brazzaville,
le 30 janvier 2020.

AGENCE MAURITANIE D'INFORMATION

POLITIQUE

Ghazouani, des chantiers et une épine

S'il se tient à l'écart des poursuites judiciaires engagées contre son prédécesseur, le chef de l'État doit désormais éviter que ce dossier ne monopolise trop longtemps l'attention de ses concitoyens. Et ne parasite son action.

JUSTINE SPIEGEL,
ENVOYÉE SPÉCIALE À NOUAKCHOTT

A Nouakchott, ce 27 avril, la nuit a enveloppé les dunes depuis plusieurs heures, mais la lumière continue de jaillir des téléphones portables. Les yeux sont rivés sur les écrans. Mohamed Ould Abdelaziz a beau être honni aujourd'hui par une grande partie de la classe politique, de l'intelligentsia, du monde des affaires et de la population, sa troisième conférence de presse depuis décembre 2019 – qu'il dit avoir peiné à organiser – n'en focalise pas moins toute l'attention.

Combatif et incisif, l'ancien président continue de se défendre durant plusieurs heures et sans relâche contre les accusations qui le visent. Point par point, il argumente, étale, nie. À quelques kilomètres de là se trouve l'homme qui est la principale cible de cette sortie médiatique.

Le chef de l'État, Mohamed Ould Ghazouani, suit assurément l'événement de près, mais il se gardera du moindre commentaire – il ne s'est d'ailleurs jamais exprimé publiquement sur ce qui est devenu pour lui l'épineuse « affaire Aziz ».

Ce dossier a pris une telle ampleur qu'il monopolise la première partie du mandat du président, porté au pouvoir en juin 2019 et investi en août de la même année, déjà très contrainte par la crise sanitaire (l'exploitation du gaz du gisement de Grand Tortue Ahmeyim, à la frontière mauritano-sénégalaise, a été reportée par le britannique BP à 2023).

Dès son arrivée au Palais, Mohamed Ould Ghazouani, qui travaille désormais avec vingt conseillers et chargés de mission qu'il a lui-même nommés,

s'est pourtant appliqué, selon son entourage, à mettre en œuvre son programme électoral, qui avait séduit jusqu'aux chancelleries occidentales.

Au milieu du tumulte médiatique, et bien que taxé d'immobilisme par ses détracteurs, il a ouvert la couverture maladie à 1 million de personnes ou encore doublé et mensualisé la pension de retraite des fonctionnaires, auparavant versée chaque trimestre. Il a également doté la Délégation générale à la solidarité Taazour d'un budget de 200 milliards d'anciens ouguiyas (environ 450 millions d'euros) sur cinq ans, au lieu de 40 milliards auparavant. Cette agence (ex-Tadamoun) distribue notamment un revenu minimum à 300 000 personnes.

« Il s'emploie également à corriger les erreurs de son prédécesseur avant de lancer de nouveaux projets, défend un proche. Les usines de dattes à Atar, de lait à Néma, ou encore l'aéroport international de Nouakchott, présentés comme de grandes réalisations, sont en réalité de véritables gouffres financiers. Mais ses efforts sont passés sous silence. »

« Il en paie le prix »

Dès l'ouverture de l'enquête contre son prédécesseur, en août 2020, jusqu'à l'inculpation de celui-ci en mars 2021 pour, entre autres, corruption, blanchiment d'argent, enrichissement illicite, dilapidation de biens publics, octroi d'avantages indus et obstruction au déroulement de la justice, Mohamed Ould Ghazouani s'est toujours refusé à intervenir dans la procédure. Une interdiction qu'il a érigée en principe, bien que tiraillé entre deux camps distincts dans son entourage, dont l'un le presse d'agir, vite et fort, contre son ancien ami.

Le président a d'ailleurs confié à ses proches qu'il n'avait pas souhaité lire en intégralité le rapport de la commission d'enquête parlementaire, que les députés chargés de l'audit des deux mandats d'Ould Abdelaziz (2009-2019) ont remis en juillet 2020. Il leur répète également qu'il entend laisser les magistrats faire leur travail.

« Il en paie le prix, car, en ne voulant pas se précipiter, il se trouve accusé de ne pas être assez rapide », souffle

un collaborateur. Mais s'il était intervenu directement dans ce dossier, on lui aurait reproché d'interférer dans les affaires judiciaires.

Autre enjeu de la stratégie présidentielle : parvenir à marginaliser son adversaire, afin de ne pas en faire l'opposant numéro un, au moment où lui-même a tendu la main dès son élection à l'opposition institutionnelle, devenue pour le moment silencieuse. Le président doit-il craindre qu'Aziz puisse incarner une alternative aux yeux des Mauritaniens ? « Les histoires d'argent, ça marque. Il ne va pas revenir, mais il est obligé de le faire croire pour continuer d'exister », croit savoir un des anciens fidèles de l'ex-président.

Néanmoins, la tâche de Mohamed Ould Ghazouani est pour l'heure d'autant plus complexe que son ancien allié occupe de plus en plus d'espace. À l'offensive, Mohamed Ould Abdelaziz a déployé sa stratégie en trois temps : d'abord, politiser

Le président est tiraillé entre deux camps distincts dans son entourage, dont l'un le presse d'agir, vite et fort, contre son ancien ami.

son dossier en annonçant, le 7 avril dernier, avoir rejoint le parti d'opposition Ribat Al Watani, de Saad Ould Louleïd.

Anticipant une possible incarcération – il est sous contrôle judiciaire, et son assignation à résidence renforcée début mai l'empêche de quitter son domicile sauf pour se rendre à la mosquée ou recevoir des soins –, il se présente déjà comme un futur détenu politique. Il justifie tous ses ennuis judiciaires par son engagement militant.

Puis il a cherché à donner un caractère tribal à l'affaire. Le 27 avril, il a déclaré être la cible d'un « groupe issu d'une région liée au pouvoir ». Autrement dit, il espère tirer profit d'une bataille régionale entre l'Est, dont est issu le président, et le →



L'ancien chef de l'État Mohamed Ould Abdelaziz lors d'un meeting de soutien à Mohamed Ould Ghazouani, candidat à la présidentielle de 2019, à Nouakchott.

→ Nord, dont il est lui-même originaire. « Il sait que ces petites dissensions peuvent avoir une incidence, confirme-t-on dans le premier cercle présidentiel. Si cela ne prend pas pour le moment, cela reste latent et peut être attisé à tout moment. »

Nouvelle procédure

Enfin, Aziz, qui, lors de cette même sortie, a déploré ne pas avoir reçu le soutien de son ancien homologue français Emmanuel Macron – une déclaration passée totalement inaperçue –, n'a cessé de se poser en victime en dénonçant un règlement de comptes personnel. Pour lui, tout l'enjeu est là : il souhaite déclencher un mouvement de solidarité à son endroit.

« Il n'y a aucune raison pour qu'il suscite de l'émotion, mais la politique n'est pas rationnelle, on finit toujours par préférer le plus faible », analyse un ancien fidèle. Le dernier événement pourrait l'aider dans cette entreprise.

En mai, la police a détruit une partie de sa résidence de Benichab (Inchiri). Cet épisode, largement relayé dans les médias, a choqué l'opinion. Ses conseils assurent ne pas avoir été informés de ce que les autorités cherchaient précisément, ni de ce qu'elles ont saisi. « Une ordonnance a été prise en catimini ! s'offusque M^e Taleb Khiyar Ould Mohamed Maouloud. Quand on veut perquisitionner un

domicile privé, on prévient l'intéressé et il doit être présent sur place. »

« Nous continuons à demander qu'on nous remette le dossier auquel nous n'avons jamais eu accès, complète M^e Mohameden Ould Ichidou. On casse les maisons, on persécute et on viole les lois, mais nous sommes en démocratie ! » Cette équipe est complétée par des Français, dont M^e David Rajjou, qui s'apprentent à saisir l'ONU, la Ligue arabe et l'Union africaine. « S'il y avait une élection demain, Aziz ne ferait pas 2 % des voix. Or on en arrive à en oublier que c'est lui qui a ouvert les hostilités ! C'est là qu'il a gagné », juge un proche de Ghazouani.

L'amitié qui liait depuis 1986 le président à Mohamed Ould Abdelaziz, dont il fut le chef d'état-major des armées – ils s'étaient rapprochés lors d'une formation au grade de capitaine – s'est en effet fissurée lorsque ce dernier a revendiqué en novembre 2019 le leadership de l'Union pour la République (UPR), le parti de la majorité.

Mohamed Ould Ghazouani, qui détestait par-dessus tout qu'on puisse le comparer à Dmitri Medvedev – le Premier ministre russe avec qui Vladimir Poutine avait échangé son poste de président pour le récupérer ensuite –, a refusé net de lui céder ce levier du pouvoir. Le dialogue entre les deux hommes a été rompu, en

dépît de médiations menées par plusieurs intermédiaires (et dont certaines, menées par des membres de la famille de son prédécesseur, se sont poursuivies encore récemment).

« Ghazouani a tout fait pour le laisser exister, il était prêt à lui faire une place, regrette un proche. Il a placé leur amitié au-dessus de tout. Si la situation était inversée, il serait déjà en prison ! » « Je n'ai aucun problème personnel avec lui », a de son côté déclaré Aziz dans une interview à *Jeune Afrique* en avril, assurant avoir simplement voulu « présider une réunion » d'un parti qu'il a lui-même fondé et qui n'est donc pas, à ses yeux, celui de la majorité. « Je porte la carte de membre numéro 001, on ne peut pas m'exclure comme ça ! »

Dans les prochains mois, Aziz va devoir faire face à une nouvelle procédure lancée à Nouakchott : 120 députés ont, selon l'un de leurs avocats, porté plainte pour diffamation en mai, après que l'ancien président a déclaré dans ce même entretien avec *Jeune Afrique* que les parlementaires avaient perçu 300 millions d'anciens ouguiyas de la part du gouvernement

Aziz ne cesse de se poser en victime et dénonce un règlement de comptes personnel pour déclencher un mouvement de solidarité.

pour qu'ils approuvent la création de la Commission d'enquête qui a réalisé un audit de sa gestion.

De son côté, le président, qui planche sur la seconde phase de son mandat, devra se méfier de futurs mécontents qui pourraient décider de faire défection et de rallier son adversaire. Si, pour le moment, il dispose de nombreux soutiens, les attentes sont grandes.

Alors qu'on critiquait Aziz pour son autoritarisme, on reproche désormais à son successeur de ne pas savoir trancher. Mohamed Ould Ghazouani va devoir trouver un difficile mais nécessaire équilibre. ●



بنك التجارة و الصناعة

BANQUE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE


Mauritanie


Sénégal


Guinée


Mali

1^{ère}
BANQUE
MAURITANIE
À L'INTERNATIONAL

GROUPE - BCI

BCI Mauritanie (depuis 1999)
57, Avenue Gemal Abdel Nasser
Boîte postale : 5050
Nouakchott - Mauritanie
Tél. : + (222) 45 29 28 76
Fax : + (222) 45 29 28 77

BCI Mali (depuis 2007)
Avenue Cheikh Zayed Hamdallaye
Boîte postale : E 4373
Bamako - Mali
Tél. : + (223) 20 29 59 57
Fax : + (223) 20 29 59 52

BCI Guinée (depuis 2012)
6^{ème} Avenue de la République
Sandervalia, Kaloum
Boîte postale : 359
Conakry - Guinée
Tél. : + (224) 62 868 75 19

BCI Sénégal (depuis 2015)
15, Boulevard de la République
Boîte postale : 11243
Dakar / Sénégal
Standard : + (221) 33 822 37 37
Fax : + (221) 33 822 11 63



info@bci-banque.com



www.bci-banque.com

DIPLOMATIE

À l'heure du soft power

Depuis son arrivée au pouvoir, le chef de l'État, fidèle à son image, tisse des relations apaisées avec les partenaires extérieurs du pays.

PAR JUSTINE SPIEGEL

Dès qu'il s'est installé au palais présidentiel, Mohamed Ould Ghazouani a dévoilé l'un des traits les plus saillants de sa personnalité : il abhorre les conflits. Le chef de l'État a aussitôt dissipé les tensions avec ses opposants, mais aussi avec ses homologues. « Il estime indispensable d'avoir un bon voisinage », confirme un proche. S'il n'entend pas révolutionner la diplomatie mauritanienne, sa méthode tranche avec celle de son prédécesseur.

Le 21 mars, il a ainsi officiellement renoué les relations diplomatiques avec le Qatar, rompues depuis quatre ans. En juin 2017, en pleine crise du Golfe, Mohamed Ould Abdelaziz s'était aligné sur les positions des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, qui avaient engagé un blocus contre le Qatar, accusant ce dernier de soutenir l'Iran et les mouvements terroristes. Certes, ce ne fut pas une surprise compte tenu de son tempérament, mais cette initiative ne figurait pas dans ses promesses de campagne. « Le président a considéré que cette position était trop extrême », explique le ministre des Affaires étrangères, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, qui s'est entretenu à ce sujet à Doha avec son homologue qatari Cheikh Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani.

Selon nos informations, des contacts avaient été pris dès novembre 2020 avec les services de renseignement omanais. Le sultanat joue en effet traditionnellement un rôle de médiateur dans le Golfe, tout comme le Koweït, un autre partenaire très important de la Mauritanie – Mohamed Ould Ghazouani s'était



Ould Ghazouani avec le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane, le 26 février 2020, à Riyad.

rendu à Koweït City le 4 octobre 2020, peu après le décès de l'émir Nawaf Al Ahmad Al Sabah.

Mais Mohamed Ould Ghazouani n'a pas pour autant tourné le dos à Riyad, partenaire historique de la Mauritanie, depuis que Moktar Ould Daddah avait noué des liens avec le roi Fayçal Ben Abdelaziz Al Saoud lors de sa visite officielle à Nouakchott, en novembre 1972. Le président s'est ainsi rendu en Arabie saoudite en février 2020. Le royaume contribue à hauteur de 80 % aux investissements du pays, qui ne recourt donc jamais à la Banque africaine de développement (BAD) ni au Fonds monétaire international (FMI).

Les principaux bailleurs de fonds de la Mauritanie sont le Fonds arabe pour le développement économique

et social (Fades), la Banque islamique de développement (dont Riyad est l'un des plus gros contributeurs), le fonds souverain et le gouvernement saoudien. D'importants chantiers, comme l'extension de la centrale électrique de Nouakchott (passant ainsi de 120 à 180 mégawatts de production) et la création de la ligne électrique reliant Nouakchott à Kiffa ont ainsi été financés par l'Arabie saoudite, par ailleurs actionnaire de la Société nationale industrielle et minière (Snim).

Aplanir les différends

« La Mauritanie a une place à part pour les Saoudiens qui ont toujours été très généreux avec nous, au nom de la charité entre pays frères », analyse un collaborateur

de la présidence. Ce dernier a également consolidé les relations avec les Émirats arabes unis, entretenant une relation amicale avec le prince héritier, Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, depuis 2008. Il avait d'ailleurs été à l'origine du rapprochement entre les deux pays. Le 2 février, les autorités émiraties ont annoncé l'octroi de 2 milliards de dollars à la Mauritanie, dans la foulée de la visite du président Ghazouani à Abou Dhabi, du 1^{er} au 4 février.

S'il a renforcé les liens avec le Golfe, Mohamed Ould Ghazouani n'a pas pour autant négligé la sous-région. Si Aziz, qui campait sur des positions très fermes, s'entendait mal avec ses voisins, surtout Macky Sall, le courant passe très bien avec son successeur.

L'ancien président n'avait pas non plus de relation fluide avec Rabat, étant proche du Polisario – bien que sa famille soit très liée au Maroc –,

ni n'était dans les bonnes grâces des Algériens. Le nouveau président a cherché à aplanir les différends. Tout en continuant à recevoir des leaders sahraouis, il a maintenu le fameux jeu d'équilibriste entre le Maroc, qui projette de reprendre en main la ville de Lagouira, à la frontière mauritanienne, et l'Algérie, où il est bien introduit dans les milieux militaires.

Tensions avec le Maroc

« Le président est très raisonnable, il a cessé de titiller Rabat, la Mauritanie étant le point de passage par voie routière de l'économie marocaine vers le sud du Sahara », explique un proche. Au lendemain de l'opération militaire lancée par le Maroc dans la zone tampon de Guerguerat, la Mauritanie avait en effet accepté de rouvrir l'axe reliant les deux pays.

Des tensions auraient ressurgi récemment. Le Maroc a soutenu le Sud-Africain Patrice Motsepe et non

le Mauritanien Ahmed Yahya lors de la campagne pour la présidence de la Confédération africaine de football (CAF). Et le ministre des Affaires étrangères mauritanien, en tournée pour faire du lobbying en faveur de son candidat au poste de commissaire pour l'éducation de l'Union Africaine, n'a pas été reçu par le roi – Ismail Ould Cheikh Ahmed indique que la rencontre a été reportée.

En Europe, Mohamed Ould Ghazouani est aussi très apprécié de la France, où il séjournait régulièrement lorsqu'il était chef d'état-major des armées. Fidèle à ses convictions, il a réaffirmé l'engagement de la Mauritanie dans le G5 Sahel en s'alignant davantage sur les positions de Paris. Lors du dernier sommet, les 15 et 16 février, il a accepté de participer à des opérations conjointes avec l'armée malienne, ce à quoi son prédécesseur n'avait jamais consenti, au grand dam de l'Élysée. ●

QUESTIONS À...

Ismail Ould Cheikh Ahmed

« La solution du conflit au Sahara est pacifique »

Alors que les relations entre Rabat et Nouakchott semblent se dégrader, le ministre des Affaires étrangères mauritanien réaffirme sa bonne entente avec son voisin marocain.

L'entretien, le 24 mars à Nouakchott, entre Mohamed Ould Ghazouani et Bachir Mustapha Sayed, le responsable des affaires politiques du Polisario, est-il la cause de l'annulation de votre visite au Maroc ?

Depuis le début des années 1980, nous recevons régulièrement des leaders politiques sahraouis de passage

à Nouakchott, comme le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, il y a quelques mois. Par ailleurs, ma visite n'a pas été annulée mais reportée : le moment n'étant pas opportun en raison de la pandémie. Nos relations avec le Maroc, mais aussi avec l'Algérie, n'ont jamais été aussi bonnes.

Comment sortir du conflit au Sahara ?

Notre conviction est la suivante : la solution est pacifique. Nous avons très clairement fait comprendre à nos amis du Polisario que nous désapprouvions la fin du

cessez-le-feu. Tout ce qui peut mener à un conflit n'est pas une bonne chose. Il faut se tourner vers les Nations unies. Nous demandons encore une fois au secrétaire général de nommer un envoyé spécial et de ramener les parties à la table des négociations. La Mauritanie ne joue pas un rôle de médiateur, mais elle maintient sa position de neutralité positive.

Un échange de visites avec Rabat est-il en discussion ?

Absolument, d'ailleurs nous préparons la Commission militaire mixte. Il y a eu des



JALAL MORCHIDI / ANADOLU AGENCY VIA AFP

échanges ministériels des deux côtés, et cela va continuer. Le flux des échanges est énorme, dans les domaines du commerce et de l'éducation – nous avons beaucoup d'étudiants au Maroc malgré la pandémie. Cela va s'accroître et s'améliorer. ● J.S.



Wafa HOLDING
Construire l'avenir

Le Sérieux - L'Engagement La Responsabilité



Sidi Mohamed Ahmed Salem Ghadda
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



Brahim Ahmed Salem Ghadda
ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

Héritier d'une longue tradition d'entrepreneurs et de commerçants, Wafa Holding a pu, en 40 ans d'existence, devenir un acteur majeur de la vie économique mauritanienne. Il a méthodiquement bâti sa croissance dans le respect des principes cardinaux de l'initiative privée : le sérieux, l'innovation, les partenariats et la prise de risques.

ASSISTER ET ACCOMPAGNER

Wafa Holding assiste ses partenaires dans les grands travaux et les grands marchés en jouant le rôle d'interface avec les bailleurs et les autorités publiques. Wafa Holding contribue aux activités de ses partenaires en s'associant dans les travaux et en sous-traitant pour le compte de ses partenaires dans plusieurs domaines : gros ouvrages, routes, infrastructures, mines et hydrocarbures.

Faisant de la commercialisation de produits de qualité sur le marché mauritanien, un des piliers de sa stratégie de développement Wafa Holding a toujours privilégié des accords à long termes avec ses partenaires.

Qu'ils proviennent des usines de transformation ou des entrepôts, la qualité, la sécurité et la traçabilité des produits vendus sont la priorité absolue du Groupe Wafa Holding. Wafa Holding s'engage sur la disponibilité permanente de ses produits, de façon à contribuer efficacement à l'amélioration du quotidien des mauritaniens.

UNE LONGUE TRADITION D'ENTREPRENEURS

D'anthologie, l'entreprise familiale Ehl Ghadda est spécialisée dans la vente en gros de produits de consommation de première nécessité. Elle a été reprise en 1980 par les frères Sidi Mohamed Ghadda et Brahim Ghadda. Véritable

>
Import, export, distribution,
trois des fonctions
de la filiale MIREX-SA.





< SIÈGE SOCIAL DE LA WAFA HOLDING À NOUAKCHOTT.

> BÂTIMENTS, TRAVAUX PUBLICS ET GROS OUVRAGES, TELLES SONT LES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE LA FILIALE MTC-SA.



Privilégier la qualité et la régularité de l'approvisionnement

point focal entre les différents partenaires et les entreprises internationales, le Groupe WAFA HOLDING va renforcer sa position dans l'approvisionnement du marché national en produits de première nécessité. Sa grande compréhension du marché mauritanien lui permet d'apporter à ses partenaires, fournisseurs et traders un savoir-faire unique et un service adapté.



UNE VÉRITABLE STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Si le savoir-faire du Groupe WAFA HOLDING fait de lui, le premier importateur mauritanien de blé (44 % du marché), de sucre (41 % du marché), d'huile alimentaire (44 % du marché) et enfin le premier importateur/distributeur de riz (33 % du marché), il ne reste pas figé sur ces acquis. Il s'est en fait lancé dans la diversification de ses activités, avec pour mission, d'être un acteur majeur contribuant à bâtir la Mauritanie.

C'est pour cela que WAFA HOLDING a créé la société MTC (Mauritanienne des Travaux et de Construction), acteur majeur du secteur et classée au TOP 10 des entreprises nationales dans le domaine des BTP par le ministère des Finances mauritanien.

Elle a également créé la société WAFA Mining & Petroleum SA dédiée à l'exploitation minière et pétrolière dont les activités comprennent aussi l'acquisition, la vente et l'exploitation de permis de recherche. Dans la continuité, la société M2P spécialisée dans la distribution des hydrocarbures voit le jour.

Dans la même optique d'évolution permanente, WAFA HOLDING a développé sa présence dans le secteur bancaire grâce à BFI (Banque des Financements Islamiques).

NOS ENGAGEMENTS ET NOTRE POLITIQUE DE SANTÉ SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT (SSE)

Conscients, à la MTC, des risques inhérents aux grands travaux et leur impact sur la Santé, la Sécurité et l'Environnement, nous sommes engagés à mettre en place, sur tous nos sites, un dispositif qui respecte les normes internationales SSE. Cet engagement est concrétisé à travers un ensemble de mesures dont :

- La formation et la sensibilisation de nos personnels sur les règles et procédures d'usage en matière de sécurité et l'obligation de leur strict respect ;
- Notre adhésion collective et à tous les niveaux de responsabilité, aux principes de la Sécurité, placés centre de nos préoccupations ;
- La mise à la disposition du personnel de la société de moyens de protection individuels et collectifs adaptés ;
- La définition et l'application des dispositions nécessaires pour l'évaluation et la prévention des risques liés à chaque type de travaux ;
- La mise en place, le suivi et l'analyse d'indicateurs associés à la SSE ;
- La mise en œuvre de mesures rapides et efficaces pour corriger tous les dysfonctionnements éventuels.



<http://mtc.mr/>



<http://www.wafaholding.mr/import-export-et-distribution/>

ENTRETIEN

Mohamed Lemine Ould Dahi

« Le président a dépersonnalisé le pouvoir »

Pour l'ancien directeur de cabinet d'Ely Ould Mohamed Vall, le style de Mohamed Ould Ghazouani est aux antipodes de celui de son prédécesseur.

PROPOS RECUEILLIS PAR JUSTINE SPIEGEL

Les Mauritaniens connaissent bien Mohamed Lemine Ould Dahi. Observateur avisé et respecté de la vie politique nationale, ce professeur de droit, ancien président de l'université de Nouakchott, a parlé pendant dix-sept ans à l'oreille des présidents. Il fut d'abord conseiller juridique de Maaouiya Ould Taya, de 1990 à 2005, puis directeur de cabinet d'Ely Ould Mohamed Vall, l'ancien président de la transition (2005-2007), décédé en 2017.

En coulisses, il a pris part à l'élaboration de la Constitution de 1991, puis à sa première révision en 2006. Aujourd'hui président de l'Institut international d'études supérieures appliquées de Nouakchott, il garde un œil attentif sur les évolutions de son pays.

Jeune Afrique : La Mauritanie s'apprête à juger son ancien chef de l'État. La propre fonction de Mohamed Ould Ghazouani ne risque-t-elle pas d'être affaiblie ?

Mohamed Lemine Ould Dahi : Non, car la fonction présidentielle est bien protégée chez nous. Elle concerne généralement deux types d'acte. D'abord ceux qui sont définis par la Constitution elle-même et, donc, complètement protégés par l'immunité en son article 93. Seuls les cas de haute trahison, tels que

définis par le Parlement, peuvent alors être jugés. Puis il y a un deuxième type d'acte, à savoir les délits ou les crimes commis cette fois en dehors de la Constitution. Le président peut prendre sa voiture, provoquer un accident et tuer un homme. Il est protégé lorsqu'il est au pouvoir, mais une fois son mandat terminé il doit répondre de son crime devant la justice.

Mohamed Ould Abdelaziz peut-il se prévaloir de l'article 93 ?

Non, il ne peut pas bénéficier de l'immunité, car il a commis bien trop d'actes excessifs et bien visibles, détachables de la fonction présidentielle. Aucun texte ne peut le protéger.

En quoi est-ce important pour la Mauritanie d'auditer ces dix dernières années ?

Cela met au jour les conséquences d'une personnalisation excessive

« —————
Ces dix dernières années, nous avons vécu l'anarchie. L'ancien chef de l'État ne respectait ni les règles ni les procédures.
 ————— »

du pouvoir. Nous l'avons toujours vécue, que ce soit avec Mokhtar Ould Daddah, Mohamed Khouna Ould Haidalla ou Maaouiya Ould Taya, mais elle était plus acceptable moralement. Durant ces dix dernières années, nous avons vécu l'anarchie. L'ancien président ne respectait ni les règles ni les procédures, et agissait selon ses propres désirs. Ce n'est pas comme cela que l'on doit gérer une société humaine. En privilégiant l'intérêt national, l'avenir de son pays et le respect de l'organisation de l'État, Mohamed Ould Ghazouani, lui, a dépersonnalisé le pouvoir, avec beaucoup de calme et de tranquillité.

Mohamed Ould Ghazouani a-t-il imprimé sa marque ?

Notre Constitution, dans son article 24, précise que le président est le véritable arbitre du fonctionnement régulier et continu des institutions. Pour ce faire, il doit avoir ses propres moyens politiques. Sauf qu'aujourd'hui il gère le pays avec l'ancien parti et des députés élus avant son arrivée. Il n'a pas encore apporté ce qu'il faut pour établir son propre régime.

Il a installé ses propres conseillers...

C'est vrai qu'il faut du temps. Surtout en ce qui concerne le choix des hommes. Certains ont →



BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Une **nouvelle** gouvernance pour une **nouvelle** ère

Le nouveau gouverneur de la BCM, **Cheikh El Kebir Moulaye Taher**, entend porter les réformes pour l'assainissement et le renforcement de la gouvernance dans le secteur bancaire mauritanien.



Comment la BCM a-t-elle fait face à la crise sanitaire ?

La **BCM** a réagi, dès le début de la crise, en prenant un ensemble de mesures qui visaient essentiellement trois objectifs majeurs. Le premier était de disponibiliser de la liquidité au système bancaire, tout en diminuant son coût afin de soutenir le financement de l'économie. La **BCM** a baissé de 200 points de base le taux des réserves obligatoires, de 150 points de base le taux directeur et de 250 points de base le taux de la facilité de prêt ainsi que le gel des dépôts. Le second but était d'assurer l'approvisionnement régulier du marché local et la stabilité des prix des produits de première nécessité. Enfin, le troisième objectif était le renforcement de la stabilité du système financier, à travers l'acceptation d'un niveau de 80% pour le ratio de liquidité (LCR) alors que le minimum réglementaire est de 100%. Sans oublier la suspension de toutes distributions de dividendes par les banques et le suivi rapproché de leurs trésoreries et de leurs dépôts via des reporting quotidiens et hebdomadaires.

Comment se présente les fondamentaux macroéconomiques de la Mauritanie ?

L'ensemble des mesures prises par les autorités publiques et la **BCM** pour mitiger les répercussions de la pandémie, ont contribué à stabiliser les fondamentaux macroéconomiques et à limiter le resserrement des conditions financières.

Ainsi, la contraction du PIB initialement prévue à (3,2%) au début de la crise n'a été que de (2%). En effet, les exportations ont progressé de 11,5% par rapport à 2019. Tandis que les importations sont restées quasiment stables. L'amélioration des termes de l'échange en rapport avec la hausse des prix de l'Or et du Fer ont contribué à une réduction du déficit commercial de 48,1%. Les réserves officielles de change ont enregistré une hausse de plus de 40% par rapport à 2019. L'inflation en moyenne annuelle est restée quasiment stable à 2,4% en 2020.

Le solde budgétaire global dont compris a enregistré un excédent de MRU 7,2 milliards en 2020 équivalant à 2,3% du PIB nominal. En 2022, l'économie nationale pourrait retrouver son niveau d'avant la crise, avec une croissance de plus de 6%.

Comment se présente aujourd'hui le secteur bancaire mauritanien ? Quelle est sa part dans le financement de l'économie ?

Le secteur bancaire mauritanien comprend dix-huit banques en activité. Il existe trois réseaux et une vingtaine d'institutions de microfinance, les services financiers de la poste, la Caisse de Dépôt et de Développement, dix-sept compagnies d'assurance et deux régimes de prévoyance sociale.

L'encours global des concours bancaires à l'économie se chiffre à fin 2020, à MRU 74 milliards, repartit par secteur comme suit : la pêche 11,1%, les BTP 12,7%, l'industrie 8,2%, le Commerce 14%, les services 13,2%, les autres secteurs et les crédits à la consommation pour 40,7%.

Quel retour d'expérience feriez-vous de l'adoption de l'Ouguiya et quelles sont ses perspectives en 2021 ?

La Banque Centrale de Mauritanie a été créée dans le cadre de la réforme financière de 1973. Depuis sa création, l'ouguiya symbolise la fierté nationale et garanti l'indépendance monétaire du pays.

En matière de politique monétaire et de change, la **BCM** a réussi à maintenir la stabilité de l'Ouguiya dont le cours continue de suivre une évolution normale en adéquation avec les fondamentaux de notre économie.

Les perspectives pour 2021 s'inscrivent essentiellement dans la poursuite des efforts en termes de stabilité monétaire et financière avec une amélioration du cadre de la gestion fiduciaire, la révision des procédures de la gestion fiduciaire et la modernisation des outils de la surveillance, des conditions de conservation et la sécurité des fonds.

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Avenue de l'Indépendance - BP 623 Nouakchott - Mauritanie

Tél. : (+222) 45 25 00 44 / (+222) 45 20 07 22

Fax : (+222) 45 25 27 59 - Email : infos@bcm.mr

www.bcm.mr



Mohamed Lemine Ould Dahi, à Nouakchott, le 27 avril 2021.

→ travaillé avec l'ancien régime, comme lui. Ce sont donc des connaissances, des amis...

En faisant la paix avec son opposition, ne gouverne-t-il pas sans détracteurs ?

Je pense que Mohamed Ould Ghazouani est un homme sincère, concernant le respect des principes et des règles. L'opposition a été diabolisée à l'excès. Or, dans un régime démocratique, il faut qu'elle existe. C'est pour cela qu'avec feu Ely Ould Mohamed Vall (l'ancien président de la transition de 2005 à 2007) nous avons élaboré une nécessaire loi relative à l'institution de l'opposition démocratique. Elle n'a été respectée que du temps de Sidi Ould Cheikh Abdallahi (2007-2008).

Pensez-vous que Mohamed Ould Ghazouani soit un président réformateur ?

Oui. D'abord, il compte parmi les militaires qui ont fait de hautes études. Il connaît bien l'appareil de l'État, ayant été directeur général de la sûreté nationale, puis chef d'état-major et, enfin, ministre de la Défense. Dès le début, il a cherché, de manière relativement lente

« Notre pays est pluriethnique, et il me semble que l'actuel président n'a pas encore pris cela en considération. »

certaines mais efficace, à rétablir l'État de droit et le respect des règles de fonctionnement dans chaque administration.

Mais il subsiste un grand déséquilibre au niveau de la représentation politique. Notre pays est pluriethnique, et il me semble que l'actuel président n'a pas encore pris cela en considération. Dès la première formation du gouvernement, un président de l'Assemblée nationale, mais aussi un Premier ministre maures ont été nommés. Or, avant qu'il soit supprimé (en 2017), le Sénat permettait d'assurer cet équilibre.

La Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion (Taazour) a été mise en place, conformément à une promesse de

campagne. En effet, Mohamed Ould Ghazouani est plus engagé que ses prédécesseurs.

J'ai moi-même pu suivre de près la question du traitement des plus défavorisés, depuis la mise en place, en 1998, du Commissariat aux droits de l'homme, à la lutte contre la pauvreté et à l'insertion (CDHLCPI). Nous avons amorcé un long processus. Notre territoire est très vaste, très touché par la désertification et la sécheresse.

Le programme de Taazour a permis quelques avancées, car il a été élaboré sur la base des insuffisances constatées à la fin de la décennie. Les priorités du monde rural et des quartiers périphériques ont été prises en compte dans les politiques publiques. Mais cela demande encore beaucoup d'efforts.

Sur le plan diplomatique, Mohamed Ould Ghazouani s'inscrit-il dans la tradition mauritanienne ?

Nous menons, depuis Mokhtar Ould Daddah, une politique de trait d'union. Celle-ci est tout à fait appropriée, car nous sommes un pays à la fois négro-africain et arabe. Nous vivons depuis des millénaires avec cette double identité. Le président l'assume bien. Il tend également à réduire nos positions extrémistes [la Mauritanie a rétabli ses relations diplomatiques avec le Qatar en mars 2021].

Il y a mille autres moyens d'exprimer un mécontentement, et on ne règlera pas le problème par la coupure mais par la négociation. On a fait l'expérience de la rupture en 1989-1990 [avec le Sénégal], et cela ne doit plus se reproduire. Nous devons faire de nos frontières immédiates des vecteurs de développement. Notamment dans la perspective de l'arrivée du gaz.

La Mauritanie a-t-elle raison de rester neutre sur le dossier du Sahara occidental ?

Seules les deux puissances régionales peuvent régler le problème. Et elles doivent le faire rapidement, dans l'intérêt de tout le monde. Notre pays s'est d'abord engagé, mais il a vite tiré la conclusion qu'il valait mieux rester neutre. ●

EXCLUSIVE PARTNER
DB SCHENKER

« NOUS COUVRONS L'ENSEMBLE DES BESOINS DE NOS CLIENTS, AVEC UNE FORTE RÉACTIVITÉ ET DES DÉLAIS D'INTERVENTION COURTS »

Entretien avec Monsieur Mohamedou Abeih Directeur général

Pouvez-vous présenter la société et son activité ?

Maurilog est une société spécialisée dans les services logistiques pour l'industrie pétrolière et gazière. La société a été créée en 2002 par DB Schenker, filiale logistique de la Deutsche Bahn, pour accompagner le développement du secteur pétrolier.

En 2014, face au déclin des activités pétrolières en Mauritanie, DB Schenker a cédé sa filiale à Mohamed Abdallahi Ould Yaha. La société est renommée Mauritanie Logistique (Maurilog). Le secteur pétrolier connaît une très forte croissance à partir 2017, notamment avec le développement du champ Grande Tortue par BP. Maurilog réalise alors des investissements lourds dans des équipements et dans les aménagements de ses terrains et entrepôts au port de Nouakchott. Cela lui permet de devenir un partenaire privilégié des principaux acteurs du secteur opérant en Mauritanie comme BP, Petronas ou Schlumberger.

Comment accompagnez-vous vos clients ? Quelle est votre « valeur ajoutée » ?

Maurilog offre aux sociétés pétrolières et gazières le support logistique dont elles ont besoin. A titre d'exemple, BP est en train de développer le champ gazier off-shore de Grande Tortue, à la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal. Cela implique la pose d'un réseau sous-marin, la construction d'une

île artificielle, d'un terminal de liquéfaction du gaz, d'une plateforme de traitement...

Maurilog peut prendre en charge l'ensemble des opérations de logistique nécessaires pour la construction de ces installations : déchargement des navires, déclarations douanières, entreposage, manutentions, chargement des navires mobilisés pour les chantiers, ravitaillement des navires, gestion des déchets, prise en charge du personnel détaché, hébergement, transport...

La force de Maurilog est d'offrir une large gamme de services couvrant l'ensemble des besoins de ses clients, avec une réactivité très élevée et des délais d'intervention courts.

Vous attachez une grande importance aux certifications et à la conformité.

Pour quelles raisons ? Pouvez-vous nous présenter vos initiatives dans ce domaine ?

Le fait d'avoir un cadre de conformité très strict est un atout clé pour travailler avec les opérateurs pétroliers comme BP, Exxon, ou Total, et les grandes sociétés de services pétroliers (Schlumberger, Baker Hughes, Weatherford, etc.). Maurilog est ainsi certifiée ISO 9001, ISO 14001 (norme environnementale), et a mis en place un système d'éthique et de conformité calqué sur celui des majors pétrolières. Ce dispositif a d'ailleurs récemment été audité par un « Big 4 ».

Maurilog a également mis en place un dispositif de gestion des risques liés à la sûreté et à la sécurité. Celui-ci a prouvé son efficacité puisque la société vient de fêter sa 3^{ème} année consécutive sans accident avec interruption de travail.



Ces dispositifs ont certes un coût, mais ils permettent d'offrir aux clients une garantie sur la façon dont seront traitées leurs opérations, et sur le fait que les différents risques (éthiques, sécurité, conformité, environnementaux, etc.) sont bien maîtrisés.

Quelle est votre stratégie en termes de contenu local ?

Maurilog est une société mauritanienne, détenue à 100 % par Monsieur Yaha, et plus de 97 % de ses employés sont Mauritaniens. Sur certains postes spécifiques de haut niveau, Maurilog a recruté des Mauritaniens qui disposaient d'une expérience internationale significative dans les secteurs miniers ou pétroliers.

Pour le reste, Maurilog fait appel à des experts étrangers ayant une solide expérience dans le secteur pétrolier et gazier. Ces experts, dont beaucoup sont originaires d'Aberdeen, apportent leur connaissance du métier et comprennent bien les attentes des clients. Ils accompagnent la montée en compétence du personnel mauritanien. Maurilog a enfin défini un plan de formation ambitieux, et envoie régulièrement des collaborateurs en formation à l'étranger.

www.maurilog.net


OPPOSITION

Biram Dah Abeid en quête de reconnaissance

Arrivé deuxième lors de la présidentielle de 2019, le leader de l'IRA revendique le statut de chef de l'opposition et demande au président Ghazouani d'agir concrètement contre le racisme et l'esclavage.

JUSTINE SPIEGEL

Biram Dah Abeid semble serein. Le bouillonnant et charismatique leader de l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA-Mauritanie), arrivé deuxième à la présidentielle de 2019, est un homme politique écouté.

Après avoir connu la solitude de la prison et dénoncé dans des discours très virulents, voire clivants, le pouvoir de Mohamed Ould Abdelaziz, il a normalisé ses relations avec le président Mohamed Ould Ghazouani, avec lequel il s'est entretenu, comme les autres opposants, à plusieurs reprises. Biram non plus n'avait pas anticipé la chute d'Aziz, poursuivi notamment pour s'être enrichi illégalement pendant ses deux mandats. « Cela prouve l'indépendance totale

de Ghazouani, dit-il. C'est un coup inédit porté à l'impunité, qui pourra servir d'exemple dans d'autres pays. Mais il faut que les procédures aillent jusqu'au bout. Lorsque le pouvoir déçoit l'espoir qu'il a lui-même suscité, il y perd des plumes. »

Avec le chef de l'État, Biram discute notamment des modalités des échanges à organiser avec l'ensemble de la classe politique. Le député élu en 2018 continue de demander une refonte du système électoral et de défendre avec force ses premiers combats contre l'esclavage et le racisme, pour une gouvernance démocratique et pour une reconnaissance du « passif humanitaire » – disparitions de Mauritaniens noirs ou leurs expulsions vers le Sénégal et le Mali entre 1989 et 1991.

Sans relâche

« Il y a des avancées positives avec l'agence Taazour [délégation à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion créée par le président], mais qui ne répondent pas aux attentes. Depuis que les militaires ont décrété la démocratie en Mauritanie, ils en ont confisqué beaucoup de piliers. »

Sans relâche, Biram Dah Abeid réclame également la légalisation de son parti Radical pour une action globale, le RAG. « Il est toujours interdit, car nous, nous ne cautionnons pas la sémantique du pouvoir sur l'esclavage ! » s'empare-t-il.

Bien qu'il ait coupé les liens avec l'opposition institutionnelle (« ancrée dans la nomenclature féodale, elle s'est ligüée avec le pouvoir contre nous »), il estime être aujourd'hui son véritable chef de file, après avoir obtenu 18,59 % des voix à la présidentielle. Or, comme le veut la loi, ce statut revient de droit depuis 2014 aux islamistes de Tawassoul, qui comptent le plus de députés à l'Assemblée nationale.

Insoumis

En parallèle de cette bataille de légitimité, Biram a publiquement ouvert un autre front, plus inattendu, contre Mohamed Ould Bouamatou. L'homme d'affaires et le militant politique s'étaient rapprochés en 2016 pour « coordonner la lutte anti-Aziz » : « En 2017, il m'a demandé de me ranger derrière la candidature de Sidi Mohamed Ould Boubacar. Je lui ai répondu de se ranger plutôt derrière la mienne ! »

Finalement, le patron de Bouamatou SA (BSA), mécène de plusieurs candidats à la présidentielle, aurait financé la campagne de Biram à hauteur de « 140 millions d'anciens ouguiyas » (317 000 euros). « Il a estimé ensuite qu'il pouvait me donner des ordres, mais je n'en ai à recevoir de personne ! Il m'a soutenu, d'accord, mais très peu comparativement aux autres, et cela ne fait pas de moi un partisan ni un associé. » Biram lui a alors tourné le dos, la liberté chevillée au corps. ●



SYLVAIN CHERKAOUI POUR JA



PORT AUTONOME DE NOUAKCHOTT

DIT "PORT DE L'AMITIÉ" (PAN-PA)

COMPÉTITIVITÉ – FIABILITÉ – SÉCURITÉ



Premier port public commercial au sud du Sahara et carrefour entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Nord, le Port Autonome de Nouakchott dit « Port de l'Amitié » jouit d'une position géographique privilégiée. Sa localisation à **15 km** de Nouakchott, ainsi que son ouverture sur les 4 axes principaux du pays font de lui un port dégagé et sécurisé. Cette position idéale couplée à un domaine portuaire de **14.672 Ha** est un des principaux atouts de notre Port.

Doté d'un chenal d'accès balisé et dragué à **-12m**, de **1455m** linéaires de quai, le Port Autonome de Nouakchott a enregistré en 2020, une croissance de **2,62%** du tonnage annuel par rapport à 2019 et une évolution de **7,86%** en nombre de conteneurs manipulés par rapport à 2019 et ce, malgré la Covid-19.



Quelques chiffres clés

- Domaine portuaire de 14.672 Ha
- Evolution de 7,86 % en nombre de conteneurs
- Croissance de 2,62 % du tonnage annuel
- Construction en cours d'un terminal à conteneurs 750 m
- Construction d'un poste pétrolier pouvant accueillir des navires de 40 000/50 000 TPL

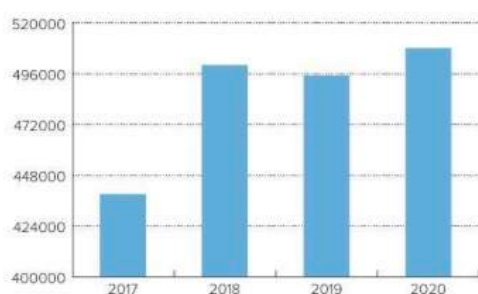
La construction en cours d'un terminal à conteneurs et d'un poste pétrolier pouvant accueillir des navires de **40 000/50 000 TPL** ainsi que le dragage et l'élargissement du chenal d'accès permettront d'améliorer sensiblement les performances du port et de consolider son rôle d'outil d'intégration sous-régionale en fournissant des services modernes et de qualité, dans le respect du code ISPS.

C'est dans ce cadre que le port envisage la création d'une zone reefer, d'une zone dédiée aux matières dangereuses, des installations de récupération de déchets, d'eaux et d'huiles usées (code IMDG) et de participer à la mise en place d'un guichet unique.

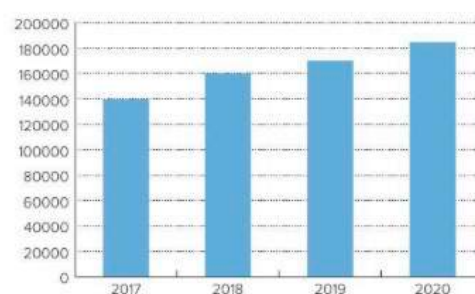
La Direction Générale du PANPA mets à contribution l'ensemble des opérateurs, publics et privés pour donner entière satisfaction aux clients, aussi bien nationaux qu'internationaux, qui nous font confiance en portant leur choix sur notre port.

Sid 'Ahmed Raïss (Directeur Général)

Évolution du trafic portuaire (tonnes) de 2017 à 2020



Évolution du trafic de conteneurs (TEU) de 2017 à 2020



DÉFENSE

L'armée s'inquiète pour le G5 Sahel

La Mauritanie veut convaincre le Tchad que la disparition du président Déby Itno ne change rien à l'engagement de N'Djamena dans la Force conjointe.

ALAIN FAUJAS,
ENVOYÉ SPÉCIAL À NOUAKCHOTT

C'est par rebond que la mort du président tchadien Idriss Déby Itno inquiète les responsables mauritaniens. Leur pays ne serait pas directement affecté si le Tchad sombrait dans une guerre civile. Nouakchott est à 4 500 km de N'Djamena. Voilà dix ans qu'aucun attentat n'a été commis sur le sol mauritanien. Forte de 20 000 hommes, l'armée mauritanienne contrôle son territoire. Une contagion semble invraisemblable.

C'est un affaiblissement de la Force conjointe du G5 Sahel que

craint Nouakchott. « Le président Déby Itno était un leader charismatique qui jouait un rôle prépondérant dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans l'espace sahélo-saharien, explique le général Hanana Ould Sidi, ministre mauritanien de la Défense. L'armée tchadienne est devenue le véritable fer de lance de la lutte avec la Minusma au Mali et la Force multinationale mixte (FMM) dans le bassin du lac Tchad. Elle est le plus gros contributeur à la Force conjointe puisqu'elle a déployé un bataillon supplémentaire de 1 200 hommes dans la zone des trois

frontières en plus de son bataillon Wour au fuseau Est [frontière entre le Niger et le Tchad]. »

Combativité et crédibilité

Créé en 2014 sous l'impulsion de la Mauritanie, le G5 Sahel s'est décliné militairement en Force conjointe, en 2018, avec le soutien du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad.

Chacun y a consacré un bataillon, soit un total théorique de 5 000 hommes, et une enveloppe de 10 millions d'euros. Les 430 millions d'euros nécessaires à l'entraînement et à l'armement de ces militaires devant être apportés par l'Europe, l'Allemagne, la France, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe.

Nouakchott héberge le secrétariat permanent du G5 Sahel et le collège de défense chargé de former les officiers supérieurs des cinq armées. Le QG de la Force conjointe est installé à Bamako. L'action des cinq armées consiste à ratisser leurs territoires respectifs sur une centaine de kilomètres de profondeur de part et d'autre de leurs frontières. Trois fuseaux sont leurs théâtres d'opérations : Ouest (Mauritanie-Mali), Centre (Mali, Burkina Faso, Niger) et Est (Niger-Tchad).

Si la mort brutale d'Idriss Déby Itno « est un coup dur pour l'ensemble des pays du G5 Sahel ainsi que pour tous les autres partenaires engagés pour la paix et la stabilité dans la



Les présidents Mohamed Ould Ghazouani et Idriss Déby Itno, au sommet du G5 Sahel, en février 2021.



AGENCE MAURITANIE D'INFORMATION

Février 2021, dernier sommet du G5 Sahel à N'Djamena en présence du président Déby Itno, qui succombera deux mois plus tard à l'âge de 68 ans.

région, comme le constate le général Hanana, c'est qu'elle intervient au moment où le Tchad vient de prendre la présidence du G5 Sahel et où son bataillon, fraîchement déployé dans le fuseau Centre, est engagé dans une opération aux côtés de la Force conjointe et de Barkhane, dont le succès a suscité tous les espoirs. »

Le Tchad est le seul pays qui a accepté de ne pas rester dans son fuseau, mais de combattre chez ses voisins malien, nigérien et burkinabè. « Un éventuel affaiblissement du verrou sécuritaire tchadien ou le recul de son engagement extérieur dans la lutte contre le terrorisme constitueraient des facteurs de vulnérabilité de la région sahélo-saharienne », redoute le général.

Et cela juste au moment où les efforts commencent à porter leurs fruits avec la combativité retrouvée des contingents malien et burkinabè. Les demandes d'adhésion au G5 Sahel du Sénégal et de l'Égypte confirment

la crédibilité de l'institution. Lors de la dernière réunion du G5 Sahel, en février, à N'Djamena, les chefs d'État africains avaient pris acte de l'impact de l'engagement de N'Djamena et accepté la conduite d'opérations conjointes sur le fuseau Ouest (frontière entre la Mauritanie et le Mali). Le 17 mai, à Paris, le Premier ministre tchadien, Albert Pahimi Padacké, a réaffirmé, en présence des présidents sahéliens l'engagement de son pays. Mais il faudra probablement encore quelques semaines pour que tous soient pleinement rassurés.

Parler avec les rebelles

Pour éviter un affaiblissement du Tchad, les responsables mauritaniens ont une idée en tête. « Les pays membres du G5 Sahel devraient entreprendre une diplomatie active avec l'implication des partenaires stratégiques de la sous-région, du continent et de la communauté internationale pour aider ce pays frère à

Un affaiblissement du verrou sécuritaire tchadien constituerait un facteur de vulnérabilité de la région sahélo-saharienne

conduire une transition inclusive et apaisée dans le respect de sa souveraineté », estime le général Hanana.

Cela signifie que la Mauritanie plaide pour que le Conseil militaire de transition qui a pris le pouvoir à N'Djamena accepte de parler avec les rebelles. Le président mauritanien, Mohamed Ould Ghazouani, et son alter ego nigérien, Mohamed Bazoum, ont tenté une médiation dans ce sens lors des obsèques de Déby Itno. En vain. Tout laisse à penser qu'ils recommenceront. ●

ÉCONOMIE

Ousmane Mamoudou Kane

Ministre des Affaires économiques

« Nous devons créer des emplois de qualité, pas de berger »

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN FAUJAS

La crise sanitaire n'est pas terminée, mais l'activité économique reprend. La hausse du cours du fer a contribué à doubler les bénéfices 2020 de la Société nationale industrielle et minière (Snim) pour les porter à 500 millions d'euros. Les cours élevés de l'or ont dopé la production du métal précieux et les rentrées de devises dans les caisses de la Banque centrale, qui dispose d'un matelas de près de 1,5 milliard de dollars.

Polytechnicien, tour à tour patron de la Snim, gouverneur de la Banque centrale, vice-président de la Banque africaine de développement, aujourd'hui ministre des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs, Ousmane Mamoudou Kane entend renforcer cette reprise, qui semble pouvoir dépasser les 3 % de croissance cette année. Pour créer davantage d'emplois, il mise sur les investissements privés et entend les attirer en priorité dans le secteur agropastoral.

Jeune Afrique : Quel a été l'impact de la pandémie sur votre économie ?

Ousmane Mamoudou Kane : Comme ailleurs, la pandémie a eu un effet très négatif. Nous avions espéré pour 2020 une croissance supérieure à 6 %. En août, nous redoutions une récession de 3,2 %. La chute s'est limitée à 2,2 %. Le secteur le plus touché a été la pêche, en raison du confinement, qui a paralysé l'activité des

pêcheurs, mais aussi en raison de la chute de la demande asiatique et européenne. Les services aussi ont souffert, notamment à cause de l'interdiction des transports entre les régions et du couvre-feu, tôt dans la journée. En revanche, la bonne tenue de la production et des cours du fer et de l'or ont permis d'amortir la chute.

Le système médical a été soumis au stress, mais il a tenu puisque le triste bilan est inférieur à 500 décès, après plus d'un an de pandémie. Notre économie repart. L'activité minière est relancée. L'agriculture a bénéficié d'une bonne pluviométrie. Malgré le tourisme toujours en panne et la difficulté à prédire les récoltes, nous espérons en 2021 une croissance comprise entre 3 % et 4 %.

Pourquoi avez-vous connu une hausse des prix alimentaires il y a deux mois ?

En 2020, on a assisté à une forte baisse de l'offre domestique de riz. Nous importons la majeure partie du riz que nous consommons. Or la perturbation des transports maritimes

par la pandémie, la hausse des coûts de fret qui en a résulté et les mouvements sociaux du port de Nouakchott ont contribué à augmenter les prix de tous les produits importés. Ce phénomène passager n'a eu aucun effet sur la tenue de notre monnaie, l'ouguiya, et nos réserves de devises ont atteint 1,5 milliard de dollars.

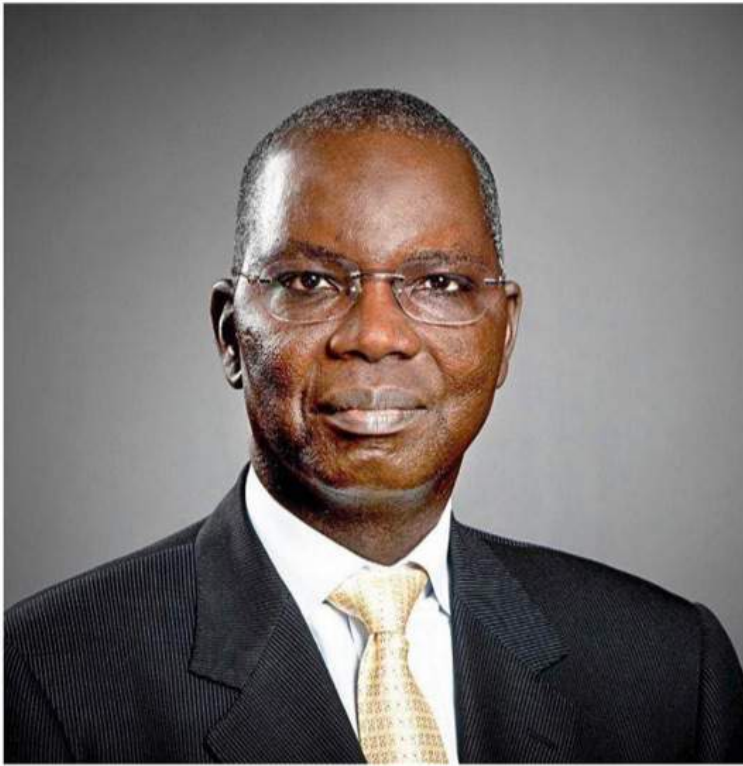
Que contient le Programme prioritaire élargi du président (ProPEP) ?

Le président Mohamed Ould Ghazouani tient par-dessus tout à deux objectifs : le social et la croissance. Voilà ma boussole. Le social, c'est l'emploi, l'empathie vis-à-vis des plus nécessiteux, l'éducation et la santé. La pandémie nous a donné l'occasion de consolider notre système de santé. L'éducation est en cours de réforme. Aidée par l'État et des bailleurs de fonds, l'agence Taazour a pu mettre en place un filet social pour soulager les plus pauvres. Nous allons développer les cantines scolaires gratuites pour encourager les familles démunies à envoyer leurs enfants à l'école.

Et en ce qui concerne la croissance ?

Pour qu'elle soit durable, il faut qu'elle s'appuie sur des ressources pérennes et sur les PME-PMI. Il s'agit de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche. Le 31 mars, le chef de l'État a concrétisé sa vision de l'élevage en créant un fonds destiné à financer

« —————
Le président tient par-dessus tout à deux objectifs : le social et la croissance. Voilà ma boussole.
 ————— »



« **Garantir la transparence des procédures, c'est essentiel pour engager l'État à long terme.** »

Il y a eu ce grand PPP qui n'était pas conforme à la législation en vigueur et qui manquait de transparence. Le problème a été réglé à la satisfaction de tous. Le PPP est un choix stratégique qui nécessite de travailler selon trois axes.

D'abord, garantir la transparence des procédures, c'est essentiel pour engager l'État à long terme. Nous avons revu la loi qui organisait les PPP et nous avons préparé ses décrets d'application en concertation avec le secteur privé, y compris avec ceux qui se considéraient comme victimes de certains PPP. Deuxièmement, nous renforçons notre administration pour être en mesure d'apprécier l'impact à long terme – y compris budgétaire – de ces partenariats. Enfin, nous sommes en train d'identifier les projets qui pourraient en faire l'objet. Cela concernera des infrastructures bien sûr, mais pas seulement.

La commission d'enquête parlementaire a pointé au mois d'août 2020 des dérives dans l'attribution des marchés publics. Comment comptez-vous y remédier ?

Il faut savoir que la Mauritanie dispose d'un code des marchés publics depuis 2010. Il nous impose deux contraintes : la transparence et la rapidité d'exécution. Où mettre le curseur entre les deux ? Parfois on est très proche de la transparence, mais on tombe dans la bureaucratie et on n'avance pas ! D'autres fois, on veut faire vite et on prend des libertés. Dans le respect de la loi en vigueur, nous avons décidé en octobre 2020 d'améliorer par décret le traitement des dossiers. Nous avons nommé des experts chargés de superviser les procédures dans chaque secteur et d'éviter les erreurs. Nous espérons que cela fonctionnera

deux établissements publics : l'un pour accompagner le développement et l'amélioration de ce secteur – qui compte pour 12 % dans notre produit intérieur brut et qui est pratiqué par les plus pauvres des Mauritaniens –, l'autre pour commercialiser les produits de l'élevage, la viande rouge, la peau, la corne.

Il s'agit d'amorcer une activité de valorisation dans l'espoir que le privé emboîtera le pas. Il faut que les éleveurs puissent vendre à un bon prix à ceux qui transformeront leurs produits, et que cela crée des emplois de qualité, pas des emplois de berger !

Pour l'agriculture, nous travaillons avec la Banque mondiale afin d'attirer le privé international en le mettant à l'abri des problèmes fonciers dans la région du fleuve Sénégal. Nous ne pouvons plus laisser ces terres sans valorisation, les populations locales n'ont pas les moyens d'en tirer tout le potentiel. Le privé mauritanien a essayé de venir en appoint. On a été aussi tenté de faire venir des investisseurs internationaux sans le consentement des populations et personne n'a réussi.

La Mauritanie importe toujours ses légumes et son riz. Nous pensons avoir trouvé la bonne approche pour y associer les populations. Après le ramadan, nous développerons une pédagogie pour que cette mise en valeur débouche sur un processus gagnant-gagnant, afin d'en faire une source de croissance et d'emploi au profit d'une région que les habitants quittent.

La pêche est notre deuxième pourvoyeur en devises, ce qui est bon pour les réserves. Aujourd'hui nous capturons le poisson et nous l'exportons sans le transformer. Nous accordons des licences, mais cela ne crée pas d'emplois. Nous sommes au début d'un processus qui, là encore, devrait aboutir à valoriser les produits de notre océan.

Attirer les capitaux privés en Mauritanie exige d'inspirer confiance. Le premier exemple de partenariat public-privé (PPP) pour la création du nouveau port à conteneurs de Nouakchott ne remplissait pas cette condition. Comment améliorer le climat des affaires ?

en attendant de trouver un bon équilibre transparence-célérité grâce à une nouvelle rédaction de la loi sur laquelle nous travaillons.

En 2023, le gaz sortira du gisement offshore de Grand Tortue-Ahmeyim (GTA). Comment faire en sorte que sa manne financière annuelle de plusieurs centaines de millions de dollars profite au développement de tous et pas seulement à celui de quelques-uns ?

Nous espérons que le gaz profitera d'abord au Trésor et à la Banque centrale. Mais il doit aller au-delà et faciliter la création d'emplois, l'accès à l'éducation ou à la santé. Pour cela, il nous faut une bonne gouvernance. Je suis confiant, car le président tout comme le peuple mauritanien sont très attentifs à ce qu'il en soit ainsi. Il nous faut également mettre le contenu local au cœur de nos discussions avec nos partenaires dans le projet GTA, afin que nous profitions de contrats de sous-traitance.

Malheureusement, les Mauritaniens ne sont pas assez formés pour pouvoir prétendre tout de suite à de nombreux contrats de travail ou de sous-traitance. Nous identifions ce qui est sous-traitable à court terme, à moyen terme et à long terme, et comment y répondre. Au début, notre contenu local sera modeste, mais il progressera après la mise en exploitation de 2023.

Pourquoi voulez-vous réduire la dette mauritanienne ?

Le profil de notre dette est insoutenable. Celle-ci représente 55 % de notre produit intérieur brut. Nous pouvons la rembourser, certes, mais nous avons tellement de priorités que nous aimerions réaménager le service de cette dette. Nous avons un mur devant nous, à partir de 2023-2024. Il faudrait alors y consacrer la totalité de notre budget. Nous avons demandé à deux cabinets de nous aider à savoir où nous en sommes et comment développer des priorités pour raser le mur qui

« **Le profil de notre dette est insoutenable. Nous avons un mur face à nous. Il faudrait y consacrer tout notre budget.** »

nous attend ! Le rapport de l'audit sera rendu en juin.

Quel bilan tirez-vous de vos rencontres avec les responsables économiques français, en mars ?

Le patronat français public et privé s'est montré très ouvert à notre invitation à venir en Mauritanie. Notre secteur privé se développerait mieux et plus vite aux côtés d'investisseurs venus d'autres économies, notamment dans les secteurs de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche. Ma priorité est bien de promouvoir l'investissement dans notre pays. ●



Bien s'informer, mieux décider

AVEC

JEUNE AFRIQUE DIGITAL,

PROFITEZ :

- de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- de nos newsletters et de nos alertes pour suivre toute l'actualité africaine en temps réel
- de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain





Abonnez-vous
à Jeune Afrique Digital
pour seulement

1 €

le premier mois
et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres



Le gaz naturel, reflet de la transition énergétique en cours en Mauritanie

Un proverbe francophone dit que c'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures confitures. Se servir d'une énergie fossile pour produire l'énergie verte de demain, tel est le défi auquel est confronté la Mauritanie. La découverte du gisement gazier de Grand Tortue Ahmeyim (GTA), et sa production potentielle de 10 millions de mètres cubes à l'issue de la phase 3 de développement, constituent une opportunité historique pour la transition énergétique du pays, au-delà des recettes que générera son exploitation pour les partenaires dont la Société Mauritanienne des Hydrocarbures (SMH).

Les énergies renouvelables sont au cœur de la stratégie gouvernementale dont l'objectif est de réduire le coût de l'énergie

Le gouvernement l'a annoncé : ce gaz servira notamment à alimenter en énergie les centrales électriques du pays. Quand on sait que le taux d'électrification est de 46% en Mauritanie, avec seulement 5% d'électrification des zones rurales, l'exploitation de GTA est pleine de promesse et d'opportunités pour l'économie mauritanienne de demain.

Malgré le contexte sanitaire actuel lié à l'épidémie de COVID-19 qui a obligé BP et Kosmos à retarder leur feuille de route, le Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines de Mauritanie, et son bras technique la SMH, se transforment grâce à un financement de la Banque Mondiale et aux conseils de prestigieux cabinets internationaux dont EY. Cette transformation constitue la base du paysage énergétique de demain en Mauritanie et le cap est fixé par le gouvernement :

- Augmenter la capacité de production sur la base de ressources locales, principalement le gaz naturel et l'hydroélectricité ;

- Développer le réseau électrique national et régional ;
- Renforcer le rôle des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique national ;
- Mettre en œuvre des solutions décentralisées dans les régions reculées et isolées.

Ainsi, les énergies renouvelables sont au cœur de la stratégie gou-



**Moez
AJMI**

*Western Europe,
Maghreb,
and French-speaking
Africa Oil & Gas Leader*



**Raphael
SALGANICK**

*Manager, Western
Europe, Maghreb,
and French-speaking
Africa Oil & Gas
Knowledge Leader*

vernementale dont l'objectif est de réduire le coût de l'énergie. Les débouchés de ces nouvelles énergies sont nombreux, elles pourront par exemple être utilisées par le secteur minier, ainsi que pour la production, la transformation et la conservation des produits de l'agriculture et de la pêche.

Néanmoins, le pays continue à promouvoir ses champs pétroliers dont les ressources sont encore inexploitées. Cette source d'énergie est considérée encore aujourd'hui comme la meilleure à l'exception de toutes les autres. Le virage vert opéré en Mauritanie laisse en revanche entrevoir une nouvelle stratégie dans l'exploitation pétrolière : utiliser moins de pétrole, mais l'utiliser mieux.

PÊCHE

Des investisseurs dans les filets

Pour accroître les recettes du secteur, le gouvernement souhaite multiplier les usines de transformation et améliorer la transparence dans l'exploitation des ressources.

ALAIN FAUJAS

La pêche mauritanienne ne va pas bien. Sa production a chuté de 10 % l'an dernier. Elle dispose pourtant des eaux parmi les plus poissonneuses du monde. Est-ce dû au réchauffement climatique, à un phénomène cyclique ou à la surpêche ? Bien des espèces se sont raréfiées, à commencer par les céphalopodes (poulpe, calmar, seiche), obligeant le gouvernement à décréter un arrêt biologique de la pêche hauturière du 15 avril au 15 juillet.

À cela s'ajoute la dégringolade des prix des maquereaux, des sardinelles et des poulpes, la pandémie ayant stoppé les achats des Chinois, des Turcs ou des Espagnols.

Mais il y a plus grave pour le deuxième pilier économique du pays (1,4 million de tonnes de pêche, 65 000 emplois), dont la contribution au produit intérieur brut, plus de 5 %, stagne. Après s'être longtemps contentée de toucher les royalties des droits de pêche consentis aux flottilles étrangères, la Mauritanie a, depuis dix ans, commencé à bâtir une pêche nationale par le biais d'attribution de licences, puis de quotas.

Malheureusement les acteurs ont privilégié la commercialisation de leurs prises sous forme de farines et d'huiles ni rémunératrices ni créatrices d'emplois. Le poisson part en Asie, en Europe, où il est transformé et valorisé. « Le président burkinabè Kaboré s'est amusé à présenter à notre président Ghazouani une boîte de sardines venue de Chine ! » soupire le



Des ouvriers dans une usine de production de farine de poisson, à Nouadhibou, le 13 avril 2018.

ministre de la Pêche et de l'Économie maritime, Abdel Aziz Ould Dahi.

Explication de ce paradoxe : « Nous avons le poisson, mais ni le savoir-faire ni les moyens, et nous n'avons jamais vraiment exploité notre mer, analyse Mohamed Abdellahi Yaha, patron de la holding Maurilog. Nous sommes allés au plus simple, le poulpe et la farine, alors que nos produits sont très variés et très prisés car parmi les meilleurs du monde. »

Fini les petits arrangements

Maurilog a installé à Nouadhibou, le grand port du pays, sa filiale MIP Frigo en partenariat avec le français La Crie, afin d'y congeler les fruits de mer et de les expédier prêts à être cuisinés vers les tables européennes. Une

valorisation autrement plus rémunératrice que la farine.

La mission du ministre Dahi est complexe. Pour accroître la valorisation des produits de la mer sur le territoire national, il doit attirer des investisseurs étrangers en leur prouvant que la transparence sera la règle dans le secteur.

Pour en finir avec les petits arrangements entre parents ou amis, l'adhésion de la Mauritanie à la Fisheries Transparency Initiative (FITI) depuis le 18 mai est l'outil idéal. Cette organisation internationale a pour rôle d'améliorer la durabilité des pêches grâce à une meilleure diffusion des informations, notamment celle de la gestion des ressources de chaque pays. « J'en fais un enjeu absolument

essentiel, car il faut nous mettre aux normes, commente le ministre. Notre démarche n'est pas policière mais veut responsabiliser tous les acteurs de notre filière. »

Accord à renégocier

L'Office national d'inspection sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture (Onispa), certifiée ISO, contribue à rassurer les investisseurs et à encadrer les établissements.

L'Académie navale de Nouadhibou multipliera les promotions d'officiers, de marins et de techniciens. Outre la poursuite de la modernisation de la flotte artisanale, il renforcera la surveillance des zones de pêche et soutiendra la recherche océanographique. Pour diversifier les lieux de débarquement, les nouveaux ports de Ndiago et de Tanit compléteront ceux de Nouadhibou et de Nouakchott.

Très critiqué car considéré comme déséquilibré, le contrat avec le chinois Poly Hong Dong a été renégocié. Il paie désormais des droits d'accès pour

son établissement de Nouadhibou, où il a investi 100 millions de dollars et d'où il exporte des produits congelés et transformés. Il y a créé 2500 emplois.

D'ici à novembre, il faudra conclure un nouvel accord avec les Européens, le dernier datant de 2016. Le Brexit compliquant la pêche dans les eaux britanniques, la Mauritanie pourrait obtenir de Bruxelles une amélioration de la contrepartie annuelle aux droits de pêche accordés à ses chalutiers, actuellement de 55 millions d'euros pour l'État mauritanien et 4,1 millions d'euros pour le développement de la pêche artisanale.

« Nous avons le poisson, mais ni le savoir-faire ni les moyens, et nous n'avons jamais vraiment exploité notre mer. »

Mais Abdel Aziz Ould Dahi ambitionne d'aller plus loin et de changer les habitudes alimentaires de ses compatriotes qui méconnaissent le poisson. « La Société nationale de distribution de poisson (SNDP) a commencé à vendre à l'intérieur du pays, explique-t-il. Subventionné, le kilo de poisson revient à 5 ouguiyas (environ un dixième d'euro) et les populations en redemandent, car c'est l'une des protéines animales les moins chères. »

Le ministre entend aussi développer la pêche continentale. « Près de Néma, nous avons formé et équipé 250 personnes dans le lac de Mahmouda, que seuls exploitaient des Maliens au profit de leur pays. Depuis novembre 2020, nous apportons de précieuses protéines à une région en état d'insécurité alimentaire, et cette activité assure aux familles une plus grande autonomie financière et suscite des demandes pour l'exploitation des autres mares et points d'eau. » ●



UNE BANQUE DE RÉFÉRENCE EN MAURITANIE

Monsieur Mohamed Noueigued,
PDG de la Banque Nationale de Mauritanie.

L'alternance au sommet de l'État en 2019 a insufflé une nouvelle dynamique en Mauritanie grâce, notamment, à un regain de la concertation et un plus grand respect des normes. À ce titre, l'année 2021 marque, malgré la pandémie du Covid-19, une continuation dans la réalisation du programme de réformes du président de la République.

Pour contribuer à sa mise en œuvre, la BNM vient de signer, au travers de sa fondation Solidarité-BNM, deux conventions

de partenariat en vue de construire des complexes scolaires et des centres de santé à l'intérieur du pays.

Déjà pionnière en matière de responsabilité sociale, la BNM reste convaincue qu'au-delà de la responsabilité de l'État, le développement durable suppose l'engagement actif des acteurs économiques. De ce fait, elle tient à réaffirmer son engagement à accompagner les autorités en optimisant le concours du secteur privé au développement du pays.



**« Toujours innover
pour mieux servir »**

Banque Nationale de Mauritanie
BP 614 & 291
Avenue Gamal Abdel Nasser
Nouakchott, Mauritanie
Tel : (222) 45252602
Fax : (222) 45253397
Email : Bnm10@bnm.mr
www.bnm.mr

COMMERCE

Jemila Abdel Vetah, panafricaine et conquérante

L'ex-directrice du commerce extérieur, trentenaire ambitieuse et combative, vit au Ghana, où elle participe à la mise en place de la Zlecaf.

JULIEN CLÉMENÇOT

Bien avant d'intégrer Sciences-Po, Jemila Abdel Vetah avait déjà une fascination pour l'exercice du pouvoir et les conciliabules qui précèdent les annonces officielles. À Accra, la trentenaire touche au but. Depuis novembre, elle a rejoint l'équipe du Sud-Africain Wamkele Mene, chargé par les chefs d'État de donner vie à la Zone économique de libre-échange continentale (Zlecaf).

« En tant que directrice du commerce extérieur, je représentais la Mauritanie dans le comité qui a sélectionné la candidature de mon patron pour le poste de secrétaire général de la Zlecaf. Finalement, il m'a demandé de le rejoindre », explique la technocrate. Le programme est chargé. Avec ses collègues, elle poursuit, auprès des États qui ne l'ont pas ratifié, le plaidoyer en faveur de ce projet qui va révolutionner le commerce africain. Jemila Abdel Vetah élabore aussi la stratégie d'engagement du secteur privé africain et développe avec l'ONU un protocole spécifique pour les femmes.

Installée au Ghana pour mener à bien sa mission, elle n'en reste pas moins viscéralement liée à la Mauritanie. « Je lis même le compte rendu du Conseil des ministres », avoue-t-elle en riant. La jeune femme jure n'avoir aucun plan de carrière, mais assure déjà vouloir rentrer dans son pays. Les six mois passés à l'Université de Nouakchott en tant que professeure l'ont convaincue d'ouvrir « un jour » une école internationale. « Aujourd'hui, il n'y a que le lycée français, et c'est un projet cher à mon

père », explique celle qui a aussi hérité d'une passion pour le football, avec une préférence pour le Milan AC, période Paolo Maldini.

Modèle d'émancipation

Sa mère, attachée aux traditions, aurait aimé la voir mariée. « Encore faudrait-il que mes prétendants aient leur bac », soupire-t-elle, grinçante, n'oubliant pas qu'elle peut être un modèle d'émancipation. « Je veux aider à changer le monde », clame-t-elle sans modestie, rappelant qu'elle est seulement la deuxième fille de sa famille à avoir son bac. Elle sait aussi que le temps joue en faveur de l'évolution des mentalités. « Il y avait 700 000 Mauritaniens lors du premier recensement en 1950, nous sommes 4 millions aujourd'hui et nous serons 14 millions en 2050. Ce sont les jeunes qui vont modifier le visage du pays », estime-t-elle, heureuse d'y participer. À son retour de Paris, en 2014,

diplôme en poche, elle a d'abord aidé au lancement de la Banque des financements islamiques. Puis elle a collaboré avec l'ambassade des États-Unis et, enfin, après son expérience de prof, a monté avec des amis un cabinet de conseil aux entreprises. C'est Naha Mint Mouknass, alors ministre du Commerce, qui l'a repérée, mais cette dernière n'est pas parvenue à la nommer avant son départ.

Devenue directrice du commerce extérieur en 2019, Jemila Abdel Vetah a géré des accords comme l'African Growth Opportunity Act avec les États-Unis ou l'Accord de partenariat économique avec l'UE et, bien sûr, le chantier de la Zlecaf. « Des patates chaudes », car ces dossiers nécessitent une coopération entre ministères. De cette expérience elle garde la conviction que les administrations peuvent être les pires ennemis du progrès et que, pour avancer plus vite, il faudrait avoir le courage de les réformer. ●



MAHMOUDOU LAMINE KANE/MOZAKRIM

Moov

Mauritel



**1^{er} OPÉRATEUR
DU HAUT DÉBIT
EN MAURITANIE**

4G

**FIBRE
MOOV**

Un monde nouveau vous appelle

www.Moov-Mauritel.mr

Centre d'appel : 115



Moov Mauritel



@MoovMauritel



Moov_Mauritel

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Nouakchott industrialise la ruée vers l'or

Plutôt que de décourager les miniers artisanaux, l'État encadre leur activité et s'offre de nouvelles recettes fiscales.

ALAIN FAUJAS

Hbibî descend au fond du puits où il travaille dix heures par jour, en plein désert, à Tasiast, dans le centre du pays, à la recherche d'un filon aurifère. Âgé de 25 ans, il est venu d'Aïoun el-Atrouss, sa ville natale, située 400 km plus au sud. Lui et ses compagnons « creuseurs » (*djepaya*) toucheront 30 % de l'or qu'ils auront déniché, le reste allant au propriétaire du puits. « S'il n'y a rien, tout le monde aura perdu », raconte-t-il. Hbibî est l'un des 45 000 orpailleurs que la fièvre du métal précieux a saisis depuis mars 2016.

Au début, la ruée vers l'or était totalement artisanale. Les chercheurs ne fouillaient pas très profond. Puis il leur a fallu creuser sur plusieurs mètres pour tomber sur un filon. Les puits se sont multipliés, et les risques d'effondrement meurtrier aussi. Les installations sauvages de concassage et de traitement des roches par le mercure ont commencé à menacer l'environnement. Ce qui semblait n'être qu'une folle poussée de fièvre dans un pays où le chômage affecte plus d'un tiers des jeunes s'est enraciné dans le paysage économique.

Partie de zéro en 2016, l'exploitation artisanale a produit 5,6 tonnes d'or en 2020, soit plus du tiers de la production annuelle des deux entreprises industrielles

Kinross-Tasiast et MCM, qui tourne autour de 14 tonnes. Le ministère des Finances a calculé qu'en 2020 l'orpillage a rapporté 130 millions de dollars (environ 106 millions d'euros).

Impossible d'ignorer l'écosystème qui se développe de jour en jour autour de cet or sauvage. Plus de 100 000 emplois indirects ont prospéré dans les zones du centre (Inchiri) et du nord (Tiris-Zemmour). Commerces alimentaires, transports, vendeurs d'eau, d'explosifs et de pioches, dépôts d'essence, groupes électrogènes,

panneaux solaires, coiffeurs ont suivi ces « fous » partis chercher fortune dans la fournaise du Sahara.

Accompagnements

Le président Ghazouani avait même promis dans son programme pour la présidentielle de 2019 « d'ouvrir de nouveaux sites pour l'exploitation artisanale de l'or, permettant de nouvelles opportunités pour les couches les plus défavorisées » et de mettre en place « tous les accompagnements nécessaires ».

« Accompagner » les orpailleurs signifie ordonner ce foisonnement. « En juillet 2016, tout le monde allait n'importe, où car l'orpillage est une activité difficile à organiser », explique Ahmed Taleb Mohamed, conseiller technique chargé des mines au ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie. Les autorités ont d'abord canalisé le mouvement vers la nouvelle ville de Chami (Inchiri), passée de 2 600 habitants à 11 000 habitants.

Le traitement des sacs de 50 kg de minerais, qui peuvent contenir jusqu'à 2 g d'or, y a été concentré pour éviter de disséminer les pollutions. Le « grillage » qui permet de séparer le mercure de l'or par évaporation y est confiné dans une zone de 42 ha située à 2 km du centre-ville.



En plein désert, des milliers d'orpailleurs extraient l'or de la roche.

AHMED LEMINE/NATURIMAGES

Ensuite, la zone de Zouerate a été ouverte aux mineurs ainsi que, 700 km plus au nord, la zone militaire du Guelb N'Dour, à la frontière algéro-malienne. Là encore, le « grillage » est concentré sur la ville de Zouerate. Dans les deux villes de Chami et de Zouerate, la Banque centrale de Mauritanie (BCM) a ouvert des comptoirs pour acheter l'or des orpailleurs, mais on estime que les deux tiers de leur production prennent incognito le chemin du Soudan et des Émirats via le Mali. L'orpaillage est réservé aux citoyens mauritaniens, qui se tournent souvent vers une main-d'œuvre malienne.

Règles et sécurité

Six catégories d'autorisation ont été créées : A pour la main-d'œuvre, B pour les exploitants d'appareils, C pour les exploitants de puits, D pour les exploitants de traitements physiques, E pour les exploitants de traitements chimiques, F pour les exploitants de traitements des résidus de l'orpaillage. Les taxes vont de 5 000 ouguiyas par permis d'exploitation, pour la catégorie A, à 30 millions d'ouguiyas pour la catégorie F.

« Avec le traitement des résidus, nous entrons dans une phase semi-industrielle du traitement de l'or qui augmentera considérablement la production, prédit Ahmed Taleb Mohamed. L'orpaillage ne prélève au maximum que 40 % de l'or contenu dans les roches. Le restant est convoité par des groupes industriels. » Notamment des entrepreneurs turcs, soudanais ou chinois qui demandent actuellement des autorisations.

En mai 2020, l'État a créé l'établissement public Maaden Mauritanie pour faire respecter les règles administratives et fiscales et pour se préoccuper de la sécurité. Les artisans mineurs ne s'en soucient guère en creusant des puits de 30 m et en manipulant du mercure sans se protéger, au risque de souffrir de graves troubles neurologiques ou rénaux d'ici à quelques années.

Maaden Mauritanie est le shérif chargé de civiliser ce far west surgi des sables, là où, jusqu'à présent, seuls pâturaient les dromadaires. ●



La mine de Tasiast est exploitée par Kinross depuis 2010.

Kinross

Tous les feux – presque – au vert à Tasiast

Le canadien Kinross, qui exploite la mine de Tasiast, se frotte les mains. Longtemps déficitaire, sa filiale Tasiast Mauritanie Limited SA (TMLSA) a connu une année 2020 record dans de nombreux domaines. Sa production d'or a progressé de 4 % par rapport à l'année précédente et atteint pour la première fois les 12,6 tonnes.

« Nous avons pu maintenir un tel niveau de production malgré la pandémie, alors que la plupart des opérateurs des industries extractives ont soit cessé temporairement leur activité, soit réduit leur production », se félicite David Hendricks, directeur général de TMLSA. Il se réjouit plus encore de la réduction des coûts d'exploitation, qui étaient le point faible de la mine. Ces coûts sont tombés de 976 dollars par once d'or en 2018 à 602 dollars en 2019 et à 584 dollars en 2020.

Cette amélioration devrait se poursuivre, car la société a engagé en 2019 un programme de 150 millions de dollars (environ 268 millions d'euros) destiné à porter les capacités de broyage et de traitement du minerai de 15 000 tonnes par jour à 21 000 tonnes cette année et à 24 000 tonnes en 2024.

Les relations avec le gouvernement mauritanien se sont améliorées après la signature d'un accord, le 15 juin 2020. Celui-ci prévoit une augmentation des royalties payées par TMLSA, qui a versé 36 millions de dollars l'an dernier, contre 16 millions en 2019. De même, la société a atteint l'objectif de mauritanisation de ses effectifs en limitant à 27 le nombre d'expatriés sur un effectif de 3 500 personnes.

Lancinant problème

Si l'horizon est largement dégagé pour le minier, reste l'autorisation officielle d'extension de la mine, que l'État n'a pas encore accordée, et le lancinant problème des orpailleurs. Ces derniers ont envahi le site de Tasiast – mais pas la zone d'exploitation actuelle – pour profiter des veines d'or localisées par les sondages de TMLSA. Ils enfreignent les règles de sécurité. La société publique Maaden, qui gère l'orpaillage, s'est contentée en septembre de les admonester.

Mais TMLSA demande leur expulsion. Maaden a donc donné aux orpailleurs jusqu'au 15 mai pour quitter la zone. Il incombe aux autorités de faire respecter cette mesure. ● A.J.

MUSIQUE

Malouma, la diva mélancolique

L'incontournable chanteuse a fait de son art un combat politique. Accusée de corruption en 2017, elle reste marquée par cette épreuve.

JUSTINE SPIEGEL

Lorsque ses doigts se posent sur son ardin, le silence se fait autour d'elle. Les cordes de cette harpe mauritanienne sont autant de fils qui relient Malouma Mint Meïddah à la tradition musicale de son pays. Un patrimoine qu'elle voit disparaître avec nostalgie. Alors, avant qu'il ne s'envole, elle l'a capturé, en 2016, dans un double album, *Chants populaires traditionnels hassani mauritaniens*.

Elle y a réuni dix grands artistes originaires du Trarza (Sud), du Brakna (Sud-Ouest), ou encore du Hodh el-Gharbi (Est) et du Tagant (Centre). Les vingt compositions (appelées *echouar*), bluesy, rythmées ou mélancoliques, suivent les modes de la musique maure, dont son père,

Moktar Ould Meïddah, fut l'un des grands maîtres.

Dans ses propres créations (dont la dernière, *Knou*, est sortie en 2014), elle n'a jamais cessé de lui rendre hommage, tentant même de le ressusciter dans ses chansons.

Née en 1960 près de Mederdra, dans le Trarza, non loin des rives du fleuve Sénégal, Malouma a reçu cette éducation musicale en héritage, dès ses 6 ans. À l'âge adulte, très engagée aux côtés des femmes, cette ancienne griotte a combattu les mariages forcés, l'exclusion des plus démunis, le racisme... Ce qui lui a valu pendant de nombreuses années d'être marginalisée dans les médias.

Son combat, incarné dans sa poésie, est devenu politique. Engagée

aux côtés de son grand ami, l'opposant Ahmed Ould Daddah (pour qui elle a composé une chanson, *Habib Echaab*, « le bien-aimé du peuple »), elle a été élue sénatrice en 2007.

La même année, après la sortie de son album *Nour*, teinté de blues et de sonorités plus pop, cette amoureuxse de musique classique (elle écoute Mozart, Wagner, Chopin, Beethoven...) a un temps délaissé son art pour se consacrer à l'organisation d'événements au travers de la Fondation Malouma pour la culture, le patrimoine et les arts. *Moutribat el-Chaab*, « l'artiste du peuple », avait notamment imaginé La Grande Rencontre, une nuit de concerts de musiciens de tous horizons.

Honneur blessé

Mais depuis 2017 et « l'affaire Mohamed Ould Ghadda », un parlementaire accusé de corruption, Malouma l'insoumise est gagnée par la tristesse. Accusée d'avoir accepté de l'argent pour rejeter le projet de réforme constitutionnelle du président d'alors, Mohamed Ould Abdelaziz, elle a perdu son poste et évité la prison de justesse. Placée sous contrôle judiciaire, elle a été privée de passeport jusqu'en mai dernier et a dû renoncer aux tournées, elle qui s'était produite aux États-Unis, en Égypte... « On m'a enchaînée avec des mensonges ! s'émeut-elle. Mon nom a été gâté, mon honneur blessé, toute ma vie a été touchée. » Ses doigts font vibrer son ardin, et sa voix mélancolique se met à résonner. ●



BECHIR MALUM POUR JA

L'artiste à Nouakchott, le 28 avril.

Mattel confirme sa dynamique de croissance et consolide sa position sur le marché

Malgré une année 2020 difficile marquée par la pandémie de la Covid-19 et les mesures de restrictions appliquées par les autorités pour limiter la propagation du virus, impactant ainsi fortement l'activité commerciale, Mattel a pu confirmer sa dynamique de croissance et a enregistré une augmentation importante de son Chiffre d'affaires et de son EBITDA avec un résultat Net qui repasse au vert en 2020.

« L'amélioration significative de nos indicateurs financiers et de notre part de marché sont le fruit de notre plan de relance ambitieux amorcé en 2019 et mettant le développement de l'Internet Mobile Haut débit et l'amélioration de la qualité de service au cœur de notre vision stratégique » a déclaré Monsieur Elyes Ben Sassi, Directeur Général de Mattel.

Le programme d'investissement ambitieux de Mattel dans le cadre de sa vision stratégique comprendra le lancement de la 4G en janvier 2021, soit quelques semaines seulement après l'obtention de la licence suite à l'appel d'offre lancé à cet effet par l'Etat mauritanien. Le service 4G de Mattel est aujourd'hui disponible dans plusieurs grandes villes de la Mauritanie accompagné d'un catalogue d'offres et de services des plus généreux sur



Elyes Ben Sassi
Directeur Général Mattel

le marché aussi bien pour la clientèle résidentielle que pour le segment B2B. Ce dernier bénéficie d'une panoplie de solutions de communications et de connectivité Haut Débit par fibre optique qui équipent déjà plusieurs grandes entreprises de la place.

L'amélioration de l'expérience client, à travers la digitalisation des principaux Touch Points, constitue l'autre pilier de la vision stratégique de Mattel. La recharge électronique, le paiement en ligne, l'application mobile et la digitalisation de la relation client constituent les premiers jalons

réalisés dans le cadre du projet de transformation digitale entrepris par Mattel.

Les premiers résultats de l'année 2021 s'annoncent d'ores et déjà très prometteurs. « Nos résultats enregistrés durant les premiers mois de 2021 dépassent nos prévisions initiales et nous réconfortent dans nos choix stratégiques » a ainsi déclaré Monsieur Elyes Ben Sassi.



Siège Social : Avenue Mocker Ould Daddah
ZRF NB 858A - Nouakchott - Mauritanie
Tél. : +222 36 17 12 12 / +222 45 29 53 54
Fax : +222 45 29 81 03

4G

Vivez le meilleur de L'internet

mattel
La vie connectée

LIVE

SPORT

Fatou Diop, droit au but

Attaquante de l'équipe nationale féminine de football, elle est l'une des rares sportives à gagner sa vie grâce à sa passion.

BIOS DIALLO

Le 30 juillet 2019, Fatou Diop, portée par les encouragements du public, a été la première buteuse de l'équipe féminine de Mauritanie. Le match s'est soldé par une défaite 3-1 en faveur des Djiboutiennes, mais cette image demeure un symbole dans un pays où le football est une affaire d'hommes. Cadette d'une fratrie de neuf enfants, l'avant-centre, née en 1995 à Nouakchott, porte le numéro 10 des Mourabitoune, surnom donné à l'équipe nationale, en référence à l'ancienne dynastie maghrébine des Almoravides.

Sociétaire depuis deux ans de l'Association union sportive féminine Assa Zag (Ausfaz), septième du championnat au Maroc, Fatou Diop est la première Mauritanienne à avoir décroché un contrat professionnel, qu'elle vient de prolonger.

Une belle réussite pour celle qui a débuté dans les quartiers populaires de la capitale. De Teyarett à Dar Naïm, suivant les déménagements de sa famille, Fatou découvre le football avec ses frères et ses amis. Moquée à ses débuts, elle garde ses crampons : « En me voyant sortir d'un taxi avec mes équipements sportifs, ou sur un trottoir en train de m'étirer, on rigolait de moi. Certains allaient plus loin, en voulant me donner mauvaise conscience : "Au lieu d'aider ta maman dans ses tâches ménagères, tu cours les rues avec des hommes, les pieds dans la poussière." »

Elle tourne les talons et solidifie ses jambes avec la bénédiction de ses parents sportifs. Son père, Ousmane, entraîneur, est un ancien de l'équipe

nationale masculine. Sa mère, retraitée de la fonction publique, était basketteuse. La famille ne manque aucune de ses compétitions, lui donnant chaque fois une source de motivation supplémentaire.

Après une tentative au baccalauréat (mathématiques), Fatou Diop opte pour sa passion. D'abord avec le club El Moustakbal de Dar Naïm, puis chez les dauphines du FC Camara d'El Mina. Soutenue par son entraîneur, Aboubekrine Wedad, elle fait

différentes catégories sur l'ensemble du territoire et dispose de centres de formation à Nouakchott et en région. « Le début n'a pas été facile, reconnaît Oumou Kane, directrice du foot féminin à la FFRIM. Nous étions conspuées dans les stades. Mais, avec les différentes éditions du festival Live Your Goals, homologué par la Fifa, et nos campagnes de porte à porte, nous avons convaincu les sceptiques que le foot n'est pas une affaire de genre. Des tabous sont tombés, et les parents n'hésitent plus à venir nous voir quand ils sentent la passion de leur fille pour le ballon ! »

Grand championnat

La fédération a même des femmes arbitres reconnues par les hautes instances du foot mondial, parmi lesquelles Mariem Chedad – qui a arbitré lors de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) U20, organisée du 14 février au 6 mars 2021 en Mauritanie. Les succès de l'équipe nationale masculine contribuent aussi à faire bouger les lignes en redorant le blason du pays sur les terrains. En dix ans, les Mourabitoune se sont hissés à la 101^e place au classement de la Fifa et au 22^e rang au niveau continental.

À 26 ans, Fatou Diop est l'une des rares sportives du pays à gagner sa vie grâce à sa passion. Elle peut encore rêver d'évoluer un jour dans un grand championnat. Les qualifications de la CAN féminine, en juin, lui donneront une nouvelle opportunité de montrer l'étendue de son talent, en espérant pouvoir disputer le tournoi prévu l'an prochain au Maroc, presque à domicile pour la championne. ●

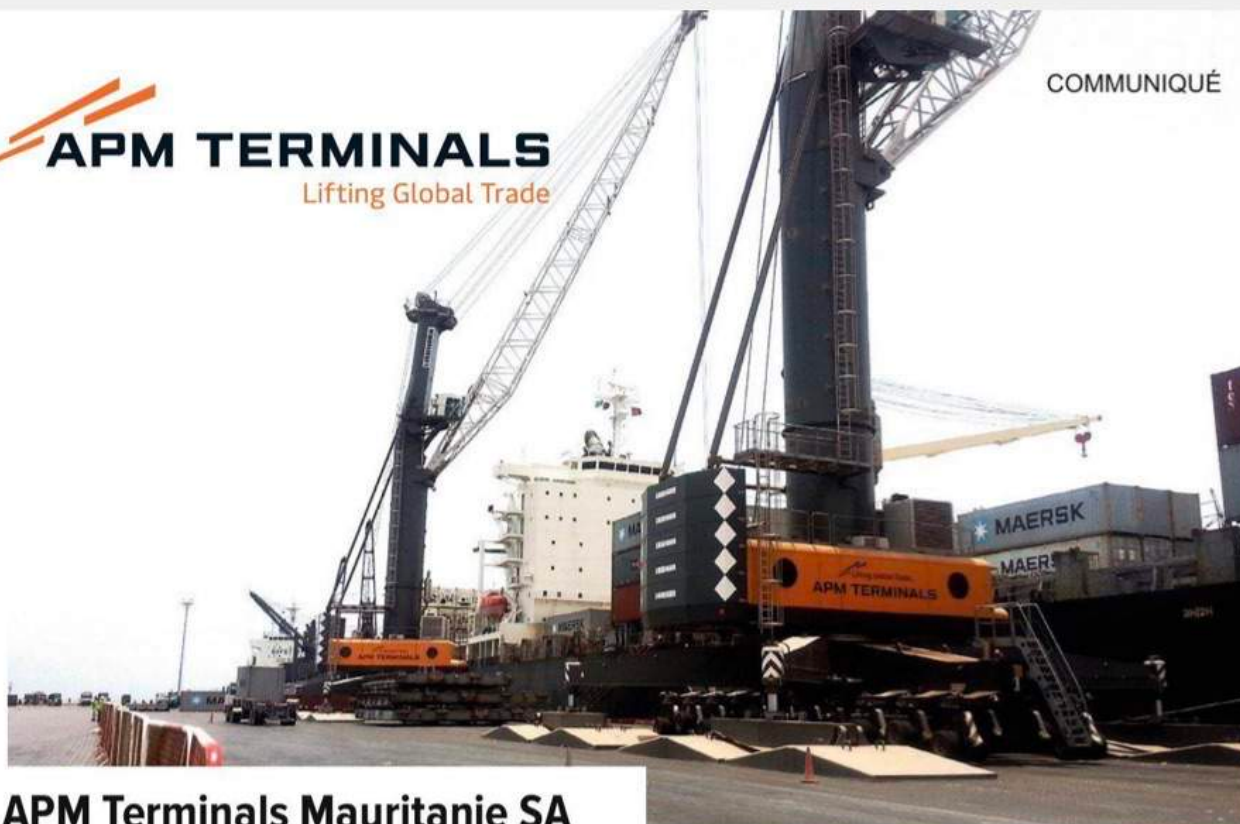


La Mauritanie contre l'Espagne, le 6 août 2019.

COTIF

ses armes aux côtés de Tacko Diabira, numéro 11 de la sélection nationale. Depuis son arrivée sur les pelouses, Fatou Diop, devenue la star de l'attaque mauritanienne, n'a manqué aucun match des Mourabitoune : Inde, Espagne, Bolivie, Tanzanie, Tunisie, Algérie...

Si la jeune femme et ses camarades évoluent aujourd'hui crânement dans cette discipline, c'est grâce à la Fédération de football de la Mauritanie (FFRIM), qui, depuis 2017, a instauré des compétitions de



APM Terminals Mauritanie SA

Le meilleur partenaire logistique en Mauritanie

Leader mondial dans le secteur, APM Terminals est fière de jouer un rôle de premier plan en offrant des services portuaires intégraux tant à Nouakchott qu'à Nouadhibou pour soutenir la croissance économique en Mauritanie.

De par notre ancrage dans le domaine portuaire, nos équipements appropriés et la compétence de nos équipes nous nous considérons être le meilleur choix dans le secteur logistique dans les deux ports du pays.

Nous disposons des équipements, des personnes, des relations d'affaires, d'une performance élevée et d'un état d'esprit tourné vers l'amélioration constante pour aider nos clients à accomplir leurs ambitions. En outre toutes nos opérations sont menées en conformité totale avec les normes internationales de sécurité.

Nos services en Mauritanie incluent entre autres :

- Manutention navires (conteneurs et conventionnel).
- Spécial cargo (OOG, Lourd, Dangerous cargo...).
- Une offre intégrale (One stop shop) selon les besoins des clients.
- Stockage/Warehousing.
- Lashing.
- Branchement et suivi conteneurs frigos (PTI).
- Positionnement/Shunting.
- Cargo minier.

JAMG - PHOTOS DR

En filigrane, nous disposons de :

- **Une expérience longue profonde dans le domaine**, car nous sommes présents à Nouadhibou depuis 1998 et à Nouakchott depuis 2000.
- **Deux grues portiques Liebherr LHM 550**, les seules en Mauritanie de ce calibre.
- **Des dépôts et terrepleins sécurisés** qui occupent une place stratégique dans l'aire portuaire, plus de 80 000 m² d'espace bitumés.
- **Grandes capacités de branchement** pour les conteneurs frigos (Plus de 300 prises).
- **Une équipe de professionnels expérimentés**, compétents et certifiés dans le domaine.
- **Une flotte d'équipements certifiés** pour différents types d'opérations : Reach stackers, Forklifts, Empty Handlers, Tractors et trailers.
- **Inhouse workshop** avec une équipe d'ingénieurs et professionnels bien formés et certifiés pour assurer le bon fonctionnement des équipements.
- Toutes nos transactions sont menées en **conformité totale** au droit international du commerce et de concurrence.

- **Les meilleures productivités d'opérations navires** en Nouakchott et à Nouadhibou.
- **Des solutions technologiques/innovations IT** pour faciliter les opérations de nos clients.

APM Terminals Mauritanie SA

Port autonome de Nouakchott
B.P 1026, Nouakchott, Mauritanie
Tél. : +222 25000158
www.apmterminals.com



Tribune Isselmou Ould Mohamed Taleb

Expert en développement et ancien ministre

« Il faut rétablir la crédibilité de l'État et des institutions »

Peuplée de 4,5 millions d'habitants et dotée de ressources naturelles considérables, la Mauritanie est pourtant classée parmi les pays les moins avancés, avec la persistance de la pauvreté et un faible développement humain. Pourquoi un tel paradoxe ? Sur le plan culturel, le nomadisme, même s'il est devenu ultra-minoritaire, imprègne encore les esprits d'une majorité de mes concitoyens.

C'est une quête incessante des origines, de l'appartenance tribale, de la mobilité et du changement des modalités de fonctionnement. Il en résulte une prédisposition aux frondes sociales, à la remise en question de l'ordre établi qui aboutissent à une instabilité politique et institutionnelle. C'est aussi une aversion pour la rigidité des principes et pour les pratiques administratives sans négociation ni marchandage.

En politique et en économie, les conséquences sont très négatives, qu'il s'agisse des choix d'investissements, de la gestion des finances publiques, de l'indépendance de la justice ou de la répartition des richesses. Et ce en dépit d'un meilleur accès à l'endettement public et de l'exploitation de nouvelles ressources naturelles.

Ce contrôle social et politique hérité du passé a donné naissance à une administration

qui repose sur le parrainage. La plupart des cadres font plus confiance à un mentor qu'à leurs efforts pour leur promotion. L'hommage du vice à la vertu a atteint un point tel que le zèle dans le travail est ridiculisé ou considéré comme le reflet d'une faiblesse de caractère ou d'un manque de personnalité.

Le réseautage trouve son fondement dans des considérations raciales, tribales et politiciennes. Il explique pour une large part le cloisonnement entre les secteurs et les structures publiques, et le manque de liaison en leur sein. L'administration est fragmentée, incompatible avec le respect de l'autorité de l'État et la

répandue, il existe dans le pays, ou en exil, suffisamment de compétences capables d'accompagner cette remise à plat institutionnelle, une fois la volonté politique acquise.

Légitimité démocratique

Ce travail indispensable permettra de rétablir la crédibilité de l'État et des institutions, d'assurer une séparation effective et intelligente entre les pouvoirs – plus de transparence dans les processus de prise de décision et de nomination –, d'organiser un système de contrôle efficace et enfin d'appliquer avec célérité, fermeté et visibilité sanctions et récompenses.

Quatre décennies après les efforts louables du président Moktar Ould Daddah, la viabilité de l'État, la légitimité démocratique et la pérennité des institutions restent à reconstruire et à consolider. Le rôle des élites économiques et politiques est essentiel. Celles-ci sont redevables de ces progrès envers elles-mêmes et les générations futures.

Il n'y a pire ennemi du développement que la mauvaise gouvernance. Tout le reste n'est que diversion. Tant que celle-ci trouvera un écho auprès de la majorité, la transformation des richesses naturelles en croissance accélérée et en prospérité partagée attendra. ●

Le nomadisme imprègne encore les esprits d'une majorité de mes concitoyens.

coordination des interventions publiques. En découle aussi un rejet de la communication écrite.

La réforme de l'administration, en vue d'en faire un instrument au service de la cohésion nationale et du développement, apparaît comme incontournable. Contrairement à une opinion

MEMBRE IATA MAURITANIA AIRLINES «le flag carrier de la Mauritanie»



MAURITANIA AIRLINES, C'EST LA GARANTIE DU MEILLEUR DES AILES DU DÉSERT.

Mauritania Airlines reprend avec force l'ensemble de son réseau avant-Covid. Elle a su s'adapter à la pandémie et à ses contraintes sécuritaires par l'application rigoureuse des directives des organismes de santé des pays desservis, de l'organisation mondiale de la santé et de l'IATA à chaque étape du voyage sans altérer le confort des passagers.

La sécurité, la ponctualité et le meilleur de l'hospitalité mauritanienne sont nos engagements pour faire de votre voyage une expérience inédite à bord des ailes du désert avec des avions neufs et performants ; Constituée de **Boeing 737** nouvelle génération (B737-700, B737-800 et B737-8 Max) et de la série **Embraer EJ 175**.

Notre hub de Nouakchott est la plateforme de connectivité principale de notre réseau mais nos agences locales sont à votre disposition pour obtenir des informations complètes sur votre voyage.

**MAURITANIA AIRLINES,
INFINIMENT VOUS !**

www.mauritaniaairlines.mr



NOUAKCHOTT

Immeuble Damane RDC
+222 45 25 67 47
Aéro +222 44 48 26 00

NOUADHIBOU

Bd Médian (Immeuble BMCI)
+222 45 74 42 91 /
44 48 26 41 / 44 48 26 44
Aéro +222 44 48 26 45

ZOUERATE

Route de l'aéroport
+222 45 44 15 98 / 44 48
26 43

LAS PALMAS

56, Calle Veintinueve de Abril
+34 928 27 67 24

CASABLANCA

14, Boulevard de paris
+212 677 331 249 / 522
471 945

DAKAR

Rue Saint Michel angle
Amadou Assane Ndiaye
A4 Centre Commercial la
Ronde
+221 33 84 248 48

CONAKRY

Immeuble Satguru, Quartier
Almamya commune de
Kaloum en face du ministère
de la coopération
+224 628 68 03 08

COTONOU

Avenue Steinmetz Carrefour
feu missebo à côté de FBI
c/137 06 BP 879
+229 90 40 40 13

BAMAKO

Hamdallaye Aci 2000 à côté
de mille et une merveilles
contiguës à Batimat
+ 223 669 114 05 /
223 949 117 13

BRAZZAVILLE

92, Avenue de
l'indépendance
+242 06 942 25 25

POINTE-NOIRE

Avenue Charles De Gaulle,
Hôtel Elais
+242 040 50 37 03

LIBREVILLE

769, Avenue Colonel Parant,
Immeuble ex SONAGAR
+241 77 79 71 57 /
11 74 05 12
Aéro +241 62 22 52 14 /
11 73 19 12

QUÉBEC-AFRIQUE

De la parole aux actes

Annoncée à la mi-2019, la première stratégie africaine de la Belle Province sera présentée dans les mois à venir, notamment lors du prochain sommet de la Francophonie, à Djerba, en Tunisie.

Fresque géante, à Montréal, en hommage à Jackie Robinson, premier joueur noir à avoir évolué dans la ligue professionnelle nord-américaine de base-ball, de 1947 à 1956.

CORINNE SIMONVICIC



OLIVIER CASLIN

L'

L'année 2021 sera-t-elle celle du passage à l'acte pour le Québec ? Pour cause de pandémie mondiale, les principaux rendez-vous fixés l'an dernier au continent par la diplomatie québécoise n'ont pu avoir lieu. Annoncée mi-2019, la première stratégie africaine depuis longtemps d'un gouvernement québécois est encore dans les cartons du ministère des Relations internationales, et le XVIII^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), porte-voix sans égal de la province sur la scène extérieure, notamment en direction des pays du continent, a été décalé d'un an pour être reporté à la fin de cette année.

Malgré les aléas du calendrier, le Québec ne pourrait avoir finalement perdu que quelques mois sur son agenda si, comme l'affirme Nadine Girault, la ministre des Relations internationales, la vision africaine québécoise était bien « officiellement lancée au prochain trimestre ». Quelques semaines seulement avant les retrouvailles francophones de Djerba, ce pourrait être une belle occasion pour François Legault, Premier ministre depuis 2018, et son équipe de « sortir du discours pour montrer concrètement comment il compte engager le Québec auprès de l'Afrique », s'impatiente un fin connaisseur de la diplomatie locale.

Bien sûr, cette dernière ne peut opérer que dans les limites imposées par Ottawa, qui garde la haute main sur les relations extérieures de l'ensemble de la fédération canadienne, « mais elle a su faire preuve par le passé de suffisamment d'initiative pour s'en démarquer, notamment en direction du monde francophone », reprend notre expert. D'autant que domine le sentiment d'une certaine négligence du gouvernement canadien à l'égard de l'Afrique depuis l'éviction de Michaëlle Jean du secrétariat général de l'OIF, au début de 2019. « Le Canada n'a d'ailleurs pas pu compter sur le soutien des pays africains pour se faire élire au Conseil de sécurité de l'ONU l'année dernière », rappelle notre observateur. Le Québec a donc tout intérêt à profiter des occasions qui se présentent pour faire entendre sa différence.

La province ne dispose évidemment pas de réseaux diplomatiques et d'affaires aussi denses que l'État fédéral. Mais avec 33 bureaux dans 18 pays, dont un certain nombre de délégations générales qui font office de quasi-ambassades, elle a tissé sa toile à travers le monde, comme seuls quelques Länder allemands ont su le faire. Et le Québec compte poursuivre son effort de représentation à l'étranger, comme semble le confirmer l'augmentation de 5 % du budget général affecté au ministère des Relations internationales en 2020. En Afrique, la province s'appuie sur deux délégations, à Rabat et à Dakar, ainsi que sur un bureau à Abidjan. « Leurs missions restent essentiellement économiques », confirme un représentant du ministère.

Soft power

L'étendue de leurs mandats est suffisamment large pour les autoriser néanmoins à relayer les différents aspects du *soft power* québécois sur le continent, en matière de politique migratoire et culturelle, ainsi que d'accès à l'enseignement. « Avec nos actions de solidarité internationale, ce réseau de représentations renforce notre positionnement en Afrique », estime Nadine Girault. Qui, pour compléter le trépied permettant de maintenir l'équilibre, cite « l'appartenance du Québec à la

Francophonie ». L'OIF représente en effet le principal outil multilatéral dont dispose la province pour que cette dernière « exerce son influence sur la scène internationale », selon les propos de la ministre. Elle s'adresse directement à une audience équivalant à un tiers des membres des Nations unies, ce qui lui permet de tisser des relations bilatérales avec de nombreux pays, en particulier sur le continent.

De l'avis de certains responsables canadiens et québécois, l'OIF devrait pourtant rester concentrée sur les pays francophones, le français étant perçu comme le ciment de l'organisation. Pour ses bailleurs d'outre-Atlantique, la Francophonie doit se recentrer sur ses missions de base – comme le souhaite également le président français, Emmanuel Macron –, et ses pays membres doivent veiller à la bonne gestion financière et administrative de son organisation. Ce

L'OIF représente le principal outil multilatéral dont dispose la province pour exercer son influence sur la scène internationale.

qui n'empêche pas l'OIF de chercher à étendre son spectre à des missions plus politiques – observation de processus électoraux, respect de la vie démocratique... sous l'impulsion de Louise Mushikiwabo, sa secrétaire générale. Et sur ce point, là encore, Canadiens et Québécois marquent la même hésitation à voir l'organisation franchir le pas, sans s'y opposer vraiment non plus. Une absence de clarté dans le positionnement qui, du côté québécois, pourrait justement trouver quelques éléments de réponse dans la stratégie africaine à venir. À moins que cette vision ne souligne justement les limites mêmes du périmètre de la diplomatie provinciale en politique extérieure. Montréal pourra toujours se retrancher derrière Ottawa pour masquer un éventuel manque d'ambition en la matière. ●

**ÉTUDIEZ
AU CANADA**

**ET OBTENEZ
UN DIPLÔME
MONDIALEMENT
RECONNU**

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL RECHERCHÉ

DÉCOUVREZ L'UNIVERSITÉ LAVAL

Chaque année, près de 7 700 étudiants venant des 4 coins de la planète choisissent l'Université Laval pour y construire leur avenir. Que ce soit pour y suivre une formation supervisée par des professeurs de calibre mondial, réaliser leur master ou leur doctorat dans l'une des 300 entités de recherche, ou encore, vivre une expérience nord-américaine unique dans un milieu francophone, ces étudiants, à la fin de leur parcours universitaire, obtiennent un diplôme reconnu à l'international qui leur ouvre un large éventail de possibilités professionnelles.

C'est à vous maintenant de faire votre choix parmi les quelque 500 programmes d'études de l'Université Laval offerts aux 3 cycles universitaires (licence, master, doctorat) dans tous les domaines du savoir: affaires publiques, gestion, sciences de l'agriculture et de l'alimentation, environnement, sciences et génie, technologies de l'information, et bien d'autres!

Profitez d'une formation de qualité à un prix compétitif

Étudier à l'Université Laval, c'est accéder à une formation universitaire inspirée par l'excellence à un coût des plus accessibles en comparaison des grandes universités américaines. Plusieurs bourses ou sources de financement sont également à votre portée. À titre d'exemple, les étudiants étrangers ULaval inscrits à temps complet à un programme de doctorat de 3^e cycle bénéficient d'une bourse de plus de 40 000 \$ sur leurs droits de scolarité. Et saviez-vous que vous aurez la possibilité de travailler pendant vos études?

Développez vos compétences professionnelles

L'Université Laval permet à ses étudiants de se préparer de façon concrète à intégrer le marché du travail. C'est la raison pour laquelle plus de 90 % de ses programmes de 1^{er} cycle (licence) comprennent des stages pratiques.

Pour en savoir plus sur l'Université Laval ou pour parler de votre projet d'études avec un conseiller:

www.ulaval.ca/futurs-etudiants
info@ulaval.ca

UNIVERSITÉ LAVAL EN BREF

- Située dans la ville de Québec, nommée meilleure destination canadienne selon les lecteurs du magazine *Travel+Leisure* en 2020
- Au top 20 des meilleures universités francophones au monde
- Parmi les plus grandes universités de recherche au Canada
- Le plus grand centre sportif de l'Est du Canada
- Au 2^e rang des 15 grandes universités de recherche au Canada pour la satisfaction des étudiants selon *Maclean's*
- 5 profils d'études, dont entrepreneurial et international, pour se spécialiser
- Plus de 1 000 cours offerts entièrement à distance

Ville de Québec
Canada



UNIVERSITÉ
LAVAL

INTERVIEW

Nadine Girault**« Le continent apprécie notre pragmatisme nord-américain »**

À quelques mois du XVIII^e sommet de la Francophonie, la cheffe de la diplomatie québécoise détaille les priorités de la province sur la scène internationale.

OLIVIER CASLIN

Après un agenda 2020 grippé par le coronavirus, Nadine Girault espère reprendre la main sur le calendrier. Elle prévoit toujours de dévoiler cette année la « Vision Afrique » de son gouvernement et attend déjà de retrouver – avec un an de retard – ses partenaires francophones lors du prochain sommet de l'OIF. Rencontre avec une Haïtienne née aux États-Unis qui a longtemps exercé dans le secteur privé avant de prendre en charge la diplomatie québécoise en 2018.

Jeune Afrique : Vous avez annoncé en 2019 la définition d'une Vision Afrique du Québec. Quand en dévoilerez-vous les principales composantes ?

Nadine Girault : Le Covid-19 a entraîné son lot de perturbations et affecté notamment le lancement de notre stratégie de positionnement en Afrique. Nous souhaitons en dévoiler les principales composantes, ainsi que les moyens qui y seront associés, à l'occasion d'un événement qui nous permettra de nous réunir en présentiel. En fonction de l'évolution de la pandémie, le dernier trimestre de 2021 pourrait être le bon moment pour lancer cette stratégie

officiellement. Même si les actions que nous menons sur le continent suivent déjà les priorités fixées dans cette vision.

Comment la résumez-vous ?

Elle consiste à structurer l'action du Québec en Afrique pour créer de la valeur ajoutée et des emplois des deux côtés de l'Atlantique, dans une approche de codéveloppement. Elle a été définie après de vastes consultations menées auprès des différents acteurs qui contribuent à la mise en

place de partenariats entre le Québec et le continent, de nos entreprises à nos universités, en passant bien sûr par nos organismes de coopération internationale.

Cinq piliers ont été identifiés : l'économie, l'éducation, la culture, la solidarité internationale et le renforcement des capacités institutionnelles. D'ici à 2050, le continent devrait compter jusqu'à 700 millions de francophones. Je reste donc convaincue que la langue française peut solidifier nos liens commerciaux et économiques. Notre Vision Afrique doit renforcer cette consolidation et nous permettre de contribuer à l'essor du continent.

La création d'un sommet Afrique-Québec est-elle toujours d'actualité ?

Nous poursuivons notre réflexion. Le Québec est fier des relations diplomatiques qu'il entretient avec plusieurs pays du continent : elles nous permettent de développer une compréhension fine des différents territoires et d'en ouvrir les portes à nos entreprises. Nous souhaitons donc accroître notre participation à des événements d'envergure, comme le forum Afrique Expansion, organisé chaque année au Québec. →



STUDIO HENRINC

LES ÉDITEURS DE LIVRE CANADIENS PARIENT SUR LE POTENTIEL DU MARCHÉ AFRICAIN

L'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) regroupe plus de 110 maisons d'édition de langue française au Québec et au Canada. Québec Édition est un comité de cette organisation dédié au rayonnement international de l'édition québécoise et canadienne de langue française. L'Afrique occupe une place particulière.



Foire du livre de Francfort, 2019



Paris 2018



Exposition BNRM, Robot 2014

Un projet spécifique a été mis en place pour le développement de partenariats commerciaux en matière de distribution de produits finis dans les pays du Maghreb, de l'Afrique et du Moyen-Orient (**MAMO**). Mise en place en 2014, cette initiative a pu voir le jour grâce à l'appui financier du gouvernement du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (**SODEC**).

Une fonction d'intermédiaire

Le projet **MAMO** fonctionne grâce à un réseau de partenaires dans différentes régions de l'Afrique : libraires, distributeurs, institution et écoles. Via le **MAMO**, Québec Édition fait office d'intermédiaire entre les éditeurs québécois et franco-canadiens et les professionnels du livre d'outre-mer.

Québec Édition organise des stands collectifs dans les foires et salons du livre et des missions commerciales dans différents continents. Le réseau des partenaires est un outil clé. Québec Édition propose des catalogues, réalise des appels de titres ciblés auprès des éditeurs (exemple : éducation, gestion, informatique, etc.) et organise le transport des livres. Depuis 2014, le **MAMO** a permis aux éditeurs québécois et franco-canadiens de se positionner comme une option sérieuse pour les acteurs du marché du livre en Afrique, en particulier au Maghreb. Certes, la circulation des livres québécois

et franco-canadiens a été affectée par la pandémie. Mais ce ralentissement passager n'entame en rien la volonté de l'organisme à continuer le développement en Afrique.

Des perspectives encourageantes

Les études effectuées dans le cadre de la préparation des États généraux sur le livre de langue française, qui doivent se tenir à Tunis en septembre 2021, démontrent le potentiel offert par le continent africain. Pour les éditeurs québécois et franco-canadiens, dont le marché domestique ne représente que 8 millions de francophones, il s'agit d'une occasion de joindre un plus vaste bassin de lecteurs, mais c'est aussi une chance de constituer un espace francophone de partage du savoir et de favoriser la rencontre des cultures.

À l'avenir, il s'agira de consolider et de développer les liens existants, mais aussi d'identifier de nouveaux partenaires. Le Québec compte sur des délégations et bureaux du Québec en Afrique ainsi que sur les services commerciaux des ambassades canadiennes à l'étranger, qui peuvent faciliter le développement de contacts et l'organisation d'événements. Québec Édition entend participer aux futures manifestations collectives qui se tiendront en Afrique et contribue aux travaux de réflexion de l'Institut français en vue des États généraux du livre en langue française.

UNE OFFRE COMPLÈTE

Le secteur de l'édition et de l'industrie du livre au Québec et au Canada français est très dynamique. Au Québec seulement, on compte plus de **150** maisons d'édition agréées qui répondent aux normes du ministère de la Culture et des Communications et les ventes de livres représentent annuellement plus de **600 millions** de dollars canadiens. Au Canada français, il y a une quinzaine de maisons d'édition réparties dans diverses provinces (Nouveau-Brunswick, Ontario, Manitoba et Saskatchewan).

Les livres proposés couvrent une très grande variété de domaines : éducation (matériel pédagogique et didactique) pour tous les niveaux depuis le préscolaire jusqu'à la terminale, sciences, gestion, finance, communication, sciences humaines, environnement, urbanisme, littérature, essais, livres pour la jeunesse, etc.

Contact : Sébastien Lefebvre

Gestionnaire des projets d'exportation à Québec Édition
slefebvre@anel.qc.ca | +1-514-273-8130 #234
2514, boulevard Rosemont - Montréal (Québec) - Canada, H1Y 1K4



→ **Avez-vous réussi à impliquer les diasporas africaines dans la définition de cette vision ?**

Elles sont au cœur des initiatives qui favorisent la création de passerelles multisectorielles avec le continent. Les liens structurants entretenus entre les diasporas et leur pays d'origine contribuent aux échanges et aux partages d'expertise qui enrichissent les relations du Québec avec l'Afrique.

L'Organisation internationale de la Francophonie [OIF] va tenir un sommet à Djerba à la fin de cette année. Avec quel agenda pour le Québec ?

Le Québec se mobilisera durant ce sommet autour de trois dossiers prioritaires : le développement économique, le numérique et, bien sûr, la langue française, en tant que vecteur d'innovation et de modernité. C'est elle qui cimente notre communauté et elle doit constituer un formidable levier formidable de développement économique et de création de liens d'affaires à l'intérieur de la Francophonie.

Quel rôle l'OIF tient-elle dans la politique extérieure québécoise ?

C'est une tribune sans équivalent pour le Québec, qui, depuis cinquante

ans, peut y faire entendre sa propre voix pour défendre son identité, ses valeurs, sa culture et ses priorités auprès des 87 autres États et gouvernements de la Francophonie – avec lesquels nous renforçons nos liens politiques, diplomatiques et économiques. Il faut d'ailleurs rappeler que notre appartenance à ce réseau est l'un des fondements de nos relations bilatérales avec de nombreux pays du continent.

Que pense le Québec de l'orientation souhaitée par l'actuelle secrétaire générale, Louise Mushikiwabo, qui veut voir l'OIF s'engager davantage, en matière de gouvernance électorale par exemple ?

Cette initiative destinée à accroître la visibilité de l'OIF a été favorablement accueillie par les États et gouvernements membres, dont le Québec. Nous soutenons donc les réformes entreprises pour moderniser l'action diplomatique et de coopération de l'OIF. Nous souhaitons aussi qu'une attention soit apportée à la gouvernance administrative, à la transparence et à la bonne gestion de l'organisation. Nous voulons également que la majorité des ressources soit consacrée aux programmes

bénéficiant aux populations de l'espace francophone.

L'Afrique fait aujourd'hui l'objet d'un intérêt remarqué de la part de nombreux pays à travers le monde. Quels sont les avantages comparatifs du Québec ?

« **Les diasporas sont au cœur des initiatives qui favorisent la création de passerelles multisectorielles avec le continent.** »

Nous jouissons d'une très bonne réputation sur le continent et nous y maintenons des amitiés de longue date pour avoir formé des générations de responsables, du Maghreb à l'Afrique australe. Le continent apprécie l'expertise québécoise et son pragmatisme nord-américain, qui permet au Québec de se distinguer par rapport aux autres partenaires des pays africains. ●

Michèle Boisvert, la voix de la Belle Province

Pour un journaliste, la curiosité n'est jamais un vilain défaut. Rien de surprenant donc à retrouver aujourd'hui Michèle Boisvert, éditorialiste économique prolifique de Radio-Canada pendant des décennies, aux côtés du Premier ministre québécois, François Legault, jouant la sherpa en vue du prochain sommet de l'OIF, organisé à Djerba à la fin de l'année. Pas plus que de savoir qu'avant de devenir la représentante personnelle du Premier ministre pour la Francophonie, elle

a occupé d'importantes fonctions dans les milieux universitaires, culturels et financiers de la Belle Province.

Délégue générale

Et c'est riche de toutes ces expériences accumulées que Michèle Boisvert, économiste de formation, découvre depuis 2020 l'univers du multilatéralisme francophone. Évidemment, la « voix » radiophonique ne pouvait être que sensible à la langue française et elle espère bien faire entendre son timbre, tout en restant dans la partition du chef

du gouvernement et de sa ministre des Relations internationales, Nadine Girault.

Présente lors de toutes les grandes réunions de la Francophonie qui ont pu se tenir en 2020, celle qui est également déléguée générale à Paris depuis mai 2019 devrait être du voyage en Tunisie en novembre prochain. L'occasion de se replonger dans un continent qu'elle avait découvert à Radio-Canada International, en travaillant au début de sa carrière au sein de la section Afrique, avec quelques



DR

expériences de terrain à la clé, au Cameroun, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire. Le temps surtout de développer « une passion pour l'Afrique », en écoutant son patron d'alors, Ousseynou Dior, lui parler de son Sénégal natal. ●

O.C.

Incontournable Québec



Vue sur le centre-ville de Montréal © Tourisme Montréal / Eva Blus

Le Québec : fort, fier et en affaires en Afrique de l'Ouest et au Maghreb



En novembre 2020, M. Iya Touré a été nommé délégué général du Québec à Dakar après avoir travaillé pendant plusieurs années au sein de l'organisme de développement économique québécois Investissement Québec.

Le gouvernement du Québec célèbre le 5^e anniversaire de sa présence en Afrique. En effet, depuis 2016, le Québec a renforcé son positionnement en Afrique de l'Ouest et au Maghreb en se dotant de trois représentations situées à Dakar (2016), à Abidjan (2017) et à Rabat (2018).

Les représentations du Québec développent et consolident les relations politiques, économiques et multisectorielles avec les gouvernements partenaires. Elles accompagnent les entreprises, les organisations et les associations québécoises dans l'exploration des marchés africains tout en favorisant la création de liens avec leurs vis-à-vis africains.

Fort d'une expertise et d'un savoir-faire de pointe dans les domaines du génie-conseil, des infrastructures, des énergies vertes, des technologies de l'information et du numérique ainsi que dans la formation professionnelle et technique, le Québec souhaite accompagner ses entreprises et leurs partenaires africains pour un développement moderne et durable de leurs économies.

Iya Touré
Délégué général du Québec à Dakar



Un nouveau joueur sur la scène internationale a vu le jour en 2020 au Québec : Investissement Québec International. Cette nouvelle division d'Investissement Québec, dirigée par Hubert Bolduc, a pour double mission d'appuyer les entreprises dans leurs démarches d'exportations

et d'attirer davantage d'investissements et de talents étrangers au Québec.

Ainsi, grâce à son équipe d'experts au Québec et à l'étranger, notamment sur le continent africain, elle offre des services d'accompagnement spécialisé et personnalisé, dont des conseils sur les marchés, du repérage de clients et de partenaires potentiels, l'organisation de rencontres d'affaires ainsi que l'accès à un réseau d'affaires mondial performant.

Le Québec est reconnu entre autres pour son économie diversifiée, ses nombreux accords de libre-échange, ses pôles d'innovation d'envergure mondiale ainsi que son énergie verte et abordable. L'expertise et le savoir-faire des entreprises québécoises, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, des ressources naturelles et des technologies de l'information, en font des partenaires de choix pour les entreprises africaines.

Hubert Bolduc
Président, Investissement Québec International

ÉCONOMIE

Enseignement supérieur à forte valeur ajoutée

Grâce au soutien de ses établissements universitaires, la province attire de longue date les étudiants francophones étrangers, à commencer par ceux du continent. Et en recueille en retour les fruits.

OLIVIER CASLIN

Cela fait bientôt cinquante ans que le Québec ouvre en grand les portes de ses établissements d'enseignement supérieur aux étudiants du monde entier, notamment francophones. Une destination depuis longtemps appréciée des Africains pour l'accessibilité de ses formations de haut niveau. Au point que le secteur fait partie des cinq piliers identifiés par le gouvernement québécois pour asseoir sa Vision Afrique, qui doit être dévoilée avant la fin de cette année.

Ils sont chaque année plusieurs milliers à franchir l'Atlantique pour suivre des cycles d'études professionnelles, technologiques ou universitaires, avec l'objectif, diplôme en poche, de rentrer participer au développement économique de leur pays ou de solliciter la résidence au Québec pour intégrer en quelques années un marché du travail en pleine effervescence.

« Pour 2019-2020, nous avons reçu 16 000 demandes de dossiers en provenance de 45 pays d'Afrique pour l'ensemble de nos établissements partenaires », précise Catherine Plasse-Ferland, directrice adjointe du Pôle régional en enseignement supérieur de la Capitale-Nationale. Également connu sous le nom de Québec Villes Études, il regroupe depuis 2018 les principales institutions universitaires et d'études supérieures de la province du même nom.

Impulsé par le ministère de l'Éducation québécois, ce regroupement des principaux acteurs



L'Université Laval a enregistré une hausse de 60 % de ses contingents d'étudiants africains depuis 2016.

de la formation entre dans la stratégie gouvernementale destinée à répondre aux besoins en main-d'œuvre observés dans de nombreux secteurs économiques de la province et estimés actuellement à près de 150 000 postes, dont la moitié exigerait un niveau d'étude supérieur.

Les Cégep, porte d'entrée idéale

Une perspective qui suscite un intérêt grandissant ces dernières années chez les bacheliers africains, toujours plus nombreux à venir tenter leur chance au Québec. L'Université Laval, le premier établissement francophone d'enseignement supérieur d'Amérique du Nord, particulièrement présent à travers l'Afrique, a enregistré une hausse de 60 % de ses

Les besoins du Québec en matière de diplômés et de main-d'œuvre qualifiée s'élèvent à quelque 150 000 postes.

contingents d'étudiants africains depuis 2016.

Même progression dans le réseau des Collèges d'enseignement général et professionnel (Cégep), qui, dans le cursus scolaire québécois, fait le pont entre le lycée et l'université, avec un diplôme équivalent à une première année de licence. Un

« animal solitaire », selon Francis Brown Mastropaolo, directeur des affaires internationales de la Fédération des Cégep, « suffisamment agile au niveau des formations proposées pour répondre aussi bien au souhait de spécialisation des doctorants qu'à l'urgence des migrants de s'insérer dans le marché du travail québécois ».

Avec ses 48 collèges, implantés sur l'ensemble du territoire, le réseau des Cégep constitue la porte d'entrée idéale pour les nouveaux arrivants, qui peuvent construire leur parcours en optant pour un diplôme d'études collégiales (DEC) leur permettant de suivre un cursus de niveau universitaire, ou pour une attestation d'études collégiales (AEC), dont les formations plus ou moins longues sont censées correspondre au plus près aux besoins constatés en matière de ressources humaines.

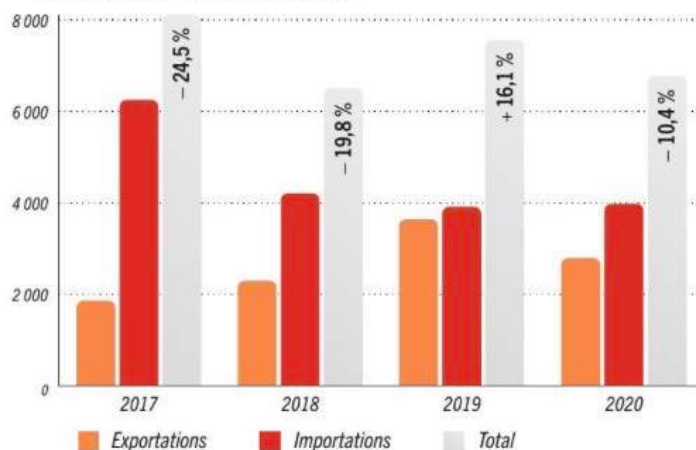
Accords de coopération

C'est notamment le cas des programmes de formation proposés par le Cégep Limoilou, définis avec le concours des chefs d'entreprise de la région et particulièrement pensés pour le public africain. La formule Cégep séduit sur le continent même, puisque les Québécois ont participé à la réforme de l'Institut supérieur d'enseignement professionnel du Sénégal (Isep), lancée en 2013 par le président Macky Sall. Une première expérience a été menée avec succès à Thiès, dupliquée par la suite dans le reste du pays.

Les Cégep disposent aujourd'hui d'une cinquantaine d'accords →

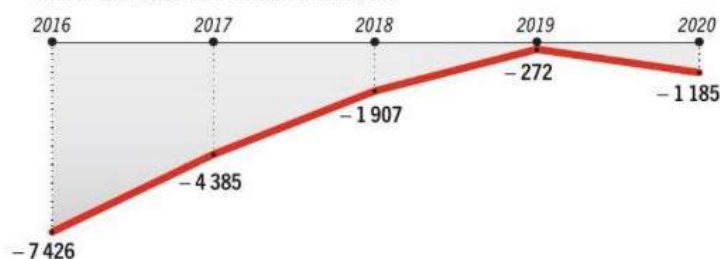
Des échanges commerciaux en voie de rééquilibrage...

(en millions de dollars canadiens)



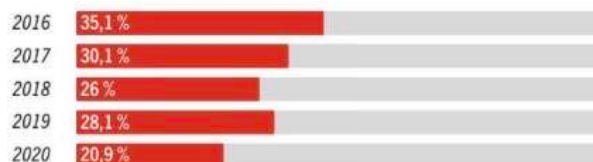
... mais toujours en faveur du continent

(solde en millions de dollars canadiens)



... et qui pèsent toujours très lourd dans la balance commerciale du Canada

(part du Québec dans les échanges commerciaux canadiens avec le continent)



SOURCES : Statistiques Canada ; Institut de la statistique du Québec



RENAISSANCE CAPITAL INC.

PROGRAMME D'IMMIGRATION POUR GENS D'AFFAIRE AU QUÉBEC



Obtenez la citoyenneté Canadienne ainsi que pour les membres de votre famille et établissez-vous au Québec, grâce au programme de résidence permanente des immigrants investisseurs du Québec.

RENAISSANCE CAPITAL INC. est un partenaire du gouvernement du Québec et d'investissement Québec pour agir à titre d'Intermédiaire Financier dans ce programme. Nos conseillers d'expérience avec le continent africain se feront un plaisir de vous assister dans vos démarches.

Pour plus d'informations, écrivez à M. Sylvain Payette : spayette@rcican.com



→ de coopération (numérisation des formations, développement de l'entrepreneuriat, assistance technique...) en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'au Cameroun et au Mozambique. « Notre approche très professionnalisante, orientée sur l'employabilité des personnes, commence à être largement reconnue sur le continent », constate Francis Brown Mastropaolo.

D'autres grands établissements, tels que l'École nationale d'administration publique (Enap) et l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), constituent également des voies d'accès privilégiées pour les Africains désireux d'étudier outre-Atlantique. Tous deux accueillent plusieurs centaines d'étudiants africains qui, chaque année, représentent entre 20 % et 25 % de leurs contingents étrangers respectifs.

« Nos meilleurs amis »

L'Enap, qui a vu passer sur ses bancs plusieurs milliers d'Africains en près de soixante ans, propose des doctorats et des maîtrises reconnus dans de nombreux pays francophones du continent. Certains cursus ont même été délocalisés sur place, pendant que des modules de formation continue sont proposés aux administrations locales.

Au fil des générations, le Québec s'est constitué sur le continent un réseau unique qui se densifie à chaque promotion.

Au fil des générations, le Québec s'est constitué sur le continent un réseau unique qui se densifie à chaque nouvelle promotion. « Quand les étudiants restent, ils rentrent dans la famille. Quand ils repartent dans leurs pays respectifs, ils sont nos meilleurs amis sur place », constate Francis Brown Mastropaolo. Dans un cas comme dans l'autre, le Québec en sort gagnant. Et les étudiants africains qui ont franchi le pas également. ●

Édition À livre ouvert



Le marché du livre scolaire représente à lui seul 90 % des volumes exportés du Québec en Afrique.

Depuis trois décennies, l'Association nationale des éditeurs de livres (Anel) incarne les particularités du secteur de l'édition du Québec et, plus généralement, du Canada francophone, « qui n'a rien à voir avec celui du reste du pays », estime Sébastien Lefebvre, l'un de ses responsables. Et ce n'est pas qu'une question de langue.

Autour d'un réseau de librairies indépendantes très dynamique dans la province, l'Anel structure la filière en permettant le dialogue entre ses différents acteurs et les pouvoirs publics. Elle veille également à son rayonnement international, grâce aux actions menées par le comité Québec Édition, de la participation aux principaux salons professionnels du monde entier à l'exportation de la production québécoise en passant par la cession de droits aux éditeurs étrangers.

L'Anel a permis à l'industrie locale du livre de faire mieux qu'exister face à une édition française qui a pu, un temps, la cannibaliser. Elle cherche maintenant à renforcer le secteur en lui permettant de conquérir de nouveaux marchés, en Europe d'abord, mais également à travers l'Afrique. Elle s'appuie pour cela sur la communauté francophone du continent, qu'elle rencontre lors des grandes foires européennes, mais aussi à l'occasion des événements organisés à Casablanca et à Tunis.

Elle peut également compter sur son bureau centralisé de

commandes, le Mamo (Maghreb, Afrique, Moyen-Orient), « très actif auprès des institutions culturelles et éducatives en Afrique du Nord », précise Sébastien Lefebvre. Destiné à « servir le développement de la culture et des savoirs à un prix raisonnable », comme le résume son responsable, le Mamo doit encore trouver des partenaires plus au sud, en présentant l'offre québécoise comme une autre voie face à la production française.

Réciprocité

C'est vrai aujourd'hui dans l'énorme marché du livre scolaire, qui représente à lui seul 90 % des volumes exportés du Québec en Afrique. Demain peut-être cela sera-t-il aussi le cas en littérature, dans la foulée des maisons d'édition spécialisées dans les cultures autochtones et les diasporas. « L'enjeu va au-delà de la simple vente. Il s'agit d'augmenter la visibilité de l'offre québécoise et surtout d'assurer une réciprocité avec le monde de l'édition en Afrique », affirme Simon de Jocas, éditeur et président depuis cinq ans de Québec Édition. « De s'inscrire dans la durée », reprend Sébastien Lefebvre. Avec, pourquoi pas, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) comme passerelle entre deux mondes curieux l'un de l'autre, « au nom de la promotion en général de l'édition en langue française », espère Simon de Jocas. ●

Olivier Caslin

Université de Montréal et du monde.

**L'Université de Montréal,
tremplin de référence pour
les carrières internationales**



© D.R.

Avec 13 facultés et écoles qui offrent des formations dans presque tous les domaines du savoir, 2 300 professeurs et 2300 chargés de cours, 450 unités de recherche et 13 000 diplômés en 2020, l'Université de Montréal est le 1er pôle d'enseignement supérieur au Québec et parmi les 100 meilleures du monde. Elle accueille chaque année plus de 70 000 étudiants dont plus de 8500 venant de 140 pays et 6 500 résidents permanents ce qui en fait l'une des universités les plus internationales du Canada. Sa mission principale est de préparer la relève de demain et de former des étudiants en provenance de tous les continents.

Témoignage : Boubacar Coulibaly, gestionnaire chez HanesBrands

Deux mois. Tel est le délai qui s'est écoulé entre le dépôt de candidature de Boubacar Coulibaly et son recrutement par la filiale canadienne de HanesBrands, un fabricant américain de grandes marques de vêtements, notamment de lingerie (Wonderbra, Playtex, etc.). « L'Université de Montréal a une excellente réputation auprès des grandes entreprises canadiennes et internationales » affirme-t-il.

Né à Bamako (Mali), Boubacar a réalisé sa scolarité dans son pays d'origine mais aussi en France et en Côte d'Ivoire, son père, médecin, ayant travaillé pour différents organismes internationaux. Mais c'est à l'Université de Montréal qu'il a obtenu une maîtrise d'économie en 2002 et un DESS* en gestion en 2004.

« La formation que j'ai reçue à l'Université de Montréal m'a permis d'être pleinement opérationnel dès mon entrée en fonctions » ajoute-t-il, tout en reconnaissant qu'il lui a fallu une période d'adaptation. « On va directement à l'essentiel, les contrôles de connaissances sont réguliers et l'accès au corps enseignant est très aisé ».

Quant à l'intégration sociale, elle a été facilitée par le sport, une activité à laquelle l'Université attache une grande importance. Boubacar a intégré les Carabins de l'Université de

Montréal, un programme de sport de haut niveau. Il a choisi le football (soccer), devenant rapidement capitaine de l'équipe. « Le sport m'a permis de briser la solitude à laquelle est confronté tout étudiant étranger, surtout lorsque la famille et les amis résident à plusieurs milliers de kilomètres ».

Aujourd'hui heureux dans son travail et dans sa vie personnelle, Boubacar continue à s'intéresser au football. Il est assistant coach de l'équipe de football des Carabins et entraîneur d'un club semi-professionnel du FC Laval.



© D.R.

**« Je ne quitterais
Montréal
pour aucune
autre ville »**

Nous souhaitons accueillir davantage d'étudiants africains



© Ink Drop

« Chez nous le savoir n'a pas de frontière! » affirme Michèle Glémaud, directrice générale du Service de l'admission et du recrutement de l'Université de Montréal qui est en charge de la sélection chaque année de 12 000 personnes. Les étudiants africains, notamment en provenance du Cameroun, du Congo, Côte-d'Ivoire et du Sénégal, sont particulièrement bien représentés dans les nouvelles cohortes étudiantes. « Près de 2 000 personnes provenant de pays de l'Afrique francophone ont candidaté pour l'automne 2021, la prochaine rentrée de l'Université de Montréal. Il s'agit d'une augmentation de plus de 15 % en trois ans » poursuit-elle.

À l'Université de Montréal, on considère que la diversité des talents est source de richesse. « Nous formons les talents de demain et sommes en parfaite adéquation avec les attentes des grandes entreprises qui recrutent nos diplômés. Elles souhaitent recruter des talents qui ont une ouverture d'esprit et une culture internationales » conclut Michèle Glémaud.

© JAMG

www.umontreal.ca

<https://admission.umontreal.ca/>

INFRASTRUCTURES

Un génie plein d'énergie

La province a acquis une expertise hydroélectrique très appréciée dans le reste du monde. Notamment sur le continent, où les cabinets de génie-conseil perpétuent l'héritage de l'opérateur historique Hydro-Québec.

OLIVIER CASLIN

S'il existe un domaine où le savoir-faire québécois intéresse l'Afrique, c'est bien celui de l'hydroélectricité et, par extension, des sources d'énergies renouvelables en général. Pour des raisons tant géographiques que démographiques, parfois pas si éloignées de celles d'une partie du continent – un immense territoire traversé de nombreux cours d'eau et organisé autour de quelques gros bassins de population ou de gisements miniers –, le Québec a donc misé sur ses fleuves pour répondre à ses besoins électriques. « L'hydroélectricité est pour le Québec l'équivalent du nucléaire pour la France, avec Hydro-Québec dans le rôle d'EDF », explique Yvan Cliche, ancien du fleuron québécois, également passé par la Banque africaine de développement (BAD) en tant que consultant.

Très vite, Hydro-Québec dispose d'une capacité de production sans rapport avec les besoins de la province et exporte ses surplus vers le reste du Canada, ainsi qu'en direction des États américains de la Nouvelle-Angleterre. « En plus de contribuer aux exportations québécoises, Hydro-Québec a permis le développement d'un secteur industriel compétitif au Québec, en proposant les tarifs d'électricité les plus bas d'Amérique du Nord », poursuit Yvan Cliche.

Pionnier en matière de production, de transport et de distribution à grande échelle d'énergie hydroélectrique depuis les années 1950, l'opérateur public s'est appuyé sur toute une flottille de cabinets privés en génie-conseil, formés sur ses



L'aménagement hydroélectrique Robert-Bourassa, dans le Nord-du-Québec.

propres chantiers. Il les a ensuite entraînés dans son sillage à l'étranger.

« C'est le premier secteur économique où les Québécois s'internationalisent », reprend l'ancien ingénieur d'Hydro-Québec, qui avait pour sa part attendu 1979 pour créer sa filiale, Hydro-Québec International (HQI). Avec un succès certain puisque la société a participé à plus de 400 projets à travers le monde, dont une majorité en Afrique francophone, jusqu'à son retrait en 2005 pour se concentrer à nouveau sur un marché nord-américain autrement plus rémunérateur pour elle. Au gré d'un changement de direction, HQI reprend ses activités en 2016, avant qu'un nouveau dirigeant n'y mette un terme deux ans plus tard. « Le marché avait changé depuis 2005. Il ne s'agissait plus d'opérer mais de vendre son expertise », observe aujourd'hui Yvan Cliche.

Et sur ce point, les cabinets d'ingénierie-conseil québécois ont su prendre le relais, notamment en

Afrique. Qu'elles aient débarqué dès les années 1970 ou au rythme des fusions-acquisitions qui ont modelé le secteur à l'international ces vingt dernières années, une trentaine de firmes québécoises travaillent aujourd'hui à travers le continent. Quelques grands noms, comme SNC-Lavalin ou Genivar, sont depuis longtemps présents dans un autre domaine d'excellence québécois, le secteur extractif. Mais c'est bien sur les projets d'adduction d'eau et de production d'énergie renouvelable que l'expertise de la Belle Province est la plus sollicitée à travers le continent.

Certainement aussi parce que ce type d'équipement est devenu prioritaire pour les bailleurs de fonds internationaux, sans l'appui financier desquels les entreprises québécoises se montrent réticentes à venir en Afrique. « Ce qui peut limiter leurs prises d'initiatives et leurs actions de prospection sur place », regrette un conseiller économique de la province. ●

QUESTIONS À...

Iya Touré

Délégué général du Québec à Dakar

« Nous sommes prêts à mettre nos compétences au service du continent »

Depuis 2018, le Québec dispose d'une délégation générale établie à Dakar, qui représente la Belle Province auprès de douze pays francophones du continent. Elle est dirigée depuis janvier par Iya Touré qui, précédemment gérant les mines et l'énergie d'Investissement Québec. D'origine sénégalaise et guinéenne, ce Québécois passé par HEC Montréal revient au pays pour faire la promotion d'un modèle dont il a bénéficié.

Jeune Afrique: Pourquoi une délégation générale du Québec à Dakar?

Iya Touré: L'idée d'une implantation au Sénégal date du sommet de la Francophonie de Dakar en 2014. Elle est le vaisseau amiral de la province au sud du Sahara et permet de placer le Québec sur la carte du continent.

Avec quels mandats?

Nous assurons une représentation gouvernementale, avec mission de renforcer les liens politiques et surtout économiques avec les pays de la sous-région.

Nous suivons trois axes: améliorer le ressenti des acteurs publics et privés québécois qui cherchent à travailler avec l'Afrique; poursuivre les actions de coopération engagées par le Québec depuis cinquante ans sur le continent et, depuis un an et demi, assurer la promotion de la politique migratoire de la province pour alimenter son marché du travail en recrutant localement.

Quels sont les atouts du Québec face à la concurrence internationale?

Nous nous appuyons sur les secteurs stratégiques qui font notre renommée à l'international, dans



les infrastructures et l'énergie, les mines et l'agriculture, et bien sûr, la formation. À nous de faire savoir aux Africains que nous existons et que nous pouvons être le partenaire qu'ils recherchent dans des domaines d'activité correspondant à leurs besoins identifiés.

Comment évolue l'intérêt du secteur privé québécois pour l'Afrique?

À part le secteur minier, la présence québécoise est encore timide. Nos entreprises regardent

d'avantage les marchés américains. Notre travail, à la Délégation générale, consiste donc à mieux faire connaître le continent pour qu'il apparaisse comme une terre d'opportunités. Le secteur privé africain est demandeur des compétences québécoises, nous sommes prêts à les mettre à son service.

Que manque-t-il au Québec pour exister davantage en Afrique?

Nous devons développer les échanges et multiplier les initiatives sur le continent. En attendant l'arrivée d'une liaison aérienne directe qui, par-delà l'Atlantique, établira un pont entre la porte d'entrée de l'Afrique francophone et le pays de langue française le plus important d'Amérique du Nord. ●

Propos recueillis par Olivier Caslin



DISTRIBUTEUR DE PRODUITS ALIMENTAIRES CANADIENS DE PRESTIGE

NORTHCO COMPAGNIE INC. une société canadienne, distribue une grande variété de produits de la mer, d'aquaculture et de viandes de qualité supérieure et d'origine canadienne.

Homard
Crabe des Neiges
Crabe Royal

Veau de Lait et de Grain
Morue
Maquereau Fumé

Salmon Fumé
Truite fumée
Transport Maritime

Transport par Avion
Expérience en exportation

La qualité de nos produits alimentaires canadiens est reconnue partout dans le monde.

Nous exportons nos produits de la mer et notre veau en Asie, dans les plus grandes chaînes hôtelières en Europe et aux plus prestigieux restaurateurs de la planète. La plupart de nos produits sont disponibles à l'année.

Notre expérience nous permet d'organiser le transport et la logistique nécessaire pour apporter les produits de la mer et des terres canadiennes à votre table. La plupart de nos produits sont exclusifs au terroir canadien.

Pour plus d'informations, contactez M. Philippe Payette, président : ppayette@northcocanada.com



LES 50 PREMIÈRES AFRICAINES

22^e ÉDITION
PALMARÈS
EXCLUSIF
2021

O

Comme chaque année, *Jeune Afrique* publie le classement des 500 premières entreprises du continent. Basé sur les chiffres de 2019, celui-ci offre une photographie de la santé du secteur privé à la veille de la pandémie.

ENTREPRISES



Mostafa Terrab

« Le futur d'OCP s'inscrit dans un développement vert »

Pour *Jeune Afrique*, le président-directeur général du géant marocain des engrais dessine la feuille de route de son groupe pour les dix années à venir.

PROPOS RECUEILLIS PAR ESTELLE MAUSSION
ET JULIEN CLÉMENÇOT

CLASSEMENT
2021

18^e



S

Ses prises de parole dans les médias étant rarissimes et le dernier entretien accordé à *Jeune Afrique* remontant à 2010, cette longue interview de Mostafa Terrab fait figure d'événement. À 65 ans, le patron d'OCP, géant mondial des engrais, est une personnalité reconnue au niveau international. Adoubé par Hassan II au début des années 1990, quand il rejoint le cabinet royal, il demeure également un grand commis de l'État intimement attaché au rayonnement du royaume.

Sous sa direction depuis 2006, OCP (6,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2020) s'est totalement transformé et poursuit aujourd'hui sa mue, diversifiant ses activités, modernisant ses infrastructures et sa gouvernance, investissant dans la recherche et le développement. C'est à l'aube d'une nouvelle étape, alors que ses équipes préparent la présentation, d'ici à la fin de l'année, du plan 2021-2030 du groupe, que le PDG prend la parole. S'il revient sur la résilience du groupe face à la pandémie de Covid-19 et met en avant ses atouts dans un contexte de concurrence accrue sur le marché mondial, le dirigeant originaire de Fès esquisse aussi les contours du prochain virage que veut prendre OCP.

Un virage vert porté par les capacités d'innovation développées au sein de l'Université Mohammed-VI (propriété du groupe OCP) qui doit permettre de construire une industrie plus respectueuse de l'environnement autour de la décarbonation et de la préservation de l'eau.

Jeune Afrique : Comment va OCP après une année marquée par une pandémie inédite dont on ne voit pas encore la fin ? Votre chiffre d'affaires, en hausse de 4 % en 2020, semble indiquer que votre groupe a su gérer cette période pleine d'incertitude.

Mostafa Terrab : En effet, le monde fait face à une épidémie inédite dans un contexte mondial marqué par l'ouverture et la circulation des personnes et des biens presque sans entraves. Au moment où les autorités nationales ont décrété l'urgence sanitaire et pris des mesures préventives pour faire face aux effets de la pandémie, le groupe s'est organisé pour assurer la résilience de ses opérations. Il a mis ses personnels non indispensables à la production en télétravail et créé dans le même temps un Business Resilience Center (BRC). La mobilisation exemplaire de l'ensemble des collaborateurs et l'engagement responsable de nos sous-traitants ont permis d'assurer la bonne marche de la production et de la chaîne logistique.

La progression de notre chiffre d'affaires dans un contexte de bas de cycle, marqué également par la plainte déposée par notre concurrent américain, est remarquable. Nous nous sommes rapidement adaptés à un marché global où nos activités sont naturellement liées au secteur agroalimentaire. Par ailleurs, nous nous sommes attachés à réduire nos coûts de production. Je saisis l'occasion pour rendre hommage à l'ensemble des collaborateurs d'OCP pour cet engagement remarquable.

Pourtant, le prix des engrais n'était pas spécialement haut. Vous avez compensé en gagnant de nouveaux marchés.

Nous sommes un acteur mondial avec des clients sur les cinq continents et nous sommes également un acteur intégré sur l'ensemble de la chaîne de valeur des phosphates. Je prends deux exemples. Le premier, l'Inde, qui est notre client traditionnel sur la roche et l'acide. Ce grand pays a connu, comme ailleurs, des mesures de *lockdown* ayant affecté sa production de fertilisants. Nous avons rapidement réagi en approvisionnant nos clients indiens en fertilisants, et ils en ont fait profiter l'agriculture et les fermiers dans un contexte de mousson exceptionnellement favorable. Le second exemple, l'Éthiopie, est un partenaire de premier plan en Afrique. Nous travaillons à satisfaire la demande de ce pays, dont la consommation d'engrais croît continuellement pour assurer sa sécurité alimentaire et soutenir ses exportations en produits agricoles.

« —————
Notre record de production a validé nos investissements contracycliques.
————— »

Sur la question des prix bas que vous évoquiez, l'année 2020 a également été celle où notre plan d'investissement initial, consistant à tripler notre capacité de production a joué à plein et nous a permis de réaliser un record de production validant ainsi nos investissements contracycliques.

Quels sont vos objectifs pour cette année ? Faites-vous du développement de vos ventes d'engrais en Asie et en Amérique du Sud une priorité ? Souhaitez-vous encore augmenter le poids des ventes d'engrais dans votre chiffre d'affaires (et diminuer celle de la roche) ?

D'abord, le groupe OCP est un acteur intégré sur l'ensemble de →

Explorez les marchés internationaux et développez vos ambitions financières avec nous.

Devenez partenaire de la banque leader du Moyen-Orient et d'Afrique.

Si vous recherchez la meilleure relation banque-entreprise, choisissez le partenaire qui comprend votre vision, qui couvre le monde entier et qui vous apporte les avantages de son expertise.





Originaire de Fès et formé aux États-Unis, Mostafa Terrab dirige OCP depuis 2006.

→ la chaîne des fertilisants, de la roche de phosphate aux engrais en passant par l'acide phosphorique, un produit intermédiaire servant à la fabrication d'engrais et à d'autres utilisations alimentaires ou techniques. L'intégration confère une flexibilité qui permet de s'adapter à la variété de la demande mondiale.

Par ailleurs, nos ventes s'équilibrent sur les quatre continents, l'Océanie étant intégrée à notre réseau commercial Asie. Forts des orientations de Sa Majesté le roi, nous travaillons à valoriser cette ressource stratégique pour la vie qu'est le phosphore, de manière responsable et au bénéfice de toute l'humanité. Notre stratégie s'adapte à la demande de nos clients et s'inscrit dans la chaîne de la sécurité alimentaire mondiale.

Mi-2020, votre concurrent américain Mosaic a porté plainte aux États-Unis contre vous pour dumping. Après enquête, les autorités lui ont donné raison et ont décidé, en mars dernier, d'imposer à vos exportations des droits compensateurs à hauteur de 19,97 %. Dans l'attente de cette décision, vous aviez suspendu vos ventes aux États-Unis. Allez-vous reprendre vos exportations ?

Permettez-moi d'abord de corriger : il ne s'agissait pas d'une plainte pour dumping, distorsion

anticoncurrentielle qui consiste à vendre moins cher que le coût de production et susceptible d'être sanctionnée pénalement ! Le reproche portant sur le régime d'exploitation des ressources minières ne concernait pas les pratiques commerciales.

« —————
**Notre volonté est de servir
 les fermiers américains.
 Nous évaluons toutes
 les options pour les
 approvisionner au mieux.**
 ————— »

Je ne commenterai pas ici la décision des autorités américaines. En revanche, dès l'annonce des décisions frappant de droits de douane nos produits, nous avons réaffirmé notre intention de continuer à servir les fermiers américains. Nous évaluons toutes les options possibles pour approvisionner au mieux tout le marché nord-américain.

Cette surtaxe a été motivée par le fait qu'OCP a accès gratuitement au sous-sol marocain, ce qui fait très fortement baisser vos coûts de production. Comprenez-vous cet argument ?

Je vous ai signalé que je m'abstieudrais de commenter les décisions des autorités administratives américaines. Pour répondre à votre question et vous éclairer, je précise que nous sommes une entreprise publique détenue très majoritairement par l'État. Nous avons remplacé la taxe de monopole – en cours du temps où OCP était institué en établissement public – par une politique de dividendes qui permet aux sociétés anonymes de rémunérer leurs actionnaires. OCP est soumis par ailleurs au régime commun en matière de taxation et de prélèvement d'impôts. En la circonstance, ce qu'OCP remonte à l'État actionnaire ou comme agent contribuable est sans commune mesure avec ce qui prévalait avant.

Cette année 2020 a été marquée en interne par des efforts supplémentaires d'économie, et vous annoncez vouloir continuer dans cette voie. OCP n'était pas assez strict sur la gestion de ses dépenses jusqu'à présent ?

Depuis plus de douze ans, nous travaillons en permanence sur ce que l'on appelle le *cost leadership*. C'est un effort continu. Notre action vise constamment l'adaptation de nos moyens aux buts que nous nous fixons. Qualité de nos produits et qualité environnementale, satisfaction des clients, excellence opérationnelle sont des objectifs au cœur de nos stratégies, elles-mêmes en continuelle adaptation. En conséquence, la bataille que nous menons pour la compétitivité par l'innovation et la maîtrise des coûts est une bataille de tous les instants.

Bien que détenu à 95 % par l'État marocain, OCP a obtenu le statut de société autonome. Pourtant, dans un certain nombre de cas, on a le sentiment que votre groupe participe aux politiques publiques. Cette année, vos donations pour lutter contre le Covid-19 ont été très importantes (339 millions de dollars). Est-ce le rôle d'OCP d'accorder son appui à l'État ?

D'abord, je le mentionnais tout à l'heure, OCP est passé du statut →

TOSHIBA

For a new day



**L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE
TECHNOLOGIES DE TRAITEMENT DE L'EAU**

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons trouver des solutions à des problèmes sociaux et environnementaux complexes, que ce soit les émissions de CO₂ à l'origine du réchauffement climatique ou encore la pollution de l'eau. Toshiba mobilise plus d'un siècle de créativité et d'expertise technologique pour concevoir et produire des équipements et services qui mènent à un monde durable, en développant des initiatives éco-responsables et des solutions écologiques. En tant que société d'infrastructure, Toshiba a la volonté inébranlable de contribuer à une planète plus sûre et plus propre ainsi qu' à une société à la fois durable et dynamique. Chez Toshiba, nous créons de la valeur grâce à la fabrication, l'exploitation, la maintenance et les services de données.

Toshiba Africa (Pty) Ltd
Phone +27 (0)11 305 2820 South Africa | +254 205 148 134/5 Kenya Branch
Email: tafr-info@toshiba.co.za | www.toshiba.co.za

d'établissement public à celui de société anonyme, avec tous les standards de gouvernance : conseil d'administration et comités émanant de celui-ci.

S'agissant du don Covid, laissez-moi vous dire combien nous avons été fiers, comme nombre de sociétés – y compris privées – et autres personnes physiques, de participer à cet élan national. Vous n'imaginez pas un instant que les entreprises privées, grosses contributrices à l'effort de solidarité nationale, l'aient fait sur injonction !

Notre action ne nous a été dictée par personne. J'ajoute d'ailleurs que nombre de nos collaborateurs y ont spontanément et librement contribué également.

OCP exploite la mine de Boukraa, au Sahara. Le regain de tension avec le Polisario depuis novembre 2020 vous inquiète-t-il ?

Comme chef d'entreprise, je ne me ferai pas entraîner par des tensions voulues par les adversaires de l'intégrité territoriale nationale. Ce que je pourrais vous dire est que nous exploitons les ressources phosphatées de Boukraa en bon père de famille. Nous avons apporté réguliè-

« **La reconnaissance américaine de la marocanité du Sahara est un pas décisif.** »

rement des fonds propres pour assurer la continuité de l'exploitation de la mine, des infrastructures de traitement et de la logistique. Nous avons accompagné la montée en nombre et en compétence de nos collaborateurs issus de nos provinces du Sud et, lorsque Phosbocraa est bénéficiaire, nous ne remontons jamais un dirham de dividende. Tous les profits sont réinvestis localement. Nous sommes engagés dans un programme d'investissement colossal de plus de 2 milliards de dollars : port, traitement

du phosphate, transformation en engrais, accompagnement de ces investissements en capacité de production et en capital humain. Nous avons créé une technopole abritant également l'Université Mohamed-VI-Polytechnique [UM6P], avec des capacités de recherche et développement dans les disciplines des énergies renouvelables et de l'agriculture en milieu aride et salin.

Le Polisario s'est souvent servi de l'inscription du Sahara sur la liste des territoires non autonomes des Nations unies pour faire saisir des navires. Est-ce toujours le cas ?

Les autorités politiques marocaines prennent en charge la défense des intérêts légitimes et supérieurs de la nation sous l'autorité suprême de Sa Majesté le roi. Toute la nation est derrière le souverain. Quant au rapt des navires, l'expérience sud-africaine a montré, s'il en avait été besoin, combien est vain ce type de piraterie.

Les États-Unis viennent de reconnaître la marocanité du Sahara. Cette évolution se remarque-t-elle ailleurs ?

Une très grande majorité des pays reconnaît la pertinence et la crédibilité du plan d'autonomie sous souveraineté marocaine. Évidemment, la reconnaissance américaine est un pas décisif, et, comme vous l'avez certainement relevé, beaucoup de pays ont ouvert des représentations consulaires dans nos provinces du Sud.

En novembre, OCP a accueilli Nadia Fassi Fehri en tant que responsable de la transformation numérique et membre de votre conseil d'administration. Votre groupe a-t-il besoin de féminiser ses équipes ?

Notre groupe est fier d'avoir accueilli Mme Nadia Fassi Fehri, dont les compétences sont largement reconnues dans le marché des talents au Maroc. Cette dame et bon nombre de talents ont rejoint le groupe, aussi bien au niveau du *corporate* que de l'UM6P pour renforcer nos capacités managériales et de transformation.



FAYSSAL ZAOUI

Mme Fassi Fehri est investie en qualité de *chief transformation officer* et n'est pas membre du conseil d'administration. La parité est érigée comme levier de performance au sein du groupe, et beaucoup de nos collaboratrices comptent parmi le *top management*. Savez-vous que bon nombre de femmes travaillent dans la production, longtemps un domaine réservé aux hommes, comme cheffes de production, aussi bien au niveau minier que dans la transformation industrielle, voire comme conductrice de gros engins. Notez par ailleurs que les femmes constituent désormais la moitié de nos recrutements d'ingénieurs. Tout le Maroc est engagé dans cette voie, qui fait participer les femmes à la création des richesses dans notre pays. Elles sont très souvent très méritantes.

Ces derniers mois, votre état-major a été largement remanié, ce qui n'est pas la première fois. Quel est l'objectif de ces



Khouribga, février 2019.
Le Slurry pipeline assure le transport de pulpe de phosphate.

par la technologie que vous mentionnez. Les ventes en Éthiopie résultent d'un appel d'offres qui date d'octobre 2020. En cette période de pandémie où certaines chaînes logistiques sont perturbées, nous avons eu recours à une plateforme de tierce confiance pour l'échange de documents sécurisés et nécessaires aux supports de paiement et à la réduction des temps de traitement des transactions commerciales.

Le principe de la blockchain est à la base de la création de cryptomonnaies, dont la plus connue est le bitcoin. Ces devises d'un nouveau genre, dont la gestion échappe aux banques centrales, vous intéressent-elles ?

Comme je l'ai indiqué, en accord avec notre client, nous avons eu recours à la technologie en question pour sécuriser et accélérer le paiement. Nos recettes à l'export sont réalisées en dollars et en euros exclusivement.

changements ? Des remaniements réguliers sont-ils nécessaires dans un groupe comme OCP ?

Comme partout ailleurs dans les grandes firmes, nous adaptons notre organisation aux impératifs stratégiques du moment et nous donnons leur chance aux jeunes talents en veillant à mobiliser, en permanence,

l'intelligence collective du groupe dans son entièreté.

Fin mars, OCP a réalisé sa première vente d'engrais (vers l'Éthiopie) via la blockchain. Le groupe va-t-il généraliser l'usage de cette technologie ?

Permettez-moi de corriger. Nous n'avons pas réalisé de vente

Depuis plusieurs années, OCP s'est diversifié dans les secteurs de l'analyse de données, de l'agriculture, de l'énergie... Chaque fois, vous cherchez à être à la pointe de la connaissance. Quel est l'objectif de cette politique ? Ne pas rater l'innovation qui révolutionnera le secteur des engrais ?

→



Votre partenaire international depuis 15 ans, renouvelle son image pour vous accompagner davantage.

PARIS ■ DUBAÏ



**POUR LA FOURNITURE
DE MATIÈRES PREMIÈRES
ET D'INGRÉDIENTS
AUX INDUSTRIELS D'AFRIQUE
RENDEZ-VOUS SUR :**

www.ce-mp.com

(+33) 1 48 40 67 61 ■ cemp@ce-mp.com

→ Deux choses sont à distinguer. D'un côté, l'accumulation de la connaissance, la formation des talents et la recherche-développement. Toutes ces missions sont dévolues à l'UM6P. De l'autre, le transfert des savoir-faire accumulés et l'intégration des innovations au niveau d'OCP. À ce titre, le digital et l'analyse des données, les innovations en matière de recherche agricole, l'eau et l'énergie sont nécessaires pour la production, l'optimisation de la *supply chain*, le service aux clients. Enfin, la décarbonisation et la mobilisation de ressources en eau non conventionnelles (recyclage et dessalement) sont des leviers pour le développement durable. Le groupe a mis en place, depuis plus de deux ans, une plateforme *sustainability* qui intègre les principaux objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale, y compris l'action à l'égard des communautés.

Vous entendez aussi être un acteur de l'hôtellerie. En 2020, vous avez mobilisé 1 milliard de dirhams et de nouveau 320 millions cette année. On est très loin de vos cœurs de métier...

Savez-vous que nous avons nos propres infrastructures hôtelières et des parcs importants de logements résidentiels, de villégiatures et aujourd'hui étudiants ? Gérer ce parc convenablement, être arrimé à des établissements de prestige, former des cadres pour ce secteur, par l'intermédiaire de l'UM6P et de ses partenaires internationaux reconnus... Tout cela permet de générer des synergies et de nous placer avec notre partenaire, le fonds Hassan II pour le développement, au service d'un secteur stratégique pour notre pays. C'est ce qui explique notre engagement.

En 2022, l'Union européenne va faire évoluer sa réglementation en abaissant le taux de cadmium admis dans les engrais, en raison de la toxicité de cette substance. Cette dernière est davantage présente dans votre production que dans celle de vos concurrents. Quel va être l'impact de cette décision sur

vos exportations vers l'UE (20 % du total en 2020) ?

Aujourd'hui, et bien avant 2022, nous respectons les normes européennes en matière de taux de cadmium (60 ppm), alors que tous les scientifiques spécialistes de la question affirment que les taux de cette substance dans le sol sont bien supérieurs aux teneurs présentes dans les engrais. Vous le saurez bientôt, tous les engrais OCP seront conformes, et au-delà, aux réglementations les plus strictes en la matière. Nos plans de développement en cours, notre transformation à l'œuvre et nos futurs investissements sont inscrits dans un développement vert par le recours intensif aux énergies renouvelables, à la mobilisation des ressources aquatiques non conventionnelles, au recyclage des rejets et aux circuits courts. Dès aujourd'hui, l'énergie utilisée dans nos usines de transformation de Safi et de Jorf Lasfar est propre grâce à la valorisation des vapeurs d'eau dégagées. De même, toute l'énergie mobilisée pour la mine de Boukraa est d'origine éolienne. Le Slurry pipeline, utilisé pour le transport des phos-

« **Tous les engrais d'OCP seront conformes aux réglementations les plus strictes.** »

phates de Khouribga vers Jorf, nous permet d'économiser 3 millions de m³ d'eau, de réduire notre empreinte carbone de près de 1 million de tonnes équivalent CO₂ et d'optimiser nos coûts logistiques de transport !

Plus généralement, que pensez-vous des experts de plus en plus nombreux qui appellent à limiter l'usage des engrais pour des raisons écologiques et sanitaires ? Faut-il revoir à la baisse les quantités utilisées dans les pays qui pratiquent une agriculture intensive ?

Depuis plus de quatre ans, nous diversifions notre portefeuille engrais

et nous menons des recherches et des essais agronomiques pour l'usage des engrais pour le bon sol, la bonne culture et à la bonne dose. Cependant, il ne faudrait pas oublier que le phosphore, élément essentiel à la vie, est un élément organique et non synthétique. J'ajoute : pour des raisons de santé humaine, seuls les engrais peuvent apporter des nutriments essentiels aux plantes, comme le zinc, qui, selon les experts, permet également de neutraliser le cadmium. La customisation de nos produits au plus près des besoins des fermiers, des sols et des cultures y participe efficacement. Ainsi, la fertilisation respectueuse de l'environnement des sols est nécessaire à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la déforestation et à la santé des sols. Bien utilisée, elle peut également contribuer à la séquestration du carbone.

À l'inverse, en Afrique, l'usage des engrais est encore très limité. Cela évolue-t-il néanmoins ?

Vous savez que le continent a le potentiel de nourrir toute la planète. L'essentiel des terres en état d'être arables se trouve en Afrique. Le continent doublera sa population d'ici à 2050. C'est la raison pour laquelle, notre engagement en Afrique n'est pas celui d'un fournisseur d'engrais mais celui d'un partenaire pour le développement des politiques publiques en matière d'agronomie, de développement rural et, le cas échéant, industriel. C'est le sens de notre engagement industriel dans des pays comme l'Éthiopie et le Nigeria, qui, à eux deux, rassemblent le tiers de la population africaine. Notre université est également engagée dans cette voie et, à ce titre, se présente comme une université de formation de talents africains.

Il y a un peu plus de six mois, vous avez nommé Mohamed Anouar Jamali à la tête d'OCP Africa. Vous n'étiez pas satisfait des résultats sur cette zone ?

Mohamed Anouar Jamali est quelqu'un qui connaît bien le continent et qui a mené un excellent travail pour l'UM6P en matière de



UOC

«
L'Afrique a les moyens de prendre en charge son destin. Nous tentons humblement d'y contribuer.
 »

En 2013, les exportations d'OCP vers l'Afrique plafonnaient à 50 000 tonnes. Aujourd'hui, elles atteignent environ 3 millions de tonnes.

coopération africaine. Il a succédé à Karim Lotfi Senhadji, qui a été appelé à prendre l'importante responsabilité des finances du groupe.

Comment faut-il interpréter la diminution, ces dernières années, des exportations d'OCP vers l'Afrique, passées de 27 % en 2017 à 21 % en 2020 ?

Vous semblez oublier que notre stratégie Afrique n'a pas dix ans. En 2013, nous plafonnions à 50 000 tonnes d'exportations par an vers l'Afrique et, aujourd'hui, nos volumes tournent autour de 3 millions de t par an. Si vous jugez les performances par les seuls volumes, vous n'aurez pas le bon indicateur de la performance. Dans certains pays, dont le Nigeria, nous avons investi dans des unités de *blending* [mélanges] où la customisation des produits se fait localement pour l'adapter aux besoins des sols et des cultures. Je signale à cet effet que la fondation OCP s'était engagée dans la réalisation de la carte de fertilité des sols dans certains pays africains pour,

précisément, être capable d'effectuer cette customisation.

Quelle est la stratégie d'OCP en Afrique ? Est-ce que votre approche, couplant essor commercial et appui aux projets de développement, fait ses preuves ?

Je pense avoir donné tous les éléments qui permettent un éclairage utile à propos de notre approche sur le continent. Elle procède d'une conviction : l'Afrique a les moyens de prendre en charge son destin. Nous tentons humblement d'y contribuer.

En mars, vous avez signé un accord avec le Nigeria pour y construire une usine de fabrication d'engrais à plus de 1,3 milliard de dollars. Plusieurs groupes, dont Dangote, y ont aussi des projets importants. Comment comptez-vous vous imposer sur cet immense marché ? Ce projet aura-t-il aussi une portée régionale ?

Cet accord signé au Maroc fait suite à la décision prise lors de la visite de Sa Majesté le roi Mohamed VI au Nigeria, en décembre 2016. Il réunit les ressources phosphatées du Maroc et les ressources gazières du Nigeria au service de l'agriculture nigériane et du voisinage immédiat de ce grand pays.

Allez-vous multiplier les usines en Afrique ? Cela ne risque-t-il pas de se faire au détriment du Maroc ?

Au contraire ! Une entreprise qui se veut mondiale multiplie les opportunités de croissance chaque fois que l'intérêt bien compris des parties concernées est évident. La proximité permet en outre d'adapter nos produits aux besoins des fermiers pour réduire le coût des intrants. Il convient de ne pas oublier non plus que cette croissance permise par les investissements nécessaires au plus près des marchés valorise davantage le phosphore, mis ainsi au service de tous ! C'est ce qui explique largement notre approche. ●

GreenNKool (Madagascar) et AgroPad (Cameroun) : les start-ups lauréates du concours MED'INNOVANT AFRICA 2020-2021

Destiné aux entrepreneurs africains, le concours organisé par l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (France) a récompensé en avril 2021 deux solutions innovantes parmi 183 candidatures reçues. Zoom sur les lauréats de cette édition.

GREENNKOOL ET AGROPAD, GAGNANTS DU CONCOURS D'INNOVATION GRÂCE À LEURS PROJETS URBAINS INSPIRANTS

La cérémonie de remise des prix du concours MED'INNOVANT AFRICA 2020-2021, organisé par l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM), s'est déroulée le 8 avril 2021 à Marseille (France) dans le cadre du sommet international EMERGING VALLEY, rendez-vous incontournable de la Tech Africaine. 183 startups de 27 pays d'Afrique ont candidaté avec des solutions innovantes pour une ville africaine durable et résiliente, thème de la deuxième édition de ce concours. Deux d'entre elles ont été récompensées d'un prix.

LE « PRIX DU JURY » DÉCERNÉ À GREENNKOOL (MADAGASCAR)

GreenNKool Créée par **Marie Christina Kolo**, GreenNKool a été récompensée pour son travail de **sensibilisation au tri sélectif et à la valorisation des déchets** dans les communautés défavorisées de Madagascar. Elle propose diverses activités culturelles ainsi que des cours et ateliers gratuits sur le thème du développement durable. Elle développe également un jeu-vidéo éducatif de sensibilisation au lavage des mains. En réponse à la crise de la COVID-19, l'association a créé un **savon écoresponsable et solidaire à base d'huile alimentaire usagée**, Alt Soap, distribué pendant la pandémie au public le plus fragile de l'île.

JAMG - PHOTOS DR

La lauréate remporte un boost financier de 7 000€ pour l'aider dans son développement et la possibilité de venir tester son innovation sur un territoire d'expérimentation de 480 hectares : l'Ecocité Marseille Euroméditerranée.



« Nous avons candidaté à MED'INNOVANT AFRICA avec l'idée de pouvoir mettre en avant notre solution à une plus large échelle. Nous sommes aujourd'hui en pleine perspective de croissance. Nous répondons à une problématique à Madagascar mais notre solution est duplicable dans d'autres pays.

Euroméditerranée nous permet de la tester à travers la mise à disposition d'un terrain d'expérimentation. »

Marie Christina Kolo, CEO de GreenNKool
<https://green-n-kool.jimdofree.com>

LE « PRIX COUP DE CŒUR » ATTRIBUÉ À LA START-UP AGROPAD (CAMEROUN)



AgroPad AgroPad est une société d'agronomie dirigée par **Erik Gyslain Tiam Dzembouong** qui propose une **solution permettant aux agriculteurs d'irriguer leur exploitation à distance**, depuis un téléphone portable, grâce à une application qui actionne un automate par l'envoi de SMS. Le dispositif fonctionne à l'énergie solaire photovoltaïque et vient fournir à la plante la



MED'INNOVANT AFRICA, un concours réservé aux innovateurs africains

quantité d'eau et d'engrais exacte en fonction du taux d'humidité, de la pluviométrie et du type de plantation. AgroPad fournit également sur son site web un bulletin météorologique en temps réel. Avec ce prix, la start-up bénéficiera d'une dotation en numéraire de 2 500€.



« Euroméditerranée peut nous aider à tester notre solution dans un contexte méditerranéen, en jouant un rôle d'acteur majeur dans sa mise en œuvre sur le territoire. L'EPAEM sera aussi l'interface entre AgroPad et les acteurs économiques et agricoles locaux. Cela nous permettra de nous déployer rapidement sur le territoire,

puis en Afrique. » Erik Gyslain Tiam Dzembouong, CEO d'AgroPad
<https://agro-pad.com/>

Les deux lauréats de MED'INNOVANT AFRICA bénéficieront également d'un **pack d'accélération de la part d'Euroméditerranée et des partenaires associés au concours**. Cela comprend 4 semaines d'incubation à l'Accélérateur.M à Marseille, un programme haute valeur ajoutée du Social & Inclusive Business Camp (SIBC) conçu par l'Agence Française de Développement (AFD) ainsi qu'une bourse de 1 000€, un coaching juridique par le cabinet d'avocats FIDAL, une adhésion d'un an au réseau d'entreprises AFRICALink et un parrainage dédié, un mentoring avec mises en relation avec des élus dans les chambres de commerce et d'industrie de leurs pays respectifs, ainsi qu'un push visibilité médias.

LES ENTREPRENEURS AFRICAINS FIDÈLES AU RENDEZ-VOUS DE LA DEUXIÈME ÉDITION DE MED'INNOVANT AFRICA



L'innovation technologique en Afrique se développe de façon exponentielle, c'est pourquoi Euroméditerranée a

lancé la première édition 100% africaine de son concours MED'INNOVANT en 2019. L'objectif étant de repérer, accompagner et promouvoir des porteurs de projet qui proposent des solutions urbaines inspirantes en lien avec le développement et l'aménagement des territoires méditerranéens et africains.

En 2019, deux start-ups avaient été primées (SEN OR DUR et PROMAGRIC) sur 130 candidatures reçues. Pour cette deuxième édition de MED'INNOVANT AFRICA, +40% de participations ont été enregistrées. Euroméditerranée souhaite ainsi poursuivre sa politique d'ouverture en direction du continent africain, par l'accompagnement de jeunes pousses prometteuses qui pourront se développer en Europe et en Afrique.

En savoir plus sur le concours :

www.euromediterranee.fr/medinnovantafrica

COORDONNÉES :

Etablissement Public d'Aménagement
Euroméditerranée Marseille
L'Astrolabe, 79, boulevard de Dunkerque - CS 70443
13232 Marseille Cedex 02
+33 (0) 4 91 14 45 00 www.euromediterranee.fr

AÉRIEN

Comment Ethiopian Airlines survole la crise

Grâce au fret et à son inventivité, le numéro un africain du secteur a enregistré des bénéfices malgré le Covid.

LOZA SELESCHIE

CLASSEMENT
202132^e

Ethiopian Airlines, qui fête ses 75 ans, figure avec Korean Air et Asiana parmi les trois seules compagnies au monde à avoir fait des bénéfices en 2020 (année fiscale arrêtée en juin). Le secteur a pourtant été très durement touché par les conséquences de la pandémie, les pertes cumulées ont atteint 103 milliards d'euros, dont 1,6 milliard d'euros pour les compagnies du continent. Son PDG, Tewolde Gebremariam, indique que l'entreprise a « démontré de l'agilité, une prise de décision rapide et une résilience qui nous ont aidés » face à la chute du trafic de passagers (- 69 % en Afrique par rapport à 2019).

Au pic de la crise, la compagnie a privilégié son activité de fret aérien : 25 avions passagers réaménagés ont rejoint la flotte existante de 12 avions-cargos, selon Tewolde

Gebremariam. Un secteur en expansion où la demande dépasse déjà de 9 % celle d'avant la crise. « Avant même le Covid, Ethiopian Airlines avait pris la décision de développer cette activité. La pandémie a permis de capitaliser les investissements antérieurs », explique Raphael Kuuchi, directeur consultant pour les affaires légales, industrielles et gouvernementales de l'Association des compagnies aériennes africaines (Afraa).

La compagnie a ainsi pu assurer le transport de matériel médical, et continue d'être un partenaire de choix pour l'OMS, les Nations unies et le géant chinois Alibaba dans la distribution mondiale de vaccins. « Depuis le début de mai, Ethiopian a transporté plus de 20 millions de doses dans plus de 20 pays. L'entreprise développe également une usine de fabrication de glace sèche afin de répondre au besoin d'environnement ultra-froid pour le stockage et le transport des vaccins. Cela offrira des avantages à long terme pour le développement des chaînes de froid nationales et régionales dans des secteurs tels que l'horticulture, l'agro-industrie et la santé », explique Chiedza Madzima, chargée de recherche et de risque opérationnel, chez Fitch Solutions.

Opération triangulaire

Pour l'heure, « c'est son positionnement sur le couloir entre l'Asie et le continent africain, où elle possède la plus grande part de trafic, qui fait la force d'Ethiopian », ajoute Romuald

Ngueyap, fondateur du site spécialisé NewsAero. En 2020, la compagnie a transporté 54 400 tonnes de marchandise vers ou depuis l'aéroport de Guangdong (Canton) en Chine. Outre les équipements médicaux cela comprend de nombreux produits industriels, électroniques, ainsi que des équipements informatiques. « C'est une opération triangulaire : l'Afrique, l'Europe, la Chine, puis à nouveau l'Afrique, qui mobilise près de 50 avions par semaine », explique Tewolde Gebremariam.

« La pandémie a même eu un effet positif pour les activités d'Ethiopian, qui assure désormais des transactions entre l'Amérique du Sud et l'Asie, et entre l'Asie et l'Europe. Cela leur a donné une image de partenaire sérieux », explique Raphael Kuuchi. Des liaisons qui concernent aussi les États-Unis et le Mexique où

Son positionnement entre l'Asie et l'Afrique fait sa force.

Ethiopian achemine les productions de Zara (Inditex). Selon son PDG, la compagnie a pu traverser la pire année jamais connue par le secteur aérien, « sans licenciement ni baisse de salaire », et en continuant à assurer toutes ses obligations financières (prêts d'entretien, location d'aéronefs) sans le moindre soutien de l'État, son actionnaire à 100 %.



À l'aéroport d'Addis-Abeba, le 7 mars 2021, des conteneurs transportant des vaccins AstraZeneca.



Acheminement vers l'Afrique d'un lot de kits de test de dépistage du Covid offert par le milliardaire chinois Jack Ma et la Fondation Alibaba, le 22 avril 2020.

REUTERS

Rassurée sur sa capacité à surmonter la crise, Ethiopian Airlines, à l'affût de nouvelles opportunités, s'est tournée vers les autres compagnies africaines. En octobre 2020, elle a proposé une assistance opérationnelle (pilotes, maintenance et avions) à South African Airlines (SAA) dans le cadre d'une joint-venture. Cette dernière a depuis reçu une subvention de l'État (641 millions de dollars) et serait sur le point de conclure un accord avec un investisseur.

Ethiopian a aussi des participations au sein de diverses compagnies : Chadian Airlines (49 %), Zambia Airways (45 %), dont le redécollage a été reporté au moins jusqu'à la fin de 2021, Malawi Airlines (49 %), qui risque la liquidation, et Ethiopian Mozambique Airlines (99 %), contrainte de suspendre ses vols. En Afrique de l'Ouest, la situation d'Asky, qui opère depuis Lomé, apparaît moins compromise, même si l'entreprise s'est tournée vers Ethiopian et ses autres actionnaires (Ecobank, Boad, BIDD) pour demander une aide financière, selon les informations de JA.

« Des compagnies feront faillite, d'autres se relèveront difficilement,

La compagnie a traversé l'année 2020 « sans licenciement ni baisse de salaire », et en assurant toutes ses obligations.

mais on observe aussi la création de start-up. Actuellement, le prix des avions est bas, et les aéroports, dont le trafic a baissé, ont pris des initiatives pour encourager les compagnies qui voudraient venir chez elles. C'est par exemple le cas au Nigeria », explique Romulad Ngueyap. Le centre de maintenance et l'académie d'aviation d'Ethiopian pourraient ainsi voir de nouveaux clients arriver, en plus de ceux qui devront reprendre du service après de longs mois au sol.

Ethiopian, qui annonçait, en 2018, avoir atteint les objectifs de son plan vision 2025 avec sept ans d'avance, s'est attelée à la diversification de ses revenus, ainsi qu'à la numérisation de ses processus. L'entreprise aurait investi plus de 40 millions de dollars entre 2015 et 2020 pour augmenter

ses ventes en ligne, selon Mihretab Teklaye, son directeur de communication marketing. Après avoir lancé son application mobile en 2018, la compagnie est aujourd'hui la première sur le continent à tester le passeport sanitaire Iata.

Concurrence égyptienne

Sur le continent, c'est depuis l'Égypte que pourrait venir un regain de concurrence. Egyptair a considérablement investi dans sa flotte, avec l'achat de 15 Airbus A320 en 2020, et signé en 2018, pour l'achat de 54 avions Boeing, un contrat s'élevant à 6 milliards de dollars. Si la compagnie égyptienne connaît elle aussi des difficultés financières, elle a obtenu en janvier un prêt de 130 millions de dollars de la part du Caire. Désireuse de se développer au niveau panafricain, elle vient de signer un accord avec Sudan Airways (assistance opérationnelle), ainsi qu'avec le Ghana pour la création d'une compagnie aérienne nationale. Reste à voir comment Ethiopian et Egyptair, toutes deux membres de la Star Alliance, vont gérer cette compétition alors qu'elles sont en principe appelées à coopérer. ●

ÉCONOMIE

Cevital contraint de se réformer

Le groupe fondé par Issad Rebrab, toujours poursuivi par la justice, doit repenser son modèle de développement et de gouvernance, dans un contexte politique et économique compliqué.

ESTELLE MAUSSION

CLASSEMENT
202179^e

Faire le gros dos en attendant que la tempête passe. C'est la position dans laquelle se trouve Cevital, le premier groupe privé d'Algérie avec un chiffre d'affaires (CA) 2020 de quelque 200 milliards de dinars (environ 1,2 milliard d'euros) et 18 000 salariés. Actif dans l'agroalimentaire, l'électroménager, la logistique et l'industrie, le conglomérat aux 26 filiales, né dans les années 1970 et formellement constitué en 1998, est à un tournant de son histoire.

Bousculé par la crise liée à la pandémie de Covid-19, il a surtout été ébranlé par le placement en détention provisoire pendant huit mois (d'avril à décembre 2019) de son fondateur et dirigeant historique, Issad Rebrab, âgé de 77 ans. Depuis, le groupe, qui a officiellement pour PDG le fils cadet du patriarche, Malik, fait profil bas (ses dirigeants ont décliné les sollicitations de *Jeune Afrique*). Recentré sur son cœur de métier qu'est l'agroalimentaire, le groupe a entamé une réflexion sur sa gouvernance. Un chantier aussi délicat que nécessaire.

Pour comprendre où en est Cevital aujourd'hui, il faut revenir sur le choc provoqué par l'incarcération de son patron le 22 avril 2019. Intervenue dans le cadre de la purge du monde des affaires opérée par le pouvoir militaire après la chute d'Abdelaziz Bouteflika, elle a acté la fin de l'époque de l'Issad Rebrab conquérant. Grand travailleur attaché à l'éthique, le patron kabyle se voit poursuivi puis condamné fin 2019 – malgré ses dénégations – pour infractions fiscales, bancaires et douanières (dont surfacturation).



À Béjaïa, au complexe de Cevital. L'agro-industrie représente 80 % de son chiffre d'affaires.

Le propriétaire du quotidien *Liberté*, connu pour être un critique du régime Bouteflika – sous lequel son groupe s'est fortement développé –, est mis dans le même sac que des proches du président déchu, dont Ali Haddad, PDG du groupe ETRHB et ex-patron des patrons algériens.

Situation de vulnérabilité

Investisseur en série à la tête du premier contributeur fiscal du pays après la compagnie pétrolière Sonatrach, Issad Rebrab passe du statut de faiseur de rois – sans ambition politique mais capable d'aider un prétendant à la présidence (en l'occurrence Ali Ghediri) – à celui de personnalité fragilisée. Cette situation de vulnérabilité perdure, le patriarche attendant toujours l'issue de son procès en appel.

À cette déstabilisation s'est ajoutée la gestion des conséquences de la pandémie dans une économie algérienne en récession, plombée par la chute des cours du pétrole. Comme tous les acteurs, Cevital a dû sécuriser ses approvisionnements, réorganiser ses activités en fonction des contraintes sanitaires, absorber pertes et surcoûts. Le tout dans un contexte de dépréciation du dinar et de crise des liquidités.

En position ultra-dominante sur le sensible marché agroalimentaire, le groupe a aussi dû désamorcer des polémiques sur la hausse du prix du sucre et le risque de pénurie d'huile. Malik Rebrab, devenu PDG en avril 2019 au moment du placement en détention provisoire de son père, puis son frère Omar, l'aîné de la fratrie, ont successivement pris la parole dans les médias. Ils →

TANGER MED GLOBAL LOGISTICS HUB



La zone logistique de Tanger Med est opérée par Medhub. Elle offre plus de 200 HA d'espaces dédiés et des entrepôts prêts à l'emploi pour les activités de logistique à haute valeur ajoutée de groupage, d'étiquetage, de distribution et d'approvisionnement.

Hub logistique mondial, la zone est intégrée au complexe portuaire qui offre une multimodalité de mode de transport et une connectivité maritime hebdomadaire vers 180 ports mondiaux.

Des acteurs internationaux y sont présents tels que DHL, DECATHLON, NIPPON EXPRESS, GEFCO, CEVA, DACHSER et BOLLORE, qui ont choisi la zone pour optimiser leurs opérations logistiques et distribuer vers l'Europe, l'Afrique et l'Amérique.

www.tangermed.ma

TANGER MED

→ devaient ainsi rassurer sur la disponibilité des produits, détailler les facteurs externes pesant sur les prix – dont la flambée des cours mondiaux des matières premières – et s'engager à en limiter les effets pour les consommateurs.

Consolider les acquis

Dans un environnement aussi hostile qu'incertain, l'heure est au recentrage. « Notre priorité est de consolider nos acquis. Le temps des nouveaux projets viendra », confirme Mouloud Ouali, le directeur de la communication de Cevital.

Si le groupe a tenu bon en 2020, c'est grâce à ses deux vaches à lait, le sucre et les produits gras, activités très rentables en raison d'une forte demande combinée à de faibles coûts de production. Cevital possède la plus grande raffinerie de sucre du monde (capacité de production de 2 millions de tonnes par an) et la plus importante raffinerie d'huile du continent (570 000 tonnes annuelles), gage d'économies d'échelle.

L'ensemble des activités agroalimentaires – Cevital dispose d'un bureau de trading à Genève et exporte dans une cinquantaine de pays dans le monde – a assuré l'an dernier plus de 80 % du CA, une proportion identique à celle de 2019 (pour un CA également proche de 200 milliards de dinars).



Issad Rebrab, fondateur du groupe industriel Cevital.

Au-delà, les résultats sont contrastés. Certaines filiales poursuivent bon an, mal an leur développement : le verre avec MFG, la grande distribution avec UNO, la logistique et le transport via Numilog. Cette dernière, dont le centre névralgique se situe au port de Béjaïa, est toutefois embourbée depuis juillet 2020 dans un conflit social. Une partie des salariés accusent la direction – qui dément – de les avoir licenciés pour éviter la création d'une section syndicale.

L'affaire, qui se joue devant les tribunaux mais aussi dans la rue, en pleine reprise du mouvement du Hirak, écorne l'image de Cevital. Par ailleurs, le groupe voulait réinvestir l'un de ses domaines phares jusqu'en 2016, l'automobile, mais ce projet semble au point mort.

En France, où Cevital a repris Oxco (fabricant de portes et fenêtres en PVC) en 2013, puis Brandt (électroménager) l'année suivante, le bilan est aussi en demi-teinte. Si le redressement d'Oxco paraît en bonne voie, celui de Brandt s'avère plus laborieux, même si Cevital a annoncé 10 millions d'euros d'investissement pour créer de nouveaux produits (table de cuisson intelligente, four ultrarapide).

En 2020, la marque a affiché un CA de 190 millions d'euros, bien loin de l'objectif de 2,5 milliards annoncé en 2018 par Issad Rebrab. Quant au projet de purification d'eau EvCon,

prévu dans les Ardennes et à l'origine des ennuis judiciaires, il est tout bonnement à l'arrêt.

Pour sortir par le haut de cette période difficile, Cevital doit se réinventer. Premier défi : bâtir une relation apaisée avec les autorités, malgré leur réticence vis-à-vis du monde économique et l'environnement politique très incertain. Le déblocage ou non du projet de longue date d'usine de trituration d'huile à Béjaïa sera un indicateur clé de l'état des relations. « Le dossier est entre les mains des ministères compétents, indique Mouloud Ouali. Nous travaillons en étroite collaboration avec eux et nous avons bon espoir qu'il aboutisse. »

Managers professionnels

Second défi : moderniser la gouvernance du groupe familial pour assurer sa pérennité. Le sujet, tabou jusqu'à récemment, est désormais « au cœur des préoccupations du groupe », qui veut se doter « d'une nouvelle gestion en phase avec les exigences du moment », selon Mouloud Ouali. « Une gestion portée par des compétences issues de différents horizons », ajoute-t-il.

De l'avis général, cela doit passer par un désengagement de la famille Rebrab de la gestion opérationnelle au profit de managers professionnels, étrangers ou non. Plus facile à dire qu'à faire, alors que les deux premières tentatives – avec le Canadien Louis Roquet entre 2012 et 2014, puis l'Algérien Said Benikene entre 2017 et 2018 – ont échoué. La troisième sera-t-elle la bonne ? Seul Issad Rebrab le sait. ●

la couleur au cœur de votre beauté

Bigen
www.bigen.eu

- Sans ammoniaque
- Application facile! Melangez tout simplement avec de l'eau
- Bigen couvre les cheveux gris en douceur



**Engagés
avec vous**

La BIAT est élue « Meilleure banque dépositaire en Tunisie en 2020 » par le magazine Global Finance

[illegible]

www.biat.com.tn



TÉLÉCOMS

Airtel reprend goût à l'Afrique

Renfloué et doté d'un plan stratégique clair, l'opérateur du milliardaire indien Sunil Mittal confirme ses bons résultats et ses ambitions, notamment dans le domaine des services financiers.

QUENTIN VELLUET

Depuis la fin de 2020, les langues se délient chez Airtel Africa, la filiale de l'opérateur indien Bharti Airtel. S'il n'est pas encore possible de s'entretenir officiellement avec ses dirigeants, quelques-uns ont pris le parti de la confiance. Le groupe est résolu à demeurer un acteur panafricain de taille sur le marché des télécoms. « Je ne reste pas deux ou trois jours sans qu'un investisseur anonyme me sollicite par le biais de sociétés de conseil pour échanger sur le *mobile money* en Afrique », confie l'un d'eux.

Très endetté après le rachat de Zain en 2010, Airtel Africa n'a jamais pu mettre en place sa stratégie d'opérateur low cost. Ses difficultés financières, conjuguées à un durcissement de la concurrence sur le marché indien pour sa maison mère, ne lui ont pas permis d'investir autant que souhaité. Au cours des dernières années, le groupe a entretenu un doute auprès des observateurs sur sa volonté de se maintenir sur les marchés africains.

Onze ans après son arrivée sur le continent, le quatrième opérateur panafricain en nombre de clients (plus de 118 millions) entend désormais revenir sur le devant de la scène grâce à ses services financiers.

Quelques semaines avant que MTN ne lui emboîte le pas, Airtel Africa, dirigé par Raghunath Mandava – 3,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires sur l'exercice clos en mai 2021 –, a annoncé fin mars l'arrivée de l'investisseur américain The Rise Fund au capital de sa filiale Airtel Money.

Celle-ci a également accueilli Mastercard à son tour de table, qui a apporté 100 millions de dollars.

Cette première ouverture du capital a permis de mobiliser 300 millions de dollars (247 millions d'euros environ) afin de développer à l'international le réseau de distribution de ses solutions de paiement (via des agents, des kiosques ou des partenaires affiliés), de microcrédit, d'épargne et de transfert de fonds.

Déjà présent sur quatorze marchés où elle a réalisé un chiffre d'affaires de 401 millions de dollars (+35 % en taux de change constant) sur l'exercice clos en mars 2021, Airtel Money est l'un des principaux leviers de croissance de l'opérateur, détenu à 64 % par le milliardaire indien Sunil Mittal. Longtemps accusé de mobiliser des fonds destinés initialement au marché indien, Airtel Africa semble pouvoir enfin prétendre à une certaine émancipation financière dans la gestion de son développement.

Outre les liquidités apportées par la valorisation du *mobile money*, le groupe a bouclé fin avril une facilité de prêt à hauteur de 500 millions de dollars. Parmi les investisseurs, figurent

Réduire la dette sera l'une des priorités du futur PDG nigérian Olusegun Ogunsanya, premier Africain nommé à la tête d'Airtel Africa.

CLASSEMENT 2021

105^e Airtel Nigeria
313^e Airtel Ouganda
380^e Airtel RD Congo
431^e Airtel Tanzanie
446^e Airtel Kenya

Bank of America, HSBC, Citibank ou encore JP Morgan et la BNP. Cette somme vient s'ajouter aux fonds récupérés grâce à la cession de 4 500 de ses tours de télécoms à Helios Towers. Le 23 mars, Airtel a ainsi confirmé la vente de ses infrastructures de Madagascar et de Malawi, pour environ 108 millions de dollars.

Zones porteuses

Selon nos informations, la transaction définitive doit intervenir entre octobre et décembre, et comprendre également la cession de ses tours au Gabon, au Tchad, et, « si tout se passe bien », en Tanzanie. L'opération est estimée au total à 600 millions de dollars.

En quelques mois, 1,3 milliard de dollars auront ainsi été réunis par le groupe qui emploie plus de 3 000 personnes. « Cette somme devrait être réinvestie dans le déploiement du réseau 4G et l'accélération des services aux entreprises. Une part devrait être allouée à l'allègement de la dette », indique notre source sans dévoiler de chiffres précis.

Réduire la dette de 3,5 milliards de dollars (2,1 fois son excédent brut d'exploitation), qui stagne depuis deux ans, sera l'une des priorités, durant son mandat, du Nigérian Olusegun Ogunsanya, premier Africain nommé fin avril à la tête d'Airtel Africa, qui prendra ses fonctions le 1^{er} octobre.



BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

En 2021, l'ouverture du capital d'Airtel Money a permis de lever 300 millions de dollars.

Objectif : retrouver la confiance des marchés alors que le titre stagne autour de 70 livres à la Bourse de Londres depuis la cotation de 25 % du groupe en juin 2019. Airtel Africa connaît davantage de succès sur la place de Lagos où son titre a vu sa valeur multipliée par 2,5 en un an (837 nairas le 5 mai).

Au début de 2019, la piste d'une simplification du portefeuille de l'opérateur semblait sérieuse, avec notamment des rumeurs de cession des activités nigériennes et tchadiennes – jamais confirmées. Deux ans plus tard, il semble qu'Airtel soit encore convaincu de pouvoir y trouver de la croissance. Mais l'opérateur va-t-il tenir cette ligne alors qu'une dégradation de la sécurité dans la zone, redoutée après le décès du président Déby, pourrait freiner le déploiement de la 4G ?

Sur ce segment, en croissance cumulée de 31 % pour l'exercice clos en mai 2021 (plus d'un milliard de dollars de CA), le groupe suit une stratégie inédite déjà éprouvée en Inde : installer la technologie coûte que coûte dans des zones jugées porteuses, en espérant que le client suivra. Pour cela, Airtel travaille avec les équipes de Facebook et de Google Maps, qui partagent les

données de connexion des utilisateurs afin de modéliser le plus précisément possible les zones géographiques les plus pertinentes à couvrir.

« Nous avons maintenant beaucoup de pays où notre empreinte 4G est de 100 % comme en Ouganda, au Malawi et en Zambie. Nous sommes proches du but au Nigeria. Au total, en Afrique, 95 % de notre réseau est de type 3G et 76 % de type 4G. Il nous reste environ un exercice financier pour porter le taux de 4G à plus de 90 % », indiquait fin mars Razvan Ungureanu, directeur de la technologie d'Airtel Africa à la presse britannique.

Projets parasites abandonnés

« Segun » Ogunsanya héritera d'un opérateur également plus concentré sur ses marchés existants. Dossier qui a longtemps capté l'énergie de la direction de la réglementation : la fusion d'Airtel avec Telkom au Kenya, conçue pour secouer le tout-puissant Safaricom, et connue pour être une lubie de Sunil Mittal, a définitivement été enterrée, malgré un ultime feu vert donné le 11 février par la Haute Cour du Kenya. « Le projet a entamé le dynamisme d'Airtel, qui perd de l'argent depuis plusieurs années au Kenya », déplore notre source.

Autre dossier abandonné, celui du rachat des 50,45 % que détenait Tigo dans sa coentreprise créée avec Airtel au Ghana. Alors que les équipes d'Airtel Africa travaillaient sur une *due diligence* depuis plusieurs mois, Sunil Mittal – qui espérait faire passer la coentreprise pilotée depuis l'Inde dans le giron africain – a été freiné dans ses ambitions à la fin d'octobre 2020 par les actionnaires du groupe indien qui ont finalement préféré céder les parts au gouvernement le temps que ce dernier retrouve un candidat adéquat.

Débarassé de ces projets jugés parasites par certains en interne, le groupe prépare son prochain coup. Galvanisé par l'engouement des investisseurs étrangers pour le continent champion du *mobile money*, Airtel Africa prépare l'introduction en Bourse d'Airtel Money dans les quatre ans à venir. Peut-être à nouveau sur deux places financières simultanément ?

« Rien de clair sur ce point pour l'instant, mais cela fait partie des raisons qui poussent les investisseurs à venir. Certains d'entre eux espèrent se retirer par la suite en emportant leur cagnotte », confie notre contact, non sans un certain enthousiasme. ●

MINES

Endeavour dans la cour des grands

Porté par le milliardaire Sawiris et fort des rachats de Semafo et de Teranga Gold, le groupe canadien vise une cotation à Londres en 2021. Et s'approche désormais du top 10 des producteurs d'or mondiaux.

CHRISTOPHE LE BEC



Site de la mine d'or exploitée par Endeavour Mining à Houndé, au Burkina Faso, le 13 février 2020.

Les douze derniers mois ont été fructueux pour Sébastien de Montessus et ses équipes d'Endeavour Mining. Coup sur coup, le PDG français du groupe minier canadien a réussi les fusions-acquisitions successives de Semafo en avril 2020, puis de Teranga Gold à la fin de janvier 2021, deux sociétés cotées à Toronto comme le groupe.

Ces mariages successifs sont sans précédent en Afrique de l'Ouest, région sur laquelle Endeavour a jeté son dévolu : 640 millions d'euros pour l'absorption de Semafo, bien implanté au Burkina Faso et 1,57 milliard d'euros pour celle de Teranga Gold, premier minier au Sénégal.

Confirmé dans son rôle de PDG, qu'il assume depuis 2016, le patron

d'Endeavour, venu au secteur grâce à son passage chez Areva auprès d'Anne Lauvergeon – qui lui avait confié la filière d'extraction d'uranium –, affichait sa satisfaction après la conclusion de la transaction avec Teranga : « Cette acquisition clôture notre développement par croissance externe. Endeavour est désormais établi parmi les dix plus gros producteurs d'or mondiaux », nous expliquait-il.

Avec une production annuelle estimée à 1,5 million d'onces pour 2021, le nouvel attelage se place effectivement au coude à coude avec le Sud-Africain Harmony Gold pour occuper le 10^e rang mondial des sociétés productrices d'or. Il est toutefois encore loin des deux mastodontes Newmont – 5,9 millions d'onces – et Barrick

CLASSEMENT 2021

275^e North Mara Gold Mine
358^e Houndé Gold Corp
376^e Semafo
405^e Ity Gold Mine

– 4,8 millions d'onces –, ce dernier restant un poids lourd à l'échelle du continent, d'où il a tiré pas moins de 2 millions d'onces en 2020.

Une confiance solide

Mais surtout, Endeavour peut se targuer de disposer du troisième coût de production complet (AISC) le moins cher parmi les majors, autour de 850 dollars l'once, soit bien au-dessous des quelque 1 000 dollars de Barrick et des 980 dollars de Newmont.

Signe que le tycoon égyptien Naguib Sawiris, qui a adoubé le Français à la tête d'Endeavour, croit aux destinées du nouveau géant minier : le 31 mars dernier, il a consolidé sa place de premier actionnaire en injectant au capital 200 millions de dollars, à travers son véhicule d'investissement minier La Mancha, dans la foulée des acquisitions de Semafo et de Teranga Gold. Détenteur de 19,1 % de part, il devance la société d'investissement américaine Van Eck Associates (9,8 %), habituée du secteur minier.

« J'ai monté La Mancha avec Naguib en 2012, nous avons construit tous les deux une relation de confiance solide. Nous avons fait →



Vers une énergie durable pour tous

Notre effort pour une transition énergétique juste associe la nécessité de réduire l'empreinte carbone et celle de favoriser le développement communautaire.

La crise économique et sanitaire actuelle a accru la prise de conscience de la forte interdépendance entre croissance économique et santé de l'environnement naturel et social, ainsi que de la nécessité essentielle de combiner développement économique, gestion prudente des ressources naturelles et création de valeur sociale.

Dans ce cadre, la stratégie de transition énergétique d'Eni vise une réduction significative de l'empreinte carbone du portefeuille grâce également à la contribution du gaz, qui à terme, représentera plus de 90 % de notre industrie Amont. Dans le même temps, l'un des objectifs fondamentaux de notre stratégie est d'améliorer l'accès aux sources d'énergie durables, en favorisant l'utilisation de gaz naturel produit localement dans la transition vers un mix énergétique bas carbone.

Lutter contre la précarité énergétique

Assurer l'accès universel à l'énergie de manière efficace et durable - Objectif de développement durable des Nations Unies n. 7 - est le principal défi du secteur de l'énergie dans le processus de transition vers un avenir sobre en carbone.



C'est également un moteur pour répondre aux besoins primaires liés à l'éducation, à la santé et à la diversification économique. Cela est particulièrement vrai en Afrique, où 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'énergie. Eni contribue à ce défi de plusieurs manières. D'une part, dans de nombreux pays d'opérations dont l'Algérie, la République du Congo, le Ghana et l'Égypte, 100 % du gaz que nous produisons est destiné aux marchés locaux, pour alimenter les centrales électriques locales. En revanche, la construction d'infrastructures gazières fait partie intégrante du modèle économique d'Eni. Ces initiatives sont fondamentales pour lutter contre la précarité énergétique et répondre aux besoins primaires en énergie.

Renforcer les systèmes électriques africains

En Afrique subsaharienne, Eni a investi dans la construction de centrales thermoélectriques à travers l'exploitation du gaz associé afin de diversifier le mix énergétique en introduisant le gaz naturel. Au Congo, la Centrale Electrique du Congo (CEC), créée en 2010 à Pointe-Noire et agrandie en 2019 pour atteindre une capacité totale installée de 484 MW (avec une augmentation progressive de 484 MW à 1 GW dans les 10 prochaines années), contribue à environ 70 % de la production totale d'électricité du pays. Son positionnement stratégique dans les centres de production industrielle est un atout en termes d'extension de capacité et de commercialisation de l'électricité directement auprès des clients industriels, qui disposent ainsi d'une source d'approvisionnement énergétique fiable et compétitive.



JAMIG - PHOTOS DR

www.eni.com

→ d'Endeavour le premier producteur d'Afrique de l'Ouest, et d'Evolution Mining le deuxième d'Australie. C'est une belle réussite qui a profité à la famille Sawiris, estime Sébastien de Montessus. Naguib est naturellement impliqué dans toutes les décisions importantes, nous nous appelons très régulièrement, et il continue de nous faire confiance », précise encore le PDG d'Endeavour, satisfait de cette complicité avec le milliardaire égyptien, qui, avant le secteur extractif, a fait fortune dans les télécoms.

Croissance interne

Pour le dirigeant français, qui constate qu'il n'y a plus d'actifs liés à l'or attractifs à vendre actuellement en Afrique de l'Ouest, vient le temps de l'optimisation et de la croissance interne. « Nous devons pérenniser cet ensemble et pousser nos projets de développement. Notre projet ivoirien de Fetekro devrait être lancé avant la fin de l'année 2021. Nous avons désormais un portefeuille de sites tous situés à moins de deux heures d'avion d'Abidjan, notre siège opérationnel », fait-il valoir. Sébastien de Montessus entend toutefois continuer à investir dans l'exploration pour dénicher les prochains gisements dans la région, à proximité de ses sites burkinabè, sénégalais, ivoiriens et maliens, mais aussi en Guinée, nouveau pays pour le groupe, où il vient d'acquiescer quelques permis.

Pour l'heure, il n'est donc pas question de sortir d'Afrique de l'Ouest. « Il y a suffisamment de potentiel dans cette région, qui est devenue la quatrième zone de production d'or au monde derrière la Russie, le Canada et l'Australie. Et d'un point de vue opérationnel, un portefeuille minier disséminé est coûteux », explique Sébastien de Montessus.

Le patron d'Endeavour n'est pas inquiet du yoyo fait par le cours de l'or, en légère baisse depuis janvier 2021, autour de 1800 dollars (1480 euros) l'once à la fin d'avril 2021. « On le voit bien ces dernières semaines, les incertitudes demeurent pour l'économie mondiale, en dépit de l'arrivée des vaccins. Les États ont injecté des



Un ancrage ouest-africain

Entre 70 et 90 millions de dollars vont être investis en 2021, dont 30 % sur les projets en cours de développement

- ◆ Mines en exploitation
- ◆ Projets en développement



SOURCE: ENDEAVOUR MINING

milliards dans les économies pour les maintenir à flot, ce qui a détruit de la valeur monétaire et crée de l'inflation. Par conséquent, l'or va rester attractif, au moins à moyen terme, je pense que nous allons continuer à observer des cours élevés », analyse le PDG français.

Pour avoir les moyens de ses ambitions ouest-africaines, Sébastien de Montessus compte désormais sur sa taille, constatant que ses concurrents présents en Afrique de l'Ouest sont peu nombreux, plus petits et moins concentrés géographiquement qu'Endeavour.

« Clive Johnson, le patron de B2Gold (actif au Mali et en Namibie)

a d'ores et déjà indiqué qu'il souhaitait que ses prochains grands projets soient hors d'Afrique. Nordgold, bien établi au Burkina Faso et actif en Guinée, fait peu d'exploration, et sa production décroît. Iamgold est en train de vendre des actifs. En Afrique du Sud, Gold Fields veut concentrer ses efforts sur le Ghana, et AngloGold est en restructuration », égrène-t-il.

Fonds généralistes

« Pour grandir, investir et dénicher de nouveaux gisements, il faut réussir à attirer des fonds généralistes – tels que Black Rock (7,8 % du capital) ou Fidelity (3,2 %) –, qui cherchent des entreprises ayant une capitalisation boursière de plusieurs milliards de dollars, telle que celle d'Endeavour (autour de 7 milliards de dollars post-fusion) et une bonne performance aussi bien opérationnelle, que financière », fait-il valoir.

Pour les séduire, Endeavour prépare activement son introduction à la Bourse de Londres, où il espère intégrer l'indice FTSE dès le troisième trimestre de 2021. ●

« Avec Sawiris, nous avons fait d'Endeavour le premier producteur d'Afrique de l'Ouest, et d'Evolution Mining le deuxième d'Australie. »

INFRASTRUCTURES

Oumar Sow veut transformer la CSE

Encore centré sur la construction de routes,
le groupe sénégalais de BTP accélère sa diversification.

JULIEN CLÉMENÇOT

CLASSEMENT
2021468^e

Il n'a pas soixante ans mais parle déjà d'héritage. Au cours des douze derniers mois, Oumar Sow, président du directoire de la Compagnie sahélienne d'entreprises (CSE), a engagé des projets qui devraient transformer le groupe familial sénégalais de BTP, dont il a pris les rênes en 2015, deux ans avant le décès de son père, Aliou Sadio Sow.

« Si je parviens à les mener à bien, j'aurai fait ma part du travail », estime l'entrepreneur dans un style toujours très direct où le tutoiement est de rigueur.

Bousculée par la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel, la CSE s'est recentrée ces quatre dernières années sur le Sénégal. Elle est également très active en Sierra Leone, son deuxième marché.

En revanche, l'entreprise s'est retirée définitivement du Niger et elle pourrait désertier d'autres pays. « Cela fait deux ans que nous avons un chantier au Burkina Faso, proche de la frontière avec le Bénin, que nous ne pouvons pas exécuter car la sécurité n'y est plus assurée », explique Amar Ly, directeur qualité, sécurité, environnement de la CSE.

Sur ses terres, le groupe de la famille Sow, très connectée avec le monde politique, parvient encore à tirer son épingle du jeu. Mais il ne peut plus miser sur les appels d'offres pour se développer. « Sur chaque dossier, nous sommes en compétition avec dix groupes chinois ou turcs. On peut en battre un ou deux, mais certainement pas dix », constate le patron.

En 2020, le groupe a été en plus pénalisé par la crise du Covid, qui a

rendu plus difficile son approvisionnement en bitume, essentiel à ce spécialiste de la construction de routes, mais aussi en tuyaux.

Il a par ailleurs connu une année de transition avec « l'achèvement de certains grands projets, comme la première phase de construction du train express régional (TER), dont le chantier doit reprendre en 2021 pour relier Diamniadio à l'aéroport Blaise-Diagne », précise Massamba Gueye, son directeur général adjoint chargé des finances.

En conséquence, les revenus de la CSE sont passés l'an dernier de 145 à 112 milliards de F CFA (de 221 à 170,7 millions d'euros).

Pour inverser la tendance et contourner la question de la concur-

« Sur chaque dossier, nous sommes face à dix groupes chinois. Nous pouvons en battre un ou deux, mais pas dix. »

rence, le groupe mise sur les « offres spontanées », autrement dit les projets menés avec l'État au travers de partenariats public-privé où il se charge de trouver les financements.

Il devrait décrocher le chantier d'assainissement de Dakar, estimé à 114 milliards de F CFA. Les études sont faites, et la signature officielle doit suivre. Dans la capitale sénégalaise, les eaux usées sont presque intégralement rejetées en mer sans traitement.

C'est déjà la CSE qui avait construit, au début des années 1980, la seule station d'épuration de Dakar, à Cambérène, au nord-est de la capitale. « D'ici à quelques années, le groupe pourrait devenir une sorte de Veolia sénégalais », imagine Amar Ly.

Champs gaziers

Pour accompagner ce projet et bien d'autres, Oumar Sow a investi dans une usine de fabrication de tuyaux en PVC et PRV, la deuxième plus importante du pays (11 000 tonnes par an).

Bien que modeste au regard de la dimension du groupe, ce projet, porté par la société Polytek, pourrait dégager une très bonne marge avec un chiffre d'affaires d'environ 10 milliards de F CFA par an. Le démarrage de cette activité est prévu dans les semaines à venir.

Mais la diversification la plus prometteuse concerne le secteur de l'énergie, qui connaît actuellement un formidable engouement à l'approche de l'entrée en production des champs gaziers situés à cheval sur les domaines maritimes du Sénégal et de la Mauritanie.

La CSE s'est déjà dotée d'une filiale qui va vendre des services de transport maritime, de consignment de navires, de catering et de fourniture de main-d'œuvre aux acteurs pétroliers. « Nous répondons déjà à des appels d'offres », révèle le patron. Et, beaucoup plus ambitieux : plusieurs sources confirment que le groupe familial souhaite se lancer dans la production d'électricité. Mais, de cela, Oumar Sow refuse de parler, laissant de côté son habituelle convivialité. ●

OPÉRATION DE L'ANNÉE

Pétrole

Heirs Holdings se hisse parmi les grands avec l'OML 17

L'acquisition de ce bloc auprès de Total et Shell doit permettre au groupe de Tony Elumelu de bousculer la hiérarchie des opérateurs pétroliers nigériens.

L'opération a été saluée comme une sorte de victoire nationale au Nigeria. Le 15 janvier 2021, TNOG et Transnational Corporation of Nigeria PLC (Transcorp) – deux des sociétés de la galaxie de Tony Elumelu, 58 ans, et de son groupe Heirs – ont acheté 45 % du bloc OML 17 auprès de Shell (30 %), Total (10 %) et ENI (5 %). Une acquisition estimée à plus de 800 millions de dollars.

« Avec TNOG, notre approche de l'afrocapitalisme souligne notre engagement pour un développement inclusif », a commenté l'homme d'affaires Tony Elumelu, président de la banque UBA. Des propos qui cadrent bien avec la volonté du pouvoir nigérien de développer une véritable industrie pétrolière depuis une dizaine d'années.

La licence OML 17, située dans la région de Port-Harcourt, comprend un ensemble d'une quinzaine de puits à terre (pétrole mais aussi gaz), dont six actifs, et les infrastructures pétrolières liées.

L'acquisition de Tony Elumelu a été financée pour l'essentiel par dettes et par un ensemble de banques privées et de banques de développement dont African Export-Import Bank (Afreximbank), Absa, Africa Finance Corporation, Union Bank of Nigeria, Hybrid Capital et le fonds Amundi. À cela s'ajoute un préfinancement

via un contrat d'achat de pétrole par une filiale de négoce de Shell.

La levée de fonds a totalisé 1,1 milliard de dollars. Outre l'acquisition elle-même, cette somme doit servir à financer divers coûts afférents à la transaction, à l'exploitation et aux premiers investissements pour doper la production. Ayant reçu l'ensemble des autorisations légales, Heirs Holdings Oil & Gas,

dans les blocs en question, dans une région confrontée au risque sécuritaire (groupes armés ou contrebandiers).

La volonté du groupe de Tony Elumelu est de tripler la production des puits d'OML 17. Celle-ci s'élevait lors de la transaction à environ 27 000 barils par jour (b/j), les infrastructures en place ayant été taillées pour 100 000 barils quotidiens, un pic atteint par le passé avant un lent déclin. Les réserves prouvées et probables (2P) se chiffrent, selon Tony Elumelu, à environ 1,2 milliard de barils.

CONSEILS FINANCIERS DE HEIRS

Standard Chartered Bank (coordinateur global), United Capital Plc

AVOCAT DE HEIRS

Templars (Yemisi Awonuga)

AVOCATS DES PRÊTEURS

Herbert Smith Freehills (William Breeze à Londres, Rebecca Major à Paris), Banwo & Ighodalo (Lagos)

créée pour porter OML 17, bénéficie avec cette acquisition du statut d'opérateur, jusque-là dévolu à Shell (la compagnie nationale nigérienne Nigerian National Petroleum Corporation, NNPC, a conservé 55 % d'OML 17, mais sans rôle actif).

Shell, comme Total depuis plusieurs années, concentre ses investissements au Nigeria sur ses activités offshore et avait peu investi ces dernières années

Champion privé intégré

L'objectif à court terme est clair : constituer un nouveau champion intégré privé au Nigeria en combinant les opérations d'OML 17, d'autres projets pétroliers (encore modestes) en phase de développement, voire les activités situées en aval. Le groupe de Tony Elumelu exploite le petit bloc onshore OPL 281, dont le gaz est consommé par une centrale électrique de Transcorp. Il contrôle par ailleurs le petit champ marginal Ata, bientôt en phase de production (3 500 b/j attendus).

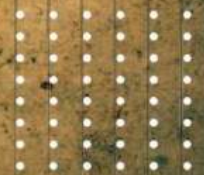
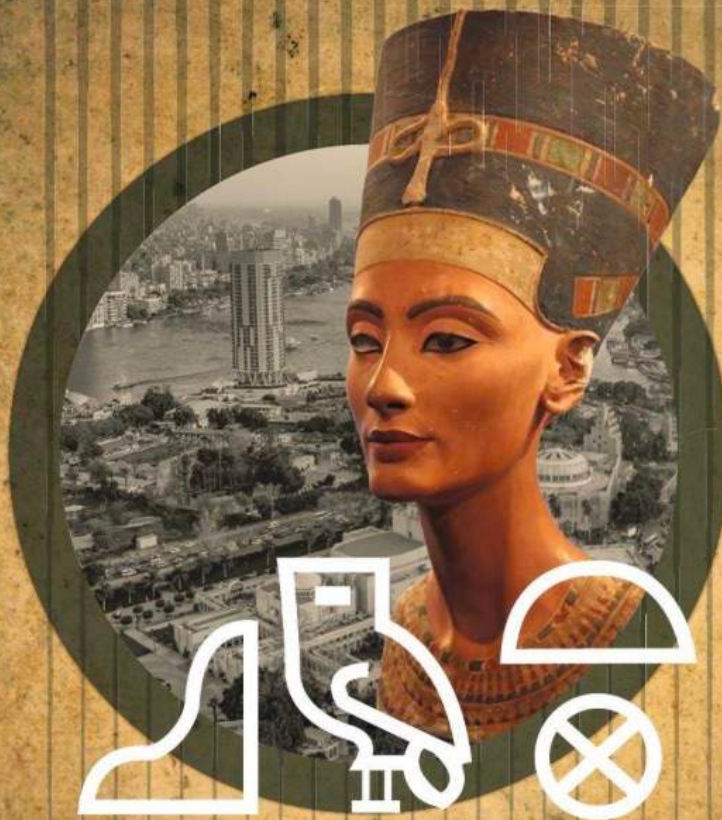
Sans rivaliser encore avec les quelques opérateurs privés du pétrole au Nigeria comme Seplat ou First Exploration & Petroleum Development (environ 50 000 b/j chacun), Tony Elumelu entend sans doute les dépasser rapidement. ●

Pierre-Olivier Rouaud



MEILLEURE BANQUE AU MONDE DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS

GLOBAL
FINANCE



WWW.CIBEG.COM

   /CIBEgypt

THE BANK TO TRUST

BILAN

Marasme pré-Covid

Toujours soumise aux tensions monétaires et au yoyo des matières premières, l'activité des champions du continent a reculé pour la deuxième année consécutive, sauf en Afrique de l'Ouest.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

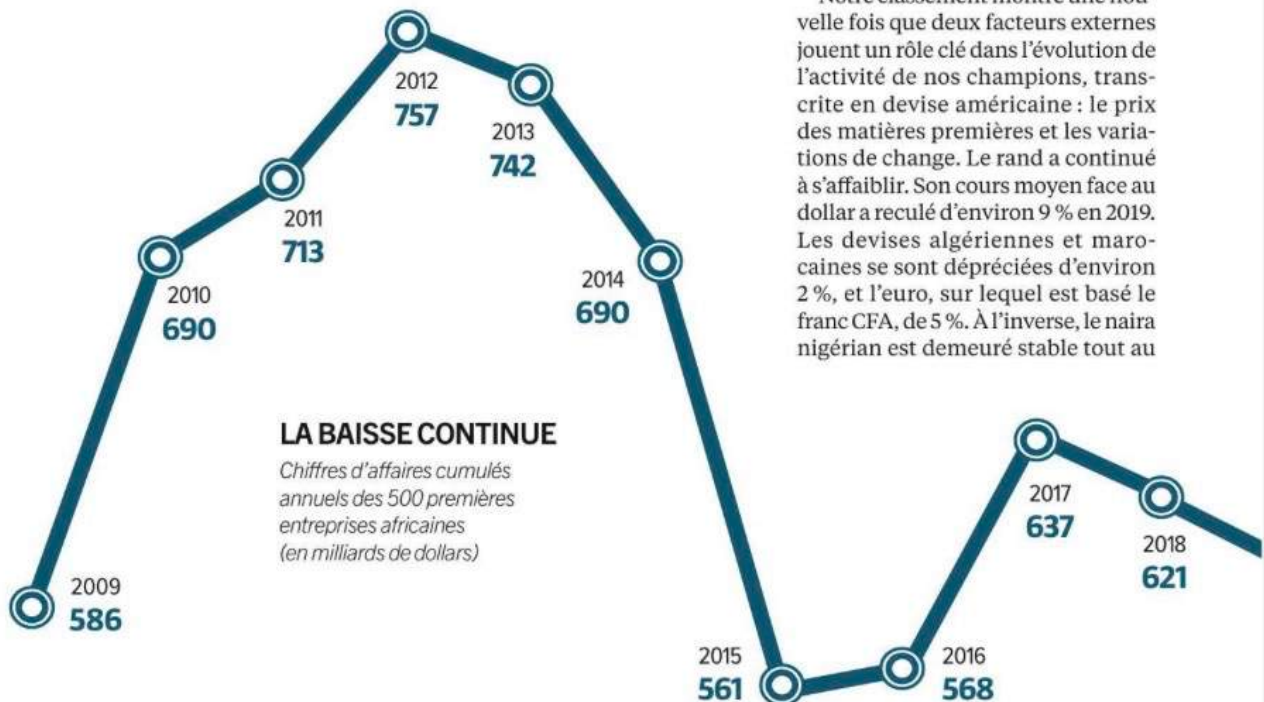
La crise du Covid-19 a déferlé comme un tsunami sur les économies africaines en 2020 et en 2021. Avant même ce choc exogène, les champions du continent étaient déjà à la peine. C'est ce que montre la nouvelle édition du palmarès des 500 premières entreprises africaines, fondé sur leurs chiffres d'affaires 2019.

Ce classement exclusif établi par *Jeune Afrique* est marqué par un

nouveau recul (- 0,98 %) du chiffre d'affaires total des entreprises exprimé en dollars. Et ce après une chute de 2,7 %, déjà, dans le classement précédent. Jouant aux montagnes russes ces dix dernières années, le chiffre d'affaires global des « 500 » a progressé d'à peine 5 % depuis 2009. Quant au pic d'activité de 2012 (757 milliards de dollars), il faudra des années, peut-être une décennie, avant qu'il ne soit égalé.

La nouvelle contre-performance est d'autant plus inquiétante que l'économie du continent avait connu une croissance plutôt robuste. Selon la BAD, le PIB continental a crû de 3,3 % en 2019, dont 3 % pour la seule Afrique subsaharienne. Avec la crise sanitaire, l'Afrique, comme le reste du monde, s'est engluée dans une récession inédite avec une chute du PIB estimée à 2,1 % en 2020. Selon les dernières prévisions de la BAD, le PIB continental devrait toutefois regagner 3,4 % en 2021.

Notre classement montre une nouvelle fois que deux facteurs externes jouent un rôle clé dans l'évolution de l'activité de nos champions, transcrite en devise américaine : le prix des matières premières et les variations de change. Le rand a continué à s'affaiblir. Son cours moyen face au dollar a reculé d'environ 9 % en 2019. Les devises algériennes et marocaines se sont dépréciées d'environ 2 %, et l'euro, sur lequel est basé le franc CFA, de 5 %. À l'inverse, le naira nigérian est demeuré stable tout au



long de l'année, et le cours moyen annuel de la livre égyptienne s'est même apprécié d'environ 5 %. Signe du temps, notre classement compte sept entreprises égyptiennes de plus que l'an dernier, et le poids du pays dans le chiffre d'affaires cumulé des 500 passe de 7,3 % à 8,5 % avec, en chef de file comme l'an dernier, le canal de Suez (15^e) et Orascom Construction (44^e).

En matière monétaire, quelques pays ont connu des situations hors normes en 2019, comme l'Angola dont la devise, le kwanza, s'est effondrée d'environ 50 % face au dollar. Cette situation explique la forte chute, plus de 40 %, de l'activité libellée en dollars de Sonangol (7^e, soit un recul de cinq places). Autre grand facteur de variation, le prix des matières premières a été diversement orienté en 2019.

Du côté de l'or noir, la valeur du baril WTI (West Texas Intermediate, pétrole de référence à la Bourse de New York) a chuté de plus de 10 %, selon le prix moyen annuel publié par la Banque mondiale. De même source, le coton, l'huile de palme et le café ont légèrement reculé. Le cacao ou le caoutchouc s'affichent en hausse. Tout comme les métaux précieux, or en tête. Le prix du minerai de fer a, lui, bondi d'un tiers : une bonne affaire pour la Snim, en Mauritanie, qui gagne onze places (151^e).

Sortie d'OCP

Dans ce contexte économique contrasté, le top 15 de notre classement représente près de la moitié de la valeur du chiffre d'affaires des 500 premières entreprises et connaît peu de changements. Il comprend néanmoins deux sorties : le marocain OCP (18^e), affecté par la faiblesse des prix des engrais, et Imperial Holdings. Ce groupe sud-africain s'est scindé en deux sociétés : Imperial Logistics, dans la logistique (38^e), et Motus (17^e), dans la

MAKING OF DANS LE SECRET DES 500

JA a adressé un questionnaire à plus de 14 000 entreprises et reçu environ 1 500 réponses. Le classement prend en compte les sociétés juridiquement présentes sur le continent. Tous les chiffres ont une source identifiable ou certifiée. Certains groupes familiaux comme Dangote n'établissent pas de comptes consolidés et sont absents. Les entreprises qui ne publient pas de comptes sont, par définition, omises. Les chiffres portent sur l'exercice clos fin 2019 ou jusqu'à mars 2020 et sont convertis en dollars américains au taux du 31 décembre 2019. Faute de données actualisées, les entreprises sortent du classement au bout de deux ans. ●

distribution automobile. Ces sortants sont remplacés dans le top 15 par deux groupes sud-africains : Anglo American Platinum (10^e), qui bénéficie de la vigueur des platinoïdes, et le raffineur et distributeur de carburants Engen (14^e), filiale de Petronas. Quant à l'algérien Sonatrach, il reste notre champion toutes catégories. Comme Sonangol, son activité est affectée par le prix des hydrocarbures et recule de 4 %.

En ce qui concerne les grandes régions, deux zones voient leur poids relatif reculer : l'Afrique centrale (qui passe de 2,25 % à 2,15 % du total des 500) et l'Afrique australe (56,34 %, contre 57,9 %), illustration là encore des désordres monétaires en Angola et de la persistance de l'atonie de l'Afrique du Sud. Le pays présidé par Cyril Ramaphosa n'a connu que 0,2 % de croissance en 2019. Il est désormais largement distancé en matière de PIB par le Nigeria mais aussi par l'Égypte.

En dépit de ces difficultés, l'Afrique du Sud demeure toutefois de très loin le pays comptant le plus grand

nombre d'entreprises classées (156, soit huit de moins que l'an dernier). Celles-ci pèsent toujours 51,4 % du poids total, mais leur chiffre d'affaires cumulé recule légèrement (-1,8 %).

À l'inverse, l'Afrique de l'Ouest améliore son poids relatif de plus de un point (9,2 %, contre 8,12 %) et retrouve un niveau proche de l'exercice 2015 après une glissade continue depuis cette date. Sur cette zone ouest-africaine, le trio de tête est constitué comme l'an dernier de la filiale nigérienne du sud-africain MTN (43^e), de Dangote Cement (58^e) et du groupe Sonatel (73^e). À noter aussi que le Maroc, traditionnel second, perd sept champions (54 placés) et aussi un point de pourcentage à 7,7 % du total.

307 sociétés bénéficiaires

Enfin, côté rentabilité, sur 387 entreprises pour lesquelles nous disposons de données complètes, la marge nette moyenne (y compris les sociétés en perte) s'élève à 5,1 %. Ce chiffre est en net recul comparé aux 7,3 % de l'an dernier. Cela s'explique essentiellement car nous avons désormais retiré du classement le secteur financier.

Dans ce classement, les entreprises bénéficiaires sont au nombre de 307. Elles ont dégagé au total 38,1 milliards de dollars de profits, dont 24 milliards de dollars pour les 100 entreprises les plus rentables, qui affichent une marge nette de 23 %. La palme du plus gros bénéfice

**La palme du plus gros
bénéfice en valeur
absolue revient
à l'algérien Sonatrach.
Il est suivi du groupe
sud-africain Naspers.**

en valeur absolue revient cette année à l'algérien Sonatrach (3,9 milliards de dollars). Il est suivi du groupe sud-africain Naspers (31^e), qui a réalisé de significatives plus-values sur la cession de ses parts dans le groupe audiovisuel MultiChoice et dans les boutiques web de l'entreprise indienne Flipkart. ●

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

CLASSEMENT
jeune **afrique**

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
1	1	SONATRACH	Énergie	Algérie	46 296,7	3 939,4
2	4	SASOL	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	14 478,3	432,0
3	5	ESKOM	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	14 186,2	- 1 458,1
4	3	STEINHOFF INTERNATIONAL HOLDINGS	Bois, papier	Afrique du Sud	13 431,0	- 2 065,3
5	7	MTN GROUP	Télécommunications	Afrique du Sud	10 771,8	872,6
6	6	SHOPRITE HOLDINGS	Commerce	Afrique du Sud	10 696,1	360,9
7	2	SONANGOL	Énergie	Angola	9 248,4	94,0
8	9	BID CORP. LTD (EX-BIDVEST FOODS)	Agro-industrie	Afrique du Sud	9 192,3	346,3
9	10	SPAR GROUP	Commerce	Afrique du Sud	7 786,0	126,5
10	21	ANGLO AMERICAN PLATINUM	Mines	Afrique du Sud	7 081,5	1 320,6
11	11	MASSMART HOLDINGS LIMITED	Commerce	Afrique du Sud	6 674,1	- 92,2
12	12	VODACOM GROUP	Télécommunications	Afrique du Sud	6 453,9	1 183,7
13	13	PICK'N PAY STORES LIMITED	Commerce	Afrique du Sud	6 349,7	85,0
14	17	ENGEN PETROLEUM	Énergie	Afrique du Sud	6 346,3	120,8
15	15	SUEZ CANAL AUTHORITY	Transports	Égypte	5 800,0	ND
16	16	SAPPI	Bois, papier	Afrique du Sud	5 746,0	211,0
17	-	MOTUS	Industrie automobile	Afrique du Sud	5 669,0	134,8
18	14	OCP	Mines	Maroc	5 574,7	310,8
19	19	THE BIDVEST GROUP LIMITED	Groupe diversifié	Afrique du Sud	5 487,1	270,5
20	20	THE BIDVEST GROUP LIMITED SOUTH AFRICA	Groupe diversifié	Afrique du Sud	5 252,2	ND
21	22	TRANSNET	Transports	Afrique du Sud	5 338,6	280,1
22	34	SIBANYE GOLD	Mines	Afrique du Sud	5 141,6	30,8
23	24	WOOLWORTHS HOLDINGS LIMITED	Commerce	Afrique du Sud	5 091,9	- 85,6
24	23	VODACOM SOUTH AFRICA	Télécommunications	Afrique du Sud	4 949,5	ND
25	-	PEPKOR	Commerce	Afrique du Sud	4 823,8	ND
26	40	KUMBA IRON ORE	Mines	Afrique du Sud	4 571,9	1 516,0
27	26	DATATEC	Informatique & nouvelles technologies	Afrique du Sud	4 304,8	14,2
28	64	REMGRO	Groupe diversifié	Afrique du Sud	4 051,6	551,3
29	29	MEDICLINIC	Santé	Afrique du Sud	4 043,7	- 175,4
30	25	BARLOWORLD	Groupe diversifié	Afrique du Sud	4 042,0	176,2
31	37	NASPERS	Communication	Afrique du Sud	4 001,0	3 404,0
32	28	ETHIOPIAN AIRLINES	Transports	Éthiopie	4 000,0	189,0
33	43	ERD/NAFTAL	Énergie	Algérie	3 945,6	ND
34	38	OFFICE NATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'EAU POTABLE	Eau, électricité & gaz	Maroc	3 839,1	204,6
35	32	GROUPE MAROC TELECOM	Télécommunications	Maroc	3 763,4	280,9
36	35	MULTICHOICE AFRICA	Communication	Afrique du Sud	3 654,6	133,0
37	33	AL MADA (EX-SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT)	Groupe diversifié	Maroc	3 544,9	486,2
38	8	IMPERIAL LOGISTICS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	3 536,1	254,8
39	30	ANGLOGOLD ASHANTI	Mines	Afrique du Sud	3 525,0	- 7,0
40	56	IMPALA PLATINUM HOLDINGS LIMITED	Mines	Afrique du Sud	3 458,5	- 747,2
41	39	SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ	Eau, électricité & gaz	Algérie	3 264,3	ND
42	42	MTN SOUTH AFRICA	Télécommunications	Afrique du Sud	3 232,2	ND
43	48	MTN NIGERIA	Télécommunications	Nigeria	3 205,1	553,8
44	45	ORASCOM CONSTRUCTION	BTP, bâtiment, construction	Égypte	3 184,0	131,1
45	44	TRANSNET FREIGHT RAIL	Transports	Afrique du Sud	3 173,9	ND
46	47	TELKOM	Télécommunications	Afrique du Sud	3 061,2	43,2
47	53	GOLD FIELDS	Mines	Afrique du Sud	2 967,1	344,8
48	41	ARCELORMITTAL SOUTH AFRICA	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	2 941,0	- 332,6
49	46	AFRIQUIA SMDC	Énergie	Maroc	2 941,0	92,3
50	61	ELSEWEDY ELECTRIC CO.	Équipement électrique	Égypte	2 901,7	250,3

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2019 - EN ITALIQUE - CHIFFRES 2018 - ND : NON DÉTERMINÉ

AFRICA RE - 45 ANNÉES D'EXISTENCE, 45 ANNÉES DE FOI EN LA CAPACITÉ DE L'AFRIQUE

Africa Re a été créée il y a plus de 45 ans. Dans quelle mesure la Société a-t-elle rempli son mandat et atteint ses objectifs en tant qu'institution panafricaine ?

La Société Africaine de Réassurance (Africa Re) est une success story panafricaine qui a connu tous les échelons de la croissance avant de devenir l'institution financière de grande renommée qu'elle est aujourd'hui. La Société a connu une naissance difficile en 1976, pendant l'une des périodes les plus difficiles de l'histoire du continent, marquée par des obstacles politiques, économiques et sociaux. Nous avons démarré nos opérations en 1978 avec un capital autorisé de 15 millions \$EU, dont 10 millions \$EU avaient été souscrits et 5 millions \$EU libérés.

Aujourd'hui, avec une notation financière et une solvabilité A par A.M. Best et A- par S&P, nous restons le réassureur africain le mieux noté qui opère au Nigeria, au Kenya, au Maroc, à Maurice, en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Soudan, aux Emirats Arabes Unis, en Éthiopie et en Afrique du Sud, fournissant des services de réassurance à toute l'Afrique et aux principaux marchés internationaux stratégiques. Africa Re reste attachée à son mandat de développement, tel que décrit dans sa mission : promouvoir le développement des activités nationales d'assurance et de réassurance dans les pays africains, de favoriser la croissance des capacités de souscription et de rétention nationales, régionales et sous-régionales et soutenir le développement économique de l'Afrique. La Société organise régulièrement des formations et fournit une assistance technique ciblée aux parties prenantes de l'industrie en vue du renforcement de leurs capacités. Ces efforts ont été récemment renforcés par le Programme de Jeunes Professionnels des Assurances auquel ont pris part 3 groupes de 2250 participants issus de 46 pays africains.

Notre cérémonie de reconnaissance du mérite dans l'industrie, à savoir les « Prix d'Excellence dans les Assurances en Afrique », s'est tenue pour la 6ème fois. Quatre catégories de prix ont récompensé les sociétés ayant une bonne rentabilité, une gouvernance d'entreprise solide et l'innovation, y compris les dirigeants stratégiques de ces sociétés. En outre, diverses initiatives financées par la Fondation Africa



« Promouvoir le développement des activités nationales d'assurance et de réassurance dans les pays africains, de favoriser la croissance des capacités de souscription et de rétention nationales, régionales et sous-régionales et soutenir le développement économique de l'Afrique. »

déclare Dr Corneille KAREKEZI,
Directeur Général du Groupe Africa Re



www.africa-re.com

Tél. : +234-1-461 6820/461 6828/280
0924/280 0925
Fax : +234-1-280 0074
Email : info@africa-re.com

Plot 1679, Karimu Kotun
St. Victoria Island,
P.M.B.12765, Lagos, Nigeria

Re ont visé à renforcer les ressources techniques et organisationnelles de nombreuses autorités de contrôle des assurances en Afrique. La Société peut se prévaloir de la plus forte capitalisation par rapport aux réassureurs nationaux, régionaux ou internationaux du continent, avec un chiffre qui devrait avoir dépassé 1 milliard \$EU en 2020.

La pandémie de la COVID-19 sévit depuis quelque temps. En tant qu'entreprise citoyenne responsable, Africa Re participe-t-elle à la lutte contre la pandémie de la COVID-19 et si oui, comment ?

Par l'intermédiaire de la Fondation Africa Re, la Société a approuvé un don de 3,32 millions \$EU destinés à divers États et institutions privées en première ligne dans la lutte contre la pandémie. Ce soutien est destiné aux campagnes de sensibilisation, aux mesures de prévention, à l'acquisition de matériel médical et d'équipements de protection individuelle. Les fonds sont actuellement versés aux bénéficiaires. Les dons se répartissent comme suit : Centres Africains de Prévention et de Lutte contre les Maladies - de l'Union Africaine- (500 000 \$EU) ; huit pays qui accueillent des bureaux d'Africa Re, à savoir l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, l'Égypte, Maurice et le Maroc (250 000 \$EU chacun) ; et 41 associations d'assurance des États membres d'Africa Re (20 000 \$EU chacune).

Que fait Africa Re pour améliorer la très faible pénétration de l'assurance sur le continent ?

Africa Re soutient le secteur de l'assurance en offrant une capacité de réassurance de premier ordre, une assistance technique pour l'élaboration de produits d'assurance et le renforcement des capacités des ressources humaines. En outre, nous soutenons des campagnes de sensibilisation à l'assurance sur certains marchés. L'agriculture étant le pilier de la plupart des économies africaines, nous soutenons également l'assurance agricole par le développement de produits d'assurance paramétriques pour les petits agriculteurs. La Société fournit également son assistance aux entreprises technologiques liées à l'assurance. Nous finançons aussi la recherche et le développement dans le secteur des assurances.

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
51	60	WILSON BAYLY HOLMES-OVCON	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	2 888,5	39,0
52	51	EZZ STEEL CO.	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	2 844,8	-385,5
53	52	ASPEN PHARMACARE HOLDINGS LIMITED	Santé	Afrique du Sud	2 748,6	327,9
54	54	FOSCHINI	Commerce	Afrique du Sud	2 736,4	173,8
55	58	SUPER GROUP	Transports	Afrique du Sud	2 692,7	115,4
56	71	EGYPTAIR HOLDING	Groupe diversifié	Égypte	2 660,8	57,7
57	59	SAFARICOM	Télécommunications	Kenya	2 447,8	611,2
58	57	DANGOTE CEMENT	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	2 443,2	549,4
59	68	MIDDLE EAST OIL REFINERIES	Énergie	Égypte	2 429,0	57,0
60	65	CLICKS GROUP	Commerce	Afrique du Sud	2 373,7	121,1
61	70	AL EZZ DEKHEILA STEEL CO.	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	2 175,2	ND
62	63	MAROC TELECOM	Télécommunications	Maroc	2 162,1	335,9
63	73	MASSCASH	Commerce	Afrique du Sud	2 153,3	ND
64	72	MASSWAREHOUSE	Services aux collectivités	Afrique du Sud	2 088,6	76,2
65	74	TIGER BRANDS	Agro-industrie	Afrique du Sud	2 079,0	276,7
66	49	GLOBAL TELECOM HOLDING	Télécommunications	Égypte	2 077,0	-115,0
67	87	EGYPTAIR AIRLINES	Transports	Égypte	2 050,9	17,4
68	117	VODAFONE EGYPT TELECOMMUNICATIONS	Télécommunications	Égypte	1 985,1	306,8
69	78	RCL FOODS LIMITED	Agro-industrie	Afrique du Sud	1 977,4	-68,2
70	95	SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ	Eau, électricité & gaz	Tunisie	1 953,8	38,0
71	102	HARMONY GOLD MINING CO.	Mines	Afrique du Sud	1 914,0	-185,4
72	76	OANDO PLC	Énergie	Nigeria	1 861,7	78,9
73	75	SOCIÉTÉ NATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DU SÉNÉGAL	Télécommunications	Sénégal	1 858,4	336,5
74	80	EXXARO RESOURCES	Mines	Afrique du Sud	1 829,6	716,1
75	67	AVENG	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1 826,1	-119,5
76	85	LIFE HEALTHCARE GROUP	Santé	Afrique du Sud	1 825,8	204,2
77	88	KAP INDUSTRIAL HOLDINGS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1 820,8	77,5
78	86	AECI	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	1 763,7	94,4
79	81	CEVITAL	Agro-industrie	Algérie	1 744,4	46,5
80	92	COSIDER	BTP, bâtiment, construction	Algérie	1 738,9	314,6
81	96	DIS-CHEM	Santé	Afrique du Sud	1 705,8	44,7
82	84	SOCIÉTÉ TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE RAFFINAGE	Énergie	Tunisie	1 683,3	ND
83	-	DANGOTE CEMENT NIGERIA	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	1 671,9	ND
84	82	ROYAL AIR MAROC	Transports	Maroc	1 659,5	-13,5
85	79	BLUE LABEL TELECOMS	Télécommunications	Afrique du Sud	1 658,0	15,6
86	90	MR PRICE GROUP	Commerce	Afrique du Sud	1 637,9	192,3
87	112	TELECOM EGYPT	Télécommunications	Égypte	1 602,5	216,6
88	77	DISTELL GROUP LIMITED	Agro-industrie	Afrique du Sud	1 591,0	28,1
89	104	PIONEER FOODS LIMITED	Agro-industrie	Afrique du Sud	1 584,0	65,1
90	83	KANSANSHI MINING	Mines	Zambie	1 581,0	ND
91	100	GHABBOUR AUTO	Industrie automobile	Égypte	1 580,5	13,9
92	99	FLOUR MILLS OF NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	1 572,1	31,2
93	116	THE ARAB CONTRACTORS (OSMAN AHMED OSMAN & CO.)	BTP, bâtiment, construction	Égypte	1 544,7	ND
94	101	NETWORK HEALTHCARE HOLDINGS LIMITED	Santé	Afrique du Sud	1 535,4	176,2
95	115	ETHIO TELECOM	Télécommunications	Éthiopie	1 479,7	ND
96	97	PETROLEUM PROJECTS AND TECHNICAL CONSULTATIONS CO.	Énergie	Égypte	1 478,2	ND
97	91	VIVO ENERGY MAROC	Énergie	Maroc	1 476,0	ND
98	94	MURRAY & ROBERTS HOLDINGS LIMITED	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	1 434,3	24,6
99	105	MASSDISCOUNTERS	Commerce	Afrique du Sud	1 407,9	ND
100	132	HASSAN ALLAM HOLDING	BTP, bâtiment, construction	Égypte	1 400,2	71,1

*chiffres 2019 (en millions de dollars)



MCA-Bénin II : « starter » du secteur de l'énergie au Bénin !



Le MCA-Bénin II c'est environ 403 millions de Dollars US : 375 millions de dollars du peuple américain et 30 millions de dollars du peuple béninois. Sa mission : mettre à disposition des Béninois et des Béninoises une énergie électrique efficace et fiable pour une croissance économique forte et durable. La logique du Programme est de créer un effet d'entraînement dans le secteur de l'énergie à travers des activités qui ciblent à la fois les acteurs institutionnels, l'administration publique, les opérateurs économiques, les investisseurs et les ménages. Grâce au don des Etats-Unis d'Amérique, à travers le Millennium Challenge Corporation, MCA-Bénin II a investi

d'abord dans la réforme du sous-secteur de l'électricité. L'un des objectifs visés était de rendre le secteur propice aux investissements privés. Son volet production soutient le Gouvernement dans la construction de 4 centrales solaires photovoltaïques (50 MW au total). Le Projet distribution d'électricité s'est attelé à la réhabilitation et au renforcement des infrastructures électriques afin de rendre le réseau apte à supporter la croissance future de la demande d'électricité. En point d'orgue la construction du premier Centre National de Contrôle de la Distribution d'électricité du Bénin. Mais le réseau national n'est pas encore accessible à une partie de la population. La Facilité d'énergie propre hors-réseau (OCEF) a été conçue pour apporter l'énergie électrique dans les localités isolées ou non encore raccordées au réseau conventionnel de la Société Béninoise d'Energie Electrique. Le MCA-Bénin II et des promoteurs privés sélectionnés au terme d'un appel à projets cofinancent la réalisation de mini-réseaux électriques dans 119 localités, l'acquisition et la distribution de 38 860 kits solaires, des pompes et réfrigérateurs solaires, etc.

La clôture du compact du Bénin interviendra l'année prochaine lors du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur qui était le 22 juin 2017. A terme le Programme MCA-Bénin II impactera près de 10 millions de Béninois et de Béninoises. En savoir plus : www.mcabenin2.bj.

DIGITAL BANKING SYSTEM

by TagPay

Un Core Banking System De Nouvelle Génération

... pour des banques qui exigent le meilleur pour leurs clients !

  #fintech #digitalisation #inclusionfinanciere

<https://tagpay.fr>



LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
101	114	KATANGA MINING LTD	Mines	RD Congo	1 386,3	- 923,3
102	106	MARIKANA (EX-LONMIN)	Mines	Afrique du Sud	1 345,0	62,0
103	111	MOHAMMED ENTERPRISES TANZANIA LIMITED	Commerce	Tanzanie	1 334,0	ND
104	110	OMNIA HOLDINGS LIMITED	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	1 332,6	9,2
105	128	AIRTEL NIGERIA	Télécommunications	Nigeria	1 288,8	316,4
106	118	TRUWORTHS INTERNATIONAL	Commerce	Afrique du Sud	1 286,8	175,3
107	89	SOCIÉTÉ NATIONALE DES HYDROCARBURES (mandat de l'État)	Énergie	Cameroun	1 275,4	754,3
108	107	TOTAL MAROC	Énergie	Maroc	1 268,7	61,8
109	103	TULLOW GHANA	Énergie	Ghana	1 261,5	ND
110	113	VIVO ENERGY KENYA	Énergie	Kenya	1 256,0	ND
111	126	KENYA AIRWAYS	Transports	Kenya	1 254,9	- 127,0
112	147	JUMIA GROUP	Commerce	Nigeria	1 230,2	ND
113	-	AFINITAS	Activité financière	Botswana	1 224,0	- 741,0
114	120	GHANA OIL CO.	Énergie	Ghana	1 215,2	18,5
115	121	ALTRON	Équipement électrique	Afrique du Sud	1 188,6	47,8
116	130	SOCIÉTÉ NATIONALE BURKINABÉ D'HYDROCARBURES	Énergie	Burkina Faso	1 186,7	71,6
117	146	GOLD FIELDS GHANA	Mines	Ghana	1 162,0	131,1
118	160	AXIAN GROUP	Groupe diversifié	Madagascar	1 145,0	15,0
119	109	COMPAGNIE MINIÈRE DE L'OGOOUÉ	Mines	Gabon	1 140,6	48,7
120	154	COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ÉLECTRICITÉ	Eau, électricité & gaz	Côte d'Ivoire	1 140,3	11,2
121	149	ALVIVA HOLDINGS LIMITED	Équipement électrique	Afrique du Sud	1 132,4	27,8
122	138	MOTA-ENGIL AFRICA	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	1 127,8	ND
123	136	KIBALI GOLD MINE	Mines	RD Congo	1 123,0	194,0
124	151	KENYA POWER AND LIGHTING	Eau, électricité & gaz	Kenya	1 099,6	2,6
125	133	TOTAL KENYA	Énergie	Kenya	1 094,2	24,8
126	152	RAND WATER	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	1 090,6	24,8
127	148	LABEL' VIE	Commerce	Maroc	1 071,3	32,8
128	140	HOSKEN CONSOLIDATED INVESTMENTS	Groupe diversifié	Afrique du Sud	1 061,4	- 521,0
129	134	IBL GROUP (EX-GML)	Groupe diversifié	Maurice	1 042,7	37,1
130	108	NAMPAK	Bois, papier	Afrique du Sud	1 041,4	107,6
131	131	MARJANE HOLDING	Commerce	Maroc	1 036,4	44,1
132	145	MASSBUILD	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	1 011,3	ND
133	166	SOCIÉTÉ DES MINES DE LOULO-GOUNKOTO	Mines	Mali	1 007,0	158,0
134	164	MTN GHANA (SCANCOM GHANA LTD)	Télécommunications	Ghana	982,9	ND
135	155	TRANSNET PORT TERMINALS	Transports	Afrique du Sud	982,1	ND
136	141	SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RAFFINAGE	Énergie	Sénégal	979,0	- 2,5
137	169	THE PETROLEUM. OIL & GAS CORP. OF SOUTH AFRICA	Énergie	Afrique du Sud	973,7	- 396,8
138	153	ANGLOVAAL INDUSTRIES	Agro-industrie	Afrique du Sud	967,2	176,0
139	150	HOLDING MAROCAINE COMMERCIALE ET FINANCIÈRE	Groupe diversifié	Maroc	962,3	ND
140	157	PSG GROUP	Activité financière	Afrique du Sud	960,3	182,3
141	158	ASTRAL FOODS	Agro-industrie	Afrique du Sud	959,1	99,3
142	159	TAQA MOROCCO (EX-JORF LASFAR ENERGY CO.)	Eau, électricité & gaz	Maroc	939,7	108,6
143	135	ADCORP HOLDINGS LIMITED	Services aux collectivités	Afrique du Sud	928,7	- 42,9
144	194	QALAA HOLDINGS	Activité financière	Égypte	928,3	- 94,9
145	185	ETISALAT MISR	Télécommunications	Égypte	915,3	-
146	142	RENAULT COMMERCE MAROC	Industrie automobile	Maroc	910,9	ND
147	139	CHOPPIES ENTERPRISES LIMITED	Commerce	Botswana	893,1	- 39,8
148	187	ORANGE EGYPT	Télécommunications	Égypte	891,6	ND
149	144	NIGERIAN BREWERIES PLC	Agro-industrie	Nigeria	885,0	44,1
150	162	PÉTROLE DU MAGHREB	Énergie	Maroc	884,7	ND

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

africanews.



Fiers de faire entendre **votre voix**

et d'être le seul media d'information panafricain
multilingue, indépendant et impartial.



AFOLAKE OYINLOYE, JERRY BAMBI & NATHALIE WAKAM

contact régie publicitaire : advertising@africanews.com

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
151	230	SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE	Mines	Mauritanie	880,0	288,0
152	195	PGI HOLDING-AMEN GROUP	Groupe diversifié	Tunisie	879,4	87,3
153	168	SONATEL ORANGE	Télécommunications	Sénégal	876,4	ND
154	-	THE INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORP.	Institutions	Afrique du Sud	870,5	- 269,5
155	163	TRANSNET NATIONAL PORTS AUTHORITY	Transports	Afrique du Sud	865,7	ND
156	189	EASTERN CO.	Agro-industrie	Égypte	864,6	232,3
157	175	COMPAGNIE SUCRIÈRE MAROCAINE DE RAFFINAGE	Agro-industrie	Maroc	846,3	95,2
158	197	TRANSNET ENGINEERING	Transports	Afrique du Sud	844,8	ND
159	172	ALGÉRIE TÉLÉCOM	Télécommunications	Algérie	841,0	106,8
160	125	EOH HOLDINGS	Télécommunications	Afrique du Sud	838,6	- 7,2
161	206	JOHANNESBURG WATER	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	833,4	124,7
162	216	VOLTA RIVER AUTHORITY	Eau, électricité & gaz	Ghana	826,2	ND
163	201	POULINA GROUP HOLDING	Groupe diversifié	Tunisie	824,4	46,6
164	170	ORANGE Côte d'Ivoire	Télécommunications	Côte d'Ivoire	822,5	93,6
165	184	GROWTHPOINT PROPERTIES	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	809,9	523,9
166	171	LAFARGEHOLCIM MAROC (EX-LAFARGE CEMENTS)	BTP, bâtiment, construction	Maroc	809,6	175,3
167	156	TOTAL GABON	Énergie	Gabon	807,8	50,4
168	203	EAST AFRICAN BREWERIES LIMITED	Agro-industrie	Kenya	807,3	112,6
169	173	SIFCA (GROUPE)	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	805,4	- 33,6
170	211	SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION DES PÉTROLES AGIL	Énergie	Tunisie	801,3	ND
171	167	TOTAL NIGERIA	Énergie	Nigeria	800,6	6,2
172	204	METAIR INVESTMENTS	Industrie automobile	Afrique du Sud	799,2	46,8
173	182	CMH GROUP	Industrie automobile	Afrique du Sud	793,4	13,5
174	193	MPACT (EX-MONDI PACKAGING SOUTH AFRICA)	Bois, papier	Afrique du Sud	787,7	- 51,3
175	181	AL EZZ ROLLING MILLS	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	783,3	ND
176	196	NESTLÉ NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	778,3	125,2
177	191	TOTAL Côte d'Ivoire	Énergie	Côte d'Ivoire	774,9	17,8
178	178	DJEZZY (EX-OPTIMUM TELECOM ALGÉRIE)	Télécommunications	Algérie	773,3	ND
179	186	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	Eau, électricité & gaz	Maroc	769,0	17,4
180	215	TOTAL SÉNÉGAL	Énergie	Sénégal	766,5	10,0
181	245	ALEXANDRIA MINERALS OILS CO.	Énergie	Égypte	765,7	17,4
182	198	REUNERT	Informatique & nouvelles technologies	Afrique du Sud	762,0	57,2
183	176	HULAMIN	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	761,6	- 85,7
184	250	NORTHAM PLATINUM LIMITED	Mines	Afrique du Sud	757,4	4,3
185	223	RMB HOLDINGS	Activité financière	Afrique du Sud	740,9	709,6
186	190	SANAM AGRO	Agro-industrie	Maroc	741,9	ND
187	224	TALAAT MOUSTAFA GROUP	BTP, bâtiment, construction	Égypte	730,8	113,6
188	246	JULIUS BERGER NIGERIA	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	730,0	24,0
189	202	PRETORIA PORTLAND CEMENT CO. LIMITED	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	728,3	- 169,8
190	192	OREDOO ALGERIA	Télécommunications	Algérie	721,0	ND
191	214	TARKWA MINE	Mines	Ghana	720,4	101,3
192	205	CASHBUILD	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	717,7	19,4
193	199	INVICTA HOLDINGS LIMITED	Industrie automobile	Afrique du Sud	713,9	ND
194	143	CEC AFRICA INVESTMENTS LTD	Activité financière	Zambie	712,9	329,0
195	212	MOBILIS ATM (ALGÉRIE TÉLÉCOM MOBILE)	Télécommunications	Algérie	688,0	112,3
196	218	ORANGE MALI	Télécommunications	Mali	686,3	ND
197	493	AFRICAN RAINBOW MINERALS	Mines	Afrique du Sud	682,5	274,1
198	217	KRYSTAL DIGITAL NETWORK SOLUTIONS LTD	Informatique & nouvelles technologies	Nigeria	678,2	21,3
199	213	ORANGE MAROC	Télécommunications	Maroc	674,3	ND
200	119	LIQUID TELECOM	Télécommunications	Maurice	668,9	- 116,1

*chiffres 2019 (en millions de dollars)



HTG INDUSTRY SAS FRANCE
A MEMBER OF SIM GROUP



**LIGNES COMPLÈTES DE SOUFFLAGE
ET DE REMPLISSAGE POUR
BOUTEILLES EN PET, CANETTES ET
BOUTEILLES EN VERRE**

APPLICATION

Eau plate, jus, boissons gazeuses, lait, huile végétale, produits chimiques et brasseries clé en main.

CADENCE

1,000 BPH à 24,000 BPH

FABRICATION EUROPÉENNE

Machines tropicalisées garanties 3 ans
Service après-vente local assuré



Adresse

42 AV FOCH, 60300 SENLIS, FRANCE

Visitez pour plus d'informations
www.htgindustry.com

Téléphone
+33 (0) 344 265 893

Contact
contact@htgindustry.com



AFRICA SPECIALTY RISKS, un réassureur panafricain qui donne aux entreprises la confiance nécessaire pour se développer à travers toute l'Afrique.

COMMUNIQUÉ

ASR propose des solutions de transfert de risque spécialisées grâce à une souscription de haute qualité et utilise des modèles de tarification spécifiques à l'Afrique grâce à une compréhension approfondie du risque africain. Cela donne aux entreprises et aux investisseurs la confiance et la protection nécessaires pour développer leurs activités et accélérer leurs investissements à travers le continent.

ASR a un large champs d'actions et peut offrir une capacité de 25 millions de dollars dans les lignes d'activités suivantes :

- Construction
- Énergie
- Propriété
- Responsabilité
- Paramétrique
- Assurance contre les risques politiques
- Violence politique et terrorisme
- Crédit commercial

En outre, ASR a mis en place un réassureur entièrement agréé et capitalisé à l'île Maurice, fournissant une capacité d'action supplémentaire domiciliée en Afrique.

ASR a des bureaux au Royaume-Uni et à Maurice et s'implantera prochainement au Maroc, au Kenya, en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et au Nigeria. L'entreprise investit dans le renforcement des capacités locales et continuera à recruter localement conformément à sa stratégie et aux considérations environnementales, sociétales et de gouvernance.

ASR est soutenu par Helios Investment Partners fund IV et bénéficie de sa vaste portée à travers l'Afrique, ainsi que de ses connaissances et de son expérience sur ses marchés clés.

« Chez ASR, notre objectif est de réduire les risques d'investissement en Afrique et d'aider les entreprises du continent à prospérer; plus les risques sont atténués pour une entreprise, plus elle est résiliente et plus la valeur qu'elle peut apporter à la communauté locale croît. »

Nous fournissons aux clients, Corporate et Specialty, des couvertures sur mesure, et nous répondons à leurs besoins individuels et leur donnons la flexibilité de se concentrer sur leur croissance. »

Mikir Shah, CEO, Africa Specialty Risks



Africa Specialty Risks
Protecting Africa

contact@asr-re.com
www.asr-re.com

* Africa Specialty Risks Ltd est un représentant désigné de Crispin Speers & Partners Limited, entité autorisée et réglementée par la UK Financial Conduct Authority. Inscrite en Angleterre et au Pays de Galles: No12395404, Bureau enregistré: St Clare House, 30-33 Minories, London EC3N 1PE - Liste au FCA Financial Services: No 923620

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
201	-	TONGAAT HULETT	Agro-industrie	Afrique du Sud	664,8	ND
202	222	SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ DU SÉNÉGAL	Eau, électricité & gaz	Sénégal	657,9	ND
203	232	AFRIQUIA GAZ	Énergie	Maroc	654,2	72,1
204	-	CENTAMIN	Mines	Égypte	652,3	172,9
205	228	EAST AFRICAN BREWERIES KENYA	Agro-industrie	Kenya	648,9	ND
206	219	CIEL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	642,9	- 31,6
207	281	ELECTRICIDADE DE MOÇAMBIQUE	Eau, électricité & gaz	Mozambique	637,1	- 34,4
208	229	ZIMPLATS HOLDINGS LIMITED	Mines	Zimbabwe	631,0	144,9
209	231	ORIENTAL WEAVERS CO. (EX-ORIENTAL WEAVERS FOR CARPETS)	Textile	Égypte	630,6	ND
210	208	ETERNA PLC	Chimie, caoutchouc, plastique	Nigeria	628,2	- 0,4
211	227	RAUBEX	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	621,2	21,4
212	221	TANZANIA ELECTRIC SUPPLY CO. LIMITED	Eau, électricité & gaz	Tanzanie	617,5	- 9,5
213	236	REDEFINE PROPERTIES	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	614,3	248,5
214	210	STEFANUTTI STOCKS HOLDINGS LIMITED	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	610,6	- 76,2
215	273	EGYPTIAN SUGAR AND INTEGRATED INDUSTRIES CO.	Agro-industrie	Égypte	609,6	21,6
216	225	VIVO ENERGY Côte d'Ivoire	Énergie	Côte d'Ivoire	605,8	9,4
217	207	MONDI GROUP SOUTH AFRICA	Bois, papier	Afrique du Sud	603,7	ND
218	283	KAAP AGRI LTD	Agro-industrie	Afrique du Sud	601,1	20,0
219	226	SA DES BRASSERIES DU CAMEROUN	Agro-industrie	Cameroun	587,2	23,6
220	220	SEPLAT PETROLEUM DEVELOPMENT CO.	Énergie	Nigeria	586,8	221,9
221	165	LAFARGE AFRICA (EX-LAFARGE CEMENT W. A. P. C. CO.)	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	583,6	49,0
222	272	PIONEERS HOLDING	Activité financière	Égypte	582,6	84,2
223	321	IHS TOWERS	Télécommunications	Maurice	580,6	- 64,3
224	235	ESSAKANE	Mines	Burkina Faso	579,2	ND
225	243	ASSORE	Mines	Afrique du Sud	579,0	424,2
226	233	CLOVER HOLDINGS LIMITED	Agro-industrie	Afrique du Sud	575,5	- 2,6
227	260	ZALAR HOLDING	Agro-industrie	Maroc	574,9	- 7,7
228	238	NIGERIAN BOTTLING CO.	Agro-industrie	Nigeria	573,6	ND
229	-	VIVO ENERGY GHANA	Énergie	Ghana	571,0	ND
230	234	AIR MAURITIUS	Transports	Maurice	570,8	- 24,8
231	252	TUNISAIR-SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'AIR	Transports	Tunisie	569,4	ND
232	247	BIOPHARM	Santé	Algérie	567,1	63,6
233	240	ENTREPRISE TUNISIENNE D'ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES	Énergie	Tunisie	560,2	53,5
234	-	EGYPTIAN PHARMACEUTICALS TRADING	Santé	Égypte	559,7	6,4
235	253	BELL EQUIPMENT	Industrie automobile	Afrique du Sud	556,4	4,3
236	262	FAMOUS BRANDS	Tourisme & Loisirs	Afrique du Sud	553,3	30,4
237	254	ENEO CAMEROUN	Eau, électricité & gaz	Cameroun	549,0	- 40,9
238	241	AL EZZ FLAT STEEL COMPANY	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	546,0	ND
239	293	RAYA HOLDING FOR TECHNOLOGY AND TELECOMMUNICATIONS	Équipement électrique	Égypte	545,6	- 5,3
240	245	OCEANA GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	543,9	46,1
241	267	SEFALANA HOLDING CO. LIMITED	Agro-industrie	Botswana	541,8	18,4
242	239	COMPAGNIE MALIENNE DE DÉVELOPPEMENT DES TEXTILES	Agro-industrie	Mali	535,3	4,8
243	305	ABU QIR FERTILIZERS & CHEMICAL INDUSTRIES	Chimie, caoutchouc, plastique	Égypte	534,2	196,5
244	248	ZEDER INVESTMENTS LIMITED	Agro-industrie	Afrique du Sud	532,8	42,6
245	425	ROYAL BAFOKENG PLATINUM	Mines	Afrique du Sud	532,8	4,6
246	375	TASIAST MAURITANIE	Mines	Mauritanie	532,8	ND
247	286	11 PLC (EX-MOBIL OIL NIGERIA)	Énergie	Nigeria	525,2	24,3
248	288	PHARMACIE CENTRALE DE TUNISIE	Santé	Tunisie	524,7	ND
249	276	EGYPT KUWAIT HOLDING CO.	Groupe diversifié	Égypte	523,9	151,1
250	325	KENYA PORTS AUTHORITY	Transports	Kenya	520,9	67,2

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2019 - EN ITALIQUE : CHIFFRES 2018 - ND : NON DÉTERMINÉ

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
251	-	HYPROC SHIPPING CO.	Énergie	Algérie	518,6	ND
252	274	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	Transports	Maroc	513,7	- 196,7
253	256	CDG DÉVELOPPEMENT	Services aux collectivités	Maroc	512,3	ND
254	270	VODACOM RDC	Télécommunications	RD Congo	511,5	ND
255	284	ADCOCK INGRAM HOLDINGS LIMITED	Santé	Afrique du Sud	509,6	49,5
256	258	GROUP FIVE HOLDINGS LIMITED	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	508,7	- 94,5
257	285	COMAIR LIMITED	Transports	Afrique du Sud	506,8	63,8
258	264	AIRPORTS CO. OF SOUTH AFRICA	Transports	Afrique du Sud	506,6	68,0
259	271	TRADEX	Énergie	Cameroun	498,3	12,2
260	308	ITALTILE	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	496,1	89,1
261	244	ASCENDIS HEALTH	Santé	Afrique du Sud	495,2	- 76,3
262	263	MTN Côte d'Ivoire	Télécommunications	Côte d'Ivoire	491,9	ND
263	237	KLOOF GOLD MINING CO.	Mines	Afrique du Sud	484,2	- 106,8
264	331	ARDOVA PLC (EX-FORTE OIL)	Énergie	Nigeria	483,7	10,7
265	361	BUA CEMENT	BTP, bâtiment, construction	Nigeria	480,9	166,1
266	359	TAQA ARABIA	Énergie	Égypte	480,7	24,4
267	315	UMEME	Eau, électricité & gaz	Ouganda	479,7	37,6
268	292	HUDACO INDUSTRIES LIMITED	Industrie automobile	Afrique du Sud	476,8	33,5
269	329	MTN UGANDA	Télécommunications	Ouganda	476,5	ND
270	318	JUHAYNA FOOD INDUSTRIES	Agro-industrie	Égypte	475,2	20,5
271	249	HOLDING AL OMRANE	BTP, bâtiment, construction	Maroc	471,1	41,0
272	261	CENTRALE DANONE (EX-CENTRALE LAITIÈRE)	Agro-industrie	Maroc	471,0	- 56,3
273	280	GROUPE MANAGEM	Mines	Maroc	469,3	- 44,0
274	279	NAMIBIAN POWER CORP.	Eau, électricité & gaz	Namibie	467,9	53,4
275	304	NORTH MARA GOLD MINE	Mines	Tanzanie	462,0	147,0
276	277	ECLOSIA GROUP	Agro-industrie	Maurice	461,4	23,3
277	265	TOTAL PETROLEUM GHANA	Énergie	Ghana	459,9	12,0
278	302	LEWIS GROUP LIMITED	Commerce	Afrique du Sud	459,0	13,0
279	278	AENERGY	Énergie	Angola	456,8	28,9
280	259	AUTO HALL	Industrie automobile	Maroc	456,0	16,3
281	282	MAUREL & PROM GABON	Énergie	Gabon	454,0	ND
282	-	INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL	Mines	Sénégal	450,0	ND
283	295	LE GROUPE PROSUMA	Commerce	Côte d'Ivoire	453,2	1,7
284	394	KENYA ELECTRICITY GENERATING CO.	Eau, électricité & gaz	Kenya	449,5	77,1
285	296	CAXTON & CTP. PUBLISHERS & PRINTERS	Communication	Afrique du Sud	449,5	25,3
286	-	SOCIÉTÉ NATIONALE D'OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES	Énergie	Côte d'Ivoire	449,4	42,8
287	294	VODACOM TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	444,0	19,7
288	313	DANGOTE SUGAR REFINERY PLC	Agro-industrie	Nigeria	441,4	61,3
289	275	TANZANIA BREWERIES LIMITED	Agro-industrie	Tanzanie	441,2	64,6
290	301	OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS	Transports	Maroc	437,1	58,4
291	316	OOREDOO TUNISIA	Télécommunications	Tunisie	436,2	ND
292	298	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES TRAVAUX DU MAROC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	435,0	ND
293	299	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINÉE	Mines	Guinée	432,9	48,6
294	309	AFRICAN OXYGEN	Chimie, caoutchouc, plastique	Afrique du Sud	432,8	45,1
295	327	SOCIÉTÉ DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE	Agro-industrie	Tunisie	429,4	78,5
296	335	ESPITALIER NOËL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	426,6	36,1
297	310	SOCIÉTÉ BURKINABÉ DES FIBRES TEXTILES	Agro-industrie	Burkina Faso	417,6	ND
298	320	MUSTEK	Informatique & nouvelles technologies	Afrique du Sud	415,8	7,6
299	307	CIMENTS DU MAROC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	412,0	111,4
300	306	COPPERBELT ENERGY CORP.	Eau, électricité & gaz	Zambie	408,3	12,2

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
301	332	TRANSNET PIPELINES	Énergie	Afrique du Sud	407,7	ND
302	383	ORANGE GUINÉE	Télécommunications	Guinée	406,7	ND
303	311	SUEZ CEMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	402,1	- 73,3
304	290	SOUTH AFRICAN BROADCASTING CORP.	Communication	Afrique du Sud	402,0	- 36,4
305	323	TUNISIE TÉLÉCOM	Télécommunications	Tunisie	399,1	ND
306	416	ARISE	Transports	Gabon	398,9	99,4
307	350	VODACOM MOZAMBIQUE	Télécommunications	Mozambique	396,3	ND
308	319	SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CACAO	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	395,5	2,5
309	297	LESIEUR CRISTAL	Agro-industrie	Maroc	393,0	16,5
310	300	WACO INTERNATIONAL	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	392,2	ND
311	268	SALAM GAZ	Énergie	Maroc	391,6	ND
312	339	AVENG TRIDENT STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	390,0	ND
313	353	AIRTEL UGANDA	Télécommunications	Ouganda	389,8	82,3
314	312	PALM HILLS DEVELOPMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	387,3	56,4
315	343	RHODES FOOD GROUP HOLDINGS	Agro-industrie	Afrique du Sud	385,0	15,3
316	344	SOCIÉTÉ DE LIMONADERIES ET BRASSERIES D'AFRIQUE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	384,8	22,4
317	-	HIDROELECTRICA DE CAHORA BASSA	Eau, électricité & gaz	Mozambique	384,1	97,7
318	389	SOCIÉTÉ DES MINES DE TONGON	Mines	Côte d'Ivoire	384,0	- 29,0
319	348	MTN CAMEROUN	Télécommunications	Cameroun	383,3	ND
320	354	CONOIL PLC	Énergie	Nigeria	382,9	4,9
321	324	MERAFA RESOURCES	Mines	Afrique du Sud	382,6	- 96,9
322	340	TIGO TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	382,0	ND
323	366	MAGASIN GÉNÉRAL	Commerce	Tunisie	377,3	- 5,0
324	328	SOUTH AFRICAN POST OFFICE	Services aux collectivités	Afrique du Sud	376,4	- 76,1
325	314	SOCIÉTÉ GABONAISE DE RAFFINAGE	Énergie	Gabon	375,0	ND
326	338	NSIA PARTICIPATIONS	Groupe diversifié	Côte d'Ivoire	374,5	ND
327	341	MAGHREBAIL	Activité financière	Maroc	373,9	11,0
328	317	SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE	Métallurgie, sidérurgie	Maroc	373,3	- 4,3
329	334	AGENCE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION A. E. A. E. À M.	Transports	Sénégal	366,6	64,9
330	376	ADVTECH GROUP	Services aux collectivités	Afrique du Sud	363,3	33,3
331	356	INTERNATIONAL BREWERIES PLC	Agro-industrie	Nigeria	362,6	- 76,1
332	330	CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE SOCIALE - CAMEROUN	Services aux collectivités	Cameroun	362,6	126,2
333	322	GUINNESS NIGERIA	Agro-industrie	Nigeria	360,3	15,0
334	358	ORANGE BURKINA FASO	Télécommunications	Burkina Faso	360,0	ND
335	336	BAMBURI CEMENT	BTP, bâtiment, construction	Kenya	359,9	3,5
336	303	GROUPE ADDOHA - DOUJA PROMOTION	BTP, bâtiment, construction	Maroc	358,6	41,2
337	-	PERSEUS MINING GHANA LIMITED	Mines	Ghana	355,7	5,3
338	385	ORANGE RDC	Télécommunications	RD Congo	354,0	ND
339	355	BISSA-BOULY GOLD MINE	Mines	Burkina Faso	352,7	ND
340	351	ORANGE CAMEROUN	Télécommunications	Cameroun	351,0	ND
341	476	SIXTH OF OCTOBER DEVELOPMENT & INVESTMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	346,6	44,8
342	400	DÉLICE HOLDING	Agro-industrie	Tunisie	344,6	15,4
343	345	SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON	Eau, électricité & gaz	Gabon	344,1	ND
344	365	INDUSTRIAL PROMOTION SERVICES WEST AFRICA	Groupe diversifié	Côte d'Ivoire	343,8	24,3
345	360	AUTOROUTES DU MAROC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	339,8	10,4
346	352	SANIA C/IE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	339,6	- 1,1
347	368	SOCIÉTÉ NATIONALE BURKINABÉ D'ÉLECTRICITÉ	Eau, électricité & gaz	Burkina Faso	334,9	3,9
348	-	TRINITY ENERGY LTD	Énergie	Sud-Soudan	332,6	2,1
349	424	AVENG GRINAKE-LTA	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	328,4	ND
350	347	ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE	Énergie	Algérie	325,4	ND

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
351	377	ENTREPRISE NATIONALE DE GRANDS TRAVAUX PÉTROLIERS	Énergie	Algérie	324,3	31,2
352	373	CIEL TEXTILE	Textile	Maurice	322,7	ND
353	402	ONE TECH HOLDING	Équipement électrique	Tunisie	321,3	8,1
354	420	MTN BÉNIN	Télécommunications	Bénin	319,9	ND
355	127	TSOGO SUN	Tourisme & Loisirs	Afrique du Sud	318,3	- 87,1
356	369	ENL LAND LTD	Agro-industrie	Maurice	317,8	39,0
357	370	ÉNERGIE DU MALI	Eau, électricité & gaz	Mali	317,2	- 114,9
358	-	HOUNDE GOLD OPÉRATIONS	Mines	Burkina Faso	316,1	ND
359	445	BRIMSTONE INVESTMENT CORP.	Activité financière	Afrique du Sud	315,8	5,4
360	471	SOUTH DEEP GOLD MINE	Mines	Afrique du Sud	314,8	7,2
361	396	QUANTUM FOODS HOLDINGS	Agro-industrie	Afrique du Sud	314,2	13,5
362	333	VIVO ENERGY MAURITIUS	Énergie	Maurice	314,1	10,3
363	464	TULLOW GABON	Énergie	Gabon	312,9	ND
364	387	SANTOVA LOGISTICS	Transports	Afrique du Sud	308,8	4,6
365	364	SIDI KERIR PETROCHEMICALS CO.	Énergie	Égypte	308,7	30,3
366	357	MAGHREB STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Maroc	307,9	- 30,2
367	374	DANGOTE FLOUR MILLS PLC	Agro-industrie	Nigeria	307,8	- 3,2
368	410	KENYA PIPELINE CO.	Énergie	Kenya	307,7	20,0
369	466	FONDS SPÉCIAL D'ÉQUIPEMENT ET D'INTERVENTION I.	Services aux collectivités	Cameroun	305,3	ND
370	372	CECA-GADIS	Commerce	Gabon	304,4	- 8,2
371	384	DELTA HOLDING	Groupe diversifié	Maroc	304,3	22,7
372	371	ZAIN SUDAN	Télécommunications	Soudan	304,0	ND
373	346	PUMA ENERGY ZAMBIA	Énergie	Zambie	302,1	7,6
374	378	CIMENTS DE L'ATLAS	BTP, bâtiment, construction	Maroc	301,0	61,2
375	391	MARSA MAROC (SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES PORTS)	Transports	Maroc	299,8	67,1
376	382	SEMAFO BURKINA FASO	Mines	Burkina Faso	296,7	- 6,9
377	388	PRESS CORPORATION LIMITED	Groupe diversifié	Malawi	294,9	33,2
378	362	MOOLMANS (EX-AVENG MINING)	Mines	Afrique du Sud	294,7	- 15,4
379	379	NOVUS HOLDINGS	Bois, papier	Afrique du Sud	292,5	- 24,5
380	406	AIRTEL RDC	Télécommunications	RD Congo	291,2	49,3
381	-	ORASCOM FOR HOTELS AND DEVELOPMENT	Tourisme & Loisirs	Égypte	290,0	43,9
382	390	LEAL GROUP	Groupe diversifié	Maurice	289,5	7,1
383	452	ABOSSO GOLDFIELDS - DAMANG MINE	Mines	Ghana	288,3	25,5
384	413	BGI ETHIOPIA	Agro-industrie	Éthiopie	286,5	ND
385	398	ALEXANDER FORBES GROUP HOLDING	Activité financière	Afrique du Sud	286,0	3,3
386	-	SEA HARVEST GROUP	Agro-industrie	Afrique du Sud	282,1	28,1
387	393	CHIRANO GOLD MINE	Mines	Ghana	281,6	ND
388	481	MAURITIUS TELECOM	Télécommunications	Maurice	278,7	17,1
389	411	GROUPE DES BOISSONS DU MAROC (EX-BRASSERIE DU MAROC)	Agro-industrie	Maroc	275,1	38,9
390	421	CAIRO POULTRY COMPANY	Agro-industrie	Égypte	274,7	7,3
391	415	ROGERS & CO	Groupe diversifié	Maurice	273,5	29,5
392	439	GRINDROD	Transports	Afrique du Sud	272,7	21,3
393	450	ENGEN BOTSWANA LIMITED	Énergie	Botswana	271,5	12,0
394	407	WESCOAL	Mines	Afrique du Sud	271,0	- 9,7
395	-	RESILIENT PROPERTY INCOME FUND	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	270,7	ND
396	367	BEATRIX MINE	Mines	Afrique du Sud	270,2	- 60,7
397	434	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COTON DU CAMEROUN	Agro-industrie	Cameroun	268,5	ND
398	430	NESTLÉ Côte d'Ivoire	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	267,3	2,9
399	-	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GÉNIE CIVIL ET BÂTIMENTS	BTP, bâtiment, construction	Algérie	265,6	ND
400	403	PRINCES TUNA	Agro-industrie	Maurice	265,1	ND

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
401	408	GOLDEN STAR RESOURCES LIMITED	Mines	Ghana	264,7	- 78,0
402	482	GROUPE SIPROMAD	Groupe diversifié	Madagascar	264,4	ND
403	438	SOCIÉTÉ MINIÈRE DE DINGUIRAYE	Mines	Guinée	263,5	ND
404	404	OFFICE NATIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS-BURKINA FASO	Télécommunications	Burkina Faso	263,4	51,4
405	-	ITY GOLD MINE	Mines	Côte d'Ivoire	262,0	ND
406	386	CERVEJAS DE MOÇAMBIQUE	Agro-industrie	Mozambique	260,5	16,3
407	392	BEACHCOMBER RESORTS & HOTELS (EX-NEW MAURITIUS H.)	Tourisme & Loisirs	Maurice	257,3	4,2
408	363	SUDATEL TELECOM GROUP (EX-SUDANESE TELECOM CO.)	Télécommunications	Soudan	256,5	8,0
409	401	ZAMBEEF PRODUCTS PLC	Agro-industrie	Zambie	254,5	- 1,4
410	494	UMGENI WATER-AMANZI	Eau, électricité & gaz	Afrique du Sud	251,7	100,5
411	339	TRIDENT STEEL CORPORATION	Métallurgie, sidérurgie	Afrique du Sud	251,1	ND
412	470	EDITA FOOD INDUSTRIES	Agro-industrie	Égypte	250,5	22,5
413	428	TGCC	BTP, bâtiment, construction	Maroc	249,5	23,6
414	469	TANGER MED PORT AUTHORITY	Transports	Maroc	246,2	77,1
415	451	RÉGIE A. DE D. D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ DE MARRAKECH	Eau, électricité & gaz	Maroc	246,2	21,1
416	454	SOCIÉTÉ AFRICAINE DE PLANTATIONS D'HÉVÉAS	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	245,8	5,8
417	123	SUN INTERNATIONAL	Tourisme & Loisirs	Afrique du Sud	245,7	75,0
418	453	INTELCIA GROUP	Services aux collectivités	Maroc	244,2	ND
419	447	EQDOM	Activité financière	Maroc	243,9	13,9
420	442	GUELB MOGHREIN COPPER-GOLD MINE	Mines	Mauritanie	243,0	ND
421	-	ROYAL SWAZILAND SUGAR CORP.	Agro-industrie	Eswatini	239,8	21,2
422	449	ALTEO (EX-DEEP RIVER BEAU CHAMP)	Agro-industrie	Maurice	239,0	- 28,7
423	437	SOCIÉTÉ DES BRASSERIES DU GABON	Agro-industrie	Gabon	238,4	ND
424	432	ORANGE TUNISIE	Télécommunications	Tunisie	236,7	ND
425	463	AUTO NEJMA	Industrie automobile	Maroc	236,4	16,4
426	490	BRITISH AMERICAN TOBACCO KENYA	Agro-industrie	Kenya	235,1	38,0
427	480	AFRIMAT	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	235,0	33,1
428	342	DRIEFONTEIN MINE	Mines	Afrique du Sud	234,9	- 181,6
429	414	CORONATION FUND MANAGERS	Conseil & Audit	Afrique du Sud	234,1	85,1
430	-	EGYPT GAS CO.	Eau, électricité & gaz	Égypte	233,7	1,4
431	460	AIRTEL TANZANIA	Télécommunications	Tanzanie	230,2	13,8
432	489	EGYPTIAN INTERNATIONAL TOURISM CO.	Tourisme & Loisirs	Égypte	229,9	1,8
433	473	WORKFORCE HOLDINGS LIMITED	Services aux collectivités	Afrique du Sud	229,5	7,0
434	459	HYPROP INVESTMENTS	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	228,9	7,9
435	485	SNMVT-MONOPRIX	Commerce	Tunisie	227,0	0,5
436	-	CONSOLIDATED INFRASTRUCTURE GROUP	BTP, bâtiment, construction	Afrique du Sud	225,3	- 95,5
437	440	AL ARAFA FOR INVESTMENT IN GARMENTS MANUFACTURING	Textile	Égypte	225,0	15,2
438	435	INDIANOIL MAURITIUS	Énergie	Maurice	222,3	5,9
439	456	NATIONAL CO. FOR MAIZE PRODUCTS	Agro-industrie	Égypte	222,0	4,0
440	486	HONEYWELL FLOUR MILLS PLC	Agro-industrie	Nigeria	220,4	1,8
441	-	NAMIBIA BREWERIES LIMITED	Agro-industrie	Namibie	220,3	66,2
442	-	BRITAM KENYA	Activité financière	Kenya	219,8	ND
443	458	UAC OF NIGERIA PLC	Groupe diversifié	Nigeria	217,0	- 25,4
444	-	ENTREPRISE NATIONALE DE TRAVAUX AUX PUIITS	Énergie	Algérie	215,7	ND
445	475	NU WORLD HOLDINGS LIMITED	Transports	Afrique du Sud	215,6	11,5
446	491	AIRTEL KENYA	Télécommunications	Kenya	215,3	- 27,4
447	349	ALLIANCES DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER	BTP, bâtiment, construction	Maroc	212,6	11,0
448	499	ZAMBIA SUGAR	Agro-industrie	Zambie	211,7	- 2,6
449	-	EMPRESA NACIONAL DOS PORTOS E C. DE F. DE MOÇAMBIQUE	Transports	Mozambique	211,5	34,9
450	-	CURRO	Services aux collectivités	Afrique du Sud	209,4	13,3

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

CHIFFRES 2019 - EN ITALIQUE - CHIFFRES 2018 - ND: NON DÉTERMINÉ

LES 500 PREMIÈRES ENTREPRISES AFRICAINES

Rang 2021	Rang 2020	Société	Activité	Pays	Chiffre d'affaires*	Résultat net*
451	395	TRANSNATIONAL CORP. OF NIGERIA	Groupe diversifié	Nigeria	209,2	10,2
452	479	PHOENIX BEVERAGES LIMITED	Agro-industrie	Maurice	206,5	16,8
453	472	MISR NATIONAL STEEL	Métallurgie, sidérurgie	Égypte	206,1	7,2
454	482	AIRPORTS OF MAURITIUS CO. LIMITED	Transports	Maurice	206,1	ND
455	478	PÉTRO IVOIRE	Énergie	Côte d'Ivoire	206,0	0,1
456	-	VALUE GROUP	Transports	Afrique du Sud	204,8	9,1
457	426	DENEB INVESTMENTS LIMITED	Activité financière	Afrique du Sud	204,2	- 8,7
458	-	EGYPTAIR MAINTENANCE & ENGINEERING	Transports	Égypte	203,1	12,0
459	-	CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS GESTION	Activité financière	Tunisie	202,9	23,5
460	484	MARIDIVE	Énergie	Égypte	202,8	12,9
461	498	MTN ZAMBIA	Télécommunications	Zambie	202,4	ND
462	492	GABON TELECOM	Télécommunications	Gabon	201,7	ND
463	-	MTN CONGO	Télécommunications	Congo	202,1	ND
464	500	RÖSSING URANIUM MINE	Mines	Namibie	200,8	35,8
465	-	EGYPTIAN INTERNATIONAL PHARMACEUTICAL INDUSTRIES	Santé	Égypte	200,4	38,1
466	-	SOCIÉTÉ D'ARTICLES HYGIÉNIQUES	Chimie, caoutchouc, plastique	Tunisie	199,9	8,2
467	446	SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE BITUMES	BTP, bâtiment, construction	Côte d'Ivoire	198,8	0,1
468	495	COMPAGNIE SAHÉLIENNE D'ENTREPRISES	BTP, bâtiment, construction	Sénégal	197,4	4,8
469	-	DRDGOLD	Mines	Afrique du Sud	196,4	5,6
470	-	ABC GROUP	Groupe diversifié	Maurice	196,3	11,8
471	-	SOCIÉTÉ DE GESTION DU TERMINAL À C. DE DORALEH	Transports	Djibouti	195,8	108,1
472	-	LUCARA DIAMOND	Mines	Botswana	192,5	12,7
473	-	AGBAU GOLD OPERATIONS	Mines	Côte d'Ivoire	191,5	ND
474	-	AGENCE NATIONALE DES PORTS	Transports	Maroc	190,9	7,9
475	-	NEXANS MAROC	Équipement électrique	Maroc	188,7	3,2
476	-	EGYPTAIR TOURISM & DUTY FREE	Tourisme & Loisirs	Égypte	188,0	27,8
477	-	SOCIÉTÉ IVOIRIENNE D'ABATTAGE ET DE CHARCUTERIE	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	187,9	7,1
478	-	BUZWAGI GOLD MINE	Mines	Tanzanie	186,8	ND
479	-	ONELOGIX GROUP	Services aux collectivités	Afrique du Sud	186,5	3,3
480	-	ARABIAN CEMENT CO.	BTP, bâtiment, construction	Égypte	184,9	1,9
481	-	PETROGABON	Énergie	Gabon	183,9	7,9
482	487	PZ CUSSENS NIGERIA	Chimie, caoutchouc, plastique	Nigeria	183,6	- 19,8
483	-	OMATAPALO ENGENHARIA E CONSTRUÇÃO-ANGOLA	BTP, bâtiment, construction	Angola	183,2	17,6
484	-	EMPRESA NACIONAL DE COMBUSTIVEIS	Énergie	Cap-Vert	181,0	8,7
485	-	PALMCI	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	178,8	- 9,5
486	-	E MEDIA HOLDINGS (SEARDEL INVESTMENT CORP. LTD)	Communication	Afrique du Sud	178,2	- 129,1
487	431	MRS OIL	Énergie	Nigeria	177,9	- 4,7
488	-	MAJID AL FUTTAIM KENYA	Commerce	Kenya	177,2	ND
489	-	CFAO AUTOMOTIVE CI	Industrie automobile	Côte d'Ivoire	176,6	9,0
490	-	JET CONTRACTORS (EX-JET ALU MAROC)	BTP, bâtiment, construction	Maroc	176,5	12,6
491	-	LES EAUX MINÉRALES D'OULMÈS	Agro-industrie	Maroc	176,2	1,2
492	-	SOTHEMA	Santé	Maroc	176,1	22,1
493	-	TRANSACTION CAPITAL	Activité financière	Afrique du Sud	175,8	56,0
494	-	SUN RESORTS	Tourisme & Loisirs	Maurice	175,7	- 50,1
495	-	UNGA GROUP	Agro-industrie	Kenya	175,0	5,3
496	-	ILLOVO SUGAR MALAWI	Agro-industrie	Malawi	173,8	13,5
497	-	ASEC HOLDING	BTP, bâtiment, construction	Égypte	170,0	ND
498	-	WATER UTILITIES CORP.	Eau, électricité & gaz	Botswana	169,5	7,0
499	-	OFFICE DE L'AVIATION CIVILE ET DES AÉROPORTS	Transports	Tunisie	169,1	15,0
500	-	IVOIRE COTON	Agro-industrie	Côte d'Ivoire	169,0	5,5

*chiffres 2019 (en millions de dollars)

Dossier Santé

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, visitant, le 29 mars, le site de production d'Aspen Pharmacare à Port Elizabeth. Il s'agit du seul site produisant à ce jour un vaccin anti-Covid sur le continent, ici celui de Johnson & Johnson.



PRODUCTION DE VACCINS

Mieux vaut tard que jamais

Dépendants de l'extérieur pour leur approvisionnement, les gouvernements africains se mobilisent pour fabriquer les vaccins localement. Mais les capacités industrielles des pays sont inégales, et les négociations avec les géants pharmaceutiques, opaques.

CAMILLE LAFRANCE

LUJANA ZENZILE/DIE BURGERSGALLO IMAGES VIA GETTY IMAGES

Alors que l'Afrique manque cruellement de vaccins contre le Covid-19, le plaidoyer pour une production locale prend de l'ampleur. Si certains pays ont déjà des perspectives concrètes avec de grands laboratoires pharmaceutiques à la pointe sur le sujet – essentiellement Johnson & Johnson, Spoutnik V et Sinovac –, les calendriers et les volumes de production, les modalités d'approvisionnement et de distribution restent encore très flous, alors que de nombreuses négociations sont en cours sur le sujet, aussi bien entre Africains qu'avec les groupes occidentaux, russes, chinois et les institutions internationales.

À la funeste faveur de la pandémie, les décideurs africains ont pris la mesure du nécessaire développement de leur industrie pharmaceutique. Les espoirs ont été alimentés par la conférence virtuelle de haut niveau organisée le 12 avril par le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies de l'Union africaine (Africa CDC). Son directeur, le Camerounais John Nkengasong, ambitionne de voir d'ici à vingt ans le continent produire plus de la moitié des vaccins qu'il consomme, contre 1 % aujourd'hui. Dans le même temps, le marché africain des vaccins va croître de manière significative, passant de 1,3 milliard de dollars par an actuellement à un montant compris entre 2,3 et 5,4 milliards de dollars pour 2030, selon le cabinet de stratégie américain McKinsey.

Quant au vaccin anticoronavirus, le continent a reçu à ce jour moins de 2 % des doses administrées dans le monde. L'Afrique aurait besoin de 1,5 milliard de doses pour vacciner 60 % de sa population, seuil minimal pour atteindre l'immunité collective, selon les estimations. Le programme Covax devrait à terme fournir 20 % des besoins du continent. Plus de 2 milliards de doses produites en dehors ont été négociées pour le continent, mais il n'en a reçu que quelques millions. Provisionnées principalement auprès de Pfizer et d'AstraZeneca (via leurs différentes plateformes, dont le Serum Institute of India), elles tardent à être distribuées. La suspension des exportations indiennes n'arrange rien. L'Union africaine a également développé son initiative, Avatt (Équipe spéciale d'acquisition de vaccins de l'UA, en français), et a déjà annoncé avoir négocié 670 millions de doses, grâce au soutien d'Afreximbank et à celui de la Banque mondiale.

Le CDC envisage la création de cinq ou six pôles de compétences régionaux, autour de pays ayant les capacités de produire des vaccins. Pour l'instant, ce sont des pays du Maghreb, l'Égypte et l'Afrique du Sud qui tiennent la corde, tandis qu'en Afrique de l'Ouest le Nigeria et le Sénégal se distinguent, et que le Ghana essaie d'entrer dans la course, tout comme le Rwanda en Afrique de l'Est.

Tractations bilatérales

Mais, jusqu'à présent, les tractations bilatérales pour produire ces vaccins dament le pion à toute coordination multilatérale. Logique, quand des pays ont pris de l'avance en investissant dans le secteur depuis des années et tentent avant tout de subvenir à leurs besoins. Certains produisent déjà d'autres types de vaccins humains ou vétérinaires. Il existe par ailleurs environ 80 usines de produits stériles injectables sur le continent, d'après William Ampofo, président de l'Initiative pour la fabrication de vaccins en Afrique (Avmi). Autant de structures adaptables relativement rapidement, selon les spécialistes interrogés. Mais rien ne se fera sans transfert de technologies.

« Tout dépend de quel type de vaccin on parle, l'ARN messager (Moderna, Pfizer-BioNtech et CureVac) demande des infrastructures et des compétences dont le continent ne dispose pas complètement », analyse Nathalie Coutinet, chercheuse en économie de la santé à l'université Sorbonne-Paris-Nord.

Aucun des potentiels hubs régionaux n'est encore en mesure de produire ces vaccins de bout en bout. Au mieux, certains peuvent traiter sa forme concentrée et la répartir dans des flacons de manière aseptique (*fill and finish*) dans l'espoir, à terme, de développer leurs biotech-

L'Égypte se targue d'avoir passé des accords de production avec le chinois Sinovac et le russe Spoutnik V.

nologies pour se préparer à d'autres pandémies. Mais un voile d'opacité entoure les négociations avec les grands laboratoires. « Tout cela se fait sans transparence, ce qui n'est pas acceptable dans un moment si critique », regrette Nathalie Ernoul, directrice du plaidoyer pour l'accès aux médicaments essentiels de Médecins sans frontières.

Contactés, tous les principaux laboratoires sont restés très vagues dans leurs réponses. Merck dit ne pas être en mesure de répondre à nos questions « à l'heure actuelle ». Signe que des négociations ont lieu ou que la stratégie africaine de production n'est pas à l'ordre du jour ? Pfizer se contente de communiquer sur sa volonté d'ajouter davantage de producteurs sous contrat à sa chaîne de production.

En Afrique du Nord, l'Égypte se targue d'avoir passé des accords de production avec le chinois Sinovac et le russe Spoutnik V. L'Algérie a aussi annoncé la production du Spoutnik V. Selon un pharmacien proche du dossier, le groupe Saidal, qui n'a pas souhaité répondre à nos questions, aurait transformé une →



L'Algérie a noué un partenariat avec la Russie pour la fabrication locale de son vaccin Spoutnik V, qui pourrait être fabriqué par l'industriel Sidal. Ici à Blida.

→ unité initialement destinée à des antirétroviraux. En remerciement, la Russie se serait vue ouvrir grand les portes du marché algérien du médicament, ainsi que l'accès aux données nationales sur la santé. Outre la mise à niveau de ses unités et la production pour son marché national, Alger pourrait négocier la vente du vaccin russe issu de ses usines avec celle d'autres produits pharmaceutiques vers le sud du Sahara.

Après discussions

« Les contrats sont âprement discutés, explique Bartholomew Dicky Akanmori, conseiller pour la recherche et la régulation vaccinale en Afrique à l'OMS. Les laboratoires qui effectuent ces transferts de technologies peuvent demander l'accès aux marchés pour écouler d'autres produits, proposer aux partenaires africains de produire également leurs médicaments sous forme générique ou demander des exonérations de taxes. »

UNE INJECTION À QUEL PRIX ?

Le vaccin

Johnson & Johnson

produit en Afrique du Sud avec le soutien de l'Union africaine, sera vendu **10 dollars** aux États africains.

Le vaccin

Pfizer BIONTECH

(non fabriqué sur le continent) doit être vendu à prix coûtant (moins de 10 dollars) dans les pays à faible revenu, autour de **10 dollars** dans les États à revenu intermédiaire, et de **18 à 23 dollars** en Europe, aux États-Unis et au Japon.

Certains auraient négocié des *packages* d'essais cliniques contre des accords de production. Tel Johnson & Johnson en Afrique du Sud avec le laboratoire Aspen, le premier groupe pharmaceutique africain (2,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2020), dirigé depuis Durban. Ce dernier confirme avoir démarré la production dans son usine de Port Elizabeth depuis un accord préliminaire signé en novembre 2020. Aspen estime sa capacité de production à 300 millions de doses par an. Johnson & Johnson a promis à l'Union africaine de fournir 220 millions de doses de ce vaccin à une injection à partir de juin. Vendues aux États africains à 10 dollars l'unité (8,50 euros), celles-ci seront distribuées selon des quotas aux pays membres de l'organisation panafricaine. L'entreprise pharmaceutique affirme, par ailleurs, chercher d'autres sites de production. L'américain ImmunityBio teste également son vaccin en Afrique du Sud et discute d'un transfert de →

HEALTHCARE

SÉCURISER L'ACCÈS
À DES MÉDICAMENTS
DE QUALITÉ



Leader sur le marché pharmaceutique en Afrique, nous assurons, grâce à des filières structurées, la distribution de médicaments et de produits pharmaceutiques dans plus de 28 pays. Nous garantissons ainsi leur intégrité du lieu de stockage jusqu'à l'officine.

Grossiste répartiteur mais aussi agent pour le compte de laboratoires de renommée mondiale, nous produisons également au Maroc et en Algérie des médicaments sous licence. Un engagement qui favorise l'emploi en s'appuyant sur les savoir-faire locaux et sur les innovations des laboratoires pharmaceutiques internationaux.

WITH AFRICA FOR AFRICA



www.cfaogroup.com

 **cfao**
Corporation For Africa & Overseas

→ technologies avec l'institut public du pays, Biovac, tout en explorant les perspectives de production locale pour d'autres traitements.

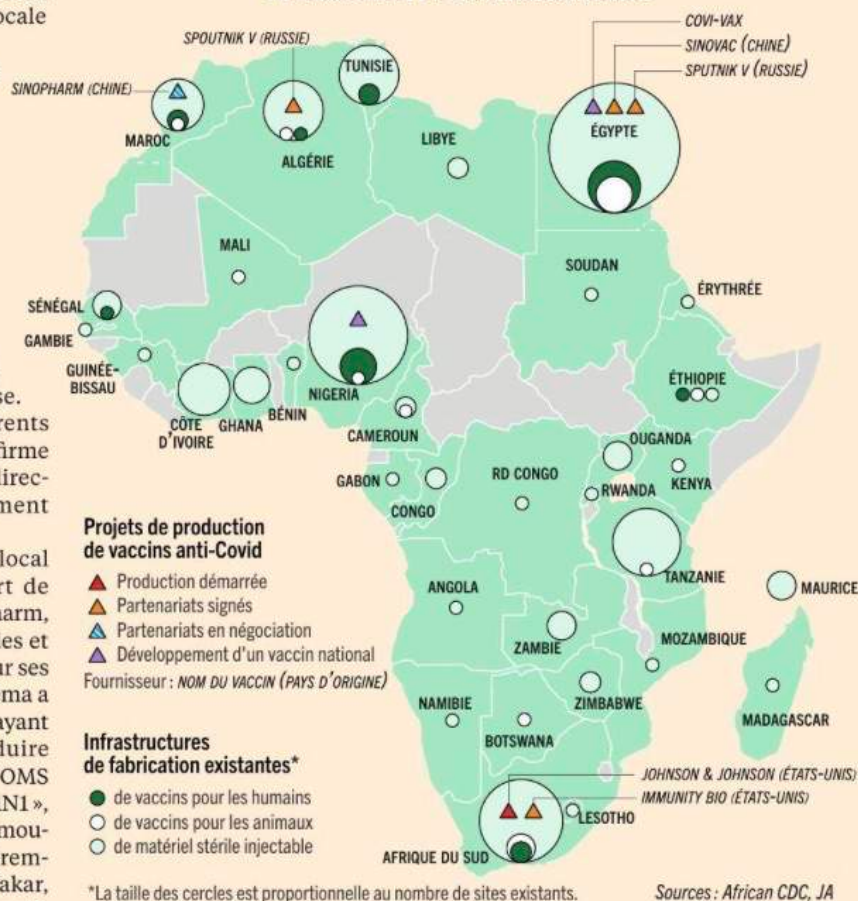
D'autres essaient encore de se positionner. En Tunisie, l'annonce du ministre de la Santé d'un accord préalable pour fabriquer le vaccin d'AstraZeneca est démentie par ledit laboratoire. « Nous avons autorisé les transferts de technologies dans quinze pays, mais cela n'inclut pas d'accords avec la Tunisie ni avec le Maroc », indique son service de presse. « Des discussions avec différents partenaires sont en cours », affirme toutefois Meriem Khrouf, la directrice pharmacie et médicament du ministère.

Au Maroc, le groupe privé local Sothema espère un transfert de technologies du chinois Sinopharm, qui l'a impliqué dans ses études et se serait renseigné en retour sur ses capacités industrielles. « Sothema a été l'unique laboratoire visité ayant démontré sa capacité à produire des vaccins pour l'Afrique à l'OMS à la suite de la pandémie de H1N1 », assure sa PDG, Lamia Tazi, promouvant ses seringues stériles préréplées. À l'institut Pasteur de Dakar, seul producteur du continent préqualifié par l'OMS pour la production d'un vaccin (contre la fièvre jaune), « les transferts de compétences sont en cours de discussion », affirme le directeur, Amadou Sall.

Vers un vaccin africain ?

Et pourquoi ne pas produire un vaccin africain ? L'Égypte dit développer son Covi-Vax avec son Centre de recherche national. Le Centre d'excellence africain pour la génomique des maladies infectieuses au Nigeria peaufine le sien, qui se conserverait à température ambiante. « Des essais précliniques chez les animaux montrent une très belle protection contre les variants », affirme son directeur d'origine camerounaise, Christian Happi, qui attend de démarrer les essais cliniques. Mais il a besoin de 189 millions de dollars pour avancer. Là encore, des discussions seraient en cours.

CAPACITÉ INDUSTRIELLE : L'AFRIQUE DU SUD, LE MAGHREB ET L'ÉGYPTE MIEUX PLACÉS



Ailleurs, les autorités et les industriels locaux s'activent pour rattraper leur retard. Nombre de groupes pharmaceutiques africains n'ont pas dépassé le stade de l'emballage de médicaments achetés en vrac pour le marché local. La présidence du Ghana s'est dotée d'un comité dévolu à la production. Le Kenya, qui produit des vaccins pour le bétail, cherche à augmenter ses capacités de séquençage

« Entre 150 et 250 millions de dollars sont nécessaires pour une unité de production à grande échelle en Afrique. »

de génome, mais manque d'expérience en remplissage aseptique.

Lamia Tazi, sous sa casquette de secrétaire générale de la Fédération marocaine de l'industrie pharmaceutique (Fmip), appelle à investir dans l'extension des unités de *fill and finish* existantes. Elle précise qu'un laboratoire « ne peut pas seul envisager ces investissements s'il ne dispose pas de précommandes ». « Entre 150 et 250 millions de dollars sont nécessaires pour une unité de production à grande échelle en Afrique, estime Patrick Tippoo, directeur de l'Initiative africaine pour la production de vaccins. Les parties prenantes devront aussi créer un marché en sécurisant la demande. » Bartholomew Dicky Akanmori envisage qu'à long terme « les pays pourraient se tourner vers d'autres productions →

« L'innovation technologique, indispensable pour la formation dans la santé »

La pandémie de la Covid-19 a mis en évidence l'urgence de l'amélioration des systèmes de santé. En Afrique subsaharienne, les chiffres de la Banque mondiale montrent que les dépenses de santé en 2018 représentaient 5,1% du PIB, contre une moyenne mondiale de 9,8%.

Outre les vulnérabilités, la pandémie nous a montré l'énorme potentiel des solutions numériques pour la santé, qui se sont révélées d'une aide sans précédent. L'utilisation des nouvelles technologies dans le secteur de la santé au sens large est manifestement d'une importance capitale à l'ère de la pandémie et de la quatrième révolution industrielle. Cependant, il reste des défis à relever, dont l'un est la qualité de la formation médicale.

Plusieurs études suggèrent qu'il existe un gap de compétences parmi le personnel de santé y compris les médecins, car ils ne sont pas assez exposés aux technologies numériques pendant leur formation. Il est essentiel que les organisations et établissements de formation veillent à ce que tous les niveaux du personnel de santé soient correctement formés aux technologies numériques dans leur travail quotidien pendant leur formation initiale et ensuite tout au long de leur parcours professionnel pour s'assurer d'une mise à jour de leurs compétences et optimiser ainsi la prise en charge du patient et la qualité des soins.

La bonne nouvelle est que nous assistons déjà à une évolution vers un nouveau modèle d'enseignement qui adopte des approches innovantes utilisant les nouvelles technologies, comme la simulation, la réalité virtuelle et augmentée. Honoris United Universities (HUU), le premier et le plus large réseau panafricain d'établissements d'enseignement supérieur privés, propose aux étudiants un apprentissage spécialisé de pointe notamment dans son centre de simulation médicale en Tunisie (MSC).

Une formation immersive en situation réelle

Accrédité par la Society for Simulation in Healthcare (SSH), le référent mondial pour ce type d'accréditation, le MSC dispose d'équipements aux normes internationales offrant quatre unités de simulation, y compris les technologies de modélisation les plus avancées dans un environnement « hospitalier réel », des simulations basées sur des technologies de réalités virtuelle et augmentée, permettant des scénarios complexes et apprenant à plus de 3500 étudiants comment réagir dans l'urgence. Des formations de perfectionnement sont également ouvertes aux professionnels de santé de toute l'Afrique ; comme par exemple la formation à la Procréation Médicalement Assistée (PMA) qui a été organisée en mars



Professeur Chadli Dziri,

Directeur du Honoris Medical Simulation Center à Tunis, Docteur en médecine, Professeur à la Faculté de Médecine de Tunis, Université de Tunis El Manar, ancien chef du département B de chirurgie générale de l'hôpital Charles Nicolle. Membre du comité chargé de l'accréditation des programmes de la Society for Simulation in Healthcare (SSH).

2020, axée sur les procédures de prélèvement d'ovules et de transfert d'embryons en utilisant des simulateurs de haute-fidélité (une première dans la région MENA).

Les partenariats avec des structures de référence comme le Nizamiye Hospital partenaire de Nile University of Nigeria, permettent également aux apprenants d'être exposés à un matériel médical ultramoderne.

Le réseau Honoris United Universities, à travers ses différents centres d'excellence sur le continent, déploie des efforts continus pour innover et contribuer ainsi à améliorer la formation médicale et en sciences de la santé indispensable pour développer les systèmes de santé sur le continent africain.

→ pharmaceutiques plus lucratives – vaccinales ou non – à partir de ces plateformes ». Car tous les vaccins ne garantissent pas le retour sur investissement : la dose d'un vaccin BCG, par exemple, ne se vend que 0,1 dollar.

Autre ombre au tableau : la double dépendance aux licences pharmaceutiques et à la fourniture de composants importés. Le continent devrait davantage explorer le potentiel de ses propres matières premières pharmaceutiques, dont une grande partie reste à évaluer scientifiquement, pointe un rapport du Policy Center for the New South, basé à Rabat.

Harmoniser les réglementations

Autre frein à la production locale, l'omniprésence des fournisseurs de vaccins gratuits – comme l'alliance Gavi, qui achète souvent auprès des ultra-compétitifs indiens et chinois. « Quarante pays africains sur 54 dépendent de la Gavi pour leurs

vaccins, regrette Patrick Tippoo, ce qui rend les investissements difficiles à envisager dans les dix prochaines années. »

Des voix appellent à harmoniser les réglementations du continent. L'Agence africaine du médicament,

La Zlecaf pourrait créer un environnement favorable et des perspectives d'économies d'échelle.

qui doit être le fer de lance sur ce sujet, peine à voir le jour. En Afrique australe, où un effort d'harmonisation des réglementations pharmaceutiques a été fait, l'Afrique du Sud approvisionne déjà ses voisins. La Zone de libre-échange continentale

africaine (Zlecaf) pourrait créer un environnement favorable et des perspectives d'économies d'échelle. Les laboratoires et les entreprises de différents États pourraient se répartir la recherche, le développement et la production à travers des coentreprises. « Actuellement, il revient moins cher de s'approvisionner en dehors du continent que chez ses voisins », déplore Bartholomew Dicky Akanmori.

Les variants pourraient aussi rebattre les cartes. Alors qu'AstraZeneca semble ne pas donner de protection suffisante contre la souche sud-africaine, ImmunityBio explore déjà le potentiel des lymphocytes T pour faire face à ces mutations. Et si le retard devenait un atout ? Des perspectives s'ouvrent avec les nouvelles générations de vaccins. Les laboratoires africains produiront plus tardivement qu'ailleurs mais peuvent espérer des produits plus adaptés à leur environnement sanitaire. ●

OMS-BIG PHARMA

LES RATÉS DU TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Le groupement d'accès aux technologies contre le Covid-19 (C-TAP), lancé en mai 2020 au sein de l'OMS, a été approuvé par quarante pays, des programmes onusiens et des ONG. Cette plateforme promeut le libre accès aux savoirs scientifiques et technologiques, en appelant au partage des procédures de fabrication et de propriété intellectuelle. Sans succès. « Les laboratoires n'ont pas joué le jeu de la solidarité, désapprouve la chercheuse Nathalie Ernoul à Médecins sans frontières. C'est pour cela que l'Afrique du Sud et l'Inde ont déposé un recours de levée temporaire de la propriété intellectuelle à l'OMC en octobre 2020, ce qui crée une contrainte



Stéphane Bancel, le PDG de Moderna, estime que l'initiative Covax reste le meilleur moyen de garantir l'accès aux vaccins.

ADAM GLANZMAN/LOOMBERG/GETTY

politique sur la nécessité de relancer les discussions sur C-TAP. » Depuis, l'OMS a mis en œuvre le 16 avril une déclinaison consacrée à l'ARN messenger, le MRNA Transfer Hub, destiné à accélérer la production de vaccins dans les pays à revenus faible et intermédiaire. Mais les grands laboratoires ne sont pas

plus convaincus. Ainsi, « 70 % de la fabrication de vaccins repose sur le contrôle de la qualité et de la sécurité, explique Thomas Cueni, le directeur général de la Fédération internationale de l'industrie du médicament (Ifpma). Aucune entreprise ne veut laisser cela lui échapper sans pouvoir vérifier elle-même

que son partenaire est apte. » Stéphane Bancel, le CEO français de l'américain Moderna, abonde : « Covax reste le meilleur moyen de garantir un accès maximal aux vaccins. Nous n'avons pas les ressources pour détourner nos équipes d'ingénieurs vers plus de transferts de technologies. Cela aurait un impact sur nos objectifs de production et donc sur la propagation du virus. » Toutefois, Nathalie Ernoul envisage que « des groupes pharmaceutiques en phase de développement plus précoce puissent entrer dans ce partage en échange de soutiens pour finaliser le développement et le dépôt de leur produit ». ●

Camille Lafrance

UN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ÉQUIPES CHIRURGICALES GRÂCE À L'APPUI DE SPÉCIALISTES ÉTRANGERS

Ces dernières années, malgré l'amélioration des plateaux techniques des structures de santé sur toute l'étendue du territoire, la Caisse a continué d'avoir recours à des évacuations sanitaires à l'étranger. Celles-ci ont permis d'assurer aux patients évacués, les soins médicaux et actes chirurgicaux liés, pour l'essentiel, à la cardiologie, l'ophtalmologie, la cancérologie, la neurochirurgie et l'orthopédie.

En 2018 et en 2019, le montant total annuel des dépenses de ces évacuations sanitaires, toutes pathologies confondues, s'est élevé à 5,5 milliards. En 2020, ce montant a baissé de 6 %, en raison des mesures de restriction des déplacements consécutives à la lutte contre la pandémie du COVID 19.

L'objectif de maîtriser ses coûts et d'améliorer l'offre locale de soins à ses assurés a incité la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et Garantie Sociale à signer des contrats de prestations médicales avec des spécialistes étrangers.

Outre la convention de prestation déjà existante en urologie, le partenariat avec ces spécialistes étrangers s'est renforcé dans les domaines vasculaires et en chirurgie pédiatrique.

C'est dans le cadre de la mise en œuvre desdites conventions que les consultations préopératoires et les interventions médico-chirurgicales ont été effectuées par ces spécialistes, au courant du mois de mai 2021. Elles ont consisté, dans un premier temps, en la prise en charge locale des fistules artério-veineuses au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville et, dans un second temps, au traitement des pathologies congénitales au Centre Hospitalier Universitaire Fondation Jeanne EBORI.



Ces partenariats permettent à la Caisse de réaliser des économies d'échelle sur les dépenses des évacuations sanitaires. Ils touchent un plus grand nombre de patients qui bénéficient de soins appropriés et visent également à renforcer les capacités opérationnelles des chirurgiens locaux ainsi que celles du personnel paramédical des blocs opératoires.

ENTRETIEN AVEC

Docteur Georgette-Yousouf Ndong

Médecin conseil de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et Garantie Sociale (CNAMGS)



« Un vrai partage d'expériences dans un climat de parfaite collaboration »

Quels ont été les objectifs visés par la mission ?

- 1) Permettre, grâce à une mission médico-chirurgicale venant de France et comportant des spécialistes de renom, la prise en charge locale des fistules artério-veineuses chez les insuffisants rénaux admis en hémodialyse et dont le capital veineux est épuisé ;
- 2) Réduire le nombre d'évacuations sanitaires en

rapport avec ces pathologies ;

- 3) Favoriser les échanges d'expériences et développer les capacités des équipes chirurgicales locales.

Comment se sont déroulées les interventions ?

Il convient de souligner que le recrutement des patients s'est fait sur référence des néphrologues exerçant dans les centres d'hémodialyse (public et privé) de Libreville.

Les interventions chirurgicales ont eu lieu au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville avec l'accord du Directeur Général de cette structure que nous tenons à remercier. Pendant ces trois jours, neuf fistules artério-veineuses ont été créées et les consultations tenues dans un climat sain et une parfaite collaboration entre les équipes françaises et gabonaises.

CAPITAL-INVESTISSEMENT

Les fonds privés peinent à concrétiser leurs ambitions

Malgré un réel engouement pour le secteur sanitaire, les opérations des fonds privés restent cantonnées à l'industrie pharmaceutique, aux centres de soins privés et à la logistique, faute de cibles suffisamment attractives ou prêtes à ouvrir leur capital.

AURÉLIE BENOIT



Les sites de production de médicaments intéressent particulièrement les sociétés d'investissement. Ici, au Caire.

Le 26 mars 2020, à l'aube de la crise mondiale, les dirigeants du G20 annonçaient d'une voix unanime : « La consolidation de la défense sanitaire de l'Afrique est essentielle pour la résilience de la santé mondiale. » Le constat, sans appel, a entraîné le déblocage de milliards de dollars à destination du continent. Au-delà des ONG et des acteurs publics, le secteur privé et notamment les capital-investisseurs sont appelés à jouer un rôle central dans la réponse au Covid. Une gageure pour les associés des fonds d'investissement plutôt frileux à l'égard d'une activité santé qui représentait

en 2018 seulement 4 % des investissements sur le continent. Mais la « vague Covid » a-t-elle fait bouger les lignes ? Au premier abord, la réponse semble pencher vers l'affirmative. Selon l'Association des capital-investisseurs et capital-risqueurs africains (Avca), le secteur de la santé a capté 24 % des investissements sur le continent au cours du premier semestre de 2020. Un record historique et une résilience louable d'autant qu'une autre donnée pousse à l'optimisme : le gotha des investisseurs sondés par l'Avca place la santé en pôle position en matière d'attractivité sur le continent, pour les trois prochaines années.

Mais, à y regarder de plus près, les opérations concrètes ne reflètent pas vraiment cet engouement. D'abord, certaines n'ont été réalisées que pour venir au secours d'actifs en difficulté. Et cette performance, sur une période très courte, doit pour ces investisseurs être prise comme la confirmation d'une tendance plus qu'une inflexion liée au Covid. « Nous sommes attentifs aux opportunités dans la santé depuis 2008 », rappelle Jade Del Lero, dont la structure Development Partners International (DPI, 1,7 milliard de dollars d'actifs sous gestion) est entrée au capital du laboratoire algérien Biopharm dès 2013. Attirés par un climat des affaires plus favorable, les investisseurs n'ont pas attendu la pandémie pour placer leur argent dans le domaine de la santé.

Réalités très diverses

Mais, là encore, le diable se cache dans les détails. « Le secteur est subdivisé en de nombreux segments aux réalités très diverses », souligne Biju Mohandas, *partner* chez LeapFrog Investments et ancien directeur des pôles santé et éducation pour le périmètre subsaharien d'IFC, filiale de la Banque mondiale. Loin de s'être lancés dans des investissements tous azimuts, les capital-investisseurs privilégient les placements « résilients au Covid », capables d'encaisser les chocs liés à la pandémie, voire d'en tirer profit. Au premier rang se

trouve le volet pharmaceutique, qui a déjà acquis ses titres de noblesse.

« C'est une industrie initialement fondée sur l'importation, mais où davantage d'entreprises indigènes sortant leurs propres génériques peuvent offrir une croissance au-delà de celle du marché. Et l'industrie est structurellement rentable avec des marges d'Ebitda de 30 % à 60 % », analyse Nabil Triki, directeur général de SPE Capital et acquéreur en avril 2020 du groupe Saham Pharma (depuis renommé Amanys Pharma), au Maroc. Profitant de l'« effet vaccin » et des opportunités à l'exportation, les chiffres de l'industrie pharmaceutique s'envolent. En novembre 2020, DPI a lancé une plateforme consacrée à l'acquisition d'unités de production. Le premier tour de table, mené par le CDC et la Berd, s'est élevé à 250 millions de dollars. Son objectif à dix-huit mois : 750 millions de dollars. Du jamais-vu.

Autres cibles de choix : les activités logistiques – « nerf de la guerre », selon Jade Del Lero – et toujours les cliniques et les centres de soins privés, malgré les remous de la tempête liée au Covid qui ont entraîné des déprogrammations ou des reports de soins, en raison des capacités allouées aux malades du Covid, ou bien de la crainte des autres patients de contracter le virus au sein des structures médicales. Mais, au-delà de ces trois postes – industrie pharmaceutique, logistique médicale et centres de soins privés –, les prises de participation de grande ampleur se révèlent peu

nombreuses. Les applications de la tech notamment – qui absorbent 45 % des investissements dans les soins de santé africains en 2020 – se trouvent être des poissons trop petits (avec des tickets d'entrée ne dépassant pas la dizaine de millions de dollars) pour attirer les grands fonds. « Nous ne faisons pas du capital-risque, il nous faut des actifs avec une taille critique », fait valoir Nabil Triki. Même sur le plan géographique, les capital-investisseurs chassent sur un terrain restreint avec une poignée de nations

Le niveau de compétences médicales et managériales des équipes constitue l'une des grandes faiblesses du secteur.

se partageant la majorité du marché. « Les cibles sont surtout la catégorie Tiers 1, désignant l'Algérie, l'Égypte et l'Afrique du Sud, où le marché national dépasse 3 milliards de dollars, situe Jade Del Lero. Suivis des Tiers 2, incluant le Maroc, le Kenya ou encore le Nigeria. »

Encore faut-il trouver des candidats intéressés par l'apport des capital-investisseurs. « Au-delà des conditions externes, il faut nécessairement que les intérêts se rejoignent. Si un sponsor ou un promoteur n'est pas prêt à ouvrir son capital, nous

ne pouvons intervenir », rappelle Damien Braud, responsable de la division Private Equity Afrique et Méditerranée chez Proparco. Une réticence notamment due au caractère familial de bon nombre des sociétés du secteur, qui veillent à garder la main sur le management.

Intérêt croissant

La gestion des ressources humaines et le niveau de compétences médicales et managériales des équipes constituent deux autres points faibles récurrents du secteur. Derrière l'effervescence attendue, les bonnes affaires ne sont pas encore légion. « Le capital-investissement compte quelque 250 deals par an. Malgré l'intérêt croissant du domaine de la santé pour l'arrivée de nouveaux investisseurs, il faut que les cibles aient atteint une certaine taille critique pour attirer les DFI [Institutions de financement du développement] et les fonds d'investissement, ce qui limite mécaniquement le nombre d'opérations possible », regrette Damien Braud dont la structure gère actuellement 110 millions d'euros d'actifs dans ce secteur en Afrique.

Les ONG, les institutions publiques nationales, régionales et internationales demeurent les plus à même de répondre à l'urgence liée au Covid. Les capital-investisseurs suivent, eux, une temporalité plus longue, même s'ils sont aujourd'hui d'autant plus enclins à entrer dans une logique de partenariat public-privé dans ce domaine si crucial de la santé. ●



CALEB WACHIRA

BIJU MOHANDAS L'ATOUT SANTÉ DE LEAPFROG

Ancien major de l'armée indienne devenu financier, Biju Mohandas est diplômé de la prestigieuse Indian School of Business. Il a longtemps supervisé les investissements santé et éducation d'IFC pour l'Afrique. Au total, entre 2012 et 2021,

Biju Mohandas a piloté neuf opérations dans huit pays pour un portefeuille de quelque 250 millions d'euros. Ce solide pedigree a convaincu LeapFrog Investments, fonds d'environ 1 milliard de dollars sous gestion, de le recruter comme global co-lead pour son

segment *healthcare*. D'autant que la société d'investissement à impact, centrée sur l'Afrique et l'Asie, vient d'obtenir un chèque de 500 millions de dollars du fonds souverain singapourien Temasek pour intensifier ses prises... ●

Aurélien Benoit

Raphaël Confiand

« La majorité des Antillais a fait la guerre d'Algérie sans état d'âme »

Dans *Du Morne-des-Esses au Djebel*, l'essayiste martiniquais évoque la trajectoire d'appelés qui rejoignirent le FLN. Une occasion de l'interroger sur la colonisation, le mouvement décolonial et Frantz Fanon.

PROPOS RECUEILLIS PAR
RENAUD DE ROCHEBRUNE

I

Il a fêté au début de cette année ses 70 ans, mais le Martiniquais Raphaël Confiand est toujours sur la brèche dans les innombrables domaines où il intervient comme professeur, intellectuel et écrivain. Universitaire et chercheur, il est devenu dans les années 2010 le principal responsable de la Faculté de lettres et sciences humaines de l'Université des Antilles, après avoir été un temps professeur de lycée dans diverses disciplines.

Diplômé aussi bien en sciences politiques – avec pour spécialité les relations internationales – qu'en anglais et en linguistique, titulaire d'un doctorat en langues et cultures régionales, il dispose de plusieurs cordes à son arc, ce dont témoigne son œuvre imposante et variée : quelque 80 ouvrages, en créole ou en français. À la fois des romans, des nouvelles, des contes, des dictionnaires et des essais.

Du Morne-des-Esses au Djebel, le dernier roman de ce militant de toujours de la cause créole, qui irrigue la plupart de ses écrits, a pour cadre la guerre d'Algérie. L'auteur raconte dans cet ouvrage le parcours de certains de ces nombreux soldats antillais partis guerroyer outre-Atlantique contre les indépendantistes algériens dans les années 1950 et 1960.

Avant, parfois, notamment dans le cas de deux des héros du livre, de désertir pour rejoindre le FLN, sur les traces de leur illustre prédécesseur martiniquais Frantz Fanon, l'auteur de *Peau noire, masques blancs* et des *Damnés de la terre*, déjà rallié au combat anticolonialiste.

Dans ce livre très prenant et superbement écrit dans un français

mâtiné d'expressions créoles, l'auteur évoque des thèmes qui lui sont chers : les différences culturelles, le colonialisme, le nationalisme, le racisme, la guerre, l'humanisme ou les droits de l'homme. Il nous offre une lecture très documentée mais surtout peu commune de la guerre d'indépendance algérienne.

Jeune Afrique : Pourquoi vous êtes intéressé aujourd'hui à la guerre d'Algérie telle que l'ont vécue des Martiniquais ?

Raphaël Confiand : Cet intérêt vient de loin. Après mes études à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence au milieu des années 1970, j'ai décidé de partir en Algérie. À la poursuite, en quelque sorte, du rêve fanonien. C'était aussi l'époque où l'on appelait encore Alger « La Mecque des révolutionnaires ». On y rencontrait des Américains des Black Panthers, des Tchadiens du Front national de libération du Tchad, Amílcar Cabral, des exilés de l'IRA [l'Armée républicaine irlandaise] et bien d'autres militants.

J'ai beaucoup aimé le pays, où j'ai vécu un an et demi. J'ai alors croisé des Antillais, comme l'écrivain Daniel



Devant le mur d'enceinte du lycée Petit-Manoir, à Le Lamentin.

Boukman, qui faisait partie de ceux qui avaient déserté l'armée française pendant la guerre pour rejoindre le FLN et qui est ensuite resté vingt ans en Algérie. Quand je suis retourné à la Martinique, je me suis vite replongé dans les affaires antillaises. Mais avec déjà l'idée en tête qu'il fallait que je rende un jour hommage aux milliers de Martiniquais, de Guadeloupéens et de Guyanais qui ont participé à la guerre, que ce soit comme appelés ou comme militaires de carrière.

Aux Antilles, la guerre d'Algérie, contrairement à la Seconde Guerre mondiale, très présente, a été presque complètement effacée de nos mémoires, gommée. Alors que c'est un événement important de notre histoire, qui a fait beaucoup de morts. Et que, de surcroît, il s'agit d'un épisode essentiel de la décolonisation.

Pourquoi un tel oubli ?

Sans doute parce que, pendant longtemps, on n'a pas considéré qu'il s'agissait d'une véritable guerre : ne parlait-on pas simplement des « événements d'Algérie » ? De plus, quand les informations sur la torture et les atrocités commises par l'armée française ont commencé à être connues aux Antilles, il y a eu chez les anciens militaires une sorte de honte. On n'était pas très fier d'avoir participé à ce conflit.

Comment vous êtes-vous documenté pour écrire ce roman ?

Je n'aurais évidemment pas pu écrire un tel livre si je n'avais pas vécu à Alger, senti la culture, la langue, la cuisine, la musique du pays. J'ai aussi été très proche, en Martinique, d'un lieutenant qui avait fait Saint-Cyr, qui a été envoyé en Algérie et qui a déserté. Les trois principaux personnages du roman, deux militaires qui ont rejoint le FLN et un autre qui a combattu sans état d'âme les indépendantistes, ont réellement existé – deux sont morts aujourd'hui, l'un, Daniel Boukman, est toujours vivant. Je leur ai donné des noms légèrement modifiés, mais les Martiniquais peuvent savoir de qui il s'agit. Ils m'ont tous trois longuement parlé.

Outre mon parcours personnel et les récits de ces soldats, j'ai évidemment lu beaucoup de livres. Mais en

priviliégiant les Mémoires de bidasses, parfois de sous-officiers ou d'officiers. Personne n'en parle, mais ils sont très nombreux à avoir raconté, dans des ouvrages publiés par de petits éditeurs régionaux qu'on peut trouver sur internet ou chez des bouquinistes, leur expérience algérienne. Ce qui est précieux pour un romancier qui est obligé de privilégier l'anecdote, le petit fait vrai qui compte, par rapport aux explications sociologiques ou politiques. Dans la toute première scène du livre, spectaculaire et violente, des villageoises algériennes montrent leur sexe poilu aux militaires français car, dans la culture musulmane, cela pouvait prouver qu'aucun soldat du FLN n'était passé par là depuis longtemps. On m'a dit que j'avais fait preuve en l'occurrence d'une imagination délirante. Or, cette scène, je l'ai justement trouvée dans les Mémoires d'un bidasse. Seul quelqu'un comme ce soldat pouvait raconter cela. De même que seul un officier martiniquais qui a fini par

« **Je n'aurais pas pu écrire un tel livre si je n'avais pas vécu à Alger, senti la culture, la langue, la musique du pays.** »

désertier pouvait me raconter comment, en plein vol, il a eu à jeter hors de l'hélicoptère des suspects qui refusaient de parler.

Dans ces scènes comme dans bien d'autres dans le livre, vous ne craignez pas de décrire la guerre d'Algérie comme une guerre extrêmement violente. Plus que les autres guerres ?

Bien sûr, elle a fait moins de morts que la grande boucherie de la Première Guerre mondiale et même que la Seconde Guerre mondiale. Mais il s'agissait là de conflits conventionnels, où, si l'on ne respecte pas toujours les fameuses lois de la guerre, il y a quand même des règles. Les prisonniers sont respectés, et libérés à la

fin des hostilités. Dans le cas de l'Algérie, les lois de la guerre n'existaient tout simplement pas. Des deux côtés d'ailleurs. On commettait des atrocités, des exécutions sommaires.

Je ne voulais pas que le lecteur de la Martinique, qui n'a qu'une vague idée de ce qu'est le Maghreb et ne connaît pas son histoire, s'imagine que la guerre d'Algérie fut une guerre conventionnelle entre deux armées face à face. On ne faisait presque pas de prisonniers. Et il y avait un véritable déchaînement de la violence, de la part des colonisateurs bien sûr, mais aussi de la part des résistants algériens, comme lors du fameux attentat du Milk Bar, évoqué dans le livre.

En quoi une vision martiniquaise de la guerre d'Algérie est-elle spécifique ? Est-on plus sensible aux Antilles qu'ailleurs au phénomène de la colonisation et donc aux inégalités au sein de la population ? En l'occurrence, en Algérie, à l'inégalité institutionnelle entre les musulmans et les Européens avant l'indépendance ?

Il ne faut pas tricher avec la réalité. La majorité des soldats antillais a fait la guerre d'Algérie sans aucun état d'âme. La vision qu'on a aujourd'hui de cette guerre en Martinique est entièrement faussée par la grande image de Frantz Fanon. Celle-ci a occulté la réalité, à savoir que ces soldats se sont comportés comme ceux de Vendée, de Bourgogne ou d'ailleurs. Il était, il est vrai, très difficile pour un Antillais de fraterniser avec les Algériens, tant la différence culturelle était importante. Seuls des intellectuels pouvaient le faire. Comme les personnages du livre, des officiers issus de Saint-Cyr, des étudiants en philosophie de la Sorbonne.

Qu'avez-vous pensé du rapport de Benjamin Stora sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie ?

Je tiens d'abord à le préciser : je ne peux évidemment pas parler à la place des Algériens. Mon avis est celui de quelqu'un d'extérieur au problème, qui n'entend pas être un donneur de leçons. Cela dit, j'estime qu'il s'agit d'une avancée considérable



Aimé Césaire, Pierre Stibbe et Jean-Paul Sartre, Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie, Paris, le 27 janvier 1956.

et que le rejet que le rapport Stora semble susciter de la part des autorités algériennes est, pour moi, attristant.

Pourquoi attristant ? Les peuples se battent, mais, au bout d'un moment, il faut quand même faire la paix, accepter au moins un *modus vivendi*. La France a fait je ne sais combien de fois la guerre avec l'Allemagne, puis les deux pays ont construit la Communauté européenne. Les autorités algériennes n'ont pas considéré ce rapport à sa juste valeur. Est-ce parce que ces autorités sont en difficulté avec le Hirak qu'elles ont adopté une attitude outrageusement nationaliste ? Pour essayer de dissimuler ce qui se passe dans le pays et met en cause le régime, son incompetence ? Il y a en tout cas une jeunesse qui ne ressasse plus les vieilles rancœurs. Qui veut participer à la modernité. Il faut certes que la France continue à faire des efforts, à prendre toutes les mesures préconisées par Stora. Mais après ce premier pas de sa part, il incombe aux Algériens de faire le second pas. Pas de refuser tout compromis.

Un refus qui serait en rapport avec la tendance du régime à instrumentaliser l'Histoire ?

Il y a en tout cas une instrumentalisation de l'image de Fanon. Car Fanon aurait certainement désapprouvé ce que fait ce régime.

Pour quelle raison Fanon est-il redevenu un repère emblématique, un homme et une œuvre auxquels on se réfère sans arrêt ?

Tout dépend de quel endroit on parle. Aux États-Unis, Fanon a toujours été valorisé. Dans les départements de *black studies*, de *cultural studies* en particulier, Fanon, tout comme Edward Saïd et d'autres, n'a jamais cessé d'être étudié. N'oublions pas que les Black Panthers se sont beaucoup appuyés sur *Les Damnés de la terre* pour mener leur combat.

Il est vrai que, pendant longtemps, son œuvre n'a pas eu le même écho en France. À quoi attribuer le retour de sa pensée au premier plan ? Il est lié à l'émergence d'une identité immigrée, je dirais même franco-immigrée. On caricature souvent ce mouvement, on le dénigre en

parlant surtout des Indigènes de la République, d'après le nom de ce parti. On peut contester cette appellation, dire qu'il est contestable d'affirmer que les quartiers sont des colonies intérieures. Mais tout cela n'empêche pas qu'il y ait une identité des enfants d'immigrés de la troisième ou de la quatrième génération qui a émergé. Et Fanon leur apparaît comme une arme idéologique dont ils peuvent se servir face au système en place. L'interprètent-ils bien pour autant ? Ce n'est pas sûr. Notamment s'agissant de la violence, dont Fanon ne parlait pas dans le sens habituel du mot. Aucun groupe terroriste ou classé comme tel n'a jamais pu revendiquer Fanon ni même tenter de le faire. La violence fanonienne, ce n'est pas la violence aveugle, on le caricature en en faisant un apôtre de la violence.

N'est-ce pas dû au fait qu'en France on connaît surtout Fanon à travers la fameuse préface de Sartre aux *Damnés de la terre*, dans laquelle il juge le recours à la violence parfois nécessaire ?

En effet. Qui a dit : « Un bon colon, c'est un colon mort » ? Sartre, et non Fanon. Sartre avait cette habitude malheureuse d'exagérer dans ses préfaces à propos des thèmes défendus par les auteurs. Quand on lit la préface puis le texte des *Damnés de la terre*, on s'aperçoit que le plus excité, le plus enragé, ce n'était pas Fanon. Dans le livre que j'ai récemment consacré à Fanon, j'ai tenté de démontrer que Sartre avait été trop loin.

Autour des Indigènes de la République, du mouvement décolonial, de ceux qui appellent à une convergence des luttes de toutes les minorités et parlent d'intersectionnalité, à propos encore des réunions non mixtes entre victimes d'oppressions, il y a en ce moment bien des polémiques. De qui vous sentez-vous proche ?

Je ne condamne pas le mouvement décolonial, pas plus que je ne condamne l'intersectionnalité. Je comprends d'ailleurs que, dans une situation bloquée – car elle est bloquée pour les minorités, qu'elles soient raciales, sexuelles ou autres –, il puisse être nécessaire à un moment ou à un autre de se renfermer sur soi-même, de réfléchir entre soi.

C'est bien ce qu'ont fait autrefois les fameuses « 343 salopes », qui militaient pour la liberté d'avorter. Leurs réunions préparatoires étaient composées uniquement de femmes, les hommes en étaient exclus. Sinon, disaient-elles, « même inconsciemment, nous serons amenées à relativiser nos souffrances quand on les évoquera ». On ne peut pas condamner ceux qui veulent se retrouver entre eux dans un premier temps pour évoquer une oppression en libérant la parole. Mais je dis bien « dans un premier temps ». Si l'on s'enferme dans une posture victimaire, je suis résolument contre. À un moment, il faut ouvrir la porte à l'autre.

Fallait-il déboulonner des statues, y compris celle de l'homme qui a obtenu l'abolition de l'esclavage, Victor Schoelcher, comme on l'a fait aux Antilles après la mort de George Floyd ?

C'est une fraction de la jeunesse exaspérée par l'immobilisme des

politiciens martiniquais qui a agi ainsi. Quand je parle des politiciens, je parle bien sûr de ceux qui se réclament d'un certain anticolonialisme, des autonomistes du parti de Césaire et des indépendantistes. Cela fait un demi-siècle que ce sont eux, et non plus la droite assimilationniste, qui dirigent les Antilles. Or depuis qu'ils sont au pouvoir, les autonomistes n'ont pas fait avancer l'autonomie d'un seul millimètre ni les indépendantistes la cause de l'indépendance. Alors, imaginez à quel point la jeunesse, qui est au chômage, qui n'a pas d'avenir, peut être exaspérée, ressentir du désarroi et de la colère. Et donc se livrer à des déboulonnages, à des destructions. Mais on peut comprendre ce qu'elle fait tout en pensant que tout n'est pas équivalent, que déboulonner une statue de Joséphine de Beauharnais [l'épouse de l'empereur Napoléon qui a rétabli l'esclavage] est moins discutable que faire de même avec celle de Schoelcher.

Cette colère, c'est aussi la vôtre, vous qu'on considérerait volontiers comme un autonomiste ?

Je suis plutôt considéré aujourd'hui comme un écologiste. Je suis membre d'un petit parti écologiste qui appartient à la coalition qui dirige le Conseil régional de la Martinique. J'ai d'ailleurs écrit, bien avant qu'on en parle autant qu'aujourd'hui, deux livres sur l'empoisonnement des Antillais par le chlordécone, ce pesticide qu'on employait dans les bananeraies. Hélas, cela n'intéressait pas grand

monde il y a quatorze ans, notamment à l'Assemblée nationale.

Disons donc que je suis un écologiste souverainiste. Pour moi, il faut que les Martiniquais obtiennent progressivement des pans de souveraineté. Notre histoire n'est pas celle des peuples ataviques qui avaient des milliers d'années d'histoire derrière eux avant l'arrivée du colon.

« **On ne peut pas condamner ceux qui veulent se retrouver entre eux pour évoquer une oppression.** »

Nous, nous sommes le produit de la colonisation, donc dans une situation beaucoup moins confortable. Je suis avec intérêt ce que font les autonomistes corses, qui protègent leurs terres, le littoral, qui ne font pas que bavarder comme nous. J'aimerais que l'on se dirige vers une sorte de modèle corse.

Les sondages semblent indiquer qu'il n'est plus totalement impossible d'imaginer une élection de Marine Le Pen à la prochaine présidentielle en France. Une éventualité qui vous fait peur ?

D'abord, je ne crois pas à cette éventualité. Je ne pense pas que cela puisse arriver. Et si c'était le cas, de toute façon, elle serait rattrapée par la réalité. Regardez comme elle a reculé sur l'euro et d'autres choses. À moins de transformer le pays en une dictature à la latino-américaine, ce qui est peu envisageable, une fois aux manettes, vous devez composer.

Travaillez-vous à un autre livre ?

On va croire que je suis un opportuniste, puisqu'on fête cette année le bicentenaire de sa naissance, mais, par pur hasard, j'ai écrit un livre autour de Baudelaire, *La Muse ténébreuse de Charles Baudelaire*, évoquant la vie de la mulâtresse qui a partagé son existence pendant quinze ans. Il sortira au Mercure de France en septembre. ●



Du Morne-des-Esses au Djebel, de Raphaël Confiant, Caraïbéditions, 420 pages, 21,30 euros



17.18.19 JUIN 2021 - ROUBAIX

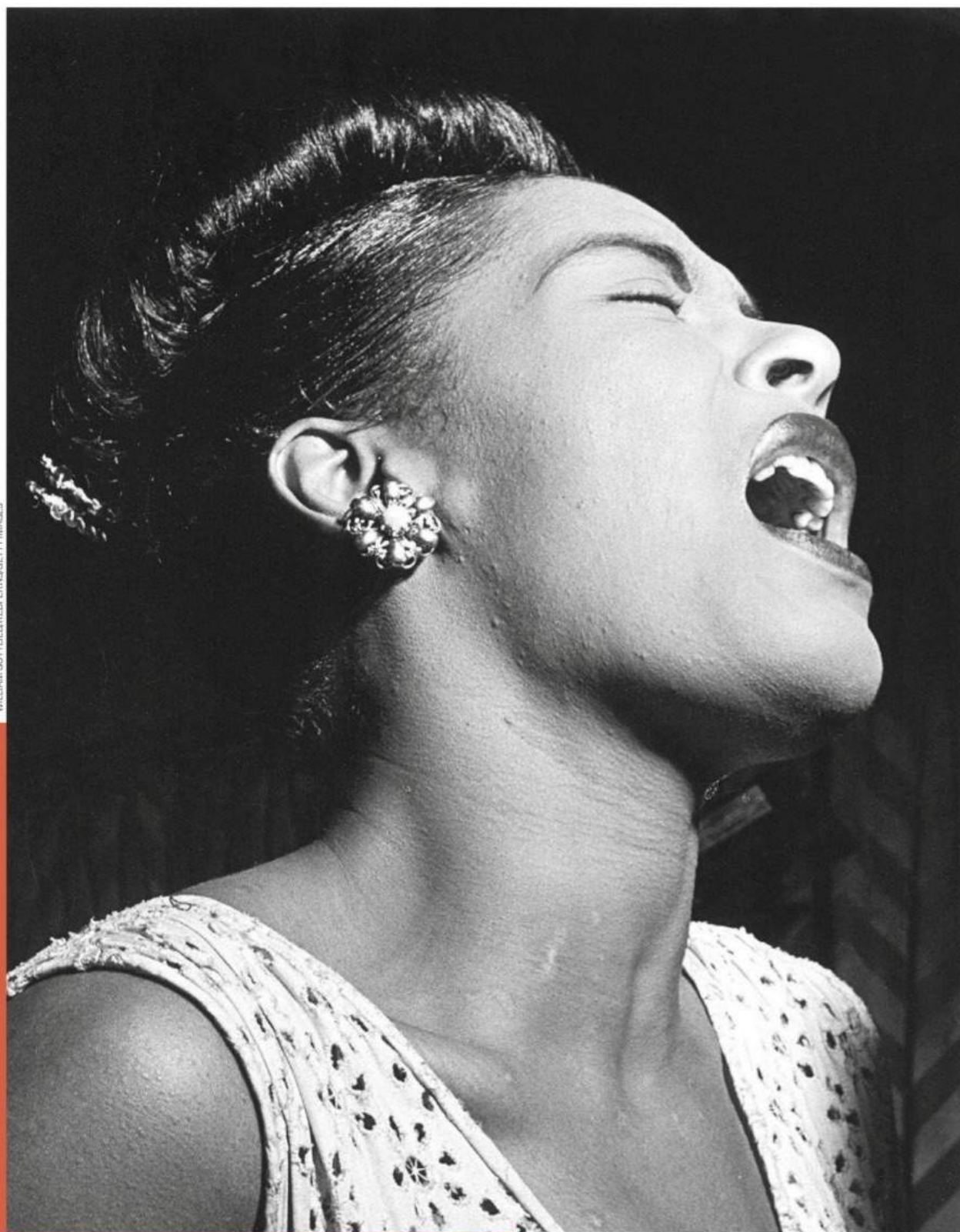
AFRICA BREAK

DAARA J FAMILY .. KEROZEN .. YUGEN BLAKROK
ENIGMATIK .. DJ/VJ KRISPEE

TICKETS : LACONDITIONPUBLIQUE.COM (15/11/5 €)

Organisé dans le cadre de la Saison Africa2020, dans le respect des mesures sanitaires





WILLIAM GOTTLEBERG/GETTY IMAGES

Au club Downbeat de Manhattan, en février 1947.

CINÉMA

Billie Holiday entre sexe, drogue et persécutions

Deux films décryptent, avec des fortunes diverses, la vie « scandaleuse » de la chanteuse : trop noire, trop libérée et trop engagée pour son époque.

LÉO PAJON

« **P**ourquoi tant de musiciens de jazz meurent prématurément ? » demande un jour un critique musical à Billie Holiday. Après un petit temps de réflexion, la chanteuse confie : « Je ne sais pas quoi vous répondre, on essaie de vivre cent jours en un seul. » La star incandescente se consume elle-même prématurément et meurt sur un lit d'hôpital new-yorkais à seulement 44 ans, le 17 juillet 1959. Elle laisse derrière elle une histoire sulfureuse et des chansons mythiques, dont *Strange Fruit*, dénonçant l'oppression des Noirs dans une Amérique encore scindée par le racisme ; le « fruit étrange » n'étant autre que le corps d'un homme noir lynché, pendu à un arbre...

En 1939, *Time Magazine* estime que ce titre n'était qu'un morceau de propagande. Tandis qu'en 1999 le même hebdomadaire le qualifiait de « meilleur morceau du siècle ». Preuve que le regard porté sur la chanteuse et son répertoire s'est considérablement modifié. Dans son ouvrage *Blues Legacies and Black Feminism* (paru également en 1999), Angela Davis amorçait également ce changement de perception : la « simple chanteuse de variété », la junkie nymphomane un peu fêlée, ressuscitait en militante, porteuse de textes revendicatifs marquant l'histoire de la lutte pour les droits civiques.

Deux films, qui sortent opportunément en ce début d'année 2021, tentent également de broser le portrait de cette artiste hors norme.



Avec Louis Armstrong, en 1939.

WILLIAM GOTTLEBERG/GETTY IMAGES

Elle était accro à la musique, aux hommes, aux femmes, à l'héroïne. Ses musiciens racontent à quel point elle aimait « se défoncer ».

Le biopic *Billie Holiday. Une affaire d'État* (dont la sortie est programmée le 2 juin) la présente en icône menant un combat acharné pour la justice, persécutée par le Bureau fédéral des narcotiques. Quant au documentaire *Billie* (commercialisé en DVD le 4 mai à L'Atelier d'images), il s'appuie sur le

travail de la journaliste américaine Linda Lipnack Kuehl, qui entreprit entre 1971 et 1978 d'écrire une biographie de la chanteuse.

Autant le dire tout net, si l'on veut tenter d'approcher la « vraie » Billie Holiday, il vaut mieux regarder le documentaire. Le réalisateur britannique James Erskine reprend une partie des témoignages recueillis par Linda Lipnack. Une mine : plus de deux cents heures d'entretiens avec Charles Mingus, Count Basie, Sarah Vaughan... mais aussi des proxénètes ou des compagnons de cellule qui furent un temps proches d'elle. Un petit film tourné en super-huit et des images soigneusement colorisées permettent de faire revivre l'atmosphère de l'époque. Mais →



La chanteuse
en 1947.



Entourée de Ben Webster (à g.) et Johnny Russell, à Harlem, en 1935.

→ ce sont surtout les voix des personnes interviewées, enregistrées sur magnétophone, qui redonnent vie au monde de Billie.

En comparaison, *Billie Holiday. Une affaire d'État* peine à convaincre malgré le luxe des moyens déployés par le réalisateur africain-américain Lee Daniels. Alors que la vie extraordinaire de la chanteuse pouvait se passer d'éléments de fiction, il se centre sur une romance supposée avec un agent du FBI, Jimmy Fletcher (Trevante Rhodes). Certains personnages, comme celui de la journaliste de radio Reginald Lord Devine, fil rouge ténu de la narration, aux propos racistes, n'ont pas existé. John Levy, manager et amant de Billie Holiday, est ici incarné par un acteur noir, Tone Bell, alors que le vrai John Levy était blanc, ce qui a son importance si l'on veut dénoncer les rapports entre Noirs et Blancs dans l'Amérique de l'époque...

Le biopic, très décousu, vaut néanmoins pour la remarquable prestation de l'actrice et chanteuse Andra Day (qui a remporté un Golden Globe et raté de peu l'Oscar), incarnant une Billie Holiday troublante de vérité.

Malgré leurs divergences, ces deux films ont néanmoins en commun de montrer à quel point la chanteuse a

dû se battre dans un monde dominé par des hommes et marqué par le racisme. Dès 13 ans, alors qu'elle rejoint sa mère, aide ménagère à New York, Billie va, comme elle, se prostituer. Dans le documentaire, la musicienne Memry Midgett, confidente de l'artiste sur la fin de sa vie, raconte : « Billie tapinait à 13 ans et, à cet âge, elle avait elle-même mis des filles sur le trottoir... Elle se demandait si Dieu pourrait jamais lui pardonner. » Des faits difficiles à

CABALE D'ÉTAT

La star fut-elle victime d'une campagne de persécution orchestrée par l'État ? Le biopic l'affirme sans nuances. Le gouvernement, indigné par la popularité de *Strange Fruit*, voulait faire taire l'artiste. Harry J. Anslinger, très puissant directeur du Bureau fédéral des narcotiques, se serait appuyé abusivement sur les problèmes de drogue et d'alcool de la star pour la poursuivre. Le documentaire est plus mesuré. Le véritable Jimmy Fletcher y explique que ce serait l'un des agents de Billie Holiday, Joe Glaser, qui aurait aidé à l'arrestation de l'icône pour la forcer à se désintoxiquer en prison et la « sauver ».

comprendre sans se replonger dans le Harlem de la fin des années 1920, très violent, dans lequel l'adolescente évolue. Lorsque Linda Lipnack interroge Skinny Davenport, l'un des proxénètes qui exploitaient Billie Holiday à l'époque, le mac reconnaît : « Je connais mes filles, je leur bottais le cul. [...] Elles adoraient. Elles étaient fières d'avoir un œil poché. »

Plus tard, Billie Holiday continuera à fréquenter le monde de la prostitution. « Elle sortait souvent avec des filles, raconte John Simmons, qui fut son contrebassiste et son amant. Elle pouvait aller voir une prostituée dans la foulée, c'était une bête de sexe. » Et, comme le démontre le documentaire, ses relations avec les hommes seront toujours marquées par la brutalité. John Levy, notamment, la frappait à coups de poing dans le visage, dans le ventre... Et elle pouvait répliquer en l'assommant avec une bouteille de Coca-Cola. Un autre de ses nombreux protecteurs, Louis McKay, la rouait de coups jusque dans la rue, la séquestrait, régénait sa vie, l'empêchait de manger à sa faim pour la faire maigrir. Ce qui ne l'empêcha pas de se marier avec lui. « Elle avait toujours une bonne raison de choisir les hommes avec lesquels elle couchait, estime John



Avec le pianiste Bobby Tucker (au centre) et le manager James Asendio, lors d'une arrestation pour possession d'héroïne, le 20 mai 1947, à Philadelphie.

Hammond, qui fut son directeur artistique. Ils jouaient de la musique pour elle, ils la protégeaient et, dans le monde masculin des boîtes de nuit, ils lui laissaient faire la seule chose qui comptait, chanter. »

Billie Holiday était accro... à la musique, aux hommes, aux femmes, à la drogue. Ses musiciens racontent à quel point l'artiste aimait « se défoncer ». Les portiers de la 52^e rue, à New York, la ravitaillaient en marijuana, avant qu'elle se mette à consommer à haute dose du whisky, de l'héroïne, de la cocaïne... parfois tout en même temps. Bientôt ciblée par le Bureau fédéral des narcotiques, elle inventa une combine et se fit rapporter de la drogue dans le collier de son chien, qu'un ami promenait régulièrement pour elle.

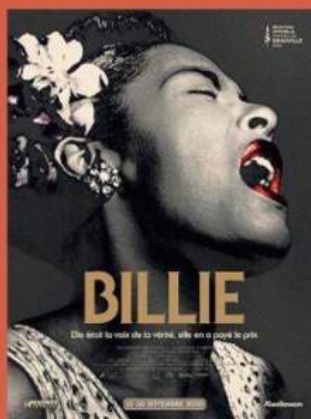
Contexte suffocant

Était-elle une obsession pour le gouvernement fédéral, comme le laisse entendre le biopic, et serait-ce cette persécution qui précipita sa chute ? Cela reste difficile à savoir (*lire encadré p. 204*). Le documentaire propose des pistes intéressantes pour comprendre l'acharnement des fédéraux du Bureau des narcotiques. S'attaquer aux addictions de Billie Holiday (comme à celles d'autres

stars du jazz) permettait de s'offrir une bonne publicité à peu de frais. La liberté de ton et de mœurs de la chanteuse était sans doute difficilement admissible dans une Amérique puritaine gangrenée par le racisme. Son amie Mae Weiss raconte que, lors des tournées de la chanteuse dans les années 1930, des serveuses refusaient parfois de la servir au restaurant. « À la fin de ses repas, elle demandait toujours un hamburger en plus et le mettait dans son sac à main, car elle

ne savait pas si on accepterait de lui donner à manger ailleurs. » Au début de ses tournées, on lui demandait de se noircir le visage pour ne pas détonner au milieu de ses musiciens.

Après le visionnage de ces deux films, on se demande ce qui est le plus incroyable : la vie anticonformiste de Billie Holiday ou le contexte suffocant de l'époque ? Et si les addictions de la star n'étaient pas finalement une réponse logique à la pression écrasante qu'elle dut supporter. ●



Le documentaire *Billie* est commercialisé en DVD par L'Atelier d'images.



La sortie du biopic *Billie Holiday. Une affaire d'État* est prévue le 2 juin.



**VOTRE NOUVEAU RENDEZ-VOUS
CHAQUE DIMANCHE À 15H30**

SUR LA TNT ET  CANAL 5
AVEC L'APPLICATION  TV d'Orange

CANAL 205
LES BOUQUETS
CANAL+

POUR TOUT COMPRENDRE DE L'ÉVOLUTION D'UN PAYS

GRAND FORMAT **RD CONGO**

ENJEUX p. 210 | ÉCONOMIE p. 230 | SOCIÉTÉ p. 256



Mise en place de l'Union sacrée, assainissement de l'administration, lutte contre la corruption, rééquilibres structurels, redéploiement économique... À mi-mandat, le président Félix Tshisekedi a toutes les cartes en main pour accélérer les nombreuses réformes dont le pays a besoin.

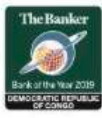
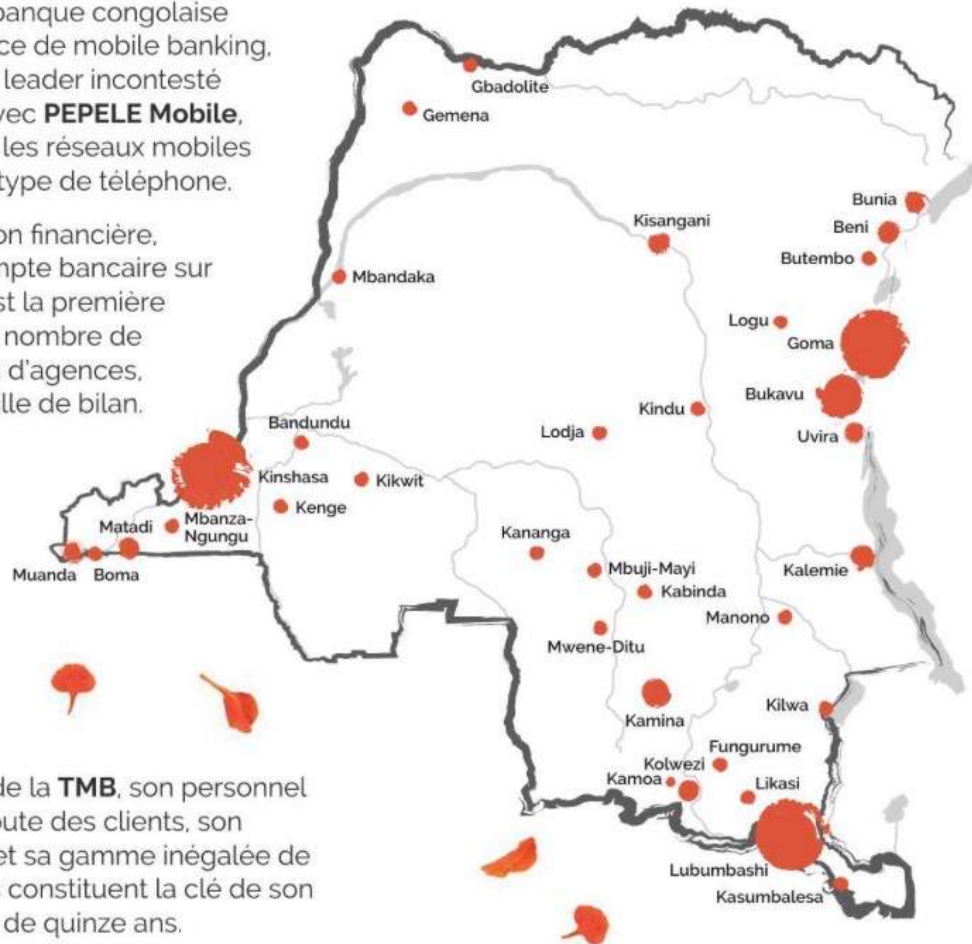
Ensemble, allons plus loin !

La **Trust Merchant Bank (TMB)** est une des plus importantes banques commerciales en République Démocratique du Congo. Banque universelle et de proximité, la **TMB** se déploie à travers le plus vaste réseau d'agences bancaires du pays.

Reconnue internationalement comme la meilleure banque du pays, la **TMB** est un précurseur et un innovateur dans le secteur bancaire national. Première banque congolaise à proposer un service de mobile banking, la **TMB** demeure le leader incontesté dans le domaine, avec **PEPELE Mobile**, accessible sur tous les réseaux mobiles du pays et sur tout type de téléphone.

Banque de l'inclusion financière, la **TMB** gère un compte bancaire sur cinq en RDC. Elle est la première banque du pays en nombre de clients et en réseau d'agences, et la seconde en taille de bilan.

L'ancrage national de la **TMB**, son personnel expérimenté à l'écoute des clients, son professionnalisme et sa gamme inégalée de produits et services constituent la clé de son succès depuis plus de quinze ans.



Best Bank in the DR Congo
2011 to 2020

Financial Inclusion Award
2015, 2017, 2019





Édito Damien Glez

Top départ à mi-mandat ?

Tout institut d'études politiques devrait inscrire la République démocratique du Congo contemporaine à son programme éducatif, tant l'histoire postcoloniale congolaise semble contenir tous les cas de figure historiques. Dans ce concentré de politique africaine, on trouve le culte d'un martyr panafricain – Lumumba, comme le Burkinabè Sankara –, l'épisode autocratique fantasque – Mobutu, comme le Centrafricain Bokassa –, la succession filiale d'un père assassiné – Kabila, comme le Tchadien Déby Itno –, l'accession tardive à la présidence par les urnes – Tshisekedi, comme le Guinéen Condé –, les ingérences transfrontalières – ougandaises ou rwandaises en RD Congo, comme érythréennes en Éthiopie –, ou encore la gestion inégalitaire d'un trop vaste territoire – l'est de la RD Congo, comme le nord du Mali.

L'accès à une sérénité politique souveraine et efficiente n'est jamais un long fleuve tranquille. Comme l'horizon, la stabilité semble s'éloigner à mesure que l'on s'en approche, y compris quand les clés du pouvoir sont remises à un chef d'État au nom d'une expression populaire formalisée par des élections validées.

Ce n'est que deux ans après son accession à la magistrature suprême que le « fils de Étienne » semble émancipé du « fils de Laurent-Désiré ». L'inattendue Union sacrée proclamée et le gouvernement de Sama Lukonde Kyenge enfin investi, les Congolais, longtemps sceptiques, peuvent-ils croire aux fruits économiques prochains du « scandale géologique » congolais et à une paix inespérée sur l'ensemble du territoire ?

Le « Tshisekedi nouveau »

Même échaudé par la sempiternelle sarabande d'élus à l'idéologie nomade, le citoyen aura à juger sur pièces, lors d'élections prochaines qui s'insinuent déjà dans les esprits. Le régime actuel aborde la deuxième moitié d'un mandat qui semblait patiner sur les jeux d'appareils politiques. Le quinquennat de « Fatshi » va-t-il enfin commencer « pour de

● ● ●
**Comme l'horizon,
la stabilité semble
s'éloigner à mesure que
l'on s'en approche.**

vrai » ? Volontariste et radical, le chef de l'État a choisi le test qui permettra d'évaluer le « Tshisekedi nouveau » : la sécurité dans l'est du pays, l'une de ses promesses de campagne devenue une arlésienne au fil des mois.

Depuis le 6 mai 2021, un état de siège décidé par ordonnance présidentielle permet aux militaires et à la police nationale congolaise de gérer les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, véritables zones de non-droit où les autorités civiles semblaient impuissantes.

Poigne républicaine

Le Kivu n'a jamais retrouvé de stabilité durable depuis les deux guerres de 1996-1997 et de 1998-2003. Après une accalmie d'une quinzaine d'années, l'Ituri, elle, basculait de nouveau dans la violence à la fin de 2017. Dans ce nid d'une centaine de groupes armés – 122, d'après un groupe d'experts du Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) – essaient notamment les Forces démocratiques alliées (FDA), affiliées à l'État islamique, et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), réfugiées dans les forêts. Carburant de ce programme tragique : rancœurs idéologiques et appétit minier. Quelques jours après le début de l'état de siège dans la région, l'opinion s'émouvait de nouvelles violences, notamment le meurtre d'une caporale des Casques bleus de 28 ans, lors de l'attaque d'une base de l'ONU près de Beni, et celui d'un animateur d'une radio locale, un journaliste âgé de 23 ans.

Le chef de l'État est manifestement disposé à rendre des comptes rapidement, puisqu'il a prévu un état de siège d'une période de trente jours. Période qui s'achève déjà en ce début de juin... Si le régime venait à s'enliser dans une reconduction de cet état de fait au parfum d'état d'exception ou s'il venait à faillir dans sa politique de poigne républicaine, il pourrait compter sur un aiguillon aussi persévérant qu'indépendant : le docteur Denis Mukwege. Enfant du Kivu, le Prix Nobel de la paix ne cesse de réclamer la pacification de l'est de la RD Congo et la poursuite des auteurs de violations des droits de l'homme. ●

ENJEUX

Enfin libre ! ou presque...

Cinq mois après la fin de l'alliance avec Joseph Kabila, le chef de l'État dispose d'un nouveau gouvernement. Principaux défis : rattraper le temps perdu pendant les deux années de laborieuse collaboration avec son prédécesseur et se préparer, déjà, à remettre en jeu son mandat, en 2023.

ROMAIN GRAS, ENVOYÉ SPÉCIAL

Félix Tshisekedi a-t-il, l'espace d'un instant, cru que l'édifice pourrait s'effondrer aussi rapidement qu'il avait été érigé ? À la mi-avril, au lendemain de la nomination du gouvernement, l'Union sacrée – la méga-coalition qu'il a mise sur pied quatre mois plus tôt – compte ses déçus. Après plusieurs semaines d'intenses négociations, 56 ministres ont été retenus dans l'équipe de Sama Lukonde Kyenge. Comme attendu, les recalés, dont certains avaient déjà préparé leur discours de remerciement, sont nombreux. La fronde s'organise. Un réaménagement de l'équipe gouvernementale est exigé par une clique de « révolutionnaires », majoritairement issus du Front commun pour le Congo (FCC), s'estimant lésés dans le partage, au vu du rôle crucial qu'ils ont joué dans le renversement de la majorité. En coulisses, l'inquiétude monte, et Félix Tshisekedi s'attelle à déminer l'affaire. « À ce stade, en comptant les frondeurs et l'opposition, ce gouvernement n'a aucune chance d'être investi », confie alors, soucieux, un poids lourd de la coalition, au lendemain d'un échange avec le chef de l'État.

Le 26 avril 2021, dans une salle du Congrès presque comble, le Parlement a finalement validé à

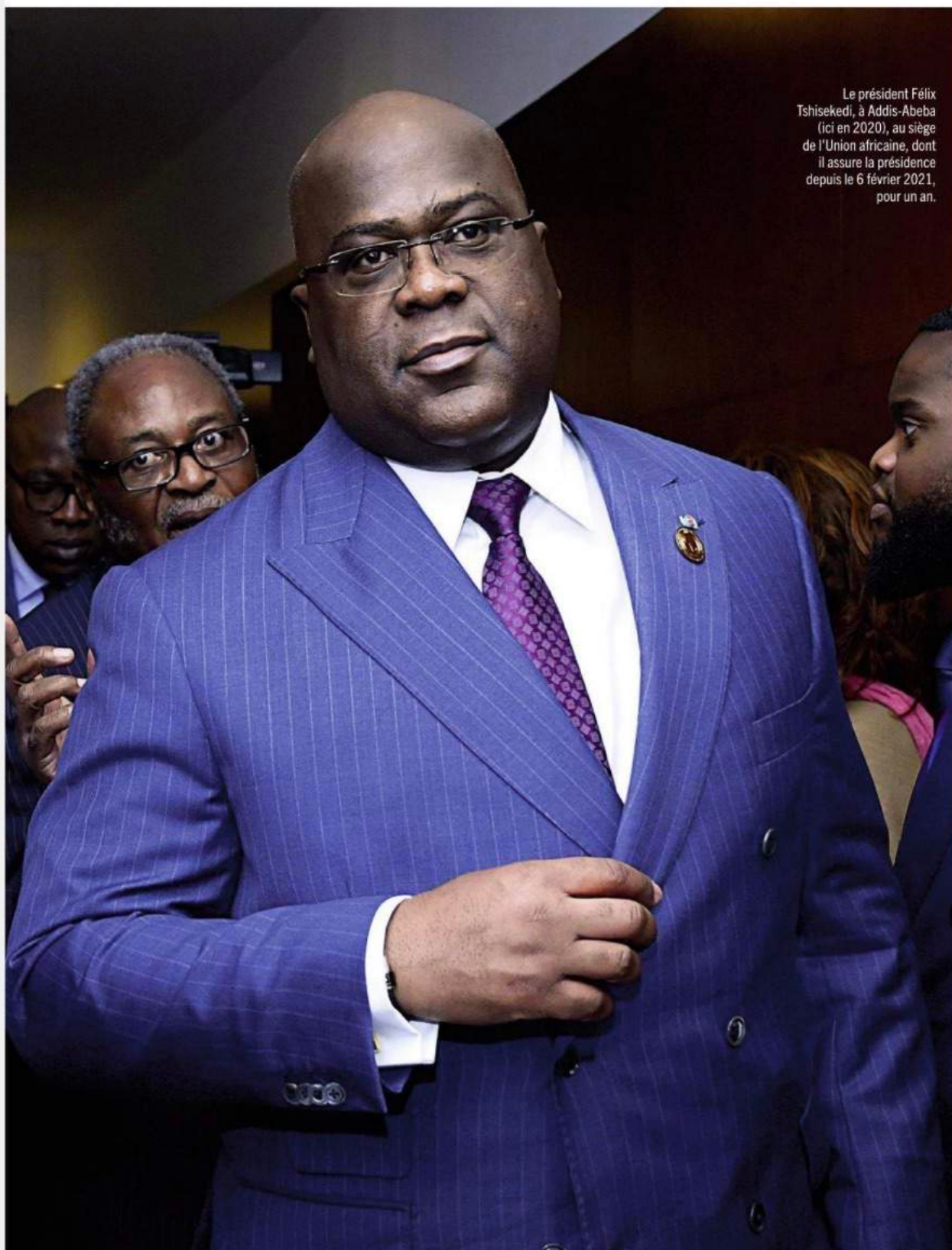
une écrasante majorité – 410 députés sur 412 présents –, et malgré des débats interrompus, l'investiture de ce gouvernement. Félix Tshisekedi bouclait ainsi une séquence politique amorcée sept mois plus tôt, avec l'annonce des consultations qui ont mené à la fin de l'alliance avec Joseph Kabila. Pour la première fois depuis son élection, il dispose des pleins pouvoirs, avec le contrôle sur les deux chambres du Parlement, et il a les mains libres pour faire avancer son agenda. Mais Tshisekedi doit désormais répondre à un triple impératif : concrétiser certaines réformes pour étoffer son bilan, financer son ambitieux – mais très coûteux – programme et ainsi préparer au mieux les conditions pour une réélection en 2023. Après avoir reproché au FCC de bloquer son action pendant deux ans, le chef de l'État se trouve confronté à un impératif de résultat.

Priorité à la réforme de la Ceni

Au rang des priorités figure la réforme de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Lors d'une ultime rencontre avec les députés pour atténuer les tensions avant l'investiture du gouvernement, Tshisekedi a réaffirmé son engagement d'organiser les scrutins dans les temps, disant vouloir →



Le président Félix Tshisekedi, à Addis-Abeba (ici en 2020), au siège de l'Union africaine, dont il assure la présidence depuis le 6 février 2021, pour un an.



EPA VIA MAXPPP

→ « tordre le cou aux spéculations bêtes et méchantes » sur un possible « glissement » du calendrier. L'hypothèse, que certains soutiens du président ont fait circuler, a provoqué une crispation dans l'opinion, parmi les leaders religieux et au sein de la communauté diplomatique, où certains se sont demandé s'il s'agissait là d'un « ballon d'essai ». « Il serait le principal perdant d'un glissement du calendrier, 2018 l'a montré », souligne un diplomate.

Pour éviter de voir monter la pression sur ce dossier, la question des modalités d'organisation de la prochaine présidentielle et celle de son financement devront trouver une issue rapide. L'option Ronsard Malonda ayant été abandonnée en juillet 2020, Corneille Nangaa est toujours le président de la Ceni. Le processus de désignation de son remplaçant et d'un nouveau bureau n'a pas encore été pleinement relancé. Le projet de loi relatif à la réforme de la Ceni est porté par Christophe Lutundula, député d'Ensemble, la plateforme de Moïse Katumbi, et nouveau ministre des Affaires étrangères. Il est inscrit à l'agenda de la session parlementaire en cours, qui doit s'achever le 15 juin.

Discussions avec le FMI

Un autre défi à relever avant que Félix Tshisekedi ne remette en jeu son mandat est celui du financement. L'ambitieux programme présenté aux députés par Sama Lukonde Kyenge dans son discours de politique générale ne comportait que très peu de mesures chiffrées. Seule l'évaluation du coût global de l'action du gouvernement jusqu'à 2023 a été énoncée par le Premier ministre : il table sur un budget estimé à 36 milliards de dollars sur trois ans – soit 12 milliards par an. Un montant qui a soulevé de nombreuses interrogations à l'Assemblée, le budget pour l'exercice en cours étant de moins de 7 milliards de dollars – déjà revu à la baisse par rapport à l'exercice précédent, pour prendre en compte les conséquences de la pandémie.

Un collectif budgétaire doit être établi afin de clarifier la situation pour l'année en cours. Pour atteindre son objectif, le chef du gouvernement

estime qu'il faudrait mobiliser 14 milliards de dollars d'ici à 2023. « Nous mobilisons chaque année autour de 3,5 milliards à 4 milliards de dollars en ressources propres. Il serait illusoire de penser que l'on va trouver le soutien nécessaire pour combler le budget dans de telles proportions », soupire un élu de l'Union sacrée. « La RD Congo a le potentiel pour atteindre ces objectifs, explique l'économiste Al Kitenge (*lire p. 250*). Il faut renégocier ou auditer certains contrats, notamment dans les mines, informatiser le système fiscal. Il faut simplement une volonté politique. »

Les nouveaux ministres de tutelle s'attellent en tout cas à trouver des solutions. Dans la foulée de l'investiture, les discussions ont débuté entre le Fonds monétaire international (FMI) et le nouveau ministre des Finances, Nicolas Kazadi, ancien ambassadeur itinérant de Tshisekedi. Le 17 mai, en marge du sommet sur

Dans la course contre la montre qui le sépare des prochains scrutins, le chef de l'État devra trouver le moyen d'avancer ses pions tout en ménageant ses nouveaux alliés.

les économies africaines qui s'est tenu à Paris, le FMI s'est engagé à apporter un soutien de 1,5 milliard de dollars dans le cadre de son programme triennal avec la RD Congo (*lire pp. 230-232*). Reste à s'entendre sur le contenu des réformes qu'il faudra engager. Le chef de l'État a déjà annoncé sa volonté de réviser les contrats miniers.

Le chantier, auquel s'ajoute une situation sécuritaire délicate, est donc immense. Or, s'il veut pouvoir avancer au rythme nécessaire, Tshisekedi devra garder la maîtrise de cette majorité volatile, dont on a déjà vu la capacité à ralentir la cadence lorsque les mécontentements se font sentir. Satisfaire les intérêts d'une coalition hétéroclite comme celle-là ne sera pas chose aisée. « Tout le monde ne

rentrera pas tout le temps dans les rangs. Il ne faut pas s'y tromper : oui, Tshisekedi a une majorité ; non, elle ne lui est pas totalement acquise », résume un député de l'Union sacrée.

« Pas de chèque en blanc »

Félix Tshisekedi peut-il faire entièrement confiance à ses nouveaux alliés ? Si dans l'entourage du président congolais personne ne fait réellement mystère des ambitions du chef de l'État pour 2023, l'idée selon laquelle les partis engagés dans la nouvelle coalition seraient automatiquement des soutiens de Tshisekedi en 2023 paraît compromise. « Il aurait espéré avoir un soutien plein et entier des grands leaders de l'Union sacrée et des garanties pour 2023. Mais il ne les a pas obtenues », explique un député de la majorité. « Nous ne sommes pas naïfs, nous savons qu'adhérer à l'Union sacrée ne constitue pas un chèque en blanc pour 2023 », rétorque un proche du chef de l'État.

Parmi les poids lourds de la majorité, certains, comme le président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, se rangent d'ores et déjà derrière le chef de l'État pour 2023. D'autres sont bien plus flous sur leurs intentions. Moïse Katumbi, dont le récent parti communique régulièrement sur la campagne d'adhésion de nouveaux militants, fait à ce titre office d'outsider potentiel et surveille de près les futures réformes électorales.

Autre poids lourd de la coalition, plus mystérieux sur ses ambitions, Jean-Pierre Bemba est pour sa part toujours suspendu à l'interprétation de sa condamnation pour subornation de témoins. En 2018, la Cour constitutionnelle l'avait disqualifié à cause de celle-ci. Qu'en sera-t-il cette fois ?

Dans la course contre la montre qui le sépare des prochaines échéances électorales, le président Tshisekedi aura en tout cas besoin de trouver un savant dosage pour avancer ses pions tout en ménageant ses nouveaux alliés. Preuve qu'il n'a pas l'intention de perdre du temps, il a profité d'une escale à Lubumbashi, le 13 mai, pour évoquer pour la première fois son intention de briguer un second mandat. À deux ans de la fin du quinquennat, la campagne a déjà commencé. ●



Total
bilan
2.13
USD milliard

PNB
203
USD millions

Part de
marché
27%

CONSTRUIRE ENSEMBLE UN CONGO GRAND ET FORT

VOIR GRAND POUR LE CONGO

Voir grand pour le Congo traduit le mieux ce que nous avons démontré depuis notre création et ce que nous voulons pérenniser : notre leadership sur le marché bancaire de la République Démocratique du Congo.

Chacun de ces mots, pris conjointement, expriment à la fois ce que nous aimons être, **des leaders** et ce que nous aimons faire ou entreprendre. Ils résument à la fois un programme d'actions et un critère de jugement de l'action individuelle et collective des Rawbankers.

Notre vision repose sur le fait que nous entendons réellement et clairement :

- produire un service innovant et de qualité ;
- attirer et fidéliser des employés compétents ;
- attirer et sécuriser des partenaires de qualité.

A travers cette vision, nous voulons promouvoir :

- le partage mutuel de la responsabilité pour atteindre des objectifs durables ;
- la collaboration et la communication efficaces ;
- l'implication de chacun dans la démarche de l'entreprise ;
- l'interdépendance et l'esprit d'équipe, deux facteurs clés de notre succès ;
- la motivation et plus particulièrement l'auto motivation.

Cette vision traduit aussi nos pratiques de gestion, de management et de leadership.

Elle exprime enfin la culture RAWBANK à savoir l'entrepreneuriat

☎ (+243) 99 601 63 06
Numéro gratuit 4488

f Rawbank

t Rawbank Sa

in Rawbank

✉ contact@rawbank.cd - www.rawbank.com

RAWBANK
is my bank.

EXÉCUTIF

Patrick Muyaya

Ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement

« Créer l'Union sacrée a été un combat »

PROPOS RECUEILLIS À KINSHASA PAR
STANIS BUJAKERA TSHIAMALA

Investi le 26 avril 2021, plus de deux mois après la nomination du Premier ministre Sama Lukonde Kyenge, le gouvernement de l'Union sacrée est enfin en fonction. Journaliste de formation, député national et, désormais, ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe, 38 ans, revient sur les défis que cette nouvelle équipe « des guerriers » entend relever d'ici à la fin du quinquennat, en 2023.

Jeune Afrique : Le gouvernement a présenté un budget de 36 milliards de dollars d'ici à 2023. Comment mobiliser un tel montant dans le contexte actuel ?

Patrick Muyaya : Ces 36 milliards doivent être compris comme une ambition. L'essentiel est que nous ayons la volonté de mobiliser toutes les ressources supplémentaires qui peuvent l'être pour les mettre au service du développement du pays, et que les efforts pour y parvenir soient fournis.

L'État étant contraint de réduire ses dépenses, un gouvernement de 57 membres, n'est-ce pas encore trop ?

Vous avez vu le temps qu'il a fallu pour le former... Il est important de rappeler que la coalition que nous

avons constituée est la plus forte qui ait jamais existé dans ce pays, avec une majorité de près de 400 députés [l'informateur en a recensé 392 en début d'année, mais de nouvelles adhésions ont suivi]. Il fallait s'assurer de la représentativité de chacune des 26 provinces, et de ménager un certain nombre de nécessités politiques et de choses indispensables à l'équilibre du pays. Mais la taille du gouvernement a tout de même été réduite de 15 %.

« —————
La coalition que nous venons de former est la plus forte qui ait jamais existé dans ce pays, avec une majorité de près de 400 députés.
»

Mais restreindre le train de vie des institutions, c'est aussi voir où et comment serrer les vis pour être sûr que les ressources disponibles servent bien à gérer les problèmes sociaux.

Le Premier ministre l'a dit dans son discours [de politique générale], il n'y aura ni majoration de salaires ni avantages. La tendance sera à la baisse des dépenses.

Certains demandent la suppression d'institutions telles que le Sénat et les assemblées provinciales...

Cela impliquerait de changer totalement la structure institutionnelle et la Constitution. Ce sont des mesures radicales que certains évoquent peut-être pour générer du buzz... Il y a cependant une réelle volonté politique de réduire le train de vie des institutions et les dépenses publiques. Et, surtout, d'améliorer la production et l'efficacité.

En revanche, en ce qui concerne les assemblées provinciales, il y a un vrai débat. Le découpage territorial a changé. Nous sommes passés [depuis 2015] de 11 à 26 provinces, il y a plus de 770 députés et 260 ministres provinciaux, et la plupart des provinces ne sont pas en mesure de produire de services et d'assurer la gestion de leurs compétences exclusives. C'est un problème qui demande réflexion.

On dit que la formation du gouvernement a été retardée, entre autres, par des divergences dans le partage des postes. Est-ce que cela ne risque pas de bloquer l'action de l'exécutif ?

Non ! Et j'ai un petit souci avec cette manière réductrice de décrire ce qui s'est passé comme s'il s'était agi d'un partage de gâteau.



Dans son bureau, à Kinshasa, le 10 mai.

Pour nous, créer l'Union sacrée a été un combat. Quand on fait de la politique, on n'est pas dans l'humanitaire. Au-delà de la volonté de conquérir le pouvoir, l'ambition de départ est de réussir à mettre en œuvre des politiques et de gérer le pays. Lorsque vous avez constitué une coalition, vous n'allez pas reprocher à ses membres de dire qu'ils pensent, eux aussi, pouvoir être utiles au pays, à tel ou tel autre niveau.

Désormais, le gouvernement est celui de la République. Ceux qui ont choisi d'en être sont partis de positions A pour évoluer vers une position B, plus fédératrice, constituée autour d'agendas et de priorités connues, qu'on appelle l'Union sacrée de la nation.

Vous avez vu Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba venus soutenir le gouvernement après son investiture devant le Parlement, où nous avons vécu quelque chose d'inédit : 410 députés sur 412 présents ont validé sa composition. Et ce n'est pas un chèque en blanc !

Au début mai, l'exécutif a décrété l'état de siège dans le Nord-Kivu et l'Ituri. Plusieurs observateurs s'inquiètent de ce que cette mesure donne trop de pouvoir aux militaires, dont certains sont accusés de contribuer à l'insécurité. Que leur répondez-vous ?

Vous ne pouvez pas partir de deux ou trois cas pour jeter l'opprobre sur 150 000 militaires. Dans l'armée comme dans tous les corps, il y a des dérapages, mais je m'insurge contre cette généralisation abusive qui voudrait faire croire que notre armée n'est composée que de violeurs et de gens qui ne respectent pas les droits de l'homme. Cela étant dit, il y a eu des interpellations, des rappels et des procès. Si, aujourd'hui, nous avons par exemple été reclassés sur la liste des pays qui peuvent collaborer avec le gouvernement américain en matière militaire, c'est que des efforts ont été faits.

Devant une situation d'insécurité qui perdure, qui plombe le développement, qui endeuille nos familles, qui empêche nos enfants d'aller à

l'école dans la sérénité, qui engendre des massacres quotidiens, du terrorisme, du banditisme, etc., vous ne pouvez pas refuser à un État responsable de prendre une initiative comme celle-là – qui est par ailleurs prévue par la Constitution.

À deux ans et demi des prochains scrutins, les réformes relatives au processus électoral avancent-elles ?

Je suis du G13 [groupe des députés qui militent pour les réformes électorales], et c'est justement le débat autour du processus électoral – qui commençait dans la contestation – qui a conduit à l'avènement de l'Union sacrée. À l'époque, la démarche unilatérale ne permettait pas d'avoir la sérénité nécessaire pour aller vers un système électoral corrigé.

Aujourd'hui, le premier point est de restaurer la confiance entre les différents acteurs. Et c'est ce qui a été exprimé dès la création de l'Union sacrée : le président Mboso est allé voir les confessions religieuses, les discussions se sont engagées, le projet de loi Lutundula a été examiné, et on a enfin eu le débat sur le rapport de la Ceni [Commission électorale nationale indépendante], plus de deux ans après sa remise. Auparavant, le processus était plombé par un manque de volonté politique ; aujourd'hui, le désir de le faire avancer est clair. Le Premier ministre l'a dit sans ambages : le gouvernement va travailler pour que nous puissions tenir les prochains scrutins dans les délais, en trouvant un consensus sur les différentes questions. La première des réformes concerne la Ceni, le reste suivra.

Le chef de l'État a indiqué qu'il souhaitait que le Parlement examine de nouveau la question de la double nationalité...

C'est aussi une question qui requiert un consensus. Il y a une volonté politique claire de mettre fin à l'hypocrisie. Pour nous, c'est aussi important sur le plan économique, pour que tous les Congolais qui sont à l'extérieur soient en mesure de revenir au pays et de pouvoir contribuer à son développement. ●

ARSENE MPIIANA POUR JA

REVUE DE TROUPES

Union à plusieurs variables

Au sein du Parlement comme de l'exécutif, la nouvelle majorité compte des personnalités d'origine, de culture, de partis et de points de vue bien différents, avec lesquelles elle sait qu'elle va devoir composer. Portraits de quelques figures clés.

STANIS BUJAKERA TSHIAMALA, À KINSHASA



PRÉSIDENCE RDC

CHRISTOPHE MBOSO LE DOYEN

Son âge, 78 ans, le même que celui du président des États-Unis, lui vaut d'être surnommé « Biden » par les autres députés. Élu au perchoir le 3 février, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga est devenu l'un des éléments clés dans la stratégie de Félix Tshisekedi et de l'USN. En tant que doyen de l'Assemblée, il dirigeait déjà le bureau provisoire de la chambre basse depuis décembre 2020, à la suite de la destitution de l'ex-présidente de l'Assemblée, Jeanine Mabunda, une fidèle de Joseph Kabila. Cofondateur du Parti démocrate et social-chrétien (PDSC), en 1990, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga est membre et secrétaire exécutif de l'Alliance des bâtisseurs pour un Congo émergent (ABCE, ex-membre du FCC), qui compte douze députés nationaux, un sénateur et plusieurs députés provinciaux.

Initialement, Félix Tshisekedi pensait à Jean-Pierre Lihau pour le perchoir (il sera finalement nommé vice-Premier ministre au sein du gouvernement Sama Lukonde Kyenge). Mais, par sa gestion des plénières qui ont fait couler le bureau Mabunda et le gouvernement Ilunkamba, Christophe Mboso s'est imposé comme incontournable dans le dispositif de l'USN. Désormais président de l'Assemblée nationale — deuxième personnalité du pays dans l'ordre protocolaire —, c'est par lui que Félix Tshisekedi compte obtenir toutes les réformes (électorales, sécuritaires, économiques, sociales...) nécessaires au pays. Et qui seront indispensables au chef de l'État s'il veut pouvoir prétendre à un second mandat. ●

MODESTE BAHATI LUKWEBO LE TRANSFUGE

Le 2 mars 2021, soutenu par l'Union sacrée de la nation (USN), Modeste Bahati Lukwebo (65 ans), a été élu président de la chambre haute du Parlement en remplacement du pro-Kabila Alexis Thambwe Mwamba. Pourtant, pendant nombre d'années, le sénateur du Sud-Kivu a été l'un des influents caciques du camp de Joseph Kabila. Plusieurs fois ministre, chargé des portefeuilles du Plan, puis de l'Économie, dans les gouvernements Matata et Tshibala, il a fait partie de la *shortlist* de Félix Tshisekedi pour le poste de Premier ministre, confié à Sama Lukonde Kyenge, le 15 février.

Président de l'Alliance des forces démocratiques du Congo et alliés (AFDC-A), Bahati Lukwebo avait toujours manifesté son souhait de diriger une institution dans la

nouvelle administration, justifiant cette ambition par le poids de son parti — qui était jusqu'à présent la deuxième force politique du Front commun pour le Congo (FCC), la plateforme de Kabila, avec 145 élus. C'est d'ailleurs en raison du désaccord régulier qu'il avait avec ses partenaires sur la place accordée à son parti, que Bahati Lukwebo se sépare finalement du camp de Joseph Kabila en 2019. Il se rapproche alors de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti présidentiel, et participe activement à la rupture entre Tshisekedi et Kabila. Il est l'un des artisans de l'Union sacrée puisque, le 31 décembre 2020, le chef de l'État le nomme au poste d'informateur, chargé d'identifier et de former une nouvelle majorité parlementaire. ●



VINCENT FOURNIER/JA

SAMY BADIBANGA LE FIDÈLE

Quand, le 21 octobre 2020, Félix Tshisekedi préside la prestation de serment (au forceps) de trois nouveaux juges de la Cour constitutionnelle, Samy Badibanga Ntita (58 ans) est le seul membre d'un bureau de l'une des deux chambres du Parlement à honorer le chef de l'État de sa présence. En tant que premier vice-président du Sénat, il s'est efforcé de convaincre les parlementaires du FCC, d'Ensemble, le parti de Moïse Katumbi, et du Mouvement de libération du Congo (MLC), de Jean-Pierre Bemba, de participer à cette cérémonie boycottée par la plateforme de Joseph Kabila. Il se verra ensuite confier d'importantes responsabilités dans la mise hors-jeu du FCC. Nommé parmi les cinq assistants de l'informateur Bahati Lukwebo pour identifier une nouvelle majorité en faveur de Félix Tshisekedi, Samy Badibanga a toujours su garder sa proximité avec l'UDPS, même après en avoir démissionné.

Il a par ailleurs utilisé son expérience d'éphémère ex-Premier ministre de Joseph Kabila (de novembre 2016 à février 2017) pour rallier plusieurs députés à la cause de l'USN. Il a également rédigé et lancé les pétitions qui ont fait tomber ses anciens pairs du bureau du Sénat, dont Alexis Thambwe Mwamba. Le 5 mars dernier, « Samy », avec l'accord de Félix Tshisekedi, a démissionné de son poste de premier vice-président du Sénat mais reste plus que jamais attaché à la stratégie du chef de l'État, et à ses côtés – une proximité qu'il assume. ●

THETHE KABWA KABWE LE CONSEILLER-EXÉCUTANT

Le 7 novembre 2020, au moment où Tshisekedi s'apprête à officialiser le divorce avec Joseph Kabila, Gaston-Thethe Kabwa Kabwe fait partie de la délégation congolaise dépêchée auprès de Paul Kagame, au Rwanda, dans le cadre d'une mission diplomatique relative à la situation politique du pays – type de mission dans lequel l'avocat est régulièrement impliqué. Officiellement, « maître Thethe », comme beaucoup le surnomment, est directeur de cabinet adjoint de François Beya, conseiller spécial en matière de sécurité du chef de l'État. Mais, depuis quelque temps, avec la bénédiction de son mentor, il s'est fait une place de choix dans le cercle des conseillers de Félix Tshisekedi et participe même à la stratégie du chef de l'État, dont il exécute et fait exécuter les instructions.

Titulaire d'un master 2 de recherche en droit comparé et d'un doctorat en droit privé de l'université de Paris-I, Thethe Kabwa Kabwe est actuellement professeur à l'Université de Kinshasa (Unikin) et avocat au barreau de Kinshasa-La Gombe. Membre du comité de suivi de l'accord FCC-Cach, qui liait la plateforme de Félix Tshisekedi à celle de son prédécesseur, l'avocat a participé à toutes les étapes de la courte vie (deux ans) de cette coalition, avant de s'imposer parmi les acteurs clés de la création de l'Union sacrée. « Sa disponibilité, son engagement, son tempérament calme et son humilité sont les éléments qui jouent en sa faveur », dit-on de lui dans l'entourage du président. ●

JEAN-MARC KABUND-A-KABUND LE STRATÈGE

Considéré comme celui qui a pensé et conçu la chute du FCC, la redoutable machine politique qui garantissait un certain pouvoir au président de la République honoraire, Joseph Kabila, Jean-Marc Kabund-a-Kabund est l'un des piliers de la nouvelle majorité et un incontournable sur bon nombre de dossiers stratégiques. Il a récupéré son poste de premier vice-président de l'Assemblée nationale au début de février, après avoir mené de main de maître la révolution qui a fait sombrer le FCC.

Destitué de sa fonction au sein du bureau de l'Assemblée en mai 2020, Kabund pouvait enfin opérer librement, débarrassé des brides que lui imposait sa position d'autorité parlementaire, et grâce à l'expérience en matière de mobilisation qu'il a acquise en tant que président intérimaire de l'UDPS. Et c'est en lui que le Cap pour le changement (Cach), la plateforme de Tshisekedi, a trouvé

l'homme capable de retourner la situation en sa faveur. Kabund a non seulement empêché l'élection de sa remplaçante (pourant désignée par Félix Tshisekedi), il est aussi parvenu à doucher les espoirs de Ronsard Malonda. La désignation de ce dernier à la présidence de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), entérinée par l'Assemblée nationale, était contestée par les confessions religieuses et le Comité laïc de coordination (CLC). Kabund aura également été de toutes les manœuvres qui ont conduit à la chute, humiliante, du bureau de l'Assemblée nationale, ouvrant ainsi la voie à la formation du gouvernement de l'Union sacrée, dont beaucoup de membres se reconnaissent en lui. ●



GWENN DUBOURTHOMIEU POUR JA

VIE DES PARTIS

Double opposition

Avec la formation de sa nouvelle coalition, Félix Tshisekedi est désormais confronté à deux forces adverses, bien distinctes. D'un côté les kabilistes, de l'autre l'aile radicale de Lamuka, incarnée par le tandem Fayulu-Muzito.

ROMAIN GRAS

Joseph Kabila est rentré à Kinshasa comme il en était parti : en toute discrétion. Après plus de quatre mois dans l'ex-Katanga, l'ancien président congolais a effectué, le 23 avril, son retour dans la capitale congolaise dans un costume inédit pour lui, celui de l'opposant.

Le 11 décembre 2020, lorsqu'il embarquait pour Kolwezi (dans le Lualaba), Joseph Kabila venait d'entasser le premier d'une longue série de revers avec la chute du bureau de l'Assemblée nationale, dirigé par son alliée, Jeanine Mabunda Lioko. En bon stratège, avait-il déjà compris que cette première fissure dans l'édifice allait inévitablement mener à l'effondrement de sa majorité ? En un mois et demi, les deux autres digues qui protégeaient cette dernière vont céder. D'abord, avec la destitution du Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le 29 janvier 2021, puis, une semaine plus tard, avec la démission du président du Sénat, Alexis Thambwe Mwamba.

Après dix-huit ans au pouvoir, Joseph Kabila est contraint de basculer dans l'opposition. Dans ce paysage politique chamboulé, Félix Tshisekedi n'est donc plus confronté à un seul mais à deux adversaires bien distincts. D'un côté, les fidèles de l'ancien président, de l'autre la branche radicale de Lamuka, incarnée par Martin Fayulu et Adolphe Muzito. Deux rivaux qui, bien qu'ils se rejoignent dans leur opposition au

chef de l'État, adoptent des stratégies diamétralement différentes.

Révolution à pas de velours

Après avoir dénoncé les « violations de la Constitution », la « corruption » et le « chantage » qui, selon eux, ont permis au président Tshisekedi de renverser la majorité à son profit, les proches de Joseph Kabila se sont résolus à jouer le jeu de l'opposition « classique ». Officiellement, il n'est pas question de boycotter les institutions ni de nier leur légitimité. « Tout se fera dans les règles, nous sommes des républicains », martèle un cadre du Front commun pour le Congo (FCC).

Dans les rangs de l'ancienne majorité, après avoir mis sur pied un « comité de crise », le raïs souhaite désormais réformer le FCC.

Pour se préparer à ce nouveau rôle, une révolution à pas de velours s'est engagée dans les rangs de l'ancienne majorité. Après avoir mis sur pied, dès le lendemain de la destitution de Jeanine Mabunda, un « comité de crise » dirigé par l'ancien ministre Raymond Tshibanda, le raïs souhaite désormais réformer sa plateforme

politique. « C'est la raison du retour de Joseph Kabila à Kinshasa. Relancer et redynamiser sa famille politique, maintenant que toutes les brebis galeuses sont parties à l'Union sacrée », confie un intime de l'ancien président. Le changement du nom et des animateurs du FCC est l'option privilégiée à ce stade. Dans la pratique, l'ancien coordonnateur de la

Joseph Kabila a fait son retour à Kinshasa à la fin d'avril, revêtu de son nouveau costume d'opposant.



JOHN WESSEL/AGF

plateforme, Néhémie Mwilanya, très critiqué ces derniers mois, n'est plus aux affaires depuis la mise en place du comité de crise. Ce vent de transformation pourrait s'étendre au Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), le mouvement de Joseph Kabila, dont le secrétaire permanent et candidat malheureux à la présidentielle de 2018, Emmanuel Ramazani Shadary, est lui aussi sur un siège éjectable.

Seul bastion légitime

Ces évolutions suffiront-elles à installer le camp Kabila dans son nouveau rôle d'opposant ? Dans les rangs du FCC, on assure pouvoir compter sur le soutien de près de 150 députés. « Plus, si l'on y ajoute ceux qui ne sont allés à l'Union sacrée que pour des postes qu'ils n'ont pas eus », précise un cadre du parti.

Au sein de Lamuka, l'équation est différente. Entre le discours modéré, porté par Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba, et celui, plus radical, incarné par le tandem Martin Fayulu-Adolphe Muzito, la rupture semblait annoncée depuis longtemps.

Le ralliement des deux premiers à Félix Tshisekedi et la présence de représentants de leurs partis au sein du nouveau gouvernement ont officialisé cette fracture. Depuis, Martin Fayulu et Adolphe Muzito se revendiquent seuls maîtres de la plateforme d'opposition, quand Moïse Katumbi soutient, en chœur

Les deux plateformes ont des stratégies différentes mais un adversaire commun et un même objectif : les élections générales de 2023.

avec Jean-Pierre Bemba, qu'il en est l'actuel coordonnateur. Proposition de réforme de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), marche de solidarité avec les victimes de violences dans l'Est... Loin d'avoir abdicé dans cette querelle

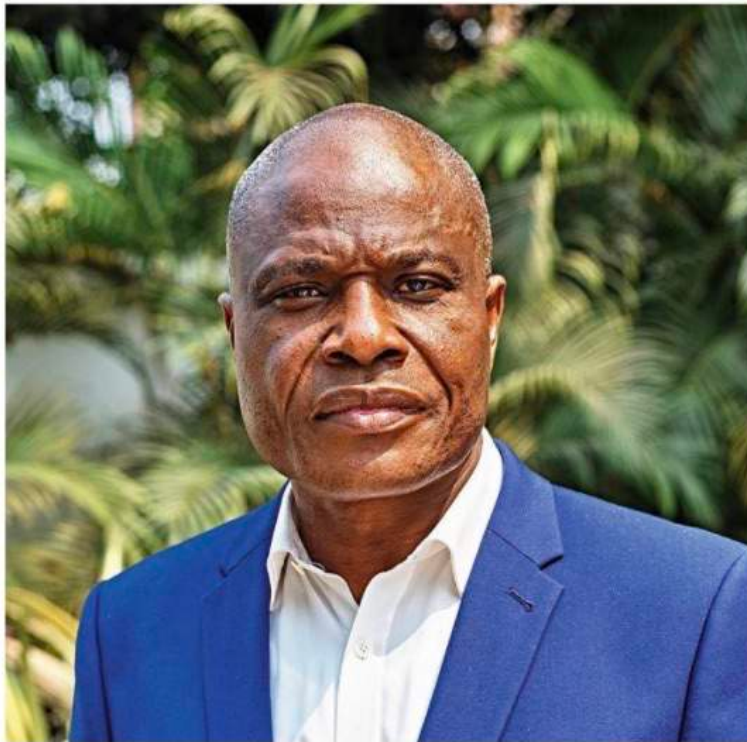
de leadership, l'ancien candidat à la présidentielle continue d'occuper le terrain, en rejetant toujours la légitimité des institutions. Pas question pour Martin Fayulu de partager avec Joseph Kabila le costume d'opposant, un terme qu'il se refuse à utiliser, préférant celui de « contestation », voire de « résistance ». Voilà pourquoi il n'a cessé de qualifier l'Union sacrée de « deuxième grosse » du duo Tshisekedi-Kabila.

En renvoyant dos à dos les alliés d'hier, l'opposant poursuit un objectif clair : se revendiquer comme le seul bastion d'opposition légitime dans un paysage politique qui a connu une profonde reconfiguration ces derniers mois.

Déjà en campagne

Malgré un adversaire commun, ces deux fronts d'opposition mènent des stratégies bien différentes. L'objectif reste en revanche le même : les élections générales de 2023. Martin Fayulu y pense-t-il déjà ? S'il se refuse, pour le moment, à parler ouvertement d'une potentielle candidature, il maintient toutefois que « si le peuple le lui demande » il n'aura pas le choix. Le 26 avril, sur Twitter, il a d'ailleurs lancé un message aux allures de discours de campagne : « La RD Congo a besoin d'un leadership sérieux, consciencieux et qui a les problèmes de la population à cœur. Vous m'avez élu en 2018 pour que nous évitions la situation chaotique que nous vivons aujourd'hui. Nous allons récupérer le pouvoir du peuple. »

Du côté du FCC, l'objectif affiché est clairement celui d'une reconquête du pouvoir en 2023. La question qui reste en suspens est plutôt de savoir qui incarnera cette candidature. « L'option sera levée en temps voulu », nous répondait à ce sujet Raymond Tshibanda, juste avant le retour de Joseph Kabila à Kinshasa. L'ancien président peut-il encore constituer une alternative crédible en 2023 ? Parmi ses fidèles, l'idée d'accompagner la refonte de la plateforme afin de préparer un champion pour 2023 gagne du terrain. Une réunion du bureau politique, en présence du raïs, doit permettre d'explorer de premières pistes. ●



Martin Fayulu, l'un des leaders de Lamuka, continue de revendiquer sa victoire à la présidentielle de 2018.

ROBERT CARRUBBA POUR JA

QUESTIONS À...

Adolphe Muzito

Coordonnateur en exercice de Lamuka

« Félix Tshisekedi fait partie du problème, il ne peut pas être dans la solution »

Coordonnateur en exercice de Lamuka, l'ancien Premier ministre revient sur les défis auxquels l'opposition est confrontée en interne, sur son alliance avec Martin Fayulu, les scrutins de 2023 et la revanche qui se prépare face à Félix Tshisekedi.

Jeune Afrique : Depuis le 12 avril, Lamuka a deux coordonnateurs, Moïse Katumbi et vous-même. Comment sortir de cet imbroglio ?

Adolphe Muzito : Nous ne devons pas chercher une solution à un problème qui n'existe pas. Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba ont abandonné nos objectifs pour aller soutenir un régime qui a confisqué la démocratie. Ils ne peuvent pas être à la fois au pouvoir avec leur parti et dans la résistance avec nous. Ils ont fait un choix.

Selon les statuts de la plateforme, quitter celle-ci ne peut se faire que par renoncement volontaire...

Les attitudes sont parfois plus parlantes qu'une déclaration. Ils sont allés à l'Union sacrée, mais ne veulent pas assumer le futur bilan du pouvoir, et ça les arrange de garder un pied dans l'opposition. C'est manquer de respect à notre peuple que de penser qu'ils peuvent jouer sur les deux tableaux.

Pourquoi avoir refusé de participer aux consultations ?

L'échange aurait dû avoir lieu sous la médiation d'une personnalité



VINCENT FOURNIER/JA

neutre. Nous avons toujours demandé un dialogue, afin que ce qui s'est passé en 2018 ne nous arrive plus. Mais Félix Tshisekedi fait partie du problème, il ne peut pas être dans la solution.

Mais il a réussi à isoler Kabila, ce que vous souhaitiez aussi...

Du point de vue de son pouvoir peut-être, mais cela n'enlève rien à son manque de légitimité. Tshisekedi doit sa position actuelle à la fraude orchestrée par Joseph Kabila. Ils sont au service de la même cause antidémocratique.

Partager l'étiquette d'opposant avec Joseph Kabila vous dérange-t-il ?

Nous reconnaître comme étant de l'opposition reviendrait

à nous inscrire dans la minorité républicaine. Nous sommes dans la contestation du système, alors que Kabila le sert.

Avec 80 % de nouvelles têtes dans le gouvernement Kyenge, n'y a-t-il pas eu de renouvellement ?

De quel projet, de quelle famille politique les membres de ce gouvernement sont-ils l'émanation ? Ils sont dans la continuité de ce qui se faisait avant.

Le budget présenté par le gouvernement prévoit 36 milliards de dollars sur trois ans. Vous semble-t-il réalisable ?

Quand j'ai quitté le gouvernement, en 2012, le niveau de réalisation du budget en ressources propres était de 3,5 milliards de dollars. Dix ans plus tard, ça n'a pas

évolué. Aujourd'hui, on promet des chiffres ambitieux sans dire quelle sera la part en ressources extérieures qui permettra d'atteindre cet objectif. Une majorité cohérente doit avoir un programme chiffré. Nous venons de faire le tiers de l'année avec un budget de 7 milliards de dollars. Et personne n'explique avec quelles réformes le collectif budgétaire permettra de réajuster le budget.

Félix Tshisekedi a décrété l'état de siège dans le Nord-Kivu et l'Ituri. Va-t-il dans la bonne direction ?

Cela pourrait être une mesure utile si elle était la conséquence d'autres choix politiques. Il y a plusieurs problèmes qui se posent aujourd'hui avec l'armée. L'un d'entre eux est l'incapacité des autorités à la financer correctement. L'autre est d'avoir des généraux qui sont la cible de soupçons de la part d'ONG et de la communauté internationale, et qui vont remplacer une administration déjà fragile.

Avec Martin Fayulu, vous avez proposé une réforme de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). En quoi se différencie-t-elle de celle de Christophe Lutundula, en cours d'examen au Parlement ?

Nous voulons dépolitiser la Ceni en mettant à sa tête les représentants des confessions religieuses. Ainsi, ces derniers ne se limiteraient plus à la désignation d'acteurs venus soi-disant de la société civile, alors qu'ils ont en fait une couleur politique. Ils assumeraient eux-mêmes l'organisation des élections. Il y a toujours la possibilité de trouver un terrain d'entente avec la majorité,

● ● ●
Nous sommes dans la contestation du système, alors que Kabila le sert.

à condition qu'on ait un cadre de discussion paritaire. Nous n'avons pas la prétention de dire que nos idées sont les meilleures.

L'Union sacrée dispose d'une majorité officielle de 392 députés. N'est-ce pas naïf de penser qu'elle va dialoguer avec vous ?

La majorité de Tshisekedi ne reflète pas la véritable majorité populaire. Nous leur proposons de trouver un vrai consensus, ensemble, afin que les prochaines élections ne fassent plus l'objet de contestations.

Martin Fayulu est-il le candidat naturel de Lamuka pour 2023 ?

Nous choisirons le candidat de Lamuka le moment venu. Nous avons la conviction qu'il gagnera. Il s'agira de gagner la présidence, mais il faudra aussi remporter la majorité parlementaire et donc nouer des alliances. Nous travaillons sur ces deux volets en même temps. ●

Propos recueillis par Romain Gras



Innovators in steel buildings



we shelter your business



Assemblage intelligent & rapide sur site



Supervision par un monteur Frisomat expérimenté



Transport et livraison vite & optimal



Plus de 500.000m² de bâtiments installés en Afrique

Réalisations en République du Congo



Vinamont



Sotraco



Moteurs Moë

Frisomat Afrique | +32 3 353 33 99 | info@frisomat.africa | www.frisomat.africa

SÉCURITÉ

À l'Est, du nouveau ?

Désormais débarrassé de son ancien partenaire de coalition, Félix Tshisekedi espère résoudre le casse-tête sécuritaire dans le Nord-Kivu et l'Ituri.

ROMAIN GRAS



Parade des Forces armées de la RD Congo à l'aéroport de Goma, le 10 mai, pour l'accueil du nouveau gouverneur militaire du Nord-Kivu.

Le 23 octobre 2020, à l'occasion de son discours à la nation annonçant le lancement des consultations politiques, Félix Tshisekedi avait placé « les questions relatives à la paix et à la sécurité nationale » au sommet de la pile des divergences qu'il avait avec son allié Joseph Kabila. Six mois plus tard, désormais émancipé de cette contraignante cohabitation avec son prédécesseur, le président cherche à honorer l'une de ses principales promesses : résoudre

le casse-tête sécuritaire de l'Est et ramener la paix dans cette région meurtrie, depuis plus de vingt-cinq ans, par des conflits à répétition.

Pour le moment, les chiffres ne plaident pas en sa faveur. Selon le Baromètre sécuritaire du Kivu (BSK), projet conjoint du Groupe d'étude sur le Congo et de Human Rights Watch (HRW), le nombre de civils tués dans cette région est en nette augmentation depuis la fin de 2019. Et plus de 120 groupes armés sont toujours recensés dans l'est du pays. Face à

la détérioration d'une situation déjà délicate, la colère des populations locales n'a cessé de croître au cours des dernières semaines.

Comme en novembre 2019, la Monusco a été la cible de plusieurs manifestations dans des villes de l'Est au cours du mois d'avril. La mission onusienne, dont le repli progressif est déjà engagé et qui doit désormais concentrer ses efforts sur les provinces de l'Est, est accusée de laxisme face aux tueries à répétition. À Beni, des élèves ont aussi →



Un potentiel grandissant !



Jean-Baptiste Siaté parle des axes de développement d'Ecobank en RDC.

Rencontre avec le directeur général de cet établissement financier panafricain, dont la notoriété dépasse largement les limites de l'Afrique.

Depuis 2020, vous dirigez Ecobank RDC.

Quels sont vos premiers retours d'expérience à ce poste ?

2020 a été une année de profonde remise en question sur le métier même de la banque. Malgré les difficultés, le contexte a présenté des opportunités nouvelles à saisir dans la manière de servir notre clientèle. En cela, nous avons réussi car la satisfaction de nos clients est restée notre priorité. Nos efforts se sont poursuivis dans la conquête de nouveaux clients et la consolidation des acquis. Notre plateforme technologique et nos produits digitaux nous ont permis de continuer de servir nos clients tout en assurant leur protection sanitaire, ainsi que celle de nos collaborateurs et des visiteurs de nos agences. En ce qui concerne le marché, la RDC est un grand pays avec son potentiel toujours grandissant et ses défis, nous avons donc pu maintenir et accroître certains indicateurs de performances durant l'année 2020. Nous restons confiants : l'année 2021 sera également une année de consolidation des acquis pour Ecobank RDC malgré la dernière montée en puissance de la concurrence.

Quels sont les atouts d'Ecobank ?

C'est une banque panafricaine qui a pour mission de contribuer au développement économique et à l'intégration financière de l'Afrique en fournissant des services bancaires et financiers abordables. C'est un groupe bancaire solide, fiable et fort de sa présence dans 33 pays d'Afrique et à l'international. Ecobank bénéficie de 35 ans d'expérience et d'expertise acquises sur plusieurs marchés, dans les divers secteurs économiques et dans un environnement de travail multiculturel. Sur le marché congolais, nous apportons des solutions financières efficaces aux multinationales, aux entreprises publiques et régionales, aux organisations internationales, aux petites et moyennes entreprises, aux clients de la Banque des particuliers. Pour accompagner nos clients dans la mutation de leurs habitudes de consommation et leur apporter une réelle valeur ajoutée, le Groupe Ecobank a investi dans la technologie et a déployé des produits digitaux, comme la plateforme bancaire mobile, la banque par internet (Omni Plus, Omni Light

et Ecobank en ligne), le vaste réseau des guichets automatiques, les terminaux de paiement, mais aussi les services de transfert d'argent, les services à la Diaspora (Rapid Transfer International) et le réseau d'agents bancaires. Tout ceci appuyé par les efforts permanents en matière de gouvernance, d'éthique et de conformité.

Quels sont les axes que vous souhaitez développer pour garantir sa croissance future ?

L'axe principal demeure le digital. La pandémie a plus que jamais démontré le caractère déterminant de l'innovation technologique dans l'offre de service à la clientèle, tout en accélérant l'adoption des produits digitaux par les clients. En plus l'amélioration de l'expérience client à Ecobank RDC demeure un point crucial pour notre Institution. En outre, nous n'allons pas déroger à la collecte des dépôts qui constitue l'un des piliers de notre métier, grâce à notre réseau et aux intégrations de notre plateforme avec celles des compagnies de téléphonie mobile, pour le bénéfice de nos clients. Nous poursuivons également nos objectifs de financement de l'économie, via les prêts, à tous les secteurs d'activité de notre marché cible.

Bien entendu, un accent particulier sera mis sur le secteur minier et sa chaîne de valeur où nous venons de renforcer notre présence en nommant un Directeur Régional dans la zone de production minière par excellence. De façon générale, nous nous appliquerons constamment à saisir des nouvelles opportunités sur l'ensemble du marché congolais, y compris l'accompagnement de l'État dans ses divers projets de développement du pays.

**« L'ANNÉE 2021
SERA ÉGALEMENT
UNE ANNÉE DE
CONSOLIDATION
DES ACQUIS POUR
ECOBANK RDC. »**



Suivez-nous sur



Ecobank RDC

2, avenue Kasa-Vubu
Croisement bd. du 30 Juin et av. Kasa-vubu
Kinshasa/Gombe - RD Congo

ecobank.com

→ effectué un long sit-in devant la mairie pour rappeler au président sa promesse de s'installer dans l'Est.

« Improvisation totale » ?

Conscient de l'urgence qu'impose la situation, mais aussi de l'importance de cette thématique sécuritaire dans la perspective de 2023, Tshisekedi était donc tenu de réagir. C'est avec la volonté de frapper un grand coup qu'il a annoncé, le 30 avril, l'instauration de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. La mesure, prévue par la Constitution mais jamais décrétée ni encadrée par une loi, est effective depuis le 6 mai, pour une période de trente jours. Résultat : l'administration civile a été remplacée par des militaires et des policiers aux pouvoirs renforcés (perquisitions de jour et de nuit, interpellations, interdiction de publier tout ce qui pourrait nuire aux opérations). L'ampleur de la tâche est immense. « Cela fait vingt ans qu'on a tout essayé, mais on n'avait pas encore essayé l'état de siège », a rappelé le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya.

Toutefois, l'octroi des pleins pouvoirs aux militaires jusque dans les instances judiciaires, où la justice militaire a pris le relais, a été accueilli avec un mélange de surprise et de méfiance. Symboliquement, il s'agit d'une mesure forte pour un président qui a réaffirmé son ambition d'éradiquer les groupes armés dans l'Est. Mais, dans la pratique, étant donné qu'il renforce les prérogatives d'une armée critiquée pour l'implication de plusieurs de ses membres dans le cycle de violence, ce choix du tout-militaire fait grincer des dents de nombreux observateurs.

« On craint, reconnaît l'un d'entre eux, que cette mesure n'ait été élaborée, au mieux, avec précipitation, au pire, dans une improvisation totale et avec une justification politique, car le président subissait une énorme pression de la société civile et de plusieurs politiques. » La communauté diplomatique s'est montrée étonnamment discrète sur le sujet en s'abstenant de réagir. Selon une source onusienne, la Monusco n'avait d'ailleurs pas été mise au courant de cette décision.

Pourquoi une telle méfiance ? Si l'efficacité à court terme et à moyen terme d'une telle mesure fait l'objet d'un débat, elle vient surtout prendre le relais d'autres solutions militaires déjà proposées par Félix Tshisekedi et qui n'ont pour le moment connu qu'un succès mitigé. Le projet de coalition régionale, évoqué à partir d'octobre 2019 et conçu comme un état-major conjoint des armées de la région, n'a jamais réellement décollé. Malgré l'organisation de plusieurs réunions entre les chefs des armées voisines, l'hostilité d'une partie de la sphère politique et les nombreuses divisions entre les pays impliqués, notamment le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, ont vite plombé le projet.

Axe Kin-Kigali

Qu'à cela ne tienne, Félix Tshisekedi a poursuivi son rapprochement avec Kigali, dossier dans lequel il s'est beaucoup investi depuis le début de son mandat. Alors que le groupe d'experts de l'ONU a affirmé, dans son rapport de décembre 2020, que des militaires rwandais étaient intervenus

« Si l'éthique est rétablie, tout le reste suivra — les moyens financiers, les moyens logistiques et l'administration. »

dans l'Est de la RD Congo, Kinshasa et Kigali ont multiplié les réunions en début d'année. Sous la houlette du conseiller sécurité de Tshisekedi, François Beya, et du mécanisme national de suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba, dont le coordinateur, Claude Ibalanky, a ses entrées au Rwanda, les deux pays ambitionnent de mettre en place un plan opérationnel pour lutter contre les groupes armés. Aucune précision n'a été donnée sur la forme que celui-ci pourrait prendre, et la question est traitée avec précaution, compte tenu des crispations qu'elle génère dans l'opinion congolaise.

L'offensive « de grande envergure » lancée par l'armée contre le

groupe d'origine ougandaise des Forces démocratiques alliées (ADF) en novembre 2019 présente aussi un bilan inégal. Si l'armée a beaucoup communiqué sur les bastions repris par les Forces armées de la RDC (FARDC), la menace des ADF reste présente, et les attaques qui leur sont imputées sont encore très nombreuses, bien qu'ils n'opèrent plus dans leurs sanctuaires habituels. À l'époque déjà, la Monusco n'avait pas pris part à ces opérations sur le terrain : n'ayant pas été impliquée dans l'élaboration de l'offensive, elle avait limité son soutien à un appui technique, dont des vols de reconnaissance. Le déploiement d'un contingent de l'armée ougandaise suscite aussi de nombreuses interrogations.

Par ailleurs, la présence de militaires présumés responsables de violations des droits humains à des postes de commandement constitue, depuis plusieurs années, un obstacle à une plus grande coopération entre FARDC et Casques bleus. Sur le terrain, l'arrivée prochaine d'un contingent kényan censé renforcer la brigade d'intervention de la force de la Monusco (FIB) pourrait, si les conditions sont réunies, renforcer l'efficacité du travail avec les FARDC.

D'ailleurs, l'hypothèse d'opérations conjointes entre FARDC et Monusco n'a pas été abandonnée. Dans les rangs de la mission onusienne comme au sein de la société civile, le profil des gouverneurs intérimaires nommé dans le cadre de l'état de siège a néanmoins suscité des questions.

Malgré les réticences qu'il soulève, ce dispositif permettra-t-il de résoudre durablement la crise ? Tshisekedi dispose de réels atouts pour impulser une nouvelle dynamique. Outre l'écrasante majorité qui lui est désormais acquise, son nouveau ministre de la Défense, Gilbert Kabanda, dit vouloir rétablir la morale au sein des FARDC. « Tout le reste, c'est-à-dire les moyens financiers, les moyens logistiques et l'administration, suivra si l'éthique est rétablie », a-t-il assuré. « La preuve d'un réel changement d'attitude passerait par l'octroi d'une part du budget plus importante à la défense et une réforme de fond des FARDC », estime une source diplomatique. ●



ASSUREZ-VOUS!

AFRISSUR S'OCCUPE DE TOUT



AFRISSUR

AFRISSUR S.A. est une compagnie d'assurance, créée le 28 mars 2019, et agréée par l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) le 20 juin 2020, pour effectuer des opérations d'assurance de la branche Vie.

Notre activité d'assurance Vie porte principalement sur la couverture et la protection en cas de décès, de survie et la combinaison des deux précédents, avec des garanties complémentaires relatives à l'invalidité, aux indemnités journalières et frais d'obsèques.

Notre mission est d'accompagner le passage de systèmes communautaires et informels d'assurance à des systèmes individuels et collectifs formels et inclusifs. Ces derniers ont un impact positif sur les populations et contribuent à la stabilité et la croissance de l'économie.

AFRISSUR garantit la réalisation de ces objectifs, dans le respect des diligences d'une saine gestion. AFRISSUR veille rigoureusement à la constitution des provisions techniques et au respect des normes édictées par le régulateur, dont celle de solvabilité.

Nos produits pour les entreprises et les particuliers

Une offre d'assurance tournée vers l'avenir pour le bien-être de tous. AFRISSUR vous propose des produits d'assurance pour vous protéger face aux aléas de la vie.

Entreprises et Banques

- Protection groupe entreprise
- Retraite complémentaire
- Prévoyance funérailles
- Sécurité découvert
- Prévoyance des comptes
- Assurance emprunteurs

Particuliers

- Prévoyance éducation
- Retraite complémentaire
- Epargne projets
- Epargne VIP
- Prévoyance funérailles

Nous contacter

☎ 082 000 7454 ☎ 097 000 0324

✉ INFO@AFRISSUR.CD 🌐 WWW.AFRISSUR.CD [f](https://www.facebook.com/afriissur) [i](https://www.instagram.com/afriissur) [in](https://www.linkedin.com/company/afriissur) / AFRISSUR

AFRISSUR • 10, BOULEVARD DU 30 JUIN • GOMBE • KINSHASA

RCCM: CD/KNG/RCCM/19-B-01070 - ID NAT: 01-K6500-N48064X - N° IMPÔT: A1914753H - CAPITAL SOCIAL: 16.500.000.000 CDF



L'union sacrée de la nation insuffle le déboulonnage du système d'insécurité dans l'Est.



Entretien avec Claude Ibalanky Ekolomba Ben Baruch

Coordonnateur du Comité exécutif du Mécanisme National de Suivi
de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba.



Vous êtes à la tête du Mécanisme National de Suivi depuis un peu plus de deux ans. Quel bilan tirez-vous de cette période ?

Je ne peux pas m'estimer satisfait aussi longtemps que la paix n'est pas encore effectivement rétablie dans toute l'Est du pays. En effet, mon travail porte essentiellement sur le monitoring et la réflexion stratégique en vue de la concrétisation de la paix, de la sécurité et de la coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région. Les défis demeurent à cet effet suite à l'activisme des groupes armés tant locaux qu'étrangers, particulièrement l'Etat islamique en République Démocratique du Congo, jadis appelé ADF, qui fait peser la sérieuse menace contre la paix et la sécurité dans le nord de la province du Nord-Kivu et dans celle de l'Ituri.

Par ailleurs, je note avec encouragement les dynamiques de mobilisation en cours dans le pays et dans la Région pour résoudre définitivement et durablement la spirale de l'insécurité

qui écumait l'Est du pays depuis environ trois décennies. La reconfiguration institutionnelle en République Démocratique du Congo, du fait de l'initiative du Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la base de la mise en place de l'Union sacrée de la nation, insuffle un nouvel élan pour démanteler le système d'insécurité longtemps ancré dans la partie orientale du pays. Certes, la tâche n'est pas aisée. Mais la ferme volonté politique constituée, dans ce contexte, une donne essentielle pour gagner ce pari.

Au niveau régional, conjointement avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, le Mécanisme National de Suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, dont je dirige le comité exécutif, a organisé du 3 au 6 mai dernier à Goma, l'atelier d'opérationnalisation du Groupe de contact et de coordination. La participation de tous les pays concernés à ces travaux (membres effectifs : Burundi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, RDC, ainsi que les observateurs : Angola, République centrafricaine et le Kenya) atteste de la mobilisation régionale à renforcer. Il est intéressant de noter, par exemple, que la prochaine réunion des chefs de renseignement et de sécurité de ces pays est prévue à Bujumbura.

Pensez-vous qu'il est toujours possible d'éradiquer les causes profondes de la violence qu'a connue la RDC au cours des décennies passées ? À quelles conditions ?

La durabilité de la paix et de la sécurité est fonction de l'adéquation des réponses aux

causes profondes de l'insécurité et de l'instabilité dans la partie orientale du pays. Ceci constitue la préoccupation majeure à la base du Programme de pacification et de stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo et la Région (feuille de route) que le Comité exécutif du MNS que je dirige a présenté au chef de l'Etat. Dans le même ordre, sur cette dernière base, les experts congolais viennent de valider la stratégie nationale de prévention des conflits, de stabilisation et de renforcement des communautés locales en cours d'élaboration dans le cadre du projet résilience de la Banque mondiale au bénéfice des pays fragiles. Certes, la tâche est ardue et requiert de la lisibilité dans la méthodologie pour résoudre efficacement les causes profondes du mal sécuritaire.

Quel est l'impact de l'état de siège sur la stabilisation et la pacification de l'est de la RDC ?

C'est la première fois, depuis l'entrée en vigueur de la Constitution promulguée en 2006, qu'est proclamé l'état de siège sur une portion du territoire national. Je soutiens sans réserve cette mesure prise par le Commandant suprême des Forces armées de la République Démocratique du Congo et de la Police nationale pour impulser un nouvel état d'esprit, du reste largement positif, dans les efforts de rétablissement et de consolidation de la sécurité dans l'Est du pays. La réalité de terrain inspire de nouvelles recettes pour pacifier l'Est du pays. Toute la population congolaise est conviée à y apporter son soutien. Car il est impérieux de rétablir le mariage entre les militaires et les civils pour venir à bout des forces du mal.

JAMG - PHOTOS DR

EN DÉBAT

Double nationalité

Hypocrisie collective

La Constitution est on ne peut plus claire dans son article 10 : « La nationalité congolaise est une et exclusive. » Une exclusive que les Congolais défendent officiellement avec vigueur, mais à laquelle beaucoup semblent plus ou moins discrètement déroger. Les partisans de la double nationalité estiment que cette loi est corsetée, anachronique, qu'elle prive inutilement le pays de compétences congolaises dispersées un peu partout dans le monde et qu'elle nécessite un toilettage. S'il n'existe pas de données précises, on estime le nombre de Congolais de la diaspora entre cinq et sept millions, en y incluant ceux qui ont acquis la nationalité de leur pays d'accueil.

Les « contre » rétorquent que la RD Congo n'est pas encore mûre pour la double nationalité. Leurs arguments reposent, pour l'essentiel, sur le risque d'une « double allégeance ». Le non-dit de cette position vise surtout certains Rwandais qui se font passer pour des Congolais lorsqu'ils sont en RD Congo, Kinshasa et Kigali entretenant des relations complexes, empreintes de méfiance réciproque, depuis le



génocide de 1994 au Rwanda. Une tragédie dont les répercussions sont encore visibles sur le sol congolais.

Par ailleurs, le doute persiste sur la nationalité de hauts gradés de l'armée. Un dossier explosif, mais qu'il serait temps d'ouvrir, avec lucidité. Pourquoi ne pas mettre en place une équipe ad hoc chargée de passer au crible le parcours de chaque haut responsable militaire et de réformer les procédures de recrutement ? L'Alliance des forces de libération du Congo (mouvement rebelle soutenu par le Rwanda et l'Ouganda et conduit par Laurent-Désiré Kabila,

qui a pris le pouvoir en mai 1997) comptait dans ses rangs de nombreux « libérateurs » issus de la diaspora, détenteurs d'un passeport étranger. Ces « étrangers » ont exercé des charges publiques et, si leurs nominations n'ont pas soulevé la réprobation générale, elles n'ont pas manqué de susciter nombre de critiques dans des cercles privés de la capitale.

De même qu'il l'est au sein de la société, ce débat est récurrent dans l'hémicycle. En 2007, l'appel d'un député en faveur d'une commission parlementaire censée débusquer les « binationaux » dans les institutions n'a pas eu de suite. Rien d'étonnant

puisque des dizaines de députés détenaient un passeport autre que congolais. Un secret de polichinelle dont tout le monde s'accommodait alors. Les choses ont-elles changé dans ce pays où ceux qui votent les lois sont les premiers à s'en moquer ?

Réseaux d'amis

Les Congolais continuent de se complaire dans cette hypocrisie collective. Lors des concertations nationales de 2013, l'idée de l'irrévocabilité de la nationalité congolaise de naissance a été entérinée. Cette disposition pourrait permettre d'apaiser les craintes de nombreux Congolais qui, à tort ou à raison, voient des « traîtres à la nation » un peu partout. Mais pour que cette recommandation soit effective, il faudrait modifier la Constitution. Pour l'heure, le président Félix Tshisekedi évite soigneusement de prendre position en public sur ce dossier sensible. Il a longtemps vécu en Belgique, où il s'est créé des réseaux d'amis. Après son investiture, il s'est entouré de collaborateurs venus de l'étranger et soupçonnés de... double nationalité. ●

Arthur Malu-Malu



STANDARD BANK RDC DEVOILE LA SOLUTION **MOBILE MONEY**

Depuis 1992, la Standard Bank RDC participe à la croissance du pays en accompagnant les entreprises et les institutions dans la concrétisation de projets de financement, d'investissement ou de couverture des risques.

Avec la crise sanitaire actuelle, cet accompagnement s'est matérialisé par l'émergence de solutions adaptatives adressant les besoins des clients dans ce nouvel environnement.

Au regard des directives sanitaires post-confinement, la Standard Bank RDC a accéléré l'adoption de ces initiatives ; parmi lesquelles, la digitalisation et les technologies financières, des domaines qui connaissent des niveaux d'innovation et un rythme d'exécution sans précédent, malgré une constante croissance ces dernières années.



L'innovation et l'expérience Client

Un modèle déterminant pour le Groupe Standard Bank

Le Groupe Standard Bank, la plus grande institution financière sur le continent africain, s'est fixé l'objectif de renforcer l'expérience bancaire de ses clients dans les 20 pays africains dans lesquels il est actif.

En termes d'innovation et d'expérience client, la filiale congolaise a récemment apporté de nettes améliorations à **Business Online** (la Banque en ligne de Standard Bank) avant la crise sanitaire. En effet, Standard Bank RDC avait déjà introduit la solution *Straight Through Processing (STP)*, un système automatique capable de traiter plus de 10 transactions par heure. Il fut également introduit la solution « *Host-to-Host* » permettant aux clients d'intégrer leur logiciel de gestion à **Business Online**, et donc d'éliminer la nécessité de saisir les mêmes informations dans **Business Online**.

Toujours dans le souci de mieux servir sa clientèle, Standard Bank RDC a récemment introduit la solution Mobile Money pour faciliter les opérations financières de ses clients.

La solution Mobile Money de Standard Bank permet de transférer des fonds par *Business Online* vers des bénéficiaires possédant un portefeuille mobile et ce en temps réel. Les bénéficiaires n'ont nul besoin d'un compte bancaire pour collecter les fonds et peuvent y accéder à l'endroit qui leur convient. La solution Mobile Money permet également aux clients de la Banque de recevoir des fonds émanant des débiteurs directement sur leur compte bancaire Standard Bank RDC.

Une solution adaptée, sécurisée, efficace et facile à utiliser

- **Liée au compte bancaire**

Les transactions entrantes et sortantes sont directement liées au compte bancaire du client.

- **Accessible 24/24**

À tout moment, le client gère et suit les transactions sur **Business Online** à partir de son ordinateur ou via l'Application mobile.

- **Transparente**

Le client accède au rapport complet des transactions en temps réel.

- **Sécurisée et flexible**

Le client réduit les risques liés au transport de liquidités grâce à une solution offrant un accès direct aux fonds et qui élimine le temps d'attente au guichet.

En route vers la transformation digitale

C'était lors d'une cérémonie virtuelle, en juin 2020, que le Groupe Standard Bank a dévoilé l'expansion de sa collaboration avec Salesforce, leader mondial des outils de relation client.

Une étape majeure dans la transformation digitale du Numéro 1 africain. Grâce à l'intégration des nouvelles technologies à tous les niveaux de la Banque, le nouveau modèle opérationnel transformera la plus grande institution financière africaine en une vaste plateforme digitale intuitive et agile, capable de personnaliser les offres pour chacun de ses clients. Le « nouveau centre commercial » permettra aux clients de profiter non seulement des offres de la Banque mais également de celles des partenaires de « l'Ecosystème Standard Bank ». L'objectif du Groupe Standard Bank est d'utiliser ses actifs en « data » pour construire des relations plus pertinentes et durables avec ses clients à chaque point de contact que ces derniers auront avec la Banque.



JAMG - PHOTOS DR

INFOS & RENSEIGNEMENTS

Standard Bank RDC s.a.
12, avenue de la Mongala
Kinshasa-Gombe

Tél : +243 996 060 070
Email : info@standardbank.cd
www.standardbank.cd

ÉCONOMIE

Au bon vouloir du FMI

Faut-il continuer à aider Kinshasa, qui a encore fort à faire pour mettre à niveau sa gestion, le climat des affaires et les infrastructures ? Le Fonds monétaire international répond par l'affirmative.

ALAIN FAUJAS



La commune de La Gombe et le port de l'Office national des transports (Onatra), à Kinshasa.



GWENN DUBOURTHOU-MIEU POUR J.A.

Après bien des tergiversations, le Fonds monétaire international (FMI) a finalement promis, le 17 mai, de conclure un programme d'aide de 1,5 milliard de dollars sur trois ans avec la RD Congo. Il y a longtemps mis trois conditions : le vote d'un budget 2021 réaliste, le renouvellement du conseil d'administration de la Banque centrale, ainsi que la publication de tous les contrats miniers et pétroliers signés par le gouvernement.

Il semble que ce soit surtout en matière budgétaire que l'exécutif congolais ait adopté une politique plus pragmatique. Oublié le budget poudre aux yeux en hausse de 63 % de 2020, à 11 milliards de dollars : à la fin de 2020, il a été revu à la baisse, à 5,7 milliards de dollars ! La loi de finances promulguée le 1^{er} janvier prévoit un budget en équilibre de 7,4 milliards de dollars. Elle s'appuie sur une prévision de croissance tout à fait crédible de +3,8 % en 2021 (voir « Repères » p. 232). En effet, la remontée des cours des matières premières, notamment celle du cuivre et du cobalt, a permis à la RD Congo d'enregistrer une croissance de +0,8 % en 2020 et d'éviter la récession de 2,2 % redoutée. Enfin, sous l'effet du blocage des échanges commerciaux par la pandémie et en raison de la dépréciation de 15 % du franc congolais par rapport au dollar, l'inflation a connu une poussée de fièvre de 41 % dans le courant de 2020, mais elle est depuis retombée à 16 %.

Équilibre hors de portée

Au premier abord, il y a donc du mieux. Avec 57 membres, le gouvernement Sama Lukonde Kyege compte une dizaine de ministres de moins que celui de son prédécesseur. Le code minier révisé et l'encadrement prévu des 200 000 « creuseurs » (lire pp. 242-244) – les artisans qui exploitent le cobalt – devraient faire rentrer plus d'impôts dans les caisses

de l'État et plus de devises dans les maigres réserves (un mois d'importations) de la Banque centrale. L'appel d'offres pour dix-neuf blocs de recherche pétrolière ira dans le même sens (lire p. 246).

Pourtant, on peut craindre que l'équilibre budgétaire ne soit hors de portée. Tabler sur une hausse de 51 % des recettes fiscales est hasardeux dans un pays en proie à la mauvaise gouvernance : certains experts estiment que les recettes de l'État resteront inférieures à 4 milliards de dollars. Espérer que la générosité internationale, déjà très sollicitée en 2020, progresse de 26,9 % semble léger. Prévoir une augmentation de 75 % du budget d'investissement, alors que l'État n'a aucune marge de manœuvre budgétaire, étonne.

Dans une note publiée en février, l'agence de notation S&P Global Ratings résume ces ambiguïtés. « En 2021, nous nous attendons à ce que les effets de la pandémie continuent à se faire sentir [...], même si la croissance devait connaître une reprise, peut-on y lire. Une aide financière importante accordée d'urgence par des partenaires bilatéraux et multilatéraux continue à être vitale pour atténuer l'impact du Covid-19. »

Le code minier révisé devrait faire entrer plus de recettes dans les caisses de l'État et plus de devises dans les maigres réserves de la Banque centrale.

S&P Global Ratings redoute, à juste titre, des « difficultés entourant la prise de décisions politiques », au vu de l'absence de Conseil des ministres pendant six mois. L'Observatoire de la puissance publique n'a-t-il pas déploré que l'investissement soit « à l'arrêt » ?

Dans ces conditions, peut-on fermer les yeux sur les fragilités de la RD Congo? La corruption galopante n'y incite pas. En novembre 2020, la Banque mondiale a suspendu son appui de 100 millions de dollars au programme phare de gratuité de l'enseignement lancé par le président Félix Tshisekedi, car l'Inspection générale des finances (IGF) a mis au jour un grand nombre d'enseignants fictifs et un possible détournement de 31 millions de dollars.

Le « souverainisme » des dirigeants congolais est problématique. Ils traînent les pieds pour suivre les conseils de bonne gestion des organisations multilatérales et ne manifestent aucun empressement pour accepter les réformes souhaitées par

les bailleurs de fonds (transparence des marchés publics, publication des contrats miniers, rapatriement des recettes d'exportation).

Des provinces démunies

L'immensité d'un pays grand comme quatre fois la France, quatre-vingts fois la Belgique, et l'absence d'infrastructures de communication limitent la faisabilité des promesses de l'exécutif, car l'État est souvent confiné dans la capitale. Les provinces lèvent des impôts au petit bonheur pour compenser l'absence de redistribution de fonds en provenance de Kinshasa. La modicité de leurs moyens limite leurs capacités d'action – certains gouverneurs ne disposent d'aucune voiture de fonction.

Le climat des affaires laisse à désirer. Les contrôles fiscaux ont tendance à se fixer sur le secteur formel étranger, car celui-ci est facile à cibler. Cela n'incite pas les entreprises occidentales à s'installer sur un marché congolais pourtant fort de 90 millions d'habitants. Sans oublier l'insécurité : ainsi, l'usine d'embouteillage du groupe Castel à Beni, dans le Nord-Kivu, tourne au tiers de sa capacité en raison de l'insécurité.

Risque d'explosion

Pourtant, il est impossible de laisser tomber la RD Congo. Son IGF fait du bon travail pour apurer les finances publiques. L'endettement du pays est le plus bas d'Afrique subsaharienne (15,2 % du PIB en 2020), car on ne lui prête pas de l'argent qu'il serait incapable de rembourser : on le lui donne.

Son adhésion à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) devrait lui profiter, à condition cependant que de nouvelles infrastructures de transport et d'énergie donnent un coup d'accélérateur au développement de son

REPÈRES

Récession évitée...

	2019	2020	2021
		↳ Projections (en %) ↴	
Croissance (PIB réel, à prix constants)	4,4	0,8	3,8
Secteur extractif	3,1	1,9	4,2
Secteur non extractif	5,7	-1,1	3,4
Inflation (moyenne annuelle)	4,7	11,3	10,9
		(en % du PIB)	
Solde budgétaire global (dons compris)	-1,9	-1,6	-0,9
Solde extérieur courant	-4,2	-4,0	-3,4
Dettes publiques	15,5	15,2	12,4
Dettes publiques extérieures	13,4	12,9	10,6

... mais développement humain très faible

IDH

Indice de développement humain
0,480, soit le **175^e rang mondial sur 189 pays classés**, contre une moyenne de 0,547 en Afrique subsaharienne



Espérance de vie

60,7 ans, proche de la moyenne de 61,5 ans en Afrique subsaharienne



Urbanisation

43,9 %, au-dessous des 39,7 % de moyenne en Afrique subsaharienne



Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1,90 \$ par jour)

76,6 %



Population rurale ayant accès à l'électricité

1,6 %, au-dessous de la moyenne de 27,6 % en Afrique subsaharienne



Durée moyenne de scolarisation d'un Congolais âgé de 25 ans

6,8 ans, au lieu d'une durée attendue de 9,7 ans, **mais un an de plus que la moyenne** (de 5,8 ans) en Afrique subsaharienne

L'endettement du pays est remarquablement bas, car on ne lui prête pas de l'argent qu'il serait incapable de rembourser : on le lui donne.

industrie manufacturière. Faute de quoi, la RD Congo deviendrait un marché d'exportation pour ses voisins et ne créerait pas les millions d'emplois formels dont elle a besoin.

Si la RD Congo explosait sous l'effet de l'insécurité généralisée et de bandes armées qui pullulent dans l'est du pays, si le terrorisme jihadiste s'y infiltrait depuis le Mozambique, ce serait une déflagration continentale en raison de sa taille, de son poids démographique et de la richesse de son sous-sol. Le FMI a donc ravalé son mécontentement, qui dure depuis les années 2000, et a fini par mettre la main à la poche... ●



DÉVELOPPEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE EN RDC



Trois questions à Eddy Ngarambe
Président Directeur Général de Saficables

Favoriser l'accélération de la couverture numérique est un des enjeux majeurs pour la République Démocratique du Congo dans les années à venir. Saficables, un des principaux acteurs dans le déploiement de la fibre optique du pays, joue ainsi un rôle de premier ordre en termes de compétitivité, de cohésion et d'aménagement du territoire national. Pour Roland Mandaka, Project General Manager de la société, ce défi doit permettre à la RDC, actuellement au 145^e rang mondial pour l'accès à l'internet, d'apporter le très haut débit dans les zones les plus reculées.

Quels sont les principaux défis en RDC pour acheminer la fibre optique aux populations qui n'ont pas accès à Internet ?

Le déploiement en RDC prend du temps car nous devons faire face à des infrastructures vétustes. Amener la fibre optique implique la mise en place d'une logistique très lourde, ce qui devient problématique quand vous devez transporter des centaines de câbles sur des routes abîmées ou même inexistantes. C'est un véritable challenge, mais nous avançons, et les progrès sont là. Notre objectif est clair : contribuer à installer progressivement les équipements afin d'amener le très haut débit aux populations les plus reculées et n'ayant pas la possibilité de se connecter à internet.

Les différences d'accès à internet sont-elles si importantes entre les villes et les zones rurales ?

Clairement, cela n'a rien à voir. Les grandes agglomérations comme Kinshasa, Kananga ou Muanda offrent un accès de qualité à internet grâce au déploiement des technologies 3G et 4G. Mais en dehors, vous pouvez rouler sur des milliers de kilomètres sans avoir aucune zone où vous pourrez vous connecter. La mission de Saficables est donc vraiment game changer, même si les projets sont chers et impliquent des montages financiers complexes. Nous pouvons néanmoins compter sur l'aide du gouvernement, très sensible à la question du numérique et conscient que disposer d'un accès à internet stable et étendu est un facteur de performance et de compétitivité pour la RDC.

La crise pandémique a-t-elle impacté l'activité de Saficables ?

Les différentes mesures de restrictions ont effectivement ralenti nos actions ces derniers mois. La logistique, en termes de déploiement de fibre optique, est lourde. Elle implique notamment de faire travailler plusieurs centaines de personnes et les protocoles sanitaires en vigueur - test PCR, mesures de quarantaine pour les personnes testées positives au virus - ont freiné notre activité. Impossible de faire autrement cependant, car nos équipes se déplacent de ville en ville et de province en province. Il n'était donc pas envisageable de faire circuler le virus. La levée progressive des restrictions, et notamment celle du couvre-feu - qui reste encore en vigueur dans les grandes agglomérations - permet de retrouver une activité presque normale. C'est un signe encourageant et j'ai confiance dans notre capacité à pouvoir redéployer la fibre optique pour amener internet là où il n'est pas encore présent. Saficables opère depuis plus de 4 ans et nos actions passées ont permis aux ONG, aux entreprises, aux entités gouvernementales et aux habitants des grandes villes de bénéficier d'une connexion rapide et efficace. Notre souhait est, à terme, d'arriver à gommer les disparités et l'important retard de développement des zones rurales en RDC. Saficables se veut être leader dans le déploiement de la fibre en Afrique centrale, principalement en RDC, en Angola, au Congo Brazzaville et bientôt Gabon, Cameroun et Guinée Equatoriale.



JAMG - PHOTOS DR

Saficables

84 avenue Equateur, Kinshasa
République Démocratique du Congo
Tél : +243 81 36 92337

Email : roland.mandaka@saficables-rdc.com
Email : arrachant@saficables-rdc.com

www.saficables-rdc.com

FINANCE

Peut-on faire confiance aux banques congolaises ?

Malgré le règne du dollar et du cash, l'affaire Afriland First Bank-Dan Gertler et le scandale BGFI-Zoé Kabila, les banquiers de Kinshasa affirment tout mettre en œuvre pour empêcher les flux illicites d'argent de transiter par leurs établissements.

CHRISTOPHE LE BEC



Le siège d'Equity-BCDC, sur le boulevard du 30-Juin, à La Gombe, au cœur de la capitale.

« **A** chaque scandale, c'est tout le secteur bancaire de la RD Congo qui est éclaboussé, puisque nos partenaires, notamment nos banquiers correspondants à l'international, estiment que notre risque pays s'accroît globalement », regrette le patron d'un établissement

financier ayant son siège à Kinshasa. C'est peu de dire que les banquiers congolais se seraient bien passés de l'affaire Afriland First Bank, qui met à nouveau à mal la réputation de leur secteur et complique leurs opérations en RD Congo et à l'international, ainsi que leurs relations avec les régulateurs. Un nouvel épisode qui vient

après les affaires des « cent jours », impliquant Rawbank, et des « Lumumba papers », touchant BGFI, dans lesquelles les banques sont accusées d'avoir facilité des flux d'argent illicites.

Entre 2018 et 2020, bien que sous le coup de sanctions du Trésor américain (Ofac), le controversé →

LE PARI GAGNANT DE DIDIER TSHIYOYO MBUYI

Les IX^{es} Jeux de la Francophonie auront bel et bien lieu à Kinshasa en 2022

Les préparatifs des IX^{es} Jeux de la Francophonie prévus à Kinshasa du **19 au 28 août 2022** s'accroissent depuis quelques mois. Le Président de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi a nommé en date du 14 février 2021, **M. Didier Tshiyoyo Mbuyi** au titre de son Haut Représentant au Comité National d'Organisation des Jeux de la Francophonie. Un vent nouveau a donc soufflé et, depuis, les préparatifs ont pris un rythme de croisière.



M. Didier Tshiyoyo Mbuyi

Mais qui est Didier Tshiyoyo Mbuyi ?

Issu de la diaspora congolaise de Suisse, Didier Tshiyoyo Mbuyi n'est pas un néophyte du monde des spectacles et d'organisations des grandes manifestations artistiques. Passionné de musique et de culture de manière générale, Didier Tshiyoyo Mbuyi s'impose aujourd'hui comme le sauveur des Jeux de la Francophonie à Kinshasa. Directeur du label « Timeout », il a produit des tournées et organisé des grands concerts des artistes

tels que Gim's et Dadju pour ne citer qu'eux. Il se revendique d'ailleurs de ce passé qui lui vaut aujourd'hui cette position tant prisée car il a su transformer une passion en une large expertise.

Et c'est grâce à cette parfaite connaissance de ce monde et de son parcours culturel et événementiel que la balance a pesé en sa faveur pour être hissé au rang de son Haut Représentant par le Président Tshisekedi pour les Jeux de la Francophonie de Kinshasa, en 2022.

Trois mois après sa prise de fonction, les préparatifs se sont accélérés avec la structuration du Comité National d'Organisation et le début de construction des Infrastructures des Jeux ; essentiels à la tenue des Jeux. La Cérémonie de la pose de la première pierre par le Chef de l'État en est un élément palpable et symbolique à la fois. Des équipes chevronnées, des compétences et des expertises congolaises réunies autour de Didier Tshiyoyo Mbuyi qui n'a pas lésiné sur les moyens pour constituer son équipe qu'il aime appeler « la Mission impossible ». Accepter ce challenge c'est mettre en avant la RDC en tant que le plus grand pays francophone au monde avec plus de 80 millions d'habitants et Kinshasa, sa capitale, capitale des jeux pour la circonstance, la plus grande ville francophone. L'occasion pour la RDC de mettre en exergue son potentiel tant culturel que sportif, c'est inviter le monde à poser

un regard différent sur la RDC qui a une jeunesse pétillante, créative et sportive. Nous sommes l'un des poumons du monde sur le plan écologique mais nous sommes aussi le poumon voire le cœur du monde dans bien des disciplines et des domaines.

Le peuple congolais va se réunir autour des valeurs fondamentales des Jeux de la Francophonie, pour marquer son appartenance à cette grande communauté mais aussi montrer qu'elle est fière de tenir la main, dans un élan de solidarité, à toutes les nations qui vont participer à cette rencontre, et, essentiellement à la jeunesse francophone et congolaise qui brille déjà par ses exploits sportifs et culturels. Car c'est la langue qui fonde une nation et, nous sommes fiers de cette nation dont nous revendiquons l'appartenance.

Aux différentes délégations des pays de l'espace francophone, Didier Tshiyoyo Mbuyi tient à les rassurer car la volonté est de faire des IX^{es} Jeux de la Francophonie à Kinshasa, le plus grand rendez-vous sportif et culturel post COVID-19 du monde. Les dispositions idoines sont déjà prises pour en faire une grande réussite.

« Durant 10 jours, ils seront tous congolais et découvriront ce pays merveilleux aux multiples potentialités et facettes » nous a-t-il confié avec un air déterminé, optimiste et confiant ».

JAMG - PHOTOS DR



Comité National des IX^{es} Jeux de la Francophonie
18 avenue Tabu Ley (Ex Tombalbaye) GOMBE - KINSHASA
République Démocratique du Congo

www.kinshasa2022.org



Les lanceurs d'alerte congolais Navy Malela Mawani (à g.) et Gradi Koko Lobanga, à Paris.

→ homme d'affaires israélien Dan Gertler, proche de l'ex-président Joseph Kabila, aurait utilisé une série de prête-noms pour ouvrir des comptes chez Afriland First Bank, y déposer plusieurs millions de dollars, puis effectuer des transferts dans le pays et à l'international, selon deux lanceurs d'alerte.

Lanceurs d'alertes

Gradi Koko Lobanga et Navy Malela Mawani, respectivement ancien chef et ancien adjoint de l'audit interne de la filiale congolaise du groupe camerounais Afriland, accusent en effet leur direction générale d'avoir facilité ces transactions contrevenant aux obligations de conformité de leur établissement. Accusations vigoureusement démenties par ce dernier.

Les deux Kinois sont réfugiés depuis plusieurs mois en France, où *Jeune Afrique* les a rencontrés au début de mars. Ils sont les principales sources d'un rapport intitulé « Des sanctions mines de rien », publié en juillet 2020 par les ONG française Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique (Plaaf) et britannique Global Witness, détaillant selon eux le *modus operandi* bancaire de Dan Gertler et de ses complices pour continuer à faire circuler leur argent. Pour la divulgation d'informations couvertes par le secret bancaire, le 3 mars, les

deux Congolais ont été condamnés à la peine de mort par le tribunal de grande instance de La Gombe – une peine qui a stupéfié à Kinshasa –, à la suite d'une procédure judiciaire qu'ils jugent inique. Leur avocat affirme que deux audiences pour la même affaire avaient lieu simultanément, ce qui l'a empêché de défendre ses clients dans celle à l'issue de laquelle ils ont été condamnés, ce que démentent les représentants d'Afriland First Bank.

Comme tous leurs confrères des services de conformité de banques, Gradi Lobanga et Navy Mawani étaient chargés de vérifier que les règles de *due diligence* étaient correctement suivies par les agents d'Afriland First Bank, s'assurant de la provenance des sommes déposées ainsi que de l'identité et de l'activité économique des titulaires des comptes de la banque – règles KYC (*Know Your Customer*, soit « connaissez votre client ») –, particulièrement

Selon Bob David Nzoimbengene, associé chez Deloitte, la loi contre le blanchiment est bonne. Ce qui pèche, ce sont les nombreuses dérogations.

pour les personnes politiquement exposées (PPE), pour lesquelles le risque de corruption est plus élevé.

Mais, selon eux, les transactions impliquant Dan Gertler (qu'ils affirment avoir croisé dans les couloirs du siège de la banque à Kinshasa) étaient traitées directement par la direction générale, et les moyens dont ils disposaient pour mener à bien leur mission de vérification de la conformité étaient limités. « Contrairement aux autres établissements de la place, comme Rawbank ou BCDC, notre service d'audit interne était extrêmement réduit, avec seulement de deux à quatre personnes affectées à cette mission. Et ses moyens n'allaient pas croissant, alors que l'activité de l'établissement était en développement, avec 15 agences dans le pays et une dizaine de guichets en plus début 2020 », font-ils remarquer.

Faibles moyens de contrôle

À Kinshasa, même si la plupart d'entre eux se disent atterrés par les deux condamnations à mort, les banquiers ne veulent pas se prononcer sur le fond de l'affaire Afriland First Bank, mais regrettent que le secteur soit le seul mis à l'index. « Les banques forment le maillon le plus visible des transactions illicites. Le système bancaire congolais doit bien sûr prendre part à la lutte contre le blanchiment, mais celle-ci ne doit pas s'arrêter là. Il y a deux autres facteurs majeurs à prendre en compte : d'une part, celui d'un secteur informel qui représente quelque 75 % des transactions, ces dernières s'effectuant essentiellement en cash, donc étant difficilement traçables ; et, d'autre part, une très forte dollarisation de l'économie », explique Henry Wazne, directeur général de Sofibanque et président par intérim de l'Association congolaise des banques (ACB).

« Il y a une incohérence des autorités à laisser prospérer en RD Congo un certain nombre d'acteurs économiques condamnés à l'international – tels que Dan Gertler, mais aussi les dirigeants de Congo Futur et de Mino Congo, également sanctionnés par l'Ofac – et à interdire leurs opérations bancaires, estime-t-il. Et ce n'est pas qu'un problème des autorités congolaises : le suisse Glencore et le →



www.md-drc.com

MD SERVICES Sarl : "La Solution pratique et adaptée pour une gestion du personnel axée sur le RESULTAT".



MD SERVICES Sarl, une société à 100% de Droit congolais, votre partenaire fiable en RDC pour la Gestion du Personnel local et expatrié, est spécialisée dans le secteur minier.



MD SERVICES Sarl vous apporte des solutions rapides, durables et conformes aux lois nationales en :

- ✓ Recrutement, placement et la gestion en sous-traitance du personnel local et expatrié ;
- ✓ Obtention de divers visas nécessaires pour expatriés voulant travailler en RDC ;
- ✓ Obtention des cartes de travail et autres documents requis pour expatriés ;
- ✓ Approvisionnement en Equipements de Protection Individuelle « EPI » ;
- ✓ Tout autre service ayant trait à la gestion du Personnel.

SOYEZ RASSURES !

DIRECTION GENERALE ET SIEGE SOCIAL :

3642, BOULEVARD DU 30 JUIN,
COMMUNE DE GOMBE-KINSHASA (RDC),
IMMEUBLE FUTURE TOWER, 6^{EME} NIVEAU, LOCAL 602.

TEL : +243 811 81 6938, +243 998 63 59 66.

SUCCURSALES INTERNATIONALES

AFRIQUE DU SUD

Tel: (+27) 116203007

Adresse: 8 HOMESTREAD RD, ORIEL,
BEDFORDVIEW, JOHANNESBURG.

UGANDA

Tel: (+256) 704 15 55 34

Adresse: 2572 KIWAFU ROAD, KANSANGA,
KAMPALA.

Site internet : www.md-drc.com

Email : info@md-drc.com



Boom de l'économie verte : les défis de l'industrie minière congolaise

La transition vers une économie sobre en carbone s'accélère à la faveur des plans de relance économique dont les objectifs à cet égard sont ambitieux. Or pour les économistes, la transition énergétique n'aura pas lieu sans les métaux indispensables aux technologies énergétiques bas carbone, ce qui place l'industrie minière et la RDC au cœur des stratégies mondiales de lutte contre les changements climatiques.

Parmi les métaux «critiques» figurent le cuivre et le cobalt dont la RDC regorge. Si la production de ces minerais est bien établie, tel n'est pas le cas du lithium, métal clé pour les batteries li-ion et les véhicules électriques. Les découvertes récentes suggèrent cependant que le Katanga pourrait abriter le plus grand gisement de lithium de roche dure au monde (Manono).

Le paradoxe de l'industrie minière est qu'elle incarne à la fois la vieille économie et la clé de voûte du «verdissement» de la nouvelle. À cet égard,

la RDC est un cas d'école : sa gouvernance est régulièrement mise en cause alors que son potentiel géologique pourrait en faire une gâchette pour l'émergence d'un secteur minier qui soit tout à la fois catalyseur du développement socioéconomique et acteur de la transition énergétique.

Ces principes concordent avec la Vision Minière de l'UA et les critères ESG que banques et marchés examinent avec une exigence croissante, ainsi qu'avec la toile de réglementations extraterritoriales visant à garantir le respect des droits de l'homme et de l'environnement et la transparence sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. La création récente de l'Entreprise générale du cobalt donne un exemple intéressant de dispositifs destinés à maximiser le potentiel offert par la transition énergétique en organisant l'exploitation minière artisanale du cobalt (qui représenterait jusqu'à 30 % de la production nationale totale).



**Bertrand
Montembault,**
Associé



**François
Adao,**
Collaborateur

Compte tenu des convoitises qu'attise le lithium, il est probable que les autorités congolaises décident de le déclarer substance stratégique soumise à un régime juridique et fiscal particulier. En effet, l'article 7 bis du code minier révisé prévoit que si la conjoncture économique internationale le permet, le Premier ministre peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, déclarer par décret certains métaux substances stratégiques. À ce jour, seuls le cobalt, le germanium et la colombo-tantalite ont ce statut, mais il conviendra de suivre avec attention l'issue des discussions en cours à la Chambre des mines de RDC sur l'évaluation du code révisé.

→ kazakh ERG versent des royalties à Dan Gertler. » Selon Henry Wazne, si l'on veut mieux aborder ces sujets, il faut que la banque centrale soit plus stricte pour interdire véritablement les transactions en espèces de plus de 10 000 dollars, y compris en dehors des banques, comme le prévoyait au départ la législation antiblanchiment.

Selon Bob David Nzoimbengene, associé du cabinet Deloitte pour la RD Congo, bon connaisseur du secteur bancaire, la loi congolaise de 2004 contre le blanchiment, inspirée des meilleurs standards internationaux de l'époque, est bonne. « Ce qui pêche, ce n'est pas la réglementation mais les dérogations octroyées à de nombreux opérateurs économiques par la banque centrale, en particulier sur l'interdiction de faire des retraits en cash au-delà de 10 000 dollars. En les octroyant, on a ouvert une boîte de Pandore, et l'exception est devenue la règle, compte tenu de l'importance de l'informel. Et cela ne favorise pas la bancarisation, encore très faible », estime ce commissaire aux comptes de plusieurs établissements financiers de la place, qui rappelle que 93 % des Congolais adultes n'ont pas de compte bancaire.

Selon Bob David Nzoimbengene, dans les grandes villes telles que Kinshasa, Lubumbashi ou Kolwezi, ces dérogations n'ont pas lieu d'être. « Avec le développement des réseaux bancaires, mais aussi le *mobile banking*, accessible au plus grand nombre, il n'est plus illusoire de faire respecter les limitations de l'usage du cash », assure-t-il. Il estime par ailleurs qu'on pourrait faire évoluer la législation pour limiter non pas les retraits, mais les dépôts en espèces dans les banques, au-delà de 100 000 dollars, par exemple.

Démarches à Washington

Tous les banquiers que JA a pu contacter affirment être mobilisés sur le sujet de la lutte contre le blanchiment d'argent provenant d'activités illicites. « Outre la mise en place de services de conformité dotés de personnel bien formé et de logiciels performants, dans lesquels certaines banques ont investi des millions d'euros, l'ACB a noué des relations étroites

avec le Trésor américain, qui veille sur les transactions en dollars, assure Henry Wazne. Depuis 2017, nous avons rendu visite à l'Ofac à plusieurs reprises à Washington, notamment à la fin de 2019, pour les convaincre de notre souci de lutter efficacement contre les flux irréguliers. »

« Si nous n'avions pas fait ces démarches à Washington, où nous avons bénéficié d'une écoute attentive, il est probable que nos établissements auraient été isolés du reste du système bancaire international », estime le dirigeant d'une autre banque, qui précise que les autorités politiques ont été associées à ces démarches. Cependant, les banquiers interrogés reconnaissent que cette lutte contre le blanchiment n'est pas menée avec la même vigueur par tous les acteurs. « Certains ont clairement fait le choix du risque de transactions non conformes », regrette notre interlocuteur.

Il faut tenir compte de la très forte dollarisation de l'économie et du secteur informel, qui représente 75 % des transactions, dont la plupart en cash.

« Il y a un progrès manifeste de tous les établissements, mais deux problèmes se posent », relève le directeur conformité d'un autre établissement qui évoque « un problème de moyens pour les établissements les plus petits, qui n'arrivent pas à recruter des profils expérimentés, et souffrent de *turnover* », ainsi que « le manque d'indépendance des départements conformité des banques par rapport à leur direction ». Selon ce professionnel, il faut que les services de conformité aient un double rattachement hiérarchique : au directeur général lui-même, mais aussi et surtout à un comité d'audit regroupant des membres du conseil d'administration de l'établissement. « Il faut qu'il y ait un regard professionnel neutre, non hiérarchique, sur ces questions de conformité », dit-il,

rappelant d'ailleurs que la banque centrale a récemment signifié aux banques présentes en RD Congo la nécessité de ce double rattachement des services de conformité. « Il n'est pas encore en place partout, mais ce sera le cas prochainement », espère notre interlocuteur.

Un droit de sanction

Pour séparer le bon grain de l'ivraie, l'ACB envisagerait de se pourvoir d'un droit de sanction et d'exclusion de ses membres en cas d'infraction à sa charte en matière de blanchiment. Une mesure qui suscite des discussions tendues entre les dirigeants des 17 banques de RD Congo, parmi lesquelles 3 établissements – Rawbank, Equity BCDC et Trust Merchant Bank – pèsent à eux seuls plus des deux tiers du marché.

Enfin, pour faire respecter des règles éthiques dans les affaires, il faut des gendarmes. Or, plusieurs banquiers soulignent que le premier d'entre eux, la Cellule nationale de renseignement financier (Cenaref, créée en 2004 pour enquêter sur les fraudes et les sanctionner), manque de moyens. « Il suffit de visiter ses bureaux pour se rendre compte qu'elle est dans une situation de précarité », déplore notre responsable de département conformité, selon lequel les établissements bancaires congolais « sont mieux équipés » que la Cenaref. « Cette dernière est une entité judiciaire. Quand elle parvient à une conclusion, elle transfère le dossier à un parquet classique, qui dispose rarement d'une expertise financière », note Michel Losomebe, ancien patron de la Biac, dubitatif sur l'indépendance des juges.

Si la banque centrale est dotée de davantage de moyens, elle est parfois qualifiée de juge et partie sur les questions de fraude. « Une part des opérations frauduleuses est liée au pouvoir politique et est parfois rendue possible par les services de la banque centrale », affirme un banquier qui estime à quelque 60 millions de dollars le montant des seuls arriérés de paiement de l'État congolais vis-à-vis des banques locales, et fait part de ses inquiétudes d'être sanctionné non pas pour une irrégularité, mais pour que l'État n'ait pas à rembourser. ●



République Démocratique du Congo - Ministère des Finances
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)

POUR UNE ADMINISTRATION FISCALE PERFORMANTE

La Direction Générale des Impôts (DGI), qui a la charge de l'ensemble des missions et prérogatives en matière fiscale en RDC, est un outil de premier ordre pour le développement du pays, via la mobilisation des recettes fiscales.



Directeur Général des Impôts,
**M. Barnabé
MUAKADI MUAMBA**

Réalisation des recettes en 2020

À la fin de l'exercice 2020, la Direction Générale des Impôts affiche un bilan largement positif en ayant atteint les assignations imposées par le Gouvernement. Lorsqu'il a pris officiellement ses fonctions de Directeur Général, le 16 juin 2020, dans un contexte particulièrement difficile dû à la pandémie de Covid-19 qui a paralysé les économies du monde et fragilisé les assujettis, Barnabé MUAKADI MUAMBA, en technicien avéré puisqu'il a fait carrière au sein de la DGI, a promis humblement de gagner le pari de la mobilisation des recettes avec le concours de toute son équipe. C'est d'ailleurs dans la foulée que le nouveau DG, tel un berger faisant paître son troupeau, a appelé les cadres et agents de la DGI à favoriser un travail harmonieux dans l'accomplissement des missions leur étant dévolues, ainsi qu'à promouvoir une franche collaboration entre la hiérarchie et la délégation syndicale.

Mobilisation des recettes de TVA : un franc succès !

Pris en comparaison des assignations budgétaires et du Plan de Trésorerie, les résultats ont été sans appel en faveur de la Direction Générale des Impôts qui a mobilisé plus de cent quarante-quatre milliards de francs congolais (144 463 568 739,98 CDF) de recettes TVA en novembre 2020, soit une augmentation de 66 %.

Il sied de noter que cette prouesse s'est réalisée en l'espace de seulement trois mois. En septembre, les recettes de TVA collectées s'élevaient déjà à hauteur de cent vingt milliards de francs congolais (120 203 308 269,37 CDF).

Se félicitant de ces résultats largement satisfaisants, le Directeur Général Barnabé MUKADI MUAMBA assure pourtant ne pas vouloir s'arrêter en si bon chemin et projette d'atteindre la barre des deux milliards de francs congolais d'ici le 1^{er} trimestre de l'année 2021. Cela serait une belle manière pour lui de célébrer sa première année à la tête de la DGI, avec à la clé un bilan six étoiles qui hisserait assurément son entreprise en tête des services d'assiette de l'État congolais.

La mise en service des caisses enregistreuses dans toutes les Directions de la DGI est un atout majeur. Ce n'est plus qu'une question de jours avant d'assister à la grande première de ces machines.

Au titre des actions qui ont permis à la DGI d'améliorer les performances en vue d'une mobilisation accrue des recettes de TVA, l'on note :

L'assainissement des répertoires et la relance des défaillants

- Des efforts sont consentis à ce jour pour la maîtrise des répertoires des contribuables afin d'obtenir une progression du nombre de contribuables actifs.
- Suppression des dossiers inactifs.
- Correction des situations de défaillances déclaratives.

Avec la maîtrise des répertoires, la DGI traite systématiquement tous les cas de défaillances déclaratives en appliquant rigoureusement toutes les sanctions légales.

Les actions de contrôle des anomalies et cas avérés de fraude

- Augmentation des actions de contrôle ponctuel en matière de TVA par la mise en œuvre des principes de gestion des risques identifiés à la suite des déclarations avec perte ou avec un bénéfice dérisoire.
- La procédure du contrôle ponctuel permet de mieux couvrir les risques déclaratifs et émergents au lieu de privilégier la vérification générale.
- Pour améliorer ses performances, la DGI doit traiter en priorité les risques les plus élevés, incluant les entreprises n'ayant pas déposé leur déclaration ou l'ayant déposée hors délai, les entreprises ayant déposé leur déclaration créditrice et sans TVA, et procéder à la rectification des écarts constatés.

Le renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux

Il est question d'accélérer l'instruction des réclamations de contentieux en accordant la priorité aux entreprises répondant aux critères suivant :

- Les situations contentieuses les plus récentes ;
- Les dossiers présentant un fort enjeu fiscal.

Le renforcement de la collaboration douanes - impôts - Banque centrale

La lutte conjointe contre les fraudes fiscales constitue un levier puissant que les trois administrations doivent capitaliser par l'intégration de leurs missions. C'est ici l'occasion de rappeler l'utilisation obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2021 du logiciel ISYS-RÉGIES pour toutes les opérations d'encaissement des impôts, taxes et redevances dus au pouvoir central. ISYS-RÉGIES étant la base de données unique de tous les paiements des dettes envers l'État, ne seront considérées comme réellement payées que les recettes renseignées dans ce logiciel.

L'automatisation des indicateurs de rendement

- La systématisation et l'automatisation des indicateurs concernant les activités de la Direction Générale des Impôts.

Perspectives d'avenir

Dans l'objectif de la modernisation de la Direction Générale des Impôts, les réformes structurelles et législatives suivantes sont envisagées :

- L'actualisation du cadre organique visant notamment la restructuration de l'Inspection des Services, dans le sens d'organiser un véritable Service d'audit interne conformément aux normes internationales, ainsi que celle des Services opérationnels dédiés à la gestion des comptes des contribuables.
- L'institution d'un impôt sur le revenu des personnes physiques pour une gestion globale des revenus catégoriels réalisés par les personnes physiques, et d'un impôt sur les sociétés qui devra s'appliquer uniquement aux bénéfices réalisés par les sociétés.

MINISTÈRE DES FINANCES DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

32 rue du Haut Congo - Kinshasa - Gombe
secretariatsuite@dgi.gouv.cd
secretariatsuitedgi@gmail.com
Tél. +243 828 115 555/828 135 555

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Comment mieux exploiter l'or bleu

Fragilisée depuis 2019 par la chute des cours, la hausse de la redevance, puis par la pandémie due au coronavirus, la filière cobalt reprend de la vigueur. Avec de nouveaux acteurs... et plus d'éthique.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Première productrice de cobalt au monde, la RD Congo abrite plus de 50 % des réserves de la planète, principalement localisées dans le Haut-Katanga et le Lualaba. Elle fournit plus de 70 % des volumes émis sur le marché de ce minerai qu'elle a classé parmi les « métaux stratégiques » de son nouveau code minier. À partir de 2019, la filière cuivre-cobalt a été secouée par deux chocs majeurs. D'abord, la chute des prix mondiaux du cobalt, qui sont passés de 95 000 dollars la tonne à la mi-2018 à 30 000 dollars en juin 2019. Puis, la pandémie de Covid-19, en 2020, qui a entraîné un affaïssement de la demande mondiale et un nouveau recul des cours au premier semestre.

Conséquences : nombre de sociétés minières ont suspendu leurs activités ou reporté leurs projets d'exploitation ou ceux d'extension de leurs capacités de production. Autant de facteurs qui, selon les données de la Banque centrale du Congo (BCC), ont fait chuter la production de cobalt métal à 77 964 t, en 2019. Malgré un léger rebond à 85 856 t en 2020, la production n'a pas retrouvé le niveau record de 111 358 t atteint en 2018.

En dépit du contexte difficile, « l'industrie minière a toutefois fait preuve de résilience et de solidarité avec le gouvernement, en évitant les licenciements, pour maintenir le social

des travailleurs », souligne Louis Watum, président de la Chambre des mines de RD Congo.

Si l'année 2021 a commencé sous de meilleurs auspices, le « marché du cuivre et du cobalt restera difficile à gérer », indique le groupe chinois Jinchuan dans son rapport 2020. La croissance chinoise reste à confirmer, et « les tensions géopolitiques résultant de la guerre d'influence que se font les États-Unis et la Chine peuvent influencer le marché », ajoute Louis Watum.

Redistribution des cartes

Néanmoins, dans les dix ans à venir, le cobalt étant devenu crucial pour la transition énergétique, étant donné qu'il entre dans la composition des batteries des véhicules électriques, la demande mondiale devrait passer de 136 100 t en 2020 à 280 000 t en 2030, selon Brian Ziswa, analyste principal de Roskill.

Au cours de la décennie 2010, la hausse de la demande en cobalt s'est déjà traduite par une redistribution des cartes dans la filière en RD Congo, avec d'importants changements de partenariat au sein des sociétés, et l'émergence de nouveaux acteurs, en particulier des groupes chinois. Parmi ces derniers, des géants miniers, des raffineurs de cobalt et des fabricants de produits finis, qui, au fil des ans, ont renforcé leurs positions en amont de la chaîne de

valeur et dans des unités de transformation. On peut citer Zhejiang Huayou Cobalt, fournisseur mondial de cobalt, China Railway Group, l'un des leaders dans la fabrication de machines et d'équipements, les miniers China Molybdenum Co (CMOC) et China Nonferrous Metal Mining Company (CNMC), ainsi que Jinchuan Group, deuxième producteur mondial de cobalt, Hong Kong Excellen Mining Investment, Tenngyuan cobalt Industry et CATL (leader mondial des batteries), qui exercent leurs activités en partenariat avec la Gécamines ou sont propriétaires de leurs filiales à 100 %.

Les établissements à capitaux chinois n'occupent pas tout le terrain. Le suisse Glencore, en tête de la





GWENN DUBOURTHOMIEU

Le site de Kamoto Copper Company (KCC), filiale du suisse Glencore, près de Kolwezi, dans le Lualaba.

production, contrôle Kamoto Copper Co (KCC) et Mutanda Mining (Mumi). Le kazakh Eurasian Resources Group (ERG) compte plusieurs filiales, dont Metalkol, et la communauté indienne est également active dans la filière (Chemaf et Somika). Mais, mis à part la Gécamines, les opérateurs privés congolais y sont minoritaires.

Top cinq des producteurs

En 2020, 70 % de la production de cobalt du pays était assurée par cinq entreprises : KCC (Glencore), Tenke Fungurume Mining (TFM, détenue par CMOC), Metalkol (ERG), Somidez (CNMC) et STL (Gécamines). L'ensemble des sociétés à capitaux chinois a réalisé la moitié de la production.

Si Mumi reprend ses activités en 2021, Glencore devrait à nouveau devancer de loin ses concurrents. Dans les cinq ans à venir, l'entrée en production de mines et l'extension des capacités de traitement pourraient amener de nouveaux changements. Au profit des entreprises chinoises ? Leader mondial du raffinage de cobalt et principal fabricant de batteries, l'empire du Milieu contrôle déjà la filière congolaise, et plus de 80 % du cobalt métal produit en RD Congo lui est destiné.

L'adoption en 2018 du code minier révisé a imposé de nouvelles règles du jeu qui mettent l'accent sur la transparence et la bonne gouvernance du secteur, ainsi que sur la prise en compte du « contenu local »

et de la responsabilité sociale et environnementale (RSE). Les mines doivent permettre le développement du pays et bénéficier aux populations congolaises. Dans la filière cobalt, l'une des applications de ce code a porté sur le secteur artisanal, qui assure environ 20 % de la production de cobalt et compte quelque 200 000 artisans « creuseurs »... parmi lesquels des enfants. Cette situation a déclenché une vague de protestations et de plaintes internationales contre Apple, Microsoft, Alphabet, la maison mère de Google, Dell et Tesla, mais aussi, en RD Congo, contre Glencore et Jinchuan, ou bien encore contre des fondeurs et négociants chinois se fournissant auprès des creuseurs.

Couplant les exigences en matière de gouvernance et de RSE, des mesures en faveur d'un cobalt éthique ont été prises, dont l'institution de l'Autorité de régulation et de contrôle des marchés des substances minérales stratégiques (Arecoms), ainsi que l'octroi du monopole d'achat du cobalt artisanal à l'Entreprise générale du cobalt (EGC), filiale à 100 % de la Gécamines, lancée à la fin de mars 2021. Elles visent à lutter contre le travail des enfants, à assainir la chaîne de production et d'approvisionnement du cobalt artisanal, à structurer le secteur, à assurer de bonnes conditions de travail et de rémunération aux artisans.

La sécurisation des approvisionnements préoccupe les raffineurs

et les fabricants de produits finis qui négocient directement avec les compagnies minières des accords de pré-achats, avec quatre ou cinq ans d'avance. Cette pratique tend à se généraliser. Reste à savoir quels produits intéressent le marché. En RD Congo, l'offre porte

L'octroi du monopole d'achat du cobalt artisanal à EGC, filiale de la Gécamines, vise entre autres à lutter contre le travail des enfants.

essentiellement sur des sels et des hydroxydes de cobalt. Les autorités misent donc sur davantage de transformation locale, voire l'intégration verticale. Mais elle est encore limitée par divers facteurs, en particulier « le manque d'énergie, d'infrastructures de transport et le climat des affaires », indique Louis Watum. Les clients préfèrent les hydroxydes de cobalt (considérés comme des produits finis), qui ont de multiples usages.

L'écart entre l'adoption d'un cadre légal et son application est souvent important. Si de premiers petits pas ont été faits en faveur d'une production plus transparente, éthique et aux retombées socio-économiques plus avantageuses pour la RD Congo, il reste encore du chemin à parcourir. ●

Lithium **Une niche prometteuse**

C'est dans les provinces du Tanganyika et du Haut-Lomami, dans le sud-est de la RD Congo, que l'on trouve des « roches de type pegmatite riches en spodumène » : c'est-à-dire un minéral de lithium associé au minerai stannocoltanifère. Pourtant, à l'époque coloniale et jusqu'en 1982, seul l'étain est extrait. Il faut attendre les années 2010 pour que la RD Congo s'intéresse au lithium et octroie à des sociétés minières les premiers blocs contenant des indices de ce métal, désormais classé parmi les minerais stratégiques.

Le nouveau code minier promulgué par l'État congolais en 2018 identifie en effet quatre « métaux stratégiques » : le cobalt, le coltan, le germanium et le lithium, sur lesquels il instaure notamment une hausse de la redevance,

qui passe de 2 % à 10 %. Dopée par l'augmentation de la demande mondiale en lithium (utilisé, entre autres, pour la fabrication de piles et de batteries rechargeables), la filière mobilise plusieurs compagnies, dont deux – en coentreprise avec la Congolaise d'exploitation minière (Cominière) – sont en phase de développement avancé.

Dans le Tanganyika, Dathcom Mining – partenariat entre l'australien AVZ Minerals (75 %) et la Cominière – développe le projet Manono (lithium et étain). Outre la richesse en métal de celui-ci, soit 44,6 millions de tonnes de réserves prouvées de lithium et 48,5 millions de t de réserves probables, la future mine devrait avoir l'une des plus faibles empreintes carbone du monde, en comparaison avec les projets similaires

de lithium, grâce à l'énergie de la centrale hydroélectrique de Mpiana-Mwanga.

Australiens et Chinois

Fort de ces atouts, AVZ Minerals – qui compte dans son actionnariat les chinois Huayou Cobalt Company et Yibin Tianyi Lithium – a conclu plusieurs accords d'enlèvement de minerais avec des groupes chinois : à la fin de décembre 2020, avec GFL International (filiale de Ganfeng Lithium) et, en mars dernier, Shenzhen Chengxin Lithium et Yibin Tianyi Lithium Industry Co. Le site de Dathcom Mining pourrait entrer en production au début de 2023, avec un volume annuel attendu de 700 000 t de concentré de spodumène (SC6, pour la production d'hydroxyde et de carbonate de lithium) et de plus de 45 000 t de sulfates de lithium primaire. Partenariat de la Cominière

avec, cette fois-ci, Mining Mineral Resources (filiale du groupe indien Vinmart) et l'État congolais, la Société d'exploitation des gisements de Malemba-Nkulu (Segmal) exerce ses activités quant à elle dans le territoire de Kabongo (Haut-Lomami), où elle est titulaire de trois permis d'exploitation. Enfin, le canadien Tantal Resources développe un projet sur les terrils de lithium, d'étain et de tantalite de Manono-Kitotolo, qu'il a acquis en 2018. Outre l'évaluation des ressources, il prévoit la construction d'une usine en 2022, pour une entrée en production en 2023. Quant à la junior australienne Force Commodities, détentrice des permis pour les projets Kanuka Lithium et Kitotolo Lithium, elle est pour l'heure peu active sur le terrain. ●

Muriel Devey Malu-Malu



ASSURANCES DES FACULTÉS À L'IMPORTATION ET ASSURANCES FRONTIÈRES EN RDC

En tant qu'acteur de référence pour les entreprises, la SFA Congo offre un accompagnement de qualité aux importateurs et au secteur du transport-logistique en RDC. Son Directeur Général, Antoine Choueifati, revient dans cet entretien sur les récentes évolutions en la matière.

Principales innovations du Code des assurances en matière d'importation et d'assurance frontière

Après une période de 52 ans de monopole d'État, le secteur congolais des assurances a été libéralisé en 2019, ouvrant la voie à de nouveaux acteurs dont la SFA Congo.

Le nouveau code des assurances congolais instaure une assurance obligatoire pour les opérations d'importation des biens ainsi qu'une assurance frontière.

Aujourd'hui, toute opération d'importation doit faire l'objet d'une assurance des facultés à l'importation (assurance obligatoire) et les véhicules en circulation internationale doivent toutes être munies d'une assurance frontière.

Cela va donner la possibilité à la SFA de souscrire ces risques sur ses traités et de contribuer davantage au développement de l'économie de ce pays, tout en offrant aux opérateurs locaux et internationaux des couvertures de premier ordre.

Récentes évolutions

Désormais, l'administration douanière (DGDA) et le régulateur des assurances (ARCA) ont coalisé leurs forces à travers un protocole d'accord qui encadre le contrôle de la souscription effective de ces assurances par tous les assujettis.

Il s'en est suivi un atelier qui a réuni les représentants de l'État (Présidence de la République, Douane et ARCA), les opérateurs économiques (FEC) et l'Association des Assureurs, à l'issue duquel toutes les parties prenantes se sont engagés à jouer leurs rôles respectifs.

Nous avons donc de bonnes raisons de croire que ces deux assurances vont contribuer à accélérer la croissance du secteur et de l'économie congolaise en général.

Avantages concurrentiels de la SFA sur ce nouveau marché libéralisé

La SFA a développé un très haut savoir-faire dans l'accompagnement des corporates et des PME actives en RDC et s'affirme comme un acteur de référence sur le marché.

Nous avons une gamme de produits complète et bénéficions de l'accompagnement de réassureurs de premier plan à l'échelle mondiale, tels que la SCOR (réassureur leader de nos traités) et d'autres acteurs tout aussi majeurs (AIG, Allianz, Willis, Marsh, Aon, Olea, Ascoma, Cigna et bien d'autres). Cela nous donne une agilité qui nous permet de répondre favorablement à tout type de besoins exprimés par notre cible.

Société Financière d'Assurance Congo (SA/CA)

SFA Congo (SA/CA) en sigle,

Société anonyme avec conseil d'administration

Au capital de dix millions de dollars américains (USD 10.000.000) entièrement libéré,

Siège social : Boulevard du 30 juin, n° 134, Commune de la Gombe, Kinshasa (RDC)

N° d'agrément ARCA : 12002, N° RCCM : CD/KNG/RCCM/17-B-00917,

N° Id. Nat. : 01-62-N22581Y, N° Impôt : A1714515X

Téléphone : +243 817 300 155, Adresse électronique : contact@sfa-congo.com

DOSSIER SENSIBLE

Exploitation pétrolière

Brut contre nature

En matière d'hydrocarbures, la RD Congo est loin de jouer dans la cour des grands. Limitée au bassin côtier, la production de brut plafonne à 8 millions de barils par an. Pourtant le potentiel du pays est estimé à 20 milliards de barils.

Bien décidé à faire du pétrole un secteur de diversification, la RD Congo s'est dotée d'un code des hydrocarbures en août 2015. Après avoir finalisé, en mars dernier, les dossiers géologiques destinés aux futurs concessionnaires, l'État se prépare à lancer, à la fin de 2021, un appel d'offres international portant sur 19 blocs (16 pétroliers et 3 gaziers), dont 3 sont situés dans le bassin côtier, 9 dans la cuvette centrale, 4 dans le graben Tanganyika et 3 dans le lac Kivu, riche en méthane.

Opacité volontaire ?

Mais voilà, la perspective de l'appel d'offres ne fait pas l'unanimité. Greenpeace et des organisations congolaises de défense de l'environnement dénoncent le manque d'informations sur le nombre de blocs existants et attribués. « Aucune carte récente permettant de localiser les blocs et d'identifier précisément leurs attributaires n'est disponible », souligne Irène Wabiwa, cheffe du projet Forêts pour le bassin du Congo chez Greenpeace. Le rétablissement du site web du ministère des Hydrocarbures est vivement souhaité.

Pour Ephrem Bwishe, coordinateur du collectif Volontariat-Action-Mobilité (VAM), qui

concentre son action sur le parc des Virunga, dans le Nord-Kivu, l'opacité serait volontaire, afin d'éviter une mobilisation des organisations non gouvernementales (ONG) contre tout projet pétrolier dans les aires protégées. Serait-ce la raison pour laquelle l'appel d'offres n'a retenu aucun bloc dans le graben Albertine (plaine du lac Albert), où les ONG sont très actives sur ces questions ?

Ces dernières s'opposent à toute nouvelle attribution de licences d'exploration dans les sites protégés et exigent également l'annulation des permis attribués dans ces zones.



Dans le lac Albert, la ressource halieutique se raréfie à cause des activités liées aux hydrocarbures.

Particulièrement visés : les blocs de la Cuvette centrale. Située au cœur de la RD Congo, celle-ci abrite le parc national de la Salonga (royaume des bonobos, entre autres trésors fauniques et floristiques), inscrit, tout comme le parc des Virunga, au patrimoine mondial de l'Unesco. Pourtant l'un des blocs attribués à la Compagnie minière congolaise (Comico) empiète sur ce sanctuaire.

La Cuvette abrite également des tourbières qui stockeraient plus

de 30 milliards de tonnes de CO₂ et dont « le rôle central dans la lutte contre les changements climatiques n'est plus à démontrer », insiste Irène Wabiwa.

Le tourisme serait plus profitable

Quel que soit le bassin concerné, il ne faut écarter aucun risque lié à l'exploitation et au transport des hydrocarbures. La pollution des lacs affecterait l'approvisionnement en eau et en poissons des communautés locales, compromettant leur santé et leur sécurité alimentaire.

À Muanda, dans le Kongo-Central, la difficulté d'accès aux terres – zones de subsistance pour les communautés riveraines – est à l'origine de conflits avec les sociétés pétrolières. À l'autre extrémité du pays, dans le lac Albert – qui ravitaille en poissons frais et fumés l'est de la RD Congo et Kinshasa –, la ressource halieutique se raréfie à cause des activités liées aux hydrocarbures, explique Ephrem Bwishe.

En outre, selon les ONG, les retombées socio-économiques de l'exploitation pétrolière sont très limitées. Aussi, dans le parc des Virunga, Ephrem Bwishe préconise de développer le tourisme, qui serait plus profitable à l'environnement et aux populations que le pétrole, qui pollue et est voué à disparaître. Autant de préoccupations que Didier Budimbu, le nouveau ministre des Hydrocarbures, va devoir prendre en compte. ●

Muriel Devey Malu-Malu

EQUITYBCDC, LA BANQUE LA PLUS INCLUSIVE

EquityBCDC est la deuxième plus grande banque commerciale de la République Démocratique du Congo, avec un bilan de plus de 3 milliards USD et un débiteur unique de 40 millions USD.

En tant qu'une entité fusionnée, EquityBCDC s'est positionnée comme une seule banque pour offrir aux clients une expérience totale où les services sont fournis de manière transparente, guidée par son engagement à approfondir l'inclusion financière, à faire progresser la banque numérique et à fournir une banque de paiement agile tout en fournissant également des canaux pour que la diaspora congolaise puisse épargner et investir dans son pays.

Actuellement, la banque dispose d'une empreinte nationale de 70 agences, 220 distributeurs automatiques de billets, 1.135 marchands, 13 guichets avancés, plus de 3000 agents bancaires, un effectif de 1.180 employés et une clientèle de plus d'un million de clients. Cela renforce la position de la banque en tant que banque de choix pour la majorité des clients dans le pays.

EquityBCDC est dirigée par un conseil d'administration expérimenté, possédant une expertise dans divers secteurs. Le président non exécutif du conseil d'administration, **Nestor ANKIBA**, apporte à son rôle un mélange unique d'expérience dans le secteur privé et philanthropique, aligné pour conduire le double modèle d'affaires Equity en matière d'initiatives sociales et économiques en RDC.

De même, la banque dispose d'un ensemble de talents compétitifs au niveau mondial et est dirigée par le Directeur Général, **Celestin MUKEBA**, un banquier expérimenté, vétéran de l'industrie et ancien Directeur Général d'Equity Bank Congo avant la fusion. **Jean-Claude TSHIPAMA** est le Directeur Général Adjoint et Directeur Commercial en charge de toute la partie commerciale de la banque. Il était l'ancien PDG de Broadband Africa, Eutelsat et Administrateur non exécutif du conseil d'administration d'Equity Bank Congo avant la fusion.

EquityBCDC est une filiale du Groupe Equity, la plus grande société de services financiers en Afrique de l'Est et Centrale avec des actifs totaux de plus de 11 milliards de dollars et 15 millions de clients. Outre EquityBCDC, le Groupe Equity possède des filiales bancaires au Kenya, au Rwanda, en Ouganda, en Tanzanie et au Soudan du sud, ainsi qu'un bureau de représentation commerciale en Éthiopie, et d'autres filiales non bancaires qui fournissent des services de banque d'investissement, de garde, d'assurance, de philanthropie, de conseil et d'infrastructure.

Le Groupe Equity est coté à la Bourse de Nairobi, à la Bourse de l'Ouganda et à la Bourse du Rwanda.



MOBILITÉ URBAINE

Mopepe Solutions, des taxis verts pour Kin

Avec ses véhicules électriques opérationnels depuis mars 2021, la start-up espère révolutionner les transports dans la mégapole et, surtout, améliorer la qualité de l'air.

ARTHUR MALU-MALU

« **O**n pense souvent à tort qu'on respire un air de meilleure qualité en Afrique qu'en Europe. Ce n'est pas nécessairement vrai. L'indice de pollution à Kinshasa est très élevé, l'air y est très chargé en particules fines », affirme Yacine Fylla, le fondateur et directeur général de Mopepe Solutions (*mopepe* signifiant « air », en lingala). Il a choisi de miser sur l'électrique, dans une ville où la pollution due au trafic routier est associée à de nombreux cas de graves maladies respiratoires.

Opérationnelle depuis le mois de mars, Mopepe Solutions exploite dix voitures dans la capitale (des Nissan Leaf, de fabrication japonaise, et des Renault Zoe, de marque française) et entend décupler son parc au cours du second semestre. Ses taxis ont une autonomie qui peut aller jusqu'à 700 kilomètres. L'entreprise a déjà installé dans la capitale une dizaine de bornes de recharge fonctionnant à l'énergie solaire et vise, à terme, une centaine de points supplémentaires. Les automobilistes roulant en véhicule électrique peuvent souscrire un abonnement de 100 dollars par mois pour recharger leurs batteries aux bornes de la société.

Pour le moment, les clients de Mopepe Solutions sont plutôt des entreprises et des particuliers dotés d'un certain pouvoir d'achat, qui peuvent commander leur taxi « zéro émission » par téléphone ou par l'application téléchargeable sur smartphone. L'opérateur Vodacom Congo (RD Congo) et la Rawbank se sont

impliqués dans la mise en œuvre du projet en investissant chacun une centaine de milliers de dollars.

Classe moyenne émergente

« J'ai eu l'idée de créer l'entreprise après avoir constaté, lors de mes vacances au Congo, qu'il n'y avait pas des moyens de transport écoresponsables et adaptés aux besoins de touristes, de la diaspora et de la classe moyenne émergente », explique Yacine Fylla – qui est né et a grandi à Paris. Les taxis de Kinshasa sont, pour la plupart, de petits véhicules peints en jaune, dépourvus de compteurs ; ils peuvent prendre jusqu'à quatre passagers en même temps, et le prix de leur course est à la portée de presque toutes les bourses. Les taxis individuels coûtent beaucoup plus cher : le tarif minimum, qui

se négocie de gré à gré entre le chauffeur et le client, avoisine les 10 dollars. Un coût exorbitant pour une grande partie de la population.

Après des études en management et communication à l'université de North Carolina (États-Unis), Yacine Fylla a pris le parti d'entreprendre dans un environnement qui dissuade bien des investisseurs potentiels. Pourtant, il se sent prêt à relever le défi. Après trois mois d'exercice, la tournure de son projet semble lui donner raison. À 31 ans, l'ancien basketteur espère étendre les activités de Mopepe Solutions dans les provinces du sud-est du pays, en particulier à Kolwezi et à Lubumbashi, où se concentrent des sociétés minières et leurs sous-traitants. Il s'attaquera ensuite à l'international, en commençant par Douala, au Cameroun. ●



L'une des voitures « zéro émission », devant une borne de recharge de la société.

Our network

NOTRE RÉSEAU, NOS AGENCES

KINSHASA

1. Futur Tower

3642, Boulevard du 30 juin
Commune de la Gombe
Tél: +243 81555869
Tél: +243 996010660

2. Immeuble ELEMBO

3642, Boulevard du 30 juin
Commune de la Gombe
Tél: +243 829781921
Tél: +243 829781922

3. Agence Du 24 Novembre

322, Avenue Pierre Mulele
(Ex-24 Novembre)
Tél: +243 828793114

3. PRE CHEKIN

Limete 7ème rue place commercial en face de kin marché
Tél: +243 828793114

KOLWEZI

(+243) 996010660
815555869

KISANGANI

Avenue Loc Kisale 5,
Commune de Makiso
Tél: +243 829781926

MBUJI-MAYI

Avenue Inga 62,
Commune de la Kanshi
Tél: +243 990540213

LUBUMBASHI

1. Avenue Kasai 5967,
Commune de Lubumbashi
2. Avenue Lumumba 1964,
Commune de Kampemba
3. Croisement des avenues
Lumumba et Saia,
Commune de Lubumbashi
Tél: +243 829781923

MBANDAKA

Avenue Bosomi 75,
Commune de Wangata
Tél: +243 829784286

KINDU

Avenue Lumumba
Commune de Kasuku
Tél: +243 829781927

KALEMIE

Avenue Lumumba 15
(Reference OCC)
Tél: +243 890000973
Tél: +243 828272061

BUNIA

Boulevard de la libération
36 (Référence Sokimo)
Tél: +243 827784666

GEMENA

15, Avenue Géométrie,
Quartier du Congo
Tél: +243 850744426

ISIRO

458, Boulevard MOBUTU
L'immeuble Dadou,
Commune de Kupa
Tél: +243 816079575

KANANGA

Avenue Lulua 6,
Commune de Kasuku
Tél: +243 829781928

BUKAVU

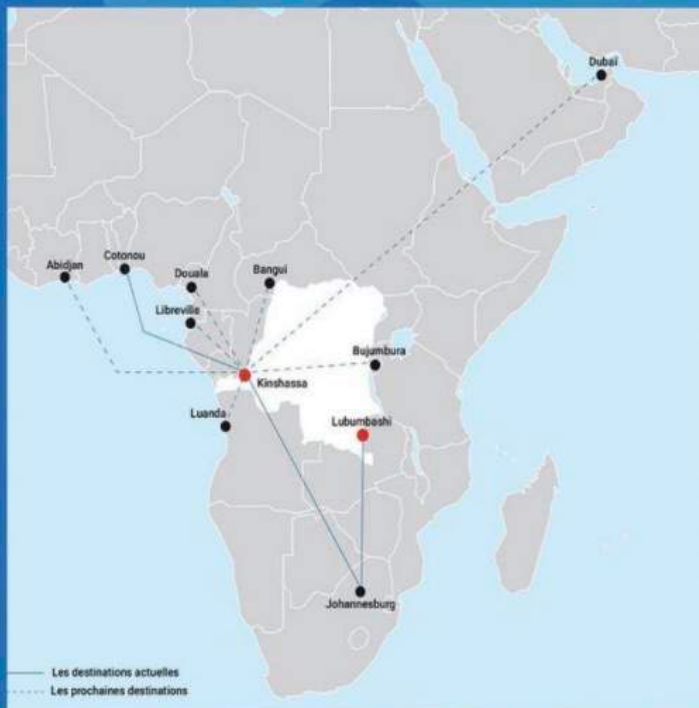
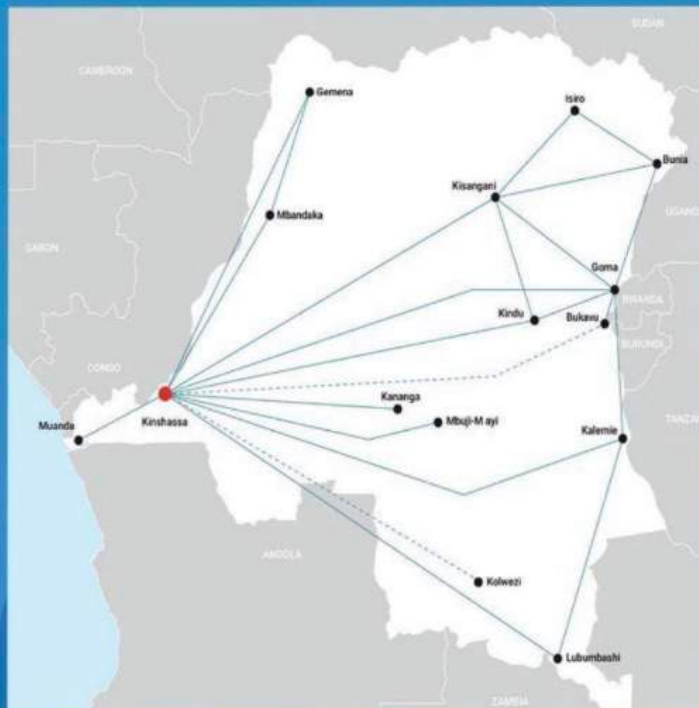
Avenue Lumumba, Hôtel
Residence,
Commune de Ibanda
Tél: +243 997727254
Tél: +243 815466213

GOMA

Croisement Avenue Vanny
Bisheweka 20 et Boulevard
Kanyamuhanga
Tél: +243 829781924

JOHANNESBURG

Or Tambo international
Terminal des départs
Tél: +27(11)3901039



— Les destinations actuelles
- - - Les prochaines destinations

Adresse

130, Boulevard du 30 juin, Kinshasa/Gombz

Contact Pré check in (+243) 815689259

Call Center (+243) 996010660, 815555869

Plus de renseignements
sur:

www.congoairways.com

DISTRIBUTION

Mabele met à l'honneur le « made in Congo »

La coopérative créée à l'initiative de l'économiste Al Kitenge a ouvert son premier supermarché en mars, à Kinshasa. Objectif : redonner aux consommateurs le goût des produits locaux, au juste prix.

ARTHUR MALU-MALU

Depuis longtemps, en observant les rayons des supermarchés et les étals des marchés, Al Kitenge, entrepreneur, consultant et économiste bien connu des milieux d'affaires congolais, était taraudé par la même question : comment inciter les Congolais à consommer des produits alimentaires locaux et faire en sorte que ceux-ci soient acheminés et conservés dans de bonnes conditions d'hygiène ? « En plus de soixante années d'indépendance, nous n'avons pas réussi à créer un réseau de distribution digne des Congolais », explique Al Kitenge.

Il semble avoir trouvé la réponse, en créant Mabele Coop (*mabele* signifiant « terre », en lingala), une société coopérative dotée d'un conseil d'administration, qu'il préside. Une première en RD Congo, où de telles structures ont habituellement un statut d'association sans but lucratif, notamment pour des raisons fiscales.

Mieux qu'une chaîne, un label

La coopérative est constituée de 300 membres fondateurs, qui ont chacun apporté 200 dollars, auxquels s'ajoutent des contributeurs « *silver* » (qui ont versé 50 dollars chacun) et « *gold* » (100 dollars), permettant de réunir au total environ 250 000 dollars. Ces associés sont, pour la plupart, établis dans la capitale, mais certains viennent d'autres grandes villes du pays, comme Lubumbashi, Goma et Bukavu.

Mabele Coop a ouvert son premier supermarché le 6 mars, à Kinshasa. Une moyenne surface de 200 m² qui, dans un premier temps, emploie une vingtaine de personnes. « On constate déjà que le supermarché répond aux besoins des consommateurs et des producteurs, qui trouvent enfin un espace approprié vers lequel acheminer leurs produits. À travers cette expérience, nous avons découvert la possibilité de créer un écosystème où les questions d'emballage, de *process* et de qualité sont prises en compte. Le label Mabele ira d'ailleurs au-delà de l'implantation de supermarchés », précise Al Kitenge.

Si la barre des 540 000 associés est atteinte, l'expérience sera étendue à d'autres villes, notamment Lubumbashi.

L'objectif est d'ouvrir une cinquantaine de points de vente en trois ans dans Kinshasa. Mabele Coop étudie également le développement des ventes en ligne, des livraisons à domicile et, si la barre des 540 000 associés coopérateurs est atteinte, l'expérience sera étendue à d'autres villes, à commencer par Lubumbashi.

À plus long terme, la coopérative espère se doter d'une banque. La perspective semble séduire les classes

populaires, qui se rendent compte qu'elles peuvent investir dans ce projet, même avec de maigres revenus.

Défi logistique

La collecte des denrées dans ce gigantesque pays aux faibles infrastructures de base reste un grand défi logistique. Nombre de récoltes ne parviennent pas aux centres de consommation et pourrissent sur les lieux de production faute de routes praticables et de centres de stockage appropriés. Ce gaspillage a un impact négatif sur les prix à la consommation en ville, à tel point que, dans les supermarchés, les produits locaux sont vendus plus cher que les produits importés – lesquels sont livrés par de gros producteurs qui réalisent des économies d'échelle. Le pari de la coopérative est de réduire la dépendance vis-à-vis de ces importations.

Depuis une quinzaine d'années en effet, le secteur de la grande distribution est en pleine mutation en RD Congo. Ses principaux acteurs sont désormais des groupes indiens (tels que Kin Marché, du groupe Sajico, Regal, filiale de Gay Impex, ou Swiss Mart et OK Mart) et libanais (comme City Market, du groupe Sun Rise, Kin Mart, Saba Hypermarket...), qui multiplient les magasins dans des quartiers populaires de Kinshasa, jadis délaissés par les grandes enseignes. Face à cette concurrence féroce, Mabele Coop mise sur les circuits courts pour grappiller des parts de marché. ●



Fleuve Congo Hotel

KINSHASA | DRC

Bienvenue au Fleuve Congo Hotel *By Blazon Hotels*

Fleuve Congo Hotel, monument caractéristique de la ville de Kinshasa, vous offre un emplacement de luxe qui répond aux exigences de la clientèle d'affaire ou celles des vacanciers à la recherche du confort inégalé et de l'élégance. Avec ses 237 chambres et suites luxueuses, ses vues spectaculaires sur le Fleuve Congo, ses salles de réunion modernes, sa cuisine raffinée et sophistiquée ainsi que ses bars chics, tout est pensé pour rendre votre séjour agréable.



Un auditorium équipé de dernières technologies audio-visuelles avec une capacité de 250 personnes, unique à Kinshasa.

CHAMBRES

- 198 Chambres Deluxe

SUITES

- 33 Suites Deluxe Junior
- 4 Suites Executive
- 1 Suite Diplomatique
- 1 Suite Présidentielle

SERVICES DE L'HÔTEL

- Room service 24h/24
- Blanchisserie et nettoyage à sec
- Réception 24h/24
- Concierge et portiers
- Réservation en ligne
- Navette et location de voitures
- Arcade commerciale

SERVICES DISPONIBLES DANS LES CHAMBRES

- Mini-bar
- Plus de 50 chaînes de télévision
- Coffres digitales
- Service de thé et café
- Toilettes et salle de bain séparées
- Climatisation
- Wi-Fi gratuit
- Téléphone à ligne directe
- Sèche-cheveux
- Prises intégrées EU/UK/CN
- Bureau et chaise de bureau
- Garde-robe

RESTAURANTS & BARS

- Riviera restaurant principal
- Hevea Restaurant italien
- Akwa Lounge
- Lobby Bar

BIEN-ÊTRE, SPA ET SANTÉ

- Piscine extérieure
- Centre de fitness
- Courts de tennis

SERVICES PROFESSIONNELS

- Business Center
- Executive lounge
- Salles de réunion
- Forfaits réunion
- Banquets

Fleuve Congo Hotel

119 Colonel Tshatshi, Kinshasa,
Democratic Republic of the Congo
T +243 80 8500 600
reservations@fleuvecongohotel.com
fleuvecongohotel.com
blazonhotels.com

BY *Blazon* HOTELS

ENTREPRENEURIAT

Business au féminin : en avant toutes !

Elles ont des idées et sont animées d'une détermination à toute épreuve.
Portraits de jeunes femmes d'affaires pleines de bon sens,
d'imagination et d'audace.



SMARTPHOTOGRAPHY

Dorcas Mumbembe Écolo et plus encore

Les études en communication des organisations commencées en 2016 à l'université pédagogique nationale, à Kinshasa, n'ont pas détourné Dorcas Mumbembe Domitila de son intérêt pour l'écologie et pour la chimie, une discipline qui la captive depuis l'école primaire. Mieux, elle a combiné ses passions pour créer Écoplus, une entreprise spécialisée dans la fabrication d'emballages écologiques biodégradables à base de fibres de bananier. Une première en RD Congo.

L'idée lui est venue alors qu'elle assurait des livraisons de fruits et de légumes à des particuliers. Les produits étaient emballés dans des

sachets en plastique, qui avaient l'inconvénient de dégager de la chaleur et de gâter certains aliments. Délaissant l'option du papier kraft, trop cher, Dorcas Mumbembe cherche le moyen de fabriquer de la cellulose avec un matériau naturel. Grâce à l'un de ses amis professeurs de chimie à l'Unikin, elle trouve la matière première et les formules chimiques pour obtenir la pâte à partir de laquelle les conditionnements seront fabriqués : la fibre de bananier. Avantage : cette plante herbacée est abondante dans le pays, et son usage est doublement écologique. « Elle ne produit des bananes qu'une seule fois, et l'on utilise juste sa racine et ses fruits, le reste est abandonné, explique Dorcas Mumbembe. C'est ce déchet agricole

que l'on recycle. Donc, on ne détruit pas la forêt pour fabriquer du papier. » D'où le nom donné à l'entreprise.

L'unité semi-industrielle d'Écoplus se trouve dans la commune populaire de Kimbanseke, dans le sud-est de Kinshasa. Elle produit des emballages imperméables à l'eau et à l'huile, ainsi que des conditionnements classiques, dont des sacs de plusieurs tailles et des cartons. Sa clientèle est constituée d'entreprises agroalimentaires, de maisons de couture, d'organismes d'événements et de particuliers.

Dorcas Mumbembe a reçu en décembre 2020 le prix du « Pionnier contribuant aux objectifs de développement durable », dans le cadre du concours Franco-Fil, organisé par la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones et la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. Un prix doté de 5 000 euros, pour lequel 32 entreprises du continent avaient été présélectionnées. À tout juste 25 ans, la businesswoman a de nombreux projets en réserve. À commencer par celui d'utiliser la fibre d'autres plantes, en particulier la canne à sucre et le chanvre, et de faire d'Écoplus une société industrielle capable de conquérir les marchés africains, voire européens et américains. Outre son intérêt pour la culture de bananiers et de pastèques, cetteoureuse des végétaux voyage à l'intérieur du pays à la recherche de nouvelles plantes. Elle envisage la production de briques écologiques pour paver les rues dégradées de Kinshasa. ●

Muriel Devey Malu-Malu

Tatiana Nguya

Citoyenne modèle

Qu'on la rencontre en tant que cheffe d'entreprise, activiste sociale ou défenseur des droits des femmes, elle n'a pas besoin de hausser le ton pour se faire entendre. Dotée d'une grande facilité d'expression et d'un sens de la persuasion hors pair, Tatiana Nguya a ce petit quelque chose d'indéfinissable qui la différencie des autres et lui confère une autorité naturelle. Elle met cette qualité au service de la formation des jeunes, dont elle veut faciliter l'insertion sur le marché de l'emploi, mais aussi au service des femmes, à travers la lutte qu'elle mène contre les violences sexuelles, en particulier dans l'est du pays.

Née à Kinshasa d'une mère chirurgien-dentiste et d'un père ingénieur textile, Tatiana Nguya est elle-même ingénieure (diplômée de l'Institut supérieur d'informatique, programmation et analyse de Kinshasa). À 33 ans, elle dirige Kwetu Business Corporate, implantée à Lubumbashi (Haut-Katanga). L'entreprise, qu'elle a créée en 2018, est active dans le secteur du bâtiment. Elle a également développé une branche sous-traitance, qui assure de la main-d'œuvre qualifiée dans différents secteurs.

En 2010, Tatiana Nguya a cofondé le Congrès international congolais (CIC), dont elle coordonne la section entrepreneuriat. L'ONG compte 500 adhérents,



MAL ELINATOR

âgés de 18 à 35 ans. Elle a pour vocation de sensibiliser les jeunes aux questions relatives à la gestion de la chose publique. « Nous les encourageons à descendre dans l'arène politique, où sont prises les décisions qui affectent la société », explique Tatiana Nguya. ●

Arthur Malu-Malu



SOMING

Bénédicte Mundeke

La diva du manger-sain

Après avoir fait ses « humanités » (enseignement secondaire) en section hôtellerie au lycée technique et professionnel de Kimbondo, à Kinshasa, puis des études en communication à l'université catholique du Congo, Bénédicte Mundeke Kuvuna se lance dans la fabrication de jus de fruits, de chips et autres produits transformés du terroir, avec pour but de promouvoir l'agriculture locale, en même temps qu'une alimentation saine.

En 2014, lauréate du prix Anzisha, décerné par l'African Leadership Academy (ALA) et la Mastercard Foundation, elle remporte 2500 dollars et bénéficie d'une formation sur l'entrepreneuriat organisée par l'ALA, à Johannesburg. Son succès, très médiatisé, capte l'attention des responsables du programme Food Innovation de l'université de Modène et de Reggio d'Émilie (Unimore), qui lui proposent de faire un master professionnel. Elle part ainsi se perfectionner en Italie, en 2015.

À son retour, Bénédicte Mundeke crée

Surprise tropicale. D'abord centrée sur la commercialisation de fruits et légumes, l'entreprise passe ensuite à la transformation pour résoudre ce que sa fondatrice appelle « le paradoxe alimentaire » : « En RD Congo, des fruits et des légumes sont gaspillés alors que des gens en manquent. » Jus et salades de fruits, smoothies, etc. : dans son bar à jus situé à Gombe, dans le centre de Kinshasa, elle propose toute une gamme de produits, à consommer sur place ou à emporter. Ananas, pastèques, fruits de la passion, mangues, oranges, citrons... Ils sont de saison et locaux — ils viennent principalement du Kongo-Central et du Kwilu, deux provinces voisines de la capitale.

Prochaine étape : élargir la clientèle. Ce qui suppose de maîtriser l'approvisionnement et de diversifier les lieux de vente, en ouvrant des kiosques dans les supermarchés et de nouveaux bars à jus dans la ville. Et Bénédicte Mundeke en est convaincue : « Avec le temps, on parviendra à persuader les Kinois de consommer plus de fruits transformés et d'abandonner "les sucrés". » ●

Muriel Devey Malu-Malu



KIBALI GOLD POURSUIT SUR SA VERTUEUSE LANCÉE

La mine d'or, située au nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC) ne saurait se contenter de ses bons résultats si les bénéfices n'étaient pas partagés avec la communauté congolaise. Une impulsion décisive a ainsi été donnée aux communautés riveraines de Kibali.



La crise sanitaire n'a pas paralysé la production stable de 191 612 onces de la mine de Kibali, grâce à une stratégie active de prévention et à la mobilisation des travailleurs. Ces résultats de production du premier trimestre ont été conformes aux prévisions de cette mine opérée par Barrick. Une fois de plus, l'exploitation de la mine souterraine a été le moteur de la production, les améliorations continues de l'alimentation et des taux de récupération de l'usine ont également contribué au rendement de Kibali. En outre, les améliorations diverses réalisées au cours du trimestre, y compris une mise à niveau de l'infrastructure de hissage, devraient encore améliorer ses performances. Enfin, les coûts de production d'électricité ont été avantageux grâce au niveau élevé des eaux des rivières, alimentant les trois centrales hydroélectriques de la mine. Le réseau électrique a récemment été amélioré par l'installation d'un système de support de batterie de 9 MW. Ce nouveau dispositif diminuera également le besoin d'une alimentation de secours au diesel, conformément à la stratégie de la mine visant à réduire son empreinte carbone.

Les solides performances de l'usine de traitement ont donc été maintenues, avec un débit et des taux de récupération plus élevés. Par ailleurs, l'usine pilote de destruction et de récupération du cyanure met



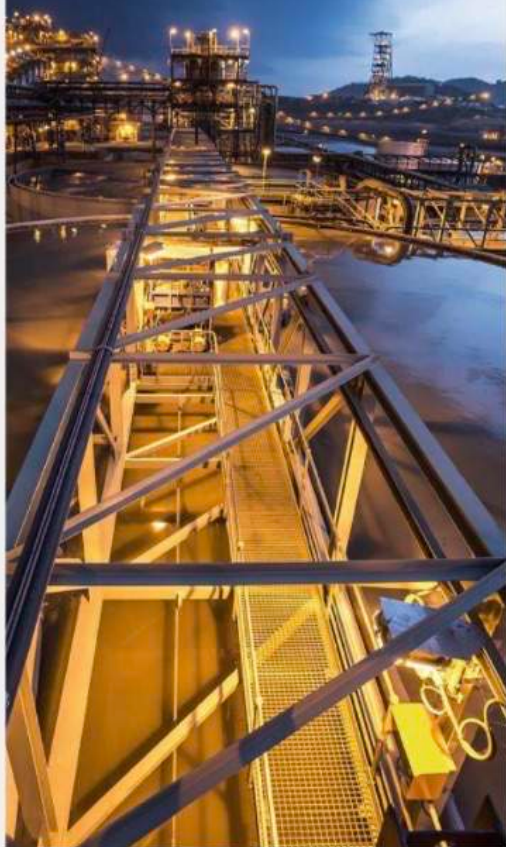
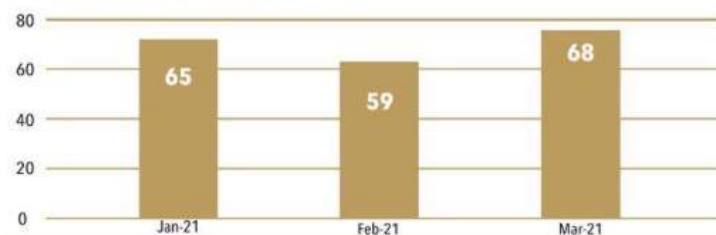
en évidence le potentiel d'amélioration des coûts et de l'efficacité opérationnelle, ainsi qu'une réduction supplémentaire du risque environnemental. Ce qui permet de poursuivre le partage des bénéfices de la mine en associant cette dernière à un certain nombre de constructions locales : les sections 3 et 4 de la route en béton de Durba sont terminées, diverses sources d'eau pour les villages de Nganya, Angarakali, Kanana et Renzi sont achevées et ouvertes, la construction du centre de formation et de la porcherie de Doko 2 est arrivée à son terme, les cadres et techniciens congolais se perfectionnent encore.

Kibali Gold a pris part à la riposte nationale contre le Covid.

Le strict respect des protocoles de prévention a largement protégé la mine de l'impact de la deuxième vague de la pandémie. L'entreprise a aussi renforcé ses partenariats. Comme dans l'agro-business, avec un approvisionnement local à Kibali, un don

PERFORMANCE DE L'USINE

Production de l'or par Kibali au T1 (koz)¹





de plus de 2 millions de dollars (principalement en équipements) pour soutenir l'administration centrale, provinciale et locale (au-delà des 1,5 million de dollars promis), ainsi qu'un centre de traitement et d'isolement construit à Surur (Durba).

Kibali Gold en RDC

Kibali Gold a un impact considérable sur différentes communautés. Depuis 2010, l'entreprise a soutenu la construction d'écoles et de cliniques. 35 millions de dollars ont été versés à des entrepreneurs locaux, au cours du premier trimestre 2021. Des travaux de génie civil et des routes en cours ont été réalisés par des entrepreneurs congolais (Iter Oriental Business -IOB-, TES - Top Engineering Services - TES- et Bravo Tozali Company -BTC). Un partenariat a été noué avec une entreprise d'ingénierie congolaise (TES) pour l'entretien des installations. Par ailleurs, les services de restauration et d'hébergement de Kibali sont fournis par une société congolaise nommée Golden Camp Solutions (GCS). Le traiteur de Kibali achète 100 % de la nourriture fraîche de qualité localement. Et le Guest House des sœurs Tabitha gère les services de restauration et d'hébergement.

Kibali Gold a à cœur de développer divers programmes communautaires tels que la distribution de livres et de bancs dans les écoles et les ateliers d'emplois profession-

nels pour les jeunes. Dans ce registre, nous notons que pour l'année 2020, Kibali Gold a assisté 71 étudiants avec des bourses dans divers domaines à travers différentes universités du pays. En 2021, la mine a maintenu son investissement dans le développement communautaire, en faisant avancer les travaux de bétonnage d'un tronçon de 1,5 km de route construite à Durba. La fourniture de sources d'eau potable supplémentaires aux villages environnants a également été étendue. Au cours de ce premier trimestre, la mine a lancé une campagne innovante pour stimuler l'économie de Durba en distribuant des bons d'achat locaux aux employés.

Par ailleurs, Kibali continue de soutenir le Parc national de la Garamba en République Démocratique du Congo. Le site du patrimoine mondial de l'UNESCO est l'un des plus anciens d'Afrique. En 2020, aucun cas de braconnage d'éléphants n'y a été attesté. Le programme de soutien au site comprend des colliers de repérage pour les éléphants, du carburant pour les avions de patrouille et l'amélioration des infrastructures. Un plan visant à réintroduire le rhinocéros blanc et l'élan géant dans le parc est la prochaine grande entreprise.

Et demain ?

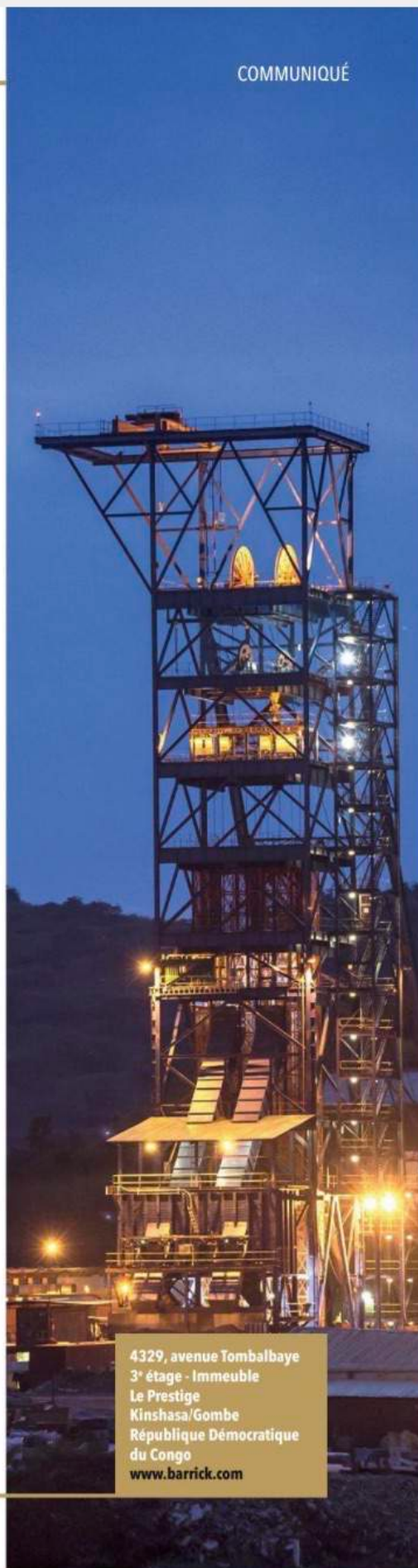
Depuis que le développement de Kibali a commencé en 2010, la mine a contribué à hauteur de 3,5 milliards de dollars à l'économie de la RDC. Quant aux perspectives d'avenir, Kibali a sécurisé d'autres opportunités d'exploitation à ciel ouvert afin d'équilibrer sa mine souterraine, continuer à remplacer les réserves et ajouter de la flexibilité à l'exploitation pour soutenir son solide plan décennal. « Nous sommes impatients de travailler en étroite collaboration avec Son Excellence Monsieur le Président de la République, Felix-Antoine Tshisekedi et son nouveau gouvernement de coalition afin de renforcer davantage notre partenariat avec la RDC et de résoudre certaines questions en suspens concernant le Code minier et le rapatriement de l'argent », a déclaré Mark Bristow, président et chef de la direction de Barrick Gold Corporation, qui exploite la mine d'or de Kibali.

INVESTISSEMENT DANS LE PAYS en millions de dollars US



BARRICK

4329, avenue Tombalbaye
3^e étage - Immeuble
Le Prestige
Kinshasa/Gombe
République Démocratique
du Congo
www.barrick.com



SOCIÉTÉ

Léonnie Kandolo

Secrétaire exécutive de la coalition Publiez ce que vous payez RDC

« Tout n'est pas parfait, mais nous allons vers un État de droit »

La célèbre militante est aussi l'une des quelques « Femmes d'exception » qui ont l'oreille du chef de l'État sur les questions de parité. Transparence de la vie politique et du monde des affaires, justice, rôle de la société civile... Entretien avec une véritable sentinelle de la République.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MURIEL DEVEY MALU-MALU

Née à Kin, élevée et formée à Bruxelles, Léonnie Kandolo a repris la direction de la grande imprimerie familiale, à Lubumbashi, au milieu des années 1980. Désormais analyste, consultante et activiste, cette sentinelle de la République a plusieurs casquettes et autant de combats à son actif. Depuis des années, elle lutte contre les inégalités, pour la parité, l'éducation, l'État de droit, la bonne gouvernance et la transparence, en particulier dans le cadre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie). Elle mène ces actions au sein de diverses associations, dont le Cadre permanent de concertation de la femme congolaise. Rien n'étant possible sans démocratie, elle s'est investie dans le Comité laïc de coordination (CLC), le collectif catholique à l'origine des marches pour une alternance démocratique en 2017 et en 2018 dont elle était la porte-parole. Actuellement

secrétaire exécutive de la coalition Publiez ce que vous payez (PCQVP) RDC, cette personnalité d'influence, bien connue sur le continent, a été nommée en 2020 au sein du groupe des Femmes d'exception consultées par le président congolais en matière de parité.

Jeune Afrique : Quel rôle la société civile joue-t-elle dans la lutte pour la transparence dans les industries extractives ?

Léonnie Kandolo : Tout d'abord, la société civile ne se contente pas de contester. C'est aussi une force de

proposition, et son action débouche sur des changements importants. Mais, très souvent, on ne sait pas que c'est à elle qu'on les doit.

Le combat de la société civile a permis la mise en place de l'Itie. Cette structure tripartite (État, entreprises et société civile) joue un rôle essentiel dans la transparence et la crédibilité sur le plan international du secteur minier, qui est le poumon économique de notre pays. Grâce à la coalition PCQVP RDC, certains tabous ont été levés. La société civile a par ailleurs dénoncé les violations commises récemment par des exploitants miniers, notamment lors de la première vague de Covid-19, les conditions de travail inhumaines dans les mines artisanales et les nombreuses violences que subissent les femmes qui y travaillent.

Sur quels points du code minier adopté en 2018 la société civile est-elle intervenue ? →

« —————
Le gouvernement compte 27 % de femmes. C'est une avancée et une première en RD Congo.
»



La militante, à Kinshasa, au début de mai.

ARSENE MPIANA POUR JA

→ Elle a joué un grand rôle pour faire avancer le cadre légal. Les obligations sociétales et environnementales des opérateurs miniers, le reversement direct de certaines taxes aux entités territoriales décentralisées (ETD) dans le code révisé de 2018, ou encore la réservation de l'activité de sous-traitance aux opérateurs nationaux sont à mettre à son actif. Ces combats ne sont pas toujours faciles à mener, car les enjeux et les résistances sont réels. Le secteur minier, qui brasse énormément d'argent, est très politisé et à la base de l'insécurité qui règne dans l'est du pays.

Quels sont les défis qui restent à relever ?

Nous devons mettre l'accent sur la formation à la planification et à la gestion financière des administrateurs des ETD, dont certaines se trouvent à la tête de revenus très importants.

L'application des textes est un autre défi. La divulgation des contrats miniers est une bonne chose, mais il faut les rendre compréhensibles à la population. La création de l'Entreprise générale du cobalt (EGC, *lire pp. 242-244*), de l'Autorité de régulation et de contrôle des marchés de substances minérales stratégiques (Arecoms) ou du Fonds minier pour les générations futures sont des points positifs. Mais la société civile ne doit pas relâcher sa vigilance sur le fonctionnement de toutes ces structures. Elle doit réfléchir à l'usage de la manne minière et à l'administration de ce secteur. Vu son importance dans l'économie du pays, le ministère des Mines devrait se situer à un rang supérieur.

Que fait la société civile contre la corruption et le détournement de fonds publics, qui sont de grands fléaux en RD Congo ?

La lutte contre la corruption, dont le président Félix Tshisekedi a fait l'une de ses priorités, est essentielle pour le développement du pays. Sur ce plan, la société civile n'est pas en reste. Sa participation aux conférences budgétaires lui permet d'avoir un regard sur le suivi et la réalisation des dépenses publiques. C'est ainsi

qu'elle a pu tirer la sonnette d'alarme sur plusieurs dossiers. Il y a des avancées, nous le voyons notamment avec l'Inspection générale des finances, qui met beaucoup de dossiers au grand jour, ce qui était impensable il y a peu. Toutefois, un parquet spécialisé, des magistrats et des policiers formés en cette matière seraient également nécessaires.

La justice, par des sanctions, peut faire bouger les choses. Évolue-t-elle ?

Seule la justice peut, en effet, changer la donne. Les faits dénoncés doivent être sanctionnés avec rigueur, et les personnes citées doivent purger réellement leur peine pour servir d'exemple et empêcher que ces faits ne se reproduisent. Mais il faut donner à la justice les moyens techniques, financiers et humains pour qu'elle accomplisse ses missions. Il faut également penser à moderniser les prisons existantes, voire en construire de nouvelles.

« La lutte contre la corruption, dont le président a fait une priorité, est essentielle pour le développement du pays. »

Où en est le combat pour la parité femmes-hommes ?

Le nouveau gouvernement compte 27 % de femmes. C'est une avancée significative et une première en RD Congo. Néanmoins, depuis plus de quarante ans, les Congolaises sortent des mêmes universités nationales et internationales que les hommes, elles ont donc des compétences identiques. Et par conséquent, la parité à 50/50, inscrite dans la Constitution, est possible.

Il faut continuer à trouver des mécanismes permettant la promotion des femmes compétentes, comme le groupe consultatif de Femmes d'exception mis en place par le chef de l'État.

Comment expliquer les résistances ?

Elles viennent du mode de fonctionnement de la classe politique, qui recrute peu de femmes cadres, ce qui entraîne ce déséquilibre. Il y a aussi le rôle que joue la tradition.

Quelles sont les questions qui mobilisent le plus d'ONG, et ces dernières coordonnent-elles leurs actions quand elles se battent sur les mêmes problématiques ?

C'est avant tout la sécurité et le rétablissement de la paix dans l'est du pays qui mobilisent le plus d'ONG actuellement. Viennent ensuite les questions de développement durable, qui incluent l'accès généralisé à l'eau et à l'électricité, l'éducation et la santé, l'environnement, ainsi que la lutte contre toutes les violences.

Plusieurs grandes plateformes existent. Elles regroupent les réseaux et les ONG par thématiques de travail et sont représentées dans les provinces. Certaines travaillent avec les femmes, les jeunes ou dans des domaines spécifiques. Tel est le cas de PCQVP RDC pour le secteur extractif.

Le contexte politique actuel permet-il d'espérer une meilleure gouvernance ?

Il y a des avancées. Le Conseil de sécurité des Nations unies en a d'ailleurs parlé dans son dernier rapport. La mise en place du gouvernement d'union nationale donne à espérer que les choses vont progresser et que toute l'attention sera focalisée sur la résolution de la crise sécuritaire dans l'est du pays (*lire pp. 222-224*), ainsi que sur le développement et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Tout n'est pas parfait. Mais la RD Congo a retrouvé sa visibilité sur le plan africain et sur le plan international. La parole est plus libre, et le droit à manifester de moins en moins restreint. Il n'y a plus de coupure du signal internet. La lutte contre la corruption fait un pas dans la bonne direction. Plusieurs grands projets d'infrastructures sont en chantier. Nous sommes en marche pour l'établissement d'un État de droit. ●



**TV5
MONDE
PLUS**

MELODY

LA VICTOIRE EN CHANSONS

La série événement

**Disponible sur TV5MONDEplus
et, dès le 6 juin, tous les dimanches
à 21h* sur TV5MONDE Afrique**

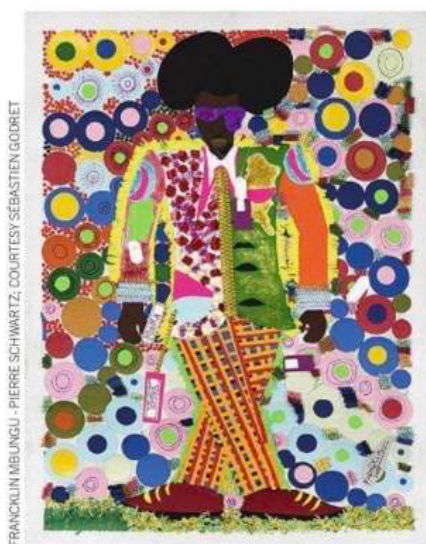
tv5mondeplus.com

La plateforme VOD francophone mondiale
100% gratuite



TV5MONDE





FRANCKLIN MBUNGU - PIERRE SCHWARTZ, COURTESY SEBASTIEN GODRET

Sapeur Francklin, par Francklin Mbungu (2018).



NELSON MAKENGO

« Epaka », série *Théâtre urbain*, par Nelson Makengo.

ART

Plongée dans le chaos urbain kinois

La Cité de l'architecture et du patrimoine, à Paris, accueille « Kinshasa Chronicles ». Une déambulation dans l'univers fascinant de la mégapole guidée par 70 artistes.

NICOLAS MICHEL

Exposer Kinshasa à Paris ? Voilà une idée bien audacieuse, tant on ne peut faire capitales plus opposées que l'apparement sage française et la délibérément insaisissable congolaise ! Et pourtant, et pourtant, la Cité de l'architecture (Palais de Chaillot) a osé relever ce défi avec « Kinshasa Chronicles » (jusqu'au 5 juillet), qui jouxte l'exposition « Paris 1910-1937, promenade dans les collections Albert-Kahn ». Les commissaires Claude Allemand, Sébastien Godret, Éric Androa Mindre Kolo, Dominique Malaquais, Fiona Meadows et Mega Mingiedi (coordinateur en RD Congo) connaissaient les risques inhérents à leur entreprise et, plutôt que de tenter une impossible et rébarbative explication de Kinshasa, ils ont cherché à en exprimer l'ambiance, à en

faire ressentir la vitalité quotidienne, sans œillères.

« Kinshasa ne peut être résumée, encapsulée, dans une exposition, écrivent-ils dans leur présentation. De manière générale, les villes – où et quelles qu'elles soient – ne se prêtent pas à ce genre d'exercice. Et moins encore les mégapoles. Toute tentative d'inventaire ou de classification les concernant est vouée à l'échec. »

Évidemment, une telle assertion implique une réponse appropriée : « Penser la ville par l'art : "Kinshasa Chronicles" propose une approche de la capitale congolaise née du regard d'artistes dont l'œuvre est ancrée dans une expérience intime de l'espace urbain. Soixante-dix créateurs, membres, pour la plupart, d'une génération très jeune et très engagée, y disent par la plastique, par le verbe,

par le son, Kinshasa telle qu'elles et ils la voient, la vivent, la questionnent, l'imaginent, l'espèrent, la contestent. »

Entre symphonie et cacophonie

Pour être à la hauteur d'une telle ambition, il fallait multiplier les regards et les angles d'approche. « Il était important pour nous de présenter un travail collectif pour vraiment dialoguer avec les 70 artistes qui ont tous des points de vue et des idées différentes, explique Dominique Malaquais, historienne d'art et politologue à l'Institut des mondes africains (CNRS). Ensemble, les commissaires ont fait le choix d'une approche sensible... qui fonctionne plutôt bien ! Même si la Kinshasa qu'ils nous donnent à voir, sentir, entendre demeure évidemment



« Sans titre », série *Vanité apparente*, par Yves Sambu (2012).

aseptisée par rapport à la réalité urbaine, le parcours qu'ils proposent permet une véritable immersion dans ce que l'on pourrait appeler la poésie créative de la ville, entre dégoût et espoir. »

Sans que les espaces soient jamais séparés par des murs, l'exposition se développe le long d'une avenue centrale et se ramifie en ruelles, contre-allées, impasses et culs-de-sac. « [Elle] s'agence autour de cimaises qui, toutes, sont parallèles les unes aux autres. Aucun panneau perpendiculaire, aucune découpe en sections, aucune scansion visant à guider le visiteur, si ce n'est la présence de couleurs suggérées par les façades de Kin. » Ici, le visiteur n'a pas vraiment le temps de se poser, son regard est constamment happé par une couleur, un détail, un objet, un son.

Les œuvres ne vivent pas séparées les unes des autres, elles vibrent ensemble, entre symphonie et cacophonie. Alors oui, il y a quand même des thématiques, mais celles-ci se rencontrent et se bousculent comme dans le chaos urbain de Kin.

La ville est « performance », « sport », « paraître », « musique », « capital(ist)e », « esprit », « débrouille », « futur(e) », « mémoire ». « Tout est en relation avec tout. Les catégories sont perméables, s'entremêlent. Aux hiérarchies et au surplomb fait place une horizontalité tendant à complexifier le regard, du moins à le décentrer, dans l'idéal à le déstabiliser. »

Contrairement à bon nombre d'expositions parisiennes, « Kinshasa Chronicles » ose le trop-plein et le (presque) désordre. « L'idée, c'est de dire que tout est poreux, poursuit Dominique Malaquais. On est dans l'expo comme on est dans la ville, avec ses bruits, sa musique. »

Dans ce labyrinthe, un fil d'Ariane relie les différents quartiers, les différentes chroniques : comme à Kin, la politique est omniprésente.

Au bout du compte, les œuvres des artistes s'effacent presque pour laisser Kinshasa s'exprimer à travers elles, entre dissonance et harmonie.

Cette absence de « surplomb » que les commissaires revendiquent est à prendre au sens propre comme au sens figuré. Au propre : les œuvres sont à hauteur d'homme et à taille humaine – voire totalement humaines quand il s'agit des costumes de performeurs comme Michel Ekeba, Cédric Mbengui (dit « 100 % papier »), Eddy Eketé ou encore Tickson Mbuyi (« l'homme capotes »). Elles restent parfois au ras du bitume, voire du caniveau, à l'instar des photographies saturées de couleur de Nelson Makengo, qui plonge dans les débris et les déjections de la ville des figurines Marvel et les immortalise dans le décor post-apocalyptique du sol de Kin.

Sport, religion et musique

Au figuré : les œuvres ne prennent jamais les Kinois de haut. Les artistes dialoguent avec les habitants, ils les racontent, ils les magnifient, les observent, mais ne les jugent pas. De

ce point de vue, l'exposition réussit l'exploit de proposer un regard endogène sur la ville. « Les dispositifs de représentation que sont les musées et les expositions sont intimement liés à l'histoire de la domination coloniale et, plus largement, à celle du capitalisme. Ce sont des espaces chargés, lourds d'un passé – et, à bien des égards, d'un présent – brutal et contesté, écrivent les commissaires. [...] Penser que l'on peut échapper à cette violence envers le sujet, créer à partir de l'Europe une exposition sur Kinshasa qui en fasse fi, est illusoire. »

Mais se laisser porter par la foule des rues, se noyer sous le flot des bruits et les sons assourdissants des baffles saturés, être aveuglé par des couleurs jurant entre elles comme les éléments d'un costume de sapeur, étouffer dans les gaz d'échappement de guimbardes bricolées et les effluves de cuisines en plein air, c'est aussi prendre le risque de se perdre et de ne plus trouver son chemin. On peut aimer, ou détester.

« Kinshasa Chronicles » se permet d'entraîner le visiteur dans les recoins de la ville, ces *kuzu* (« refuges », en lingala) de 1 m², délimités par des

tentures ou des tôles, photographiés par Rek Kandol, où l'on peut s'isoler un temps du fracas urbain, et de le plonger dans ses pratiques (spi)rituelles, de l'influence des églises aux violences faites aux « enfants sorciers » telles que les aborde la peintre Geraldine Tobe.

Dans ce labyrinthe, un fil d'Ariane relie toutefois les différents quartiers, les différentes « chroniques » : comme à Kin, la politique est omniprésente. « Penser la ville à partir de la production artistique est ici un acte fort, à la fois de refus et d'espoir », écrivent encore les commissaires. Le politique irrigue tout, du sport à la religion, des performances de rue à la musique. Ainsi, nous rappellent les auteurs, « pour le leader à la toque de léopard, la rumba n'a de raison d'être que celle de le célébrer lui, raison qu'il impose à tous les grands de la musique congolaise » et « sous les politiciens qui suivent Mobutu, la rumba et le ndombolo continuent à servir les intérêts des puissants ». À l'opposé, « le hip-hop congolais, lui, est souvent contestataire », « il exprime une critique acérée de l'ordre social tant au Congo qu'à l'échelle globale ».

Le musicologue Manda Tchebwa affirme au passage que « Kinshasa dicte sa cadence à l'Afrique ».

Capitalisme sauvage

Quant à l'économie, c'est évidemment elle qui dicte sa cadence au politique – parfois depuis l'étranger. Disparités entre l'opulence des riches et l'extrême pauvreté, présence des multinationales rapaces, affairisme triomphant, « Kinshasa Chronicles » raconte un capitalisme sauvage qui ressemble beaucoup à celui que l'on peut observer un peu partout dans le monde. « Dès l'arrivée à l'aéroport de Kinshasa, une multinationale prévient : "Bienvenue sur cette terre où j'étends mon pouvoir féodal, comme beaucoup d'autres copains d'ailleurs, écrit l'auteur Sinzo Aanza. Ces copains s'appellent Glencore, Freeport McMoran, Total, De Beers, Castel... Et l'État, qui n'est qu'un business comme les autres." »

Bienvenue à Kin, capitale capitaliste, métaphore d'un aujourd'hui qui devra choisir entre les sombres propositions d'un individualisme grimaçant et l'espoir en couleurs porté par l'imagination. ●



Au propre, les œuvres sont à hauteur d'homme et à taille humaine. Au figuré, elles ne prennent jamais les Kinois de haut.

Le Techno dandy, performance photographiée par Ashley Walters.

COULEUR LOCALE

Y a d'la **rumba dans l'air**

La rumba congolaise va-t-elle bientôt être inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'humanité? Un peu plus d'un an après le dépôt du dossier conjoint de Kinshasa et de Brazzaville auprès de l'Unesco, l'optimisme règne sur les deux rives du fleuve Congo, en attendant la décision finale. « Le dossier avance bien. Nous aurions dû être fixés en décembre 2020, mais, après un retard lié au Covid, nous devrions connaître l'issue de notre démarche d'ici à la fin de 2021 », explique le professeur André Yoka Lye Mudaba, le directeur général de l'Institut national des arts de Kinshasa, qui préside le comité mixte pour la promotion de la rumba congolaise. Celle-ci espère rejoindre sa cousine cubaine, inscrite au patrimoine immatériel de l'Unesco en 2016.

Fruit de divers métissages, jouée, chantée et dansée par toutes les générations depuis les années 1940, la rumba congolaise

a réussi à se forger sa propre identité par ses figures, ses orchestrations et ses thématiques qui collent aux réalités locales. Sans oublier le lingala, langue nationale des deux Congos, qui en a été le principal vecteur de diffusion.

De Franco à Fally Ipupa

Elle a produit des icônes de la chanson africaine, telles que Franco, Tabu Ley Rochereau, Papa Wemba, Koffi Olomidé et Fally Ipupa. Son influence est perceptible dans l'afrobeat et le kizomba, dans la biguine, le zouk, le compas haïtien et le calypso. Elle irrigue également une flopée de musiques urbaines africaines.

Après les chants polyphoniques des pygmées akas de Centrafrique en 2008, puis le tambour du Burundi en 2014, la rumba congolaise serait le troisième joyau culturel d'Afrique centrale inscrit au patrimoine immatériel de l'humanité. Et les ambassadeurs du « groupe

Afrique » auprès de l'Unesco sont d'autant plus mobilisés pour faire aboutir ce projet que, si le dossier a été présenté par Kin et Brazza, ses initiateurs comptent y associer l'Angola, le Cameroun et la Centrafrique, dont les artistes sont venus enrichir la rumba congolaise.

Si elle est reconnue comme patrimoine mondial, celle-ci gagnera en visibilité sur le plan international. Ce qui n'est pas exempt d'arrière-pensées économiques, car cette reconnaissance devrait inciter les États concernés à mettre en œuvre des politiques publiques volontaristes et à investir dans le secteur culturel. C'est aussi l'occasion, pour les deux Congos, d'accorder une place plus importante à la rumba dans le système éducatif et d'assurer, enfin, la protection intellectuelle

● ● ●
Elle est jouée, chantée et dansée par toutes les générations depuis les années 1940, des deux côtés du fleuve Congo.

des œuvres et leur transcription (la plupart des rumbas jouées actuellement n'existent pas en partition, les musiciens les reproduisent à l'oreille).

Son inscription au patrimoine immatériel de l'Unesco devrait embarquer la rumba congolaise sur la voie de la professionnalisation et, à terme, donner un statut à ses nombreux adeptes. ●

Arthur Malu-Malu

La Revue

POUR
l'intelligence du monde

POLITIQUES, ÉCONOMIES, CULTURES, SOCIÉTÉS

Le monde comme
vous ne l'avez jamais lu !



OFFRE
SPÉCIALE
LECTEURS DE
jeune afrique

49€

au lieu de 60 €
soit 17 % de réduction

La Revue
pour l'intelligence du monde
a été créée en 2003
par **Béchir Ben Yahmed**,
fondateur de **Jeune Afrique**.

@larevue.info

www.larevue.info

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer avec votre règlement à :
Service Abonnements La Revue - IDM
57bis, rue d'Auteuil - 75016 Paris - France

☐ Je profite de l'offre spéciale
réservée aux lecteurs
de **jeune afrique**
au prix de 49€ au lieu de 60€

1 an, 6 numéros

Accès illimité aux articles sur le site
larevue.info

Inscription gratuite à la newsletter

Mes coordonnées : ☐ Mlle ☐ Mme ☐ M.

Nom* : _____ Prénom* : _____

Adresse* : _____

Code Postal* : _____ Ville* : _____

Pays* : _____ Téléphone mobile* : _____

E-mail* : _____ @ _____

* Champs obligatoires.

Mon règlement :

Je règle par : ☐ Chèque (joint à l'ordre de IDM) ☐ Carte Bancaire

N° CB : _____

Expire fin : _____ CVV : _____ 3 derniers chiffres inscrits au dos de ma carte bancaire

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de la part d'IDM La Revue pour l'Intelligence du Monde : ☐ OUI ☐ NON

Je souhaite recevoir par e-mail des offres de partenaires d'IDM La Revue pour l'Intelligence du Monde : ☐ OUI ☐ NON

Date et signature obligatoires



ANNONCES CLASSÉES

Concernant cette rubrique, adressez-vous à Fabienne Lefebvre
Tél. : 01 44 30 18 76 - Email : f.lefebvre@jeuneafrique.com
DIFCOM Régie publicitaire centrale du Groupe Jeune Afrique
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris - France



Annnonce de Recrutements



CA GLOBAL
AFRICA RECRUITMENT

La Banque Africaine d'Export et Import (Afreximbank) est une institution financière multilatérale et Panafricaine créée en 1993, dans le but de financer et de promouvoir le commerce intra et extra-africain.

Elle recrute actuellement pour les postes ci-dessous. Tous les postes sont basés au siège (siège social) au Caire, en Égypte, sauf indication contraire dans cette annonce de recrutements. Pour plus d'informations, veuillez visiter leur site Web : <https://www.afreximbank.com/our-bank/careers/>

Cadre Supérieur, Conseils & Marché des Capitaux (Marchés Financiers). Pour postuler, contactez Shearidan à l'adresse SRABSCH@CAGLOBALINT.COM

Responsable Adjoint, Conseils & Marché des Capitaux (Conseil). Pour postuler, contactez Shearidan à l'adresse SRABSCH@CAGLOBALINT.COM

Responsable Adjoint, Conseils & Marché des Capitaux (Marchés Financiers). Pour postuler, contactez Shearidan à l'adresse SRABSCH@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Information Commerciale (Portail Commercial). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable Adjoint, Information Commerciale (Conseil). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Chargé des Relations Institutionnelles avec l'UA/AfCFTA et de la Politique Commerciale (Politique Commerciale et Accès aux Marchés). Pour postuler, contactez Scott à l'adresse SFRASER@CAGLOBALINT.COM

Responsable Adjoint, Chargé des Relations Institutionnelles avec l'UA/AfCFTA et Politique Commerciale. Pour postuler, contactez Scott à l'adresse SFRASER@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Chargé de la Promotion du Commerce Intra-Africain (Facilitation du Commerce - Transit et Douanes). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Chargé de la Promotion du Commerce Intra-Africain (Facilitation du Commerce et Expositions - Promotion du Commerce et Investissement). Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Chargé de la Promotion du Commerce Intra-Africain (Facilitation du Commerce et Expositions - Gestion du Portefeuille). Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

Responsable Adjoint, Ressources Humaines (Gestion et Analyse des Performances). Pour postuler, contactez Clifford à l'adresse CNDLEBE@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Administration (Gestion de la Continuité des Activités). Pour postuler, contactez Fabio à l'adresse FDASILVAFARIA@CAGLOBALINT.COM

Cadre Supérieur, Relations Clients (QG). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable Adjoint, Cyber Sécurité & Cloud (Sécurité et Risques des Informations). Pour postuler, contactez Fabio à l'adresse FDASILVAFARIA@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Garanties et Financement Spécialisé (Garanties Bancaires). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Assurance Qualité Crédit (Afrique de l'Est et Australe). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Relations Clients (Afrique Australe). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Relations Clients (Afrique de l'Ouest - Anglophone). Pour postuler, contactez Robin à l'adresse ROBOTH@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Unité de Préparation de Projet - Francophone. Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Trésorerie et Marchés (Solutions Clients et Trésorerie). Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Trésorerie et Marchés (Cotes de Crédits, Gestion du Processus et Analyse du Bilan). Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Trésorerie et Marchés (Planification, Analyse, Gestion des Performances et Rapports). Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

Responsable, Trésorerie et Marchés (Chargé de la Compensation pour le PAPSS). Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

Responsable Adjoint, Technologie de l'Information (Soutien aux Applications et Système Bancaire Centrale). Pour postuler, contactez Fabio à l'adresse FDASILVAFARIA@CAGLOBALINT.COM

Chef Régional Chargé des Opérations, Afrique du Nord. Pour postuler, contactez Lise à l'adresse LKOTZE@CAGLOBALINT.COM

CA Global a été retenu comme chasseur de têtes pour sélectionner les candidats finalistes pour ces postes.

Pour postuler, veuillez consulter notre site www.caglobalint.com/jobs ou pour plus d'informations, contactez Bryan Le Roux, Directeur chez CA Global Headhunters au +27 (0) 216599200. Toutes les dates de clôture sont indiquées dans cette annonce.

RECRUTEMENT



Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux Commission Générale de passation des marchés n° 01

Appel d'offres international ouvert n° 62/BEAC/SG-DPMG/A010/Bien/2021 du 29 avril 2021 pour la fourniture et l'installation de divers équipements mobiliers dans le nouvel immeuble de la Direction Nationale pour la Centrafrique à Bangui

Dans le cadre de sa politique de gestion du patrimoine, la Banque des États de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, d'acquies divers équipements mobiliers pour l'aménagement du nouvel immeuble de sa Direction Nationale à Bangui. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation
CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412
✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
☎ : (+237) 222 23 40 30; (+237) 222 23 40 60
postes 5452, 5431, 5412 ou 5403
📠 : (+237) 222 23 33 29 - @ : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de **trois cent mille (300 000) francs CFA ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible**. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris, sur rendez-vous, en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire **d'un million (1 000 000) FCFA**, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 24 juin 2021 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15.01
✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en **deux phases**. Les plis administratifs et techniques seront ouverts, le **jeudi 24 juin 2021 à 13 heures** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers, pour les offres jugées conformes, seront ouverts à une date qui sera communiquée ultérieurement. Les séances d'ouverture ne seront pas publiques en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19.

Le Président de la Commission,

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

MINISTÈRE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA RÉFORME FONCIÈRE
Direction Générale des Infrastructures et des Équipements Urbains (DGIEU)

PROJET D'INFRASTRUCTURES ET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN (PIDU)

Crédit IDA administré par le Groupe de la Banque Mondiale
N° du Crédit : IDA-6298-TG

**AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANT – SÉLECTION DE CABINET / FIRME)**

**RECRUTEMENT DE FIRMES OU CABINETS POUR L'ÉLABORATION DES SCHÉMAS DIRECTEURS
D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME DES COMMUNES TÔNE 1, KOZAH 1, TCHAOUDJO 1, OGOU 1, KLOTO 1 ET ZIO 1**
Activité N°106 approuvée dans le STEP - AMI N° 12/2021/MUHRF/DGIEU/PIDU

1. Le Gouvernement de la République Togolaise représenté par le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière (MUHRF) a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour le financement du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU) et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements autorisés au titre des contrats pour l'élaboration des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) des communes Tône 1, Kozah 1 et Tchaooudjo 1 et (2) des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme des communes Ogoou 1, Klotou 1 et Zio 1.

2. Les services des consultants (« services ») comprennent les tâches suivantes :

Mission 1 : Elaboration des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme des communes Tône 1, Kozah 1 et Tchaooudjo 1.

Mission 2 : Elaboration des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme des communes Ogoou 1, Klotou 1 et Zio 1.

Dans le contexte de chacune des six communes, les deux missions d'études pour l'élaboration du SDAU ont pour objectif global de doter chacune des communes d'un document de référence et de mise en cohérence pour la réglementation et la gestion rationnelle de l'espace urbain. L'horizon temporel du SDAU pour chaque ville est de vingt (20) ans.

De manière spécifique, il s'agit pour les consultants de :

- Faire le diagnostic territorial de chaque commune, au regard de son rôle dans le développement national et régional, sa localisation et sa croissance spatiale, la connectivité et l'accessibilité, etc. ;
- Mettre en cohérence, au niveau de l'agglomération, les pratiques sectorielles en matière d'urbanisme, d'habitat, de mobilité urbaine et d'équipements sociaux et marchands ;
- Elaborer des propositions d'aménagement et d'urbanisme pour les différents secteurs de la ville, zones d'habitations, zones d'activités, équipements structurants...

Le Projet d'Elaboration du SDAU doit :

- fixer la destination générale des sols, les zones préférentielles d'extension de l'agglomération,
- localiser les espaces à urbaniser, les espaces urbains à réaménager ou à restructurer, les zones d'activités ainsi que les grands équipements d'infrastructures et de superstructures, sans oublier les espaces naturels à protéger, les espaces agricoles, et les caractéristiques des sites culturels selon les recommandations de l'UNESCO sur les paysages urbains historiques, le cas échéant.

Le projet doit permettre aussi : (i) de disposer, entre autres, d'un document de réglementation et de gestion de l'espace urbain organisant la circulation et les transports avec le tracé des principales infrastructures de voirie ainsi que d'un portefeuille de projets pertinents au niveau de l'agglomération ; et (ii) d'établir un horizon temporel (20 ans) clair pour mener les grands chantiers stratégiques de la ville qui tiennent compte de la dynamique de métropolisation en cours dans le pays.

Le détail des Termes de Référence (TdR) pour les missions peut être obtenu à l'adresse indiquée ci-dessous (point 09).

3. Chaque mission proprement dite s'étalera sur une période totale de huit (08) mois à compter de la date de signature du contrat. La mission aura lieu dans chacune des six (6) communes au Togo.

4. Le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière (MUHRF) à travers la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) invite les cabinets/firmes (« Consultants ») éligibles à manifester leurs intérêts à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les informations fournies doivent être précises et vérifiables (preuve à l'appui : certificat ou attestation de bonne fin d'exécution, etc.).

Un Consultant peut soumissionner pour les deux missions à condition de mobiliser deux équipes d'experts différents dont le niveau de qualification de chaque expert dans les deux équipes est celui exigé par

les TdR. Les deux équipes vont travailler en parallèle et simultanément. La langue de soumission de la manifestation d'intérêt est le français.

5. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

Le Consultant doit être un Cabinet, faisant profession habituelle dans le secteur de l'habitat et du développement urbain, ayant une expérience confirmée dans les études d'urbanisme, d'architecture et de conception des projets de développement urbain durable.

Le cabinet devra justifier de dix (10) ans d'expérience générale dans le domaine de la planification et de la gouvernance urbaines et avoir à son actif la conduite/réalisation de trois (03) missions similaires au cours des dix dernières années. Les références sont obligatoires.

6. Il est porté à l'attention des Consultants, les dispositions de la Section III, des paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016 et révisé en novembre 2017 ("Règlement de Passation des Marchés"), décrivant les politiques de la Banque Mondiale en matière de conflit d'intérêt.

7. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire. En cas de groupement, tous les membres du groupement seront solidairement et conjointement responsables pour le contrat dans son intégralité, si sélectionné.

Si le Candidat est constitué de Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres, ou
- une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous traitants. Les références et qualifications des Sous traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des dossiers de candidature.

8. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de « Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) » telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés de la Banque Mondiale. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes :

**Personne Responsable des Marchés Publics/Point focal
du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière
Rue Nicolas Grunitzky, 3^{ème} étage Immeuble de la Direction
Générale de la société des postes du Togo à Nyékonakpoé
Tél. : (00228) 90 29 25 09/90 30 69 37/91 94 39 81
e-mail : sp.pidu1823@gmail.com/marchepublicmuhcv@gmail.com
tous les jours de lundi à vendredi,
de 9 h 00 à 12 h 00 et de 15 h 00 à 17 h 00, heure locale.**

9. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous (en personne ou par courrier électronique) au plus tard le **23/06/2021 à 10 heures, heure locale.**

**Personne Responsable des Marchés Publics/Point focal du Ministère de
l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière
Rue Nicolas Grunitzky, 3^{ème} étage Immeuble de la Direction Générale de la
société des postes du Togo à Nyékonakpoé
Tél. : (00228) 22 22 57 78/90 30 69 37
e-mail : sp.pidu1823@gmail.com/marchepublicmuhcv@gmail.com**

Lomé, le 06/05/2021

La Personne Responsable des Marchés Publics
Viglo K. MENSAH

MANIFESTATION D'INTÉRÊT

ANNONCES CLASSÉES

DIVERS - MANIFESTATION D'INTÉRÊT



CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA COOPÉRATION HALIEUTIQUE ENTRE LES ÉTATS AFRICAINS RIVERAINS DE L'Océan ATLANTIQUE
MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES COOPERATION AMONG AFRICAN STATES BORDERING THE ATLANTIC OCEAN

APPEL INTERNATIONAL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LA RÉALISATION D'UN COMPENDIUM DES RÉGLEMENTATIONS NATIONALES SUR LA PÊCHE MARITIME POUR LES ÉTATS MEMBRES DE LA COMHAFAT - N°1/AMI/2021

Le Secrétariat Exécutif de la **Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT)**, organisation intergouvernementale créée en 1989, regroupant 22 pays de la côte atlantique africaine et ayant son siège à Rabat (Maroc), lance un appel international à manifestation d'intérêt pour la réalisation d'un Compendium des réglementations nationales sur la pêche maritime pour les Etats membres de la COMHAFAT.

L'objectif global de ce compendium est de favoriser une gouvernance durable des ressources halieutiques situées dans la zone COMHAFAT, par une meilleure connaissance des cadres juridiques qui régissent l'activité de pêche dans cet espace.

Les objectifs spécifiques de ce compendium visent à :

- Permettre à la COMHAFAT et à ses Etats membres de renforcer la coopération mutuelle par une meilleure connaissance des cadres juridiques nationaux en vigueur dans la Région ;
- Mettre à la disposition de toutes les parties prenantes ainsi qu'à la communauté internationale, un recueil digital et sur papier, de tous les textes concernant la pêche dans la Région.

Groupes cibles :

- Les ministères en charge des pêches des Etats membres de la COMHAFAT et leurs services rattachés ;
- Les autres administrations nationales dont les politiques sectorielles ont un impact sur la pêche (environnement, transport, finances, ...).

Bénéficiaires : Etats membres, Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT, communauté internationale y compris les autres organisations régionales de pêche, les organisations professionnelles, les partenaires techniques et financiers et les ONGs.

Durée escomptée du projet : Six (06) mois

Les cabinets intéressés sont invités à produire des informations démontrant qu'ils sont qualifiés pour réaliser lesdites prestations notamment : présentation sommaire du consultant, curriculum vitae des experts, description sommaire des travaux similaires réalisés, coordonnées complètes (adresse, téléphone, fax, mail).

Résultats attendus :

- Collecte des textes législatifs et réglementaires sur la pêche maritime et sur les autres secteurs pertinents pour la gestion durable des ressources halieutiques dans les Etats membres de la COMHAFAT ;
- Dissémination d'un Compendium contenant les réglementations des pêches maritimes des Etats membres de la COMHAFAT, dans les deux langues français / anglais, auprès des acteurs nationaux et des partenaires régionaux et internationaux de la COMHAFAT ;
- Digitalisation de ce compendium permettant des consultations multicritères ;
- Ce travail de compilation des instruments juridiques de la pêche maritime dans tous les Etats membres, sous forme d'un Compendium devra contribuer à faciliter l'accès de tous à cette précieuse mine d'information.

Les expressions d'intérêt accompagnées des informations sur les capacités des cabinets doivent être déposées / envoyées par courrier à l'attention de Monsieur le Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT (sous forme de documents ou de fichiers PDF) avant le **15 Juin 2021** à l'adresse suivante :

Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT
2, Rue Ben Darkoul Ain Khalouiya, Souissi - 10220 Rabat Maroc
Téléphone : +212 530 774 221 - Fax : +212 537 651 810
Mail : benabbou.comhafat@gmail.com

L'étude sera attribuée en lot unique. Les consultants peuvent soumissionner en groupement.

Le dossier d'Appel d'Offres sera transmis au consultant ou groupement de consultants retenu à la suite de cette manifestation d'intérêt.

Les demandes d'informations complémentaires peuvent être adressées à :

Secrétariat de la COMHAFAT
Téléphone : +212 530 774 221 - Fax : +212 537 651 810
Mail : secretariat.comhafat@gmail.com

Le Secrétaire Exécutif
Abdelouahed BENABBOU

VU A LA TV - PARU DANS LA PRESSE

Rejoignez notre réseau de 8 licences nationales
CIEL VERT sur le continent Africain
(HYGIÈNE et DÉSINFECTION)

- structure légère et rentabilité exceptionnelle prouvée
- droit d'entrée à partir de 150KE selon Royalties sur CA

candidature et infos: jbs@bluetooth.fr

Retrouvez
toutes nos annonces
sur le site :

www.jeuneafrique.com

RÉPUBLIQUE DU NIGER
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE



AGENCE NATIONALE DE L'ÉCONOMIE DES CONFÉRENCES (ANEC)

BP : 683 Niamey - Niger

TÉL. : (227) 20 72 49 00 / 20 72 49 01

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 003/2021/ANEC

Dans le cadre du recrutement d'un cabinet pour l'élaboration d'une Stratégie Nationale pour le Développement de l'Économie des Conférences au Niger, l'Agence Nationale de l'Économie des Conférences (ANEC) lance le présent avis à manifestation d'intérêt pour la présélection des cabinets nationaux/internationaux qui seront invités par la suite, à soumettre des offres techniques et financières.

Tout candidat intéressé par le présent avis, peut télécharger un jeu complet du dossier de candidature à partir du lien suivant :

<https://anec-niger.ne/documentation?type=Appel%20d%27offre>

On peut également l'obtenir, gratuitement, au Bureau du chef de la Division Comptabilité et Finances de l'ANEC, située sur l'avenue du Général De Gaulle, au quartier plateau, du lundi au jeudi, de 09 heures à 17 heures 30 minutes et le Vendredi de 09 heures à 12 heures 30 minutes aux contacts :

Tél. : +227 20724900 / +227 20724901

Email : m.amadou@anec-niger.ne (avec copie à m.ghadfi@anec-niger.ne)

Une lettre de manifestation d'intérêt, rédigée en français et accompagnée des documents indiqués au dossier de présélection, doit être envoyée à :

Email : m.amadou@anec-niger.ne (avec copie à m.ghadfi@anec-niger.ne) au

plus tard le **30 juin 2021 à 10h30mn** (Heure locale).

L'ouverture des dossiers aura lieu le **même jour à 11h 00mn**, dans la salle de réunion de l'ANEC avenue du Général De Gaulle, au quartier plateau.

Toute offre reçue après le délai fixé sera rejetée.

Une liste restreinte des candidats classés par ordre de mérite sera retenue à la fin de cette présélection.

Des renseignements complémentaires pourront être obtenus, les jours ouvrables, du lundi au jeudi de 9h00 à 17h00, et le vendredi de 9h00 à 12h00, à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Tél. : +227 20724900 / +227 20724901

Email : m.amadou@anec-niger.ne (avec copie à m.ghadfi@anec-niger.ne)

Par décision motivée, l'administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent dossier de présélection.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
Mohamed SAIDIL MOCTAR

MANIFESTATION D'INTÉRÊT - DIVERS

Park'n'play
L'art de jouer

Votre fabricant de parcs de loisirs pour l'Afrique

Parcs aquatiques
Parcs de loisirs
Piscines collectives

Thématisation
Terrains multi-sport
Fitness

Tél : +33 4 77 20 67 11
info@parknplay.fr

www.parknplay.fr

Bâtiments GALVANISÉS EN KIT
+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE

~1 000m²
44 402\$*

1 Conteneur 40'OT

~900m²
46 189\$*

*Prix départ usine, voir site internet. Prix hors taxes, hors transport et montage.

00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
Tél : 00352 20 20 10 12 www.afrique.batimentsmoinschers.com

the africa report

Africa, covered.*



NOUVELLE
OFFRE

ABONNEZ-VOUS !

OFFRE SPÉCIALE

Bénéficiez d'une remise de -30%

sur votre abonnement annuel avec le code promotionnel : **OFFER30TAR115**

Rejoignez-nous : www.theafricareport.com/subscribe/

L'offre est valable jusqu'au 30 juin 2021. Offre non cumulable avec toute autre promotion.

INCLUS DANS VOTRE ABONNEMENT

theafricareport.com

Accès illimité au contenu de *The Africa Report*. Inclus : notre classement des 200 premières banques, des 500 premières entreprises et nos rapports dédiés aux 54 pays africains.

Newsletters exclusives

Africa insight la sélection quotidienne des articles favoris de l'éditeur, comprenant nos meilleurs rapports et analyses.

Édition digitale

Accédez en avant-première au magazine en version digitale 2 semaines avant sa parution en kiosque.

Offres privilèges

Réduction exceptionnelle et accès prioritaire à une sélection d'événements du Groupe Jeune Afrique Media dont The Africa CEO Forum + chaque trimestre, un échange en direct avec notre rédaction pour poser toutes vos questions via notre channel Slack.

*Un traitement complet de l'actualité africaine.

Une question ? N'hésitez pas à nous contacter à :
customer.care@theafricareport.com



► Le tour de la question

Comment Idriss Déby est-il mort ?



L'ex-chef de l'État tchadien au palais présidentiel de N'Djamena, le 23 décembre 2018.

Cette question en a obsédé plus d'un, dans les couloirs feutrés des palais et sur les réseaux sociaux, où les théoriciens du complot ont eu tôt fait de s'en emparer. Elle a aussi passionné la rédaction de *Jeune Afrique*. Fallait-il croire la version donnée, le 20 avril, par le nouveau Conseil militaire de transition qui avait pris le pouvoir à N'Djamena ? Non, ou en tout cas pas sur parole. Il fallait retracer les dernières heures d'Idriss Déby Itno et déterminer si un maréchal de 68 ans avait pu être touché au combat à des centaines de kilomètres de sa capitale.

Première étape : confirmer qu'il était bien allé à la rencontre des rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (Fact). Sur ce point : aucun doute. Plusieurs sources, familiales, diplomatiques ou sécuritaires, ont fourni des détails sur son départ de N'Djamena vers le Kanem, à bord d'une Toyota blindée, le 17 avril à 22 heures. Il n'arrivera sur le théâtre des opérations que le lendemain matin. C'est là que les événements deviennent plus opaques. Vous avez été nombreux à évoquer une réunion

entre le président et le chef du Fact, Mahamat Mahdi Ali, laquelle aurait mal tourné.

Selon nos informations, celle-ci n'a jamais eu lieu. En outre, le numéro un rebelle ne se trouvait plus dans le Kanem à ce moment-là. Dès lors, Déby Itno est-il mort au combat ? Nos sources l'affirment. Trois d'entre elles, sans lien les unes avec les autres, ont confirmé qu'il avait été blessé au flanc par balle.

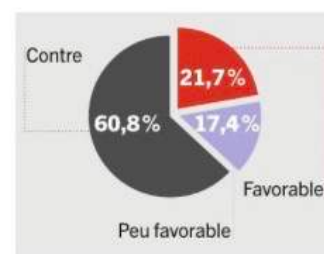
Beaucoup se sont aussi interrogés sur la date du décès : dès le 18 avril ? Ou le lendemain, à N'Djamena ? Le 20 avril, peu de temps avant l'annonce officielle ? Nos sources, y compris médicales, sont formelles : les soins prodigués sur le terrain n'ont pas permis à Idriss Déby Itno de survivre à son évacuation par hélicoptère vers la capitale.

Des zones d'ombre subsistent-elles ? Sans doute, d'autant qu'un décès aura rarement eu autant de conséquences. Mais Déby Itno a bien perdu la vie dans le Kanem au soir du 18 avril à la suite d'une blessure reçue au milieu des combats, la veille de l'annonce de sa victoire à la présidentielle. ●

Mathieu Olivier

Paroles d'abonnés

Transition légitime ou coup d'État institutionnel au Tchad : êtes-vous favorable ou non à la prise de pouvoir de Mahamat Idriss Déby après la mort de son père ?



Jean Marc Sika, Cameroun

« Il est important de mettre en œuvre la succession constitutionnelle. Avec cette fâcheuse pratique du fils qui remplace le père, les pays de l'Afrique centrale confirment leur statut de républiques bananières. L'aspect informel de leur gouvernance, au lieu de reculer comme partout ailleurs sur le continent, semble plutôt gagner du terrain, et est même en voie d'institutionnalisation. »

NOTRE RÉPONSE

Exceptionnellement, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine n'a pas prononcé de sanction à l'encontre du Tchad et de ses nouveaux dirigeants. L'institution a cependant exigé que « la transition vers un régime démocratique soit achevée dans le délai de dix-huit mois annoncé par le Conseil militaire de transition, à compter du 20 avril 2021 ». Insistant sur le fait qu'« aucune forme d'extension de la période de transition prolongeant la restauration de l'ordre constitutionnel ne saurait être acceptable pour l'UA ».

► Votre journal

The Africa Report lance son « paywall »

Créé en 2005 par Jeune Afrique Media Group, le trimestriel anglophone propose une nouvelle offre digitale à ses lecteurs. Et poursuit ainsi son ouverture à l'international.

Depuis sa création, en 1960, *Jeune Afrique* s'est donné pour mission de porter la voix du continent au-delà de ses frontières. Mais cette ambition a longtemps été entravée par des barrières linguistiques héritées d'un autre âge. Béchir Ben Yahmed, fondateur de ce journal, s'était essayé à une publication anglophone dès les années 1970, mais les contraintes logistiques et matérielles avaient mis fin à ce projet au bout de quelques années.

En 2005, Jeune Afrique Media Group réitérait l'expérience en créant *The Africa Report*, sur la base d'un modèle à la fois papier et digital, en s'appuyant sur le savoir-faire de journalistes anglophones chevronnés. Parmi eux figure notamment Patrick Smith, fondateur de la lettre d'information britannique « Africa Confidential ». Depuis, *The Africa Report* n'a cessé d'affirmer sa présence dans l'offre médiatique africaine avec désormais plus de 1 million de lecteurs par mois en digital.

The Africa Report part du constat que l'Afrique est mal représentée et fortement sous-estimée sur la scène internationale, et refuse de se laisser enfermer dans les divisions et hiérarchies historiques. Il considère que la politique et l'économie sont intimement liées et privilégie une lecture transversale des enjeux de pouvoir. *The Africa Report* a fait le choix de mettre en lumière ceux qui font la différence : les dirigeants qui

changent le cours de l'Histoire, les jeunes qui sont les moteurs du changement et une communauté d'affaires particulièrement dynamique.

Dans son traitement de l'actualité, *The Africa Report* se concentre sur



Plus de 1 million de lecteurs par mois et une quarantaine de pays couverts.

des enjeux pour lesquels un point de vue régional ou panafricain s'avère pertinent. La zone de libre-échange africaine en est l'une des meilleures illustrations. Mais cela concerne aussi les événements des pays francophones qui touchent les

pays voisins. Ce qui se passe en Côte d'Ivoire peut intéresser les lecteurs au Nigeria. Il en va de même pour des événements en RD Congo pour les Kényans, par exemple.

Ainsi, *The Africa Report* parle de l'Algérie aussi souvent que du Ghana, et ce n'est pas la moindre particularité du titre. En s'appuyant sur la rédaction francophone de *Jeune Afrique*, dont il traduit et adapte une sélection d'articles chaque jour, *The Africa Report* se concentre sur les douze plus grands pays d'Afrique, qui représentent 90 % de la population et du PIB du continent.

Ce faisant, le titre permet aussi à Jeune Afrique Media Group de proposer une couverture véritablement panafricaine de l'actualité. Aujourd'hui, les équipes de correspondants et de rédacteurs couvrent plus de 40 pays africains, du Cap au Caire, d'Abidjan à Abuja et Addis-Abeba.

Audience globalisée

S'adresser à un public anglophone, c'est aussi la meilleure manière d'atteindre une audience globalisée. Grâce à *The Africa Report*, nous touchons de nouveaux publics en dehors du continent, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Inde, en Chine et, plus largement, dans l'ensemble des pays non francophones qui s'intéressent à l'actualité politique et économique de notre continent – et ils sont de plus en plus nombreux.

Pour continuer à offrir le meilleur du journalisme africain, theafricareport.com a récemment mis en place un *paywall*, complètement naturel de son édition papier trimestrielle. L'engouement que nous constatons prouve que nos lecteurs souhaitent financer un modèle économique qui promeut la fiabilité, la rigueur et l'intelligence, aujourd'hui plus que jamais. *Long live The Africa Report !* ●

Marwane Ben Yahmed

► **Ce jour-là...**

19 juin 1991 Mandela raconte la fin de l'apartheid

Il y a trente ans, juste avant que le Parlement sud-africain abroge les principales lois raciales, le leader de l'ANC s'entretenait avec notre envoyée spéciale à Pretoria. Extrait.

Jeune Afrique : Vous menez une campagne très active en faveur du suffrage universel et de l'élection d'une Constituante. Quelles sont vos chances de réussir ?

Nelson Mandela : Nous sommes déterminés à créer un État démocratique. Si [le principe] « un homme une voix » est la norme de toute démocratie, nous ne voyons pas pourquoi les Sud-Africains devraient se contenter de moins. Par conséquent, nous exigeons une Constitution fondée sur les principes non racistes, non sexistes et démocratiques. Nous croyons que cela sera possible grâce à une Constituante élue sur la base d'une représentation proportionnelle et surtout par le remplacement du gouvernement actuel par un gouvernement intérimaire qui arbitre la transition.

Les changements entamés par le président De Klerk augurent-ils d'un avenir favorable pour les Noirs sud-africains ?

Certains prétendent que nous sommes déjà dans « la nouvelle Afrique du Sud ». Les changements et les avancées sont dits tellement irréversibles que toute protestation et tout combat de notre part sont jugés inutiles. Il suffit pourtant d'analyser n'importe quel secteur de notre société pour constater à quel point tout cela est faux. L'actuelle répartition des qualifications professionnelles, des biens et de la terre démontre que le savoir-faire et le bien-être demeurent le privilège des Blancs.



L'abrogation du Land Act et du Population Registration Act représentent tout de même une victoire importante dans votre lutte anti-apartheid...

Bien sûr. Mais ce n'est qu'un début. Trop de restrictions encadrent ces réformes. Et les textes ne sont pas toujours clairs. Il y a aussi un problème important relatif à la terre. De Klerk affirme que les actes de propriété actuels seront garantis et protégés. Comment peut-on revendre de la terre à ceux-là même qui en ont été dépouillés par le passé ? On nous demande d'oublier l'histoire et de repartir de zéro. C'est impossible.



On nous demande d'oublier l'Histoire et de repartir de zéro. Impossible !

Voilà une manière peu élégante de nous faire comprendre que les disparités sont toujours et encore maintenues.

L'ANC est-il devenu un parti politique ?

Il est avant tout un mouvement de libération nationale. Cette libération doit intervenir dans de nombreux secteurs de la société : religieux, politique, social, économique... Mais nous ne sommes pas encore un parti politique. Nous avons plusieurs éléments de stratégie : la lutte armée, la mobilisation de masse à l'intérieur du pays, le développement d'une stratégie « souterraine ». Nous avons des diplomates à travers le monde [...]. Des bailleurs de fonds étrangers financent notre mouvement. Toutes nos actions [...] n'ont qu'un but : rassembler toute notre énergie pour construire un État démocratique. ●

Propos recueillis par Ekanga Shungu



Post-Scriptum Fawzia Zouari

Jour de désespoir

Je suis dans mon village, au fin fond de la Tunisie, en ce mois de mai qui ne ressemble à aucun autre. Mon premier réflexe matinal est de regarder le ciel, toujours. Je ne suis pas fille d'agriculteur pour rien. Et la météo reste mon programme préféré à la télé. Un temps lourd et brumeux. En quelle saison sommes-nous ? Impossible de savoir. Et, de toute façon, qui croirait encore aujourd'hui à un défilé régulier des saisons ou au déroulé normal de la vie, léger, sans entraves ?

Pays bigot

La récolte est compromise, et les paysans ont « le cœur en sang », comme ils disent, à cause de la grande sécheresse qui sévit cette année. La Prière de la pluie n'a été d'aucun effet. Dieu semble occupé ailleurs. Pourtant, qu'est-ce qu'il est présent dans la tête de mes villageois ! Du matin au soir, ils n'ont que son nom à la bouche, l'invoquent à tort et à raison, en font sans rougir le témoin de leurs mensonges et de leurs turpitudes. Depuis que les Frères ont installé leur pouvoir, le pays tout entier a changé de visage : il est devenu bigot, ostensiblement croyant, barbu, voilé, c'est si triste et moche à voir !

Alors que le virus frappe quotidiennement (le haut-parleur de la mosquée égrène les noms des

disparus, vous imaginez l'ambiance !), beaucoup dans mon village continuent à penser que le Covid-19 est une invention de mécréants et qu'Allah veillera immanquablement sur les musulmans. Excédé, un cousin instit leur une fois a lancé : « Au lieu de consacrer vos prêches à souhaiter la mort des Occidentaux, vous devriez prier pour que Dieu les préserve au moins jusqu'à ce qu'ils nous trouvent le remède miracle. »

Bien que l'heure du couvre-feu soit fixée à 22 heures, et la circulation des voitures interdite à partir de 19 heures, les gens restent dehors jusqu'à minuit et font ronronner leurs moteurs. « Nous n'allons tout de même pas circuler à dos d'âne », protestent-ils. Ça, c'était du temps de leurs anciens. Et puis, personne ne les empêchera d'agir à leur guise puisque la Révolution a supprimé l'État !

Tout à l'heure, la rupture du jeûne expédiée, les gamins sortiront en



Aucun projet, aucun lieu culturel, aucune école n'a vu le jour dans ma région depuis le « Printemps ».

bande. Ils erreront plus qu'ils ne se promèneront. Tagueront les murs, feront exploser des pétards et s'interpelleront dans une langue émaillée d'insultes et de mots grossiers. Je les plains en pensant à la génération de Tunisiens dont je fais partie. Je suis de ceux et celles que les grandes guerres ont épargnés, qui sont nés avec l'indépendance, ont été élevés dans le culte du savoir et ont trouvé en Bourguiba l'homme providentiel garant de leur avenir. Les jeunes d'aujourd'hui, dans ma bourgade comme dans le reste du pays, vivent le décrochage scolaire, le chômage, l'immigration clandestine, le terrorisme, l'attrait de Daesh et, pour ne rien arranger, la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Aucun des gouvernements qui se sont succédé depuis 2011 n'a réussi à leur tracer des perspectives. Aucun projet, aucun lieu culturel, aucune école, aucune usine ni aucun atelier n'a vu le jour dans ma région depuis le fameux « Printemps ». Le peuple doit se débrouiller tout seul. Orphelin d'espoir. Victime de « responsables » politiques obtus, opportunistes, obnubilés par leurs démons, leur carrière ou leurs privilèges.

La nuit est tombée

Cet après-midi, le ciel vire à l'orage mais reste désespérément sec. J'ai une envie étrange de fuir le monde des hommes. Et mon village me paraît soudain insupportable. Je pousse vers les champs et marche au milieu des épis de blé qui peinent à relever la tête, brûlés et à moitié vides. Le rouge des coquelicots ressemble à un sourire indécent. La terre craquelle sous mes pieds, et c'est comme si elle sanglotait. Je continue vers le cimetière, traverse la clôture et, quelques pas plus loin, me penche sur la tombe de mes parents. Je me surprends à penser qu'ils ont bien fait de partir avant de vivre ce que nous vivons.

Sur le chemin du retour, mon portable sonne. Une voix amie m'appelle. Béchir Ben Yahmed est mort.

La nuit est tombée. ●

REJOIGNEZ LA PERFORMANCE

**Moov
Africa**



L'AFRIQUE EN MOUVEMENT

Moov Africa est la marque commerciale qui rassemble l'ensemble des filiales de Maroc Telecom dans les 10 pays de présence du groupe : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Tchad et Togo.

La marque Moov Africa révèle au monde l'empreinte panafricaine du Groupe Maroc Telecom et illustre sa vision d'une « Afrique en mouvement » qui réside dans le principe de partage du savoir-faire du groupe et sa capacité d'innovation au profit des pays dans lesquels il opère.

Moov Africa c'est la promesse d'une offre multiservices pour répondre aux besoins essentiels des populations dans les domaines des télécoms, de l'éducation, du mobile banking, de la culture et du développement durable.

MOOV AFRICA UN MONDE NOUVEAU VOUS APPELLE

MOBILISÉS POUR NOS 175 000 ENTREPRISES CLIENTES EN AFRIQUE

Nous sommes à vos côtés,
présents dans 19 pays
sur le continent africain,
pour vous accompagner
dans tous vos projets d'avenir.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Société Générale, S.A. au capital de 1 066 714 367,50 € - 552 120 222 RCS PARIS - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 PARIS. Crédit photo : Vitaly Yurasov - Mars 2021.



milibrisreader